CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 MARS 2025

Publié le 25 juin 2025
sur le site internet de
Mulhouse Alsace Agglomération

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION (m2A)

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Fabian JORDAN,

Séance du 24 mars 2025 à 17 h 30

Quorum pour 104 élus en exercice : 53 élus présents.

PRÉSENTS (83) : Mme AGUDO-PEREZ, Mme BAECHTEL, M. BELLONI, M. BERGDOLL (jusqu'au point 15° compris), M. BEYAZ, M. BITSCHENE, M. BLANQUIN, Mme BOESCH, Mme BUCHERT (à partir du point 2°), M. BUX, M. CHAPATTE, M. CHÉRAY, M. COLOM, Mme DHALLENNE (à partir du point 2°), M. DUSSOURD (à partir du point 2° jusqu'au point 15° compris), M. EHRET (jusqu'au point 17° compris), M. ENGASSER (à partir du point 2°), M. FUCHS, Mme GERRER, M. GIRONA, Mme GODBILLON, Mme GOETZ, Mme GOLDSTEIN (à partir du point 2° jusqu'au point 33° compris), M. GREILSAMMER, M. HAGENBACH, M. HARTMANN, Mme HERZOG, M. HILLMEYER, M. HOMÉ (jusqu'au point 31° compris), Mme HOTTINGER, M. JORDAN, M. JULIEN, M. JUNG, Mme KEMPF (jusqu'au point 31° compris), M. LAUGEL, M. LECONTE, Mme LIERMANN, M. LIPP, M. LOGEL, Mme LOISEL, Mme LUTOLF-CAMORALI (à partir du point 2°), Mme LUTZ, Mme MATHIEU-BECHT, Mme MEHLEN (jusqu'au point 29° compris), M. MENSCH (à partir du point 2° jusqu'au point 33° compris), M. METZGER (jusqu'au point 27° compris), Mme MEYER, Mme MIMAUD (jusqu'au point 20° compris), M. MINERY (jusqu'au point 29° compris), M. MOR, Mme MOTTE, M. NEUMANN, M. NICOLAS (jusqu'au point 36° compris), M. OBERLIN (jusqu'au point 28° compris), M. ONIMUS, Mme PAUGAM, M. PULEDDA, M. QUIN (jusqu'au point 30° compris), Mme RAPP, Mme RENCK, M. RICHARD, M. RICHE, M. RIFF, Mme RISSER (jusqu'au point 29° compris), M. SASSI (jusqu'au point 15° compris), Mme SCHELL, M. SCHILDKNECHT, Mme SCHWEITZER (à partir du point 2°), M. SIMEONI, Mme SIMON, Mme SORNIN (à partir du point 2°), M. STEGER (jusqu'au point 22° compris), M. STRIFFLER, M. STURCHLER (à partir du point 2° jusqu'au point 34° compris), Mme TALLEUX (jusqu'au point 29° compris), M. TORANELLI, M. TRIMAILLE (à partir du point 2° jusqu'au point 26° compris), M. VIOLA, M. WEISBECK, M. WOLFF, Mme ZAGAOUI, Mme ZELLER et M. ZIMMERMANN.

EXCUSÉS / ABSENTS (5) : M. BECHT, M. GUTH, M. KRZEMINSKI, M. PAUVERT et Mme RITZ.

PROCURATIONS (16) : M. BEHE à M. BELLONI (sauf points n°26, n°28 et n°30), Mme BONI DA SILVA à M. JUNG, Mme BOUAMAIED à Mme LOISEL, M. BOUILLÉ à M. STEGER (sauf point n°24), M. CAUSER à M. BEYAZ, Mme CORNEILLE à M. NICOLAS (sauf point n°24), M. COUCHOT à Mme RAPP (sauf point n°29), M. D'ORELLI à M. OBERLIN, Mme EL HAJJAJI à Mme PAUGAM, M. GOEPFERT à M. JORDAN (sauf points 26, 32 et 33), Mme JENN à M. SCHILDKNECHT (sauf point n°30), M. SALZE à M. JULIEN (sauf point n°24 et point n°29), M. SCHILLINGER à M. STURCHLER (jusqu'au point 34° compris), M. SCHIRCK à Mme LIERMANN, Mme SCHMIDLIN BEN M'BAREK à Mme SORNIN (sauf point n°24) et Mme SUAREZ à Mme MOTTE (sauf point n°24).

Procurations temporaires : M. BERGDOLL à M. BITSCHENE (à partir du point 16°), M. HOMÉ à Mme LUTOLF-CAMORALI (à partir du point 32°), Mme MEHLEN à M. HAGENBACH (à partir du point 30°), M. METZGER à Mme ZAGAOUI (à partir du point 28°), Mme MIMAUD à M. BUX (à partir du point 21°), M. SASSI à Mme SCHWEITZER (à partir du point 16°) et Mme TALLEUX à Mme MEYER (à partir du point 30°).

Les membres du Conseil d'agglomération ont adopté les délibérations suivantes :

1°		Désignation du secrétaire de séance
2°	Procès-verbal	Approbation du procès-verbal du 27 janvier 2025
	N° de la délibération :	Titre de la délibération :
3°		Information du Conseil d'agglomération sur les délibérations et décisions prises par délégation

UN TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPÉRATION

- *Finances*

4°	2562C	Budget principal : vote du budget primitif 2025 (7.1.1/2562C) **Projet envoyé le 11 mars 2025**
5°	2563C	Budget annexe de l'eau : vote du budget primitif 2025 (7.1.1/2563C) **Projet envoyé le 11 mars 2025**
6°	2564C	Budget annexe chauffage urbain : vote du budget primitif 2025 (7.1.1/2564C) **Projet envoyé le 11 mars 2025**
7°	2565C	Budget annexe transports urbains : vote du budget primitif 2025 (7.1.1/2565C) **Projet envoyé le 11 mars 2025**
8°	2566C	Budget annexe ZAE Bantzenheim : vote du budget primitif 2025 (7.1.1/2566C) **Projet envoyé le 11 mars 2025**
9°	2567C	Budget annexe ZAE Amélie IV : vote du budget primitif 2025 (7.1.1/2567C) **Projet envoyé le 11 mars 2025**.
10°	2571C	Budget principal : vote des autorisations de programme 2020-2027 (7.10.1/2571C)

11°	2609C	Dotation de solidarité communautaire : répartition au titre de l'année 2025 (7.6/2609C)
12°	2650C	Tarifs communautaires : révision des tarifs pour services rendus pour 2025 (7.10.5/2650C)
13°	2679C	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées : fixation des taux pour l'année 2025 (7.2/2679C)
14°	2680C	Taxe de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI) : fixation du produit au titre de l'année 2025 (7.2/2680C)
15°	2681C	Fiscalité directe locale : fixation des taux pour l'année 2025 (7.2/2681C)

- Pacte de gouvernance

16°	2684C	Conseil de développement de Mulhouse Alsace Agglomération : rapport d'activité 2024 (5.7.9/2684C)

- Ressources humaines

17°	2668C	Personnel : ajustement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (4.5/2668C)
18°	2643C	Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) : renouvellement de la convention pour les années 2025 à 2027 (4.1.8/2643C)
19°	2691C	Mise à jour du tableau des effectifs (4.1.1/2691C)

UN TERRITOIRE D'ACCUEIL DYNAMIQUE

- Emploi

20°	2353C	Association REAGIR : attribution de la subvention 2025 (7.5.6/2353C)
21°	2395C	Association SÉMAPHORE Mulhouse Sud Alsace : attribution de la subvention 2025 (7.5.6/2395C)

22° 2631C — Association SÉMAPHORE Mulhouse Sud Alsace : attribution de la subvention 2025 pour les dispositifs Boussole des Jeunes et Loj'Toît (7.5.6/2631C)

23° 2632C — École de la Deuxième Chance (E2C 68) : attribution d'une subvention pour l'année 2025 (7.5.6/2632C)

24° 2620C — Association la MEF68 : attribution d'une subvention pour l'année 2025 (7.5.6/2620C)

- Enseignement supérieur

25° 2547C — Convention de partenariat 2025 entre Mulhouse Alsace Agglomération et la classe Prépa Talents de l'Université de Haute-Alsace (8.1/2547C)

- Développement économique

26° 2640C — Agence de Développement de l'Alsace (ADIRA) : attribution d'une subvention pour 2025 (7.5.6/2640C)

27° 2642C — Association du Technopole Mulhouse : subvention annuelle pour 2025 (7.5.6/2642C)

28° 2641C — SAEML Parc des Expositions : subvention pour l'organisation du Salon de l'ORientation et de l'Évolution Professionnelle (SOREP) (7.4/2641C)

- Urbanisme et aménagement

29° 2689C — Agence de la Fabrique Urbaine et Territoriale (AFUT Sud-Alsace) : programme partenarial 2025 (7.5.6/2689C)

30° 2690C — Délégation de service public pour l'exploitation du Parc des Expositions de Mulhouse : engagement de la procédure (1.2.1/2690C)

31° 2695C — Demande d'autorisation environnementale de la SCI COQ INVEST à Pulversheim : avis sur projet (2.2.1/2695C)

- Attractivité, développement touristique et culturel

32° 2597C — Association de gestion du musée de l'impression sur étoffes : subvention de fonctionnement au titre de l'année 2025 (7.5.6/2597C)

33° 2685C — Agence d'attractivité : avance sur subvention de fonctionnement 2025 (7.5.6/2685C)

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE AU SERVICE DE TOUS SES HABITANTS

- *Sport*

34° 2645C — Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive de Strasbourg (CREPS) : renouvellement de la convention partenariale en vue de l'évolution de l'offre de formation professionnelle dans les métiers du sport et de l'animation (7.5/2645C)

UN TERRITOIRE DE NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

- *Environnement et énergie*

35° 2619C — Réseaux de chaleur : modification de la définition de l'intérêt communautaire (5.7.9/2619C)

36° 2621C — Réseau de chaleur décarboné « Mulhouse Centre Agglomération » : choix du mode de gestion et lancement de la délégation de service public (1.2.1/2621C)

37° 2693C — Biodiversité : réponse à l'appel à projet trame verte et bleue pour un secteur de 6 communes (8.8/2693C)

- *Eau*

38° 2662C — Mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable lotissement « Néolia » rue de Rumersheim à Bantzenheim : convention de maitrise d'œuvre (1.4/2662C)

39° 2630C — Mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable lotissement « Néolia » rue de Mulhouse à Reiningue : convention de maitrise d'œuvre (1.4/2630C)

1° DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Le Président propose la nomination de M. Jean-Luc SCHILDKNECHT aux fonctions de secrétaire de séance.

Pour : 72 + 17 procurations.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

(M. SCHILDKNECHT procède à l'appel.)

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Jean-Luc. Nous pouvons donc délibérer. Voilà chers amis, bienvenue à ce deuxième Conseil d'agglomération de l'année. Je souhaitais démarrer cette séance en revenant sur l'acte terroriste qui a durement frappé Mulhouse le 22 février dernier. Je tiens à nouveau à exprimer en notre nom à tous nos plus sincères condoléances à la famille, aux proches des victimes, nos pensées accompagnent également les blessés. Nous pensons bien évidemment aux agents de la Police Municipale de Mulhouse qui ont pu neutraliser avec sang-froid l'assaillant, et qui ont été pour certains grièvement blessés. Nous leur apportons, à nouveau, tout notre soutien ainsi qu'à leurs collègues éprouvés par ce terrible acte de barbarie. Notre nation est aujourd'hui victime du terrorisme islamiste et d'une violence extrême que nous devons rejeter et combattre de manière systématique et avec la plus grande fermeté. Plus que jamais, c'est dans l'unité que nous devons agir, en concertation avec l'ensemble des services de l'État et des acteurs associatifs qui travaillent en proximité avec la population. C'est pourquoi, comme j'avais pu en exprimer le souhait au moment du drame, nous avons réuni, avec Michèle, notre CISPD exceptionnel en séance plénière vendredi dernier, en présence de François-Noël BUFFET, ministre auprès du ministre de l'Intérieur, pour renforcer à la fois nos actions de prévention en matière de radicalisation mais aussi la coordination entre les maires de notre agglomération, les services de l'État, la Justice, la Police, la Gendarmerie, la brigade verte, les acteurs sociaux et nos associations du territoire que nous savons très investis. C'est unis que nous pourrons assurer durablement la sécurité de nos concitoyens et agir dans la prévention en soutenant les actions auprès des enfants citoyens de demain, des jeunes que nous veillons à insérer dans notre société, des parents parfois démunis, mais aussi en tenant compte du sujet de la santé mentale sur lequel notre collègue Pierre SALZE est intervenu. Ces sujets sont intimement liés, et c'est bien une action globale équilibrée qui nous permettra d'agir collectivement, chacun dans son rôle. Nous avons rappelé le rôle essentiel des maires, y compris dans la justice de proximité. Je tiens à remercier Michèle mais aussi nos trois présidents des CISPD restreints des secteurs Ouest, Centre et Est, Jean-Paul JULIEN, Paul QUIN et Gilbert FUCHS pour leur implication, ainsi que notre chargée de mission Virginie HOFLACK, très présente auprès de nos communes.
Les phénomènes de radicalisation, de prévention de la délinquance et de sécurité sont l'affaire de nous tous. Je vous propose désormais, chers collègues, d'observer une minute de silence en mémoire de la victime de cet événement tragique, Monsieur Lino SOUSA LOUREIRO, un mois jour pour jour après le recueillement organisé place de la Réunion.

(Minute de silence)

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Voilà chers collègues, nous avons un ordre du jour dense avec notamment l'adoption du budget primitif 2025, vous savez, que nous aurions dû voter en décembre, mais là nous y reviendrons. Je vous rappelle que le budget principal et les cinq budgets annexes sont votés les uns après les autres et une fois l'ensemble des délibérations adoptées, il faudra signer chacun de ces budgets. C'est pour cela que je vous demanderai de ne pas quitter la salle avant que ces budgets soient signés par vous tous, merci beaucoup. Enfin, comme toujours, il appartient aux élus ayant un intérêt à l'affaire de ne pas prendre part au vote et de vous signaler à l'Assemblée si vous vous déportez d'une délibération afin que la Direction du Pilotage des Instances enregistre votre déport. Aurore, Lucie et Manuella seront vigilantes de ce point de vue-là.

2° APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 27 JANVIER 2025

M. LE PRÉSIDENT : Point 2 « Approbation du procès-verbal du 27 janvier 2025 ». Il a été joint à la liasse, il est soumis à votre approbation. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 83 + 17 procurations.

Le procès-verbal du 27 janvier 2025 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Je rappelle que lors de notre dernière séance, notre collègue Thierry ENGASSER a posé une question sur le coût de la Maison du Territoire, et je demande à Jean-Luc SCHILDKNECHT et Rémy NEUMANN de répondre à cette interpellation.

M. SCHILDKNECHT : Avant de vous donner quelques éléments financiers, peut-être un petit rappel de contexte général. Alors en 2020, lorsque nous avons commencé à réfléchir au développement et à l'attractivité de notre agglomération, nous nous étions fixés quatre objectifs : celui de développer notre identité ; de donner plus de visibilité à m2A ; de faire de notre futur siège un outil performant au service de notre gouvernance volontariste que je qualifie parfois même d'atypique, atypique au sens très positif du terme ; et de créer une synergie encore plus forte, c'est quelque chose qui tenait à cœur à Fabian, entre les acteurs publics et privés de notre territoire. Alors pour ce faire, nous avions à l'époque cherché désespérément des locaux administratifs sur le ban communal de la ville centre, mais faute d'opportunités et surtout aussi d'opportunités financièrement acceptables, nous avons fini par jeter notre dévolu sur une friche du territoire, l'ancien siège de la Banque Populaire à Sausheim, et nous l'avons fait en concertation avec certains partenaires. Pour traduire d'aller de l'avant ensemble, il a été décidé de créer cette fameuse SEM, une SEM composée de 11 partenaires pour investir, puis gérer ce qu'on peut qualifier aujourd'hui de tiers-lieu de l'Agglomération. Alors pour les grandes collectivités, on a m2A, on a la CeA et on a le Conseil Régional. Pour les partenaires privés, vous en connaissez un certain nombre, il y a bien sûr la CCI, la Chambre des Métiers, la Chambre d'Agriculture,

le Crédit Mutuel, la fédération du BTP, les CPPME, EDF et BT Group Alors, après une période de travaux avec quelques aléas, c'est à l'automne 2023 que nos premiers services ont commencé à emménager. On a emménagé parallèlement à la réorganisation des services qui arrive aujourd'hui à son terme, dans le cadre d'une collaboration fructueuse avec la ville de Mulhouse. Je tiens à remercier Alain COUCHOT, il n'est pas là aujourd'hui, mais nous avons vraiment bien travaillé ensemble, même si ce ne fût pas toujours simple. Aujourd'hui, c'est environ 150 de nos agents, répartis dans une douzaine de services, qui travaillent quotidiennement dans ce qui est devenu le siège de notre Agglomération. Et parallèlement à notre emménagement, 11 structures partenaires ont également investi leurs nouveaux bureaux : la CeA, ALME, Effinergie, la MEF, EuroRhein Port, le syndicat des ports, Grand Est Développement, l'agence d'attractivité, R-CUA dont Rémy vous parlera, EDF et la CCI. Et le dernier locataire, non des moindres, notamment en termes de surface occupée, sera France Travail qui emménagera courant 2025. Ainsi, à terme, 250 personnes travailleront sur le site. Au cours de de l'année, nous avons constaté que la Maison du Territoire est vraiment en effervescence permanente, ceux qui viennent de temps en temps peuvent s'en rendre compte. L'accueil est assuré par des stagiaires en reconversion du Centre de Réadaptation. Tous les jours, le restaurant, qui est géré en régie et ouvert à l'ensemble des agents des 39 communes de l'agglomération, sert 130 repas et c'est une augmentation régulière et constante. Par ailleurs, il ne se passe pas une semaine sans qu'il se déroule des rencontres avec nos partenaires ; des journées d'information ; des sessions de formation, c'est quelque chose qui nous tient particulièrement à cœur, formations pour nos agents mais aussi pour des agents d'autres communes ce que nous cherchons à développer ; bien sûr des conférences des maires ou des bureaux de m2A puisque certains ont trouvé que c'était sympa de se réunir dans l'auditorium ; des séminaires sociaux et d'accueil de nouveaux personnels ; des forums ou encore des expositions et des moments de convivialité comme par exemple le petit déjeuner du Président avec les agents. Alors aujourd'hui, avec un peu de recul, un constat s'impose à nous, et j'ose le dire, ce qu'il y a 5 ans relevait d'un défi aux enjeux majeurs voire de l'ineptie pour certains, est devenu aujourd'hui par sa concrétisation un vrai atout pour notre Agglomération. Force est de constater, je le répète, que cela s'impose à nous. La Maison du Territoire vit vraiment très bien à travers le filtre de la diversité et de la richesse des activités qui s'y déroulent quotidiennement. Vous savez tous aussi qu'une collectivité ne vaut que par la synergie et la valeur des femmes et des hommes qui y travaillent. Le regroupement des services décisionnels a permis à ces agents d'apporter un vrai supplément d'âme à notre Agglomération, nous sommes en train de développer ce que j'appelle une vraie culture d'entreprise. Notre projet est notamment devenu aussi un modèle en termes de partenariat, j'ai cité les partenaires tout à l'heure. Mais aussi, cette opération est une belle réussite pour l'identité de notre Agglomération, pour la cohésion de nos équipes, je le répète et par son côté fédérateur avec nos partenaires. D'un point de vue humain, opérationnel, c'est indéniablement une belle réussite. Mais je sais aussi que certains doutes subsistent quant à la pertinence financière. Aussi aujourd'hui, après un an de fonctionnement, nous sommes en mesure d'apporter quelques éléments factuels plus que rassurants, je le dis tout de suite, après une année de fonctionnement. Alors quelques éléments financiers, tout d'abord pour l'investissement, la Maison du Territoire est une SEM composée de 11 actionnaires je l'ai dit tout à l'heure, une SEM au capital de 6,25 M€. Pour les actionnaires publics, il y a m2A avec 2,6 M€, j'arrondis les chiffres, la CeA 1,3 M€ et le Conseil Régional 0,8 M€. Pour les partenaires privés, le principal est la CCI avec 1,2 M€

au capital et 37 500 € pour les 6 autres partenaires. Et c'est grâce à cet apport en capital que nous avons pu financer les travaux de rénovation ainsi que les travaux d'indépendance énergétique qui ont commencé mais qui vont encore venir notamment avec la pose d'ombrières sur l'ensemble du parking pour passer en autoconsommation. Pour m2A, pour atténuer cette charge en investissements, il convient aussi de vous dire que les ventes en cours de la maison During devraient être de l'ordre, d'après l'estimation du domaine de 1,3 M€, puis du Bento Drouot pour 0,8 M€ à peu près. Ces ventes compensent en grande partie notre apport en capital et on ne peut que s'en satisfaire. Alors pour le fonctionnement, la SEM compte 14 locataires. Comme nous ne sommes pas propriétaires mais seulement actionnaires majoritaires, il s'impose à nous comme aux autres locataires, de payer un loyer ainsi que les charges. Le loyer, nous avons été très vigilants, est de 9 € au mètre carré, et ce loyer de 9 € au mètre carré est à comparer aux loyers qui se pratiquent sur l'ensemble de l'agglomération. Notamment dans des constructions neuves, ces loyers sont entre 12 et 18€, donc vous voyez que nous sommes vraiment en-dessous. L'application de ces tarifs de location ainsi que les charges induites représentent environ un coût annuel de 700 000 € en fonctionnement. 700 000 €, cela peut faire bondir, c'est de l'argent, mais en fait 700 000 € représente 0,26% de notre budget de fonctionnement, ce qui est vraiment peanuts. Malgré cela, nous constatons que dans le budget principal de fonctionnement pour 2025 est en diminution de 2,8 M€ en ce qui concerne juste les charges à caractère général, ce qui signifie que par ailleurs, nous avons su faire les efforts et nous avons su rationaliser notre gestion pour pouvoir nous donner les moyens d'emménager à la Maison du Territoire. Alors, chers collègues, ces quelques chiffres témoignent, s'il le fallait encore, de notre détermination pour gérer de beaux et grands projets de manière, c'est quelque chose qui me tient à cœur et je le répète souvent, raisonnée et raisonnable, mais aussi de manière déterminée pour nous donner les moyens légitimes de nos ambitions, et pour améliorer bien sur la qualité de vie au travail. Peut-être encore une précision, on focalise sur la Maison du Territoire mais parallèlement à la réorganisation, nous continuons à travailler sur d'autres sites puisque beaucoup de nos services sont encore sur d'autres sites. Nous avons regroupé bon nombre de services au Grand Rex, il y a les ressources humaines, l'urbanisme, le service des informations géographiques, le pôle affaires juridiques et achats, et l'habitat, ce n'est pas rien. Il y a bien sûr, boulevard Wallach, tout ce qui est périscolaire et petite enfance, et au Technopôle, nous sommes également en train de monter en puissance. Donc notre présence sur le territoire de la ville de Mulhouse reste très forte avec notamment des lieux d'accueil pour le public, je pense à l'habitat et au périscolaire et nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir emménagé à la Maison du Territoire.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, merci Jean-Luc pour ces éléments de réponse.

3° INFORMATION DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LES DÉLIBÉRATIONS ET DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION

I. Délibérations du Bureau

Lors de sa séance du 18 juillet 2020, le Conseil d'agglomération a délégué certaines compétences au Bureau.

Cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation pour le Président de rendre compte au Conseil d'agglomération des délibérations approuvées par le Bureau, conformément à l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Il s'agit des délibérations suivantes :

Bureau du 3 mars 2025

	Nº de la délibération :	Titre de la délibération :
1°		**DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE** Le Bureau a désigné Antoine HOMÉ comme secrétaire de séance.
2°	2667B	**SOLIDARITE AVEC LA POPULATION DE MAYOTTE : VERSEMENT D'UNE SUBVENTION** Le Bureau a approuvé le versement d'une subvention de 20 000 € en faveur de la Communauté de communes du Sud de Mayotte pour soutenir les actions de reconstruction de ce territoire.
3°	2653B	**POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE 3F GRAND EST DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS RUE DES CHARPENTIERS À WITTELSHEIM** Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 2 710 271 €, souscrit par l'Emprunteur 3F GRAND EST auprès de la Caisse des dépôts et consignations– Banque des Territoires.
4°	2654B	**POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE 3F GRAND EST DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT DE LOGEMENTS RUE D'ENSISHEIM À WITTELSHEIM** Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 1 680 468,00 €, souscrit par l'Emprunteur 3F GRAND EST auprès de la Caisse des dépôts et consignations– Banque des Territoires.

5° 2655B **POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE ALEOS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION D'ACQUISITION ET DE RÉHABILITATION DE LOGEMENTS RUE D'ILLZACH À MULHOUSE**

Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 342 270,00 €, souscrit par l'Emprunteur ALEOS auprès de la Caisse des dépôts et consignations– Banque des Territoires.

6° 2656B **POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE ATHIS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS RUE SIMONE VEIL À WITTELSHEIM**

Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 826 000,00 €, souscrit par l'Emprunteur ATHIS auprès du Crédit Coopératif (Société Coopérative Anonyme de Banque Populaire).

7° 2657B **POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE HABITATS DE HAUTE ALSACE DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION D'ACQUISITION DE LOGEMENTS RUE DE MULHOUSE À SAUSHEIM**

Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 1 157 200,00 €, souscrit par l'Emprunteur HABITATS DE HAUTE ALSACE auprès de la Caisse des dépôts et consignations– Banque des Territoires.

8° 2658B **POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE HABITATS DE HAUTE ALSACE DANS LE CADRE DE L'OPERATION DE RÉHABILITATION DE LOGEMENTS RUE DE LA FORÊT À WITTENHEIM**

Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 1 710 000,00 €, souscrit par l'Emprunteur HABITATS DE HAUTE ALSACE auprès de la Caisse des dépôts et consignations– Banque des Territoires.

9° 2659B **POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE NEOLIA DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION DE LOGEMENTS RUE DE BRUNSTATT À MULHOUSE**

Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 156 000,00 €, souscrit par l'Emprunteur NEOLIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations– Banque des Territoires.

10° 2660B **POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE NEOLIA DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION DE LOGEMENTS RUE DE MULHOUSE À RIEDISHEIM**

Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 240 000,00 €, souscrit par l'Emprunteur NEOLIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations– Banque des Territoires.

11° 2661B **POLITIQUE SOCIALE DE L'HABITAT : GARANTIE COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT À HAUTEUR DE 100% EN FAVEUR DE VILOGIA DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS RUE FÉNELON À MULHOUSE**

Le Bureau a accordé une garantie communautaire d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant de 2 693 040,00 €, souscrit par l'Emprunteur VILOGIA auprès de la Caisse des dépôts et consignations– Banque des Territoires.

12° 2651B **OUVERTURE D'EMPLOIS PERMANENTS À DES AGENTS CONTRACTUELS**

Le Bureau a décidé de pourvoir à des emplois permanents pour les postes suivants : directrice générale déléguée à l'Innovation et à l'évaluation, gestionnaire gestion prévisionnelle des emplois et compétences, gestionnaire formation et responsable adjointe paie, par le recrutement d'agents contractuels de droit public dans les conditions des articles L. 332-8 2° et L. 313-1 du code général de la fonction publique.

13° 2669B **PASSATION D'UN MARCHÉ POUR LA COLLECTE DES BIODÉCHETS SUR LE SECTEUR PRESTATAIRE**

Le Bureau a approuvé la passation d'un marché pour la collecte des biodéchets pour une durée de 20 mois pour un montant estimatif de 1 352 000 € HT sur le secteur prestataire. Il a également autorisé le Président ou son représentant à lancer la procédure de consultation, puis ensuite à signer le marché avec le titulaire qui sera retenu à l'issue de la procédure de sélection.

14° 2670B **PASSATION D'UN MARCHÉ POUR LA LOCATION DE VÉHICULES POIDS-LOURDS DESTINÉS À LA COLLECTE DES DÉCHETS**

Le Bureau a approuvé : la stratégie de rajeunissement et de verdissement de la flotte de véhicules de collecte des déchets ; le recours à la location pour compléter le parc existant ; la contractualisation d'un accord-cadre à bons de commande en 2 lots distincts. Le lot n°1 comprend : la location, sans chauffeur, de véhicules de Collecte des déchets pour une durée de quatre années (montant maximum pour 4 ans : 2 500 000 € HT soit un coût mensuel de 40 000 € HT, maintenance comprise, pour la location de 8 PL). Le lot n°2 comprend : la location, sans chauffeur de véhicule de lavage de bacs à déchets pour une durée d'un an (montant maximum pour 1 an, toutes prestations confondues, de 160 000 € HT). Il a également autorisé le Président ou son représentant à lancer la procédure de consultation, à signer l'accord-cadre à bons de commande pour chacun des lots avec les titulaires qui seront retenus à l'issue de la procédure de sélection.

15° 2542B **FOURNITURE DE PIÈCES DESTINÉES AU RÉSEAU D'EAU POTABLE ET AUX BRANCHEMENTS : PASSATION D'UN ACCORD CADRES À BON DE COMMANDE**

Le Bureau a approuvé le renouvellement du marché de pièces destinées au réseau d'eau potable et aux branchements, et ainsi, de passer un accord-cadre à bons de commande d'un montant global de 2 280 000 € HT sur 6 ans. Il a également autorisé le Président ou son représentant à lancer la consultation, puis à signer le contrat avec le titulaire retenu.

16° 2531B **SUBVENTIONS POLITIQUE DE LA VILLE : PROGRAMMATION COMMUNAUTAIRE 1ÈRE PHASE 2025**

Le Bureau a approuvé la contribution de m2A au programme d'actions Politique de la Ville 2025 par l'octroi de 4 subventions pour un montant total de 18 140 € : 1140 € au bénéfice du CIDFF pour la mise en place d'ateliers numériques d'apprentissage du français aux personnes en attente d'intégrer un groupe d'apprentissage, en emploi, ou ne pouvant accéder aux cours ; 5000 € au bénéfice d'OENFAB - La Petite Manchester pour le nouveau projet « de fil en aiguille » ; 3000 € au bénéfice de Synergie Family pour le programme de redynamisation et de remobilisation vers l'insertion sociale et professionnelle d'une vingtaine de femmes du projet « Dynamob Mulhouse » ; 9000 € au bénéfice de Médiacycles pour son action « un sésame pour l'emploi ». Le Bureau a également approuvé la signature d'une convention pluriannuelle de 3 ans avec Médiacycles pour la période 2025-2027.

17° 2648B **BASSIN D'APPRENTISSAGE DE LA DOLLER – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Le Bureau a approuvé le renouvellement de la convention de fonctionnement du bassin d'apprentissage de la Doller pour une période de trois ans à compter du 1er janvier 2025.

18° 2671B **RÉAMENAGEMENT DE L'ESPACE FAMILIAL EXTERIEUR DU STADE NAUTIQUE DE L'ILLBERG : AUTORISATION DE LANCEMENT DU MARCHÉ**

Le Bureau a approuvé les propositions de réaménagement de l'espace familial extérieur du stade nautique de l'Illberg pour un coût total estimé à 2 000 000 € TTC.

19° 2682B **PÉRISCOLAIRE SELLIER À MULHOUSE : CRÉATION DE LOCAUX PÉRISCOLAIRES – LANCEMENT DU PROJET ET MISE EN PLACE D'UNE CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE**

Le Bureau a approuvé le lancement du projet de création de locaux périscolaires de Sellier, le plan de financement prévisionnel et le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage. Le montant prévisionnel global du projet est estimé à 4 361 863 € HT. Le Bureau a également autorisé le Président ou son représentant à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage.

20° 2634B **NOUVELLES ÉCONOMIES : DOTATION DU PRIX COURTS-CIRCUITS 2024**

Le Bureau a approuvé le versement d'une récompense de 1 500 € à Makers Mulhouse, vainqueur du Prix Courts-Circuits 2024.

21° 2664B **ZONE D'ACTIVITÉS AMÉLIE À WITTELSHEIM : ACQUISITION DE TERRAINS SUPPLÉMENTAIRES EN VUE DE LA CRÉATION D'UNE ZONE D'ACTIVITÉS ET DU TRANSFERT D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE**

Le Bureau a approuvé l'acquisition de 37 hectares de terrains au prix de 3€/m2 auprès de la Ville de Wittelsheim, soit un coût total d'environ 1 110 000 €.

II. Décisions du Président

Lors de ses séances des 18 juillet 2020, 27 juin 2022 et 26 juin 2023, le Conseil d'agglomération a délégué certaines compétences au Président.

Cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation pour le Président de rendre compte au Conseil d'agglomération des décisions qu'il a prises, conformément à l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales.

Il s'agit des décisions suivantes :

- en matière de marchés publics passés par voie de procédure adaptée

Décisions du Président prises du 15 décembre 2024 au 14 février 2025 inclus

N°	Service	Titulaire du marché	Objet	Date notification	Montant du marché (HT)	Nature
C2025056	Direction environnement et services urbains	AC EMERAUDE R.D. 419 68130 JETTINGEN	Concerne le véhicule immatriculé HB597PD N° d'inventaire : 02025.A.005.ENGIN	31/01/2025	9 168,00 €	Fournitures
C2025053	Direction environnement et services urbains	BUSSANG POIDS LOURDS 33 BIS RUE LUTTENBACHER 88540 BUSSANG	CHASSIS VF6SGFF2491062379	10/02/2025	4 829,00 €	Fournitures
C2025051	Direction de la communication et événementiel	Parc expo de Mulhouse 120 rue Lefèbvre 68100 MULHOUSE	Vœux m2A au monde économique 2025	14/02/2025	10 603,10 €	Services
C2025050	Régie de l'eau m2A	REXEL agence de Mulhouse ZI Pèle 430 16 rue de la Charente BP 49 68270 WITTENHEIM	Rénovation Armoire Puits de Berrwiller	10/02/2025	4 835,91 €	Travaux
C2025049	Direction environnement et services urbains	SFEP 69720 ST LAURENT DE MURE	BALAI + MANCHE	31/01/2025	6 930,00 €	Fournitures

C2025048	Direction environnement et services urbains	ACOMETIS PRODUCTION 7 place du 17 novembre 68360 SOULTZ	Jeu de couteaux GK5 TECNA25	05/02/2025	9 030,00 €	Fournitures
C2025047	Régie de l'eau m2A	DKM EXPERTS 273 Avenue d'Altkirch 68350 BRUNSTATT DIDENHEIM	Contrat d'hygiène logement de fonction Illberg + Régie de l'Eau	04/02/2025	4 200,00 €	Services
C2025046	Direction environnement et services urbains	ASS HT RHIN PREVENTIONS SOINS 68200 MULHOUSE	CHANTIERS DESHERBAGE	01/01/2025	4 625,00 €	Services
C2025043	Direction des moyens généraux	SIEMENS SAS 30 rue de l'Industrie 67400 ILLKIRCH	REDEVANCE CONTRAT DE MAINTENANCE 6LB-0630071444 CAMSA DIDENHEIM 68350 DIDENHEIM 6LB-630070199 CAMSA RICHWILLER 68120 RICHWILLER Maintenance de vos installations de sécurité incendie	31/01/2025	14 074,00 €	Services
C2025042	Direction de la communication et événementiel	SCHRAAG 3 RUE JACQUELINE AURIOL 90000 BELFORT	Brochures 29.7x21 cm 96 pages + couverture	07/02/2025	4 867,20 €	Fournitures
C2025040	Direction de la communication et événementiel	EST PRINT 40 rue de Thann 68200 MULHOUSE	Brochure A4 portrait 28 pages intérieurs + 4 pages de couvertures. 7 000 exemplaires SALON ORIENTATION	07/02/2025	4 340,00 €	Services
C2025039	Direction systèmes d'informations	AKARETI 200 rue de la Croix Nivert 75015 Paris	MAINTENANCE ROUTEURS ET SUPPORT DU 01/0225 AU 31/01/26	15/01/2025	4 620,00 €	Services
C2025038	Direction environnement et services urbains	TPA SAS 57160 SCY CHAZELLES	POSTE INDUCTION	31/12/2024	6 257,00 €	Fournitures
C2025037	Direction environnement et services urbains	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	ACHAT PEUGEOT PARTNER BB	23/01/2025	72 811,00 €	Fournitures
C2025035	Direction environnement et services urbains	CATRA 25 rue de Mulhouse 68170 RIXHEIM	REV 2ANS/PREPA SDM 4397YM	30/01/2025	10 469,00 €	Fournitures
C2025034	Direction de la communication et événementiel	WEMAP 1025 AVENUE HENRI BECQUEREL 34000 MONTPELLIER	License WEMAP PRO	04/02/2025	12 000,00 €	Services
C2025033	Direction de la communication et événementiel	TAKKEO 34/41 RUE DU JEU DES ENFANTS 67000 STRASBOURG	Accompagnement SEA	04/02/2025	37 791,67 €	Services
C2025032	Direction de la communication et événementiel	TAKKEO 34/41 RUE DU JEU DES ENFANTS 67000 STRASBOURG	Création et optimisation site Internet.	04/02/2025	10 800,00 €	Services
C2025031	Direction environnement et services urbains	SEMAT 335 avenue Jean Guiton 17028 LA ROCHELLE CEDEX	KIT AXES VERIN PANNEAU	28/01/2025	8 828,00 €	Fournitures
C2025028	Direction environnement et services urbains	BENNES VINCENT SAS 7 RUE DE L'INDUSTRIE 68700 CERNAY	VERIN DE GRUE	16/01/2025	5 461,00 €	Fournitures
C2025026	Direction urbanisme, aménagement et habitat	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'ALSACE 2 rue de Rome CS30022 - SCHILTIGHEIM 67013 Strasbourg	Etude préalable agricole dans le cadre du projet Blue Solutions à Wittelsheim	23/01/2025	9 787,50 €	Services

C2025025	Régie de l'eau m2A	VEGA TECHNIQUE SA BP 18 NORDHOUSE 67151 NORDHOUSE	REMPLACEMENT DES CAPTEURS DE NIVEAUX	27/01/2025	4 290,26 €	Fournitures
C2025023	Direction urbanisme, aménagement et habitat	LINGENHELD Environnement chemin du Hitzthal 67203 Oberschaeffolsheim	Prestations similaires pour dépollution aux abords du bâtiment 118	30/01/2025	272 913,00 €	Travaux
C2025022	Direction des sports	LVMT 12 RUE DE LA CHARENTE 68270 WITTENHEIM	FONDATIONS AGRES ANNEAUX	15/01/2025	7 764,00 €	Travaux
C2025021	Direction environnement et services urbains	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	Sans plomb 95 DIDENHEIM	14/01/2025	5 195,00 €	Fournitures
C2025020	Direction environnement et services urbains	SIEMENS SAS 30 rue de l'Industrie 67400 ILLKIRCH	Actualisation pour l'année 2025 du contrat de maintenance N° 940165686 DIDENHEIN et RICHWILLER	31/12/2024	14 820,00 €	Services
C2025019	Direction environnement et services urbains	OMIA 66 Avenue Maryse Bastie 16340 L'ISLE D'ESPAGNAC	CONTRAT PREMIUM 2024-2025 Cabine de peinture B4 :	31/12/2024	6 474,00 €	Services
C2025018	Direction mobilités et transports	EGIS RAIL 168-170 avenue Thiers 69455 LYON CEDEX 06	Mission de maîtrise d'œuvre pour la réfection des infrastructures tramway	05/02/2025	224 037,07 €	Services
C2025017	Direction des sports	SOPROLUX 1 RUE DES GRAVIERES 68170 RIXHEIM	AUTOLAVEUSE DRIVEMATIC AUTOPORTEE DELARGE PLATEAU PORTE DISQUE + BROSSE DE LAVAGE + BATTERIE LI -ON	20/01/2025	17 341,00 €	Fournitures
C2025016	Direction des sports	LOGICEK 18 rue du Jura 68390 Sausheim	ABONNEMENT INTERNET FIBRE OPTIQUE POUR LE CENTRE SPORTIF REGIONAL	14/01/2025	7 156,80 €	Services
C2025015	Régie de l'eau m2A	PREMYS Agence FERRARI 9, RUE DE L'INDUSTRIE 68310 WITTELSHEIM	MATERIAUX DEBLAI/REMBLAI FEVRIER 2025	15/01/2025	8 000,00 €	Services
C2025014	Régie de l'eau m2A	DIEHL METERING SAS 67 RUE DU RHONE 68304 SAINT-LOUIS CEDEX	Achat de compteurs	14/01/2025	24 780,00 €	Services
C2025013	Direction environnement et services urbains	GARAGE RELLE 22 BOULEVARD DES NATIONS 68200 MULHOUSE	CARROSS FD045ND	02/01/2025	16 334,00 €	Services
C2025012	Direction environnement et services urbains	AOM SERVICES 9 rue Saint Charles 68540 BOLLWILLER	PELLE/VERIN Dépose pelle, remplacement pelle	06/01/2025	10 745,00 €	Fournitures
C2025010	Direction systèmes d'informations	IDEMOOV 1C rue Pégase 67960 ENTZHEIM	LICENCES 2025 WITHSECURE - SECURITE NUMERIQUE	01/01/2025	11 620,00 €	Fournitures
C2025009	Direction des sports	SPQR 33 rue François Garcin 69003 Lyon	Etude d'opportunité relative à la transformation des bains municipaux	14/01/2025	82 720,00 €	Services
C2025008	Direction enfance et famille	RM ENERGY 19 rue des Anges 68120 PFASTATT	Travaux de rénovation des sanitaires au RPE Boulevard de l'Europe à Mulhouse	10/01/2025	39 951,35 €	Travaux
C2025007	Direction urbanisme, aménagement et habitat	Archimed Environnement 5 rue du Talus 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Accord-cadre à bons de commande pour les prestations d'études environnementales (volet milieux naturels) sur le territoire de m2A	09/01/2025	200 000,00 €	Services
C2025006	Direction mobilités et transports	WEINMANN Technologies ZAC Sud du Rosenmeer 12 rue Jean Marie Lehn 67560 Rosheim	Modernisation et mise en conformité d'une cabine de peinture - Solea	14/01/2025	164 814,00 €	Travaux

C2025005	Direction enfance et famille	AXAL ZI Bennwihr Gare - 7 rue du Canal 68126 BENNWIHR GARE	Déménagement, manutention et garde-meubles d'objets mobiliers, matériels et documents pour les établissements périscolaires et petite enfance de m2A	24/01/2025	38 000,00 €	Services
C2025002	Direction environnement et services urbains	MNG SORAGE (S.A.R.L.) 2 bis rue Saint-Denis 77400 LAGNY-SUR-MARNE	Achat de matériel zootechnique - palans, chariots et commandes à distance	21/01/2025	11 120,40 €	Fournitures
C2024621	Direction environnement et services urbains	AC PNEUS ET SERVICES CHEMIN DEPARTEMENTALE 419 BP 80114 68130 JETTINGEN	ACHAT PNEU	31/12/2024	6 022,00 €	Fournitures
C2024615	Direction environnement et services urbains	FRANCE ELEVATEUR ZAC DU PLATEAU 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE	MAINTENANCE NACELLE	18/12/2024	15 025,00 €	Services
C2024612	Direction environnement et services urbains	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	GAZOIL RICHWILLER	20/12/2024	29 477,00 €	Fournitures
C2024611	Direction environnement et services urbains	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	GNR DID DP025.2024	18/12/2024	5 720,00 €	Fournitures
C2024603	Direction de la communication et événementiel	HOP CONSEIL 2 RUE DU SAERING 68500 GUEBWILLER	CARTE PASS TEMPS	30/12/2024	13 866,50 €	Fournitures
C2024602	Parc zoologique et botanique	MICHINEAU NICOLAS 31 rue Basse 68420 Gueberschwihr	Aménagement intérieur de 16 vivariums au parc zoologique et botanique de Mulhouse	09/01/2025	47 721,95 €	Travaux
C2024597	Direction environnement et services urbains	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	AQUISITION D'UN DACIA SANDERO	30/12/2024	11 850,67 €	Fournitures
C2024596	Direction systèmes d'informations	NXO TELECOM 8, avenue de France Z.A.E. Heiden Est 68310 WITTELSHEIM	Maintenance et acquisition de solutions de téléphonie avec prestations associées - Maintenance et acquisition de solutions de téléphonie avec prestations associées - Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire avec montant maximum de 200 000 € HT	30/12/2024	200 000,00 €	Services
C2024595	Direction développement économique	CAPGEMINI CONSULTING Quai du Président Roosevelt 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX	Programme Blue Industrie Sud Alsace Etudes et accompagnement de la phase IV	27/12/2024	52 292,00 €	Services
C2024594	Direction performance énergétiques	KAESER COMPRESSEURS Parc Ever Est 52 rue Marcel DASSAULT - CS40034 69747 GENAS	Fourniture et pose du compresseur à vis KAESER avec convertisseur de fréquence à la Centrale Thermique de l'Illberg	06/01/2025	99 837,96 €	Travaux
C2024591	Direction environnement et services urbains	ATIC RUE PASTEUR PROLONGEE 68270 WITTENHEIM	Entretien des séparateurs hydrocarbures, aire de lavage :	17/12/2024	4 753,35 €	Travaux
C2024589	Direction construction et patrimoine	JAENICKE 10 rue du 17 Novembre 68500 GUEBWILLER	RADIATEUR SALLE DE SPORT MAISON DU TERRITOIRE	19/12/2024	28 721,00 €	Travaux

C2024588	Direction construction et patrimoine	EOS CONNECT 2a rue des Jardins 68520 BURNHAUPT LE BAS	CONTROLE ACCES 1ER ETAGE	20/12/2024	7 226,00 €	Travaux
C2024582	Direction environnement et services urbains	PEUGEOT MULHOUSE GRAND EST AUTOMOBILES 7 rue de Berne CS 80025 68110 ILLZACH	Marché Subséquent 15 – Acquisition d'une fourgonnette essence pour le service PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	24/12/2024	16 586,04 €	Fournitures
C2024581	Direction environnement et services urbains	GARAGE MAURICE 54 rue de Brunstatt 68200 MULHOUSE	Marché Subséquent 14 – Acquisition d'une berline essence cinq places pour le service SECRETAIRE DE MAIRIE ITINERANT	24/12/2024	11 375,00 €	Fournitures
C2024580	Direction environnement et services urbains	PEUGEOT MULHOUSE GRAND EST AUTOMOBILES 7 rue de Berne CS 80025 68110 ILLZACH	Marché Subséquent 13 – Acquisition de deux fourgons vitrés diesel pour le service PARC VEHICULES	24/12/2024	57 171,94 €	Fournitures
C2024579	Direction environnement et services urbains	GARAGE MAURICE 54 rue de Brunstatt 68200 MULHOUSE	Marché Subséquent 12 - Acquisition d'une berline 4X4 essence cinq places pour la Direction REGIE DE L'EAU m2A	24/12/2024	22 487,50 €	Fournitures
C2024578	Direction environnement et services urbains	ACAPDS MULHOUSE CITROEN 7 RUE DE BERNE 68110 ILLZACH	Marché Subséquent 11 – Acquisition de deux berlines électrique cinq places pour les services ACTION FONCIERE & ARCHITECTURE	27/12/2024	39 033,84 €	Fournitures
C2024577	Direction environnement et services urbains	PEUGEOT MULHOUSE GRAND EST AUTOMOBILES 7 rue de Berne CS 80025 68110 ILLZACH	Marché Subséquent 09 – Acquisition d'un fourgon diesel pour le service SPORT	24/12/2024	28 141,87 €	Fournitures
C2024576	Régie de l'eau m2A	METZGER 5 rue de l'industrie 68260 KINGERSHEIM	Aménagement Métallerie 2025	19/12/2024	5 338,14 €	Services
C2024575	Direction environnement et services urbains	GARAGE MAURICE 54 rue de Brunstatt 68200 MULHOUSE	Marché Subséquent 08 – Acquisition d'une fourgonnette rallongée électrique pour le service SPORT	27/12/2024	28 330,00 €	Fournitures
C2024571	Régie de l'eau m2A	SUEZ Eau France SAS - Agence Alsace 17 rue Guy de Place 68800 Vieux-Thann	Mise en service, maintenance et mise à niveau des données du système télérelève des compteurs d'eau	27/12/2024	38 934,20 €	Services
C2024566	Direction environnement et services urbains	UGAP 1 BD ARCHIMEDE CHAMPS SUR MARNE 77444 MARNE LA VALLEE CEDEX 2	1 FOURGON HAYON	18/12/2024	43 637,00 €	Fournitures
C2024564	Direction construction et patrimoine	PONTIGGIA 8 rue de la Martinique - B.P. 40015 68272 WITTENHEIM CEDEX	Contrôle d'accès parking du technopole M2A- CETIM Rue Fredo Krumnov	31/12/2024	28 464,00 €	Travaux
C2024559	Direction des affaires juridiques et achats	BOAMP 75727 PARIS	Achat d'un forfait européen de 66 UP	16/12/2024	5 400,00 €	Services
C2024557	Direction enfance et famille	DIR DIMENSION INFORMATIQUE REALISATIONS 26320 SAINT MARCEL LES VALENCES	MAINTENANCE ANNUELLE 2024 LOGICIEL DIR AJ SERVICE JURIDIQUE	01/01/2025	6 000,00 €	Services
C2024530	Direction performances énergétiques	SOGEA EST BTP 14 rue des Artisans 68120 RICHWILLER	Travaux de raccordement du nouveau restaurant universitaire au réseau de chauffage urbain de l'Illberg Lot n° 2 Travaux de construction de réseaux de chaleur de chauffage urbain HP	06/01/2025	431 916,00 €	Travaux

C2024529	Direction performances énergétiques	BAELZ AUTOMATIC 16 avenue des Morillons 95140 GARGES LES GONESSE	Travaux de raccordement du nouveau restaurant universitaire au réseau de chauffage urbain de l'Illberg Lot n° 1 Fourniture et livraison des équipements de la sous station primaire	06/01/2025	42 000,00 €	Travaux
C2024523	Direction enfance et famille	PRESENTS 7 rue de Dublin - Schiltigheim - B.P. 40049 67014 STRASBOURG	Mission de coordination Sécurité et Protection de la Santé pour le chantier "construction d'un multi-accueil à Pfastatt"	06/02/2025	7 511,00 €	Travaux

- en matière d’actions en justice

Représentation devant le TA - Conclusions présentées à l'audience publique du 20/01/2025 dans le litige opposant m2A à un ancien agent

Représentation devant le TA - Mémoire en défense du 29/01/2025 suite au recours de plein contentieux d'un candidat évincé contre l'attribution d'un marché public

- en matière de règlement des conséquences dommageables des événements de toute nature dans lesquels la responsabilité de la Communauté d’agglomération est engagée

Indemnisation du 17/12/2024 de la société Socorail suite au déraillement d'un train à Richwiller en 2022 hors relevage des wagons

Indemnisation du 24/12/2024 de la société DB Cargo suite au déraillement d'un train à Richwiller en 2022

Décision du Président de conclusion d’un contrat d’assistance et de représentation dans le cadre d’une requête aux fins d’ordonnance

- en matière d’opérations financières utiles à la gestion des emprunts

Décision n°2025/1 : remboursement anticipé temporaire d’un emprunt de 2 750 000 € auprès du crédit agricole corporate & investment bank

Décision n°2025/2 : remboursement anticipé temporaire d’un emprunt de 2 500 000 € auprès du crédit agricole corporate & investment bank

M. LE PRÉSIDENT : Point 3, il s'agit des informations du Conseil d'agglomération sur les délibérations et décisions prises par délégation. Vous avez eu les informations, pas de questions-là-dessus ? Voilà, il n'y a pas de vote, il y a juste une information. Pas de questions ? Je vous remercie.

Le Conseil d'agglomération est informé des délibérations et décisions prises par délégation.

4° BUDGET PRINCIPAL : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 (7.1.1/2562C)

Le projet de budget primitif 2025 du budget principal, élaboré selon l'instruction comptable M57, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 388 421 630 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**265 711 606**	**265 711 606**
Dépenses ou recettes réelles	253 995 206	265 237 606
Dépenses ou recettes d'ordre	11 716 400	474 000
Section d'investissement	**122 710 024**	**122 710 024**
Dépenses ou recettes réelles	116 086 024	104 843 624
Dépenses ou recettes d'ordre	6 624 000	17 866 400
Budget total	**388 421 630**	**388 421 630**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif principal de 2025 ;

- autorise M. le Président à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites de 7,5% pour la section de fonctionnement et de 7,5% pour la section d'investissement ;

- précise que l'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre du présent budget sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, sous réserve du cas des associations ou fondations agréées ou reconnues d'utilité publique bénéficiant d'une dérogation en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;
- autorise M. le Président à recruter, hors état des emplois et dans la limite des crédits disponibles, le personnel temporaire ou occasionnel qu'exige le bon fonctionnement des services communautaires et à fixer la rémunération de ce personnel par analogie avec les emplois prévus à l'état des emplois.

PJ : (2)
- Budget primitif 2025
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006600900073

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget primitif (projet de budget)

Voté par nature

BUDGET : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 44

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 47
A1.01 - Opérations non ventilables 50
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 51
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 54
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 55
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 56
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 59
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 63
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 66
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 67
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 70
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 72
A1.908 - Fonction 8 - Transports 75
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 79
A2.01 - Opérations non ventilables 81
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 82
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 88
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 89
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 90
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 95
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 101
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 104
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 105
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 106
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 109
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 111
A2.938 - Fonction 8 - Transports 117

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 121
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 122
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 133
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 135

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 136
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 138
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 139
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 140
B3.1 - Etat des provisions constituées 143
B3.2 - Etalement des provisions 145
B4 - Etat des charges transférées 146
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 147
B6 - Prêts 163
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 164
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 165
B7.3 - Etat des emprunts garantis 166
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 240
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 241
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 242
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 243
B7.8 - Autres engagements donnés 244
B7.9 - Autres engagements reçus 245
B8 - Subventions versées 246
B9 - Etat du personnel 250
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 268
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 271
B11.2 - Liste des établissements publics créés 272
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 273

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 274
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 275
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 276

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 278
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget 279
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation 280
D3 - Décisions en matière de taux 282
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 283
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 285
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 287
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 288

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 289

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	276 696

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	578,75

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	917,95 €
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	958,59 €
3	Dépenses d'équipement brut / population	191,50 €
4	Encours de dette / population (2) (3)	351,25 €
5	DGF / population	89,81 €
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	34,73 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	101,10 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	19,97 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	36,67 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	4,24 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	**B**

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires par délibération du 27 juin 2022 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	122 710 024,00	122 710 024,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	122 710 024,00	122 710 024,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	265 711 606,00	265 711 606,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	265 711 606,00	265 711 606,00

TOTAL DU BUDGET (4)	388 421 630,00	388 421 630,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
A001	A001 Aide à la réhabilitation de logements sociaux	20, 204, 21	52 383 256,00
A002	A002 Aménagement et infrastructures stratégiques	204, 21, 23, 26	40 985 539,00
A003	A003 Attractivité, tourisme et culture	20, 204, 21, 23, 26	35 404 718,00
A004	A004 Développement économique, soutien à l'innovation, développement universitaire	20, 204, 21, 23	64 982 565,00
A005	A005 Transition écologique et environnementale	20, 204, 21, 23	11 590 002,00
A006	A006 Equipements nautiques et sportifs	20, 21, 23	33 361 499,00
A007	A007 Habitat, performance énergétique et renouvellement urbain	204, 23	13 292 882,00
A008	A008 Mobilités douces et partagées	20, 204, 21, 23	19 582 653,00
A009	A009 Maintenance du patrimoine communautaire	21, 23, 26	8 925 899,00
A010	A010 Equipements périscolaires et structures de petite enfance	204, 21, 23	57 983 340,00
A012	A012 Projets à solder ancienne PPI	20, 204, 23	791 490,00
A013	A013 Solidarité financière et territoriale	204, 21	8 863 311,00
TOTAL			**348 147 154,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**348 147 154,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	6 183 500,00	0,00	8 404 172,00	8 404 172,00	8 404 172,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	20 188 284,00	0,00	23 810 911,00	23 810 911,00	23 810 911,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	8 534 000,00	0,00	20 773 952,00	20 773 952,00	20 773 952,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	18 988 417,00	0,00	32 855 469,00	32 855 469,00	32 855 469,00
Total des dépenses d'équipement		**53 894 201,00**	**0,00**	**85 844 504,00**	**85 844 504,00**	**85 844 504,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	17 444 500,00	0,00	16 940 166,00	16 940 166,00	16 940 166,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	367 500,00	0,00	427 375,00	427 375,00	427 375,00
27	Autres immobilisations financières (3)	6 340 000,00	0,00	4 310 000,00	4 310 000,00	4 310 000,00
Total des dépenses financières		**24 152 000,00**	**0,00**	**21 677 541,00**	**21 677 541,00**	**21 677 541,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	1 000 000,00	0,00	8 563 979,00	8 563 979,00	8 563 979,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**79 046 201,00**	**0,00**	**116 086 024,00**	**116 086 024,00**	**116 086 024,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*330 000,00*		*474 000,00*	*474 000,00*	*474 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*6 729 146,00*		*6 150 000,00*	*6 150 000,00*	*6 150 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***7 059 146,00***		***6 624 000,00***	***6 624 000,00***	***6 624 000,00***
TOTAL		**86 105 347,00**	**0,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**122 710 024,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	6 419 272,00	0,00	10 765 451,00	10 765 451,00	10 765 451,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	41 641 487,00	0,00	80 834 214,00	80 834 214,00	80 834 214,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**48 060 759,00**	**0,00**	**91 599 665,00**	**91 599 665,00**	**91 599 665,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 925 000,00	0,00	1 925 000,00	1 925 000,00	1 925 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	7 602 125,00	0,00	4 318 959,00	4 318 959,00	4 318 959,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	4 323 374,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total des recettes financières		**13 850 499,00**	**0,00**	**8 243 959,00**	**8 243 959,00**	**8 243 959,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	1 000 000,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**62 911 258,00**	**0,00**	**104 843 624,00**	**104 843 624,00**	**104 843 624,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*5 248 543,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*11 216 400,00*		*11 716 400,00*	*11 716 400,00*	*11 716 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*6 729 146,00*		*6 150 000,00*	*6 150 000,00*	*6 150 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***23 194 089,00***		***17 866 400,00***	***17 866 400,00***	***17 866 400,00***
TOTAL		**86 105 347,00**	**0,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**
						+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE						**0,00**
						=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						**122 710 024,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**11 242 400,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	42 362 604,00	0,00	39 518 903,00	39 518 903,00	39 518 903,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	84 881 700,00	0,00	88 209 743,00	88 209 743,00	88 209 743,00
014	Atténuations de produits	68 905 000,00	0,00	68 867 653,00	68 867 653,00	68 867 653,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	55 880 513,00	0,00	54 509 687,00	54 509 687,00	54 509 687,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**252 029 817,00**	**0,00**	**251 105 986,00**	**251 105 986,00**	**251 105 986,00**
66	Charges financières	3 500 220,00	0,00	2 851 220,00	2 851 220,00	2 851 220,00
67	Charges spécifiques (3)	38 400,00	0,00	38 000,00	38 000,00	38 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**255 568 437,00**	**0,00**	**253 995 206,00**	**253 995 206,00**	**253 995 206,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*5 248 543,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*11 216 400,00*		*11 716 400,00*	*11 716 400,00*	*11 716 400,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***16 464 943,00***		***11 716 400,00***	***11 716 400,00***	***11 716 400,00***
TOTAL		**272 033 380,00**	**0,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**265 711 606,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	232 500,00	0,00	243 000,00	243 000,00	243 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 163 785,00	0,00	35 252 835,00	35 252 835,00	35 252 835,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	75 525 273,00	0,00	70 373 310,00	70 373 310,00	70 373 310,00
731	Fiscalité locale	98 245 616,00	0,00	100 757 706,00	100 757 706,00	100 757 706,00
74	Dotations et participations (3)	54 480 070,00	0,00	54 051 693,00	54 051 693,00	54 051 693,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	2 862 750,00	0,00	3 920 202,00	3 920 202,00	3 920 202,00
Total des recettes de gestion courante		**271 509 994,00**	**0,00**	**264 598 746,00**	**264 598 746,00**	**264 598 746,00**
76	Produits financiers	193 361,00	0,00	187 861,00	187 861,00	187 861,00
77	Produits spécifiques (3)	25,00	0,00	450 999,00	450 999,00	450 999,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**271 703 380,00**	**0,00**	**265 237 606,00**	**265 237 606,00**	**265 237 606,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*330 000,00*		*474 000,00*	*474 000,00*	*474 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***330 000,00***		***474 000,00***	***474 000,00***	***474 000,00***
TOTAL		**272 033 380,00**	**0,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**
					+	
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE		**0,00**
					=	
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		**265 711 606,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**11 242 400,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*90 000,00*	90 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*30 000,00*	30 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	16 940 166,00	*5 500 000,00*	22 440 166,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	8 404 172,00	*0,00*	8 404 172,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	23 810 911,00	*0,00*	*23 810 911,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	20 773 952,00	*814 000,00*	21 587 952,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	32 855 469,00	*0,00*	*32 855 469,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	427 375,00	*0,00*	427 375,00
27	Autres immobilisations financières (3)	4 310 000,00	*0,00*	4 310 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	8 563 979,00	*0,00*	8 563 979,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*190 000,00*	190 000,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**116 086 024,00**	***6 624 000,00***	**122 710 024,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**122 710 024,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	39 518 903,00		39 518 903,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	88 209 743,00		88 209 743,00
014	Atténuations de produits	68 867 653,00		68 867 653,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	54 509 687,00	*0,00*	54 509 687,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	2 851 220,00	*0,00*	2 851 220,00
67	Charges spécifiques (9)	38 000,00	*0,00*	38 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*11 716 400,00*	11 716 400,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**253 995 206,00**	***11 716 400,00***	**265 711 606,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**265 711 606,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		1 925 000,00	*0,00*	1 925 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		10 765 451,00	*0,00*	10 765 451,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		80 834 214,00	*5 500 000,00*	86 334 214,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*650 000,00*	650 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		4 318 959,00	*0,00*	4 318 959,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*10 800 000,00*	10 800 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		5 000 000,00	*0,00*	5 000 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*716 400,00*	716 400,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*200 000,00*	200 000,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		2 000 000,00		2 000 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**104 843 624,00**	***17 866 400,00***	**122 710 024,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**122 710 024,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	243 000,00		243 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 252 835,00		35 252 835,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*164 000,00*	164 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	70 373 310,00		70 373 310,00
731	Fiscalité locale	100 757 706,00		100 757 706,00
74	Dotations et participations (8)	54 051 693,00		54 051 693,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	3 920 202,00	*0,00*	3 920 202,00
76	Produits financiers	187 861,00	*0,00*	187 861,00
77	Produits spécifiques (8)	450 999,00	*90 000,00*	540 999,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*220 000,00*	220 000,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**265 237 606,00**	***474 000,00***	**265 711 606,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			265 711 606,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**86 105 347,00**	**0,00**	**348 147 154,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**	**0,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 183 500,00	0,00	0,00	8 404 172,00	8 404 172,00	0,00	8 404 172,00	8 404 172,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	20 188 284,00	0,00	0,00	23 810 911,00	23 810 911,00	0,00	23 810 911,00	23 810 911,00
21	Immobilisations corporelles	8 534 000,00	0,00	0,00	20 773 952,00	20 773 952,00	0,00	20 773 952,00	20 773 952,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	18 988 417,00	0,00	0,00	32 855 469,00	32 855 469,00	0,00	32 855 469,00	32 855 469,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**53 894 201,00**	**0,00**	**0,00**	**85 844 504,00**	**85 844 504,00**	**0,00**	**85 844 504,00**	**85 844 504,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	17 444 500,00	0,00		16 940 166,00	16 940 166,00		16 940 166,00	16 940 166,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	367 500,00	0,00	0,00	427 375,00	427 375,00	0,00	427 375,00	427 375,00
27	Autres immobilisations financières	6 340 000,00	0,00	0,00	4 310 000,00	4 310 000,00	0,00	4 310 000,00	4 310 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**24 152 000,00**	**0,00**	**0,00**	**21 677 541,00**	**21 677 541,00**	**0,00**	**21 677 541,00**	**21 677 541,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	1 000 000,00	0,00	0,00	8 563 979,00	8 563 979,00	0,00	8 563 979,00	8 563 979,00
Total des dépenses réelles		**79 046 201,00**	**0,00**	**348 147 154,00**	**116 086 024,00**	**116 086 024,00**	**0,00**	**116 086 024,00**	**116 086 024,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*330 000,00*			*474 000,00*	*474 000,00*		*474 000,00*	*474 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*6 729 146,00*			*6 150 000,00*	*6 150 000,00*		*6 150 000,00*	*6 150 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 059 146,00**			**6 624 000,00**	**6 624 000,00**		**6 624 000,00**	**6 624 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**122 710 024,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**86 105 347,00**	**0,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	6 419 272,00	0,00	10 765 451,00	10 765 451,00	10 765 451,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	41 641 487,00	0,00	80 834 214,00	80 834 214,00	80 834 214,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**48 060 759,00**	**0,00**	**91 599 665,00**	**91 599 665,00**	**91 599 665,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 925 000,00	0,00	1 925 000,00	1 925 000,00	1 925 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 602 125,00	0,00	4 318 959,00	4 318 959,00	4 318 959,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	4 323 374,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total des recettes financières		**13 850 499,00**	**0,00**	**8 243 959,00**	**8 243 959,00**	**8 243 959,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	1 000 000,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
Total des recettes réelles		**62 911 258,00**	**0,00**	**104 843 624,00**	**104 843 624,00**	**104 843 624,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*5 248 543,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*11 216 400,00*		*11 716 400,00*	*11 716 400,00*	*11 716 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*6 729 146,00*		*6 150 000,00*	*6 150 000,00*	*6 150 000,00*
Total des recettes d'ordre		***23 194 089,00***		***17 866 400,00***	***17 866 400,00***	***17 866 400,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**122 710 024,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**86 105 347,00**	**0,00**	**348 147 154,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**	**0,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 183 500,00	0,00	0,00	8 404 172,00	8 404 172,00	0,00	8 404 172,00	8 404 172,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00		750 000,00	750 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00
2031	Frais d'études	4 933 500,00	0,00		6 907 372,00	6 907 372,00	0,00	6 907 372,00	6 907 372,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2051	Concessions, droits similaires	1 250 000,00	0,00		726 800,00	726 800,00	0,00	726 800,00	726 800,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	20 188 284,00	0,00	0,00	23 810 911,00	23 810 911,00	0,00	23 810 911,00	23 810 911,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	159 064,00	0,00		63 000,00	63 000,00	0,00	63 000,00	63 000,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	90 500,00	0,00		27 622,00	27 622,00	0,00	27 622,00	27 622,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	2 050 000,00	0,00		4 621 974,00	4 621 974,00	0,00	4 621 974,00	4 621 974,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	11 763 470,00	0,00		12 107 442,00	12 107 442,00	0,00	12 107 442,00	12 107 442,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	24 000,00	0,00		24 000,00	24 000,00	0,00	24 000,00	24 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	1 000 000,00	0,00		1 550 000,00	1 550 000,00	0,00	1 550 000,00	1 550 000,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	86 000,00	0,00		211 500,00	211 500,00	0,00	211 500,00	211 500,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	2 511 250,00	0,00		2 116 250,00	2 116 250,00	0,00	2 116 250,00	2 116 250,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	185 000,00	0,00		346 000,00	346 000,00	0,00	346 000,00	346 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	2 319 000,00	0,00		2 743 123,00	2 743 123,00	0,00	2 743 123,00	2 743 123,00
21	Immobilisations corporelles	8 534 000,00	0,00	0,00	20 773 952,00	20 773 952,00	0,00	20 773 952,00	20 773 952,00
2111	Terrains nus	1 100 000,00	0,00		405 002,00	405 002,00	0,00	405 002,00	405 002,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	100 000,00	0,00		335 000,00	335 000,00	0,00	335 000,00	335 000,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21318	Autres bâtiments publics	1 799 000,00	0,00		6 632 414,00	6 632 414,00	0,00	6 632 414,00	6 632 414,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
2138	Autres constructions	610 000,00	0,00		943 104,00	943 104,00	0,00	943 104,00	943 104,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
2152	Installations de voirie	600 000,00	0,00		4 746 500,00	4 746 500,00	0,00	4 746 500,00	4 746 500,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
21561	Matériel roulant	4 325 000,00	0,00		1 306 600,00	1 306 600,00	0,00	1 306 600,00	1 306 600,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00		14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		705 900,00	705 900,00	0,00	705 900,00	705 900,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		3 833 832,00	3 833 832,00	0,00	3 833 832,00	3 833 832,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00		470 600,00	470 600,00	0,00	470 600,00	470 600,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00		223 500,00	223 500,00	0,00	223 500,00	223 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		737 500,00	737 500,00	0,00	737 500,00	737 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	18 988 417,00	0,00	0,00	32 855 469,00	32 855 469,00	0,00	32 855 469,00	32 855 469,00
2313	Constructions	17 438 417,00	0,00		27 996 139,00	27 996 139,00	0,00	27 996 139,00	27 996 139,00
2315	Install., matériel et outill. technique	1 550 000,00	0,00		4 859 330,00	4 859 330,00	0,00	4 859 330,00	4 859 330,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**53 894 201,00**	**0,00**	**0,00**	**85 844 504,00**	**85 844 504,00**	**0,00**	**85 844 504,00**	**85 844 504,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	17 444 500,00	0,00		16 940 166,00	16 940 166,00		16 940 166,00	16 940 166,00
1641	Emprunts en euros	14 550 000,00	0,00		14 053 166,00	14 053 166,00		14 053 166,00	14 053 166,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 750 000,00	0,00		2 750 000,00	2 750 000,00		2 750 000,00	2 750 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	32 500,00	0,00		25 000,00	25 000,00		25 000,00	25 000,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	**112 000,00**	**0,00**		**112 000,00**	**112 000,00**		**112 000,00**	**112 000,00**
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	367 500,00	0,00	0,00	427 375,00	427 375,00	0,00	427 375,00	427 375,00
261	Titres de participation	367 500,00	0,00		427 375,00	427 375,00	0,00	427 375,00	427 375,00
27	Autres immobilisations financières	6 340 000,00	0,00	0,00	4 310 000,00	4 310 000,00	0,00	4 310 000,00	4 310 000,00
2743	Prêts au personnel	100 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
2745	Avances remboursables	6 240 000,00	0,00		4 210 000,00	4 210 000,00	0,00	4 210 000,00	4 210 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**24 152 000,00**	**0,00**	**0,00**	**21 677 541,00**	**21 677 541,00**	**0,00**	**21 677 541,00**	**21 677 541,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	1 000 000,00	0,00	0,00	8 563 979,00	8 563 979,00	0,00	8 563 979,00	8 563 979,00
4541100025	AIDE A LA PIERRE 2025	**0,00**	0,00		1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
4541102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	**0,00**	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
4541102023	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023	**0,00**	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
4541102024	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024	**1 000 000,00**	0,00		3 163 979,00	3 163 979,00	0,00	3 163 979,00	3 163 979,00
4541102025	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025	**0,00**	0,00		4 000 000,00	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00
Total des dépenses réelles		**79 046 201,00**	**0,00**	**348 147 154,00**	**116 086 024,00**	**116 086 024,00**	**0,00**	**116 086 024,00**	**116 086 024,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*330 000,00*			*474 000,00*	*474 000,00*		*474 000,00*	*474 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*130 000,00*			*310 000,00*	*310 000,00*		*310 000,00*	*310 000,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*6 920,00*			*2 100,00*	*2 100,00*		*2 100,00*	*2 100,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*250,00*			*250,00*	*250,00*		*250,00*	*250,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*1 340,00*			*1 350,00*	*1 350,00*		*1 350,00*	*1 350,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*0,00*			*11 140,00*	*11 140,00*		*11 140,00*	*11 140,00*
139178	*Autres fonds européens*	*0,00*			*72 960,00*	*72 960,00*		*72 960,00*	*72 960,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*121 490,00*			*2 200,00*	*2 200,00*		*2 200,00*	*2 200,00*

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	***0,00***			***30 000,00***	***30 000,00***		***30 000,00***	***30 000,00***
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*0,00*			*190 000,00*	*190 000,00*		*190 000,00*	*190 000,00*
	Charges transférées (7)	*200 000,00*			*164 000,00*	*164 000,00*		*164 000,00*	*164 000,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*200 000,00*			*159 000,00*	*159 000,00*		*159 000,00*	*159 000,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*			*5 000,00*	*5 000,00*		*5 000,00*	*5 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*6 729 146,00*			*6 150 000,00*	*6 150 000,00*		*6 150 000,00*	*6 150 000,00*
1641	*Emprunts en euros*	*2 750 000,00*			*2 750 000,00*	*2 750 000,00*		*2 750 000,00*	*2 750 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 750 000,97*			*2 750 000,00*	*2 750 000,00*		*2 750 000,00*	*2 750 000,00*
204411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*227 287,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
204412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*201 858,03*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*150 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*650 000,00*			*650 000,00*	*650 000,00*		*650 000,00*	*650 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 059 146,00**			**6 624 000,00**	**6 624 000,00**		**6 624 000,00**	**6 624 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**86 105 347,00**	**0,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**	**122 710 024,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	6 419 272,00	0,00	10 765 451,00	10 765 451,00	10 765 451,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 367 145,00	0,00	3 577 930,00	3 577 930,00	3 577 930,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 679 116,00	0,00	2 004 315,00	2 004 315,00	2 004 315,00
1323	Subv. non transf. Départements	1 343 011,00	0,00	2 588 569,00	2 588 569,00	2 588 569,00
13272	Subv. non transf. FEDER	30 000,00	0,00	2 571 000,00	2 571 000,00	2 571 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	23 637,00	23 637,00	23 637,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	41 641 487,00	0,00	80 834 214,00	80 834 214,00	80 834 214,00
1641	Emprunts en euros	38 891 487,00	0,00	78 084 214,00	78 084 214,00	78 084 214,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 750 000,00	0,00	2 750 000,00	2 750 000,00	2 750 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**48 060 759,00**	**0,00**	**91 599 665,00**	**91 599 665,00**	**91 599 665,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 925 000,00	0,00	1 925 000,00	1 925 000,00	1 925 000,00
10222	FCTVA	1 900 000,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00	1 900 000,00
10251	Dons et legs en capital	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 602 125,00	0,00	4 318 959,00	4 318 959,00	4 318 959,00
2743	Prêts au personnel	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
2745	Avances remboursables	2 240 000,00	0,00	4 210 000,00	4 210 000,00	4 210 000,00
276341	Créance Communes membres du GFP	1 250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	12 125,00	0,00	8 959,00	8 959,00	8 959,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	4 323 374,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total des recettes financières		**13 850 499,00**	**0,00**	**8 243 959,00**	**8 243 959,00**	**8 243 959,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	1 000 000,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
Total des recettes réelles		**62 911 258,00**	**0,00**	**104 843 624,00**	**104 843 624,00**	**104 843 624,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*5 248 543,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*11 216 400,00*		*11 716 400,00*	*11 716 400,00*	*11 716 400,00*
28031	*Frais d'études*	*26 830,00*		*27 597,00*	*27 597,00*	*27 597,00*
28033	*Frais d'insertion*	*8 670,00*		*8 918,00*	*8 918,00*	*8 918,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*600,00*		*617,00*	*617,00*	*617,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*54 340,00*		*55 893,00*	*55 893,00*	*55 893,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*123 350,00*		*126 874,00*	*126 874,00*	*126 874,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*68 010,00*		*69 953,00*	*69 953,00*	*69 953,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*347 030,00*		*356 945,00*	*356 945,00*	*356 945,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 394 610,00*		*1 434 456,00*	*1 434 456,00*	*1 434 456,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 610,00*		*4 742,00*	*4 742,00*	*4 742,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*88 800,00*		*91 337,00*	*91 337,00*	*91 337,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*768 860,00*		*790 828,00*	*790 828,00*	*790 828,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*141 710,00*		*145 759,00*	*145 759,00*	*145 759,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*2 173 110,00*		*2 235 199,00*	*2 235 199,00*	*2 235 199,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*334 860,00*		*344 427,00*	*344 427,00*	*344 427,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*187 810,00*		*193 176,00*	*193 176,00*	*193 176,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*772 920,00*		*795 003,00*	*795 003,00*	*795 003,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*35 790,00*		*36 813,00*	*36 813,00*	*36 813,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*140 010,00*		*144 010,00*	*144 010,00*	*144 010,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*11 650,00*		*11 983,00*	*11 983,00*	*11 983,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*958 580,00*		*985 968,00*	*985 968,00*	*985 968,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*10 320,00*		*10 615,00*	*10 615,00*	*10 615,00*
281561	*Matériel roulant*	*220,00*		*226,00*	*226,00*	*226,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 070,00*		*9 329,00*	*9 329,00*	*9 329,00*
2815731	*Matériel roulant*	*15 760,00*		*16 210,00*	*16 210,00*	*16 210,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*73 730,00*		*75 837,00*	*75 837,00*	*75 837,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*171 700,00*		*176 606,00*	*176 606,00*	*176 606,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 330,00*		*2 397,00*	*2 397,00*	*2 397,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*500,00*		*514,00*	*514,00*	*514,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*1 362 770,00*		*1 401 706,00*	*1 401 706,00*	*1 401 706,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*465 370,00*		*478 666,00*	*478 666,00*	*478 666,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*161 950,00*		*166 577,00*	*166 577,00*	*166 577,00*
28186	*Cheptel*	*250,00*		*257,00*	*257,00*	*257,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*583 790,00*		*600 470,00*	*600 470,00*	*600 470,00*
28258	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*10,00*		*10,00*	*10,00*	*10,00*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*80,00*		*82,00*	*82,00*	*82,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*451 400,00*		*451 400,00*	*451 400,00*	*451 400,00*

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*265 000,00*		*265 000,00*	*265 000,00*	*265 000,00*
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*0,00*		*190 000,00*	*190 000,00*	*190 000,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*0,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*6 729 146,00*		*6 150 000,00*	*6 150 000,00*	*6 150 000,00*
13241	*Subv. non transf. Commune membre du GFP*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
1641	*Emprunts en euros*	*2 750 000,00*		*2 750 000,00*	*2 750 000,00*	*2 750 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 750 000,97*		*2 750 000,00*	*2 750 000,00*	*2 750 000,00*
2031	*Frais d'études*	*650 000,00*		*650 000,00*	*650 000,00*	*650 000,00*
2111	*Terrains nus*	*227 287,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2118	*Autres terrains*	*201 858,03*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***23 194 089,00***		***17 866 400,00***	***17 866 400,00***	***17 866 400,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**272 033 380,00**	**0,00**	**0,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**	**0,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**
011	Charges à caractère général (3)	42 362 604,00	0,00	0,00	39 518 903,00	39 518 903,00	0,00	39 518 903,00	39 518 903,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	84 881 700,00	0,00		88 209 743,00	88 209 743,00		88 209 743,00	88 209 743,00
014	Atténuations de produits	68 905 000,00	0,00		68 867 653,00	68 867 653,00		68 867 653,00	68 867 653,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	55 880 513,00	0,00	0,00	54 509 687,00	54 509 687,00	0,00	54 509 687,00	54 509 687,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**252 029 817,00**	**0,00**	**0,00**	**251 105 986,00**	**251 105 986,00**	**0,00**	**251 105 986,00**	**251 105 986,00**
66	Charges financières	3 500 220,00	0,00		2 851 220,00	2 851 220,00		2 851 220,00	2 851 220,00
67	Charges spécifiques (3)	38 400,00	0,00		38 000,00	38 000,00		38 000,00	38 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 538 620,00**	**0,00**	**0,00**	**2 889 220,00**	**2 889 220,00**		**2 889 220,00**	**2 889 220,00**
Total des dépenses réelles		**255 568 437,00**	**0,00**	**0,00**	**253 995 206,00**	**253 995 206,00**	**0,00**	**253 995 206,00**	**253 995 206,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*5 248 543,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*11 216 400,00*			*11 716 400,00*	*11 716 400,00*		*11 716 400,00*	*11 716 400,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**16 464 943,00**			**11 716 400,00**	**11 716 400,00**		**11 716 400,00**	**11 716 400,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**265 711 606,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**272 033 380,00**	**0,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**
013	Atténuations de charges (2)	232 500,00	0,00	243 000,00	243 000,00	243 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 163 785,00	0,00	35 252 835,00	35 252 835,00	35 252 835,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	75 525 273,00	0,00	70 373 310,00	70 373 310,00	70 373 310,00
731	Fiscalité locale	98 245 616,00	0,00	100 757 706,00	100 757 706,00	100 757 706,00
74	Dotations et participations (2)	54 480 070,00	0,00	54 051 693,00	54 051 693,00	54 051 693,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	2 862 750,00	0,00	3 920 202,00	3 920 202,00	3 920 202,00
Total des recettes de gestion des services		**271 509 994,00**	**0,00**	**264 598 746,00**	**264 598 746,00**	**264 598 746,00**
76	Produits financiers	193 361,00	0,00	187 861,00	187 861,00	187 861,00
77	Produits spécifiques (2)	25,00	0,00	450 999,00	450 999,00	450 999,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**193 386,00**	**0,00**	**638 860,00**	**638 860,00**	**638 860,00**
Total des recettes réelles		**271 703 380,00**	**0,00**	**265 237 606,00**	**265 237 606,00**	**265 237 606,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*330 000,00*		*474 000,00*	*474 000,00*	*474 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**330 000,00**		**474 000,00**	**474 000,00**	**474 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**265 711 606,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**272 033 380,00**	**0,00**	**0,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**	**0,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**
011	Charges à caractère général (4)	42 362 604,00	0,00	0,00	39 518 903,00	39 518 903,00	0,00	39 518 903,00	39 518 903,00
602231	Fournitures des ateliers de la coll.	300,00	0,00		300,00	300,00	0,00	300,00	300,00
6042	Achats de prestations de services	4 625 614,00	0,00		4 469 600,00	4 469 600,00	0,00	4 469 600,00	4 469 600,00
60611	Eau et assainissement	1 132 300,00	0,00		1 138 800,00	1 138 800,00	0,00	1 138 800,00	1 138 800,00
60612	Energie - Electricité	7 138 750,00	0,00		3 416 500,00	3 416 500,00	0,00	3 416 500,00	3 416 500,00
60613	Chauffage urbain	158 000,00	0,00		758 000,00	758 000,00	0,00	758 000,00	758 000,00
60621	Combustibles	271 150,00	0,00		64 000,00	64 000,00	0,00	64 000,00	64 000,00
60622	Carburants	2 000 000,00	0,00		1 885 000,00	1 885 000,00	0,00	1 885 000,00	1 885 000,00
60623	Alimentation	1 015 600,00	0,00		1 024 900,00	1 024 900,00	0,00	1 024 900,00	1 024 900,00
60624	Produits de traitement	140 800,00	0,00		93 200,00	93 200,00	0,00	93 200,00	93 200,00
60628	Autres fournitures non stockées	2 392 225,00	0,00		2 575 750,00	2 575 750,00	0,00	2 575 750,00	2 575 750,00
60631	Fournitures d'entretien	231 500,00	0,00		181 000,00	181 000,00	0,00	181 000,00	181 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	557 800,00	0,00		440 200,00	440 200,00	0,00	440 200,00	440 200,00
60636	Habillement et vêtements de travail	467 850,00	0,00		373 150,00	373 150,00	0,00	373 150,00	373 150,00
6064	Fournitures administratives	178 650,00	0,00		154 400,00	154 400,00	0,00	154 400,00	154 400,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	31 950,00	0,00		31 400,00	31 400,00	0,00	31 400,00	31 400,00
6068	Autres matières et fournitures	53 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00
611	Contrats de prestations de services	6 185 310,00	0,00		6 580 234,00	6 580 234,00	0,00	6 580 234,00	6 580 234,00
61221	Matériel roulant	701 944,00	0,00		825 000,00	825 000,00	0,00	825 000,00	825 000,00
6132	Locations immobilières	1 531 600,00	0,00		1 363 000,00	1 363 000,00	0,00	1 363 000,00	1 363 000,00
61351	Matériel roulant	20 000,00	0,00		24 400,00	24 400,00	0,00	24 400,00	24 400,00
61358	Autres	314 910,00	0,00		303 200,00	303 200,00	0,00	303 200,00	303 200,00
614	Charges locatives et de copropriété	294 500,00	0,00		798 500,00	798 500,00	0,00	798 500,00	798 500,00
61521	Entretien terrains	625 600,00	0,00		606 700,00	606 700,00	0,00	606 700,00	606 700,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	969 450,00	0,00		1 052 500,00	1 052 500,00	0,00	1 052 500,00	1 052 500,00
615231	Entretien, réparations voiries	5 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
61551	Entretien matériel roulant	1 064 500,00	0,00		832 550,00	832 550,00	0,00	832 550,00	832 550,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	185 320,00	0,00		183 600,00	183 600,00	0,00	183 600,00	183 600,00
6156	Maintenance	1 503 800,00	0,00		1 467 684,00	1 467 684,00	0,00	1 467 684,00	1 467 684,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6161	Multirisques	791 614,00	0,00		892 935,00	892 935,00	0,00	892 935,00	892 935,00
6168	Autres primes d'assurance	3 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
617	Etudes et recherches	120 000,00	0,00		233 300,00	233 300,00	0,00	233 300,00	233 300,00
6182	Documentation générale et technique	142 415,00	0,00		154 750,00	154 750,00	0,00	154 750,00	154 750,00
6184	Versements à des organismes de formation	389 300,00	0,00		755 100,00	755 100,00	0,00	755 100,00	755 100,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	8 000,00	0,00		13 500,00	13 500,00	0,00	13 500,00	13 500,00
6188	Autres frais divers	445 237,00	0,00		368 000,00	368 000,00	0,00	368 000,00	368 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	10 500,00	0,00		11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	200,00	0,00		5 300,00	5 300,00	0,00	5 300,00	5 300,00
62268	Autres honoraires, conseils	540 100,00	0,00		616 400,00	616 400,00	0,00	616 400,00	616 400,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6228	Divers	186 000,00	0,00		89 000,00	89 000,00	0,00	89 000,00	89 000,00
6231	Annonces et insertions	235 700,00	0,00		314 000,00	314 000,00	0,00	314 000,00	314 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	10 156,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
6233	Foires et expositions	7 300,00	0,00		12 400,00	12 400,00	0,00	12 400,00	12 400,00
6234	Réceptions	180 320,00	0,00		210 562,00	210 562,00	0,00	210 562,00	210 562,00
6236	Catalogues et imprimés	123 950,00	0,00		314 650,00	314 650,00	0,00	314 650,00	314 650,00
6238	Divers	689 580,00	0,00		320 100,00	320 100,00	0,00	320 100,00	320 100,00
6241	Transports de biens	110 800,00	0,00		67 800,00	67 800,00	0,00	67 800,00	67 800,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
6247	Transports collectifs	110 200,00	0,00		46 200,00	46 200,00	0,00	46 200,00	46 200,00
6248	Divers	8 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	92 860,00	0,00		93 500,00	93 500,00	0,00	93 500,00	93 500,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6261	Frais d'affranchissement	150 200,00	0,00		100 200,00	100 200,00	0,00	100 200,00	100 200,00
6262	Frais de télécommunications	496 690,00	0,00		333 700,00	333 700,00	0,00	333 700,00	333 700,00
627	Services bancaires et assimilés	52 400,00	0,00		46 900,00	46 900,00	0,00	46 900,00	46 900,00
6281	Concours divers (cotisations)	119 758,00	0,00		108 898,00	108 898,00	0,00	108 898,00	108 898,00
6282	Frais de gardiennage	75 000,00	0,00		13 000,00	13 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	556 871,00	0,00		528 450,00	528 450,00	0,00	528 450,00	528 450,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	1 821 000,00	0,00		2 044 860,00	2 044 860,00	0,00	2 044 860,00	2 044 860,00
62878	Remb. frais à des tiers	15 300,00	0,00		16 300,00	16 300,00	0,00	16 300,00	16 300,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6288	Autres services extérieurs	10 600,00	0,00		8 400,00	8 400,00	0,00	8 400,00	8 400,00
63512	Taxes foncières	998 200,00	0,00		1 015 700,00	1 015 700,00	0,00	1 015 700,00	1 015 700,00
63513	Autres impôts locaux	28 200,00	0,00		28 200,00	28 200,00	0,00	28 200,00	28 200,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	11 000,00	0,00		11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00	11 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	12 120,00	0,00		12 120,00	12 120,00	0,00	12 120,00	12 120,00
6358	Autres droits	590,00	0,00		590,00	590,00	0,00	590,00	590,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	1 020,00	0,00		1 020,00	1 020,00	0,00	1 020,00	1 020,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	84 881 700,00	0,00		88 209 743,00	88 209 743,00		88 209 743,00	88 209 743,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	2 270 000,00	0,00		300 000,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00
6218	Autre personnel extérieur	913 000,00	0,00		830 000,00	830 000,00		830 000,00	830 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	604 200,00	0,00		610 000,00	610 000,00		610 000,00	610 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	36 786 000,00	0,00		34 411 043,00	34 411 043,00		34 411 043,00	34 411 043,00
64112	SFT, indemnité de résidence	1 573 700,00	0,00		800 000,00	800 000,00		800 000,00	800 000,00
64113	NBI	660 800,00	0,00		700 000,00	700 000,00		700 000,00	700 000,00
64118	Autres indemnités	7 411 000,00	0,00		8 800 000,00	8 800 000,00		8 800 000,00	8 800 000,00
64131	Rémunérations	11 514 500,00	0,00		14 780 000,00	14 780 000,00		14 780 000,00	14 780 000,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	825 900,00	0,00		1 250 000,00	1 250 000,00		1 250 000,00	1 250 000,00
6417	Rémunérations des apprentis	198 500,00	0,00		380 000,00	380 000,00		380 000,00	380 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	9 978 500,00	0,00		11 115 000,00	11 115 000,00		11 115 000,00	11 115 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 407 700,00	0,00		12 456 000,00	12 456 000,00		12 456 000,00	12 456 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 200,00	0,00		1 200,00	1 200,00		1 200,00	1 200,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	240 200,00	0,00		240 000,00	240 000,00		240 000,00	240 000,00
64731	Allocations chômage versées directement	500 000,00	0,00		500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	55 000,00	0,00		55 000,00	55 000,00		55 000,00	55 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	840 000,00	0,00		860 000,00	860 000,00		860 000,00	860 000,00
6488	Autres	101 500,00	0,00		121 500,00	121 500,00		121 500,00	121 500,00
014	Atténuations de produits	68 905 000,00	0,00		68 867 653,00	68 867 653,00		68 867 653,00	68 867 653,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
73913	Revers. taxes urbanisation et environ.	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
739211	Attribution de compensation	65 300 000,00	0,00		65 287 653,00	65 287 653,00		65 287 653,00	65 287 653,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	3 000 000,00	0,00		3 000 000,00	3 000 000,00		3 000 000,00	3 000 000,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	460 000,00	0,00		390 000,00	390 000,00		390 000,00	390 000,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	75 000,00	0,00		120 000,00	120 000,00		120 000,00	120 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	55 880 513,00	0,00	0,00	54 509 687,00	54 509 687,00	0,00	54 509 687,00	54 509 687,00
65132	Prix	1 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
65138	Autres secours	18 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
65188	Autres	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	860 000,00	0,00		880 000,00	880 000,00	0,00	880 000,00	880 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	22 100,00	0,00		22 100,00	22 100,00	0,00	22 100,00	22 100,00
65313	Cotisations de retraite	65 000,00	0,00		65 000,00	65 000,00	0,00	65 000,00	65 000,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	215 000,00	0,00		215 000,00	215 000,00	0,00	215 000,00	215 000,00
65315	Formation	16 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00
65316	Frais de représentation du maire	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
65568	Autres contributions	18 868 300,00	0,00		19 577 530,00	19 577 530,00	0,00	19 577 530,00	19 577 530,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00		27 100,00	27 100,00	0,00	27 100,00	27 100,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	128 000,00	0,00		95 000,00	95 000,00	0,00	95 000,00	95 000,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	14 850 000,00	0,00		13 700 000,00	13 700 000,00	0,00	13 700 000,00	13 700 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	17 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	20 526 297,00	0,00		19 480 147,00	19 480 147,00	0,00	19 480 147,00	19 480 147,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	46 144,00	0,00		105 150,00	105 150,00	0,00	105 150,00	105 150,00
65818	Autres	157 472,00	0,00		186 060,00	186 060,00	0,00	186 060,00	186 060,00
6583	Pénalités sur marchés	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	0,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
65888	Autres	26 200,00	0,00		41 100,00	41 100,00	0,00	41 100,00	41 100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**252 029 817,00**	**0,00**	**0,00**	**251 105 986,00**	**251 105 986,00**	**0,00**	**251 105 986,00**	**251 105 986,00**
66	Charges financières	3 500 220,00	0,00		2 851 220,00	2 851 220,00		2 851 220,00	2 851 220,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 500 000,00	0,00		2 460 000,00	2 460 000,00		2 460 000,00	2 460 000,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		391 000,00	391 000,00		391 000,00	391 000,00
666	Pertes de change créances det. fin	220,00	0,00		220,00	220,00		220,00	220,00
67	Charges spécifiques (4)	38 400,00	0,00		38 000,00	38 000,00		38 000,00	38 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	38 400,00	0,00		38 000,00	38 000,00		38 000,00	38 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**3 538 620,00**	**0,00**	**0,00**	**2 889 220,00**	**2 889 220,00**		**2 889 220,00**	**2 889 220,00**
Total des dépenses réelles		**255 568 437,00**	**0,00**	**0,00**	**253 995 206,00**	**253 995 206,00**	**0,00**	**253 995 206,00**	**253 995 206,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*5 248 543,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*11 216 400,00*			*11 716 400,00*	*11 716 400,00*		*11 716 400,00*	*11 716 400,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*10 500 000,00*			*10 800 000,00*	*10 800 000,00*		*10 800 000,00*	*10 800 000,00*
68128	*Dot. Amort. charges exception. différées*	*451 400,00*			*451 400,00*	*451 400,00*		*451 400,00*	*451 400,00*
6817	*Dot. prov. dépréc. actifs circulants*	*0,00*			*200 000,00*	*200 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*265 000,00*			*265 000,00*	*265 000,00*		*265 000,00*	*265 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**16 464 943,00**			**11 716 400,00**	**11 716 400,00**		**11 716 400,00**	**11 716 400,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	1 056 723,32
Montant des ICNE de l'exercice N-1	665 723,32
= Différence ICNE N – ICNE N-1	391 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**272 033 380,00**	**0,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**	**265 711 606,00**
013	Atténuations de charges (3)	232 500,00	0,00	243 000,00	243 000,00	243 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	207 500,00	0,00	218 000,00	218 000,00	218 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 163 785,00	0,00	35 252 835,00	35 252 835,00	35 252 835,00
70323	Red. occupation dom. public	1 200,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	572 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
704	Travaux	2 020 000,00	0,00	2 020 000,00	2 020 000,00	2 020 000,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 397 000,00	0,00	1 597 000,00	1 597 000,00	1 597 000,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	151 500,00	0,00	151 500,00	151 500,00	151 500,00
70631	Redevances services à caractère sportif	1 480 000,00	0,00	1 492 000,00	1 492 000,00	1 492 000,00
70632	Redevances services à caractère loisir	2 236 600,00	0,00	2 837 200,00	2 837 200,00	2 837 200,00
7066	Redevances services à caractère social	550 000,00	0,00	550 000,00	550 000,00	550 000,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	6 230 000,00	6 230 000,00	6 230 000,00
706888	Autres	7 686 300,00	0,00	1 997 850,00	1 997 850,00	1 997 850,00
7078	Autres marchandises	547 435,00	0,00	547 435,00	547 435,00	547 435,00
7082	Commissions	25 000,00	0,00	31 500,00	31 500,00	31 500,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	96 100,00	0,00	91 100,00	91 100,00	91 100,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	8 100 000,00	0,00	8 595 000,00	8 595 000,00	8 595 000,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	9 135 000,00	0,00	2 290 000,00	2 290 000,00	2 290 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	3 351 400,00	0,00	3 479 500,00	3 479 500,00	3 479 500,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	1 014 150,00	0,00	1 098 050,00	1 098 050,00	1 098 050,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	1 103 100,00	0,00	616 700,00	616 700,00	616 700,00
70878	Remb. frais par des tiers	333 000,00	0,00	514 000,00	514 000,00	514 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	364 000,00	0,00	414 000,00	414 000,00	414 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	75 525 273,00	0,00	70 373 310,00	70 373 310,00	70 373 310,00
73221	FNGIR	14 569 273,00	0,00	14 569 273,00	14 569 273,00	14 569 273,00
7328	Autres fiscalités reversées	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	39 097 000,00	0,00	34 885 672,00	34 885 672,00	34 885 672,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	21 659 000,00	0,00	20 718 365,00	20 718 365,00	20 718 365,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
731	Fiscalité locale	98 245 616,00	0,00	100 757 706,00	100 757 706,00	100 757 706,00
73111	Impôts directs locaux	47 887 000,00	0,00	49 135 198,00	49 135 198,00	49 135 198,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	4 100 000,00	0,00	4 475 315,00	4 475 315,00	4 475 315,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	1 900 000,00	0,00	2 073 250,00	2 073 250,00	2 073 250,00
73118	Autres contributions directes	990 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	41 987 000,00	0,00	43 267 483,00	43 267 483,00	43 267 483,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	601 616,00	0,00	606 460,00	606 460,00	606 460,00
731721	Taxe de séjour	780 000,00	0,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
74	Dotations et participations (3)	54 480 070,00	0,00	54 051 693,00	54 051 693,00	54 051 693,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	5 500 000,00	0,00	5 490 752,00	5 490 752,00	5 490 752,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	19 685 000,00	0,00	19 359 354,00	19 359 354,00	19 359 354,00
744	FCTVA	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
74718	Autres participations Etat	379 230,00	0,00	594 600,00	594 600,00	594 600,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
7473	Participation départements	473 580,00	0,00	471 800,00	471 800,00	471 800,00
74741	Participation communes membres du GFP	239 456,00	0,00	237 925,00	237 925,00	237 925,00
74748	Participation autres communes	2 352 337,00	0,00	2 352 337,00	2 352 337,00	2 352 337,00
74758	Participation autres groupements	15 488,00	0,00	13 778,00	13 778,00	13 778,00
7478222	Participation Caisses alloc. familiales	2 510 000,00	0,00	4 531 100,00	4 531 100,00	4 531 100,00
747888	Autres	2 416 595,00	0,00	1 288 712,00	1 288 712,00	1 288 712,00
748312	D.C.R.T.P.	7 420 000,00	0,00	6 431 893,00	6 431 893,00	6 431 893,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	12 784 384,00	0,00	12 513 903,00	12 513 903,00	12 513 903,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	614 000,00	0,00	635 539,00	635 539,00	635 539,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	2 862 750,00	0,00	3 920 202,00	3 920 202,00	3 920 202,00
752	Revenus des immeubles	1 263 000,00	0,00	1 524 100,00	1 524 100,00	1 524 100,00
755	Dédits et pénalités perçus	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
757368	Établiss. et services rattachés (Autres)	157 000,00	0,00	1 240 000,00	1 240 000,00	1 240 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	271 800,00	0,00	201 900,00	201 900,00	201 900,00
75888	Autres	1 169 450,00	0,00	952 702,00	952 702,00	952 702,00
Total des recettes de gestion des services		**271 509 994,00**	**0,00**	**264 598 746,00**	**264 598 746,00**	**264 598 746,00**
76	Produits financiers	193 361,00	0,00	187 861,00	187 861,00	187 861,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	180 861,00	0,00	180 861,00	180 861,00	180 861,00
7688	Autres	12 500,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
77	Produits spécifiques (3)	25,00	0,00	450 999,00	450 999,00	450 999,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	25,00	0,00	450 999,00	450 999,00	450 999,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes réelles		**271 703 380,00**	**0,00**	**265 237 606,00**	**265 237 606,00**	**265 237 606,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*330 000,00*		*474 000,00*	*474 000,00*	*474 000,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*200 000,00*		*164 000,00*	*164 000,00*	*164 000,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*130 000,00*		*90 000,00*	*90 000,00*	*90 000,00*
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	*0,00*		*30 000,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
7817	*Rep. prov. dépréc. actifs circulants*	*0,00*		*190 000,00*	*190 000,00*	*190 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**330 000,00**		**474 000,00**	**474 000,00**	**474 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**17 124 966,00**	**16 493 098,00**	**2 571 000,00**	**8 000,00**	**14 112 647,00**	**20 617 584,00**	**2 268 898,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	16 915 166,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	209 800,00	1 234 400,00	0,00	0,00	70 000,00	176 024,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	4 897 348,00	2 571 000,00	0,00	9 302 142,00	751 841,00	100 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	6 236 350,00	0,00	8 000,00	250 869,00	2 451 395,00	375 300,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	4 489 636,00	17 028 324,00	1 793 598,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**82 734 214,00**	**5 798 998,00**	**2 571 000,00**	**0,00**	**3 497 006,00**	**1 539 079,00**	**150 000,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 698 998,00	2 571 000,00	0,00	3 497 006,00	1 304 079,00	150 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	80 834 214,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**15 121 335,00**	**17 969 644,00**	**3 858 600,00**	**5 940 252,00**		**116 086 024,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		16 940 166,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 535 948,00	4 000 000,00	10 000,00	168 000,00		8 404 172,00
204	Subventions d'équipement versées	3 676 908,00	320 250,00	301 000,00	1 890 422,00		23 810 911,00
21	Immobilisations corporelles	344 500,00	7 517 438,00	3 547 600,00	42 500,00		20 773 952,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	5 704 581,00	0,00	3 839 330,00		32 855 469,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	427 375,00	0,00	0,00		427 375,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		4 310 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	8 563 979,00	0,00	0,00	0,00		8 563 979,00
RECETTES		**7 000 000,00**	**1 072 207,00**	**0,00**	**481 120,00**		**104 843 624,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00		2 000 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 925 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 063 248,00	0,00	481 120,00		10 765 451,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		80 834 214,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	8 959,00	0,00	0,00		4 318 959,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	5 000 000,00	0,00	0,00	0,00		5 000 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**17 124 966,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	16 803 166,00
168	Autres emprunts et dettes assimilées	112 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	20 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	189 800,00
RECETTES		**82 734 214,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	1 900 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	80 834 214,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**16 493 098,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	4 897 348,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	484 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	305 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	1 816 716,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	1 683 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	2 231 032,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**5 698 998,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	1 698 998,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	4 000 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 493 098,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 897 348,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	484 400,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	305 002,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 816 716,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 683 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 231 032,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 798 998,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 698 998,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**2 571 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 571 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 571 000,00	0,00	0,00	2 571 000,00
RECETTES		**0,00**	**2 571 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 571 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	2 571 000,00	0,00	0,00	2 571 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
218	Autres immobilisations corporelles	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 630 500,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 630 500,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**411 798,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 798,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**12 479 147,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 112 647,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	7 671 642,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 302 142,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	77 869,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 869,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	4 489 636,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 489 636,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**3 085 208,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 497 006,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	3 085 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 497 006,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 300,00**	**986 841,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	751 841,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**210 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**40 000,00**	**446 695,00**	**2 858 424,00**	**0,00**	**16 284 324,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	133 424,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	12 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	40 000,00	446 695,00	0,00	0,00	1 386 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	90 000,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	135 000,00	0,00	41 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	14 528 324,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 329 079,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	1 304 079,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 617 584,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 424,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	751 841,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 600,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 893 495,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241 300,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 600,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 028 324,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 539 079,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 304 079,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 300,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 266 598,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 793 598,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 268 898,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 300,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 793 598,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**550 000,00**	**44 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 046 948,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 985 948,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	761 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 121 335,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 535 948,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 676 908,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 563 979,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 000 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**17 805 644,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	296 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
213	Constructions	0,00	2 827 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	4 550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	5 704 581,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	427 375,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 072 207,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	1 063 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	8 959,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 969 644,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 250,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 937 438,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 550 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 704 581,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	427 375,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 072 207,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 063 248,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 959,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**1 421 000,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**330 000,00**	**5 000,00**	**0,00**	**2 092 600,00**
204	Subventions d'équipement versées	301 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
213	Constructions	740 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	150 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	230 000,00	0,00	0,00	0,00	330 000,00	5 000,00	0,00	2 020 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 858 600,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	780 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 600,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 585 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**928 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**195 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	195 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 892 922,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 750 422,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**285 440,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	285 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 119 330,00**	**0,00**	**5 940 252,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 890 422,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 119 330,00	0,00	3 839 330,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**481 120,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	481 120,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**68 746 873,00**	**55 633 886,00**	**0,00**	**815 500,00**	**26 045 795,00**	**26 448 920,00**	**8 879 276,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	8 334 746,00	0,00	137 100,00	6 960 500,00	8 521 490,00	1 214 700,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	27 975 543,00	0,00	530 600,00	14 745 900,00	16 757 250,00	579 300,00	0,00
014	Atténuations de produits	68 677 653,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	37 000,00	16 402 597,00	0,00	147 800,00	4 339 395,00	1 168 680,00	7 084 776,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	220,00	2 851 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	500,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**216 251 795,00**	**19 880 996,00**	**0,00**	**45 800,00**	**8 852 000,00**	**7 562 200,00**	**2 508 300,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	243 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	17 952 835,00	0,00	0,00	6 230 000,00	6 034 700,00	550 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	70 173 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	98 951 246,00	606 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	46 873 778,00	141 000,00	0,00	45 800,00	2 615 000,00	658 600,00	1 958 300,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	552 302,00	0,00	0,00	7 000,00	868 900,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	180 861,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	72 600,00	378 399,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**3 007 940,00**	**5 503 200,00**	**57 998 416,00**	**915 400,00**		**253 995 206,00**
011	Charges à caractère général	0,00	634 235,00	870 038,00	12 695 194,00	150 900,00		39 518 903,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 391 300,00	964 500,00	24 538 850,00	726 500,00		88 209 743,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00		68 867 653,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	982 405,00	3 548 162,00	20 760 872,00	38 000,00		54 509 687,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 851 220,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	500,00	3 500,00	0,00		38 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**1 179 440,00**	**2 282 500,00**	**6 498 575,00**	**176 000,00**		**265 237 606,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		243 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	82 000,00	170 000,00	4 233 300,00	0,00		35 252 835,00
73	Impôts et taxes	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00		70 373 310,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00	0,00		100 757 706,00
74	Dotations et participations	0,00	896 940,00	0,00	862 275,00	0,00		54 051 693,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	500,00	912 500,00	1 403 000,00	176 000,00		3 920 202,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		187 861,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		450 999,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**68 746 873,00**
658	Charges diverses de gestion courante	37 000,00
666	Pertes de change créances det. fin	220,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	32 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	68 677 653,00
RECETTES		**216 251 795,00**
731	Fiscalité locale	98 951 246,00
732	Fiscalité reversée	14 569 273,00
735	Fraction de TVA	55 604 037,00
741	D.G.F.	24 850 106,00
744	FCTVA	90 000,00
747	Participations	2 352 337,00
748	Autres attributions et participations	19 581 335,00
768	Autres produits financiers	180 861,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	72 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**54 386 894,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	198 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	979 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	764 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	801 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	271 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 372 634,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	343 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	779 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	454 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	856 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	16 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	91 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	358 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	13 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	325 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	192 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	629 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	18 653 643,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	7 189 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 418 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	121 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	43 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	14 774 167,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	295 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	2 851 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**19 655 996,00**	**0,00**	**0,00**	**225 000,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	218 000,00	0,00
704	Travaux	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	1 177 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	525 635,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	16 247 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	606 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	141 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	391 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	158 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	378 399,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**1 160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 992,00**	**55 633 886,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 400,00	208 400,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	979 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	764 700,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	801 900,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 372 634,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	343 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	779 050,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	454 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 492,00	858 812,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 200,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	358 700,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 300,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00	326 910,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	193 050,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	629 490,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 200,00	18 681 843,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	7 201 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	1 418 150,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 500,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 203 100,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 100,00	27 100,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	14 779 167,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295 230,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 851 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 880 996,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 000,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 177 850,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 635,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 247 350,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	606 460,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391 900,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 902,00
768	Autres produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	378 399,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**815 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**815 500,00**
604	Achats d'études, prestations de services	8 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 900,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
611	Contrats de prestations de services	72 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 800,00
613	Locations	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
617	Etudes et recherches	27 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 200,00
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	5 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
641	Rémunérations du personnel	371 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 600,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
647	Autres charges sociales	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	147 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 800,00
RECETTES		**45 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 800,00**
747	Participations	45 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**1 234 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 030 300,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	552 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	482 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	920 000,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**23 780 995,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 045 795,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	3 780 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 780 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	498 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	498 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	226 800,00
613	Locations	0,00	0,00	114 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	666 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	512 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	256 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257 700,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
618	Divers	0,00	0,00	143 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	767 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	767 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	10 405 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 460 200,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	3 101 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 161 200,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	4 227 395,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 335 395,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**8 852 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 852 000,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
706	Prestations de services	0,00	0,00	6 230 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 230 000,00
747	Participations	0,00	0,00	2 615 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 615 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**1 672 800,00**	**257 900,00**	**0,00**	**206 270,00**	**1 160 400,00**	**369 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	30 600,00	10 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	300,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	10 200,00	200,00	0,00	1 850,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 154 500,00	171 500,00	0,00	126 500,00	0,00	210 400,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	501 200,00	84 000,00	0,00	46 000,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	6 100,00	2 200,00	0,00	1 000,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	1 114 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**116 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**5 070 450,00**	**0,00**	**17 710 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	20 000,00	0,00	156 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 765 000,00	0,00	2 677 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	9 000,00	0,00	209 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	50 000,00	0,00	26 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	548 250,00	0,00	252 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	1 000,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	186 500,00	0,00	12 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	24 000,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	23 000,00	0,00	63 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	21 000,00	0,00	36 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	2 000,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	6 000,00	0,00	20 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	42 500,00	0,00	285 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	200,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	8 874 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 953 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	17 000,00	0,00	780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	1 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 060 600,00**	**0,00**	**5 378 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	530 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	3 162 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	123 000,00	0,00	406 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	658 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	88 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	49 600,00	0,00	501 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 448 920,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 100,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 484 450,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 900,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	812 450,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 450,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 200,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 100,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 300,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 950,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	520,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 537 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 744 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 800,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150 600,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 080,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 562 200,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	530 000,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 969 200,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 500,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	658 600,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 900,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**188 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 666 176,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 200,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 000,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 059 776,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 468 300,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 918 300,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 879 276,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 200,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	7 084 776,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**2 508 300,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	1 958 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**857 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 117 500,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	6 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	34 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
628	Divers	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	572 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 500,00
RECETTES		**0,00**	**16 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 800,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	16 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 800,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**455 035,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	331 035,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**464 828,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	264 828,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 007 940,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 200,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 300,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 035,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 950,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 800,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 650,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008 100,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	982 405,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 179 440,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 000,00
732	Fiscalité reversée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	896 940,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**4 037 588,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 465 612,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	2 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	94 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	93 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
618	Divers	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	83 788,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	415 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	742 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 285 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260 812,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
RECETTES		**0,00**	**474 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 808 500,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	205 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	608 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	98 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 503 200,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 600,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 788,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	415 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	742 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 546 662,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 282 500,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	814 200,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**1 426 625,00**	**0,00**	**31 372 894,00**	**0,00**	**8 435 099,00**	**10 471 587,00**	**0,00**	**218 050,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 939 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	30 000,00	0,00	4 797 399,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	825 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	82 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 159 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	551 735,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	103 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	420 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	184 000,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	44 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	1 000,00	0,00	894 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 000,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	770 600,00	0,00	13 158 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	230 000,00	0,00	5 170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	3 000,00	0,00	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	8 435 099,00	10 471 587,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	183 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**265 000,00**	**0,00**	**1 240 000,00**	**0,00**	**3 568 600,00**	**151 500,00**	**0,00**	**411 200,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 786 800,00	0,00	0,00	231 200,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 597 000,00	151 500,00	0,00	180 000,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	21 800,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	1 240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	163 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**640 844,00**	**4 398 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	3 185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	78 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	640 844,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 035 317,00**	**0,00**	**0,00**	**57 998 416,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 939 150,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	4 835 399,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	825 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 800,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 159 750,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	551 735,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 900,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	420 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 360,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 331 800,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 050,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 547 530,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 027 317,00	0,00	0,00	1 210 342,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**862 275,00**	**0,00**	**0,00**	**6 498 575,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 018 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 928 500,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 800,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	862 275,00	0,00	0,00	862 275,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 240 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**655 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	73 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	368 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**176 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	187 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**915 400,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 400,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 000,00**
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**223 530 872,53**									
1641 Emprunts en euros (total)					223 530 872,53									
1161	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2008	01/07/2008	01/07/2009	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	4,840	EUR	A	P	O	A-1
1162	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	17/04/2009	01/05/2010	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	1,760	1,790	EUR	A	C	O	A-1
1163	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	07/12/2009	01/12/2010	2 400 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	2,420	2,420	EUR	A	C	O	A-1
117	SOCIETE GENERALE	15/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	5 000 000,00	C	Taux fixe annulable à 4.18 % (date d'exercice 30/12/2013)	4,180	4,310	EUR	T	C	O	A-1
118	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	17/12/2009	21/12/2009	31/03/2010	8 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	1,180	1,210	EUR	T	C	O	A-1
120	CCM RIEDISHEIM ET ENVIRONS	13/04/2007	30/04/2007	31/07/2007	2 136 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
121	SOCIETE GENERALE	28/12/2009	28/12/2009	28/03/2010	1 560 000,00	V	Euribor 3M + 0.55	1,260	1,280	EUR	T	C	O	A-1
123	SFIL CAFFIL	07/05/2010	07/05/2010	01/12/2010	750 000,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,360	2,380	EUR	T	P	O	A-1
124	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	31/12/2010	31/12/2010	31/03/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,050	3,130	EUR	T	C	O	B-1

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
125	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	8 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	C	O	A-1
126	CAISSE D'EPARGNE	23/08/2011	26/08/2011	30/11/2011	10 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,550	3,600	EUR	T	C	O	A-1
127	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14/12/2011	29/12/2011	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
128	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	6 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,540	EUR	T	P	O	A-1
129	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2012	31/07/2012	31/10/2012	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	4,950	EUR	T	C	O	A-1
131 Réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/02/2018	3 576 379,69	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	2,100	EUR	T	C	O	A-1
132	SFIL CAFFIL	01/08/2009	01/08/2009	01/08/2010	782 978,05	F	Taux fixe à 4.16 %	4,160	4,160	EUR	A	P	O	A-1
133	SFIL CAFFIL	01/05/2009	01/05/2009	01/05/2010	136 526,17	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,810	EUR	A	P	O	A-1
134	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	26/09/2013	01/10/2013	01/01/2014	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.5	1,720	1,760	EUR	T	C	O	A-1
135	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,920	EUR	T	C	O	A-1
136	SaarLB	12/11/2013	29/11/2013	29/05/2014	10 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.5	1,830	1,860	EUR	S	C	O	A-1
137	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2017	892 321,96	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
138	CAISSE D'EPARGNE	16/10/2014	30/10/2014	31/01/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.69 %	2,690	2,720	EUR	T	C	O	A-1
139	SaarLB	08/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	8 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.2	1,380	1,400	EUR	S	C	O	A-1
140	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 750 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,340	EUR	A	C	O	A-1
141	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 650 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,340	EUR	A	C	O	A-1
142	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/09/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.78 %	2,780	2,820	EUR	A	C	O	A-1
143	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	30/11/2015	30/11/2015	31/03/2016	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,980	1,000	EUR	T	C	O	A-1

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
144	CAISSE D'EPARGNE	07/12/2015	31/12/2015	31/03/2016	**5 000 000,00**	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	P	O	A-1
146	SFIL CAFFIL	28/11/2016	28/07/2017	01/04/2018	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	T	C	O	A-1
147	CAISSE D'EPARGNE	02/12/2016	30/12/2016	31/03/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	0,890	EUR	T	C	O	A-1
148-Consolidation	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	7 500 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
149	CREDIT MUTUEL	21/07/2016	01/01/2017	31/01/2017	2 996 666,66	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	C	O	A-1
150	SaarLB	13/09/2017	30/11/2017	30/05/2018	10 000 000,00	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	0,130	0,130	EUR	S	C	O	A-1
151-Consolidation	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,840	EUR	T	C	O	A-1
152	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,260	EUR	M	C	O	A-1
153	SOCIETE GENERALE	16/11/2018	02/09/2019	02/12/2019	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,380	0,390	EUR	T	C	O	A-1
154 Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	6 500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
155	SFIL CAFFIL	18/08/2020	25/09/2020	01/01/2021	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,500	EUR	T	C	O	A-1
156	SOCIETE GENERALE	16/10/2020	16/11/2020	16/02/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,330	0,340	EUR	T	C	O	A-1
157	SFIL CAFFIL	10/12/2020	21/12/2020	01/06/2021	3 400 000,00	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	0,220	EUR	T	C	O	A-1
158	CREDIT COOPERATIF	15/12/2020	26/01/2021	05/05/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	0,330	EUR	T	C	O	A-1
159	Societe Financiere de la NEF	07/12/2021	31/01/2022	30/04/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,650	0,660	EUR	T	C	O	A-1
160	BANQUE POPULAIRE	25/01/2022	30/11/2022	21/07/2023	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**1 199 950,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					1 199 950,00									
202000435-G755	Caisse Allocations Familiales	09/09/2020	06/11/2023	01/07/2024	22 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4001	Caisse Allocations Familiales	14/03/2012	27/10/2015	01/07/2016	156 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4002	Caisse Allocations Familiales	14/03/2012	27/10/2015	01/07/2016	87 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4003	Caisse Allocations Familiales	08/01/2013	24/11/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4004	Caisse Allocations Familiales	20/12/2013	10/06/2016	01/01/2017	6 200,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
4005	Caisse Allocations Familiales	19/12/2013	01/01/2017	01/01/2018	**30 000,00**	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4006	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	70 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4007	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4008	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4009	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	09/06/2017	01/01/2018	25 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4010	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	31/12/2017	01/07/2018	62 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4011	Caisse Allocations Familiales	08/01/2013	21/10/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4013	Caisse Allocations Familiales	12/09/2011	01/01/2017	01/07/2017	85 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4015	Caisse Allocations Familiales	11/09/2017	12/12/2019	01/07/2020	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4021	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	12/12/2019	01/07/2020	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4022	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	16/09/2020	01/07/2021	49 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4023	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	21/10/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4024	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4025	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4026	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
435-1	Caisse Allocations Familiales	12/07/2021	12/07/2021	01/07/2024	18 550,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
436-1	Caisse Allocations Familiales	12/07/2021	12/07/2021	01/07/2024	15 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
437-1	Caisse Allocations Familiales	13/05/2020	13/05/2020	01/07/2024	94 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Péri Eschentzwiller	Caisse Allocations Familiales	02/06/2020	02/06/2020	01/07/2025	15 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Total général					**224 730 822,53**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**2 666 666,74**		**97 935 130,50**					**14 053 166,15**	**2 458 287,01**	**63 376,51**	**392 499,20**
1641 Emprunts en euros (total)		2 666 666,74		97 935 130,50					14 053 166,15	2 458 287,01	63 376,51	392 499,20
1161	N	0,00	A-1	3 193 709,75	13,50	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	164 773,56	154 575,55	0,00	73 501,08
1162	N	0,00	A-1	999 999,95	14,33	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	3,750	66 666,67	37 473,33	0,00	15 415,77
1163	N	0,00	A-1	1 200 000,00	14,92	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	4,170	80 000,00	50 040,00	0,00	2 734,03
117	N	0,00	A-1	1 000 000,00	4,00	F	Taux fixe à 4.18 %	4,310	250 000,00	38 396,49	0,00	87,08
118	N	0,00	A-1	2 000 000,00	5,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	3,240	400 000,00	53 487,65	0,00	0,00
120	N	0,00	A-1	363 152,58	2,33	F	Taux fixe à 3.8 %	3,850	141 154,57	11 804,19	0,00	1 405,99
121	N	0,00	A-1	390 000,00	4,99	V	Euribor 3M + 0.55	3,350	78 000,00	10 763,04	0,00	69,50
123	N	0,00	A-1	44 116,31	0,67	F	Taux fixe à 2.36 %	2,380	44 116,31	521,35	0,00	0,00
124	N	0,00	B-1	666 666,64	1,00	C	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,130	666 666,64	12 835,41	0,00	0,00
125	N	0,00	A-1	2 400 000,00	6,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,440	400 000,00	76 500,00	0,00	0,00
126	N	0,00	A-1	1 166 666,69	1,67	V	Livret A(Préfixé) + 0.3	3,340	666 666,64	25 500,00	0,00	875,00
127	N	0,00	A-1	1 280 471,28	2,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	408 139,92	57 749,25	0,00	39 232,86

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
128	N	0,00	A-1	1 048 232,04	2,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,540	512 494,84	38 258,88	0,00	0,00
129	N	0,00	A-1	916 666,83	2,58	F	Taux fixe à 4.86 %	4,950	333 333,32	38 475,00	0,00	4 725,00
131 Réam	N	0,00	A-1	1 879 114,89	7,58	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,350	242 466,40	66 388,28	0,00	8 351,19
132	N	0,00	A-1	122 618,33	1,58	F	Taux fixe à 4.16 %	4,160	60 059,88	5 100,92	0,00	1 077,08
133	N	0,00	A-1	31 446,99	2,33	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	9 993,97	1 512,60	0,00	685,06
134	N	0,00	A-1	1 333 333,33	3,75	V	Euribor 3M + 1.5	4,310	333 333,33	51 442,06	0,00	9 183,27
135	N	0,00	A-1	2 312 500,00	9,08	F	Taux fixe à 3.81 %	3,920	250 000,00	85 698,54	0,00	13 315,16
136	O	2 666 666,74	A-1	2 666 666,74	3,91	F	Taux fixe à 2.08 %	2,120	666 666,66	135 066,74	63 376,51	5 025,07
137	N	0,00	A-1	535 393,16	11,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	44 616,10	21 415,73	0,00	15 249,53
138	N	0,00	A-1	5 000 000,00	9,83	F	Taux fixe à 2.69 %	2,720	500 000,00	129 456,25	0,00	20 175,00
139	N	0,00	A-1	2 666 666,60	4,97	V	Euribor 6M + 1.2	3,960	533 333,34	94 429,12	0,00	2 419,92
140	N	0,00	A-1	500 000,00	1,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,340	250 000,00	16 724,17	0,00	8 316,39
141	N	0,00	A-1	481 818,19	1,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,340	240 909,09	16 116,02	0,00	8 013,97
142	N	0,00	A-1	5 500 000,00	10,67	F	Taux fixe à 2.78 %	2,820	500 000,00	155 023,61	0,00	46 719,45
143	N	0,00	A-1	2 750 000,00	11,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,770	250 000,00	90 359,34	0,00	0,00
144	N	0,00	A-1	2 970 335,35	11,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,810	246 441,45	51 808,79	0,00	0,00
146	N	0,00	A-1	4 950 000,00	8,00	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,420	600 000,00	159 648,82	0,00	30 600,75
147	N	0,00	A-1	1 400 000,00	7,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	200 000,00	11 792,50	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
148-Consolidation	N	0,00	A-1	3 625 000,00	7,08	V	(Euribor 3M + 0.55)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,710	500 000,00	108 483,20	0,00	14 160,47
149	N	0,00	A-1	1 343 333,22	6,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	206 666,68	19 620,42	0,00	2 936,39
150	N	0,00	A-1	5 333 333,38	7,91	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	3,160	666 666,66	151 514,67	0,00	11 107,08
151-Consolidation	N	0,00	A-1	5 666 666,58	8,33	V	Euribor 3M + 0.57	3,730	666 666,68	171 796,47	0,00	22 450,50
152	N	0,00	A-1	588 888,56	8,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,260	66 666,72	6 943,65	0,00	285,48
153	N	0,00	A-1	3 249 999,86	9,67	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,410	333 333,36	90 218,81	0,00	5 877,41
154 Consolidation	N	0,00	A-1	4 658 333,39	10,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	433 333,32	30 993,21	0,00	4 788,33
155	N	0,00	A-1	3 666 666,72	10,75	F	Taux fixe à 0.49 %	0,500	333 333,32	17 594,63	0,00	4 128,70
156	N	0,00	A-1	3 666 666,56	10,87	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,430	333 333,36	102 173,18	0,00	10 217,42
157	N	0,00	A-1	2 125 000,00	6,17	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	340 000,00	4 454,75	0,00	327,25
158	N	0,00	A-1	7 499 999,95	11,09	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	666 666,68	23 925,00	0,00	3 445,14
159	N	0,00	A-1	2 041 666,63	12,08	F	Taux fixe à 0.65 %	0,660	166 666,68	13 042,89	0,00	2 098,96
160	N	0,00	A-1	2 700 000,00	13,30	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	200 000,00	19 162,50	0,00	3 497,92
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**501 010,00**					**120 745,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		501 010,00					120 745,00	0,00	0,00	0,00
202000435-G755	N	0,00	A-1	20 000,00	9,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 000,00	0,00	0,00	0,00
4001	N	0,00	A-1	15 640,00	0,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	15 640,00	0,00	0,00	0,00
4002	N	0,00	A-1	8 740,00	0,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 740,00	0,00	0,00	0,00
4003	N	0,00	A-1	6 000,00	1,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4004	N	0,00	A-1	1 240,00	1,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	620,00	0,00	0,00	0,00
4005	N	0,00	A-1	9 000,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4006	N	0,00	A-1	28 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 000,00	0,00	0,00	0,00
4007	N	0,00	A-1	21 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4008	N	0,00	A-1	21 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4009	N	0,00	A-1	7 620,00	2,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 540,00	0,00	0,00	0,00
4010	N	0,00	A-1	18 750,00	2,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 250,00	0,00	0,00	0,00
4011	N	0,00	A-1	6 000,00	1,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4013	N	0,00	A-1	9 500,00	0,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 500,00	0,00	0,00	0,00
4015	N	0,00	A-1	26 250,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4021	N	0,00	A-1	21 875,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
4022	N	0,00	A-1	29 400,00	5,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 900,00	0,00	0,00	0,00
4023	N	0,00	A-1	31 500,00	5,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
4024	N	0,00	A-1	31 500,00	5,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4025	N	0,00	A-1	31 500,00	5,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4026	N	0,00	A-1	26 250,00	5,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
435-1	N	0,00	A-1	16 695,00	8,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 855,00	0,00	0,00	0,00
436-1	N	0,00	A-1	13 500,00	8,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 500,00	0,00	0,00	0,00
437-1	N	0,00	A-1	85 050,00	8,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 450,00	0,00	0,00	0,00
Péri Eschentzwiller	N	0,00	A-1	15 000,00	9,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	1 500,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**2 666 666,74**		**98 436 140,50**					**14 173 911,15**	**2 458 287,01**	**63 376,51**	**392 499,20**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
124	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	10 000 000,00	666 666,64	1	15,00		Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	2 006,48	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,130	12 835,41	0,00	0,68
TOTAL (B)		**10 000 000,00**	**666 666,64**						**2 006,48**			**12 835,41**	**0,00**	**0,68**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**10 000 000,00**	**666 666,64**						**2 006,48**			**12 835,41**	**0,00**	**0,68**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	66	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,32	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	97 769 473,86	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	666 666,64	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**2 666 666,74**					**2 666 666,74**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
	136/S	2 666 666,74	29/11/2028	SaarLB	swap	Taux	2 666 666,74	29/11/2013	30/11/2028	S	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**2 666 666,74**					**2 666 666,74**				**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						1 561 040,00	236 942,25		
	136/S	Taux fixe à 2,08 %	2,122	Euribor 6M	2,750	1 561 040,00	236 942,25	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						1 561 040,00	236 942,25		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000 €		27/06/2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	202 Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	10	27/06/2022
L	2031 Frais d'études (non suivies de réalisation)	5	27/06/2022
L	2032 Frais de recherche et de développement (réussite du projet)	5	27/06/2022
L	2032 Frais de recherche et de développement (échec du projet)	1	27/06/2022
L	2033 Frais d'insertion (non suivis de réalisations)	5	27/06/2022
L	2051 Concessions et droits similaires (logiciels)	2	27/06/2022
L	2087 Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition	2	27/06/2022
L	2088 Autres immobilisations incorporelles	2	27/06/2022
L	2121 Plantations d'arbres et d'arbustes	20	27/06/2022
L	21321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	21328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	21352 Bâtiments privés	15	27/06/2022
L	2142 Immeubles de rapport (bâtiments privés)	25	27/06/2022
L	21561 Matériel roulant	10	27/06/2022
L	21568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	21571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	21572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	215731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	215738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	215741 Installations, matériel et outillage des cantines scolaires	8	27/06/2022
L	215742 Installations, matériel et outillage des colonies de vacances	8	27/06/2022
L	21578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	2158 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	21612 Dépenses ultérieures immobilisées	25	27/06/2022
L	21622 Dépenses ultérieures immobilisées	8	27/06/2022
L	2181 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/06/2022
L	21821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	21828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	21831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	21838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	21841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	27/06/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	2185 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	2186 Cheptel	10	27/06/2022
L	2188 Autres	8	27/06/2022
L	21721 Plantations d'arbres et arbustes	20	27/06/2022
L	217321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	217328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	21742 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	217561 Matériel roulant	10	27/06/2022
L	217568 Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	217571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	217572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	2175731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	2175738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	217578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	21758 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	217821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022
L	217828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	217831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	217838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	217841 Matériel de bureau et mobilier scolaires	8	27/06/2022
L	217848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	21785 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	21786 Cheptel	10	27/06/2022
L	21788 Autres	8	27/06/2022
L	2221 Plantations d'arbres et arbustes	20	27/06/2022
L	22321 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	22328 Autres bâtiments privés	25	27/06/2022
L	2242 Immeubles de rapport	25	27/06/2022
L	2256 Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	27/06/2022
L	22571 Matériel ferroviaire	8	27/06/2022
L	22572 Matériel technique scolaire	8	27/06/2022
L	225731 Matériel roulant	8	27/06/2022
L	225738 Autre matériel et outillage de voirie	8	27/06/2022
L	22578 Autre matériel technique	8	27/06/2022
L	2258 Autres installations, matériel et outillage techniques	8	27/06/2022
L	2281 Installations générales, agencements et aménagements divers	15	27/06/2022
L	22821 Matériel de transport ferroviaire	25	27/06/2022

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	22828 Autres matériels de transport	10	27/06/2022
L	22831 Matériel informatique scolaire	5	27/06/2022
L	22838 Autre matériel informatique	5	27/06/2022
L	22841 Matériel de bureau et mobilier scolaire	8	27/06/2022
L	22848 Autres matériels de bureau et mobiliers	8	27/06/2022
L	2285 Matériel de téléphonie	5	27/06/2022
L	2286 Cheptel	10	27/06/2022
L	2288 Autres	8	27/06/2022
L	204****1 Biens mobiliers, matériel et études	5	27/06/2022
L	204****2 Bâtiments et installations	30	27/06/2022
L	204****3 Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	27/06/2022
L	204114 Etat - Voirie	30	27/06/2022
L	204115 Etat - Monuments historiques	30	27/06/2022

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**201 170,00**	**201 170,00**	**0,00**	**201 170,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**201 170,00**	**201 170,00**	**0,00**	**201 170,00**
Provisions pour litiges	0,00	01/01/2025	201 170,00	201 170,00	0,00	201 170,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**148 048,12**	**148 048,12**	**0,00**	**148 048,12**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**148 048,12**	**148 048,12**	**0,00**	**148 048,12**
Provisions pour dépréciation	0,00	01/01/2025	148 048,12	148 048,12	0,00	148 048,12

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**349 218,12**	**349 218,12**	**0,00**	**349 218,12**
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**349 218,12**	**349 218,12**	**0,00**	**349 218,12**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 00006 **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2006** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**504 623,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100006 (5)	504 623,51	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**504 623,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**512 124,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200006 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	512 124,04	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**512 124,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00008 **Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2008** **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**3 834 143,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100008 (5)	3 834 143,88	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 834 143,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**3 834 144,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	3 834 144,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00008	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2008			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Recettes nettes (b - d)	**3 834 144,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00009	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2009			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100009 (5)	3 535 725,83	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**2 934 315,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200009 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	2 934 315,59	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 934 315,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00010	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2010			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**657 325,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100010 (5)	657 325,08	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**657 325,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**678 646,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200010 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	678 646,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00010	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2010			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**678 646,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00012	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2012			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**665 856,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100012 (5)	665 856,68	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**665 856,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**713 856,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200012 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	713 856,68	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**713 856,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00013	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2013			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**668 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100013 (5)	668 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**668 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**667 997,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00013	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2013			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
4541200013 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	667 997,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**667 997,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00014	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2014			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**917 679,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100014 (5)	917 679,99	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**917 679,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 001 679,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200014 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 001 679,99	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 001 679,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00015	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2015			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**668 660,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100015 (5)	668 660,19	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00015	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2015			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Dépenses nettes (a – c)	**668 660,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**772 659,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200015 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	772 659,89	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**772 659,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00016	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2016			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 720 625,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100016 (5)	1 720 625,60	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 720 625,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200016 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 954 750,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00017	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2017			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**875 917,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100017 (5)	875 917,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 00017	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2017			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**875 917,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200017 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	90 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**90 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00018	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2018			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 112 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100018 (5)	1 112 320,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 112 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200018 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	390 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**390 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00019	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2019			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**857 358,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00019	**Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2019**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
4541100019 (5)	857 358,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**857 358,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**281 275,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200019 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	281 275,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**281 275,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00020	**Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2020**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**323 203,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100020 (5)	323 203,52	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**323 203,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**361 463,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200020 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	361 463,75	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**361 463,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00021	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2021			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**347 505,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100021 (5)	347 505,32	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**347 505,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**348 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200021 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	348 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**348 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00023	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2023			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100023 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00024	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2024			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100024 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200024 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00025	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2025			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
4541100025 (5)	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
4541200025 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**

N° opération : 00103	Intitulé de l'opération : PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT PIG RBST DEPARTEMENT			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**569 111,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100103 (5)	569 111,55	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**569 111,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**569 612,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200103 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	569 612,21	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**569 612,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 00104	Intitulé de l'opération : PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**113 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100104 (5)	113 500,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**113 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**124 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	124 500,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**124 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 02023	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2023			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 806 976,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
4541102023 (5)	1 806 976,00	0,00	200 000,00	200 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 806 976,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
RECETTES (b)	**1 660 204,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541202023 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 660 204,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 660 204,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 02024	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2024			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**2 816 219,00**	**0,00**	**3 163 979,00**	**3 163 979,00**
4541102024 (5)	2 816 219,00	0,00	3 163 979,00	3 163 979,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 816 219,00**	**0,00**	**3 163 979,00**	**3 163 979,00**
RECETTES (b)	**277 348,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541202024 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	277 348,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**277 348,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 02025	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2025			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**
4541102025 (5)	0,00	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**
4541202025 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**

N° opération : 45400101	Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2009			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100101 (5)	83 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200101 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	88 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45400102	Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2010			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100102 (5)	300 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200102 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	224 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 454100007	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2007			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**995 291,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100007 (5)	995 291,42	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**995 291,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 126 181,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 454100022	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2022			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**713 156,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541100022 (5)	713 156,90	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**713 156,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**786 993,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541200022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	786 993,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**786 993,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 454102022	Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 884 612,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
4541102022 (5)	1 884 612,00	0,00	200 000,00	200 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 884 612,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
RECETTES (b)	**2 717 492,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541202022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	2 717 492,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 717 492,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45800007	Intitulé de l'opération : ROUTE MARIE LOUISE			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**529 269,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100007 (5)	529 269,85	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**529 269,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**393 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	393 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**393 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 45800008	Intitulé de l'opération : STADE DE PULLVERSHEIM			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1 (3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100008 (5)	186 187,51	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	174 300,20	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	367 628 755,44	296 732 179,89	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	1 581 000,00	158 100,00	158 100,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.
(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.
(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	1 808 608,88	556 494,78	139 123,70

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**42 876 078,50**	**22 601 423,23**											**646 237,89**	**2 045 601,05**
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - PLS	CDC	2 069 000,00	1 558 263,35	20,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	A-1	EUR	32 879,36	62 954,66
APALIB	2015	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - CPLS	CDC	431 000,00	324 606,83	20,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	2,110	A-1	EUR	6 849,20	13 114,28
APALIB	2016	P	RIEDISHEIM -14 r du Collège - Jardins Daphnée - VEFA 27 lgts - prêt 0 %	Carsat	1 200 000,00	720 000,00	11,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	60 000,00
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	870 000,00	568 590,53	12,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	14 499,06	43 606,67
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	RIEDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Charité	CDC	330 000,00	217 531,63	12,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 090,89	16 434,11
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Construction 25 places logements+hébergements d'urgence - rue de Bäle à Riedisheim	CDC	1 813 546,00	1 602 321,59	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	44 865,00	43 487,77

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	818 500,00	720 280,00	21,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	19 807,70	32 740,00
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 570 400,00	1 413 359,99	26,31	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	38 867,40	52 346,67
ASSOCIATION ALEOS	2022	P	Acquisition amélioration 35 logements - rue des Iris à Ottmarsheim	CDC	1 351 069,00	1 277 621,69	32,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	35 773,41	36 888,99
ASSOCIATION ALEOS	2024	P	Réhabilitation de 4 LOGEMENTS – 63A rue d'Illzach à Mulhouse	CDC	190 000,00	190 000,00	24,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	6 840,00	4 813,53
ASSOCIATION ALEOS	2024	P	Réhabilitation de 4 LOGEMENTS – 63A rue d'Illzach à Mulhouse	CDC	120 000,00	120 000,00	24,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	3 300,00	3 400,80
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	LA NEF	3 760 000,00	645 656,40	4,08	T	F	Taux fixe à 4.62 %	4,770	F	Taux fixe à 4.62 %	4,770	A-1	EUR	27 567,76	151 919,20
CITIVIA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	DEXIA CL	1 600 000,00	274 747,49	4,08	T	V	Euribor 3M + 0.28	2,400	V	Euribor 3M + 0.28	3,430	A-1	EUR	7 119,82	64 646,48
CITIVIA-SPL	2009	P	Site SIAM	BANQUE POPULAIRE	1 920 000,00	593 944,67	5,13	T	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	2,420	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor -0.9 sur Euribor 3M	3,960	A-1	EUR	18 535,04	112 276,12
CITIVIA-SPL	2010	C	Site DMC - Bât 33	CE	2 400 000,00	203 300,00	1,08	T	F	Taux fixe à 3.3 %	3,340	F	Taux fixe à 3.3 %	3,340	A-1	EUR	4 696,23	162 640,00
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	125 384,46	2,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,410	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,650	A-1	EUR	4 403,56	61 890,10
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 48 DMC	CREDIT COOPERATIF	2 400 000,00	521 425,02	2,50	T	V	Taux fixe à 2.85 %	2,880	F	Euribor 3M + 1	3,730	A-1	EUR	16 645,14	184 914,75

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CITIVIA-SPL	2011	P	RUDIE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	125 384,46	2,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	3,410	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0.567/2.567 sur Euribor 3M	4,650	A-1	EUR	4 403,56	61 890,10
CITIVIA-SPL	2017	P	Construction parking poids lourds à SAUSHEIM	CREDIT MUTUEL	720 000,00	409 352,66	7,96	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	A-1	EUR	7 438,18	47 839,42
CITIVIA-SPL	2020	P	Site DMC - mur d'escalade bâtiment 57	BANQUE POPULAIRE	817 098,50	718 894,53	16,39	T	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	A-1	EUR	15 510,14	37 204,67
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement du parc d'activités Marie Louise à STAFFELEFELDEN	CREDIT MUTUEL	1 120 000,00	379 745,16	1,34	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	3 265,81	189 059,62
CITIVIA-SPL	2021	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	1 079 200,00	810 507,17	10,17	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	A-1	EUR	10 959,41	74 061,71
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	2 968 000,00	2 236 335,60	10,98	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	F	Taux fixe à 1.4 %	1,410	A-1	EUR	30 317,27	189 396,81
CITIVIA-SPL	2023	P	Travaux et équipements - Parking P1 gare de MULHOUSE	CREDIT MUTUEL	370 000,00	307 969,34	7,25	T	F	Taux fixe à 3.97 %	4,030	F	Taux fixe à 3.97 %	4,030	A-1	EUR	11 673,90	37 419,70
CITIVIA-SPL	2023	P	RUDIE - BAT 33 et 48 site DMC	CREDIT AGRICOLE	1 808 000,00	0,00	13,91	X	F	Taux fixe à 4.6 %	4,700	F	Taux fixe à 4.6 % Taux fixe à 4.6 %	4,700	A-1	EUR	63 069,02	0,00
CITIVIA-SPL	2023	P	RUDIE - BAT 33 et 48 site DMC	CREDIT AGRICOLE	2 432 000,00	2 267 057,35	12,50	M	F	Taux fixe à 4.45 %	4,540	F	Taux fixe à 4.45 %	4,540	A-1	EUR	98 074,86	138 708,98
CITIVIA-SPL	2023	P	Extension CMC Climbing Mulhouse Center - mur escalade site DMC	CREDIT MUTUEL	450 000,00	424 137,90	18,00	T	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	F	Taux fixe à 4.3 %	4,370	A-1	EUR	17 987,48	15 671,08
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	134 936,00	127 653,63	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	4 046,86	1 894,46
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	159 132,00	147 393,47	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	5 560,25	3 053,70
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	538 817,00	487 793,86	35,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	13 658,23	12 851,60

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	239 380,00	221 521,16	45,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 291,49	4 498,25
SAS KMO	2017	P	KM0	SG	1 550 000,00	871 128,39	7,26	M	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	F	Taux fixe à 2.2 %	2,220	A-1	EUR	18 053,20	110 685,66
SCCV ATHIS	2024	F	Construction 16 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	BANQUE POSTALE	1 876 000,00	1 876 000,00	3,96	X	F	(€STR(Postfixé) + 0.37)-Floor 0 sur €STR(Postfixé)	2,850	V	Taux fixe à 2.32 %	2,340	A-1	EUR	43 523,20	0,00
SCCV ATHIS	2026	P	Acquisition de 18 logements PSLA – 4 rue de Hombourg à OTTMARSHEIM	CREDIT COOPERATIF	1 970 000,00	0,00	5,38	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,120	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,120	A-1	EUR	0,00	0,00
SCI FAMSOL	2017	P	Logements Jardins de Daphné - rue du collège à RIEDISHEIM	CREDIT MUTUEL	200 000,00	113 514,90	7,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	4 665,46	13 291,16
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**324 752 676,94**	**274 130 756,66**											**7 805 319,73**	**7 014 420,60**
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS	CDC	1 196 067,13	877 460,22	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	16 233,01	32 146,48
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS F	CDC	545 146,75	453 822,33	38,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	8 395,71	9 381,28
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	1 002 370,37	706 828,99	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	7 421,70	28 447,82
3F GRAND EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	471 256,97	377 834,34	38,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	3 967,26	9 146,87
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS	CDC	857 816,30	700 495,06	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	11 207,92	19 085,29

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS F	CDC	320 733,28	276 789,76	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 428,64	5 379,11
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI	CDC	537 255,48	424 897,66	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 399,18	13 099,44
3F GRAND EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI F	CDC	172 286,13	144 140,75	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 153,13	3 309,11
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts- PLUS	CDC	735 333,01	599 876,49	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	8 098,33	16 343,90
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts- PLUS F	CDC	258 062,81	222 496,65	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	3 003,70	4 323,99
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts- PLAI	CDC	443 441,24	350 306,31	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	1 926,68	10 799,82
3F GRAND EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts- PLAI F	CDC	156 847,65	131 079,51	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	720,94	3 009,26
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI F	CDC	184 600,00	154 442,95	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 235,54	3 545,62
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI	CDC	498 685,00	394 393,52	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	3 155,15	12 159,01
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS F	CDC	342 516,00	295 588,03	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 729,41	5 744,44
3F GRAND EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS	CDC	587 056,00	479 391,48	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	7 670,26	13 061,23
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	534 080,79	485 276,02	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 025,48	8 633,83
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	971 889,69	853 560,92	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	30 728,19	20 838,34
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	249 245,20	221 782,41	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 816,07	4 722,70

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	674 092,42	579 416,27	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	16 223,66	16 212,83
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	320 244,10	282 612,29	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 913,14	7 670,23
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	152 932,00	141 261,75	44,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 302,57	2 442,93
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	251 612,09	226 078,16	34,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 138,81	5 330,56
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	115 390,76	104 734,95	44,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 692,63	2 177,36
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	347 147,37	306 354,18	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 577,92	8 314,60
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	262 324,79	242 306,73	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 380,22	4 190,38
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	486 621,49	437 238,43	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 740,58	10 309,40
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	147 129,97	133 543,17	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 433,26	2 776,26
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	569 306,23	525 862,37	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 016,80	9 094,09
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	1 095 854,93	984 646,04	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	35 447,26	23 216,39
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	385 031,76	349 475,78	44,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 984,67	7 265,33
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	989 336,05	873 079,47	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	24 446,23	23 695,78

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	125 687,93	114 081,22	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 932,91	2 371,66
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	774 607,14	683 583,28	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	19 140,33	18 552,77
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	773 522,78	695 024,60	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	25 020,89	16 387,58
3F GRAND EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	215 691,03	199 231,59	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 068,23	3 445,45
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	708 407,00	672 311,41	45,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	20 153,31	11 306,82
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	470 612,00	437 326,34	45,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	11 027,75	8 880,42
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 201 577,00	901 531,77	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	25 242,89	24 467,99
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	171 711,58	151 533,80	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 242,95	4 112,70
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	209 477,15	184 861,55	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 176,12	5 017,23
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	91 000,00	91 000,00	43,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	1 683,50	0,00
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	49 000,00	49 000,00	43,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	A-1	EUR	906,50	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	385 606,00	358 260,91	36,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	10 031,31	9 169,78
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	258 948,00	244 480,72	46,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	6 845,46	4 851,39
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	960 331,00	901 966,93	36,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	32 470,81	19 884,25
3F GRAND EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	498 365,00	475 526,63	46,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	17 118,96	7 780,88
3F GRAND EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	120 000,00	120 000,00	35,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	81 026,00	75 280,09	36,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 107,84	1 926,81
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	58 597,00	55 323,23	46,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	1 549,05	1 097,81
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	249 621,00	234 450,30	36,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	8 440,21	5 168,56

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	132 370,00	126 303,94	46,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	4 546,94	2 066,67
3F GRAND EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	30 000,00	30 000,00	35,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	377 936,00	351 134,82	36,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	9 831,77	8 987,38
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	232 122,00	219 153,44	46,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	6 136,30	4 348,82
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	921 679,00	865 663,98	36,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	31 163,90	19 083,95
3F GRAND EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	468 232,00	446 774,52	46,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	16 083,88	7 310,42
3F GRAND EST	2021	C	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	110 000,00	110 000,00	35,44	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	414 161,00	384 790,94	36,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	10 774,15	9 848,82
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	259 970,00	245 445,60	46,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	6 872,48	4 870,54

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armeée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	907 006,00	851 882,73	36,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	30 667,78	18 780,14
3F GRAND EST	2021	P	Rue de la 1ère armeée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	471 841,00	450 218,12	46,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	16 207,85	7 366,77
3F GRAND EST	2021	C	Rue de la 1ère armeée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	115 000,00	115 000,00	35,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	123 196,00	114 459,61	36,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	3 204,87	2 929,62
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	99 645,00	94 077,88	46,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 634,18	1 866,85
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	333 871,00	313 579,99	36,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	11 288,88	6 913,01
3F GRAND EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	175 993,00	167 927,84	46,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	6 045,40	2 747,75
3F GRAND EST	2021	C	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	45 000,00	45 000,00	35,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	109 138,00	103 681,10	37,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 903,07	2 728,45

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	44 274,00	42 503,04	47,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	1 190,09	885,48
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	643 202,00	611 041,90	37,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	21 997,51	16 080,05
3F GRAND EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	153 552,00	147 409,92	47,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	5 306,76	3 071,04
3F GRAND EST	2020	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	55 000,00	55 000,00	35,65	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	143 000,00	114 400,01	11,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor --0.75 sur Livret A(Préfixé)	2,250	A-1	EUR	2 574,00	9 533,33
3F GRAND EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	85 800,00	85 800,00	26,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	342 646,00	334 570,71	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	9 367,98	8 099,52
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	193 145,00	189 558,80	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,840	A-1	EUR	5 396,11	3 596,96
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	932 894,00	914 201,50	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	32 911,25	18 898,12

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	420 015,00	413 669,11	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	14 892,09	6 415,69
3F GRAND EST	2021	C	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reiningue à LUTTERBACH	CDC	105 000,00	105 000,00	36,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 014 394,00	990 487,34	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	27 733,65	23 978,38
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	516 030,00	506 448,66	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	14 180,56	9 610,08
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 704 165,00	1 670 018,47	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	60 120,66	34 522,14
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	779 303,00	767 528,72	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	27 631,03	11 903,80
3F GRAND EST	2021	C	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	205 000,00	205 000,00	36,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 446 194,00	1 412 110,93	38,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	39 539,11	34 185,32

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	705 253,00	692 158,27	48,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	19 380,43	13 134,01
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	3 069 562,00	2 997 220,31	38,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	107 899,93	72 558,72
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 259 749,00	1 236 358,72	48,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	44 508,91	23 460,45
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	194 954,00	190 966,10	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	5 347,05	4 027,78
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	93 864,00	92 407,91	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 587,42	1 470,65
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	663 059,00	649 495,73	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	22 927,20	13 698,90
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	274 777,00	270 514,46	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	9 549,16	4 305,17
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	660 631,00	647 117,40	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	18 119,29	13 648,74

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	307 275,00	302 508,33	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	8 470,23	4 814,34
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	1 253 819,00	1 228 171,38	38,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	44 214,17	25 904,10
3F GRAND EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	510 102,00	502 188,92	48,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	18 078,80	7 992,21
3F GRAND EST	2023	P	Réhabilitation de 8 logements - rue du 6ème RTM à BRUNSTATT - DIDENHEIM	CDC	112 000,00	106 913,48	18,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	A-1	EUR	2 726,29	5 137,39
3F GRAND EST	2023	P	Réhabilitation de 6 logements - rue de Bruebach à MULHOUSE	CDC	54 000,00	51 547,57	18,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	A-1	EUR	1 314,46	2 476,95
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	294 725,53	283 764,53	47,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 514,90	5 505,18
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	472 657,47	450 345,41	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	12 609,67	11 206,25
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim / phase 2	CDC	180 000,00	180 000,00	34,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim / phase 2	CDC	65 000,00	65 000,00	34,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	715,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim / phase 2	CDC	35 000,00	35 000,00	34,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	385,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	200 527,20	191 337,72	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 647,39	3 130,80
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	259 328,60	243 567,91	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 593,37	5 369,56
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	180 000,00	180 000,00	44,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,040	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	60 000,00	60 000,00	34,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	660,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	142 550,25	134 586,04	46,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 330,29	2 670,68
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	133 621,66	124 145,94	36,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 476,09	3 177,54
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	246 620,57	236 683,09	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 843,67	5 050,88
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	67 388,94	64 882,70	47,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 489,63	1 258,76
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	89 975,63	85 728,29	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 400,39	2 133,24
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	30 000,00	30 000,00	35,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	330,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	132 370,93	128 349,01	47,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 541,50	2 044,20
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	540 452,61	524 031,69	47,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 459,46	8 346,18
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	1 050 151,10	1 007 835,66	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 399,63	21 507,46

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	130 000,00	130 000,00	35,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 430,00	0,00
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	305 713,16	286 930,33	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 601,07	4 825,55
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	433 106,98	397 817,16	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 336,75	9 066,40
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	109 638,90	101 459,33	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 558,43	2 060,25
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 042 324,23	957 395,03	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	34 503,12	21 819,38
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	133 362,00	125 168,33	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 752,07	2 105,06
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	157 544,72	144 707,89	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 215,06	3 297,94
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	81 477,67	75 399,07	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 901,28	1 531,06
3F GRAND EST	2024	P		CDC	100 726,09	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	P		CDC	607 604,02	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	81 017,97	81 017,97	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	3 329,84	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	311 069,16	311 069,16	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	8 087,80	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	65 861,01	65 861,01	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	2 706,89	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2024	P		CDC	590 385,54	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2024	P		CDC	1 390 433,25	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS – rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	148 210,00	0,00	39,29	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	635,39	2 150,53
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS – rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	705 999,00	0,00	39,29	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	4 173,82	8 158,72
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS – rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	317 298,00	0,00	49,29	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	1 875,84	2 349,77
3F GRAND EST	2025	P	Acquisition de 11 LOGEMENTS – rue du Loiret à WITTENHEIM	CDC	98 094,00	0,00	49,29	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	420,54	977,62
3F GRAND EST	2024	P	opération réhabilitation niveaux parking / résidentialisation dalles – Quartier Coteaux à MULHOUSE	CDC	1 000 000,00	0,00	16,79	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2020	P	Construction 21 logements en location - lotissement Les Pépinières à BOLLWILLER	CREDIT MUTUEL	2 265 000,00	2 018 518,97	26,00	M	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	4,070	A-1	EUR	65 715,53	63 964,43
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	598 000,00	583 906,68	38,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	16 349,39	14 135,60
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	515 000,00	486 227,19	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	13 614,36	9 648,54
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 668 000,00	1 634 578,11	38,40	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	58 844,81	33 789,53
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 120 000,00	1 068 674,19	46,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	38 472,27	17 486,36
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	795 000,00	708 633,70	21,42	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	A-1	EUR	6 306,84	29 302,72
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	265 000,00	265 000,00	36,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	478 000,00	455 435,74	37,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	12 752,20	11 332,92

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	367 000,00	339 620,14	45,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	9 509,36	6 896,38
BATIGERE.	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	1 236 000,00	1 186 195,86	37,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	42 703,05	25 313,71
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	777 000,00	729 261,58	45,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	26 253,42	12 264,60
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	465 000,00	396 237,18	20,75	A	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	F	Taux fixe à 0.74 %	0,740	A-1	EUR	2 932,16	17 509,90
BATIGERE.	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	155 000,00	155 000,00	35,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2022	C	Construction 12 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	BANQUE POSTALE	1 946 000,00	1 751 400,00	4,29	T	F	€STR(Postfixé) + 0.89	0,310	V	Taux fixe à 1.16 %	1,170	A-1	EUR	18 623,22	389 200,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	979 000,00	979 000,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	27 412,00	20 864,44
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	840 000,00	798 480,72	46,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	22 357,46	14 061,78
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	2 083 000,00	2 083 000,00	39,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	73 529,90	44 392,88

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	1 427 000,00	1 356 466,64	46,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	47 883,27	23 888,30
BATIGERE.	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	885 000,00	855 450,55	23,25	A	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	A-1	EUR	12 575,12	29 983,83
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	295 000,00	295 000,00	36,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	283 000,00	283 000,00	39,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	7 924,00	6 031,29
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	254 000,00	241 445,36	46,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	6 760,47	4 252,02
BATIGERE.	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	848 000,00	848 000,00	39,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	29 934,40	18 072,57
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	582 000,00	553 233,08	46,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	19 529,13	9 742,81
BATIGERE.	2022	P		CDC	360 000,00	324 620,81	21,33	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	5 713,33	12 210,59
BATIGERE.	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	120 000,00	120 000,00	36,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	376 000,00	376 000,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	10 528,00	7 691,30

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	329 000,00	318 741,58	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	8 924,76	5 206,27
BATIGERE.	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 020 000,00	1 020 000,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	36 006,00	20 864,71
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	674 000,00	652 984,28	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	23 050,35	10 665,74
BATIGERE.	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	450 000,00	426 766,33	27,42	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	7 511,09	11 924,41
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS	CDC	322 382,00	266 300,18	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	4 260,80	7 540,73
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS F	CDC	85 619,00	74 580,22	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 193,28	1 494,37
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI	CDC	256 981,00	206 255,94	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 650,05	6 580,75
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI F	CDC	66 019,00	55 924,10	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	447,39	1 317,99
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS F	CDC	230 284,00	204 361,92	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 969,75	3 971,56
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS	CDC	378 851,00	321 369,14	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 569,29	8 755,85
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI F	CDC	302 000,00	261 527,26	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 322,76	6 004,02
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI	CDC	611 335,00	505 673,65	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	14 158,86	15 589,74

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS F	CDC	45 936,00	41 548,79	41,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 331,48	783,61
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS	CDC	463 742,00	403 981,11	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 543,32	10 601,20
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	681 352,00	637 249,76	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 940,99	15 025,34
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	325 050,00	309 347,44	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 422,15	5 349,76
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	649 817,00	601 161,78	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	16 832,53	16 315,81
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	310 006,00	291 909,01	44,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 504,68	6 068,56
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	98 000,00	98 000,00	44,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,800	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	1 078,00	0,00
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	70 000,00	70 000,00	34,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	770,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	153 327,00	145 257,16	35,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	4 067,20	4 034,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	115 292,00	110 488,16	45,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	3 093,67	2 401,92

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	154 565,00	146 430,00	35,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	5 271,48	4 067,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	111 005,00	106 379,80	45,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	3 829,67	2 312,60
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	35 000,00	35 000,00	35,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	105 000,00	105 000,00	45,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	85 659,00	81 150,64	35,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 272,22	2 254,18
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	81 240,00	77 855,00	45,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 179,94	1 692,50
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	176 815,00	167 508,94	35,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	6 030,32	4 653,03
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	116 251,00	111 407,20	45,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	4 010,66	2 421,90
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	35 000,00	35 000,00	35,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue Zuber à Rixheim	CDC	105 000,00	105 000,00	45,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	987,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 373,00	513 827,06	35,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	14 387,16	14 272,97
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	360 356,00	345 341,16	45,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	9 669,55	7 507,42
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	1 166 235,00	1 104 854,22	35,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	39 774,75	30 690,39
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	689 180,00	660 464,16	45,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	23 776,71	14 357,92
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	150 000,00	150 000,00	35,79	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	450 000,00	450 000,00	45,79	A	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	A-1	EUR	3 285,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	438 642,00	415 555,58	35,47	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	11 635,56	11 543,21
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	267 992,00	256 825,66	45,47	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	7 191,12	5 583,17

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	888 089,00	841 347,48	35,47	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	30 288,51	23 370,76
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 585,00	519 977,30	45,47	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	18 719,18	11 303,85
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	125 000,00	125 000,00	35,47	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	175 000,00	175 000,00	45,47	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	A-1	EUR	2 082,50	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	308 091,00	291 875,68	35,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	8 172,52	8 107,66
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	169 628,84	45,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	4 749,61	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	349 931,00	331 513,58	35,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	11 934,49	9 208,71
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	169 628,84	45,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	6 106,64	3 687,58
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	40 000,00	40 000,00	35,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	120 000,00	120 000,00	45,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	A-1	EUR	1 128,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	1 145 231,00	1 116 733,42	36,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	31 268,54	28 583,07
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	756 968,00	742 282,44	46,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	20 783,91	14 729,62
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	337 287,00	330 089,21	36,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	11 883,21	7 276,97
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	209 204,00	205 872,04	46,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	7 411,39	3 368,61
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	120 000,00	120 000,00	36,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	360 000,00	360 000,00	46,25	A	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	A-1	EUR	3 312,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	494 326,00	482 025,34	36,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	13 496,71	12 337,56
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	497 773,00	487 150,40	36,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	17 537,41	10 739,45
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	27 423,00	26 986,24	46,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	971,50	441,56

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	60 000,00	60 000,00	36,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	180 000,00	180 000,00	46,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	A-1	EUR	2 106,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	579 325,00	564 909,25	36,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	15 817,46	14 459,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	432 919,00	424 520,15	46,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	11 886,56	8 424,05
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	368 081,00	360 226,06	36,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	12 968,14	7 941,34
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	227 950,00	224 319,47	46,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	8 075,50	3 670,47
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	120 000,00	120 000,00	36,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue des Blés à Wittenheim	CDC	360 000,00	360 000,00	46,58	A	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	F	Taux fixe à 1.17 %	1,170	A-1	EUR	4 212,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	28 985,00	28 422,68	46,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	795,84	564,01

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	128 429,00	128 429,00	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	3 596,01	3 195,79
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	115 010,00	115 010,00	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	3 220,28	2 231,25
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	265 439,00	265 439,00	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	9 555,80	5 664,53
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	224 885,00	224 885,00	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	8 095,86	3 581,71
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	40 000,00	40 000,00	37,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	120 000,00	120 000,00	47,00	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	1 296,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	175 222,00	172 013,61	38,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	6 072,08	3 257,48
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	105 474,00	104 054,17	48,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	3 673,11	1 441,55
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	60 000,00	60 000,00	46,17	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	A-1	EUR	726,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	78 607,00	78 607,00	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 201,00	1 710,61
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	54 271,00	54 271,00	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	1 519,59	886,45
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	68 844,00	68 844,00	37,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	2 430,19	1 498,15
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	42 500,00	42 500,00	47,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	1 500,25	694,19
DOMIAL ESH	2022	P	Manque TA	CDC	30 000,00	30 000,00	47,42	A	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	A-1	EUR	444,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	928 281,00	928 281,00	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	38 152,35	20 200,78
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	700 557,00	700 557,00	37,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	28 792,89	15 245,17
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue bellevue à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	673 613,00	673 613,00	47,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	27 685,49	11 002,68

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 598 072,00	1 598 072,00	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	65 680,76	34 776,44
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 439 504,00	1 439 504,00	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	40 306,11	31 325,76
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	733 467,00	733 467,00	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	20 537,08	11 980,33
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 481 863,00	1 481 863,00	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	60 904,57	32 247,56
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 385 655,00	1 385 655,00	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	56 950,42	22 633,06
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	2 141 559,00	2 141 559,00	37,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	77 096,12	46 603,53
DOMIAL ESH	2023	P	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	1 088 018,00	1 088 018,00	47,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	39 168,65	17 771,51
DOMIAL ESH	2023	C	Construction 50 logements - rue de Pfastatt à KINGERSHEIM	CDC	250 000,00	250 000,00	38,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	1 824 439,00	1 824 439,00	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	51 084,29	38 480,33

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	770 454,00	770 454,00	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	21 572,71	12 261,57
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	923 624,00	923 624,00	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	33 250,46	19 480,70
DOMIAL ESH	2023	P	Construction de 32 logements - rue de Staffelfelden à Wittelsheim	CDC	331 624,00	331 624,00	48,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 938,46	5 277,71
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	1 184 599,00	1 184 599,00	39,14	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	30 799,57	0,00
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	570 433,00	570 433,00	79,14	A	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	17 112,99	0,00
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	911 752,00	911 752,00	39,14	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	32 823,07	0,00
DOMIAL ESH	2024	P		CDC	381 417,00	381 417,00	79,14	A	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	V	(Livret A(Préfixé))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	A-1	EUR	11 442,51	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS – Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	462 082,00	462 082,00	39,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	12 014,13	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS – Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	588 235,00	588 235,00	39,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	21 176,46	0,00
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS – Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	221 104,00	221 104,00	49,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	5 748,70	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2024	P	Acquisition de 10 LOGEMENTS – Chemin Lehmgasse à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	252 469,00	252 469,00	49,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	9 088,88	0,00
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS	Crédit Foncier	284 347,00	145 500,75	13,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,130	A-1	EUR	6 009,18	9 435,47
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS F	Crédit Foncier	117 627,00	83 856,65	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,130	A-1	EUR	3 463,28	2 109,25
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS	CDC	296 289,00	225 929,12	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	A-1	EUR	6 438,98	6 933,93
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS F	CDC	60 629,00	49 442,05	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	A-1	EUR	1 409,10	1 126,80
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS	CDC	332 505,00	253 544,90	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	A-1	EUR	7 226,03	7 781,48
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS F	CDC	70 083,00	57 151,64	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	A-1	EUR	1 628,82	1 302,51
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS	CDC	757 500,00	589 338,85	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	13 849,46	17 363,34
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS F	CDC	371 200,00	310 118,75	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	A-1	EUR	7 287,79	6 410,68
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI	CDC	369 500,00	276 636,98	28,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	4 287,87	9 144,56
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI F	CDC	185 800,00	149 588,04	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	A-1	EUR	2 318,61	3 621,33
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS	CDC	1 058 800,00	874 282,52	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	31 474,17	23 820,21
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS F	CDC	145 600,00	127 404,00	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 345,10	2 475,96
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS	CDC	525 000,00	453 070,02	40,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 451,92	8 804,93
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS F	CDC	1 245 833,00	1 017 350,54	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	36 624,62	27 718,16
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS	CDC	154 500,00	126 165,10	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 541,94	3 437,42

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS F	CDC	192 000,00	163 430,76	37,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 886,87	3 487,65
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS	CDC	422 450,00	344 630,02	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 406,68	9 389,60
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rte de Kingersheim - 4 lgts - PLUS F	CDC	220 000,00	189 679,60	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 188,97	3 686,22
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS F	CDC	288 200,00	253 001,24	41,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 107,71	4 771,60
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS	CDC	713 400,00	597 035,63	31,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	21 493,28	15 667,30
M2A HABITAT	2016	P	Construction 15 logements - rue Principale et Cigognes à Baldersheim	CDC	189 200,00	166 092,45	41,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 322,62	3 132,49
M2A HABITAT	2016	P	BALDERSHEIM - Résidence Sénior Le Van Gogh	CDC	1 566 900,00	1 311 319,22	31,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	47 207,49	34 411,40
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	51 100,00	45 649,97	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 437,59	835,99
M2A HABITAT	2017	P	RICHWILLER - Rue Jospeh Schwer - 5 logements	CDC	411 590,00	353 023,35	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 708,84	8 931,35
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	620 900,00	545 092,49	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 623,33	13 307,57
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	254 200,00	231 201,96	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 158,65	4 113,45
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	637 500,00	548 609,55	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	15 361,07	15 350,82

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2017	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue d'Ottmarsheim à Habsheim	CDC	232 300,00	206 944,49	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 426,95	4 406,74
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	653 600,00	593 873,47	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 387,96	10 565,95
M2A HABITAT	2018	P	Construction 39 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	3 624 100,00	3 182 861,45	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	114 583,01	77 704,50
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	1 596 000,00	1 401 685,07	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	50 460,66	34 219,91
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	244 800,00	222 429,97	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 887,04	3 957,38
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	591 000,00	507 994,17	33,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	14 223,84	14 214,35
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	94 500,00	84 087,63	43,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 205,13	1 790,59
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	1 701 000,00	1 493 901,17	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	53 780,44	36 471,23
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	574 600,00	522 092,54	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 165,42	9 288,86
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	208 900,00	179 560,03	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 027,68	5 024,33
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	71 400,00	63 532,86	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 666,10	1 352,89
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	870 100,00	803 702,53	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 479,30	13 898,97

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	2 662 600,00	2 392 395,60	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	86 126,24	56 408,91
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	1 910 800,00	1 686 262,42	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	47 215,35	45 765,95
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	718 000,00	651 695,91	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	16 754,44	13 548,25
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	213 900,00	192 193,15	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 918,95	4 531,61
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	130 500,00	120 541,53	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 671,47	2 084,60
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	30 000,00	30 000,00	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	146 700,00	133 152,89	44,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 423,23	2 768,15
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	242 500,00	214 003,87	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 992,11	5 808,17
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	138 800,00	124 714,36	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 489,72	2 940,57
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	40 500,00	37 409,44	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 139,42	646,95
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	139 200,00	122 842,62	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 439,59	3 334,01
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	107 100,00	97 209,77	44,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 499,16	2 020,92

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	25 000,00	25 000,00	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	230 097,00	208 308,00	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 832,62	5 488,17
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	142 866,00	132 207,55	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 333,78	2 684,63
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	75 000,00	75 000,00	35,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	825,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	435 647,00	408 881,09	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 256,68	6 876,50
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	683 372,00	627 690,43	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	22 621,05	14 305,30
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	509 364,00	467 860,73	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 200,11	10 662,71
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	181 916,00	170 739,17	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 867,04	2 871,47
M2A HABITAT	2021	P	Réhabilitation thermique 54 logements - lotissement Les Tilleuls à Brunstatt-Didenheim	CDC	756 000,00	643 081,28	16,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	2,550	A-1	EUR	16 398,57	37 677,22
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	687 937,00	649 566,58	36,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	22 929,70	13 183,50

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	126 175,00	119 137,45	36,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	4 205,55	2 417,99
M2A HABITAT	2022	P	Réhabilitation 1 logement - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	377 186,00	351 996,34	22,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	12 425,47	12 884,61
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	707 583,00	668 116,83	36,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	23 584,52	13 559,98
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	389 273,00	373 310,74	46,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	13 177,87	5 484,39
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	57 820,00	55 507,20	47,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	1 998,26	1 156,40
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	94 988,00	91 188,48	47,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 553,28	1 899,76
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	440 657,00	418 624,16	37,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	11 721,48	11 016,42
M2A HABITAT	2022	C	Construction 5 logements - rue d'Illzach à SAUSHEIM	CDC	287 439,00	273 067,04	37,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	9 830,41	7 185,98

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	873 542,00	855 673,18	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	23 958,85	18 047,51
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	328 811,00	323 710,24	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	9 063,89	5 151,77
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	485 004,00	477 480,26	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	17 189,29	7 598,98
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 16 logements - rue du cerf à HABSHEIM	CDC	1 339 663,00	1 312 259,39	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	47 241,34	27 677,65
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	526 525,00	515 754,62	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	14 441,13	10 878,08
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	200 447,00	197 337,52	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	5 525,45	3 140,57
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	797 111,00	780 805,62	38,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	28 109,00	16 468,43
M2A HABITAT	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue des roseaux à PFASTATT	CDC	293 665,00	289 109,45	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	10 407,94	4 601,11
M2A HABITAT	2024	P		CDC	5 451 300,00	5 451 300,00	24,18	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	196 246,80	138 105,20

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2024	P		CDC	13 800 000,00	13 800 000,00	24,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	82 800,00	349 614,19
M2A HABITAT	2024	P		CDC	3 229 000,00	3 229 000,00	24,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	14 799,58	91 509,77
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS – 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	462 380,00	0,00	39,49	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	1 982,28	6 709,14
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS – 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	819 987,00	0,00	39,49	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	4 847,71	9 475,99
M2A HABITAT	2026	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS – 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	176 257,00	0,00	49,49	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	755,64	1 756,60
M2A HABITAT	2025	P	CONSTRUCTION de 10 LOGEMENTS – 92 rue des Pèlerins à MORSCHWILLER LE BAS	CDC	298 367,00	0,00	49,49	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	1 763,93	2 209,57
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	907 796,00	907 796,00	39,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	23 602,70	13 172,13
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	343 168,00	343 168,00	49,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	8 922,37	3 420,05
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	1 094 483,00	1 094 483,00	39,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	30 401,39	12 648,13

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2024	P	opération construction de 16 logements rue des Pensées à SAUSHEIM	CDC	398 778,00	398 778,00	49,56	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	14 356,01	2 953,17
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS	CDC	287 456,00	213 734,66	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 694,45	6 841,81
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS F	CDC	124 152,00	100 952,62	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 561,73	2 225,54
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI	CDC	90 635,00	64 420,72	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 803,78	2 294,20
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI F	CDC	30 211,00	23 524,89	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	658,70	602,13
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS	CDC	572 070,00	425 356,21	26,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 312,82	13 615,97
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS F	CDC	529 676,00	430 699,20	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 195,58	9 494,95
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI	CDC	524 323,00	385 905,73	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	10 805,36	13 232,24
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI F	CDC	190 272,00	151 943,10	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 254,41	3 780,90
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS	CDC	1 846 393,00	1 416 333,04	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	50 987,99	43 468,27
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS F	CDC	585 108,00	486 147,51	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 803,45	10 374,51
NEOLIA	2015	P	réhabilitation 11 pavillons rue Rapp Rixheim	CDC	831 945,00	540 529,29	15,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	8 648,47	33 816,26
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	1 946 554,00	1 581 765,12	31,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	56 943,54	48 137,98
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	387 230,00	329 669,56	41,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 564,64	7 666,93

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	705 512,00	582 719,83	31,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	16 316,16	16 657,63
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	115 534,00	100 196,79	41,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 738,24	2 116,68
NEOLIA	2018	P	Cession de prêt Groupe LOGIEST ACTION LOGEMENT à NEOLIA (nouveau bénéficiaire)	CDC	824 762,13	506 778,21	10,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	12 922,84	45 955,69
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	277 633,00	265 027,28	37,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	7 420,76	6 350,17
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	101 554,00	97 959,42	47,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 742,86	1 810,78
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	409 261,00	389 941,60	37,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	10 918,36	9 703,19
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	160 907,00	154 922,78	47,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	4 337,84	3 005,58
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	720 698,00	691 657,75	37,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	24 899,68	14 760,14
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	312 126,00	302 642,47	47,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	10 895,13	4 820,15
NEOLIA	2021	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	315 000,00	288 255,76	26,12	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	A-1	EUR	2 680,78	9 100,93

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	394 482,00	355 976,36	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 815,15	9 634,83
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	205 540,00	189 391,04	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 267,07	4 032,54
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	102 770,00	95 592,57	45,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 160,28	1 820,97
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	295 307,00	268 711,72	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 523,93	6 745,82
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	40 890,00	40 146,03	38,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	4,060	A-1	EUR	1 629,93	755,58
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	128 361,00	125 335,86	38,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	3 509,40	3 034,22
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	352 930,00	350 546,67	48,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	9 815,31	1 716,77
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	62 045,00	60 916,13	38,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	4,060	A-1	EUR	2 473,19	1 146,48
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	126 560,00	124 870,19	48,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,580	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	4,060	A-1	EUR	5 069,73	1 716,17

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	229 980,00	225 371,87	38,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	8 113,39	4 658,82
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	481 715,00	474 436,90	48,23	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	17 079,73	7 358,16
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	270 000,00	262 120,20	28,23	A	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	2 359,08	7 950,72
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	90 000,00	90 000,00	36,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	108 073,00	105 907,53	38,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	3 812,67	2 189,29
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	73 398,00	72 289,05	48,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	2 602,41	1 121,15
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	30 000,00	28 281,62	27,50	A	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	A-1	EUR	299,79	872,87
NEOLIA	2021	C	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	10 000,00	10 000,00	36,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	142 519,00	142 519,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	3 990,53	3 227,42
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	163 735,00	163 735,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	4 584,58	2 890,54

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	465 540,00	465 540,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	16 759,44	12 812,10
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	400 345,00	400 345,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	14 412,42	9 029,49
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	225 000,00	220 359,42	38,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	2 115,45	4 685,13
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	75 000,00	75 000,00	36,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	258 858,00	258 858,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	7 248,02	5 861,97
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	166 233,00	166 233,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	4 654,52	2 934,64
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	2 273 119,00	2 273 119,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	81 832,28	62 558,36
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	1 285 266,00	1 285 266,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	46 269,58	28 988,25
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	617 006,37	38,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	5 923,26	13 118,37

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	36,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	393 980,00	393 980,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	11 031,44	8 921,88
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	717 048,00	717 048,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	20 077,34	12 658,59
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	804 405,00	804 405,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	28 958,58	22 137,98
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	1 259 370,00	1 259 370,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	45 337,32	28 404,18
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	900 000,00	873 970,14	28,00	A	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	A-1	EUR	8 390,11	26 279,75
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	300 000,00	300 000,00	36,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	311 976,00	297 375,10	18,00	A	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	A-1	EUR	2 051,89	14 701,65
NEOLIA	2024	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	808 000,00	808 000,00	19,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	2,550	A-1	EUR	20 604,00	38 514,49

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	82 783,00	82 783,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 317,92	1 950,98
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	73 090,00	73 090,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 046,52	1 357,09
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 518 259,00	1 518 259,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	54 657,32	35 781,46
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 113 139,00	1 113 139,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	40 073,00	20 668,11
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	450 000,00	440 945,87	38,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	4 762,22	9 151,91
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	150 000,00	150 000,00	36,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	303 325,00	303 325,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	8 493,10	7 148,59
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	161 508,00	161 508,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	4 522,22	2 998,79
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	561 307,00	561 307,00	39,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	20 207,05	13 228,56

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	244 043,00	244 043,00	49,08	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	8 785,55	4 531,25
NEOLIA	2023	P	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	225 000,00	220 472,93	38,08	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	A-1	EUR	2 381,11	4 575,96
NEOLIA	2022	C	Construction 15 logements - rue des cotonnades à PFASTATT	CDC	75 000,00	75 000,00	36,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	960 760,00	960 760,00	39,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	26 901,28	19 652,92
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	845 878,00	845 878,00	49,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	23 684,58	13 121,88
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	658 105,00	658 105,00	39,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	23 231,11	13 461,93
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	552 026,00	552 026,00	49,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	19 486,52	8 563,43
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	630 000,00	39,50	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	11 088,00	12 887,03
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	37,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des œillets à ILLZACH	CDC	700 000,00	700 000,00	19,21	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor --0.45 sur Livret A(Préfixé)	2,550	A-1	EUR	17 850,00	35 000,00
NEOLIA	2024	C	Réhabilitation 40 logements - rue des œillets à ILLZACH	CDC	247 001,00	247 001,00	19,21	A	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	F	Taux fixe à 1.36 %	1,360	A-1	EUR	3 359,21	12 350,05
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	657 230,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur	1,800	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	513 494,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur	1,800	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	842 934,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2025	P	Construction 30 logements - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	457 043,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	318 328,00	318 328,00	39,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	8 913,18	6 511,59
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	130 175,00	130 175,00	49,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	3 644,90	2 019,37
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	565 964,00	565 964,00	39,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	19 978,53	11 577,13
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	227 478,00	227 478,00	49,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	8 029,97	3 528,81
NEOLIA	2024	P	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	240 000,00	240 000,00	39,50	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	A-1	EUR	4 224,00	4 909,34
NEOLIA	2022	C	Construction 16 logements - rue Arnaud Beltrame à RICHWILLER	CDC	80 000,00	80 000,00	37,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 286 000,00	0,00	20,50	X	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45) Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2025	P	Réhabilitation de 78 logements - rue de Strueth à PFASTATT	CDC	1 054 000,00	0,00	20,50	X	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6 Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P		CDC	175 012,00	0,00	40,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livr	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	C		CDC	169 127,00	0,00	40,97	X	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11 (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	C		CDC	1 229 016,00	0,00	40,97	X	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	V	Livret A(Préfixé) + 1.11 (Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	157 641,00	157 641,00	80,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	6 479,05	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	589 428,00	0,00	80,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P		CDC	78 000,00	0,00	20,77	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	20 692,00	0,00	20,77	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	480 000,00	480 000,00	20,76	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	17 280,00	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	720 000,00	0,00	20,76	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,550	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	421 395,00	0,00	40,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P		CDC	1 253 848,00	0,00	40,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	100 540,00	0,00	80,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,330	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livr	3,330	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	276 620,00	0,00	80,95	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,330	V	(Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.33)-Floor 0 sur Livr	3,330	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	C		CDC	80 000,00	80 000,00	38,95	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	117 872,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	229 815,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P		CDC	388 048,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X		CDC	335 529,00	0,00	81,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X		CDC	223 074,00	0,00	81,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	X		CDC	354 674,00	0,00	81,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	V	(Livret A(Préfixé) + 0.36)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,360	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P		CDC	516 174,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	117 782,00	117 782,00	40,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	4 801,05	0,00
NEOLIA	2023	X		CDC	115 998,00	115 998,00	40,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	4 728,33	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	X		CDC	225 334,00	0,00	40,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	115 854,00	0,00	80,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	523 881,00	523 881,00	40,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	18 702,55	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	101 071,00	0,00	80,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.47	3,470	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P		CDC	247 939,00	247 939,00	80,92	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,470	V	(Livret A(Préfixé) + 0.47)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) Livret A(Préfixé) + 0.47	3,470	A-1	EUR	8 532,77	0,00
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS – RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	128 166,00	0,00	41,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS – RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	106 006,00	0,00	41,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	CONSTRUCTION de 2 LOGEMENTS – RUE Saint Jacques à ILLZACH	CDC	98 152,00	0,00	81,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS – rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	913 181,00	0,00	40,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS – rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	686 259,00	0,00	40,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS – rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	510 496,00	0,00	80,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2026	P	Acquisition de 23 LOGEMENTS – rue des Tulipes à BOLLWILLER	CDC	313 267,00	0,00	80,97	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.02))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,980	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	660 000,00	481 076,87	17,33	T	F	Taux fixe à 1.13 %	0,280	F	Taux fixe à 1.13 %	1,130	A-1	EUR	5 307,97	25 016,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	395 000,00	346 762,20	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	9 709,34	9 851,36
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	35 059,90	30 008,52	20,58	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	A-1	EUR	294,08	1 293,94

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	50 000,00	50 000,00	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	165 290,84	44,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 034,46	3 094,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	350 000,00	312 701,52	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 257,25	7 802,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	162 512,71	44,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 178,04	3 588,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	269 000,00	234 916,36	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 456,99	6 056,16
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 200,00	123 935,16	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 837,37	2 381,48
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	124 000,00	112 011,35	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 468,18	2 152,37
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	590 000,00	515 244,05	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	18 548,79	13 283,02
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	341 942,18	295 895,47	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 652,24	8 165,62
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Bartholdi à Riedisheim	CDC	231 119,65	207 624,83	41,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 653,58	4 209,15
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI 16 rue Nonnenbruch LUTTERBACH 1 Logt	CDC	113 289,67	76 011,80	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	798,12	3 314,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLUS BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 8 Logts	CDC	269 657,15	185 423,19	27,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	A-1	EUR	3 059,48	7 662,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI F	CDC	935 915,96	697 797,57	38,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	7 326,87	23 705,08

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	PLAI BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 4 Logts	CDC	221 305,08	147 202,87	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	A-1	EUR	1 251,22	6 534,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI	CDC	1 963 323,73	1 372 213,99	28,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	14 408,25	58 195,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 400,00	121 614,22	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 189,23	2 746,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	237 000,00	202 650,37	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 674,21	5 927,04
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2017	P	16 A rue du Nonnebruch à LUTTERBACH	CDC	162 360,00	138 828,32	33,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 887,19	4 060,40
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	ILLZACH - Résidence Les Fleurs - 52 logements	CDC	572 000,00	392 727,45	16,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	A-1	EUR	1 963,64	23 113,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI F	CDC	315 400,00	255 778,73	41,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	1 406,78	7 472,92
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	384 000,00	230 839,03	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	2,550	A-1	EUR	5 886,40	19 449,45
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	210 000,00	182 921,39	25,29	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	A-1	EUR	2 076,88	6 209,88
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	195 000,00	179 570,95	35,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,170	A-1	EUR	6 259,69	3 607,19
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2010	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	1 110 000,00	706 855,00	15,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,160	A-1	EUR	24 317,74	35 399,08
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	C	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	130 000,00	118 300,00	45,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,170	A-1	EUR	4 121,04	2 600,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	1 300 000,00	1 144 204,89	34,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,130	A-1	EUR	47 255,66	14 387,26
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	606 000,00	445 603,90	13,83	A	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	A-1	EUR	7 753,51	28 384,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réhabiliatation 101 logements - à Wittenheim	CDC	1 900 000,00	1 368 892,36	13,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	49 280,12	92 641,38
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS	CDC	1 505 000,00	1 228 986,99	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	19 663,79	33 484,29
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	710 000,00	607 095,99	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	16 998,69	17 756,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI F	CDC	232 800,00	194 768,77	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	1 558,15	4 471,40
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	695 000,00	596 737,75	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	0,700	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	2,950	A-1	EUR	17 603,76	17 049,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI	CDC	692 000,00	535 300,38	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	2 944,15	19 499,30
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS F	CDC	431 600,00	372 466,69	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	5 959,47	7 238,50
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI	CDC	1 185 000,00	937 177,43	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	7 497,42	28 892,85
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	1 383 095,09	1 177 923,82	28,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	42 405,26	36 277,74

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	690 923,98	614 938,79	38,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	20 837,40	13 570,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	669 022,82	560 583,82	28,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	15 696,35	18 530,76
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	185 913,93	162 929,22	38,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 562,02	3 944,30
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	146 920,47	132 358,14	42,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 168,16	2 611,63
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	341 213,64	296 658,18	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 679,69	7 908,97
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	332 437,46	297 761,60	40,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 715,54	6 205,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	1 055 200,20	908 558,09	30,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	32 708,09	25 979,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	488 291,18	422 536,76	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 211,32	11 660,46
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	347 118,35	311 831,50	41,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 993,00	6 321,70
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	144 162,78	129 125,44	40,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 213,18	2 691,13
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	378 281,83	325 711,68	30,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 725,62	9 313,31
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS	CDC	670 050,83	519 305,40	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	9 607,15	15 299,98

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	4 300 000,00	2 818 372,38	14,08	A	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,130	A-1	EUR	116 398,78	136 824,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 8 logements PLUS F	CDC	318 531,04	265 169,88	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	A-1	EUR	4 905,64	5 481,52
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	300 000,00	248 165,27	34,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,880	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	4,160	A-1	EUR	8 635,11	4 248,02
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI	CDC	311 550,13	232 243,80	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	2 438,56	7 677,09
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2013	P	rue du Pelvoux - Wittenheim 4 logements PLAI F	CDC	148 113,99	118 751,67	38,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	A-1	EUR	1 246,89	2 874,81
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	610 000,00	521 589,54	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	14 604,51	15 255,25
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2016	P	WITTENHEIM - 8 rue Coehorn - 1 logement PLAI	CDC	100 000,00	80 905,92	31,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 265,37	2 514,66
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	134 200,00	118 781,86	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 114,96	2 682,86
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	52 500,00	44 318,67	20,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 218,76	2 058,13
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	45 000,00	38 381,40	20,17	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	A-1	EUR	303,21	1 687,46
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	15 000,00	15 000,00	35,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	165,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	82 666,74	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 862,41	1 884,01
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	85 000,00	79 777,65	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 274,12	1 341,69
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	125 000,00	113 163,15	35,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 168,57	2 981,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	83 285,59	45,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 989,45	1 691,21
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	92 000,00	77 663,18	20,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	2 135,74	3 606,63
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	60 000,00	60 000,00	35,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	660,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	239 058,00	216 420,47	35,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	6 059,77	5 701,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	40 000,00	37 015,81	45,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	1 036,44	751,65
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	420 942,00	386 643,39	35,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	13 919,16	8 811,74
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	70 000,00	65 699,24	45,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	2 365,17	1 104,92

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	165 000,00	150 925,18	35,75	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	A-1	EUR	1 297,96	3 594,68
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2021	C	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	55 000,00	55 000,00	35,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	229 000,00	214 241,21	36,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	5 998,75	4 998,52
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	176 000,00	167 300,74	46,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	4 684,42	2 946,27
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	548 000,00	517 434,73	36,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	18 265,45	10 501,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	336 000,00	322 222,22	46,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	3,530	A-1	EUR	11 374,44	4 733,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	255 000,00	240 777,11	36,25	A	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	3 780,20	4 886,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'île Napoléon à RIXHEIM	CDC	85 000,00	85 000,00	36,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	130 662,00	125 289,73	37,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	5 149,41	2 726,49

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	260 000,00	249 309,90	37,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	6 980,68	5 425,36
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	178 000,00	172 449,85	47,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	4 828,60	2 816,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	93 173,00	89 342,12	37,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	3 671,96	1 944,22
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	123 000,00	119 164,78	47,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	4 897,67	1 946,42
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	195 000,00	186 982,43	37,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	6 731,37	4 069,02
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2022	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	128 000,00	124 008,88	47,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	4 464,32	2 025,54
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	308 603,00	302 290,34	38,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	8 464,13	6 375,79
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition VEFA 3 logements - rue des blés à SAUSHEIM	CDC	131 397,00	129 358,67	48,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	3 622,04	2 058,71

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	641 980,00	628 847,92	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	25 845,65	13 263,40
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	2 078 407,00	2 035 891,94	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	83 675,16	42 940,21
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	204 613,00	201 438,89	48,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	8 279,14	3 205,85
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	175 000,00	175 000,00	38,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	144 826,00	141 863,50	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	5 830,59	2 992,12
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	328 228,00	321 513,90	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	9 002,39	6 781,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	79 778,00	78 540,43	48,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 199,13	1 249,95
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	41 405,00	40 762,70	48,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	1 675,35	648,72

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	126 228,00	124 269,86	48,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	4 473,71	1 977,72
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	67 899,00	66 510,09	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	2 733,56	1 402,80
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Construction 18 logements - rue de Hirschau à KINGERSHEIM	CDC	621 636,00	608 920,06	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	21 921,12	12 843,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	C	Construction 35 logements - rue Simone Veil à WITTELSHEIM	CDC	90 000,00	90 000,00	38,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	228 595,00	223 918,95	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	9 203,07	4 722,81
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	238 830,00	233 944,59	38,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	9 615,12	4 934,26
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P	Acquisition en VEFA de 3 logements - rue de Reims à KINGERSHEIM	CDC	72 575,00	71 449,16	48,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	2 936,56	1 137,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P		CDC	475 000,00	462 966,18	23,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,650	A-1	EUR	16 898,27	12 467,04
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2023	P		CDC	833 000,00	809 392,80	23,95	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,790	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,790	A-1	EUR	22 567,45	24 256,40

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS – RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	24 219,00	0,00	49,52	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	103,83	241,37
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P	ONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS – RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	58 013,00	0,00	49,52	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	342,97	429,62
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS – RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	56 187,00	0,00	39,52	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	240,88	815,28
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2024	P	ONSTRUCTION de 3 LOGEMENTS – RUE Poincaré à LUTTERBACH	CDC	134 581,00	0,00	39,52	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	795,63	1 555,25
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	477 205,00	0,00	39,18	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	2 045,84	6 924,25
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	1 247 500,00	0,00	39,18	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	7 375,13	14 416,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	19 289,00	0,00	49,18	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.4))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	A-1	EUR	82,69	192,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	341 414,00	0,00	39,18	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	2 299,61	3 500,68

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	610 450,00	0,00	39,18	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	4 111,72	6 259,26
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	29 207,00	0,00	49,18	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,110	A-1	EUR	196,73	184,89
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2025	P	CONSTRUCTION de 25 LOGEMENTS – rue des Saules/ rue du Krebsbach à STAFFELFELDEN	CDC	42 935,00	0,00	49,18	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	253,83	317,96
PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE	2022	P	Construction 1 logement - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	C.C.C.COOP	90 000,00	39 760,21	1,63	T	F	(Euribor 3M + 0.8)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,810	V	Taux fixe à 0.87 %	0,870	A-1	EUR	272,16	22 646,08
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT AGRICOLE	1 250 000,00	1 250 000,00	16,58	M	F	Taux fixe à 1.86 %	1,880	F	Taux fixe à 1.86 %	1,880	A-1	EUR	23 250,00	0,00
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT MUTUEL	1 000 000,00	923 190,84	13,16	M	F	Taux fixe à 1.8 %	1,820	F	Taux fixe à 1.8 %	1,820	A-1	EUR	16 101,85	62 702,94
SOMCO	2008	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAMBO	CDC	360 000,00	63 357,21	3,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	2 059,11	16 492,60
SOMCO	2009	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAMBO	CDC	310 000,00	85 994,57	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	2 794,82	16 942,85
SOMCO	2009	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAMBO	CDC	330 000,00	146 202,33	9,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	4 751,58	14 133,56
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	79 680,00	67 495,16	39,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	1 079,92	1 352,40
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	195 320,00	155 318,25	29,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	2 485,09	4 398,09
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS	CDC	280 116,00	228 743,47	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	3 659,90	6 232,22
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS F	CDC	57 519,00	49 638,35	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	A-1	EUR	794,21	964,67
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	180 134,00	150 751,92	31,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 035,15	3 956,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	69 662,00	61 153,99	41,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	A-1	EUR	825,58	1 153,36
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS F	CDC	485 659,00	433 861,42	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 619,01	7 945,35
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS	CDC	1 369 271,00	1 174 432,46	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	42 279,57	29 712,68
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI F	CDC	178 188,00	155 358,56	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 350,04	3 390,37
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI	CDC	507 882,00	424 835,32	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	11 895,39	12 266,34
SOMCO	2018	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAM	CDC	217 555,18	151 028,45	13,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 437,02	10 037,51
SOMCO	2018	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAM	CDC	187 139,14	138 295,59	14,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 978,64	8 530,49
SOMCO	2018	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAM	CDC	231 312,38	184 024,67	19,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 624,89	8 276,49
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS F	CDC	518 000,00	462 753,12	42,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	15 262,13	8 474,46
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS	CDC	2 042 000,00	1 751 436,38	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	63 051,71	44 310,66
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI F	CDC	266 000,00	231 920,12	42,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	6 522,49	5 061,16
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI	CDC	1 096 000,00	916 786,84	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	25 670,03	26 470,54
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	748 150,20	672 928,59	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	24 225,43	15 866,60
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	148 890,00	137 978,98	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 202,59	2 386,16
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet ILLZACH	CDC	306 608,53	270 897,74	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	7 585,14	7 352,29
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	51 054,54	46 393,64	44,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 192,73	964,49

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	251 949,00	226 380,88	34,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 149,71	5 337,70
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	103 983,00	96 048,06	44,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 925,45	1 661,02
SOMCO	2017	P	RIXHEIM – La Rotonde – 6 rue Lefebvre	CDC	170 000,00	123 913,25	17,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	3 407,61	6 738,94
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	700 000,00	700 000,00	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	250 000,00	250 000,00	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 300 logements - La Rotonde à RIXHEIM	CDC	2 598 000,00	2 286 240,00	21,13	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	62 871,60	103 920,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	749 394,00	714 018,44	37,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	19 992,52	17 767,42
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	249 846,00	240 554,10	47,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	6 735,51	4 666,87
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	3 624 600,00	3 478 548,13	37,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	125 227,73	74 233,06
SOMCO	2021	C	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	420 000,00	420 000,00	45,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	A-1	EUR	4 998,00	0,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	882 680,00	855 860,96	47,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	30 810,99	13 631,18

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	413 932,00	394 392,11	37,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	11 042,98	9 813,93
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	83 045,00	79 956,51	47,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor --0.2 sur Livret A(Préfixé)	2,800	A-1	EUR	2 238,78	1 551,20
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	974 658,00	935 384,52	37,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	33 673,84	19 961,34
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	173 106,00	167 846,41	47,52	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	6 042,47	2 673,27
SOMCO	2021	C	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	126 000,00	126 000,00	45,52	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	A-1	EUR	1 247,40	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	40 000,00	35 459,16	21,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	975,13	1 528,77
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Tuilerie à RIEDISHEIM	CDC	70 542,00	63 271,49	21,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,350	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	2 277,77	2 489,23
SOMCO	2018	P	Réhabilitation 24 logements - cour St Fiacre à Riedisheim	CDC	286 742,00	242 060,83	20,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	6 656,67	11 241,18
SOMCO	2019	P	Programme investissement haut bilan UE	CDC	200 000,00	200 000,00	29,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	A-1	EUR	2 200,00	0,00
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	309 561,54	287 609,12	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 053,06	7 361,42

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	66 266,54	62 564,26	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 548,13	1 241,51
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	488 622,64	458 926,62	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 191,48	10 117,24
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	150 841,52	143 928,97	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 248,11	2 355,06
SOMCO	2021	P	Réhabilitation 70 logements - rue du beau site à RIEDISHEIM	CDC	630 000,00	605 547,82	23,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	16 652,57	24 513,31
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	273 000,00	273 000,00	24,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor --0.25 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	7 507,50	8 798,66
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 21 logements - impasse du noyer à ZILLISHEIM	CDC	60 000,00	60 000,00	24,70	A	F	Taux fixe à 2.91 %	2,910	F	Taux fixe à 2.91 %	2,910	A-1	EUR	1 746,00	1 665,21
SOMCO	2024	P	Réhabilitation 18 logements - rue de l'étang à PFASTATT	CDC	149 647,00	149 647,00	24,92	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	5 387,29	5 298,51
SOMCO	2025	P	Réhabilitation 50 logements - rue des tulipes à ILLZACH	CDC	450 000,00	0,00	25,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 su	1,750	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2025	P	Réhabilitation thermique 40 logements - rue des dahlias à ILLZACH	CDC	360 000,00	0,00	25,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 su	2,750	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2023	P	Réhabilitation de 20 logements - rue de l'Arsenal à MULHOUSE	CDC	75 270,00	73 438,14	23,58	A	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	F	Taux fixe à 3.9 %	3,900	A-1	EUR	2 864,09	1 903,30
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	1 668 000,00	1 608 941,54	23,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,750	A-1	EUR	44 245,89	59 649,04
SOMCO	2023	P	Réhabilitation 127 logements - Cité Brustlein à MULHOUSE	CDC	999 300,00	963 918,03	23,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	A-1	EUR	34 701,05	35 735,79
SOMCO	2024	P	Acquisition de 6 LOGEMENTS – 1 RUE DE LA Carrière à RIXHEIM	CDC	697 977,00	0,00	40,34	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2024	P	Acquisition de 6 LOGEMENTS – 1 RUE DE LA Carrière à RIXHEIM	CDC	94 921,00	0,00	50,34	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL					**367 628 755,44**	**296 732 179,89**											**8 451 557,62**	**9 060 021,65**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	**B7.4**

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	5 383 677,66
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	33 102 514,60
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**38 486 192,26**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**530 475 212,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**14,52**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					**1 581 000,00**	**158 100,00**	**158 100,00**
8017 Subventions à verser en annuités					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8018 Autres engagements donnés					**1 581 000,00**	**158 100,00**	**158 100,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**1 581 000,00**	**158 100,00**	**158 100,00**
2015	Indemnités de remboursement anticipée d'un emprunt CAFFIL indexé sur le cours de change EUR/CHF	CAFFIL	10	A	1 581 000,00	158 100,00	158 100,00
Engagements liés à des délégations de service public					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					**1 808 608,88**	**556 494,78**	**139 123,70**
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
8028 Autres engagements reçus					**1 808 608,88**	**556 494,78**	**139 123,70**
A l'exception de ceux reçus des entreprises					**1 808 608,88**	**556 494,78**	**139 123,70**
2016	Aide du fonds de soutien des emprunts à risque au remboursement de l'emprunt CAFFIL	Agence de Service et de Paiement	13	A	1 808 608,88	556 494,78	139 123,70
Engagements reçus des entreprises					**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES — B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**23 810 911,00**
204112	Subvention d'équipement	Voirie	A affecter	Association	63 000,00
204132	Subvention d'équipement	Déplacement doux	A affecter	Association	27 622,00
2041411	Subvention d'équipement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	4 621 974,00
2041412	Subvention d'équipement	Périscolaire	A affecter	Commune	7 671 642,00
2041412	Subvention d'équipement	Musées	A affecter	Association	120 000,00
2041412	Subvention d'équipement	Aménagement espace et risques	A affecter	Association	65 000,00
2041412	Subvention d'équipement	Investissement territorial intégré	A affecter	Commune	2 571 000,00
2041412	Subvention d'équipement	Gestion des zones d'activités	A affecter	Association	300 000,00
2041412	Subvention d'équipement	Déplacement doux	A affecter	Association	1 489 800,00
2041581	Subvention d'équipement	Tourisme	A affecter	Association	24 000,00
2041582	Subvention d'équipement	Habitat et Renouvellement Urbain	A affecter	Association	1 250 000,00
2041582	Subvention d'équipement	Déplacement doux	A affecter	Association	160 000,00
2041582	Subvention d'équipement	Grandes Infrastructures et Transports	A affecter	Association	140 000,00
204181	Subvention d'équipement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	11 000,00
204181	Subvention d'équipement	Dév.éco et Enseignement Supérieur	A affecter	Association	200 500,00
204182	Subvention d'équipement	Dév.éco et Enseignement Supérieur	A affecter	Association	1 661 250,00
204182	Subvention d'équipement	Aménagement de l'espace et risques	A affecter	Association	455 000,00
20421	Subvention d'équipement	Petite Enfance	A affecter	Association	100 000,00
20421	Subvention d'équipement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	230 000,00
20421	Subvention d'équipement	Aménagement de l'espace et risques	A affecter	Association	6 000,00
20421	Subvention d'équipement	Déplacement doux	A affecter	Association	10 000,00
20422	Subvention d'équipement	Musées	A affecter	Association	625 841,00
20422	Subvention d'équipement	Musées	Musée de la mine Kalivie	Association	3 000,00
20422	Subvention d'équipement	Musées	Musée de la moto la Grange à Bécanes	Association	3 000,00
20422	Subvention d'équipement	Habitat et Renouvellement Urbain	A affecter	Association	1 665 908,00
20422	Subvention d'équipement	Aménagement de l'espace et risques	A affecter	Association	270 000,00
20422	Subvention d'équipement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	65 374,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
		FONCTIONNEMENT (total)			**33 275 147,00**
6573641	Subvention de fonctionnement	Administration générale	Budget Annexe Transports	Etablissement de droit public	13 700 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Famille et Parentalité	Association THEMIS	Association	40 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Famille et Parentalité	Association EPICES	Association	25 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	STSPD et projets	A affecter	Association	107 800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Politique de la Ville	A affecter	Association	143 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Périscolaire	A affecter	Association	4 217 395,00
65748	Subvention de fonctionnement	Petite Enfance	A affecter	Association	7 059 776,00
65748	Subvention de fonctionnement	Périscolaire - Réussite Educative	Réussite Educative	Association	10 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Administration générale	A affecter	Association	20 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	AMICALE du Personnel	Association	1 047 317,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat FO	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat CFDT	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat FAFPT	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat CGT m2A	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Ressources Humaines	Syndicat UNSA	Association	800,00
65748	Subvention de fonctionnement	Pilotage des instances	A affecter	Association	2 850,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	Association Gerplan	Association	2 700,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	Alsace Nature	Association	1 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	Naturhena	Association	300,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	BGE	Association	11 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	TDLA	Association	11 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	CBAL	Association	5 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	Petite Camargue	Association	10 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	Ecole ETRE	Association	7 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Transition écologique et climatique	A affecter	Association	1 038 317,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme	Syndicat Mixte le Bioscope	Association	14 812,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme	Groupe Rodolphe	Association	1 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme	Commune d'Ottmarsheim	Commune	5 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Tourisme	Agence d'attractivité	Association	1 240 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Zoologische Gesellschaft fur Arten und Populationsschutz e,V,ZGAP	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	The Zoological Society of London	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Royal Zoological Society of South Australia	Association	1 000,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Centre Suisse de Recherches Scientifiques Côtes d'Ivoire	Association	3 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Ass. Européenne pr l'Etude et la Conservation des Lémuriens	Association	3 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Grevy's Zebra Trust Kenya	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	WAPCA - West African Primates Conservation Association	Association	3 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Sifaka Conservation	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Association Anoulak	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	AFDPZ Ass. Française des Parcs Zoologiques	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	EAZA (pour le compte de l'association Red Panda Network)	Association	1 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Proyecto Mono Tocon	Association	1 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Selamatkan Yaki	Association	1 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Okapi Conservation Project	Association	1 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Bioparc Conservation (pour le compte de l'Association de sauvegarde des girafes du Niger)	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Centre Suisse de Recherches Scientifiques Côtes d'Ivoire	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	LPO Haut-Rhin	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	helpSimus	Association	2 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Parc Zoologique et Botanique	Cameleon Center Conservation	Association	1 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Musées	A affecter	Association	1 092 600,00
65748	Subvention de fonctionnement	Musées	Association des Amis du Musée de la Moto de Bantzenheim	Association	7 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Musées	Jazz à Mulhouse - Festival Météo	Association	4 500,00
65748	Subvention de fonctionnement	Musées	Association Kalivie	Association	10 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	Alsace Tech	Association	2 375,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	CIM	Association	4 750,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	Légion d'honneur	Association	1 425,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	Sud Alsace Initiative	Association	17 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Développement Economique et Enseignement Supérieur	A affecter	Association	1 008 615,00
65748	Subvention de fonctionnement	Emploi Formation et Insertion	A affecter	Association	1 273 164,00
65748	Subvention de fonctionnement	Emploi Formation et Insertion	OKOTE	Association	13 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Emploi Formation et Insertion	ALSACE ACTIVE	Association	13 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Relations Internationales et Transfrontalières	Infobest Vogelgrun Breisach CC Pays Rhin Brisach	Etablissement de droit public	5 283,00

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	Subvention de fonctionnement	Relations Internationales et Transfrontalières	Infobest Palmrain	Autre personne de droit public	5 238,00
65748	Subvention de fonctionnement	Relations Internationales et Transfrontalières	OLCA	Association	5 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Aménagement de l'espace et risques	AFUT	Association	407 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Aménagement de l'espace et risques	Maison Européenne de l'Architecture	Association	5 000,00
65748	Subvention de fonctionnement	Habitat et Renouvellement Urbain	A affecter	Association	599 930,00
65748	Subvention de fonctionnement	Grandes Infrastructures et Transports	CA Saint Louis Agglomération	Etablissement de droit public	38 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**7,00**	**0,00**	**7,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**347,00**	**10,00**	**357,00**	**221,00**	**86,00**	**307,00**
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	143,00	9,00	152,00	116,00	15,00	131,00
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	6,00	0,00	6,00	3,00	1,00	4,00
ATTACHES TERRITORIAUX	A	122,00	0,00	122,00	56,00	50,00	106,00
COLLABORATEUR DE CABINET	A	6,00	0,00	6,00	3,00	1,00	4,00
DGA 150 000 A 400 000	A	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	64,00	1,00	65,00	38,00	19,00	57,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**962,00**	**92,00**	**1 054,00**	**774,00**	**162,00**	**936,00**
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	652,00	92,00	744,00	588,00	100,00	688,00
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	93,00	0,00	93,00	78,00	6,00	84,00
DIRECTEUR GNRL SERVICES TECHNIQUES	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	8,00	0,00	8,00	6,00	2,00	8,00
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	71,00	0,00	71,00	35,00	19,00	54,00
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	137,00	0,00	137,00	66,00	35,00	101,00
FILIERE SOCIALE (d)		**22,00**	**0,00**	**22,00**	**16,00**	**4,00**	**20,00**
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	18,00	0,00	18,00	13,00	4,00	17,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**26,00**	**1,00**	**27,00**	**17,00**	**8,00**	**25,00**
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	18,00	1,00	19,00	11,00	7,00	18,00
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
MEDECINS TERRITORIAUX	A	2,00	0,00	2,00	2,00	1,00	3,00
PUÉRICULTRICE TERRITORIALE 2014	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**1,00**	**2,00**	**3,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**52,00**	**1,00**	**53,00**	**36,00**	**14,00**	**50,00**
CONSEILLER TERR.ACT.PHYS.ET SPORT.	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	47,00	1,00	48,00	32,00	13,00	45,00
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**12,00**	**1,00**	**13,00**	**10,00**	**2,00**	**12,00**
ASSISTANT TERRIT. ENSEIGNT ARTISTIQUE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	5,00	1,00	6,00	3,00	2,00	5,00
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**79,00**	**273,00**	**352,00**	**252,00**	**85,00**	**337,00**
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	34,00	251,00	285,00	205,00	70,00	275,00
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	45,00	22,00	67,00	47,00	15,00	62,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**1 504,00**	**378,00**	**1 882,00**	**1 327,00**	**363,00**	**1 690,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**7 864 377,28**		
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	435	25 697,17	A	CDI A - Autre
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	372	9 888,98	A	CDI A - Autre
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	368	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	367	21 680,14	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	372	21 975,51	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	367	21 680,14	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	372	21 975,51	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,88	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	478	28 237,35	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	371	21 916,44	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	417	24 633,84	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,88	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	373	22 034,59	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,88	332-10	CDI 332-10 - CDI
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	10 961,47	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,29	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,37	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	10 961,47	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,29	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,29	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	10 931,84	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	10 931,84	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,22	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	10 931,84	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	10 931,84	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	10 931,84	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	374	22 093,66	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	376	22 211,81	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	10 978,30	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	21 739,22	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,29	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	368	10 902,22	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,37	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	9 289,94	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	11 056,87	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	369	21 798,29	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 161,90	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 161,90	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	409	24 161,25	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	376	22 211,81	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	377	22 270,88	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	372	21 975,51	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	372	21 975,51	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	373	22 034,59	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	367	21 680,14	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	372	21 975,51	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	366	10 842,97	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	372	20 331,74	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	370	10 928,68	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	372	21 975,51	A	CDI A - Autre
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	21 680,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	372	21 975,51	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	372	10 987,76	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	370	10 928,68	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	369	10 899,15	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	369	10 899,15	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	10 869,61	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	368	21 739,22	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d’un emploi
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d’un emploi
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	21 680,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	367	10 840,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	10 810,53	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	710	41 942,51	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	399	23 570,51	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d’un emploi. 332-8-1°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	456	26 937,73	332-10	CDI 332-10 - CDI
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	421	24 870,14	A	CDI A - Autre
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	399	23 570,51	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 857,37	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	371	21 916,44	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	436	25 756,25	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	377	22 270,88	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	401	23 688,66	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	420	24 811,06	A	CDI A - Autre
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	446	26 346,99	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	446	26 346,99	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	386	22 802,55	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	446	26 346,99	332-10	CDI 332-10 - CDI
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	373	22 034,59	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	377	22 270,88	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	374	22 093,66	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	421	19 896,11	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	421	24 870,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	376	22 211,81	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	376	22 211,81	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	695	41 056,40	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	773	45 664,17	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	518	30 600,31	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	678	40 052,14	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	735	43 419,36	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	645	38 102,70	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	655	38 693,44	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	645	38 102,70	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	829	48 972,31	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	610	36 035,12	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,87	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	895	52 871,19	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	645	38 102,70	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,65	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,87	332-10	CDI 332-10 - CDI
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,65	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	333-1_333-10	CDD 333-1_333-10 - Collaborateurs de cabinet
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	695	41 056,40	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	485	28 650,87	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	435	25 697,17	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	415	24 515,69	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	550	32 490,68	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,65	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	455	26 878,65	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	375	22 152,74	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	414	24 456,62	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	375	22 152,74	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	401	23 688,66	332-10	CDI 332-10 - CDI
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	373	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	373	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	373	22 034,59	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	MT	425	25 106,43	332-23-1°	CDD CDD ART 332-23-1°
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	MT	451	26 642,36	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	756	44 659,91	333-1_333-10	CDD 333-1_333-10 - Collaborateurs de cabinet
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	420	24 811,06	332-10	CDI 332-10 - CDI
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	377	22 270,88	326_352	CDD 326_352 - Modalités particulières
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	374	22 093,66	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	377	22 270,88	332-10	CDI 332-10 - CDI
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	384	22 684,40	332-10	CDI 332-10 - CDI
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	375	22 152,74	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	375	22 152,74	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	375	22 152,74	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	374	22 093,66	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	373	22 034,59	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	377	22 270,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	409	24 161,25	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	420	24 811,06	332-10	CDI 332-10 - CDI
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	420	24 811,06	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	445	26 287,91	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	TECH	710	41 942,51	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX	A	TECH	1100	64 981,36	332-10	CDI 332-10 - CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	811	47 908,98	332-10	CDI 332-10 - CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	583	34 440,12	332-10	CDI 332-10 - CDI
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	615	36 330,49	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	642	37 925,48	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	583	34 440,12	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	483	28 532,72	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	545	32 195,31	332-8-2°	CDD CONTRAT DE PROJET ART 332-24 - CDD ART 332-13
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,36	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	483	28 532,72	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	483	28 532,72	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,36	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	545	32 195,31	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 334,21	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	583	34 440,12	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	483	28 532,72	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	424	25 047,36	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	450	26 583,28	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
MEDECINS TERRITORIAUX	A	MS	977	57 715,26	332-10	CDI 332-10 - CDI
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	SP	366	21 621,07	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	482	28 473,65	332-10	CDI 332-10 - CDI

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	377	22 270,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	457	26 996,80	332-10	CDI 332-10 - CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	457	26 996,80	332-10	CDI 332-10 - CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,40	332-10	CDI 332-10 - CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	424	25 047,36	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	441	26 051,62	332-10	CDI 332-10 - CDI
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 870,14	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 334,21	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,81	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,40	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	386	22 802,55	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	374	22 093,66	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	421	24 870,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	395	23 334,21	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	384	22 684,40	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	376	22 211,81	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	592	34 971,78	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	489	28 887,17	A	CDI A - Autre
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	457	26 996,80	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 334,21	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,81	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	539	31 840,86	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 984,03	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	395	23 334,21	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	374	22 093,66	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	482	28 473,65	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	401	23 688,66	332-8-2°	CDD CDD ART 332-8-2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-10	CDI 332-10 - CDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 870,14	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	406	23 984,03	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,81	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 870,14	332-8-2°	CDD CONTRAT DE PROJET ART 332-24 - CDD ART 332-13
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	436	25 756,25	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	421	24 870,14	332-13	CDD 332-13 - Remplacement d'un agent fonctionnaire ou contractuel
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	376	22 211,81	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	377	22 270,88	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	384	22 684,40	332-14	CDD 332-14 - Vacance temporaire d'un emploi. 332-8-1°
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**7 864 377,28**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
- Concession exploitation/gestion des cinq aires d'acceuil des gens du voyage de m2A	VAGO		SAS	303 939,00
- Exploitation de la Maison de la Petite enfance à Kingersheim	Association La Souris Verte		Association	309 292,00
- Exploitation du multi accueil La Marelle Site Glück à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Lavoisier-Brustlein		Association	209 511,00
- Exploitation du multi accueil l'Accueillette à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Papin		Association	240 524,00
- Exploitation multi accueil Moulin des couleurs à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Wagner		Association	304 520,00
- Exploitation du multi-accueil collectif et familial du site Nouveau Bassin à Mulhouse	People & Baby		SAS	235 359,00
- Activités Petite Enfance et Périscolaire de Bollwiller	Association de la MJC de Bollwiller		Association	489 882,00
- Exploitation multi accueil et activités extra et périscolaires site Entremont à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	346 401,00
- Exploitation du périscolaire de Baldersheim	Association Les Copains d'Abord		Association	131 678,00
- DSP multi-accueil et périscolaire Ile Napoléon à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	366 955,00
- DSP périscolaire Sausheim	Association Les Copains d'abord		Association	314 577,00
- DSP périscolaire Zillisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	122 476,00
- DSP périscolaire Didenheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	113 899,00
- DSP périscolaire Morschwiller-le-Bas	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	230 226,00
- DSP périscolaire Heimsbrunn-Galfingue	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	121 976,00
- DSP périscolaire Habsheim Eschentzwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	290 000,00
- DSP périscolaire Dietwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	102 000,00
- DSP périscolaire Ilôt Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	82 156,00
- DSP périscolaire Récré ô Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	160 167,00
- DSP périscolaire "La Courte Echelle" à Riedisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	229 569,00
- DSP périscolaire Wittelsheim	CSC Wittelsheim		Association	202 620,00
- DSP Multi Accueil, Petite Enfance	CSC Wittelsheim		Association	138 722,00
- DSP périscolaire et extrascolaire Bande Rhénane	SPL Enfance et Animation		SPL	500 000,00
- DSP petite enfance Bande Rhénane	SPL Enfance et Animation		SPL	405 000,00
- DSP périscolaire La Marelle Site Glück à Mulhouse	CSC Lavoisier La Marelle		Association	1 000,00
- DSP Exploitation de l'auberge du Zoo	SAS LS Events		SAS	0,00
- DSP Exploitation du Parking Gare	SPL Citivia		SPL	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- DSP Exploitation du parking sécurisé de l'autoport	SPL Citivia		SPL	0,00
- DSP Réseaux de chaleur de Rixheim et Rixheim-Riedisheim	RCUA / DALKIA		SA	0,00
- DSP Exploitation du Parc des Expositions	SAEML Mulhouse Expo		SAEML	0,00
Détention d'une part du capital				
- Délibération du 23/06/2005	SOMCO		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	IMMOBILIERE 3F		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	IMMOBILIERE DES CHEMINS DE FER-SICF		SA	0,10
- Délibération du 23/06/2005	COOPERATION ET FAMILLE		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	SCIC HABITAT		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	LOGIEST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	NEOLIA		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	SOLENDI		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	DOMIAL ESH		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 27/06/2008	BATIGERE NORD EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 20/12/2013	CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE		SA COOP.	49 996,00
- Délibération du 19/12/2014	EGONE		SCP HLM	99 994,25
- Délibération des 23/09/2004, 25/09/2009, 30/09/2019, 24/01/2014	CITIVIA		SEM	1 502 912,95
- Délibérations des 09/12/2016, 27/03/2017, 30/09/2020, 26/06/2023, 25/09/2009	CITIVIA SPL		SPL	1 222 726,80
- Délibération des 26/06/2017, 18/06/2020	SYNDICAT MIXTE GESTION DES PORTS SUD ALSACE		SYNDICAT MIXTE	511 000,00
- Délibération du 31/05/2021	OFFICE FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE		OFS	50 000,00
- Délibération du 31/05/2021	PROCIVIS ALSACE		SCIC	4 800,00
- Délibération du 14/12/2020	LA MAISON DU TERRITOIRE		SAEML	2 675 000,00
- Délibération du 28/06/2021	OKTAVE		SEM	3 000,00
- Délibération du 18/01/2021	NOVARHENA		SEM	20 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie d'emprunt	M2A HABITAT		OPH	60 289 171,44
- Garantie d'emprunt	OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE		OPH	36 608 516,82
- Garantie d'emprunt	3F GRAND EST		SA HLM	49 251 342,83
- Garantie d'emprunt	BATIGERE		SA HLM	23 310 878,69
- Garantie d'emprunt	DOMIAL ESH		SA HLM	40 796 917,24
- Garantie d'emprunt	NEOLIA		SA HLM	37 175 935,11
- Garantie d'emprunt	PIERRES ET TERRITOIRES DE France		SA HLM	39 760,21
- Garantie d'emprunt	SOMCO		SA HLM	24 485 043,48
- Garantie d'emprunt	APALIB		Association	2 602 870,18
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ALEOS		Association	6 109 705,43
- Garantie d'emprunt	SAEML MULHOUSE EXPO		SEM	2 173 190,84
- Garantie d'emprunt	CITIVIA SPL		Société Publique Locale	10 043 842,21
- Garantie d'emprunt	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		Stés civiles et entreprises	984 362,12

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie d'emprunt	SAS KMO		Stés civiles et entreprises	871 128,39
- Garantie d'emprunt	SCCV ATHIS		Stés civiles et entreprises	1 876 000,00
- Garantie d'emprunt	SCI FAMSOL		Stés civiles et entreprises	113 514,90
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subvention	BUDGET ANNEXE TRANSPORT		Communauté d'Agglomération	13 700 000,00
- Subvention	AMICALE DU PERSONNEL		Association	1 047 317,00
Autres				
- Prêt accession propriété	ACCESSION PROPRIETE		Particulier	100 000,00
- Avance remboursable	MUSEE DE L AUTOMOBILE		Association	210 000,00
- Avance remboursable	ALSABAIL - RUTSCHI		Association	8 958,37

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de l'Agglomération Mulhousienne (SIVOM)		Contribution des EPCI et des communes membres	18 906 686,00
Syndicat mixte du Bioscope (SYMBIO)		Contribution des EPCI et des communes membres	14 812,00
Pôle Métropolitain		Contribution des EPCI	30 000,00
Syndicat mixte pour la gestion des ports du sud Alsace		Contribution des EPCI et des collectivités membres	427 375,00
Syndicat mixte de la Lauch		Contribution des collectivités membres	28 293,00
Syndicat mixte de la Thur Aval		Contribution des collectivités membres	36 263,00
Syndicat mixte de la Doller		Contribution des collectivités membres	63 683,00
Syndicat mixte de l'Ill		Contribution des collectivités membres	364 850,00
Syndicat mixte des cours d'eau et des canaux de la Plaine du Rhin		Contribution des collectivités membres	54 091,00
Syndicat mixte des cours d'eau du Sundgau oriental		Contribution des collectivités membres	93 664,00
EPAGE de la Largue		Contribution des collectivités membres	0,00
EURODISTRICT		Contribution des collectivités membres	17 500,00
Parc naturel Région du Ballon des Vosges		Contribution des collectivités membres	6 000,00
Syndicat mixte de l'Aérodrome Mulhouse Habsheim		Contribution des collectivités membres	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
REGIE	BA CHAUFFAGE URBAIN	01/01/2017	15/06/2016	20006600900024	SPIC	oui
REGIE	BA TRANSPORTS URBAINS	01/01/2017	15/06/2016	20006600900032	SPIC	oui
REGIE	BA ZAE GARE BANTZENHEIM	01/01/2017	15/06/2016	20006600900040	ZA	oui
REGIE	BA REGIE DE L EAU	01/01/2020	30/09/2019	20006600900065	SPIC	oui
REGIE	BA ZA AMELIE 4	01/01/2025	14/10/2024	20006600900081	ZA	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**14 255 166,00**	**14 255 166,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**19 935 359,00**	**19 935 359,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**5 680 193,00**	**5 680 193,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**14 255 166,00**	**I** **14 255 166,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**14 165 166,00**	**14 165 166,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	14 053 166,00	14 053 166,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	112 000,00	112 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**90 000,00**	**90 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*90 000,00*	*90 000,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**19 935 359,00**	**III**	**19 935 359,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**6 218 959,00**		**6 218 959,00**
10222	FCTVA	1 900 000,00		1 900 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	100 000,00		100 000,00
2745	Avances remboursables	4 210 000,00		4 210 000,00
276341	Créance Communes membres du GFP	0,00		0,00
276351	Créance GFP de rattachement	0,00		0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	8 959,00		8 959,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**13 716 400,00**		**13 716 400,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*27 597,00*		*27 597,00*
28033	*Frais d'insertion*	*8 918,00*		*8 918,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*617,00*		*617,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*55 893,00*		*55 893,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*126 874,00*		*126 874,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*69 953,00*		*69 953,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*356 945,00*		*356 945,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 434 456,00*		*1 434 456,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 742,00*		*4 742,00*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*91 337,00*		*91 337,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*790 828,00*		*790 828,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*145 759,00*		*145 759,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*2 235 199,00*		*2 235 199,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*344 427,00*		*344 427,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*193 176,00*		*193 176,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*795 003,00*		*795 003,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*36 813,00*		*36 813,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*144 010,00*		*144 010,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*11 983,00*		*11 983,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*985 968,00*		*985 968,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*10 615,00*		*10 615,00*
281561	*Matériel roulant*	*226,00*		*226,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*9 329,00*		*9 329,00*
2815731	*Matériel roulant*	*16 210,00*		*16 210,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*75 837,00*		*75 837,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*176 606,00*		*176 606,00*

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 397,00*	*2 397,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*514,00*	*514,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*1 401 706,00*	*1 401 706,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*478 666,00*	*478 666,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*166 577,00*	*166 577,00*
28186	*Cheptel*	*257,00*	*257,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*600 470,00*	*600 470,00*
28258	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*10,00*	*10,00*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*82,00*	*82,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*451 400,00*	*451 400,00*
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*	*265 000,00*	*265 000,00*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
4912	*Dépréciation des comptes de redevables*	*190 000,00*	*190 000,00*
4962	*Dépréciation comptes de débiteurs divers*	*10 000,00*	*10 000,00*
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	2 000 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	CENTRE SPORTIF REGIONAL
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO DMC
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	HABITAT ET RENOUV URBAIN
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	PROPRETE ET DENEIGEMENT
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	SPORT ET JEUNESSE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	09/01/2017	ZONES ACTIVITES ZAE PARC EXPO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	26/06/2023	RESTAURANT MDT

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	**Chapitre**	**Montant**	**FONCTIONNEMENT**	**Chapitre**	**Montant**
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		**0,00**	**Sous-total Fonctionnement**	(B)	**0,00**

INVESTISSEMENT	**Chapitre**	**Montant**			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		**0,00**	**Effort propre de la Région (A – B)**	(C)	**0,00**

TOTAL DEPENSES	(A)	**0,00**	**TOTAL RECETTES (B + C)**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	**0,00**
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	**0,00**

Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	**0,00**

Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	**0,00**
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

Total facturations internes	**0,00**
TOTAL CHARGES (2)	**0,00**

Contributions aux ECE	0,00

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	**0,00**

Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	**0,00**

RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	**0,00**

Résultat financier	0,00

RESULTAT COURANT (5)	**0,00**

Résultat spécifique	0,00

RESULTAT NET (6)	**0,00**

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	3,58 %	0,00	13 526 000,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	4,78 %	0,00	117 000,00	0,00
CFE		0,00	0,00	26,36 %	0,00	32 023 000,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	10,06 %	0,00	1 476 000,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**2 651 275,00**
1641	Emprunts	2 651 275,00
Acquisitions d'immobilisations		**3 631 132,00**
205	Acquisitions logiciels	20 000,00
213	Constructions	40 000,00
215	Installation, matériel et outillage technique	120 100,00
2182	Matériel de transport	3 101 032,00
2188	Autres immobilisations corporelles	350 000,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**6 282 407,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**6 282 407,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**3 438 148,00**
1641	Emprunts	3 438 148,00
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
Total des recettes réelles		**3 438 148,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) - 2025

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
021	***Virement de la section de fonctionnement (3)***	***2 143 736,00***
Total des recettes d'ordre		***2 844 259,00***
TOTAL GENERAL		**6 282 407,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**10 427 597,00**
60...	Achats et variations de stocks	2 240 670,00
61...	Services extérieurs	6 813 426,00
62...	Autres services extérieurs	1 362 001,00
63...	Impôts, taxes et versements assimilés	11 500,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**17 247 000,00**
641/645/647/648	Charges de personnel et assimilés	17 247 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**18 751 369,00**
651	Redevances	3 000,00
655	Contingents et participations obligatoires	18 748 369,00
66	**Charges financières**	**424 963,00**
66	Charges financières	424 963,00
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**46 850 929,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***700 523,00***
042	*Opé. d'ordre de transfert entre section*	*700 523,00*
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***2 143 736,00***
Total des dépenses d'ordre		***2 844 259,00***
TOTAL GENERAL		**49 695 188,00**

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		**43 036 675,00**
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	43 036 675,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BP (projet de budget) 2025

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**6 658 513,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**4 843 535,00**
704	Produit facturation travaux	2 020 000,00
706	Produit facturation prestations	1 928 500,00
707	Ventes de marchandises	547 435,00
708	Autres produits	347 600,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 814 978,00**
75	Autres produits de gestion courante	1 814 978,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov. (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**49 695 188,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**49 695 188,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**	**D5.1**

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	**A**

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/03/2025

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 24/03/2025

Délibéré par l'assemblée du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération(2), réunie en session
A Mulhouse, le 24/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

.

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Mulhouse, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Mulhouse Alsace **Agglomération**

Habitat
Plan Climat
Développement Durable
Emploi
Tourisme
Aérodrome
Petite enfance
Aéroport
TGV
Accueil des entreprises
Equipements sportifs et culturels
Tram-train
Collecte
Economie
Propreté
Pistes cyclables
Transports publics
Aménagement du territoire
Zoo
Université
Périscolaire



" Budget Primitif

Rapport de présentation

année 2025 "

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

2025/316

Sommaire

Sommaire 1
Préambule 2
1ère partie : Examen du budget général 4
I - Section de fonctionnement 5
A - Recettes et dépenses réelles 5
Opérations de gestion 6
1) RECETTES 6
2) DEPENSES 11
Opérations financières 17
B - Dépenses et recettes d'ordre 17
II – Section d'investissement 18
A - Opérations réelles 19
Recettes 19
Dépenses 20
B - Opérations d'ordre 25
2e partie : Examen des budgets annexes 27
I - Budget annexe de l'eau 27
II - Budget annexe du chauffage urbain 30
III - Budget annexe des transports urbains 33
IV - Budget annexe de la zone d'activité économique (ZAE) de Bantzenheim 36
V - Budget annexe de la zone d'activité Amélie IV ... 38
Les chiffres clés à retenir 40

Préambule

Compte tenu du contexte national, le vote du budget primitif 2025 a été décalé de décembre 2024 à mars 2025. Il a été nécessaire pour la collectivité de s'engager dans une recherche accrue d'économies de fonctionnement afin de faire face aux différents prélèvements étatiques, qui demeurent pour autant toujours incertains.

Le processus budgétaire 2025, qui a démarré fin août 2024, a ainsi été marqué par ces recherches d'économies, et la priorité a été donné au maintien d'une ambition pour le territoire mais tout en préservant la santé financière de m2A.

Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes (en €)

Le projet de budget primitif pour l'exercice 2025 s'élève globalement à 619 476 722 €, contre 562 170 075 € au budget 2024.

Le budget de m2A est composé d'un budget principal et de cinq budgets annexes, dont les montants sont présentés ci-dessous :

Budget Principal	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	265 711 606	265 711 606
Section d'investissement	122 710 024	122 710 024
Total Budget Principal	**388 421 630**	**388 421 630**

Budget annexe Chauffage Urbain	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	14 195 179	14 195 179
Section d'investissement	13 523 625	13 523 625
Total Budget Annexe Chauffage Urbain	**27 718 804**	**27 718 804**

Budget Annexe Transports urbains	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	85 995 172	85 995 172
Section d'investissement	28 968 902	28 968 902
Total Budget Annexe Transports urbains	**114 964 074**	**114 964 074**

Budget Annexe eau	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	54 176 970	54 176 970
Section d'investissement	22 315 244	22 315 244
Total Budget Annexe Eau	**76 492 214**	**76 492 214**

Budget Annexe ZAE Bantzenheim	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	1 155 000	1 155 000
Section d'investissement	940 000	940 000
Total Budget Annexe ZAE Bantzenheim	**2 095 000**	**2 095 000**

Budget Annexe ZA Amélie 4	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	4 892 500	4 892 500
Section d'investissement	4 892 500	4 892 500
Total Budget Annexe ZA Amélie 4	**9 785 000**	**9 785 000**

TOTAL	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	426 126 427	426 126 427
Section d'investissement	193 350 295	193 350 295
Total tous budgets	**619 476 722**	**619 476 722**

1ère partie : Examen du budget général

Le budget principal 2025 est équilibré en dépenses et en recettes à 388 421 630 €, répartis de la manière suivante :

Dépenses de fonctionnement **265 711 606€**	**Recettes de fonctionnement** **265 711 606€**
Dépenses d'investissement **122 710 024€**	**Recettes d'investissement** **122 710 024€**
Total dépenses **388 421 630€**	**Total recettes** **388 421 630€**

I - Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'élève à 265 711 606 €. Elle se décompose en :

- opérations réelles, donnant lieu à des mouvements de trésorerie ;
- opérations d'ordre ne donnant pas lieu à des mouvements de trésorerie.

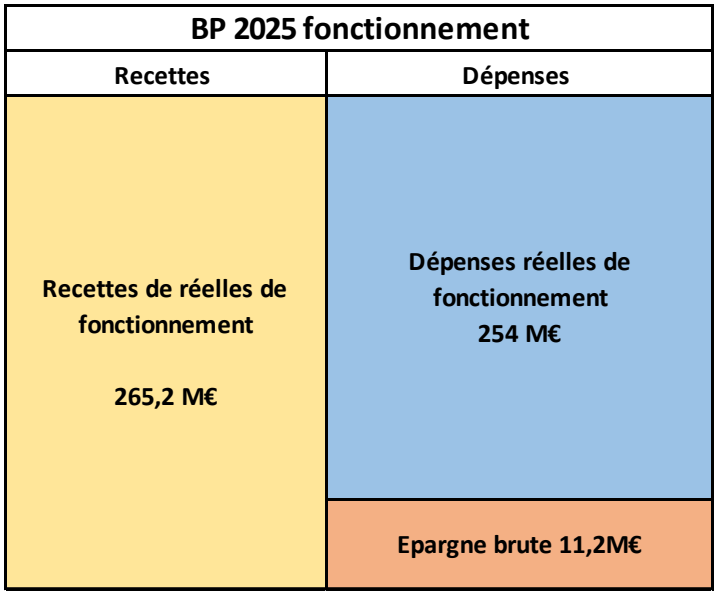
Les opérations réelles sont réparties en *opérations de gestion, en opérations financières* et *en opérations exceptionnelles*. La différence entre les recettes et les dépenses réelles constitue l'épargne brute.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Charges générales	39 069 736,00 €	42 362 604,00 €	39 518 903,00 €
	Charges de personnel	81 881 758,00 €	84 881 700,00 €	88 209 743,00 €
	Atténuation de produits (dont ACTP et DSC)	68 760 000,00 €	68 905 000,00 €	68 867 653,00 €
	Subventions et contributions aux organismes tiers	57 975 810,00 €	55 880 513,00 €	54 509 687,00 €
	Charges de la dette (intérêts)	3 575 200,00 €	3 500 220,00 €	2 851 220,00 €
	Virement à la section d'investissement	3 918 073,00 €	5 248 543,00 €	0,00 €
	Charges exceptionnelles	39 900,00 €	38 400,00 €	38 000,00 €
	Ecritures d'ordre	11 216 470,00 €	11 216 400,00 €	11 716 400,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**266 436 947,00**	**272 033 380,00**	**265 711 606,00**

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Fiscalité directe et compensations	164 945 508,00 €	173 770 889,00 €	171 131 016,00 €
	Produits des services	40 029 140,00 €	40 163 785,00 €	35 252 835,00 €
	Revenus des immeubles	2 729 594,00 €	2 862 750,00 €	3 920 202,00 €
	Dotations, subventions et concours de tiers	57 927 644,00 €	54 480 070,00 €	54 051 693,00 €
	Recettes exceptionnelles	0,00 €	25,00 €	450 999,00 €
	Produits financiers	218 361,00 €	193 361,00 €	187 861,00 €
	Atténuation de charges	232 500,00 €	232 500,00 €	243 000,00 €
	Ecritures d'ordre	354 200,00 €	330 000,00 €	474 000,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**266 436 947,00**	**272 033 380,00**	**265 711 606,00**

A - Recettes et dépenses réelles

Le solde des opérations réelles, soit le résultat prévisionnel de gestion sur l'exercice 2024 ressort à 11,2 M€ (en baisse par rapport au BP 2024 où il s'élevait à 16,4M€). Ce solde sera repris dans l'autofinancement permettant de financer les investissements.



Opérations de gestion

1) RECETTES

Les recettes réelles de fonctionnement 2024 s'élèvent à 265 237 606 €. Elles sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

	BP 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution 2024/2025
013 - ATTENUATIONS DE CHARGES	**232 500,00 €**	**232 500,00 €**	**243 000,00 €**	**4,52%**
70 - PRODUITS DES SERVICES	**40 029 140,00 €**	**40 163 785,00 €**	**35 252 835,00 €**	**-12,23%**
73 - IMPOTS ET TAXES	72 376 508,00 €	75 525 273,00 €	70 373 310,00 €	**-6,82%**
731 - FISCALITE LOCALE	92 569 000,00 €	98 245 616,00 €	100 757 706,00 €	**2,56%**
73 - FISCALITE	**164 945 508,00 €**	**173 770 889,00 €**	**171 131 016,00 €**	**-1,52%**
74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	**57 927 644,00 €**	**54 480 070,00 €**	**54 051 693,00 €**	**-0,79%**
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	**2 729 594,00 €**	**2 862 750,00 €**	**3 920 202,00 €**	**36,94%**
76 - PRODUITS FINANCIERS	**218 361,00 €**	**193 361,00 €**	**187 861,00 €**	**-2,84%**
77 - PRODUITS SPECIFIQUES	**0,00 €**	**25,00 €**	**450 999,00 €**	**1803896,00%**
TOTAL RECETTES REELLES	**266 082 747,00 €**	**271 703 380,00 €**	**265 237 606,00 €**	**-2,38%**

Les recettes réelles de fonctionnement connaissent une baisse de 2,38% par rapport au budget primitif 2024.

Chapitres 73 et 731- Impôts, taxes et fiscalité locale

Le total des produits attendus sur les chapitres 73 et 731 est de 171 131 016 € alors qu'il était de 173 770 889 € en 2024, soit une baisse de 1,52%.

D'un côté, les produits issus de la fiscalité locale sont attendus en augmentation de 2,56% pour un montant de 100 757 706€ (contre 98 245 616€ au BP 2024).

De l'autre, une forte diminution est attendue sur les impôts et taxes, liée à la Loi de Finances pour 2025 :

- Gel de la fraction de TVA ayant un impact de 1,7M€
- Impact de la mise en œuvre du DILICO (dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales), : Instauration d'un fonds de réserve pour les collectivités, estimé dans le cadre du budget à 2,5M€ et déduit des recettes fiscales dans le cadre du BP 2025

Soit un impact négatif de 4,2M€ sur les chapitres 73 et 731.

Les dotations détaillées apparaissent dans le tableau ci-dessous :

Recettes fiscales chapitres 73 et 731	BP 2023 en M€	BP 2024 en M€	BP 2025 en M€	Taux d'évolution	Commentaire
FRACTION DE TVA	57,61	60,76	55,60	-8,5%	Baisse la fraction de TVA et impact du DILICO
TASCOM (Taxe sur les surfaces commerciales)	3,57	4,10	4,48	9,1%	Taxe prévisionnelle en hausse (constat)
Ressources fiscalité ménages (Taxe d'habitation, Taxe foncière sur le bâti et non bâti et Contribution foncière des entreprises)	44,80	47,89	49,14	2,6%	Evolution physique et forfaitaire des bases
TEOM (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères)	40,26	41,99	43,27	3,0%	Evolution physique et forfaitaire des bases
IFER (Imposition forfaitaire des entreprises en réseau)	1,71	1,90	2,07	9,1%	Taxe prévisionnelle en hausse (constat)
FNGIR (Fonds national de garantie individuelle des ressources)	14,57	14,57	14,57	0,0%	Montant stable
Rôles supplémentaires fiscalité	0,94	0,95	0,00	-100,0%	Intégrés lors du budget supplémentaire
Taxe Gemapi	0,42	0,60	0,61	0,7%	Instauration de cette taxe en 2018 - produit voté en 2025 à hauteur de la dépense
Taxe de séjour	0,70	0,78	1,20	53,8%	Montant en hausse
Divers	0,39	0,24	0,20	-16,7%	Divers
Total Chap 73 Impôts et taxes et fiscalité locale	**164,95**	**173,77**	**171,13**	**-1,5%**	**Diminution de 1,5%**

Chapitre 74 - Dotations et participations

D'un montant global de 54 051 693 €, il ressort en baisse de 0,8% par rapport au BP 2024.

La diminution s'explique par l'impact de la Loi de Finances pour 2025 et la baisse de la DCRTP (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle) pour 1,02M€. Cette diminution est compensée en partie par des augmentations des subventions attendues de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales).

Les dotations et compensations d'Etat avec 24,85 M€ sont en baisse de 0,34 M€.

Les participations de la CAF, dans les domaines du périscolaire et de la petite enfance, augmentent de 9,7%. Ceci s'explique à la fois par de nouvelles recettes (bonus attractivité, appels à projets) et par l'ajustement des prestations de services périscolaire et petite enfance.

Les dotations et les participations de nos principaux partenaires sont recensées dans le tableau ci-après :

Dotations	BP 2023 en M€	BP 2024 en M€	BP 2025 en M€	Taux d'évolution	Commentaire
DGF d'intercommunalité	5,52	5,50	5,49	-0,2%	Diminution de la part "dotation d'intercommunalité" de la DGF
Allocations compensatrices Etat	11,83	13,40	13,11	-2,1%	Effet bases
Dotation de compensation EPCI	20,15	19,69	19,36	-1,7%	
Reversement des communes "ex-part 2 SIZIRM"	2,35	2,35	2,35	0,0%	Stable
DCRTP	7,52	7,42	6,43	-13,3%	Impact de la Loi de Finances 2025
Participation CAF Petite enfance, périscolaire	8,64	4,13	4,53	9,7%	Nouvelles recettes CAF (bonus attractivité, appels à projets)
Participations diverses (Département, Région, ANAH…)	1,92	1,99	2,78	39,4%	
Total Chap 74 Dotations et subventions avant retraitements	**57,93**	**54,48**	**54,05**	**-0,8%**	**Baisse de 0,8%**

Chapitre 70 - Produits des services et du domaine

La dotation globale de ce chapitre s'élève à 35 252 835€ € en baisse de 12,23% par rapport au BP 2024.

Il comprend pour 18,24 M€ les produits de tarifications de services à l'usager qui sont en hausse de 8,8% par rapport au BP 2024. Les principales variations concernent les recettes de la redevance spéciale et du périscolaire.

Le montant de 35,25 M€ intègre les refacturations de personnel à 3 budgets annexes, ainsi que les mouvements liés à la mutualisation des services avec la ville centre.
Le volume de ces refacturations décroit compte tenu des modifications de périmètre de la mutualisation et des réorganisations des services.

Figurent ci-après les principaux postes qui composent ce chapitre :

Objet	BP 2023 en M€	BP 2024 en M€	BP 2025 en M€	Taux d'évolution	Commentaire
Refacturations de charges de personnel (services mutualisés + budgets annexes + SIVOM + communes)	20,82	20,59	14,36	-30,2%	Refacturation en baisse en raison de la réorganisation
Tarification des services (piscines, périscolaire, petite enfance, propreté et collecte déchets…)	15,87	16,76	18,24	8,8%	Accroissement des recettes tarifaires (périscolaire, redevance spéciale)
Remboursements de frais (teléphonie, frais postaux, nettoyage…)	2,96	2,45	2,23	-9,1%	Diminution en raison de la baisse de la refacturation de la téléphonie
Divers produits des services	0,38	0,36	0,41	13,7%	Augmentation de certaines ventes
Total Chap 70 Produits des services	**40,03**	**40,16**	**35,25**	**-12,2%**	**Baisse de 12,2%**

Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante

La dotation de ce chapitre s'élève à 3 920 202 €, en progression de 1,05M€ soit +36,8% par rapport au budget précédent.

Ce chapitre regroupe les produits émanant des recettes issues de la facturation des loyers des bâtiments communautaires et notamment les redevances du Parc Expo ainsi que par les refacturations de matériel ou d'entretien de véhicules entre m2A et les communes membres. S'ajoutent à cette liste les refacturations liées au site de DMC, les recettes en provenance du parking de la gare ainsi que les recettes liées au Centre Sportif.

Une recette supplémentaire pour 2025 conduit à une augmentation de ce chapitre de recettes. En effet, il est attendu 1,24M€ de versements ALCOME et CITEO dans le cadre des contrats REP (Responsabilité Elargie du Producteur) :

- 870k€ de CITEO pour le contrat REP Déchets Abandonnés

- 370k€ d'ALCOME pour le contrat REP Mégots

Objet	BP 2023 en M€	BP 2024 en M€	BP 2025 en M€	Taux d'évolution	Commentaire
Facturation pour remboursement de frais	0,85	0,93	0,87	-6,1%	
Recettes issues de loyers et redevances	1,61	1,69	1,72	1,9%	Accroissement des produits de locations
Divers	0,27	0,24	1,32	442,5%	Encaissements ALCOME et CITEO pour 1,24M€
Total Chap 75 Produits de gestion courante	**2,73**	**2,86**	**3,92**	**36,8%**	**Hausse de 36,8%**

Chapitre 76 – Produits financiers

Ils représentent en 2025 un montant de 187 861 €, montant inférieur à celui du budget précédent (193 361 € au BP 2024), et sont liés aux opérations de refinancement d'emprunts.

Impact des prélèvements étatiques pour le budget primitif 2025

Gel de la fraction de TVA et baisse de la DCRTP estimés à **2,7M€.**

Instauration du DILICO : estimé à **2,5M€** dans le cadre du budget mais pour **lequel les estimations varient de 1,6 M€ à 4 M€**

A cela s'ajoutent en dépenses les augmentations de cotisations CNRACL et de sécurité sociale : coût supplémentaire de **1,1 M€** en 2025 avant une nouvelle augmentation les années suivantes.

Au total, l'impact pour m2A sera au mieux de -5,4 M€ et au pire de -7,8 M€. Cela représente, en année pleine, la moitié du reste à charge de la compétence périscolaire pour l'Agglomération. L'impact total dans le cadre du budget a été estimé à 6,3M€.

2) DEPENSES

Au global, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 265,71 M€ en baisse de 2,32% par rapport au montant 2024 de 272,03 M€.

Comme indiqué en préambule, le processus budgétaire 2025 a été marqué par des recherches d'économies, compte tenu du contexte national et des différents prélèvements étatiques auxquels m2A va devoir faire face en 2025.

Les principaux postes de dépenses sont constitués par ordre décroissant des :

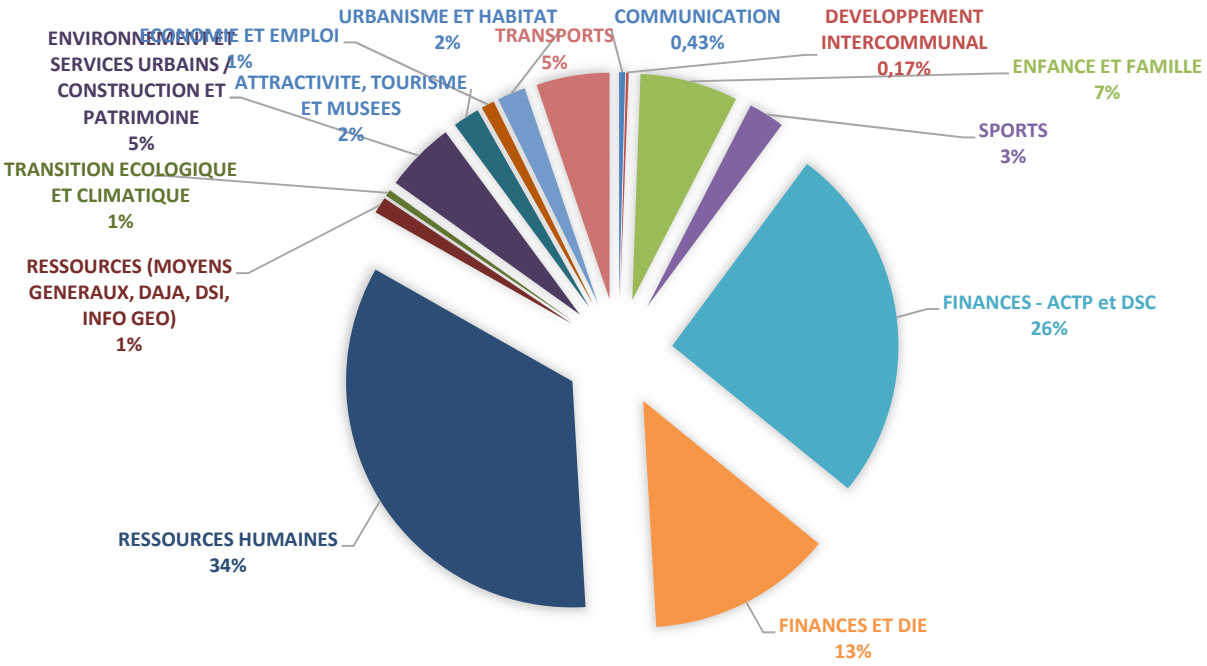
- charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) : 88 209 743 € ;
- atténuations de produits (chapitre 014) : 68 867 653 € ;
- charges de gestion courante (chapitre 65) : 54 509 687 € ;
- charges à caractère général (chapitre 011) : 39 518 903 € ;
- écritures d'ordre (chapitre 042) : 11 716 400€ ;
- charges financières (chapitre 66) : 2 851 220 € ;
- charges exceptionnelles (chapitre 67) : 38 000 €.

L'évolution de ces postes entre les BP 2023, 2024 et 2025 est retracée dans le tableau ci-après :

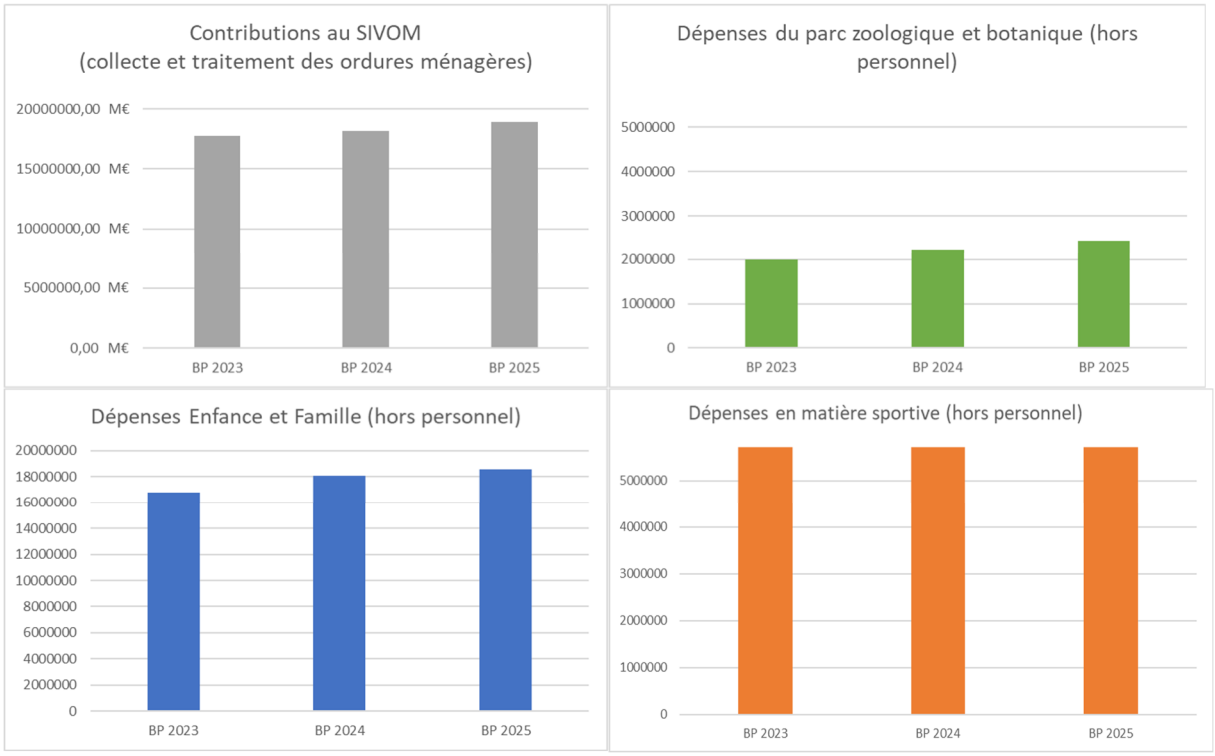
		BP 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution 2024/2025
DEPENSES	Charges générales	39 069 736,00 €	42 362 604,00 €	39 518 903,00 €	**-6,71%**
	Charges de personnel	81 881 758,00 €	84 881 700,00 €	88 209 743,00 €	**3,92%**
	Atténuation de produits (dont ACTP et DSC)	68 760 000,00 €	68 905 000,00 €	68 867 653,00 €	**-0,05%**
	Subventions et contributions aux organismes tiers	57 975 810,00 €	55 880 513,00 €	54 509 687,00 €	**-2,45%**
	Charges de la dette (intérêts)	3 575 200,00 €	3 500 220,00 €	2 851 220,00 €	**-18,54%**
	Virement à la section d'investissement	3 918 073,00 €	5 248 543,00 €	0,00 €	**-100,00%**
	Charges exceptionnelles	39 900,00 €	38 400,00 €	38 000,00 €	**-1,04%**
	Ecritures d'ordre	11 216 470,00 €	11 216 400,00 €	11 716 400,00 €	**4,46%**
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**266 436 947,00**	**272 033 380,00**	**265 711 606,00**	**-2,32%**

Afin d'équilibrer le budget primitif 2025, le virement à la section d'investissement est nul alors qu'il était de 5,2M€ en 2024. Il est prévu de le reconstituer à l'occasion de la reprise des résultats 2024 qui se fera dans le cadre du budget supplémentaire 2025.

Par service ou compétence, la répartition des dépenses de fonctionnement 2025 est la suivante :



Les graphiques ci-dessous montrent l'évolution de certains postes de dépenses et soulignent l'engagement de l'Agglomération, malgré le contexte contraint, sur certaines thématiques, comme les services aux familles, l'environnement, la biodiversité, les sports ….



Chapitre 012 - Frais liés au personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 88 209 743 €, en augmentation de +3,3 M€ (soit +3,92% par rapport au BP de l'année précédente).

Cette évolution tient compte des mesures suivantes :

- ➢ Mesures locales à destination des agents
- RIFSEEP : coût de 4M€ en année pleine
- Hausse du temps de travail des agents périscolaires :1,1M€ en année pleine
- Politique d'apprentissage : 0,6M€
- Amélioration de la vacance de postes : 0,8M€
- ➢ Mesures nationales et/ou statutaires
- Hausse du SMIC : 60k€
- Le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) entrainant une évolution de 800k€
- Augmentation des cotisations CNRACL et de sécurité sociale dans le cadre de la Loi de Finances pour 2025 : 1,1M€ (avec une nouvelle augmentation les années suivantes).

  ➔ m2A est une intercommunalité aux compétences de services à la population qui mobilisent de nombreux agents publics. Cette spécificité n'est pas prise en compte dans les mesures financières nationales, c'est même l'inverse : **plus de personnel conduit à maximiser l'impact de la mesure CNRACL**

Ce montant de frais de personnel intègre l'ensemble des rémunérations et charges de personnel de m2A concernant :

- les agents communautaires ;
- les agents relevant de services communs qui sont refacturés en partie à la Ville de Mulhouse
- les agents mis à la disposition des budgets annexes ou d'autres collectivités (SIVOM) et intégralement refacturés.

Les frais de personnel constituent le premier poste de dépenses de m2A, avec 34,73 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Chapitre 65 - Charges de gestion courante

Les charges de gestion courante s'établissent à 54 509 687 €, en baisse par rapport au montant 2024 qui était de 55 880 513 € (-2,45 %).

Ce chapitre est essentiellement constitué des participations de m2A aux organismes de regroupement auxquels elle adhère et aux contributions versées à ses partenaires associatifs.

La baisse entre 2024 et 2025 s'explique principalement par des ajustements de subventions et contributions de m2A, notamment dans les domaines suivants :

- Périscolaire et Petite Enfance
- Sport de haut-niveau
- Tourisme et musées
- Développement économique
- Emploi
- Aménagement de l'espace

De plus, la participation du budget général au budget annexe des transports urbains a été réduite à 13,7M€ pour 2025 contre 14,85M€ en 2024.

Les principaux postes qui composent ce chapitre sont les suivants :

- **Un montant de subventions de fonctionnement de 19,57 M€** déclinées dans les domaines suivants :

Compétence	BP 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution 2024/2025
Petite enfance	10 078 904	7 114 776	7 059 776	-0,77%
Périscolaire, inclusion et parentalité	5 101 960	4 458 821	4 292 395	-3,73%
Développement économique, emploi et enseignement supérieur	2 307 039	2 440 254	2 333 329	-4,38%
Musées	1 127 387	1 380 600	1 114 600	-19,27%
Tourisme et attractivité	1 122 000	1 359 702	1 296 812	-4,63%
Aménagement et transports	750 000	750 000	450 000	-40,00%
Soutien aux clubs sportifs de haut niveau	24 000	286 000	0	-100,00%
Transition écologique et climatique	772 655	947 672	1 087 317	14,74%
Politique de la ville, actions de prévention et aide à domicile	293 332	293 987	251 300	-14,52%
Habitat et renouvellement urbain	495 939	436 330	599 930	37,49%
Amicale du personnel et syndicats	1 051 817	1 051 817	1 051 317	-0,05%
Divers	148 350	151 838	38 371	-74,73%
Total des subventions de fonctionnement	**23 273 383**	**20 671 797**	**19 575 147**	**-5,31%**

L'ensemble des subventions a fait l'objet d'un ré examen de pertinence et de montant, afin de tenir compte des besoins effectifs de nos partenaires. Un travail de moyen terme est engagé pour questionner les subventions attribuées par m2A et mettre en œuvre un fléchage de ces subventions. A cet effet, des dialogues de gestion avec les structures subventionnées seront instituées.

-Des contributions à des organismes de regroupement pour 19,57 M€ contre 18,87 M€ au BP 2024 : les participations au Sivom (18 906 686 €) ont été ajustées pour faire face aux fluctuations conjoncturelles des prix de vente de matériaux et à la hausse des coûts de l'énergie. S'y ajoutent la contribution au pôle métropolitain et la contribution GEMAPI (640 844 €) destinée à financer les actions menées pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

- **Une participation d'équilibre au budget annexe des transports urbains en diminution avec 13,7M€ contre 14,85 M€ au BP 204**
  Le niveau effectif de la contribution 2025 sera déterminé selon les besoins réels d'équilibre du budget annexe des transports en fin d'année 2025.

Chapitre 011 - Charges à caractère général

Il s'agit des dépenses courantes engagées par la collectivité pour le fonctionnement général de la collectivité (carburants, fluides, fournitures, prestations de service, contrats de maintenance…) et des services publics proposés aux usagers.

La nature des compétences exercées par m2A engendre une structure des charges

de fonctionnement extrêmement rigide, laissant peu de marges de manœuvre.

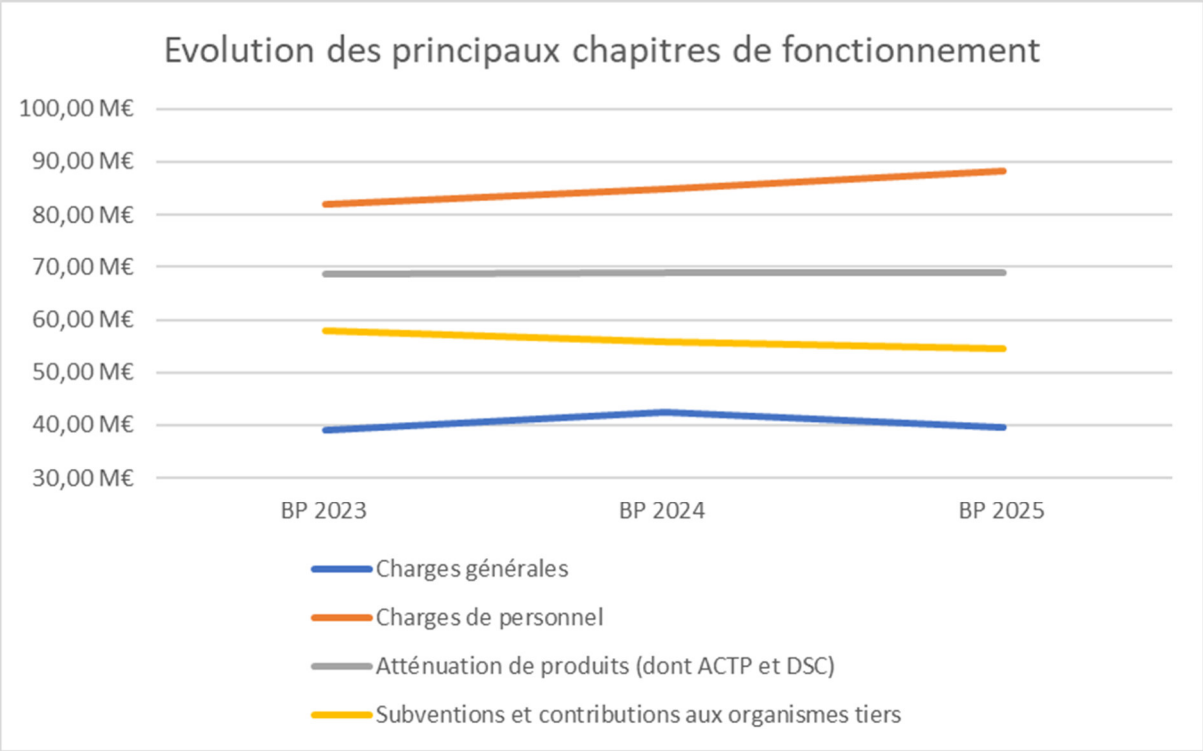
Avec 39 518 903€ les charges à caractère général affichent une baisse de BP à BP de -6,71% (-2,84M€). Ces dotations sont mises en œuvre dans les directions, comme tel :

Compétence	BP 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution
Collecte ordures ménagères et parc auto	10 737 030	12 524 960	12 474 194	-0,41%
Enfance et Famille	5 404 830	6 360 250	7 179 200	12,88%
Gestion des équipements nautiques et sportifs	5 666 955	6 088 955	6 452 250	5,97%
Fonctionnement du parc zoologique et botanique	1 963 400	2 198 165	2 392 520	8,84%
Gestion des zones d'activité et aménagement	1 509 390	1 501 000	1 446 100	-3,66%
Moyens généraux et gestion immobilière	3 294 512	3 678 750	3 672 800	-0,16%
Moyens informatiques et informations géographiques	1 046 000	1 277 600	1 028 174	-19,52%
Communication et évènementiel	1 152 545	1 171 300	1 121 300	-4,27%
Habitat et renouvellement urbain	314 200	386 200	570 535	47,73%
Développement durable et entretien des espaces verts des ZAE	593 110	675 500	573 500	-15,10%
Développement économique, emploi, enseignement supérieur et transports	217 798	309 558	288 138	-6,92%
Services fonctionnels de la collectivité	1 950 060	1 740 400	2 042 010	17,33%
Réserve énergie	5 000 000	4 000 000	0	-100,00%
Tourisme, musées, attractivité et relations internationales	73 200	323 260	144 892	-55,18%
Divers	146 706	126 706	133 290	5,20%
Total des moyens des services	**39 069 736**	**42 362 604**	**39 518 903**	**-6,71%**

Chapitre 014 - Atténuation de produits

Ce chapitre, destiné aux reversements de fiscalité, s'élève à 68 867 653 €. Il est stable par rapport au BP 2024 (68 905 000 €). Il représente le deuxième poste de dépenses pour notre collectivité. Il porte notamment sur les dépenses listées ci-dessous :

- 65 287 653 € pour les attributions de compensation versée aux communes, dont les montants sont inchangés depuis les transferts PLUI et RLPI effectifs depuis le 1er janvier 2020 ;
- 3 000 000 € de dotation de solidarité communautaire :
- 390 000 € de reversement de FPIC ;
- 120 000 € de reversement de la taxe de séjour à la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA), en hausse par rapport à celle de 2024 qui s'élevait à 75 000€. Cela s'explique par la hausse des recettes de taxe de séjour (le reversement à la CeA s'élevant à 10%).
- 70 000€ de reversement ou restitution (TASCOM et GEMAPI).



Opérations financières

En 2025, les frais financiers sont anticipés en baisse à 2 851 220 € (contre 3 500 220 € en 2024), en raison de la diminution des intérêts réglés à échéance.

L'encours de dette établi à 112,804 M€ au 01.01.2024 avec un taux moyen de 3,19% et une durée résiduelle moyenne de 9 ans et 5 mois, est porté, suite aux opérations financières de l'exercice 2024, à un montant de 97,19 M€ au 01.01.2025 avec un taux moyen de 2,70 % et une durée résiduelle moyenne de 8 ans et 9 mois.

B - Dépenses et recettes d'ordre

Les opérations d'ordre servent à transférer des valeurs entre sections de fonctionnement et d'investissement. Elles n'entraînent pas de mouvements de trésorerie.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement représentent 11,72 M€ dont 10,8 M€ de dotations aux amortissements.

Les recettes d'ordre de fonctionnement s'élèvent à 0,47 M€ et proviennent des travaux en régie et d'écritures relatives aux subventions.

II – Section d'investissement

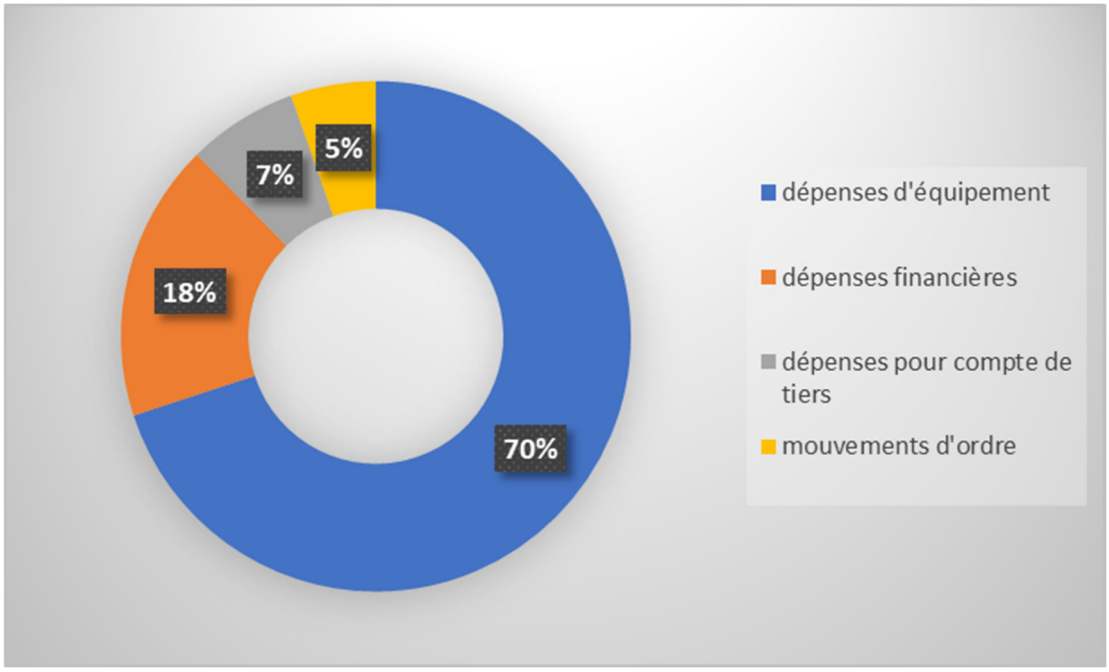
Le total de la section est équilibré à 122 710 024 € (contre 86 105 347 € au budget primitif 2024) dont les dépenses et recettes sont réparties comme suit :

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	14 654 500,00 €	17 444 500,00 €	16 940 166,00 €
	Immobilisations incorporelles	2 207 500,00 €	6 183 500,00 €	8 404 172,00 €
	Subventions d'investissement	19 554 515,00 €	20 188 284,00 €	23 810 911,00 €
	Immobilisations corporelles	8 449 411,00 €	8 534 000,00 €	20 773 952,00 €
	Immobilisations en cours	14 477 679,00 €	18 988 417,00 €	32 855 469,00 €
	Participations et créances	449 094,00 €	367 500,00 €	427 375,00 €
	immobilisations financières	9 420 900,00 €	6 340 000,00 €	4 310 000,00 €
	Opérations patrimoniales	1 229 146,00 €	6 729 146,00 €	6 150 000,00 €
	Ecritures d'ordre	354 200,00 €	330 000,00 €	474 000,00 €
	Opérations pour compte de tiers	3 642 232,00 €	1 000 000,00 €	8 563 979,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**74 439 177,00**	**86 105 347,00**	**122 710 024,00**

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	1 225 000,00 €	1 925 000,00 €	1 925 000,00 €
	Subventions d'investissement	5 485 280,00 €	6 419 272,00 €	10 765 451,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	33 236 636,00 €	41 641 487,00 €	80 834 214,00 €
	Immobilisations financières	10 667 125,00 €	7 602 125,00 €	4 318 959,00 €
	Virement section d'exploitation	3 918 073,00 €	5 248 543,00 €	0,00 €
	Opérations patrimoniales	1 229 146,00 €	6 729 146,00 €	6 150 000,00 €
	Ecritures d'ordre	11 216 470,00 €	11 216 400,00 €	11 716 400,00 €
	Produits des cessions	3 896 230,00 €	4 323 374,00 €	2 000 000,00 €
	opérations pour compte de tiers	3 565 217,00 €	1 000 000,00 €	5 000 000,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**74 439 177,00 €**	**86 105 347,00 €**	**122 710 024,00 €**

Du côté des dépenses d'investissement, elles se ventilent ainsi :

- 85 844 504 € de dépenses d'équipement (70%) ;
- 21 677 541 € de dépenses financières (17,7%) ;
- 8 563 979 € de dépenses pour compte de tiers (7%) ;
- 6 624 000 € de dépenses d'ordre (5,4%).



A - Opérations réelles

Recettes

1) AUTOFINANCEMENT

Avec 11,24 M€, l'autofinancement représente 4,24% de nos recettes réelles de fonctionnement, en baisse par rapport au BP 2024 (5,94%).

2) DETTE

Le recours prévisionnel à l'emprunt est prévu à hauteur de 78,08 M€ ; il sera calé au plus près des besoins réels de trésorerie en cours d'exercice en fonction de l'avancement des projets.

3) SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERCUES

Les subventions attendues en 2025 s'élèvent à 10 765 451 € en hausse par rapport à 2024 (6 419 272€), témoignant ainsi de la recherche permanente de financements extérieurs.
De plus, m2A est destinataire d'une enveloppe de fonds européens dans le cadre de l'Investissement Territorial Intégré (ITI), qui s'élève à 2 571 000€ pour 2025.

Les subventions se répartissent ainsi que détaillé dans le tableau ci-dessous :

Partenaires	BP 2023	BP 2024	BP 2025
Subventions de la CeA	1 221 291	1 343 011	2 588 569
Subventions de l'Etat	3 286 232	3 367 145	3 577 930
Subventions de la Région	968 976	1 679 116	2 004 315
Fonds européens	8 781	30 000	2 571 000
Autres participations			23 637
Total	**5 485 280**	**6 419 272**	**10 765 451**

4) DOTATIONS ET FONDS DIVERS

La dotation de ce chapitre, quasi exclusivement consacrée au FCTVA, s'élève à 1 925 000 €.

5) PRODUIT DES CESSIONS

Les produits de cession sont anticipés à 2 000 000€ et comprennent notamment, l'aliénation de bâtiments sur le site de DMC.

6) DIVERS

Parmi les recettes financières figurent :

- le remboursement de l'avance de trésorerie de 4 M€ consentie à la régie communautaire de l'eau pour faire face à d'éventuels besoins de trésorerie en cours d'année 2025 ;

- des écritures pour les opérations de remboursement temporaire d'emprunt pour 2,75 M€ ;

- des recettes provenant des opérations pour compte de tiers pour 5M€ ;

- le remboursement de l'avance de trésorerie de 0,21 M€ au musée de l'automobile ;

- le remboursement des prêts hypothécaires consentis aux agents pour 0,1 M€.

Dépenses

Le total des dépenses prévisionnelles réelles de l'exercice 2025 est de 116 086 024 € et se répartit comme suit :

- des dépenses de 87,19 M€, prévues à la PPI, qui se déclinent en :
- des dépenses de 7,97M€ en investissements annuels :
- le remboursement de la dette à hauteur de 16,9 M€ ;
- des dépenses financières diverses hors PPI pour 4 M€, comprenant l'avance à la régie communautaire de l'eau (4 M€)

L'ensemble de ces investissements est détaillé dans les paragraphes qui suivent.

1) LES DEPENSES DE LA PPI

En 2025, le niveau d'investissement a été calibré à 87,1 M€ (en hausse par rapport aux 57,5 M€ de 2024).

La programmation pluriannuelle des investissements est calibrée sur les années 2020-2027 :

	N° AP - Désignation	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Reports 2024 - 2025	Crédits de Paiement 2025	Crédits de Paiement 2026	Crédits de Paiement 2027	TOTAL DEPENSES
DEPENSES	A001 - AIDE A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS SOCIAUX	895 793 €	1 358 934 €	1 025 203 €	2 523 882 €	6 268 312 €	21 747 153 €	8 563 979 €	5 000 000 €	5 000 000 €	52 383 256 €
	A002 - AMENAGEMENT ET INFRASTRUCTURES STRATEGIQUES	5 868 063 €	6 991 154 €	8 196 996 €	3 104 404 €	2 406 496 €	351 923 €	3 417 625 €	5 058 250 €	5 590 628 €	40 985 539 €
	A003 - ATTRACTIVITE, TOURISME ET CULTURE	3 029 114 €	3 448 539 €	3 244 337 €	3 415 879 €	4 745 685 €	578 239 €	11 885 577 €	4 340 841 €	716 507 €	35 404 718 €
	A004 - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOUTIEN A L'INNOVATION, DEVELOPPEMENT UNIVERSITAIRE	2 626 255 €	1 527 647 €	1 742 229 €	2 299 883 €	5 067 991 €	743 716 €	19 998 467 €	19 607 657 €	11 368 720 €	64 982 565 €
	A005 - TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	79 084 €	119 350 €	716 675 €	1 110 126 €	799 128 €	105 259 €	7 529 380 €	1 131 000 €	0 €	11 590 002 €
	A006 - EQUIPEMENTS NAUTIQUES ET SPORTIFS	987 756 €	789 404 €	1 250 718 €	1 322 122 €	1 773 489 €	819 236 €	7 994 707 €	12 117 397 €	6 306 670 €	33 361 499 €
	A007 - HABITAT, PERFORMANCE ENERGETIQUE ET	695 181 €	1 379 843 €	1 103 126 €	1 516 600 €	827 172 €	318 000 €	2 915 908 €	2 587 052 €	1 950 000 €	13 292 882 €
	A008 - MOBILITES DOUCES ET PARTAGEES	1 108 014 €	1 153 505 €	596 889 €	1 881 459 €	1 636 409 €	1 023 433 €	6 014 752 €	4 261 556 €	1 906 635 €	19 582 653 €
	A009 - MAINTENANCE DU PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE	155 053 €	2 659 940 €	37 027 €	206 987 €	249 215 €	807 524 €	2 322 121 €	1 329 793 €	1 158 239 €	8 925 899 €
	A010 et A011 - EQUIPEMENTS PERISCOLAIRES ET STRUCTURES DE PETITE ENFANCE	2 100 283 €	1 778 864 €	2 924 979 €	7 291 127 €	8 456 884 €	717 837 €	13 977 995 €	15 368 475 €	5 366 896 €	57 983 340 €
	A012 - PROJETS A SOLDER ANCIENNE PPI	606 433 €	103 072 €	31 591 €	0 €	50 394 €	0 €	0 €	0 €	0 €	791 489 €
	A013 - SOLIDARITE FINANCIERE ET TERRITORIALE	0 €	0 €	6 292 311 €	0 €	0 €	0 €	2 571 000 €	0 €	0 €	8 863 311 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL	**18 151 029 €**	**21 310 252 €**	**27 162 081 €**	**24 672 469 €**	**32 281 175 €**	**27 212 320 €**	**87 191 511 €**	**70 802 021 €**	**39 364 295 €**	**348 147 152 €**

Après déduction des recettes prévisionnelles (subventions), le coût net pour la collectivité s'établit à 191M€ sur la période.

Opérations	BP 2025 Travaux (M€)	BP 2025 fonds de concours (M€)	TOTAL 2025 (M€)
AIDE A LA REHABILITATION LOGEMENTS SOCIAUX	**8,564 M€**		**8,564 M€**
AIDE A LA PIERRE 2022 ANAH	0,200 M€		0,200 M€
AIDE A LA PIERRE 2023 ANAH	0,200 M€		0,200 M€
AIDE A LA PIERRE 2024 ANAH	3,164 M€		3,164 M€
AIDE A LA PIERRE 2025 ANAH	4,000 M€		4,000 M€
LLS - AIDE A LA PIERRE 2025	1,000 M€		1,000 M€
AMENAGEMENT ET INFRASTRUCTURES STRATEGIQUES	**2,400 M€**	**1,018 M€**	**3,418 M€**
CPER SUB ETAT ROCADE NORD MULHOUSE - MISE A NIVEAU 2 X 3 VOIES		0,063 M€	0,063 M€
SUBV EQUIPT AURM		0,006 M€	0,006 M€
PPRT DROIT DE DELAISSEMENT - ETABLISSEMENT PETROLIER MULHOUSE ILLZACH		0,065 M€	0,065 M€
PARTICIPATION CAPITAL SYND MIXTE PORTS SUD ALSACE		0,427 M€	0,427 M€
EQUIPEMENT PRIMAIRE ZAC COLLINES 2 - ROND POINT DIDENHEIM	0,100 M€		0,100 M€
SUBV ZAC SITE GARE TGV RISQUES LATENTS (au-delà de 2024 - D53)		0,225 M€	0,225 M€
RUDIE PARTICIPATIONS ACTEES		0,231 M€	0,231 M€
AMENAGEMENT AMELIE TRANCHE 3 WITTELSHEIM	0,050 M€		0,050 M€
AMENAGEMENT ZA HOHMATTEN TRANCHE 3 - WITTELSHEIM	0,000 M€		0,000 M€
FRAIS ETUDES PLU	0,500 M€		0,500 M€
SYSTEME DEPOLLUTION EAUX PARC EXPO	0,700 M€		0,700 M€
ACCORD CADRE ETUDES ENVIRONNEMENTALES	0,050 M€		0,050 M€
REVISION PLUs	0,050 M€		0,050 M€
AMENAGEMENT RAMPARC HABSHEIM	0,500 M€		0,500 M€
MODERNISATION ECLAIRAGE PUBLIC ZAE	0,200 M€		0,200 M€
ETUDES AMENAGEMENT ZA PETIT LANDAU	0,050 M€		0,050 M€
AIRE THUR AMENAGEMENT HYDRAULIQUE	0,050 M€		0,050 M€
ZA INTERCO ILLZACH RIEDISHEIM RIXHEIM	0,100 M€		0,100 M€
DEMOLITION TRANSFO FONDERIE	0,050 M€		0,050 M€
ATTRACTIVITE TOURISME CULTURE	**10,900 M€**	**0,986 M€**	**11,886 M€**
SUB EQUIPEMENT MUSEES		0,150 M€	0,150 M€
SUBVENTION EQUIPEMENT AUX HEBERGEMENTS		0,024 M€	0,024 M€
SUB EQUIPT MUSEE MINE WITTELSHEIM		0,003 M€	0,003 M€
SUB EQUIPT MUSEE MOTO		0,003 M€	0,003 M€
MP HORIZON AFRIQUE	6,711 M€		6,711 M€
TRAVAUX ET ACQUISITIONS POUR MODERNISATION CAMPING PHASE 3 sur 2020 - 2022	0,000 M€		0,000 M€
MAINTENANCE PATRIMONIALE DU PARC ZOOLOGIQUE	0,889 M€		0,889 M€
FILTRATION BASSIN OTARIES	0,200 M€		0,200 M€
AVANCE MUSEE		0,210 M€	0,210 M€
CHALET PEDAGOGIQUE	0,190 M€		0,190 M€
SUB EQUIPT MUSEE PAPIER PEINT		0,120 M€	0,120 M€
ZOO VESTIAIRES	2,800 M€		2,800 M€
CAMPING ARBRES ET CHALETS	0,110 M€		0,110 M€
SUBVENTION EQUIPEMENT MNA (Musée national de l'automobile)		0,231 M€	0,231 M€
SUBVENTION EQUIPEMENT CDT (Cité du train)		0,180 M€	0,180 M€
SUBVENTION EQUIPEMENT AMELEC		0,065 M€	0,065 M€
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOUTIEN INNOVATION, DVPT UNIVERSITAIRE	**18,798 M€**	**1,201 M€**	**19,998 M€**
PROVISION SUBVENTION D'EQUIPEMENT CPER 2021-2027		0,101 M€	0,101 M€
DMC REHABILITATION BATIMENTS/SECURISATION	0,198 M€		0,198 M€
RESTAURANT UNIVERSITAIRE ILLBERG CROUS-CPER		0,200 M€	0,200 M€
SUB EQUIP CPER FST4 - RENOVATION BAT MATH		0,000 M€	0,000 M€
VIF AMENAGEMENTS	0,600 M€		0,600 M€
VIF PARKING - SUB	3,800 M€		3,800 M€
VIF REMISE A NIVEAU-DEMOLITION BÂTIMENTS	2,027 M€		2,027 M€
VIF TECHNOCENTRE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MECANIQUES (PROJET CETIM GRAND EST)		0,080 M€	0,080 M€
SUBVENTIONS CMQ		0,100 M€	0,100 M€
CONCESSION ZAC DMC (PARTICIPATION ZAC 30-40M€) - BAT 62 AMENAGEMENT ESP PUBLIC	0,230 M€		0,230 M€
VIF TECHNOCENTRE IMMOBILIER BAT 47	4,000 M€		4,000 M€
VIF TECHNISTUB IMMOBILIER BAT 74	2,700 M€		2,700 M€
DEPOLLUTION DMC	0,801 M€		0,801 M€
DMC PARKING	0,500 M€		0,500 M€
POLE ECHANGE MULTIMODAL ZAC GARE TGV	0,530 M€		0,530 M€
VIF ENTRETIEN BATIMENT MEA	0,200 M€		0,200 M€
RESTRUCTURATION DU SITE STELLANTIS	1,936 M€		1,936 M€
PROVISION UHA PROJETS IMMOBILIERS- CPER 2021-2027	1,000 M€		1,000 M€
SIGNALETIQUE ZAE	0,100 M€		0,100 M€
SUB MULHOUSE VIF FUTURE CONCESSION ANRU		0,300 M€	0,300 M€
ACCOMPAGNEMENT PHASE III BLUE INDUS.	0,000 M€		0,000 M€
ETUDES PULVERSHEIM	0,000 M€		0,000 M€
VIF OPC	0,075 M€		0,075 M€
SUBVENTION POLE EXCELLENCE CYBER		0,100 M€	0,100 M€
PARKING GARE TGV P3 REVRST SUB REGION		0,270 M€	0,270 M€
PROG MAT LIGHT HORS CPER CNRS		0,050 M€	0,050 M€
PROVISIONS PROJETS FONCIERS ZAE	0,100 M€		0,100 M€

Opérations	BP 2025 Travaux (M€)	BP 2025 fonds de concours (M€)	TOTAL 2025 (M€)
EQUIPEMENTS NAUTIQUES ET SPORTIFS	**7,995 M€**	**0,000 M€**	**7,995 M€**
PLAN PISCINES	0,500 M€		0,500 M€
ECLAIRAGE STADE DE L'ILL	0,447 M€		0,447 M€
STADE DE L'ILL DEMOLITION TRIBUNE JOHANSEN	0,189 M€		0,189 M€
LOGE PATINOIRE	0,276 M€		0,276 M€
PLAN URGENCE NAUTIQUE	2,000 M€		2,000 M€
PLAN URGENCE TERRESTRE	2,000 M€		2,000 M€
STADE DE L'ILL GROSSE MAINTENANCE	0,400 M€		0,400 M€
CENTRE SPORTIF RENOVATION SALLE RESTAURATION	0,650 M€		0,650 M€
ETUDES NAUTIQUES	0,133 M€		0,133 M€
TRAVAUX EQUIPEMENTS AQUATIQUES - CONSTRUCTION ET PATRIMOINE	0,668 M€		0,668 M€
TRAVAUX EQUIPEMENTS AQUATIQUES - SPORTS	0,232 M€		0,232 M€
TRAVAUX EQUIPEMENTS TERRESTRES - CONSTRUCTION ET PATRIMOINE	0,142 M€		0,142 M€
TRAVAUX EQUIPEMENTS TERRESTRES - SPORTS	0,108 M€		0,108 M€
TRAVAUX CSRA - CONSTRUCTION ET PATRIMOINE	0,195 M€		0,195 M€
TRAVAUX CSRA - SPORTS	0,055 M€		0,055 M€
HABITAT, PERFORMANCE ENERGETIQUE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	**0,000 M€**	**2,916 M€**	**2,916 M€**
SUBVENTIONS LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX OFFICES PUBLICS HLM		0,100 M€	0,100 M€
SUBVENTIONS LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ENTREPRISES SOCIALES HABITAT		0,300 M€	0,300 M€
SUBV PERFORMANCE ENERGETIQUE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX		0,700 M€	0,700 M€
SUB INGENIERIE PIG		0,000 M€	0,000 M€
SUBVENTION HABITAT INDIGNE PIG 2		0,060 M€	0,060 M€
SUBVENTION ENERGIE HABITAT PRIVE PIG 2		0,050 M€	0,050 M€
SUBV ACCOMPAGNEMENT COPRO DEGRADEES - OPAH (ILLZACH MULHOUSE ET WITTENHEIM)		0,050 M€	0,050 M€
SUBV PARC SOCIAL REHAB OU DEMOLITION		0,450 M€	0,450 M€
SUBV RECONSTITUTION OFFRE M2A HABITAT		0,450 M€	0,450 M€
SUB COPRO FORET 1		0,075 M€	0,075 M€
SUB COPRO FORET 2		0,085 M€	0,085 M€
SUB COPRO CONSTRUITE		0,045 M€	0,045 M€
SUB COPRO PEUPLIERS CAMUS		0,027 M€	0,027 M€
SUB OPAH CD DUNKERQUE ST MALO		0,209 M€	0,209 M€
TOUS QUARTIERS EXPERTISES STRATEGIQUES ET HABITAT		0,040 M€	0,040 M€
SUBVENTION COPRO DIAMANT NOIR		0,040 M€	0,040 M€
SUBVENTION PIG AUTONOMIE		0,075 M€	0,075 M€
SUBVENTION PIG 3 - HABITAT INDIGNE		0,035 M€	0,035 M€
SUBVENTION PIG 3 - ENERGIE		0,075 M€	0,075 M€
SUBVENTION PIG 3 - DECARBONATION		0,050 M€	0,050 M€
MAINTENANCE PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE	**1,572 M€**	**0,750 M€**	**2,322 M€**
AD AP ACCESSIBILITE PATRIMOINE PERISCOLAIRE / PETITE ENFANCE	0,337 M€		0,337 M€
AD AP ACCESSIBILITE	0,250 M€		0,250 M€
AUBERGE ZOO- REMPLACEMENT FENETRES	0,186 M€		0,186 M€
PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIE		0,750 M€	0,750 M€
ACQUISITION MATERIEL MICROINFORMATIQUE	0,200 M€		0,200 M€
AMENAGEMENT DE BUREAUX	0,200 M€		0,200 M€
MAINTENANCE BATIMENTS COMMUNAUTAIRES	0,400 M€		0,400 M€
MOBILITES DOUCES ET PARTAGEES	**4,177 M€**	**1,837 M€**	**6,015 M€**
AMENAGEMENT PISTES CYCLABLES MO M2A	3,109 M€		3,109 M€
AMENAGEMENT PISTES CYCLABLES MO CeA		0,028 M€	0,028 M€
SUBV EQUIPEMENT COMMUNES PISTES CYCLABLES		0,860 M€	0,860 M€
RESEAU FERROVIAIRE MDPA	0,720 M€		0,720 M€
SUBV EQUPT CLUB VOSGIEN		0,010 M€	0,010 M€
ACQUISITION VELOS	0,230 M€		0,230 M€
SUBV EQUIPT SYMA AERODROME		0,140 M€	0,140 M€
PISTES CYCLABLES FDC MO COMMUNES		0,630 M€	0,630 M€
SUB EQUIPT SCIN PISTES CYCLABLES		0,100 M€	0,100 M€
FRAIS D'ETUDES AMENAGEMENTS CYCLABLES	0,100 M€		0,100 M€
ETUDES VOIES FERREES	0,018 M€		0,018 M€
MAISON DU VELO		0,010 M€	0,010 M€
AMENAGEMENT PISTES CYCLABLES FDC MO CeA		0,000 M€	0,000 M€
SUBV EQUIPEMENT VNF CONTRAT DE CANAL		0,060 M€	0,060 M€

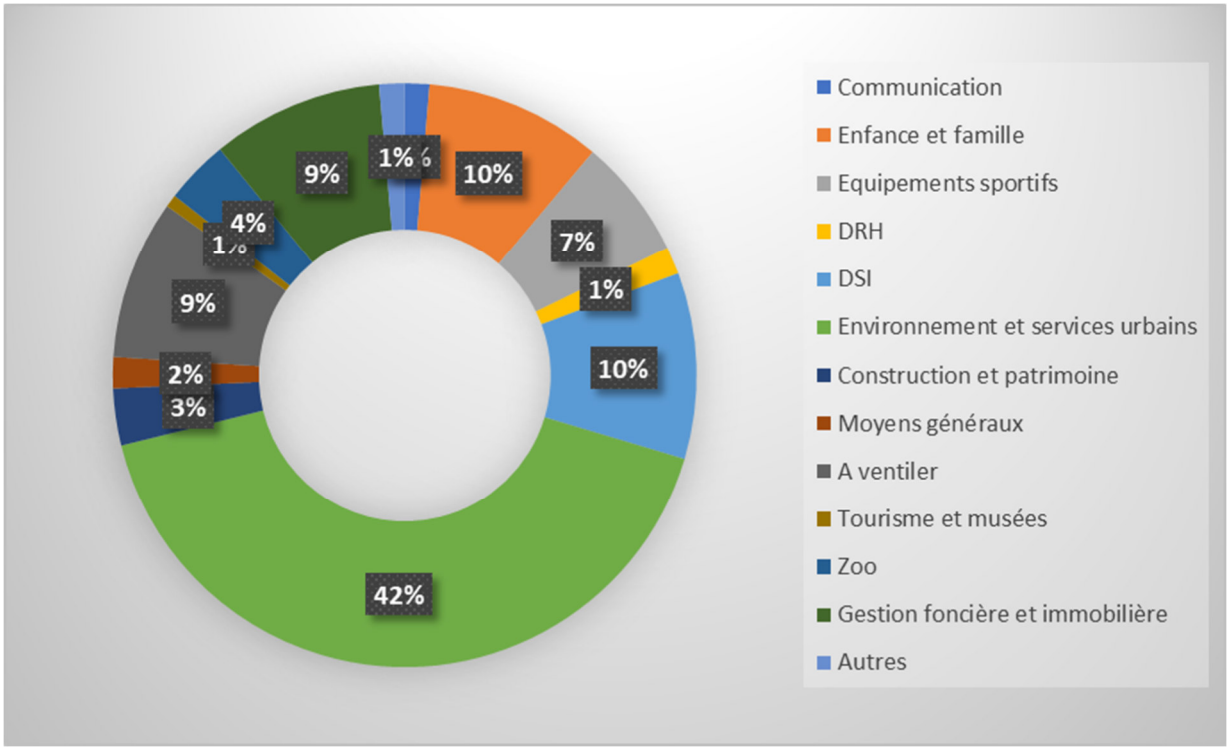
Opérations	BP 2025 Travaux (M€)	BP 2025 fonds de concours (M€)	TOTAL 2025 (M€)
EQUIPEMENTS PERISCOLAIRES ET STRUCTURES PETITE ENFANCE	**5,719 M€**	**8,258 M€**	**13,978 M€**
SUBV PERI SELLIER		2,155 M€	2,155 M€
PERI FREINET MULHOUSE	0,200 M€		0,200 M€
PART. VICTOR HUGO MULH.		0,339 M€	0,339 M€
PART. PERI ILLZACH JONQUILLES		0,942 M€	0,942 M€
PART PERI RIEDISHEIM LYAUTEY T1/T2		0,530 M€	0,530 M€
PERI LOUISE MICHEL KINGERSHEIM T1/T2		0,000 M€	0,000 M€
PERI RIEDISHEIM BARTHOLDI		0,000 M€	0,000 M€
PERI STAFFELFELDEN		0,765 M€	0,765 M€
PART PERI WITTELSHEIM		0,679 M€	0,679 M€
PART PERI MULH - GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 1		0,559 M€	0,559 M€
PART PERI MULH - GROUPE SCOLAIRE COTEAUX 2		0,435 M€	0,435 M€
PERISCOLAIRE BALDERSHEIM	0,353 M€		0,353 M€
TRAVAUX PERISCOLAIRE	0,300 M€		0,300 M€
PERISCOLAIRE LUTTERBACH		0,105 M€	0,105 M€
PERISCOLAIRE BERRWILLER		0,197 M€	0,197 M€
PERI WITTENHEIM CENTRE	1,373 M€		1,373 M€
PERISCOLAIRE RIXHEIM	1,442 M€		1,442 M€
PERISCOLAIRE RIEDISHEIM MERMOZ		0,046 M€	0,046 M€
PERISCOLAIRE MULH JEAN ZAY EXTENSION	0,020 M€		0,020 M€
PERISCOLAIRE PULVERSHEIM		0,681 M€	0,681 M€
ETUDES PROJETS NON IDENTIFIES	0,040 M€		0,040 M€
PERISCOLAIRE ZILLISHEIM	0,040 M€		0,040 M€
PERISCOLAIRE RIEDISHEIM VIOLETTES	0,040 M€		0,040 M€
PERI KINGERSHEIM VDE	0,078 M€		0,078 M€
PART PERISCOLAIRE COTEAUX 3		0,725 M€	0,725 M€
EXTENSION PERISCOLAIRE NIFFER	0,040 M€		0,040 M€
SUBVENTION EQUIPEMENT STRUCTURES PETITE ENFANCE		0,100 M€	0,100 M€
PET ENF PFASTATT RIBAMBELLE	0,391 M€		0,391 M€
PET ENF GRANDE OURSE ILLZACH	0,354 M€		0,354 M€
TRAVAUX PETITE ENFANCE	0,200 M€		0,200 M€
RAM WITTELSHEIM	0,099 M€		0,099 M€
MULHOUSE MA COULEUR DE VIE	0,317 M€		0,317 M€
RPE WITTENHEIM	0,350 M€		0,350 M€
RPE MULHOUSE CENTRE VILLE	0,083 M€		0,083 M€
SOLIDARITE FINANCIERE TERRITORIALE		**2,571 M€**	**2,571 M€**
SUBVENTIONS ITI		2,571 M€	
TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	**2,601 M€**	**4,928 M€**	**7,529 M€**
SUBVENTION D'EQUIPEMENT ATMO GRAND EST		0,011 M€	0,011 M€
FONDS CLIMAT NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE		4,562 M€	4,562 M€
BIODIVERSITE AGRI COMMUNES CTEC		0,060 M€	0,060 M€
BIODIVERSITE AGRI DROIT PRIVE		0,005 M€	0,005 M€
BIODIVERSITE ATLAS INVENTAIRE DONNEES		0,040 M€	0,040 M€
AGRICULTURE - PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL		0,185 M€	0,185 M€
ACQUISITION BATIMENT CINE	0,700 M€		0,700 M€
FONDS NOUVELLE DONNE ASSOCIATIONS		0,065 M€	0,065 M€
ACQUISITION VEHICULES DECARBONES	0,500 M€		0,500 M€
ACQUISITION VEHICULES BIODECHETS	1,101 M€		1,101 M€
INSTALLATION BORNES RECHARGE RICHWILLER	0,300 M€		0,300 M€
TOTAL GENERAL	**62,726 M€**	**24,465 M€**	**87,191 M€**

2) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS ANNUELS

Les dépenses d'investissements annuels s'élèvent à près de 8M€ pour le BP 2025 et se ventilent comme suit :

- des investissements mobiliers pour 5,73 M€ ;
- des investissements travaux annuels pour 1,5M€
- des investissements financiers pour 0,14 M€ ;
- des investissements fonciers pour 0,6 M€.

Les investissements annuels se répartissent entre les différents services comme ci-dessous :



3) FOCUS SUR LES DEPENSES FINANCIERES

D'un montant global de 21,67 M€, elles portent sur :

Dépenses financières	BP 2024	BP 2025
Remboursement du capital de la dette	14 662 000	14 165 166
Remboursement temporaire de dette	2 750 000	2 750 000
Renouvellement avance trésorerie Citivia	2 000 000	0
Avance trésorerie budget annexe eau	4 000 000	4 000 000
Renouvellement avance trésorerie musée	240 000	210 000
Investissements financiers	200 000	0
Participation au capital du syndicat des ports	167 500	427 375
Prêts hypothécaires au personnel	100 000	100 000
Divers	32 500	25 000
Total	**24 152 000**	**21 677 541**

B - Opérations d'ordre

Les opérations d'ordre de la section d'investissement peuvent être :

- Le reflet de celles qui ont été décrites pour la section de fonctionnement. A ce titre, le total des recettes d'ordre est égal aux dépenses d'ordre de fonctionnement (11 716 400€), et celui des dépenses d'ordre aux recettes d'ordre de fonctionnement (474 000€). Cela illustre le mécanisme de transfert entre les sections.
- Relatives à des opérations patrimoniales correspondant à un mécanisme d'écritures au sein de la section d'investissement (6 150 000€).

2e partie : Examen des budgets annexes

Les budgets annexes de m2A sont au nombre de cinq :

- le budget annexe de l'eau ;
- le budget annexe du chauffage urbain
- le budget annexe des transports urbains ;
- le budget annexe de la zone d'activité économique de Bantzenheim
- Le budget annexe de la zone d'activité Amélie IV

I - Budget annexe de l'eau

Le projet de budget annexe 2025 de l'eau a été élaboré sur la base d'une révision des tarifs de l'eau au 1er janvier 2025, conformément aux orientations du conseil d'exploitation du 14 novembre 2024 et à la délibération du Conseil d'Agglomération du 09 décembre 2024.

Il s'équilibre en dépenses et en recettes à 76 492 214 €.

A - Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 54 176 970 € (contre 49 067 908 € au BP 2024).

Les dépenses réelles d'un montant de 43 431 672 € (contre 41 882 333 € au BP 2024), comprennent principalement :

- les moyens du service pour 31,2 M€ dont :
  - le reversement de la redevance d'assainissement : 20,19 M€ ;
  - le reversement de la taxe prélèvement en nappe profonde : 1 M€ ;
  - 0,6 M € d'achat d'eau ;
  - 1,6 M€ d'énergie.
- 6,67 M€ de frais de personnel ;
- le reversement de 4,7 M€ de redevances relatives notamment à la pollution domestique, la modernisation des réseaux…

- 0,15 M€ de charges de gestion courante (non-valeurs, indemnités des élus) ;
- 0,36 M€ de frais financiers ;
- 0,32 M€ de charges exceptionnelles.

Les dépenses d'ordre d'un montant de 10 745 298 €, comprennent principalement :

- 6,46 M€ d'amortissements et d'écritures d'ordre diverses ;
- 4,2M€ de virement à la section d'investissement.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Charges générales	28 037 565,00 €	28 107 045,00 €	31 213 646,00 €
	Charges de personnel	6 548 915,00 €	6 556 715,00 €	6 679 050,00 €
	Atténuation de produits	7 142 500,00 €	6 530 498,00 €	4 700 000,00 €
	Subventions et contributions aux organismes tiers	452 000,00 €	180 000,00 €	156 500,00 €
	Charges de la dette (intérêts)	380 450,00 €	352 775,00 €	360 176,00 €
	Virement à la section d'investissement	968 460,00 €	667 215,00 €	4 277 098,00 €
	Charges exceptionnelles	576 800,00 €	155 300,00 €	322 300,00 €
	Ecritures d'ordre	6 514 560,00 €	6 518 360,00 €	6 468 200,00 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**50 621 250,00 €**	**49 067 908,00 €**	**54 176 970,00 €**

D'un montant de 54 176 970 €, les recettes de fonctionnement se répartissent en 53 240 970 € de recettes réelles (contre 47 669 128 € au BP 2024) et 936 000 € de recettes d'ordre (contre 1 398 780 € au BP 2024).

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Produits de la fiscalité	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Produits des services	47 138 255,00 €	46 175 943,00 €	51 867 370,00 €
	Autres produits de gestion courante	102 930,00 €	69 900,00 €	183 000,00 €
	Dotations, subventions et concours de tiers	498 400,00 €	300 000,00 €	50 000,00 €
	Recettes exceptionnelles	378 700,00 €	73 185,00 €	140 500,00 €
	Produits financiers	1 185,00 €	0,00 €	0,00 €
	Atténuation de charges	958 000,00 €	1 050 100,00 €	1 000 100,00 €
	Ecritures d'ordre	1 543 780,00 €	1 398 780,00 €	936 000,00 €
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**50 621 250,00**	**49 067 908,00**	**54 176 970,00**

Les recettes réelles proviennent principalement :

- ✓ du produit des services dont le total est de 51,86 M€ (contre 46,18 M€ au BP 2024) avec comme ressources principales :
  - 24,3 M€ provenant de la vente d'eau et la location de compteurs ;
  - 20,19 M€ de redevance d'assainissement à reverser ;

- 5,7 M€ de redevances diverses à reverser (pollution domestique, prélèvement en nappe profonde,…)

✓ des redevances pour 858k€

B - Section d'investissement

La section d'investissement s'élève en dépenses et en recettes à 22 315 244 € (contre 19 014 356 € au BP 2024).

Sur ce montant, les dépenses réelles représentent 21 369 244 € (contre 17 533 036 € au BP 2024).

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	1 707 200,00 €	5 569 663,00 €	5 463 244,00 €
	Immobilisations incorporelles	775 200,00 €	463 000,00 €	221 000,00 €
	Immobilisations corporelles	5 840 270,00 €	1 983 897,00 €	2 265 000,00 €
	Immobilisations en cours	11 825 100,00 €	9 486 476,00 €	13 420 000,00 €
	Subventions d'investissement	10 000,00 €	30 000,00 €	0,00 €
	immobilisations financières	7 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Opérations patrimoniales	82 540,00 €	82 540,00 €	10 000,00 €
	Ecritures d'ordre	1 543 780,00 €	1 398 780,00 €	936 000,00 €
	Dépenses imprévues	11 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**28 795 090,00**	**19 014 356,00**	**22 315 244,00**

Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- 15,9 M€ de dépenses d'équipement et de travaux ;
- 1,46 M€ de remboursement du capital des emprunts ;
- le remboursement au budget principal de l'avance de trésorerie de 4 M€ consentie pour faire face aux dépenses mises en œuvre par la régie communautaire.

Les dépenses d'ordre d'investissement s'élèvent à 0,94 M€ et sont principalement liées aux travaux en régie et à l'étalement de charges.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 22 315 244 €, parmi lesquelles figurent 11 559 946 € de recettes réelles avec :

✓ une dotation prévisionnelle d'emprunt de 2,1 M€ ;
✓ des subventions d'investissement de 5,4 M€ ;
✓ l'avance de trésorerie du budget principal à hauteur de 4 M€.

Les recettes d'ordre de 10 755 298 € comportent principalement des dotations aux amortissements, des charges à étaler et le virement de la section d'exploitation (à hauteur de 4,2M€ contre 0,67 M€ pour le BP 2024).

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers			
	Subventions d'investissement	1 709 500,00 €	2 457 204,00 €	5 400 000,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	12 470 030,00 €	9 289 037,00 €	6 159 946,00 €
	immobilisations en cours	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations financières	7 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Virement section d'exploitation	968 460,00 €	667 215,00 €	4 277 098,00 €
	Opérations patrimoniales	82 540,00 €	82 540,00 €	10 000,00 €
	Ecritures d'ordre	6 514 560,00 €	6 518 360,00 €	6 468 200,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**28 795 090,00 €**	**19 014 356,00 €**	**22 315 244,00 €**

II - Budget annexe du chauffage urbain

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à 27 718 804 € contre 26 707 520 € en 2024.

A - Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à 14 195 179 € contre 14 992 760 € au BP 2024, soit une diminution de 5,4%.

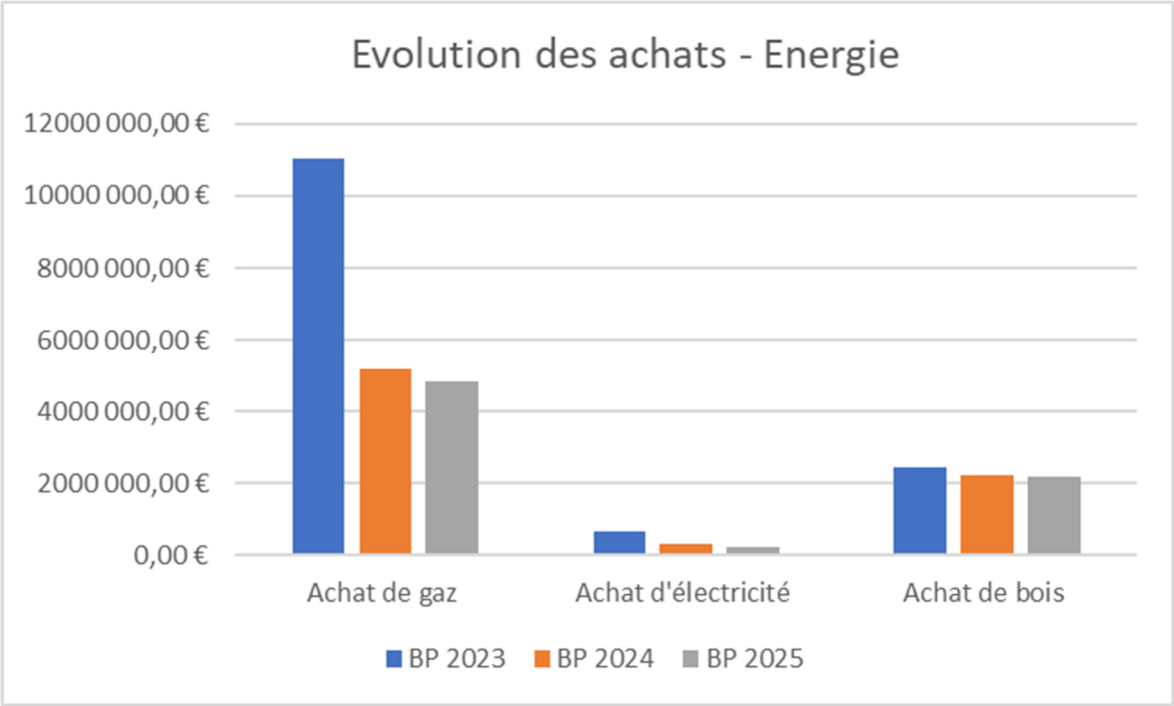
		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Charges générales	15 261 400,00 €	10 407 550,00 €	8 286 750,00 €
	Charges de personnel	913 400,00 €	932 000,00 €	1 061 000,00 €
	Autres charges de gestion courante	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
	Charges de la dette (intérêts)	250 000,00 €	250 000,00 €	225 000,00 €
	Virement à la section d'investissement	58 530,00 €	832 180,00 €	4 399,00 €
	Charges exceptionnelles	7 000,00 €	7 000,00 €	4 000,00 €
	Ecritures d'ordre	5 418 300,00 €	2 563 030,00 €	4 613 030,00 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**21 909 630,00 €**	**14 992 760,00 €**	**14 195 179,00 €**

Les dépenses réelles sont de 9 577 750 € alors qu'elles étaient de 11 597 550 € en 2024.

Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- les charges générales pour 8,2 M€, dont 7,2 M€ destinés aux achats d'énergie (contre 7,74 M€ en 2024), dont voici ci-dessous la répartition et l'évolution

depuis le BP 2023 :



- les charges de personnel pour 1,06 M€ ;
- les amortissements et autres écritures d'ordre ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie et représentent 4,6 M€, en forte augmentation par rapport au BP 2024 (2,5 M€). Cela est lié à la passation d'écritures de variation de stocks pour les quotas CO_2
- les intérêts des emprunts pour 0,22 M€ ;
- le virement à la section d'investissement diminue fortement et est proche de zéro pour ce BP 2025

Les recettes de la section de fonctionnement s'élèvent à 14 195 179 €.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Résultat reporté	2 100 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Produits des services	16 908 000,00 €	13 439 000,00 €	11 577 422,00 €
	Autres produits de gestion courante	43 000,00 €	44 000,00 €	46 000,00 €
	Recettes exceptionnelles	0,00 €	0,00 €	356 132,00 €
	Ecritures d'ordre	2 858 630,00 €	1 509 760,00 €	2 215 625,00 €
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**21 909 630,00 €**	**14 992 760,00 €**	**14 195 179,00 €**

Elles portent pour l'essentiel sur :

- la vente de chaleur pour 9,4 M€ (9,6 M€ en 2024) et la vente d'électricité pour

1,9 M€ (3,6 M€ en 2024) ;

- les écritures d'ordre dont la gestion des quotas de CO_2 pour 2,2 M€ (1,29 M€ en 2024) ;
- les reversements du délégataire de la centrale de Rixheim pour 0,21 M€.

B - Section d'investissement

Le budget d'investissement s'élève à 13 523 625 €, en augmentation par rapport au budget 2024 (11 714 760 €).

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	1 260 000,00 €	6 260 000,00 €	3 760 000,00 €
	Immobilisations incorporelles	1 458 200,00 €	150 000,00 €	0,00 €
	Immobilisations corporelles	600 000,00 €	635 000,00 €	698 000,00 €
	Immobilisations en cours	380 000,00 €	380 000,00 €	1 570 000,00 €
	Opérations patrimoniales	112 603,00 €	2 780 000,00 €	5 280 000,00 €
	Ecritures d'ordre	2 858 630,00 €	1 509 760,00 €	2 215 625,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**6 669 433,00 €**	**11 714 760,00 €**	**13 523 625,00 €**

Les dépenses se répartissent ainsi :

- 2,268 M€ pour des travaux et équipements sur la centrale de l'Illberg avec notamment :
  - 0,5 M€ le remplacement de la cheminée
  - 0,5 M€ pour le passage en basse pression
  - 0,33 M€ destiné à l'extension du réseau (Trianon Résidence et fin Restaurant Universitaire)
  - 0,3M€ pour divers travaux sur le réseau
  - 0,2M€ de travaux sur bâtiments
  - 0,M€ pour des travaux de transformation des bureaux
  - 0,15 M€ de matériel industriel ;
  - 0,04 M€ d'achats de matériel et prestations pour le Plan d'action ISO 50001
  - 0,05M€ d'acquisitions diverses (mobilier, véhicules, matériel bureau et informatique)
- le remboursement de l'emprunt pour 3,76 M€ (dont 2,5 M€ pour un remboursement temporaire) ;
- des écritures d'ordre pour 6,74 M€

Ces investissements sont financés par le biais :

- d'écritures d'ordre pour 4,6 M€, dont 3,1 M€ pour les stocks de quotas CO_2

- des opérations patrimoniales pour 5,28M€ comprenant notamment des remboursements temporaires d'emprunts
- de subventions à hauteur de 0,27 M€.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	1 080 000,00 €	366 217,00 €	0,00 €
	Subventions d'investissement	0,00 €	0,00 €	270 000,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	5 173 333,00 €	3 356 196,00 €
	Virement section d'exploitation	58 530,00 €	832 180,00 €	4 399,00 €
	Opérations patrimoniales	112 603,00 €	2 780 000,00 €	5 280 000,00 €
	Ecritures d'ordre	5 418 300,00 €	2 563 030,00 €	4 613 030,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**6 669 433,00 €**	**11 714 760,00 €**	**13 523 625,00 €**

III - Budget annexe des transports urbains

Le Budget annexe des transports s'élève globalement à 114 964 174 € en 2025, en hausse par rapport au budget 2024 qui était de 107 088 188 €.

A - Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 85 995 172 € contre 82 527 878 € en 2024.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Charges générales	7 773 130,00 €	6 750 919,00 €	7 583 541,00 €
	Charges de personnel	720 000,00 €	740 000,00 €	740 000,00 €
	Atténuation de produits	600 000,00 €	600 000,00 €	500 000,00 €
	Autres charges de gestion courante	55 786 500,00 €	61 433 762,00 €	64 525 618,00 €
	Charges de la dette (intérêts)	2 060 000,00 €	2 078 197,00 €	1 484 987,00 €
	Dotations aux provisions	0,00 €	0,00 €	500,00 €
	Charges exceptionnelles	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	11 375 000,00 €	10 925 000,00 €	11 160 526,00 €
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**78 319 630,00 €**	**82 527 878,00 €**	**85 995 172,00 €**

Les dépenses réelles, d'un montant de 74 834 646 € (71 602 878 € en 2024), comprennent principalement :

- 62 M€ pour la DSP pour laquelle m2A reverse au délégataire l'ensemble de ses dépenses (contre 58,94 M€ au BP 2024) ;
- 1,06M€ pour les options dans le cadre de la DSP (Navette Mulhouse, Navette Wittelsheim et le transport d'élèves en situation de handicap), contre 0,91M€ au BP 2024 ;
- 4,35 M€ pour les crédits-bails mobiliers et immobiliers ;
- 0,62 M€ de redevances et droits de passage (0,58M€ au BP 2024) ;

- 0,81 M€ pour la Région dans le cadre de la maintenance du tram train ;
- 1,4 M€ pour les frais financiers de la dette ;
- 0,8M€ d'achat de gaz pour la station de compression ;
- 0,5 M€ pour le remboursement du versement mobilité ;
- 0,74 M€ pour les frais de personnel, montant identique à celui de 2024
- 0,35 M€ de taxe foncière.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement s'élèvent à 11 160 526 € et sont consacrées aux dotations aux amortissements et aux provisions.

Les recettes réelles d'exploitation s'élèvent à 85 527 878 € contre 81 416 958 € en 2024.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Produits issus de la fiscalité	46 340 000,00 €	50 200 060,00 €	52 000 000,00 €
	Produits des services	11 574 600,00 €	12 135 600,00 €	13 904 467,00 €
	Autres produits de gestion courante	523 110,00 €	523 298,00 €	688 288,00 €
	Subventions d'exploitation	18 771 000,00 €	18 558 000,00 €	18 093 905,00 €
	Reprises sur provisions	0,00 €	0,00 €	70,00 €
	Ecritures d'ordre	1 110 920,00 €	1 110 920,00 €	1 308 442,00 €
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**78 319 630,00 €**	**82 527 878,00 €**	**85 995 172,00 €**

Trois des principales ressources représentent 78,2 M€ (contre 75,05 M€ en 2024):

- 12,55M€ de recettes liées au transport de voyageurs, en hausse par rapport au BP 2024 (10 M€) ;
- une contribution prévisionnelle versée par le budget général de m2A , revue à la baisse à hauteur de 13,7M€ (alors qu'elle était de 14,85 M€ au BP 2024) ;
- 52 M€ de versement mobilité, en hausse par rapport au BP 2024 (50,2 M€).

S'ajoutent à ces 78,2 M€ les recettes suivantes :

- 1,17M€ de participations de communes liées aux abonnements jeunes ou à la mise en place de navettes (1,98M€ en 2024 car s'ajoutaient alors les abonnements seniors qui sont désormais directement payés par la ville de Mulhouse à SOLEA) ;
- une compensation versement transport de l'Etat de 0,35 M€ liée au relèvement du seuil de 9 à 11 salariés identique à celle de l'année dernière ;
- une subvention de la Collectivité européenne d'Alsace de 0,57 M€, en hausse

par rapport aux 0,52 M€ de l'année dernière ;

- un soutien de la Région de 3,2M€ ;
- une participation de l'Etat stable pour 0,6 M€ ;
- des recettes de 0,17 M€ pour la gestion des déplacements doux.

Les recettes d'ordre s'élèvent à 1 308 442€.

B - Section d'investissement

Equilibré en dépenses et en recettes, le budget prévisionnel d'investissement 2025 s'élève à 28 968 902 € contre 24 560 310 € au BP 2024.

Sur ce montant, les dépenses réelles représentent 27,2 M€ contre 22,99 M€ en 2024.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	10 000 000,00 €	9 949 580,00 €	9 979 127,00 €
	Immobilisations incorporelles	702 000,00 €	1 201 000,00 €	1 039 650,00 €
	Immobilisations corporelles	3 270 750,00 €	3 768 000,00 €	6 931 000,00 €
	Immobilisations en cours	4 472 800,00 €	8 076 000,00 €	9 260 683,00 €
	Opérations patrimoniales	624 070,00 €	454 810,00 €	450 000,00 €
	Ecritures d'ordre	1 110 920,00 €	1 110 920,00 €	1 308 442,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**20 180 540,00 €**	**24 560 310,00 €**	**28 968 902,00 €**

Les principaux postes de dépenses sont les suivants :

- un montant de 5,1 M€ destiné à l'achat de matériel de transport. Le montant s'élève à plus du double du BP 2024 car les commandes 2024 ont été décalées en 2025. Cela concerne notamment l'acquisition de bus standards GNV, minibus (dont 2 d'occasion) et bus articulés ;
- 2,5M€ prévus pour la convention de mandat prévue avec le délégataire ;
- 3,9 M€ de travaux ou d'aménagements sur le réseau tram train, montant fortement supérieur à celui de 2024 (2,75 M€) ;
- 1,03 M€ de frais d'études ou de logiciels ;
- 1,75M€ d'acquisitions de vélos (1,25M€ en 2024)
- 9,63 M€ de remboursement du capital de la dette, en légère baisse par rapport au montant 2024 de 9,9M€ ;

- 0,34M€ de remboursement de l'avance covid consentie par l'Etat en 2020.

Par ailleurs, 1,75 M€ sont destinés aux écritures d'ordre (transferts de subventions d'équipements en section de fonctionnement et charges à étaler sur plusieurs exercices).

Le financement de ce programme d'investissements passe par :

- un recours prévisionnel à l'emprunt de 15,6 M€, en hausse par rapport à celui du BP 2024 (12,26 M€), même si aucun emprunt n'a finalement été contracté en 2024 ;
- des subventions pour 1,75M€ ;
- une dotation de 11,4 M€ d'amortissement et d'étalement de charges.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Subventions d'investissement	0,00 €	913 297,00 €	1 756 300,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	8 181 470,00 €	12 267 203,00 €	15 602 076,00 €
	Virement section d'exploitation	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Opérations patrimoniales	624 070,00 €	454 810,00 €	450 000,00 €
	Ecritures d'ordre	11 375 000,00 €	10 925 000,00 €	11 160 526,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**20 180 540,00 €**	**24 560 310,00 €**	**28 968 902,00 €**

IV - Budget annexe de la zone d'activité économique (ZAE) de Bantzenheim

Suite à la fusion intervenue au 1er janvier 2017 avec la Communauté de communes Porte de France Rhin Sud (CCPFRS), m2A est en charge de ce budget destiné à la création et à l'aménagement d'une zone d'activité économique sur le territoire de la commune de Bantzenheim.

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à 2 095 000€.

A - Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 155 000 €.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Charges générales	43 400,00 €	253 476,00 €	230 000,00 €
	Ecritures d'ordre	916 490,00 €	942 900,00 €	925 000,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDEES	**959 890,00 €**	**1 196 376,00 €**	**1 155 000,00 €**

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Produits des services	39 000,00 €	229 000,00 €	215 000,00 €
	Dotations, subventions et concours de tiers	13 376,00 €	13 376,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	907 514,00 €	954 000,00 €	940 000,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**959 890,00 €**	**1 196 376,00 €**	**1 155 000,00 €**

Les dépenses portent sur :

- des prestations de service et des frais d'aménagement pour 253 476 € ;
- la valorisation des terrains en stock pour 925 000 €.

De même montant, les recettes concernent :

- la cession de terrains pour 215 000 € ;
- des écritures de gestion de stock pour 940 000 €.

B - Section d'investissement

La section d'investissement s'élève en dépenses et en recettes à 940 000 €.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	3 000,00 €	0,00 €
	Immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations corporelles	8 976,00 €	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre	907 514,00 €	954 000,00 €	940 000,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**916 490,00 €**	**957 000,00 €**	**940 000,00 €**

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	14 100,00 €	15 000,00 €
	Ecritures d'ordre	916 490,00 €	942 900,00 €	925 000,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**916 490,00 €**	**957 000,00 €**	**940 000,00 €**

Les dotations en dépenses et en recettes sont essentiellement liées à des écritures de gestion de stock de terrains.

V - Budget annexe de la zone d'activité Amélie IV

L'opération d'aménagement dite « Amélie IV » a pour objectif d'aménager un vaste espace dans le secteur de l'ancien carreau minier Amélie à Wittelsheim, dans l'objectif de pouvoir y accueillir des activités économiques structurantes à vocation industrielle.

Cette opération pourrait ainsi accueillir une usine de fabrication de batteries pour l'automobile, emblématique de la stratégie économique de l'agglomération qui promeut l'implantation d'activités industrielles nouvelles, susceptibles de prendre les relais des industries traditionnelles de l'agglomération en termes de développement de nouvelles technologies et de créations d'emploi.

Le projet de budget annexe 2025 prévoit l'engagement de démarches préparatoires qui pourront aboutir à la mise en œuvre d'un véritable site « clé en main » immédiatement disponible pour l'industriel : il s'agira notamment de l'acquisition du foncier par m2A auprès de la commune de Wittelsheim, unique propriétaire, du fait de la compétence de l'agglomération en matière de développement économique, ainsi que des études préalables environnementales, liées aux réseaux des concessionnaires (RTE, GRT Gaz) et à l'étude de déplacement de la centrale photovoltaïque.

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à 9 785 000€.

A - Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 4 892 500 €.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Charges générales	0,00 €	0,00 €	4 892 500,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 892 500,00 €**

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Produits des services	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre (constatation du stock)	0,00 €	0,00 €	4 892 500,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 892 500,00 €**

Les dépenses portent essentiellement sur :

- l'acquisition de foncier et frais en découlant pour 3,91M€
- des études pour 0,51M€
- des travaux de démolition pour 0,1M€
- des frais divers pour 0,37M€

De même montant, les recettes concernent les écritures de stock de fin d'année.

B - Section d'investissement

La section d'investissement s'élève en dépenses et en recettes à 4 892 500 €.

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
DEPENSES	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Ecritures d'ordre (constatation stock)	0,00 €	0,00 €	4 892 500,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 892 500,00 €**

		BP 2023	BP 2024	BP 2025
RECETTES	Dotations, fonds divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Paiement échelonné foncier	0,00 €	0,00 €	1 955 000,00 €
	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	2 937 500,00 €
	Ecritures d'ordre	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 892 500,00 €**

Les dotations en dépenses sont essentiellement liées aux écritures de gestion de stock de fin d'année.

Côté recettes, la section s'équilibre par l'inscription du paiement échelonné pour le foncier pour 1,95M€ et d'un emprunt pour 2,9M€.

Les chiffres clés 2025 à retenir

Population m2A	**276 696 habitants (INSEE)**
Nombre de communes	**39 Communes**
Président	**Fabian JORDAN**
Effectifs	**1736 agents (chiffre 2024)**

BUDGET 2025			
		Fonctionnement	**Investissement**
		265,71 M€	**122,71 M€**
BUDGET PRINCIPAL	**Dépenses**	Dont - Charges de personnel 88,2M€ - Reversements aux communes 68,28M€ (65,28M€ au titre des ACTP et 3M€ au titre de la DSC) - Charges générales 39,5M€ - Subventions de fonctionnement : 19,57M€	Dont - Dépenses d'équipement 85,8M€ - Dépenses financières 21,6M€ - Dépenses pour compte de tiers 8,5M€
	Recettes	Dont - Impôts, taxes, fiscalité : 171M€ (Fiscalité ménages 49,14M€) - Dotations 54M€ - Produits des services 35,2M€	Dont - Subventions d'investissement 10,7M€ - Ecritures d'ordre 17,8M€ - Emprunt prévisionnel 78,08M€

PPI	**348M€ programmés sur la période 2020-2027 (dont 87,1M€ en 2025)**

Investissements annuels 2025	**7,98M€**

		Fonctionnement	**Investissement**
BUDGETS ANNEXES	**Eau**	54,18 M€	22,32 M€
	Chauffage urbain	14,20 M€	13,52 M€
	Transports	86,00 M€	28,97 M€
	ZAE Bantzenheim	1,16 M€	0,94 M€
	ZA Amélie IV	4,89 M€	4,89 M€

TOTAL TOUS BUDGETS	**426,13 M€**	**193,35 M€**
	619,48 M€	

Autofinancement	**11,2M€ (contre 16,4M€ en 2024)**
Taux d'épargne brute	**4,24% (contre 5,94% en 2024)**

Dette	**Encours de dette au 01.01.2025 (tous budgets) : 181,21M€ (dont 97,19M€ pour le budget principal)** **Taux moyen (tous budgets) : 2,56% (2,70% pour le budget principal)** **Durée résiduelle moyenne (tous budgets) : 8 ans et 5 mois (8 ans et 9 mois pour le budget principal)** **Capacité de désendettement (budget principal) : 8,6 ans**

M. LE PRÉSIDENT : On va penser au point essentiel qui est le budget 2025, et je voudrais saluer la présence parmi nous de Claire NADOLSKI qui est notre conseillère aux décideurs locaux, qui écoute avec attention je sais l'ensemble de nos débats. Budget 2025, quand même quelques mots d'introduction pour vous rappeler le contexte, un rapide retour en arrière. Vous savez que notre mandat a été marqué par plusieurs crises successives : la crise sanitaire, la crise énergétique et aujourd'hui la crise des finances publiques, et on pourrait rajouter dans la crise des finances publiques ce degré d'incertitude pour les collectivités qui, je pense, n'a jamais été atteint depuis le début de la décentralisation. La préparation de ce budget a été fortement perturbée, c'est le moins qu'on puisse dire, parce que quand vous n'avez pas de visibilité sur vos recettes et vos dépenses, vous n'êtes pas en capacité de construire sainement votre programmation de dépenses et de recettes et d'investissements sur votre territoire. Et c'est pour ça que nous avions tous ensemble décidé de décaler le vote de ce budget, au mois de mars, parce que nous n'avions pas cette lisibilité, cette visibilité. On s'est alors dit qu'on allait avoir cette visibilité d'ici le mois de mars. Des réformes ont été faites, vous savez, le projet de loi de finances, le premier n'est pas passé, il y a en a eu un deuxième, donc il y a maintenant à la place du fonds de réserve, un DIspositif de LIssage COnjoncturel, le DILICO, qui va s'appliquer dès cette année. Le 9 décembre dernier, adopté à l'unanimité, un vœu que nous avions émis, chers collègues, sur le manque de considération de nos collectivités. Je pense que ce vœu reste d'actualité parce qu'à l'heure qu'il est, nous ne sommes toujours pas fixés de façon définitive sur les mesures financières qui affecteront l'Agglomération, et on peut rajouter certaines de nos communes parce que contrairement au fonds de réserve, le DILICO, lui, il va s'appliquer non seulement sur l'Agglomération, mais également sur certaines de nos communes. L'impact sur notre Agglomération, et Antoine va le détailler, je ne veux pas trop dire parce qu'après il va me dire « il dit toujours tout et après moi je ne peux rien dire », je sais qu'il va faire cela, mais quand même il est important de vous dire qu'avec Intercommunalités de France, l'Association des Maires de France et France urbaine, nous surveillons de très près, en fin de compte, toutes ces mesures qui ne sont pas si claires que cela. Mais à côté de ça, j'ai réuni l'ensemble des Vice-Présidents en disant qu'il fallait que l'on revoit notre copie parce qu'un impact entre 6 et 8 M€ pour notre Agglomération est considérable, et qu'il fallait qu'on se mobilise pour faire des arbitrages budgétaires supplémentaires, baisser nos frais de dépenses, et vous le savez que nos frais de dépenses ont diminué. Je voudrais, avant de donner la parole à Antoine, remercier tous les Vice-Présidents, vous tous, tous les délégués, tous ceux qui se sont impliqués, l'ensemble de nos services, sur le travail en profondeur qui a été fait pour l'analyse concrète de nos finances, mais aussi le travail avec nos partenaires, le fléchage de nos subventions, ne pas faire parce qu'on avait déjà fait mais se reposer les bonnes questions pour être plus objectif et optimiser les dépenses publiques. C'est un travail très important qui a été fait pour optimiser également les tarifs de l'usager, vous le verrez tout à l'heure. Mais nous avions deux objectifs principaux : le premier, c'était de nous laisser la capacité d'investissement pour assumer l'ensemble des projets que nous avions prévus, ne pas remettre en question l'ensemble de nos projets d'investissement, c'était important ; et le second, c'est garder la qualité de notre service à la population. Le service public est essentiel pour notre territoire, c'est notre fierté, c'est pour ça que nous avons ces compétences comme le périscolaire, et il est important pour nous de garder la qualité du service public rendu à notre population. Une fois que vous avez ces deux critères, il fallait trouver les équilibres nécessaires pour avoir un budget qu'on peut vous présenter aujourd'hui. Ce sont des efforts considérables

qui ont été faits au niveau de notre Agglomération, à travers ses compétences qui sont structurantes mais essentielles pour notre Agglomération. Je dirais, Antoine, que nous avons une politique ambitieuse de développement économique aussi, ce qui nous permet d'assurer et d'avoir des recettes supplémentaires car le développement économique nous permet d'avoir plus de recettes parce que les dépenses, on les maîtrise peut-être un peu moins que les recettes. Je vais laisser la parole à Antoine, le remercier de son implication, vous certifier du sérieux du travail qui a été fait, et remercier l'ensemble de ceux qui se sont impliqués sur l'établissement de ce budget.

M. HOME : Merci Monsieur le Président, merci Fabian. Alors c'est vrai que le vote du budget, c'est toujours un moment important dans une assemblée démocratique. Cette année, c'est vrai que nous avons eu deux débats d'orientation budgétaire, que nous avons dû différer, le président l'a dit, le vote du budget en espérant que peut-être l'horizon allait se dégager, ce qui n'est pas vraiment le cas. Je remercie également tous les collègues bien sûr, et notamment celles et ceux, nombreux, qui participent régulièrement à l'atelier permanent Finances, qui se réunit assez souvent, et auquel je donne toujours avec Benoît BERGDOLL, mon binôme, toutes les informations en transparence. Nous avons, je crois, des débats riches et intéressants. Je voudrais également remercier le Directeur Général Adjoint Étienne SCHOOR qui est souffrant ce soir, le Directeur des Finances Guillaume GARCIN, son adjointe Stéphanie JOURDIL, et puis également l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs du service des Finances de m2A qui ont préparé ce budget. On a fait plusieurs rounds avec les Vice-Présidents et les conseillers communautaires délégués parce qu'effectivement, l'équilibre financier était difficile à trouver, plus peut-être que d'habitude encore. D'habitude, dans un budget primitif, on essaie de dégager un taux de financement prévisionnel, là notre ambition, c'était déjà d'équilibrer les recettes et les dépenses, c'est nouveau. Il faut dire aussi que nous avions eu à l'automne le Projet de Loi de Finances de Monsieur BARNIER qui a été censuré. C'était déjà un coup de tonnerre pour les collectivités territoriales puisque globalement, toutes collectivités confondues, c'était 5 milliards qui étaient en fait 11 ou 12 qu'on nous piquait. Puis il y a eu la motion de censure, puis le budget de Monsieur BAYROU qui a fait l'objet du 49.3 et dans lequel on affiche 2 milliards qui sont 7,4. Au niveau de l'AMF et autour d'André LAIGNEL, nous avons fait le compte, et donc c'est vrai que les grandes agglomérations sont particulièrement impactées, mais pas seulement. On l'a dit, il y aura 13 communes de l'agglomération qui devront contribuer au DILICO. Il y a ce DIspositif de LIssage COnjoncturel que j'appelle le DILICO Presto, ce n'est pas très positif, et qui est un effort considérable qui est basé sur le potentiel financier agrégé. C'est un système relativement démoniaque dans lequel on vous prend des recettes de fonctionnement qui vont jusqu'à 2% des recettes réelles de fonctionnement, et il paraît que l'État va nous les rendre en 3 fois 30%, je vois Hugues qui rigole, je suis d'accord, et 10% pour la péréquation. Alors chaque fois qu'on a eu une compensation, et on rigole aussi, Christophe à ma gauche, on sait comment ça s'est terminé. Le DILICO, pour nous c'est de 2,5 à 4 M€. L'autre jour, j'avais le comité des finances locales et la directrice générale des collectivités locales, le sous-directeur de direction du budget, la DGFIP, enfin tous les pontes nationaux, et on m'a dit « *on saura le 15 avril* ». Là je dis « *mais le 15 avril c'est bien la date limite de vote des budgets* », cela veut dire que notre collectivité, et y compris toutes les autres, vote un budget en ne connaissant pas le montant d'une des principales contraintes. On m'a dit longtemps « *oui, mais les communes seront épargnées, seuls les gros paieront, les grosses agglomérations* ». Comme

l'a dit Lao Tseu « *lorsque les gros maigrissent, les maigres meurent* ». Ce proverbe chinois un peu trivial, voyez que je suis un tintinophile averti, relisez « Le Lotus bleu », signifie que, y compris nos communes, si m2A ou le Département ou la Région souffre, en subissent les conséquences indirectement par les aides qu'elles peuvent recevoir, donc c'est quelque chose qui doit nous préoccuper. Il y a également la fraction de TVA : lorsqu'il y a eu la suppression de la taxe d'habitation, funeste erreur qui nous a handicapée puisque nous avons perdu toute imposition dynamique hormis le foncier bâti, l'État, cela lui coûte 25 milliards, et aujourd'hui on a parfois dû actionner le levier du foncier bâti. Et là aussi, proverbe alsacien que je vais traduire en français, c'est la soirée. Mon vieil ami Jean-Marie BOCKEL disait souvent « *un gâteau avalé n'a plus de goût* ». Le résultat de toute cette affaire, c'est que cette fraction de TVA qu'on nous a mis en substitution du foncier bâti, elle ne sera pas indexée. Enfin, il y a la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle. On nous avait dit à l'époque « *dormez braves gens, on va vous compenser* », pareil elle baisse y compris pour les communes. Aujourd'hui à Wittenheim, j'ai eu une bonne nouvelle : j'avais eu 8 810 € de DCRTP, on m'a écrit je dois la rembourser, c'est formidable, voilà où on en est. Donc pour l'Agglomération, selon les versions, c'est 5,5 à 8 M€ qu'on nous pique dans nos poches, c'est à dire à peu près le niveau de notre autofinancement prévisionnel. Je voulais le dire parce qu'il ne faudrait pas, et c'est un peu le cas, que dans l'effort budgétaire de notre pays qui est nécessaire parce que nous sommes des élus locaux et nous faisons partie de l'intérêt général, nous soyons les seuls à contribuer. C'est ce que j'ai dit à Madame De MONTCHALIN l'autre jour, elle m'a dit « *il y en a d'autres qui payent, je vous donnerai des noms* », pour l'instant je n'ai pas de réponse donc j'attends toujours que la Ministre du Budget me donne les noms et les chiffres. Il ne faudrait pas que cela se termine comme pour Robespierre à la Convention, le fameux soir où cela s'est mal passé le lendemain. On est dans cette situation et malgré tout je pose le cadre. Ce cadre il est quand même très préoccupant, pour autant vous avez là, on va passer la slide, nos dépenses de fonctionnement prévisionnelles, et vous voyez ce que je vous disais, on équilibre le fonctionnement et les recettes, d'habitude ce n'est pas le cas. Alors on va bien sûr dégager un autofinancement parce qu'au budget supplémentaire, je ne veux pas être trop technique, on reprendra nos résultats ; en exécution, il y aura des économies ; mais enfin, et pour arriver à cela, cela a été une gageure, le Président l'a rappelé. Vous avez cela, vous avez la répartition des dépenses de fonctionnement par service, les ressources humaines, j'y reviendrai. On est pénalisé aussi parce qu'on est une collectivité de services, notamment le périscolaire, la petite enfance et donc on emploie des salariés. Prenons l'Eurométropole de Strasbourg, ils ne gèrent pas le périscolaire et la petite enfance. Il y a une mesure, là aussi tout à fait scandaleuse, c'est l'augmentation massive qui nous concerne, nous les communes, des cotisations des communes, intercommunalités à la caisse de retraite des collectivités locales. De quoi s'agit-il ? Nous avons une caisse de retraite pour nos fonctionnaires, n'est-ce pas ? Nos contractuels sont dans une autre caisse qui s'appelle l'Ircantec. Pendant longtemps, il y avait beaucoup de jeunes fonctionnaires vifs et pêchus, et peu de retraités mais le temps passe, nous sommes encore plutôt beaux mais un peu plus vieux, et donc beaucoup de fonctionnaires sont partis à la retraite. Aujourd'hui le régime des fonctionnaires de la territoriale et des hôpitaux d'ailleurs, il est totalement déséquilibré. Sauf que lorsqu'il était équilibré, l'État a piqué 100 milliards en 20 ans pour ce qu'on appelle la compensation inter régimes. Ils ont financé des régimes de retraite déficitaires en piquant les excédents de la CNRACL. Aujourd'hui la CNRACL est déficitaire, donc on va nous augmenter à m2A,

aux communes, les cotisations de 12 points en 3 ans. Pour m2A, c'est 1,1 M€, pour ma ville de 16 000 habitants, c'est plus de 100 000 € dès cette année, et cela double et cela triple. J'ai dit également à Madame de MONTCHALIN qu'il fallait réfléchir à une réforme structurelle, qu'on ne pouvait pas juste nous prendre cet argent mais peut-être effectivement réfléchir, dès lors qu'il y a plus de contractuels dans la fonction publique, changer l'assiette et cesser la compensation inter-régimes. Néanmoins nous avons fait des choix l'an dernier, sous la houlette de Jean Luc SCHILDKNECHT notamment, ce sont des choix de revalorisation de nos agents. Alors c'est vrai qu'effectivement, il y a un effet de ciseaux. Le RIFSEEP, c'est le régime indemnitaire, nous sommes en zone frontalière, nous avons un problème d'attractivité, notamment sur les métiers techniques et donc c'est très important d'avoir fait cet effort et nous l'assumons. La hausse du temps de travail des agents périscolaires, ce sont des agents à temps non complet, surtout des dames mal payées, on n'arrive pas à trouver. Il y avait d'ailleurs des mouvements sociaux, on a essayé de faire un effort. Et puis vous le voyez, l'augmentation des charges CNRACL. Ce qui est assez inadmissible, c'est que plus vous rendez de services à la population, plus on vous fait raquer. J'ai dit tout cela très courtoisement à la ministre du budget, mais c'est quand même des choses qui ne sont pas acceptables. Les recettes de fonctionnement : évidemment, malgré les adaptations tarifaires, on aura après une délibération sur les tarifs, elles n'ont pas retrouvé des niveaux de 2019. La Loi de Finances, je crois que je lui ai fait un sort à l'instant, c'est la plus mauvaise Loi de Finances pour les collectivités locales depuis celle de François HOLLANDE en 2015. Vous voyez que j'en mets à tout le monde. 3 milliards en 2015 et là 7,4 milliards, parce qu'il n'y a pas que des baisses de dotations ou de compensations, il y'a aussi également les crédits. Un programme d'investissement ambitieux et maintenu : malgré tout, nous avons décidé de ne pas baisser les bras. Vous aviez voté à l'unanimité la PPI sur laquelle bien sûr, j'ai travaillé avec Rémy NEUMANN, notamment l'homme de l'investissement, l'homme du chauffage urbain, le couteau suisse de m2A. Ce qu'il faut savoir, c'est que cette PPI que vous avez voté, elle se met en œuvre avec un coût net pour m2A qui en fait représente 191 M€ sur une enveloppe prévisionnelle de 348 M€ pour 2020-2027. On peut évidemment donner des détails, mais quand on parle investissement, derrière ces chiffres, il y a quoi ? Il y a les périscolaires. Par exemple, nous avons là devant nous un périscolaire à Rixheim Madame le Maire, à Wittenheim cher Antoine, aux Coteaux à Mulhouse, Michèle, et à Illzach, Jean-Luc et ailleurs. Ce poste est très budgétivore. Le Fonds Climat cher à Jean-Claude Mensch, nouvelle donne environnementale, la politique de la transition écologique, le soutien à l'économie, Laurent est là, Anne-Catherine et d'autres, qui va demain produire des recettes. La fiscalité des entreprises a été très largement déshabillée là aussi, notamment la CVAE, il reste la cotisation foncière des entreprises. Si demain, ce que nous souhaitons, des projets se concrétisent sur le territoire, ils produiront évidemment des recettes fiscales importantes. Les pistes cyclables, tous les modes de transport doux, la maintenance des équipements sportifs. On a quand même les piscines, les patinoires chères à Daniel BUX, ce sont des budgets importants, la culture, on pourra détailler, mais ce sont également des budgets qui permettent de développer le territoire. Nous maintenons les enveloppes de grands investissements, nous maintenons également les investissements annuels. En synthèse, la section d'investissement, slide page 14, c'est 122 M€ de dépenses d'investissement prévisionnelles dont l'essentiel, les trois-quarts, c'est des travaux, équipements et subventions. Il y a aussi les opérations financières. J'en profite pour dire d'ailleurs que nous avons souscrit deux emprunts, notamment pour financer l'investissement. J'avais

souhaité pendant deux ans, parce que nous avons beaucoup baissé la dette de m2A, à la fois sur le budget général et les budgets annexes, que nous fassions une pause sur l'emprunt, que nous mobilisions le fonds de roulement. Aujourd'hui, le fonds de roulement a diminué et sur les taux d'intérêt, nous avons un emprunt de 15 M€ sur le budget général, un emprunt de 5 M€ sur le budget annexe que nous avons souscrit avec ARKÉA et à des taux d'intérêt de 3,39 % sur 15 ans, je vois un banquier-là qui me regarde et qui opine du chef. Ce sont des bons taux ce que confirment les banquiers à ma gauche, avec l'accord du Président, c'est ce que nous avons fait la semaine dernière. Quelques mots sur les budgets annexes, j'essaie d'aller assez vite parce qu'on a beaucoup de points ce soir, et puis mon voisin m'a demandé d'accélérer, comme il est pharmacien à Wittenheim, je ne peux qu'être d'accord avec lui. Le budget annexe de l'eau, 54 M€ en exploitation, contre 49 M€ au BP 2024, vous avez l'augmentation des produits des services liés à la tarification de l'eau, l'augmentation des charges générales, le reversement de la redevance d'assainissement, en investissement 22 M€. On le disait également ce matin dans la conférence de presse, on a quand même une dynamique d'investissement importante sur la Régie de l'eau, n'est-ce pas Maryvonne, n'est-ce pas Loïc ? Les grands prêtres de l'eau dans l'agglomération. Le budget annexe du chauffage urbain, alors nous avons là aussi un budget important, on reparlera tout à l'heure d'ailleurs de ce sujet. Je voudrais vous dire également que le budget annexe des transports urbains je vais vite, est d'un montant de 86 M€ avec près de 30 M€ d'investissements, et que nous avons un nouveau budget annexe qui témoigne en quelque sorte du développement économique, c'est le budget annexe de la zone d'Amélie à Wittelsheim, Amélie 4, c'est le premier exercice budgétaire sur ce budget annexe. En conclusion, ce que je voudrais vous dire, c'est quelques points assez simples. Un gros travail qui a été fait avec les services, avec les élus, pour maintenir notre ambition collective tout en préservant notre santé financière autant que possible malgré les mauvais coups que nous subissons. Une préparation budgétaire qui a été un peu compliquée. Merci à tous, mais je crois que c'était utile. Un effort d'économie considérable. On a fait toute une série d'allers retours avec les services on l'a dit, notamment sur les charges générales. Sur les subventions, j'ai souhaité aussi que nous fassions parfois des efforts lorsqu'il y avait des excédents de trésorerie mais les structures, notamment qui travaillent pour l'insertion, l'emploi et pour le champ du social n'ont pas été concernées. J'ai souhaité en particulier que toutes les subventions qui vont à ceux qui aident les plus vulnérables dans le territoire ne soient pas concernées. Ce budget permet malgré tout d'amplifier la concrétisation du projet de territoire, notre politique ambitieuse de développement économique, la transition écologique qui est au cœur de nos ambitions. Voilà mes chers collègues, ce que je voulais vous dire ce soir, en complément de l'introduction du Président, je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. Y'a-t-il des questions ? Joseph, allez-y.

M. SIMEONI : Merci Monsieur le Président. Merci Antoine pour cette présentation donc précise, détaillée, humoristique parce qu'il faut garder toujours le sourire, même par mauvais temps. Notre appréciation pour le groupe Mulhouse Cause Commune, c'est d'abord de noter, mais je ne vais pas ajouter tout ce qu'a dit Antoine à la situation dans laquelle nous sommes, les décisions prises par le gouvernement BAYROU, l'impact sur les collectivités, en particulier sur la nôtre. Retenons le chiffre de 7 millions en moins pour m2A et ce n'est pas rien. Comme l'a dit Antoine, c'est un événement qui intervient tous les quarts de siècle, après l'épisode 2015, on a l'épisode 2025. Évidemment, cela a des conséquences puisque

la note est salée pour notre collectivité, qui se traduisent par une baisse de nos recettes mais également une baisse de nos dépenses par obligation et une baisse de notre capacité d'épargne. Les chiffres, vous les aviez dans la liasse, et de la même manière, ça a obère sur nos investissements parce que d'ores et déjà, Antoine l'a dit, il faut recourir à l'emprunt. Cette situation est inquiétante, par conséquent à la fois pour le présent et pour l'avenir. Pour le présent, nous tenons à remercier la disponibilité, l'écoute des services notamment lors de l'atelier permanent qui permet à ceux qui assistent de pouvoir poser toutes les questions et de pouvoir être impliqués dans la gestion de l'Agglomération au service des citoyens. De ce point de vue-là, il faut remercier cette initiative qui permet de voir qu'en fait c'est ici que pour l'essentiel se nouent les choix qui sont ensuite effectués par l'Agglomération, et ces débats budgétaires sont des débats qui sont très importants dans la mesure où ils vont impacter ensuite les choix politiques. Lorsqu'on regarde les choses de près, on acte avec satisfaction que l'essentiel, comme l'a dit Antoine, est préservé, s'agissant notamment des améliorations apportées au traitement des salariés de m2A, de la même manière que pour ce qui concerne le périscolaire, je pourrais développer quelques autres exemples et que globalement l'ambition est maintenue. Cependant on peut noter quand même un certain nombre de coupes qui apparaissent, qui sont de légères à fortes. Lorsqu'on regarde justement le chapitre charges générales, on peut noter une petite inflexion à la baisse s'agissant de la petite enfance, mais également concernant le chapitre inclusion parentalité périscolaire, de la même manière pour les musées, un petit peu également pour le sport. De notre point de vue, évidemment, il aurait mieux valu rester au moins à moyens constants, et ce n'est pas le cas, nous le déplorons. Ces économies, évidemment cela peut devenir aussi demain l'horizon vers lequel on sera condamné si rien ne change. En effet, vous le savez tous parce que vous êtes impliqués dans la vie du territoire, l'horizon économique s'assombrit : le chômage augmente, la croissance est à l'arrêt ou presque dans le territoire et les entreprises sont frileuses. Un certain nombre de recettes dont nous disposons aujourd'hui vont peut-être demain baisser encore au-delà des responsabilités de l'État, et on pourrait être amené par conséquent dès l'année prochaine, je tiens à souligner la fragilité de la situation dans laquelle nous sommes puisque le budget qu'on fait aujourd'hui, c'est un budget qui est fait « d'expédients ». On essaie de sauver les meubles et si on ne prend pas garde à la situation, si on ne prend pas des mesures de manière assez urgente, on peut se retrouver l'année prochaine à devoir voter une nouvelle augmentation de la taxe foncière ou bien à recourir à de nouveaux emprunts, ou bien, et Dieu nous en préserve, à couper dans ce qui fait l'originalité de m2A dans le développement des services de proximité. Par rapport à cette situation dans laquelle nous sommes, nous tenons, nous, à exprimer notre rejet effectivement de cette politique qui conduit tout le temps à demander aux collectivités de payer des déficits dont ils ne sont pas responsables, avec derrière toute l'implication qu'il y a, mais en même temps, il faut qu'on pense aussi à l'intérieur des masses budgétaires desquelles nous sommes responsables, peut-être à utiliser des leviers qui nous appartiennent. J'ai eu l'occasion ici d'exprimer souvent une demande précise, à savoir *« essayons de travailler pour un nouveau pacte financier et fiscal »*. Il y a 68 M€ qui servent évidemment, et j'entends bien que tout ceci se fasse dans le cadre d'un consensus entre les uns et les autres, mais la mise en place d'un tel atelier permettrait peut-être d'avoir un levier pour développer des politiques publiques qui soient faites dans l'intérêt de tous, sans vouloir prendre aux uns pour donner aux autres. Donc il me semble qu'il faut qu'on ait à la fois une action, comme vous l'avez dit Monsieur le Président, en direction de l'État pour lui dire le DILICO, il faut l'abroger ; pour

lui dire il faut un rétablissement progressif de la CVAE ; il faut abandonner ou compenser en tout cas l'augmentation qui est demandée aux collectivités pour les caisses de retraite cela va de soi ; mais en même temps peut-être également nous-mêmes nous interroger, à partir de 2026, et déjà dès cette année, sur la mise en place d'un nouveau pacte financier fiscal qui pourrait permettre de regarder l'avenir avec un peu plus de sérénité. Pour toutes ces raisons, pour marquer cette volonté, et cette volonté d'alerter aussi sur la situation, pour notre groupe, on acte les choses qui sont bonnes, mais en même temps on ne veut pas non plus laisser croire à la population, laisser croire au gouvernement qu'on est là à les regarder faire sans prendre nos responsabilités, donc pour toutes ces raisons, on s'abstiendra. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Monsieur SIMEONI, Florian COLOM.

M. COLOM : Merci Monsieur le Président, chers collègues, merci Antoine pour la présentation que tu as faite, et je tiens aussi à souligner le travail mené par les agents de la collectivité sur ce volet financier. En cette période marquée par des défis économiques, sociaux et environnementaux sans précédent, notre Agglomération se doit d'affirmer avec force et conviction un certain nombre de valeurs fondamentales qui constituent le socle de notre cohésion territoriale, en tête desquelles nous retrouvons la solidarité sur laquelle je souhaiterais plus particulièrement m'attarder ce soir. Le budget que nous nous apprêtons à voter doit refléter cet engagement indéfectible envers tous nos concitoyens, en particulier les plus vulnérables. La conjoncture nationale et internationale actuelle nous confronte à des défis majeurs. Donc, dans ce contexte, nos politiques de solidarité doivent être renforcées et adaptées. En ce sens, sur le plan national, le récent pacte des solidarités, qui prévoit une augmentation de 50% des crédits alloués à la lutte contre la pauvreté, est une avancée. Il est impératif que notre Agglomération s'inscrive pleinement dans cette dynamique en mobilisant les ressources nécessaires pour soutenir les populations fragilisées. Les collectivités territoriales, et en particulier les agglomérations, jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des politiques de solidarité. Elles sont au plus près des réalités locales et disposent aux côtés des communes de la capacité d'agir efficacement pour répondre aux besoins spécifiques de leurs administrés. Cependant, comme le souligne le rapport public annuel 2023 de la Cour des Comptes, la décentralisation des politiques sociales reste inaboutie, nécessitant une clarification des compétences et une allocation adaptée des ressources. Il est donc essentiel que nous plaidions pour une meilleure reconnaissance de notre rôle et pour des moyens à la hauteur de nos missions. Pour autant, nous ne devons pas renoncer au fait de poser à l'avenir davantage de jalons concrets et solides dans nos domaines de compétences et à la hauteur de nos moyens, dans des services publics d'importance tels que le périscolaire, le service de l'eau ou encore dans le domaine des transports en commun, même s'il faut noter ce que tu as relevé Antoine, en matière de subventions, notamment sur le domaine de l'insertion. La solidarité ne peut être pleinement effective sans l'implication active de nos concitoyens. Encourager la participation citoyenne dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques renforcent leur légitimité et leur efficacité. Les citoyens, en tant qu'acteurs de terrain, apportent une expertise précieuse sur les besoins réels et les solutions adaptées. Le rapport de l'inspection générale des affaires sociales sur la participation citoyenne dans les politiques de solidarité met en lumière l'importance de cette démarche. Sur ce plan, notre Agglomération est exemplaire tant par l'existence active de notre Conseil de Développement et nous

avons la chance d'avoir avec nous ce soir son président Philippe AUBERT, que par leur implication dans les forums et autres temps communautaires. Notre territoire est riche de sa diversité, qu'elle soit sociale, économique ou culturelle. Cependant, cette diversité s'accompagne de disparités qui nous incombent de réduire. La solidarité intracommunautaire est essentielle pour assurer une répartition équitable des ressources et des services publics. Il est de notre responsabilité de veiller à ce que chaque commune, chaque quartier bénéficie des mêmes opportunités en matière d'éducation, de santé et de logement, aussi en termes d'emploi. En ce sens, le travail réalisé dans le cadre du pacte financier et fiscal sur la revalorisation de la DSC et l'amélioration des critères pratiqués est une avancée notable, sans oublier les projets financés par les fonds de concours. Cette équité territoriale est le gage d'une Agglomération harmonieuse et prospère dans laquelle chacun a sa place, chacun est respecté. Le budget que nous allons adopter est, et doit continuer d'être le reflet de notre engagement collectif en faveur d'une Agglomération solidaire, équitable et résiliente. En renforçant nos politiques de solidarité, en assurant une répartition juste des ressources et en impliquant nos concitoyens dans la construction de notre avenir commun, nous poserons les bases d'un territoire où chacun trouve sa place et peut s'épanouir pleinement. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Florian. D'autres prises de parole ? Je n’en vois pas, on peut passer au vote. Je vous rappelle qu’on est obligé de passer un budget après l'autre. Concernant l'approbation du budget principal : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 80 + 16 procurations.
Abstentions (4) : Nadia EL HAJJAJI (représentée par Maëlle PAUGAM) Loïc MINERY, Maëlle PAUGAM et Joseph SIMEONI.

La délibération est votée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

5° BUDGET ANNEXE DE L'EAU : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 (7.1.1/2563C)

Le projet de budget primitif 2025 du budget annexe de l'eau, élaboré selon l'instruction comptable M49 ; est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 76 492 214 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	**54 176 970**	**54 176 970**
Dépenses ou recettes réelles	43 431 672	53 240 970
Dépenses ou recettes d'ordre	10 745 298	936 000
Section d'investissement	**22 315 244**	**22 315 244**
Dépenses ou recettes réelles	21 369 244	11 559 946
Dépenses ou recettes d'ordre	946 000	10 755 298
Budget total	**76 492 214**	**76 492 214**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe de l'eau 2025.

PJ : (2)
- Budget primitif 2025
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900065	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif (projet de budget)

BUDGET : EAU (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 22
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 32
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 33
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 34
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 35
A3.2 - Etalement des provisions 36
A4.1 - Equilibre des opérations financières 37
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 38
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 39
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 40
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 41
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 42

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 17 décembre 2010.

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	54 176 970,00	54 176 970,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	54 176 970,00	54 176 970,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	22 315 244,00	22 315 244,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	22 315 244,00	22 315 244,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	76 492 214,00	76 492 214,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	28 107 045,00	0,00	31 213 646,00	31 213 646,00	31 213 646,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 556 715,00	0,00	6 679 050,00	6 679 050,00	6 679 050,00
014	Atténuations de produits	6 530 498,00	0,00	4 700 000,00	4 700 000,00	4 700 000,00
65	Autres charges de gestion courante	180 000,00	0,00	156 500,00	156 500,00	156 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**41 374 258,00**	**0,00**	**42 749 196,00**	**42 749 196,00**	**42 749 196,00**
66	Charges financières	352 775,00	0,00	360 176,00	360 176,00	360 176,00
67	Charges exceptionnelles	155 300,00	0,00	322 300,00	322 300,00	322 300,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**41 882 333,00**	**0,00**	**43 431 672,00**	**43 431 672,00**	**43 431 672,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*667 215,00*		*4 277 098,00*	*4 277 098,00*	*4 277 098,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*6 518 360,00*		*6 468 200,00*	*6 468 200,00*	*6 468 200,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***7 185 575,00***		***10 745 298,00***	***10 745 298,00***	***10 745 298,00***
TOTAL		**49 067 908,00**	**0,00**	**54 176 970,00**	**54 176 970,00**	**54 176 970,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**54 176 970,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	1 050 100,00	0,00	1 000 100,00	1 000 100,00	1 000 100,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	46 175 943,00	0,00	51 867 370,00	51 867 370,00	51 867 370,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	300 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	69 900,00	0,00	183 000,00	183 000,00	183 000,00
Total des recettes de gestion des services		**47 595 943,00**	**0,00**	**53 100 470,00**	**53 100 470,00**	**53 100 470,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	73 185,00	0,00	140 500,00	140 500,00	140 500,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**47 669 128,00**	**0,00**	**53 240 970,00**	**53 240 970,00**	**53 240 970,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 398 780,00*		*936 000,00*	*936 000,00*	*936 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 398 780,00***		***936 000,00***	***936 000,00***	***936 000,00***
TOTAL		**49 067 908,00**	**0,00**	**54 176 970,00**	**54 176 970,00**	**54 176 970,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**54 176 970,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**9 809 298,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	**A3**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	463 000,00	0,00	221 000,00	221 000,00	221 000,00
21	Immobilisations corporelles	1 983 897,00	0,00	2 265 000,00	2 265 000,00	2 265 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 486 476,00	0,00	13 420 000,00	13 420 000,00	13 420 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**11 933 373,00**	**0,00**	**15 906 000,00**	**15 906 000,00**	**15 906 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 569 663,00	0,00	5 463 244,00	5 463 244,00	5 463 244,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**5 599 663,00**	**0,00**	**5 463 244,00**	**5 463 244,00**	**5 463 244,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**17 533 036,00**	**0,00**	**21 369 244,00**	**21 369 244,00**	**21 369 244,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 398 780,00*		*936 000,00*	*936 000,00*	*936 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*82 540,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 481 320,00***		***946 000,00***	***946 000,00***	***946 000,00***
TOTAL		**19 014 356,00**	**0,00**	**22 315 244,00**	**22 315 244,00**	**22 315 244,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 315 244,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	2 457 204,00	0,00	5 400 000,00	5 400 000,00	5 400 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	9 286 037,00	0,00	6 159 946,00	6 159 946,00	6 159 946,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 743 241,00**	**0,00**	**11 559 946,00**	**11 559 946,00**	**11 559 946,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - EAU - BP (projet de budget) - 2025

Total des recettes réelles d'investissement		**11 746 241,00**	**0,00**	**11 559 946,00**	**11 559 946,00**	**11 559 946,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*667 215,00*		*4 277 098,00*	*4 277 098,00*	*4 277 098,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*6 518 360,00*		*6 468 200,00*	*6 468 200,00*	*6 468 200,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*82 540,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***7 268 115,00***		***10 755 298,00***	***10 755 298,00***	***10 755 298,00***
TOTAL		**19 014 356,00**	**0,00**	**22 315 244,00**	**22 315 244,00**	**22 315 244,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 315 244,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**9 809 298,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
BALANCE GENERALE DU BUDGET	**B1**

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	31 213 646,00		31 213 646,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 679 050,00		6 679 050,00
014	Atténuations de produits	4 700 000,00		4 700 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	156 500,00		156 500,00
66	Charges financières	360 176,00	*0,00*	360 176,00
67	Charges exceptionnelles	322 300,00	*10 000,00*	332 300,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*6 458 200,00*	6 458 200,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*4 277 098,00*	4 277 098,00
Dépenses d'exploitation – Total		**43 431 672,00**	***10 745 298,00***	**54 176 970,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**54 176 970,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*436 000,00*	436 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	5 463 244,00	*0,00*	5 463 244,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	221 000,00	0,00	221 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	2 265 000,00	510 000,00	2 775 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	13 420 000,00	0,00	13 420 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**21 369 244,00**	***946 000,00***	**22 315 244,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 315 244,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
BALANCE GENERALE DU BUDGET	**B2**

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	1 000 100,00		1 000 100,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	51 867 370,00		51 867 370,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*500 000,00*	500 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	50 000,00		50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	183 000,00		183 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	140 500,00	*436 000,00*	576 500,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**53 240 970,00**	***936 000,00***	**54 176 970,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**54 176 970,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	5 400 000,00	*0,00*	5 400 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*18 000,00*	18 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 159 946,00	*0,00*	6 159 946,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*5 000,00*	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*5 000,00*	5 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*6 200 000,00*	6 200 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*10 000,00*	10 000,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*240 200,00*	240 200,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*4 277 098,00*	4 277 098,00
Recettes d'investissement – Total		**11 559 946,00**	***10 755 298,00***	**22 315 244,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 315 244,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**28 107 045,00**	**31 213 646,00**	**31 213 646,00**
60222	Produits d'entretien	0,00	10 000,00	10 000,00
60227	Pièces de rechange	290 000,00	290 000,00	290 000,00
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	640 000,00	640 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	900 000,00	890 000,00	890 000,00
605	Achats d'eau	1 200 000,00	600 000,00	600 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 616 000,00	1 695 000,00	1 695 000,00
6062	Produits de traitement	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	202 120,00	202 620,00	202 620,00
6064	Fournitures administratives	15 240,00	13 540,00	13 540,00
6066	Carburants	119 750,00	32 750,00	32 750,00
6068	Autres matières et fournitures	20 950,00	39 500,00	39 500,00
6071	Compteurs	5 000,00	5 000,00	5 000,00
611	Sous-traitance générale	324 000,00	27 000,00	27 000,00
6132	Locations immobilières	8 000,00	5 000,00	5 000,00
6135	Locations mobilières	17 000,00	21 000,00	21 000,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	13 500,00	19 500,00	19 500,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	60 000,00	50 000,00	50 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	440 800,00	522 000,00	522 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	590 000,00	590 000,00	590 000,00
61551	Entretien matériel roulant	133 500,00	4 000,00	4 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	10 000,00	60 200,00	60 200,00
6156	Maintenance	1 133 000,00	890 000,00	890 000,00
6161	Multirisques	10 000,00	2 500,00	2 500,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6168	Autres	53 000,00	3 000,00	3 000,00
617	Etudes et recherches	170 000,00	221 000,00	221 000,00
618	Divers	286 350,00	432 600,00	432 600,00
6226	Honoraires	11 500,00	2 500,00	2 500,00
6228	Divers	244 200,00	230 000,00	230 000,00
6231	Annonces et insertions	4 500,00	3 500,00	3 500,00
6236	Catalogues et imprimés	500,00	500,00	500,00
6238	Divers	85 000,00	72 000,00	72 000,00
6241	Transports sur achats	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6251	Voyages et déplacements	5 300,00	5 300,00	5 300,00
6256	Missions	850,00	850,00	850,00
6257	Réceptions	16 000,00	16 000,00	16 000,00
6261	Frais d'affranchissement	26 000,00	18 000,00	18 000,00
6262	Frais de télécommunications	58 000,00	100 000,00	100 000,00
627	Services bancaires et assimilés	8 000,00	8 100,00	8 100,00
6281	Concours divers (cotisations)	95 110,00	105 650,00	105 650,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	42 300,00	39 000,00	39 000,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	0,00	449 300,00	449 300,00
62878	Remb. frais à des tiers	4 000,00	4 000,00	4 000,00
6288	Autres	800 000,00	700 000,00	700 000,00
63512	Taxes foncières	151 000,00	152 000,00	152 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6358	Autres droits	0,00	200,00	200,00
63718	Autres	797 000,00	730 000,00	730 000,00
6378	Autres taxes et redevances	17 463 575,00	21 274 536,00	21 274 536,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 556 715,00**	**6 679 050,00**	**6 679 050,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	8 000,00	28 000,00	28 000,00
6218	Autre personnel extérieur	247 700,00	50 000,00	50 000,00
6331	Versement de mobilité	0,00	600,00	600,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	100,00	300,00	300,00
6333	Particip. employeurs format° pro. cont.	0,00	400,00	400,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 000,00	1 600,00	1 600,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	250,00	450,00	450,00
6411	Salaires, appointements, commissions	6 275 265,00	6 543 000,00	6 543 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6413	Primes et gratifications	0,00	700,00	700,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	9 000,00	9 000,00
6415	Supplément familial	0,00	1 000,00	1 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	7 000,00	12 000,00	12 000,00
6452	Cotisations aux mutuelles	0,00	400,00	400,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	14 500,00	23 300,00	23 300,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	0,00	1 000,00	1 000,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	1 000,00	2 400,00	2 400,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	800,00	800,00	800,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	100,00	100,00
6478	Autres charges sociales diverses	500,00	500,00	500,00
648	Autres charges de personnel	500,00	3 500,00	3 500,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**6 530 498,00**	**4 700 000,00**	**4 700 000,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	3 920 539,00	4 700 000,00	4 700 000,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	2 609 959,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**180 000,00**	**156 500,00**	**156 500,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	2 500,00	2 500,00
6531	Indemnités élus	38 500,00	38 500,00	38 500,00
6532	Frais de mission élus	200,00	200,00	200,00
6533	Cotisations de retraite élus	2 300,00	2 300,00	2 300,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	2 900,00	2 900,00	2 900,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	50 000,00	50 000,00
6542	Créances éteintes	50 000,00	50 000,00	50 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	36 100,00	10 100,00	10 100,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**41 374 258,00**	**42 749 196,00**	**42 749 196,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**352 775,00**	**360 176,00**	**360 176,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	345 775,00	340 176,00	340 176,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	5 000,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	2 000,00	20 000,00	20 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**155 300,00**	**322 300,00**	**322 300,00**
6711	Pénalités de retard sur marchés	300,00	300,00	300,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	50 000,00	10 000,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	12 000,00	12 000,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	75 000,00	50 000,00	50 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	20 000,00	250 000,00	250 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**41 882 333,00**	**43 431 672,00**	**43 431 672,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***667 215,00***	***4 277 098,00***	***4 277 098,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***6 518 360,00***	***6 468 200,00***	***6 468 200,00***
6742	*Subventions exceptionnelles d'équipement*	*110 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*6 109 680,00*	*6 200 000,00*	*6 200 000,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*230 000,00*	*230 000,00*	*230 000,00*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*18 000,00*	*18 000,00*	*18 000,00*
6817	*Dot. dépréc. actifs circulants*	*40 480,00*	*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*10 200,00*	*10 200,00*	*10 200,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***7 185 575,00***	***10 745 298,00***	***10 745 298,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***7 185 575,00***	***10 745 298,00***	***10 745 298,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**49 067 908,00**	**54 176 970,00**	**54 176 970,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**54 176 970,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	85 797,22
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	85 797,22
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**1 050 100,00**	**1 000 100,00**	**1 000 100,00**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	640 000,00	640 000,00	640 000,00
64198	Autres remboursements	410 000,00	360 000,00	360 000,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	100,00	100,00	100,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**46 175 943,00**	**51 867 370,00**	**51 867 370,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	13 810 878,00	22 117 524,00	22 117 524,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	4 115 539,00	4 700 000,00	4 700 000,00
70128	Autres taxes et redevances	4 351 432,00	1 951 833,00	1 951 833,00
703	Ventes de produits résiduels	10 000,00	10 000,00	10 000,00
704	Travaux	140 000,00	540 000,00	540 000,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	18 609 853,00	20 194 536,00	20 194 536,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	2 733 959,00	0,00	0,00
7064	Locations de compteurs	2 046 122,00	2 233 477,00	2 233 477,00
7068	Autres prestations de services	102 000,00	120 000,00	120 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	99 750,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	156 410,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**300 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
747	Subv. et participat° collectivités	150 000,00	0,00	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	150 000,00	50 000,00	50 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**69 900,00**	**183 000,00**	**183 000,00**
7588	Autres	69 900,00	183 000,00	183 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**47 595 943,00**	**53 100 470,00**	**53 100 470,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**73 185,00**	**140 500,00**	**140 500,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	20 000,00	20 000,00	20 000,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	2 000,00	500,00	500,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00	100 000,00	100 000,00
778	Autres produits exceptionnels	41 185,00	20 000,00	20 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**47 669 128,00**	**53 240 970,00**	**53 240 970,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 398 780,00***	***936 000,00***	***936 000,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*485 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*513 780,00*	*436 000,00*	*436 000,00*
791	*Transferts de charges d'exploitation*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 398 780,00***	***936 000,00***	***936 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**49 067 908,00**	**54 176 970,00**	**54 176 970,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**54 176 970,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**463 000,00**	**221 000,00**	**221 000,00**
2031	Frais d'études	50 000,00	50 000,00	50 000,00
2033	Frais d'insertion	3 000,00	1 000,00	1 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	410 000,00	170 000,00	170 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 983 897,00**	**2 265 000,00**	**2 265 000,00**
2111	Terrains nus	20 000,00	20 000,00	20 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 253 897,00	800 000,00	800 000,00
2154	Matériel industriel	125 000,00	335 000,00	335 000,00
2155	Outillage industriel	20 000,00	20 000,00	20 000,00
21561	Service de distribution d'eau	350 000,00	670 000,00	670 000,00
2182	Matériel de transport	150 000,00	300 000,00	300 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	25 000,00	35 000,00	35 000,00
2184	Mobilier	25 000,00	30 000,00	30 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 000,00	55 000,00	55 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**9 486 476,00**	**13 420 000,00**	**13 420 000,00**
2312	Terrains	700 000,00	70 000,00	70 000,00
2313	Constructions	3 959 605,00	1 910 000,00	1 910 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 826 871,00	11 440 000,00	11 440 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**11 933 373,00**	**15 906 000,00**	**15 906 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**
13188	des tiers	30 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 569 663,00**	**5 463 244,00**	**5 463 244,00**
1641	Emprunts en euros	1 549 663,00	1 446 244,00	1 446 244,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	17 000,00	17 000,00
16878	Remboursements des autres dettes	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**5 599 663,00**	**5 463 244,00**	**5 463 244,00**
4581000023	OPERATIONS 2023 (6)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**17 533 036,00**	**21 369 244,00**	**21 369 244,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 398 780,00***	***936 000,00***	***936 000,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***513 780,00***	***436 000,00***	***436 000,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*285 730,00*	*207 950,00*	*207 950,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*33 730,00*	*33 730,00*	*33 730,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*4 410,00*	*4 410,00*	*4 410,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*1 260,00*	*1 260,00*	*1 260,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*14 760,00*	*14 760,00*	*14 760,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*29 110,00*	*29 110,00*	*29 110,00*
139188	*des tiers*	*144 780,00*	*144 780,00*	*144 780,00*
	Charges transférées	***885 000,00***	***500 000,00***	***500 000,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*485 000,00*	*500 000,00*	*500 000,00*
4818	*Charges à étaler*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***82 540,00***	***10 000,00***	***10 000,00***
21561	*Service de distribution d'eau*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
2158	*Autres*	*11 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*51 540,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 481 320,00***	***946 000,00***	***946 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**19 014 356,00**	**22 315 244,00**	**22 315 244,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	RESTES A REALISER N-1 (10)			0,00
				+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			22 315 244,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**2 457 204,00**	**5 400 000,00**	**5 400 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	2 282 704,00	4 300 000,00	4 300 000,00
1314	Subv. équipt Communes	54 500,00	0,00	0,00
13188	des tiers	120 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**9 286 037,00**	**6 159 946,00**	**6 159 946,00**
1641	Emprunts en euros	5 286 037,00	2 159 946,00	2 159 946,00
16878	Remboursements des autres dettes	4 000 000,00	4 000 000,00	4 000 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'équipement		**11 743 241,00**	**11 559 946,00**	**11 559 946,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes financières		**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL RECETTES REELLES		**11 746 241,00**	**11 559 946,00**	**11 559 946,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***667 215,00***	***4 277 098,00***	***4 277 098,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***6 518 360,00***	***6 468 200,00***	***6 468 200,00***
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*68 680,00*	*18 000,00*	*18 000,00*
28031	*Frais d'études*	*2 750,00*	*2 750,00*	*2 750,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*244 780,00*	*244 780,00*	*244 780,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*306,00*	*306,00*	*306,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*530,00*	*530,00*	*530,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*18 450,00*	*18 450,00*	*18 450,00*
28131	*Bâtiments*	*248 305,00*	*248 305,00*	*248 305,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*198 410,00*	*198 410,00*	*198 410,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*1 860,00*	*1 860,00*	*1 860,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 550,00*	*3 550,00*	*3 550,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 096 320,00*	*3 106 840,00*	*3 106 840,00*
28154	*Matériel industriel*	*169 020,00*	*169 020,00*	*169 020,00*
28155	*Outillage industriel*	*18 900,00*	*18 900,00*	*18 900,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 079 020,00*	*1 076 020,00*	*1 076 020,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 460,00*	*21 460,00*	*21 460,00*
28158	*Autres*	*859 804,00*	*859 804,00*	*859 804,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*81 100,00*	*81 100,00*	*81 100,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*800,00*	*800,00*	*800,00*
28182	*Matériel de transport*	*95 420,00*	*91 420,00*	*91 420,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*33 380,00*	*30 880,00*	*30 880,00*
28184	*Mobilier*	*13 510,00*	*13 510,00*	*13 510,00*
28188	*Autres*	*11 805,00*	*11 305,00*	*11 305,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*10 200,00*	*10 200,00*	*10 200,00*
4818	*Charges à étaler*	*230 000,00*	*230 000,00*	*230 000,00*
4582000023	*OPERATION 2023*	*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***7 185 575,00***	***10 745 298,00***	***10 745 298,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***82 540,00***	***10 000,00***	***10 000,00***
2033	*Frais d'insertion*	*71 540,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*11 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - EAU - BP (projet de budget) - 2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***7 268 115,00***	***10 755 298,00***	***10 755 298,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**19 014 356,00**	**22 315 244,00**	**22 315 244,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 315 244,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**13 688 602,87**									
1641 Emprunts en euros (total)					13 688 602,87									
6001	CREDIT MUTUEL	07/03/2017	01/01/2023	31/03/2023	66 559,20	F	Taux fixe à 1.35 %	1,350	1,360	EUR	T	P	O	A-1
6002	CREDIT MUTUEL	02/05/2018	01/01/2023	31/03/2023	140 668,83	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	P	O	A-1
6003	CREDIT MUTUEL	09/10/2018	01/01/2023	31/03/2023	73 540,59	F	Taux fixe à 1.25 %	1,250	1,260	EUR	T	P	O	A-1
6004	CREDIT AGRICOLE	26/06/2019	01/01/2023	31/03/2023	195 165,94	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	1,060	EUR	T	P	O	A-1
6005	CREDIT MUTUEL	05/11/2009	01/01/2023	31/03/2023	156 176,61	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,180	3,270	EUR	T	P	O	A-1
6006	SFIL CAFFIL	25/11/2019	01/01/2023	01/03/2023	170 000,00	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	0,980	EUR	T	C	O	A-1
6008	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	486 992,25	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	P	O	A-1
6009	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,450	EUR	T	P	O	A-1
6010	CREDIT MUTUEL	23/10/2018	01/01/2023	31/01/2023	143 057,74	F	Taux fixe à 1.44 %	1,440	1,450	EUR	T	P	O	A-1
6011	SFIL CAFFIL	01/01/2023	01/01/2023	01/06/2023	8 881,82	F	Taux fixe à 6.17 %	6,170	6,170	EUR	A	C	O	A-1
6012	CREDIT MUTUEL	18/12/2007	01/01/2023	31/01/2023	51 785,53	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,590	EUR	M	P	O	A-1
6013	CREDIT MUTUEL	27/11/2010	01/01/2023	31/01/2023	21 999,52	F	Taux fixe à 3.2 %	3,200	3,250	EUR	M	C	O	A-1
6014	CREDIT MUTUEL	19/10/2017	01/01/2023	31/03/2023	29 805,78	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	P	O	A-1
6015	CREDIT MUTUEL	06/12/2018	01/01/2023	31/03/2023	270 000,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	0,930	EUR	T	C	O	A-1
6016	SFIL CAFFIL	28/07/2020	01/01/2023	02/01/2023	225 000,00	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,200	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
6019	CREDIT MUTUEL	13/03/2006	01/01/2023	30/06/2023	40 528,01	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,450	EUR	A	P	O	A-1
6020	CREDIT MUTUEL	01/09/2015	01/01/2023	28/02/2023	38 250,00	F	Taux fixe à 2.1 %	2,100	2,120	EUR	T	C	O	A-1
6021	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	155 290,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,450	1,460	EUR	T	P	O	A-1
6022	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	284 132,10	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	P	O	A-1
6023	CREDIT AGRICOLE	05/03/2021	01/01/2023	31/03/2023	72 222,23	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR	T	C	O	A-1
6024	CREDIT AGRICOLE	26/04/2016	01/01/2023	31/01/2023	25 290,98	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	T	P	O	A-1
6026	CREDIT MUTUEL	20/12/2005	01/01/2023	31/03/2023	33 651,42	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	P	O	A-1
6027	CREDIT MUTUEL	28/12/2006	01/01/2023	31/03/2023	56 141,44	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
6028	CREDIT MUTUEL	02/01/2008	01/01/2023	31/03/2023	82 355,13	F	Taux fixe à 4.55 %	4,550	4,630	EUR	T	P	O	A-1
6029	CAISSE D'EPARGNE	24/12/2008	01/01/2023	31/03/2023	53 204,92	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
6030	CREDIT MUTUEL	28/12/2010	01/01/2023	31/03/2023	135 390,98	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	3,500	EUR	T	P	O	A-1
6031	SFIL CAFFIL	27/12/2012	01/01/2023	01/02/2023	102 201,40	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	4,220	EUR	A	P	O	A-1
6032	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/09/2015	01/01/2023	01/11/2023	73 125,00	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	3,000	3,040	EUR	A	C	O	A-1
6033	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2016	01/01/2023	31/03/2023	289 489,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,160	EUR	T	P	O	A-1
6034	SFIL CAFFIL	18/09/2019	01/01/2023	01/02/2023	120 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,490	EUR	T	C	O	A-1
6035	CREDIT MUTUEL	26/10/2010	01/01/2023	31/03/2023	121 189,93	F	Taux fixe à 3.02 %	3,020	3,050	EUR	T	P	O	A-1
6036	CREDIT MUTUEL	03/06/2010	01/01/2023	31/03/2023	16 899,77	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,620	EUR	T	P	O	A-1
6037	CREDIT MUTUEL	18/01/2011	01/01/2023	31/03/2023	32 985,23	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	P	O	A-1
6038	CAISSE D'EPARGNE	27/11/2019	01/01/2023	25/03/2023	43 999,96	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	0,790	EUR	T	C	O	A-1
6039	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	30/06/2023	338 508,43	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
6040	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/02/2023	408 934,61	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
6041	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	31/03/2023	357 351,54	F	Taux fixe à 4.95 %	4,950	5,040	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
6042	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/05/2023	349 249,18	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	3,750	EUR	A	P	O	A-1
6043	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	610 328,49	F	Taux fixe à 2.25 %	2,250	2,270	EUR	T	P	O	A-1
6044	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2023	01/01/2023	01/05/2023	747 500,00	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	2,000	2,030	EUR	A	C	O	A-1
6045	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	220 466,36	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	P	O	A-1
6046	CREDIT AGRICOLE	01/01/2023	01/01/2023	31/01/2023	488 397,90	F	Taux fixe à 1.48 %	1,480	1,490	EUR	T	P	O	A-1
6047	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	127 246,25	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	1,210	EUR	T	P	O	A-1
6048	CREDIT MUTUEL	12/05/2022	01/01/2023	31/03/2023	278 322,24	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	0,800	EUR	T	P	O	A-1
6049	CAISSE D'EPARGNE	30/06/2013	01/01/2023	31/03/2023	146 666,54	F	Taux fixe à 3.32 %	3,320	3,360	EUR	T	C	O	A-1
6050	CAISSE D'EPARGNE	01/01/2023	01/01/2023	31/12/2023	64 465,05	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	1,300	EUR	A	P	O	A-1
6052	CREDIT FONCIER DE FRANCE	31/12/2003	01/01/2023	31/03/2023	733 333,08	F	Taux fixe à 4.31 %	4,310	4,380	EUR	T	C	O	A-1
6053	SFIL CAFFIL	12/12/2003	01/01/2023	02/01/2023	749 999,75	F	Taux fixe à 4.26 %	4,260	4,330	EUR	T	C	O	A-1
6054	SFIL CAFFIL	03/12/2019	01/01/2023	01/02/2023	425 000,03	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
6055	SFIL CAFFIL	06/07/2010	01/01/2023	01/02/2023	41 660,65	F	Taux fixe à 2.16 %	2,160	2,180	EUR	T	P	O	A-1
6056	CREDIT MUTUEL	02/10/2010	01/01/2023	31/01/2023	125 358,48	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,090	EUR	M	P	O	A-1
6057	CREDIT MUTUEL	01/01/2023	01/01/2023	28/02/2023	167 212,11	F	Taux fixe à 4.45 %	4,450	4,520	EUR	T	P	O	A-1
6059	SFIL CAFFIL	11/12/2013	01/01/2023	02/01/2023	284 304,12	F	Taux fixe à 3.85 %	3,850	3,960	EUR	T	P	O	A-1
6060	SFIL CAFFIL	29/07/2015	01/01/2023	02/01/2023	46 399,92	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,360	EUR	T	P	O	A-1
6061	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2015	01/01/2023	31/03/2023	314 666,76	F	Taux fixe à 1.5 %	1,500	1,510	EUR	T	C	O	A-1
6062	CAISSE D'EPARGNE	04/04/2017	01/01/2023	31/03/2023	139 788,94	F	Taux fixe à 2.05 %	2,050	2,070	EUR	T	C	O	A-1
6063	SFIL CAFFIL	15/05/2018	01/01/2023	01/07/2023	366 666,66	F	Taux fixe à 0.91 %	0,910	0,910	EUR	A	C	O	A-1
6064	SFIL CAFFIL	10/05/2019	01/01/2023	02/01/2023	399 999,98	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	0,970	EUR	S	C	O	A-1

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - EAU - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
6065	SFIL CAFFIL	14/11/2019	01/01/2023	02/01/2023	125 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	S	C	O	A-1
6066	SFIL CAFFIL	08/06/2021	01/01/2023	01/07/2023	169 875,03	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	0,420	EUR	A	C	O	A-1
6067	SFIL CAFFIL	24/06/2022	01/01/2023	01/02/2023	987 500,00	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,810	2,890	EUR	T	C	O	A-1
6068	CREDIT MUTUEL	09/01/2018	01/01/2023	31/03/2023	215 360,86	F	Taux fixe à 1.15 %	1,150	1,160	EUR	T	P	O	A-1
6069	CREDIT AGRICOLE	27/10/2022	01/01/2023	31/01/2023	300 000,00	F	Taux fixe à 1.53 %	1,530	1,540	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**13 688 602,87**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**10 766 598,93**					**1 446 243,71**	**265 289,54**	**0,00**	**52 662,75**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		10 766 598,93					1 446 243,71	265 289,54	0,00	52 662,75
6001	N	0,00	A-1	57 970,64	12,25	F	Taux fixe à 1.35 %	1,360	4 381,88	760,48	0,00	0,00
6002	N	0,00	A-1	114 615,69	8,25	F	Taux fixe à 1.25 %	1,260	13 272,48	1 370,64	0,00	0,00
6003	N	0,00	A-1	60 595,05	8,75	F	Taux fixe à 1.25 %	1,260	6 594,95	726,61	0,00	0,00
6004	N	0,00	A-1	162 907,85	9,50	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	16 386,97	1 661,83	0,00	0,00
6005	N	0,00	A-1	113 490,57	5,00	V	(Euribor 3M + 1)-Floor -1 sur Euribor 3M	3,790	21 910,24	3 545,44	0,00	0,00
6006	N	0,00	A-1	150 000,00	14,92	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	10 000,00	1 433,26	0,00	110,52
6008	N	0,00	A-1	443 531,07	17,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	22 240,09	6 745,87	0,00	1 088,33
6009	N	0,00	A-1	126 922,31	13,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,450	8 243,34	1 783,30	0,00	284,83
6010	N	0,00	A-1	126 922,31	13,83	F	Taux fixe à 1.44 %	1,450	8 243,34	1 783,30	0,00	284,83
6011	N	0,00	A-1	2 960,62	0,42	F	Taux fixe à 6.17 %	6,170	2 960,62	182,67	0,00	0,00
6012	N	0,00	A-1	32 455,55	3,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,590	10 335,99	1 249,05	0,00	0,00
6013	N	0,00	A-1	16 499,44	6,00	F	Taux fixe à 3.2 %	3,250	2 750,04	487,66	0,00	0,00
6014	N	0,00	A-1	26 219,80	13,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	1 835,03	395,77	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6015	N	0,00	A-1	180 000,00	4,00	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	45 000,00	1 517,06	0,00	0,00
6016	N	0,00	A-1	200 000,00	15,75	F	Taux fixe à 1.19 %	1,200	12 500,00	2 324,22	0,00	551,61
6019	N	0,00	A-1	31 402,52	5,50	F	Taux fixe à 3.45 %	3,450	4 800,20	1 083,39	0,00	458,89
6020	N	0,00	A-1	32 250,00	10,67	F	Taux fixe à 2.1 %	2,120	3 000,00	653,63	0,00	51,19
6021	N	0,00	A-1	136 480,13	13,00	F	Taux fixe à 1.45 %	1,460	9 611,10	1 926,86	0,00	0,00
6022	N	0,00	A-1	251 655,01	13,58	F	Taux fixe à 1.5 %	1,510	16 606,90	3 681,70	0,00	587,62
6023	N	0,00	A-1	63 333,35	14,25	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	4 444,44	474,84	0,00	0,00
6024	N	0,00	A-1	10 946,19	1,33	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	7 279,48	81,40	0,00	6,05
6026	N	0,00	A-1	11 598,94	1,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,440	11 598,94	247,52	0,00	0,00
6027	N	0,00	A-1	29 131,56	2,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,850	14 290,68	904,96	0,00	0,00
6028	N	0,00	A-1	51 629,66	3,00	F	Taux fixe à 4.55 %	4,630	16 437,31	2 071,33	0,00	0,00
6029	N	0,00	A-1	37 014,44	4,00	F	Taux fixe à 4.45 %	4,520	8 648,73	1 504,15	0,00	0,00
6030	N	0,00	A-1	104 947,72	6,00	F	Taux fixe à 3.45 %	3,500	16 024,18	3 414,86	0,00	0,00
6031	N	0,00	A-1	70 908,61	3,08	F	Taux fixe à 4.22 %	4,220	16 643,64	2 992,34	0,00	2 092,79
6032	N	0,00	A-1	61 875,00	10,83	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	4,060	5 625,00	2 509,38	0,00	262,50
6033	N	0,00	A-1	250 928,41	12,00	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	19 615,40	2 801,28	0,00	0,00
6034	N	0,00	A-1	100 000,00	9,83	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	10 000,00	471,63	0,00	72,28
6035	N	0,00	A-1	41 617,86	1,00	F	Taux fixe à 3.02 %	3,050	41 617,86	788,48	0,00	0,00
6036	N	0,00	A-1	4 773,80	0,75	F	Taux fixe à 3.57 %	3,620	4 773,80	85,47	0,00	0,00
6037	N	0,00	A-1	11 369,31	1,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,440	11 369,31	242,63	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - EAU - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6038	N	0,00	A-1	36 666,60	9,98	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	3 666,68	278,82	0,00	3,62
6039	N	0,00	A-1	263 793,76	5,50	F	Taux fixe à 4.1 %	4,100	39 670,20	10 815,54	0,00	4 594,54
6040	N	0,00	A-1	256 094,31	2,08	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	81 627,98	11 549,85	0,00	7 190,87
6041	N	0,00	A-1	320 979,78	12,25	F	Taux fixe à 4.95 %	5,040	19 572,74	15 528,90	0,00	0,00
6042	N	0,00	A-1	281 316,63	6,42	F	Taux fixe à 3.75 %	3,750	35 888,60	10 549,37	0,00	5 368,74
6043	N	0,00	A-1	445 616,58	4,91	F	Taux fixe à 2.25 %	2,270	85 169,49	9 311,11	0,00	675,84
6044	N	0,00	A-1	632 500,00	10,33	V	(Livret A(Préfixé))-Floor -0 sur Livret A(Préfixé)	3,040	57 500,00	19 238,54	0,00	9 353,34
6045	N	0,00	A-1	191 079,67	11,33	F	Taux fixe à 1.8 %	1,810	15 093,95	3 337,93	0,00	527,96
6046	N	0,00	A-1	422 042,49	11,33	F	Taux fixe à 1.48 %	1,490	33 920,17	6 058,55	0,00	957,37
6047	N	0,00	A-1	95 220,21	5,42	F	Taux fixe à 1.19 %	1,210	16 516,80	4 278,83	0,00	325,63
6048	N	0,00	A-1	219 875,58	7,25	F	Taux fixe à 0.8 %	0,800	29 575,54	1 670,42	0,00	0,00
6049	N	0,00	A-1	93 333,18	3,50	F	Taux fixe à 3.32 %	3,360	26 666,68	2 766,67	0,00	0,00
6050	N	0,00	A-1	39 177,50	3,00	F	Taux fixe à 1.3 %	1,300	12 890,86	509,31	0,00	0,00
6052	N	0,00	A-1	599 999,72	9,00	F	Taux fixe à 4.31 %	4,380	66 666,68	24 782,49	0,00	0,00
6053	N	0,00	A-1	616 666,39	9,00	F	Taux fixe à 4.26 %	4,330	66 666,68	25 205,00	0,00	5 792,42
6054	N	0,00	A-1	358 333,39	10,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	33 333,32	2 384,09	0,00	368,33
6055	N	0,00	A-1	11 607,86	0,58	F	Taux fixe à 2.16 %	2,180	11 607,86	125,56	0,00	0,00
6056	N	0,00	A-1	47 597,94	1,16	F	Taux fixe à 3.05 %	3,090	40 693,25	886,03	0,00	0,00
6057	N	0,00	A-1	87 303,62	1,91	F	Taux fixe à 4.45 %	4,520	42 686,02	3 179,26	0,00	165,46

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
6059	N	0,00	A-1	198 783,05	3,75	F	Taux fixe à 3.85 %	3,960	46 055,28	7 091,62	0,00	1 486,34
6060	N	0,00	A-1	32 442,44	3,75	F	Taux fixe à 3.27 %	3,360	7 516,46	983,03	0,00	206,04
6061	N	0,00	A-1	236 000,12	6,00	F	Taux fixe à 1.5 %	1,510	39 333,32	3 318,76	0,00	0,00
6062	N	0,00	A-1	15 531,98	0,25	F	Taux fixe à 2.05 %	2,070	15 531,98	79,60	0,00	0,00
6063	N	0,00	A-1	300 000,00	8,50	V	(Euribor 12M + 0.4)-Floor 0 sur Euribor 12M	4,030	33 333,33	12 090,62	0,00	3 704,15
6064	N	0,00	A-1	333 333,30	9,50	F	Taux fixe à 0.97 %	0,970	33 333,34	3 152,50	0,00	1 446,92
6065	N	0,00	A-1	105 000,00	10,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	10 000,00	625,25	0,00	288,14
6066	N	0,00	A-1	101 925,01	2,50	F	Taux fixe à 0.42 %	0,420	33 975,01	428,09	0,00	141,90
6067	N	0,00	A-1	887 500,00	17,58	V	(Euribor 3M + 0.63)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,790	50 000,00	27 656,38	0,00	3 666,07
6068	N	0,00	A-1	176 316,49	8,42	F	Taux fixe à 1.15 %	1,160	19 861,04	1 942,20	0,00	0,00
6069	N	0,00	A-1	243 607,92	7,83	F	Taux fixe à 1.53 %	1,540	28 848,51	3 562,21	0,00	547,63
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - EAU - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**10 766 598,93**					**1 446 243,71**	**265 289,54**	**0,00**	**52 662,75**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	63	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	10 766 598,93	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS**	**A2**

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000,00 €	17 décembre 2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	cpte 2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	14/10/2024
L	cpte 2033 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5	14/10/2024
L	cpte 2051 - Concessions et droits similaires	5	14/10/2024
L	cpte 2121 - Agencements et aménagements de terrains nus	20	14/10/2024
L	cpte 2125 - Agencements et aménagements de terrains bâtis	20	14/10/2024
L	cpte 21311 - Bâtiments d'exploitation	50	14/10/2024
L	cpte 21315 - Bâtiments administratifs	50	14/10/2024
L	cpte 21351 - Installations générales bâtiments d'exploitation	20	14/10/2024
L	cpte 21355 - Installations générales bâtiments administratifs	15	14/10/2024
L	cpte 21411 - Bâtiment d'exploitation sur sol autrui	50	14/10/2024
L	cpte 21451 - Installations générales bâtiment d'exploitation sur sol d'autrui	20	14/10/2024
L	cpte 2151 - Installations complexes spécialisées	10	14/10/2024
L	cpte 21531 - Réseaux d'adduction d'eau	50	14/10/2024
L	cpte 2154 - Matériel industriel	10	14/10/2024
L	cpte 2155 - Outillage industriel	20	14/10/2024
L	cpte 21561 - Service de distribution d'eau	10	14/10/2024
L	cpte 2157 - Agencement et aménagement du matériel et outillage industriels	20	14/10/2024
L	cpte 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques	10	14/10/2024
L	cpte 2182 - Matériel de transport	8	14/10/2024
L	cpte 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique	5	14/10/2024
L	cpte 2184 - Mobilier	15	14/10/2024
L	cpte 2188 - Autres	5	14/10/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**8 575,57**	**8 575,57**	**0,00**	**8 575,57**
Provisions pour dépréciation	0,00	01/01/2025	8 575,57	8 575,57	0,00	8 575,57
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**8 575,57**	**8 575,57**	**0,00**	**8 575,57**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**5 882 244,00**	**5 882 244,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**10 735 298,00**	**10 735 298,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**4 853 054,00**	**4 853 054,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES**	**A4.2**

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**5 882 244,00**	**I**	**5 882 244,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**5 446 244,00**		**5 446 244,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 446 244,00		1 446 244,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	4 000 000,00		4 000 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**436 000,00**		**436 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*436 000,00*		*436 000,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN **EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**	**A4.3**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**10 735 298,00**	**III**	**10 735 298,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**10 735 298,00**		**10 735 298,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*18 000,00*		*18 000,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*2 750,00*		*2 750,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*244 780,00*		*244 780,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*306,00*		*306,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*530,00*		*530,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*18 450,00*		*18 450,00*
28131	*Bâtiments*	*248 305,00*		*248 305,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*198 410,00*		*198 410,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*1 860,00*		*1 860,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 550,00*		*3 550,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*3 106 840,00*		*3 106 840,00*
28154	*Matériel industriel*	*169 020,00*		*169 020,00*
28155	*Outillage industriel*	*18 900,00*		*18 900,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 076 020,00*		*1 076 020,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*21 460,00*		*21 460,00*
28158	*Autres*	*859 804,00*		*859 804,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*81 100,00*		*81 100,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*800,00*		*800,00*
28182	*Matériel de transport*	*91 420,00*		*91 420,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*30 880,00*		*30 880,00*
28184	*Mobilier*	*13 510,00*		*13 510,00*
28188	*Autres*	*11 305,00*		*11 305,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*10 200,00*		*10 200,00*
4818	*Charges à étaler*	*230 000,00*		*230 000,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 277 098,00*		*4 277 098,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/03/2025

Présenté par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 24/03/2025
(1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération
A Mulhouse, le 24/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Mulhouse,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PAGE INSÉRÉE EN PIÈCE JOINTE À LA SUITE DU PROJET DE DÉLIBÉRATION N°2562C

M. LE PRÉSIDENT : Concernant le budget annexe de l'eau : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 83 + 17 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

6° BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 (7.1.1/2564C)

Le projet de budget primitif 2025 du budget annexe du chauffage urbain, élaboré selon l'instruction comptable M4, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 27 718 804 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	**14 195 179**	**14 195 179**
Dépenses ou recettes réelles	9 577 750	11 979 554
Dépenses ou recettes d'ordre	4 617 429	2 215 625
Section d'investissement	**13 523 625**	**13 523 625**
Dépenses ou recettes réelles	6 028 000	3 626 196
Dépenses ou recettes d'ordre	7 495 625	9 897 429
Budget total	**27 718 804**	**27 718 804**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe chauffage urbain 2025.

PJ : (2)
- Budget primitif 2025
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900024	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif (projet de budget)

BUDGET : CHAUFFAGE URBAIN M2A (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 27
A3.2 - Etalement des provisions 28
A4.1 - Equilibre des opérations financières 29
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 30
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 31
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 32
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 33
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 34

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 17 décembre 2010.

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	14 195 179,00	14 195 179,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	14 195 179,00	14 195 179,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	13 523 625,00	13 523 625,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	13 523 625,00	13 523 625,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	27 718 804,00	27 718 804,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	10 407 550,00	0,00	8 286 750,00	8 286 750,00	8 286 750,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	932 000,00	0,00	1 061 000,00	1 061 000,00	1 061 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**11 340 550,00**	**0,00**	**9 348 750,00**	**9 348 750,00**	**9 348 750,00**
66	Charges financières	250 000,00	0,00	225 000,00	225 000,00	225 000,00
67	Charges exceptionnelles	7 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**11 597 550,00**	**0,00**	**9 577 750,00**	**9 577 750,00**	**9 577 750,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*832 180,00*		*4 399,00*	*4 399,00*	*4 399,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*2 563 030,00*		*4 613 030,00*	*4 613 030,00*	*4 613 030,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***3 395 210,00***		***4 617 429,00***	***4 617 429,00***	***4 617 429,00***
TOTAL		**14 992 760,00**	**0,00**	**14 195 179,00**	**14 195 179,00**	**14 195 179,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 195 179,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	13 439 000,00	0,00	11 577 422,00	11 577 422,00	11 577 422,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	44 000,00	0,00	46 000,00	46 000,00	46 000,00
Total des recettes de gestion des services		**13 483 000,00**	**0,00**	**11 623 422,00**	**11 623 422,00**	**11 623 422,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	356 132,00	356 132,00	356 132,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**13 483 000,00**	**0,00**	**11 979 554,00**	**11 979 554,00**	**11 979 554,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 509 760,00*		*2 215 625,00*	*2 215 625,00*	*2 215 625,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 509 760,00***		***2 215 625,00***	***2 215 625,00***	***2 215 625,00***
TOTAL		**14 992 760,00**	**0,00**	**14 195 179,00**	**14 195 179,00**	**14 195 179,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 195 179,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**2 401 804,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	635 000,00	0,00	698 000,00	698 000,00	698 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	380 000,00	0,00	1 570 000,00	1 570 000,00	1 570 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 165 000,00**	**0,00**	**2 268 000,00**	**2 268 000,00**	**2 268 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 760 000,00	0,00	3 760 000,00	3 760 000,00	3 760 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**3 760 000,00**	**0,00**	**3 760 000,00**	**3 760 000,00**	**3 760 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 925 000,00**	**0,00**	**6 028 000,00**	**6 028 000,00**	**6 028 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 509 760,00*		*2 215 625,00*	*2 215 625,00*	*2 215 625,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*5 280 000,00*		*5 280 000,00*	*5 280 000,00*	*5 280 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***6 789 760,00***		***7 495 625,00***	***7 495 625,00***	***7 495 625,00***
TOTAL		**11 714 760,00**	**0,00**	**13 523 625,00**	**13 523 625,00**	**13 523 625,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 523 625,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	366 217,00	0,00	270 000,00	270 000,00	270 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 673 333,00	0,00	3 356 196,00	3 356 196,00	3 356 196,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 039 550,00**	**0,00**	**3 626 196,00**	**3 626 196,00**	**3 626 196,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (projet de budget) - 2025

Total des recettes réelles d'investissement		**3 039 550,00**	**0,00**	**3 626 196,00**	**3 626 196,00**	**3 626 196,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*832 180,00*		*4 399,00*	*4 399,00*	*4 399,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*2 563 030,00*		*4 613 030,00*	*4 613 030,00*	*4 613 030,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*5 280 000,00*		*5 280 000,00*	*5 280 000,00*	*5 280 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***8 675 210,00***		***9 897 429,00***	***9 897 429,00***	***9 897 429,00***
TOTAL		**11 714 760,00**	**0,00**	**13 523 625,00**	**13 523 625,00**	**13 523 625,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 523 625,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 401 804,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	8 286 750,00		8 286 750,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 061 000,00		1 061 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*3 100 000,00*	3 100 000,00
65	Autres charges de gestion courante	1 000,00		1 000,00
66	Charges financières	225 000,00	*0,00*	225 000,00
67	Charges exceptionnelles	4 000,00	*0,00*	4 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 513 030,00*	1 513 030,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*4 399,00*	4 399,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**9 577 750,00**	***4 617 429,00***	**14 195 179,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 195 179,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*205 625,00*	205 625,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 760 000,00	*5 000 000,00*	8 760 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	280 000,00	280 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	698 000,00	0,00	698 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 570 000,00	0,00	1 570 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*2 010 000,00*	2 010 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**6 028 000,00**	***7 495 625,00***	**13 523 625,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 523 625,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*2 010 000,00*	2 010 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 577 422,00		11 577 422,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	46 000,00		46 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	356 132,00	*205 625,00*	561 757,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**11 979 554,00**	***2 215 625,00***	**14 195 179,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	14 195 179,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	270 000,00	*0,00*	270 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 356 196,00	*5 000 000,00*	8 356 196,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*280 000,00*	280 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 513 030,00*	1 513 030,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*3 100 000,00*	3 100 000,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*4 399,00*	4 399,00
Recettes d'investissement – Total		**3 626 196,00**	***9 897 429,00***	**13 523 625,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 523 625,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**10 407 550,00**	**8 286 750,00**	**8 286 750,00**
6018	Autres	1 620 000,00	0,00	0,00
60222	Produits d'entretien	400,00	200,00	200,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	7 745 000,00	7 268 000,00	7 268 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	80 000,00	85 000,00	85 000,00
6064	Fournitures administratives	2 500,00	2 000,00	2 000,00
6066	Carburants	9 000,00	5 000,00	5 000,00
6068	Autres matières et fournitures	2 500,00	1 000,00	1 000,00
611	Sous-traitance générale	15 300,00	16 900,00	16 900,00
6135	Locations mobilières	2 000,00	5 000,00	5 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	90 000,00	120 000,00	120 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	5 700,00	8 000,00	8 000,00
6156	Maintenance	271 000,00	284 500,00	284 500,00
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	16 650,00	17 000,00	17 000,00
6168	Autres	65 000,00	73 250,00	73 250,00
617	Etudes et recherches	110 000,00	116 000,00	116 000,00
618	Divers	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	1 000,00	1 000,00
6238	Divers	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6251	Voyages et déplacements	1 000,00	1 500,00	1 500,00
6257	Réceptions	1 500,00	3 000,00	3 000,00
6261	Frais d'affranchissement	200,00	100,00	100,00
6262	Frais de télécommunications	8 800,00	6 800,00	6 800,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	500,00	500,00
6281	Concours divers (cotisations)	7 000,00	6 000,00	6 000,00
6288	Autres	220 000,00	220 000,00	220 000,00
635111	Cotisat° Foncière des Entreprises	80 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	23 000,00	24 000,00	24 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	12 000,00	6 000,00	6 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**932 000,00**	**1 061 000,00**	**1 061 000,00**
6211	Personnel intérimaire	0,00	14 000,00	14 000,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	932 000,00	1 047 000,00	1 047 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 000,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	1 000,00	1 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**11 340 550,00**	**9 348 750,00**	**9 348 750,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**250 000,00**	**225 000,00**	**225 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	250 000,00	225 000,00	225 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**7 000,00**	**4 000,00**	**4 000,00**
6711	Pénalités de retard sur marchés	2 000,00	2 000,00	2 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	5 000,00	2 000,00	2 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**11 597 550,00**	**9 577 750,00**	**9 577 750,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***832 180,00***	***4 399,00***	***4 399,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***2 563 030,00***	***4 613 030,00***	***4 613 030,00***
6031	*Variation stocks mat. premières*	*1 130 000,00*	*3 100 000,00*	*3 100 000,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 433 030,00*	*1 513 030,00*	*1 513 030,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 395 210,00***	***4 617 429,00***	***4 617 429,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 395 210,00***	***4 617 429,00***	***4 617 429,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**14 992 760,00**	**14 195 179,00**	**14 195 179,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 195 179,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	29 867,70
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	29 867,70
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**13 439 000,00**	**11 577 422,00**	**11 577 422,00**
701	Ventes produits finis et intermédiaires	13 221 000,00	11 358 322,00	11 358 322,00
7083	Locations diverses	25 000,00	25 000,00	25 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	193 000,00	194 100,00	194 100,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**44 000,00**	**46 000,00**	**46 000,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	44 000,00	46 000,00	46 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**13 483 000,00**	**11 623 422,00**	**11 623 422,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**356 132,00**	**356 132,00**
7717	Dégrèvement impôts (hors impôts bénef)	0,00	356 132,00	356 132,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**13 483 000,00**	**11 979 554,00**	**11 979 554,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 509 760,00***	***2 215 625,00***	***2 215 625,00***
6031	*Variation stocks mat. premières*	*1 290 000,00*	*2 010 000,00*	*2 010 000,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*219 760,00*	*205 625,00*	*205 625,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 509 760,00***	***2 215 625,00***	***2 215 625,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**14 992 760,00**	**14 195 179,00**	**14 195 179,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**14 195 179,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	150 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**635 000,00**	**698 000,00**	**698 000,00**
2131	Bâtiments	100 000,00	200 000,00	200 000,00
2153	Installations à caractère spécifique	300 000,00	300 000,00	300 000,00
2154	Matériel industriel	200 000,00	150 000,00	150 000,00
2182	Matériel de transport	20 000,00	33 000,00	33 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	5 000,00	5 000,00
2184	Mobilier	10 000,00	10 000,00	10 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**380 000,00**	**1 570 000,00**	**1 570 000,00**
2313	Constructions	80 000,00	700 000,00	700 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	300 000,00	870 000,00	870 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**1 165 000,00**	**2 268 000,00**	**2 268 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 760 000,00**	**3 760 000,00**	**3 760 000,00**
1641	Emprunts en euros	1 260 000,00	1 260 000,00	1 260 000,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 500 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**3 760 000,00**	**3 760 000,00**	**3 760 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**4 925 000,00**	**6 028 000,00**	**6 028 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 509 760,00***	***2 215 625,00***	***2 215 625,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***219 760,00***	***205 625,00***	***205 625,00***
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*390,00*	*390,00*	*390,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*4 720,00*	*4 715,00*	*4 715,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*5 040,00*	*5 040,00*	*5 040,00*
139188	*des tiers*	*209 610,00*	*195 480,00*	*195 480,00*
	Charges transférées	***1 290 000,00***	***2 010 000,00***	***2 010 000,00***
318	*Autres*	*1 290 000,00*	*2 010 000,00*	*2 010 000,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***5 280 000,00***	***5 280 000,00***	***5 280 000,00***
1641	*Emprunts en euros*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
2031	*Frais d'études*	*280 000,00*	*280 000,00*	*280 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***6 789 760,00***	***7 495 625,00***	***7 495 625,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**11 714 760,00**	**13 523 625,00**	**13 523 625,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 523 625,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**366 217,00**	**270 000,00**	**270 000,00**
13188	des tiers	366 217,00	270 000,00	270 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**2 673 333,00**	**3 356 196,00**	**3 356 196,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	856 196,00	856 196,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	2 673 333,00	2 500 000,00	2 500 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**3 039 550,00**	**3 626 196,00**	**3 626 196,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**3 039 550,00**	**3 626 196,00**	**3 626 196,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***832 180,00***	***4 399,00***	***4 399,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***2 563 030,00***	***4 613 030,00***	***4 613 030,00***
28031	*Frais d'études*	*58 850,00*	*58 850,00*	*58 850,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 160,00*	*5 160,00*	*5 160,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*470,00*	*470,00*	*470,00*
28131	*Bâtiments*	*350 720,00*	*430 720,00*	*430 720,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*880,00*	*880,00*	*880,00*
28138	*Autres constructions*	*126 680,00*	*126 680,00*	*126 680,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 190,00*	*91 190,00*	*91 190,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*236 240,00*	*236 240,00*	*236 240,00*
28154	*Matériel industriel*	*84 050,00*	*84 050,00*	*84 050,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*54 240,00*	*54 240,00*	*54 240,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*340,00*	*340,00*	*340,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*418 570,00*	*418 570,00*	*418 570,00*
28182	*Matériel de transport*	*3 600,00*	*3 600,00*	*3 600,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 350,00*	*1 350,00*	*1 350,00*
28184	*Mobilier*	*690,00*	*690,00*	*690,00*
318	*Autres*	*1 130 000,00*	*3 100 000,00*	*3 100 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***3 395 210,00***	***4 617 429,00***	***4 617 429,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***5 280 000,00***	***5 280 000,00***	***5 280 000,00***
1641	*Emprunts en euros*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*280 000,00*	*280 000,00*	*280 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***8 675 210,00***	***9 897 429,00***	***9 897 429,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**11 714 760,00**	**13 523 625,00**	**13 523 625,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**13 523 625,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**20 062 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					20 062 500,00									
3020-CU	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/10/2013	31/01/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,850	EUR	T	C	O	A-1
3040-CU	SaarLB	08/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	2 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.2	1,380	1,400	EUR	S	C	O	A-1
3050	SFIL CAFFIL	28/11/2016	28/07/2017	01/04/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,610	EUR	T	C	O	A-1
3060CU	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/09/2017	29/09/2017	29/12/2017	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,840	EUR	T	C	O	A-1
3070-CU	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,670	EUR	T	C	O	A-1
3080-CU	SFIL CAFFIL	05/12/2019	23/12/2019	01/04/2020	3 562 500,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,620	EUR	T	C	O	A-1
3090 CU Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
3100-CU	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	03/05/2022	16/05/2022	30/09/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**20 062 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**10 937 127,79**					**1 254 464,33**	**189 479,73**	**0,00**	**20 839,57**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		10 937 127,79					1 254 464,33	189 479,73	0,00	20 839,57
3020-CU	N	0,00	A-1	2 250 000,00	8,83	F	Taux fixe à 3.74 %	3,850	250 000,00	81 754,07	0,00	12 674,45
3040-CU	N	0,00	A-1	666 666,79	4,97	V	Euribor 6M + 1.2	3,960	133 333,32	23 413,27	0,00	577,88
3050	N	0,00	A-1	549 999,91	8,00	V	(Euribor 3M + 0.65)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,420	66 666,68	17 567,31	0,00	3 255,19
3060CU	N	0,00	A-1	2 583 333,33	7,75	F	Taux fixe à 1.36 %	1,390	333 333,33	33 896,11	0,00	85,00
3070-CU	N	0,00	A-1	1 299 999,87	9,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,670	133 333,36	8 363,66	0,00	641,67
3080-CU	N	0,00	A-1	2 353 794,67	9,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,620	254 464,28	13 966,85	0,00	3 237,05
3090 CU Consolidation	N	0,00	A-1	358 333,22	10,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	33 333,36	2 384,08	0,00	368,33
3100-CU	N	0,00	A-1	875 000,00	17,50	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	50 000,00	8 134,38	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**10 937 127,79**					**1 254 464,33**	**189 479,73**	**0,00**	**20 839,57**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	8	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	10 937 127,79	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	**A2**

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000,00 €	17/12/2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
L	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
L	2033 - frais d'insertion	5	17/12/2010
L	2131/2135/2138 - Bâtiment : chaufferie, installations générales, autres constructions	50	17/12/2010
L	2135/2138 - Aménagement et agencement de bâtiment	15	17/12/2010
L	2151 - Installations complexes spécialisées	50	17/12/2010
L	2153 - Installations à caractère spécifique	50	17/12/2010
L	2154 - Matériel industriel - Turbine, équipements techniques (vanne, équip élec, cpteurs, pompes)	20	17/12/2010
L	2154 - Matériel industriel - Chaudière échangeur	50	17/12/2010
L	2182 - Véhicule	8	17/12/2010
L	2183/2184 - Mobilier, matériel de bureau et informatique	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	5	17/12/2010

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**148 048,12**	**148 048,12**	**0,00**	**148 048,12**
Provisions pour dépréciation	0,00	01/01/2025	148 048,12	148 048,12	0,00	148 048,12
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**148 048,12**	**148 048,12**	**0,00**	**148 048,12**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**1 465 625,00**	**1 465 625,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**1 517 429,00**	**1 517 429,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**51 804,00**	**51 804,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	**IV**
ELEMENTS DU BILAN **EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES**	**A4.2**

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 465 625,00**	**I**	**1 465 625,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 260 000,00**		**1 260 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 260 000,00		1 260 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**205 625,00**		**205 625,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*205 625,00*		*205 625,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	**IV**
ELEMENTS DU BILAN **EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**	**A4.3**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 517 429,00**	**III**	**1 517 429,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 517 429,00**		**1 517 429,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*58 850,00*		*58 850,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 160,00*		*5 160,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*470,00*		*470,00*
28131	*Bâtiments*	*430 720,00*		*430 720,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*880,00*		*880,00*
28138	*Autres constructions*	*126 680,00*		*126 680,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 190,00*		*91 190,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*236 240,00*		*236 240,00*
28154	*Matériel industriel*	*84 050,00*		*84 050,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*54 240,00*		*54 240,00*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*340,00*		*340,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*418 570,00*		*418 570,00*
28182	*Matériel de transport*	*3 600,00*		*3 600,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 350,00*		*1 350,00*
28184	*Mobilier*	*690,00*		*690,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 399,00*		*4 399,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/03/2025

Présenté par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 24/03/2025
(1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération
A Mulhouse, le 24/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Mulhouse,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PAGE INSÉRÉE EN PIÈCE JOINTE À LA SUITE DU PROJET DE DÉLIBÉRATION N°2562C

M. LE PRÉSIDENT : Concernant le budget annexe du chauffage urbain : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 83 + 17 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci.

7° BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 (7.1.1/2565C)

Le projet de budget primitif 2025 du budget annexe des transports urbains, élaboré selon l'instruction comptable M43, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 114 964 174 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section d'exploitation	**85 995 172**	**85 995 172**
Dépenses ou recettes réelles	74 834 646	84 686 730
Dépenses ou recettes d'ordre	11 160 526	1 308 442
Section d'investissement	**28 969 002**	**28 968 902**
Dépenses ou recettes réelles	27 210 460	17 358 376
Dépenses ou recettes d'ordre	1 758 442	11 610 526
Budget total	**114 964 174**	**114 964 074**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe transports urbains 2025.

PJ : (2)
- Budget primitif 2025
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900032	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Budget primitif (projet de budget)

BUDGET : TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 20
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 26
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 28
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 29
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 30
A3.2 - Etalement des provisions 31
A4.1 - Equilibre des opérations financières 32
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 33
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 34
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 35
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 36
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 37
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 38
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 39

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires par délibération du 27 juin 2022.

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	85 995 172,00	85 995 172,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	85 995 172,00	85 995 172,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	28 968 902,00	28 968 902,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	28 968 902,00	28 968 902,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	114 964 074,00	114 964 074,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	6 750 919,00	0,00	7 583 541,00	7 583 541,00	7 583 541,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	740 000,00	0,00	740 000,00	740 000,00	740 000,00
014	Atténuations de produits	600 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
65	Autres charges de gestion courante	61 433 762,00	0,00	64 525 618,00	64 525 618,00	64 525 618,00
Total des dépenses de gestion des services		**69 524 681,00**	**0,00**	**73 349 159,00**	**73 349 159,00**	**73 349 159,00**
66	Charges financières	2 078 197,00	0,00	1 484 987,00	1 484 987,00	1 484 987,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		500,00	500,00	500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**71 602 878,00**	**0,00**	**74 834 646,00**	**74 834 646,00**	**74 834 646,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*10 925 000,00*		*11 160 526,00*	*11 160 526,00*	*11 160 526,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***10 925 000,00***		***11 160 526,00***	***11 160 526,00***	***11 160 526,00***
TOTAL		**82 527 878,00**	**0,00**	**85 995 172,00**	**85 995 172,00**	**85 995 172,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**85 995 172,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	12 135 600,00	0,00	13 904 467,00	13 904 467,00	13 904 467,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	50 200 060,00	0,00	52 000 000,00	52 000 000,00	52 000 000,00
74	Subventions d'exploitation	18 558 000,00	0,00	18 093 905,00	18 093 905,00	18 093 905,00
75	Autres produits de gestion courante	523 298,00	0,00	688 288,00	688 288,00	688 288,00
Total des recettes de gestion des services		**81 416 958,00**	**0,00**	**84 686 660,00**	**84 686 660,00**	**84 686 660,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		70,00	70,00	70,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**81 416 958,00**	**0,00**	**84 686 730,00**	**84 686 730,00**	**84 686 730,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 110 920,00*		*1 308 442,00*	*1 308 442,00*	*1 308 442,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 110 920,00***		***1 308 442,00***	***1 308 442,00***	***1 308 442,00***
TOTAL		**82 527 878,00**	**0,00**	**85 995 172,00**	**85 995 172,00**	**85 995 172,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**85 995 172,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**9 852 084,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	1 201 000,00	0,00	1 039 650,00	1 039 650,00	1 039 650,00
21	Immobilisations corporelles	3 768 000,00	0,00	6 931 000,00	6 931 000,00	6 931 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	8 076 000,00	0,00	9 260 683,00	9 260 683,00	9 260 683,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**13 045 000,00**	**0,00**	**17 231 333,00**	**17 231 333,00**	**17 231 333,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 949 580,00	0,00	9 979 127,00	9 979 127,00	9 979 127,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**9 949 580,00**	**0,00**	**9 979 127,00**	**9 979 127,00**	**9 979 127,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**22 994 580,00**	**0,00**	**27 210 460,00**	**27 210 460,00**	**27 210 460,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 110 920,00*		*1 308 442,00*	*1 308 442,00*	*1 308 442,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*454 810,00*		*450 000,00*	*450 000,00*	*450 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 565 730,00***		***1 758 442,00***	***1 758 442,00***	***1 758 442,00***
TOTAL		**24 560 310,00**	**0,00**	**28 968 902,00**	**28 968 902,00**	**28 968 902,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**28 968 902,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	913 297,00	0,00	1 756 300,00	1 756 300,00	1 756 300,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	12 267 203,00	0,00	15 602 076,00	15 602 076,00	15 602 076,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**13 180 500,00**	**0,00**	**17 358 376,00**	**17 358 376,00**	**17 358 376,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Total des recettes réelles d'investissement		**13 180 500,00**	**0,00**	**17 358 376,00**	**17 358 376,00**	**17 358 376,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*10 925 000,00*		*11 160 526,00*	*11 160 526,00*	*11 160 526,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*454 810,00*		*450 000,00*	*450 000,00*	*450 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***11 379 810,00***		***11 610 526,00***	***11 610 526,00***	***11 610 526,00***
TOTAL		**24 560 310,00**	**0,00**	**28 968 902,00**	**28 968 902,00**	**28 968 902,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**28 968 902,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**9 852 084,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 583 541,00		7 583 541,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	740 000,00		740 000,00
014	Atténuations de produits	500 000,00		500 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	64 525 618,00		64 525 618,00
66	Charges financières	1 484 987,00	*0,00*	1 484 987,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	500,00	*11 160 526,00*	11 161 026,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**74 834 646,00**	***11 160 526,00***	**85 995 172,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**85 995 172,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*407 042,00*	407 042,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	9 979 127,00	*0,00*	9 979 127,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	1 039 650,00	0,00	1 039 650,00
21	Immobilisations corporelles (6)	6 931 000,00	450 000,00	7 381 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	9 260 683,00	0,00	9 260 683,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*901 400,00*	901 400,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**27 210 460,00**	***1 758 442,00***	**28 968 902,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**28 968 902,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	13 904 467,00		13 904 467,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	52 000 000,00		52 000 000,00
74	Subventions d'exploitation	18 093 905,00		18 093 905,00
75	Autres produits de gestion courante	688 288,00		688 288,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*407 042,00*	407 042,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	70,00	*0,00*	70,00
79	*Transferts de charges*		*901 400,00*	901 400,00
Recettes d'exploitation – Total		**84 686 730,00**	***1 308 442,00***	**85 995 172,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**85 995 172,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	1 756 300,00	*0,00*	1 756 300,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*380 000,00*	380 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	15 602 076,00	*0,00*	15 602 076,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*450 000,00*	450 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*9 788 438,00*	9 788 438,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*992 088,00*	992 088,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**17 358 376,00**	***11 610 526,00***	**28 968 902,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**28 968 902,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**6 750 919,00**	**7 583 541,00**	**7 583 541,00**
60221	Combustibles	0,00	800 000,00	800 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	3 800,00	24 720,00	24 720,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	65 000,00	32 000,00	32 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	834,00	800,00	800,00
6064	Fournitures administratives	1 500,00	1 000,00	1 000,00
6066	Carburants	5 000,00	3 000,00	3 000,00
6068	Autres matières et fournitures	1 500,00	1 500,00	1 500,00
611	Sous-traitance générale	320 000,00	360 000,00	360 000,00
6122	Crédit-bail mobilier	3 319 130,00	3 290 000,00	3 290 000,00
6125	Crédit-bail immobilier	1 063 771,00	1 063 771,00	1 063 771,00
6132	Locations immobilières	250,00	300,00	300,00
6135	Locations mobilières	17 000,00	11 000,00	11 000,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	580 000,00	622 000,00	622 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	2 000,00	1 500,00	1 500,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	193 684,00	104 000,00	104 000,00
6156	Maintenance	125 000,00	240 000,00	240 000,00
6168	Autres	1 500,00	1 500,00	1 500,00
617	Etudes et recherches	250 000,00	253 000,00	253 000,00
618	Divers	4 000,00	2 000,00	2 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	350,00	350,00	350,00
6226	Honoraires	5 000,00	4 000,00	4 000,00
6228	Divers	2 000,00	2 500,00	2 500,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	3 000,00	3 000,00
6236	Catalogues et imprimés	600,00	600,00	600,00
6238	Divers	115 000,00	100 000,00	100 000,00
6251	Voyages et déplacements	6 000,00	5 000,00	5 000,00
6256	Missions	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6257	Réceptions	4 000,00	3 000,00	3 000,00
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6262	Frais de télécommunications	3 500,00	3 500,00	3 500,00
627	Services bancaires et assimilés	15 500,00	10 500,00	10 500,00
6281	Concours divers (cotisations)	22 000,00	22 000,00	22 000,00
6282	Frais de gardiennage	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	7 000,00	7 000,00	7 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	250 000,00	250 000,00	250 000,00
63512	Taxes foncières	350 000,00	350 000,00	350 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**740 000,00**	**740 000,00**	**740 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	740 000,00	740 000,00	740 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**600 000,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	600 000,00	500 000,00	500 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**61 433 762,00**	**64 525 618,00**	**64 525 618,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	36 000,00	40 000,00	40 000,00
65712	Subv. équipt Régions	67 262,00	43 400,00	43 400,00
65714	Subv. équipt Communes	32 000,00	47 000,00	47 000,00
65718	Subv. équipt Autres organismes	811 000,00	811 000,00	811 000,00
65732	Subv. exploitat° Régions	382 000,00	307 000,00	307 000,00
65734	Subv. exploitat° Communes	167 500,00	181 500,00	181 500,00
65738	Subv. exploitat° autres organismes	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	59 937 000,00	63 094 718,00	63 094 718,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**69 524 681,00**	**73 349 159,00**	**73 349 159,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**2 078 197,00**	**1 484 987,00**	**1 484 987,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 078 197,00	1 484 987,00	1 484 987,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**500,00**	**500,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	0,00	500,00	500,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**71 602 878,00**	**74 834 646,00**	**74 834 646,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***10 925 000,00***	***11 160 526,00***	***11 160 526,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*9 600 000,00*	*9 788 438,00*	*9 788 438,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*1 105 000,00*	*992 088,00*	*992 088,00*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*220 000,00*	*380 000,00*	*380 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 925 000,00***	***11 160 526,00***	***11 160 526,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 925 000,00***	***11 160 526,00***	***11 160 526,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**82 527 878,00**	**85 995 172,00**	**85 995 172,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**85 995 172,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	351 518,33
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	351 518,33
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**12 135 600,00**	**13 904 467,00**	**13 904 467,00**
7061	Transport de voyageur	10 000 000,00	12 553 267,00	12 553 267,00
7068	Services accessoires transports	2 135 600,00	1 351 200,00	1 351 200,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**50 200 060,00**	**52 000 000,00**	**52 000 000,00**
734	Versement de mobilité	50 200 060,00	52 000 000,00	52 000 000,00
74	**Subventions d'exploitation**	**18 558 000,00**	**18 093 905,00**	**18 093 905,00**
7471	Subv. exploitat° État	597 000,00	596 787,00	596 787,00
7472	Subv. exploitat° Régions	2 596 000,00	3 222 600,00	3 222 600,00
7473	Subv. exploitat° Départements	515 000,00	574 518,00	574 518,00
7475	Subv. exploitat° Groupements	14 850 000,00	13 700 000,00	13 700 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**523 298,00**	**688 288,00**	**688 288,00**
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	170 000,00	330 000,00	330 000,00
753	Comp./relèv.seuil assuj.vers.transport	350 000,00	355 000,00	355 000,00
7588	Autres	3 298,00	3 288,00	3 288,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**81 416 958,00**	**84 686 660,00**	**84 686 660,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**70,00**	**70,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	70,00	70,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**81 416 958,00**	**84 686 730,00**	**84 686 730,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 110 920,00***	***1 308 442,00***	***1 308 442,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*240 920,00*	*407 042,00*	*407 042,00*
797	*Transferts charges exceptionnelles*	*870 000,00*	*901 400,00*	*901 400,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 110 920,00***	***1 308 442,00***	***1 308 442,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**82 527 878,00**	**85 995 172,00**	**85 995 172,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**85 995 172,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 201 000,00**	**1 039 650,00**	**1 039 650,00**
2031	Frais d'études	665 000,00	355 000,00	355 000,00
2033	Frais d'insertion	6 000,00	6 000,00	6 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	530 000,00	678 650,00	678 650,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 768 000,00**	**6 931 000,00**	**6 931 000,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	70 000,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	15 000,00	15 000,00	15 000,00
2156	Matériel de transport d'exploitation	2 371 000,00	5 123 000,00	5 123 000,00
216	Collections et oeuvres d'art	57 000,00	40 000,00	40 000,00
2182	Matériel de transport	1 250 000,00	1 750 000,00	1 750 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	3 000,00	3 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**8 076 000,00**	**9 260 683,00**	**9 260 683,00**
2313	Constructions	1 670 000,00	2 667 833,00	2 667 833,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	45 000,00	30 000,00	30 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 802 000,00	4 025 080,00	4 025 080,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	3 559 000,00	2 537 770,00	2 537 770,00
	Total des dépenses d'équipement	**13 045 000,00**	**17 231 333,00**	**17 231 333,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**9 949 580,00**	**9 979 127,00**	**9 979 127,00**
1641	Emprunts en euros	9 949 580,00	9 638 127,00	9 638 127,00
16878	Remboursements des autres dettes	0,00	341 000,00	341 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**9 949 580,00**	**9 979 127,00**	**9 979 127,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**22 994 580,00**	**27 210 460,00**	**27 210 460,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 110 920,00***	***1 308 442,00***	***1 308 442,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***240 920,00***	***407 042,00***	***407 042,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*101 130,00*	*275 276,00*	*275 276,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*9 940,00*	*9 938,00*	*9 938,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*10 260,00*	*10 252,00*	*10 252,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*67 460,00*	*67 455,00*	*67 455,00*
139181	*de la collectivité de rattachement*	*52 130,00*	*44 121,00*	*44 121,00*
	Charges transférées	***870 000,00***	***901 400,00***	***901 400,00***
4818	*Charges à étaler*	*870 000,00*	*901 400,00*	*901 400,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***454 810,00***	***450 000,00***	***450 000,00***
2156	*Matériel de transport d'exploitation*	*454 810,00*	*450 000,00*	*450 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 565 730,00***	***1 758 442,00***	***1 758 442,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**24 560 310,00**	**28 968 902,00**	**28 968 902,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**28 968 902,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**913 297,00**	**1 756 300,00**	**1 756 300,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	913 297,00	1 385 000,00	1 385 000,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	371 300,00	371 300,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**12 267 203,00**	**15 602 076,00**	**15 602 076,00**
1641	Emprunts en euros	12 267 203,00	15 602 076,00	15 602 076,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**13 180 500,00**	**17 358 376,00**	**17 358 376,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**13 180 500,00**	**17 358 376,00**	**17 358 376,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***10 925 000,00***	***11 160 526,00***	***11 160 526,00***
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*220 000,00*	*380 000,00*	*380 000,00*
28031	*Frais d'études*	*24 090,00*	*208 555,16*	*208 555,16*
28033	*Frais d'insertion*	*430,00*	*1 178,19*	*1 178,19*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*315 350,00*	*305 138,30*	*305 138,30*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*20,00*	*15,00*	*15,00*
28131	*Bâtiments*	*273 590,00*	*273 590,00*	*273 590,00*
28138	*Autres constructions*	*44 010,00*	*37 506,00*	*37 506,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*64 710,00*	*54 107,41*	*54 107,41*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 260 380,00*	*6 226 053,25*	*6 226 053,25*
28154	*Matériel industriel*	*26 290,00*	*11 281,00*	*11 281,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 890,00*	*7 886,00*	*7 886,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 276 920,00*	*2 252 566,64*	*2 252 566,64*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*108 820,00*	*61 676,59*	*61 676,59*
28182	*Matériel de transport*	*191 310,00*	*342 368,00*	*342 368,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 930,00*	*4 328,46*	*4 328,46*
28188	*Autres*	*2 260,00*	*2 188,00*	*2 188,00*
4818	*Charges à étaler*	*1 105 000,00*	*992 088,00*	*992 088,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***10 925 000,00***	***11 160 526,00***	***11 160 526,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***454 810,00***	***450 000,00***	***450 000,00***
2031	*Frais d'études*	*454 810,00*	*450 000,00*	*450 000,00*
2318	*Autres immo. corporelles en cours*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***11 379 810,00***	***11 610 526,00***	***11 610 526,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**24 560 310,00**	**28 968 902,00**	**28 968 902,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**28 968 902,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009001 (1)
LIBELLE : OPERATION 1 TRAM TRAIN

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 4 295 080,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 995 080,00**
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	3 995 080,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-4 295 080,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**192 682 478,21**									
1641 Emprunts en euros (total)					192 682 478,21									
2002-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/06/2003	01/07/2003	01/07/2004	11 300 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	3,250	EUR	A	X	O	A-1
2004-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2004	01/05/2004	01/05/2005	18 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	2,500	EUR	A	X	O	A-1
2006-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/09/2005	01/10/2005	01/10/2006	6 700 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	2,250	EUR	A	X	O	A-1
2008-TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	15/06/2005	15/06/2006	20 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,100	2,150	EUR	A	C	O	A-1
2009-TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	17/10/2005	15/09/2006	15 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor 0.02 sur Euribor 3M) + (-0.02)	2,160	2,210	EUR	A	C	O	A-1
2011-TC	SFIL CAFFIL	09/11/2006	01/01/2007	01/01/2008	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor -0.019 sur Euribor 12M + 0.019	4,040	4,100	EUR	A	C	O	A-1
2012-TC	SOCIETE GENERALE	29/12/2006	29/12/2006	29/12/2007	3 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	4,020	4,080	EUR	A	C	O	A-1
2013-TC	SFIL CAFFIL	01/01/2007	01/10/2008	01/01/2009	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	5,020	EUR	T	C	O	A-1

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
2014-TC	SOCIETE GENERALE	26/11/2006	31/12/2008	31/12/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,910	3,970	EUR	A	C	O	A-1
20151-TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	10 000 000,00	C	Taux fixe à 3.82 %	3,820	3,930	EUR	T	C	O	B-1
20161-TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	4 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.035 sur Euribor 3M) + 0.035	0,740	0,760	EUR	T	P	O	A-1
2017-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,920	3,980	EUR	A	C	O	A-1
2018-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,380	3,430	EUR	A	C	O	B-1
2019-TC	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	17 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,440	EUR	T	C	O	A-1
2020-TC	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,540	EUR	T	P	O	A-1
2021-TC	CAISSE D'EPARGNE	27/12/2011	27/12/2011	31/03/2012	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.6	3,850	3,910	EUR	T	C	O	A-1
2022-TC	CAISSE D'EPARGNE	22/08/2013	31/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,510	EUR	T	C	O	A-1
2023-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2016	1 682 478,21	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
2024TC	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2017	16/11/2017	31/03/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	1,300	EUR	T	C	O	A-1
2025	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	1,310	EUR	T	C	O	A-1
2026TC	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,260	EUR	M	C	O	A-1
2027-TC	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,670	EUR	T	C	O	A-1
2028 TC Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,690	EUR	T	C	O	A-1
2029-TC	SFIL CAFFIL	10/12/2020	01/02/2021	01/05/2021	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	0,360	EUR	T	C	O	A-1
2030-TC	SFIL CAFFIL	19/11/2021	17/12/2021	01/04/2022	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
SIMU Budget Transports 2025	Banque Simulation		01/05/2025	01/05/2026	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.5 %	3,500	3,550	EUR	A	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**192 682 478,21**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**62 878 150,42**					**9 638 126,72**	**1 426 582,45**	**0,00**	**332 398,26**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		62 878 150,42					9 638 126,72	1 426 582,45	0,00	332 398,26
2002-TC	N	0,00	A-1	2 161 424,62	3,50	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	532 700,89	70 246,30	0,00	21 460,70
2004-TC	N	0,00	A-1	4 274 286,25	4,33	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	839 146,55	138 914,30	0,00	60 434,60
2006-TC	N	0,00	A-1	1 955 051,01	5,75	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	291 880,69	63 539,16	0,00	8 429,04
2008-TC	N	0,00	A-1	4 800 000,00	5,46	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	3,090	800 000,00	112 980,72	0,00	3 748,69
2009-TC	N	0,00	A-1	3 600 000,00	5,71	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	3,090	600 000,00	88 240,36	0,00	2 811,52
2011-TC	N	0,00	A-1	300 000,00	2,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.019)-Floor -0.019 sur TAM(Postfixé)	2,440	100 000,00	12 050,55	0,00	4 864,46
2012-TC	N	0,00	A-1	300 000,00	1,99	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	2,530	150 000,00	7 569,19	0,00	18,42
2013-TC	N	0,00	A-1	1 600 000,00	3,75	F	Taux fixe à 4.86 %	5,020	400 000,00	71 442,00	0,00	14 742,00
2014-TC	N	0,00	A-1	777 777,76	2,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,970	388 888,89	30 833,49	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
20151-TC	N	0,00	B-1	4 100 000,00	10,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,890	400 000,00	151 378,50	0,00	35 353,50
20161-TC	N	0,00	A-1	1 729 870,61	10,00	F	Taux fixe à 3.44 %	3,540	163 055,96	58 202,74	0,00	13 624,32
2017-TC	N	0,00	A-1	2 800 000,00	10,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,980	280 000,00	111 284,44	0,00	0,00
2018-TC	N	0,00	B-1	1 750 000,00	5,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,430	350 000,00	59 971,53	0,00	0,00
2019-TC	N	0,00	A-1	5 100 000,00	6,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,440	850 000,00	162 562,50	0,00	0,00
2020-TC	N	0,00	A-1	698 821,33	2,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,540	341 663,19	25 505,93	0,00	0,00
2021-TC	N	0,00	A-1	666 666,65	2,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	3,390	333 333,36	15 270,83	0,00	0,00
2022-TC	N	0,00	A-1	1 250 000,15	3,67	F	Taux fixe à 3.46 %	3,510	333 333,32	38 925,00	0,00	2 643,06
2023-TC	N	0,00	A-1	925 363,02	10,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	84 123,91	37 014,52	0,00	26 139,17
2024TC	N	0,00	A-1	1 600 000,00	8,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,300	200 000,00	19 672,50	0,00	0,00
2025	N	0,00	A-1	2 666 666,48	7,83	F	Taux fixe à 1.28 %	1,310	333 333,36	32 980,73	0,00	5 060,74
2026TC	N	0,00	A-1	2 355 555,72	8,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,260	266 666,64	27 774,44	0,00	1 141,93
2027-TC	N	0,00	A-1	5 200 000,06	9,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,670	533 333,32	33 454,67	0,00	2 566,67
2028 TC Consolidation	N	0,00	A-1	1 433 333,39	10,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,690	133 333,32	9 536,38	0,00	1 473,33
2029-TC	N	0,00	A-1	6 750 000,00	11,08	F	Taux fixe à 0.35 %	0,360	600 000,00	23 152,50	0,00	3 587,50
2030-TC	N	0,00	A-1	4 083 333,37	12,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,610	333 333,32	24 079,17	0,00	5 687,50
SIMU Budget Transports 2025	N	0,00	A-1	0,00	15,00	F	Taux fixe à 3.5 %	0,000	0,00	0,00	0,00	118 611,11
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (projet de budget) - 2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**62 878 150,42**					**9 638 126,72**	**1 426 582,45**	**0,00**	**332 398,26**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
20151-TC	SFIL CAFFIL	10 000 000,00	4 100 000,00	1	25,00		Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe à 3.82 %	306 574,85	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,890	151 378,50	0,00	6,52
2018-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	7 000 000,00	1 750 000,00	1	20,00		Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	46 926,41	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,430	59 971,53	0,00	2,78
TOTAL (B)		**17 000 000,00**	**5 850 000,00**						**353 501,26**			**211 350,03**	**0,00**	**9,30**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**17 000 000,00**	**5 850 000,00**						**353 501,26**			**211 350,03**	**0,00**	**9,30**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	24	0	0	0	0	
	% de l'encours	90,70	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	57 028 150,42	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	9,30	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 150,00 € €	17/12/2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
L	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
L	2033 - Frais d'insertion non suivie de réalisation	5	17/12/2010
L	2121/2125/2128 - Aménagements de terrains nus, terrains bâtis, autres terrains	25	17/12/2010
L	Constructions (comptes 213) - 2131 - bâtiments publics	25	17/12/2010
L	Constructions (comptes 213) - 2135 - Instal gales, agencemts, aménagemts des constructions	5	17/12/2010
L	Constructions (comptes 213) - 2138 - Autres constructions	25	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) - 2141 - bâtiments	25	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) - 2145 - Instal gales, agencet, aménagt des construct	10	17/12/2010
L	Construction sur sol d'autrui (comptes 214) - 2148 - Autres constructions	25	17/12/2010
L	2153 - Installation à caractère spécifique	25	17/12/2010
L	2154 - Matériel industriel	10	17/12/2010
L	2155 - Outillage industriel	10	17/12/2010
L	2155 - Insfrastracture Tramway	25	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport - travaux de rénovation des bus	3	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport - véhicule pour personne à mobilité réduite	8	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport - Autobus d'occasion	8	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport - équipements des autobus (mat embarqué) et déco ext des bus	10	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport - rame de Tramway	25	17/12/2010
L	2182/2156 - Matériel de transport - Autobus neuf	15	17/12/2010
L	2183 - Matériel informatique et bureautique	5	17/12/2010
L	2184 - Mobilier	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles - petit matériel < 500 €	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles - petit matériel > 500 €	10	17/12/2010
L	2188 - Equipement spécifique électrique	25	17/12/2010
L	2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10	24/01/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**1 667 266,33**	**1 667 266,33**	**0,00**	**1 667 266,33**
Provisions pour dépréciation	0,00	31/12/2024	1 667 266,33	1 667 266,33	0,00	1 667 266,33
Dépréciations (2)	**0,00**		**61,38**	**61,38**	**0,00**	**61,38**
Provisions pour risques	0,00	31/12/2024	61,38	61,38	0,00	61,38
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**1 667 327,71**	**1 667 327,71**	**0,00**	**1 667 327,71**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**10 386 169,00**	**10 386 169,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**11 160 526,00**	**11 160 526,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**774 357,00**	**774 357,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**10 386 169,00**	**I 10 386 169,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**9 979 127,00**	**9 979 127,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	9 638 127,00	9 638 127,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	341 000,00	341 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**407 042,00**	**407 042,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*407 042,00*	*407 042,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**11 160 526,00**	**III** **11 160 526,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**11 160 526,00**	**11 160 526,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*380 000,00*	*380 000,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*208 555,16*	*208 555,16*
28033	*Frais d'insertion*	*1 178,19*	*1 178,19*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*305 138,30*	*305 138,30*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*15,00*	*15,00*
28131	*Bâtiments*	*273 590,00*	*273 590,00*
28138	*Autres constructions*	*37 506,00*	*37 506,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*54 107,41*	*54 107,41*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 226 053,25*	*6 226 053,25*
28154	*Matériel industriel*	*11 281,00*	*11 281,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 886,00*	*7 886,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*2 252 566,64*	*2 252 566,64*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*61 676,59*	*61 676,59*
28182	*Matériel de transport*	*342 368,00*	*342 368,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 328,46*	*4 328,46*
28188	*Autres*	*2 188,00*	*2 188,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
4818	*Charges à étaler*	*992 088,00*	*992 088,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - BP (projet de budget) - 2025

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65712	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Région Grand Est	Région	43 400,00
65714	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	A affecter	Commune	47 000,00
65718	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	SNCF Voyageur	Entreprises	811 000,00
65732	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Région Grand Est	Région	307 000,00
65734	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Commune de Heimsbrunn	Commune	29 600,00
65734	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Commune de Chalampe	Commune	26 680,00
65734	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Commune de Mulhouse	Commune	125 000,00
65738	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	Association des usagers des transports du sud Alsace	Association	1 000,00
6574	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	SOLEA	Entreprises	63 062 718,00
6574	Subvention d'exploitation	Transports Urbains	A affecter	Association	25 220,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
2004	Mobilier : Véhicules tramway	3 279 164,78	Sogefinerg	25	3 284 907,18	3 290 745,46	3 299 788,92	3 300 679,46	9 151 718,40	22 327 839,42
2008	Mobilier : Autobus	977 544,62	La Banque Postale Crédit Entreprises	15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2009	Immobilier : Atelier et bâtiment administratif	1 063 770,56	Unifergie	27	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	15 373 595,26	19 628 677,50

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/03/2025

Présenté par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN,
A Mulhouse le 24/03/2025
(1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération
A Mulhouse, le 24/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	
RIFF Didier	
RISSER Chantal	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

RITZ Christelle	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Mulhouse,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PAGE INSÉRÉE EN PIÈCE JOINTE À LA SUITE DU PROJET DE DÉLIBÉRATION N°2562C

M. LE PRÉSIDENT : Concernant le budget annexe des transports urbains : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 83 + 17 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci.

8° BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 (7.1.1/2566C)

Le projet de budget primitif 2025 du budget annexe de la zone d'activités économiques de Bantzenheim, élaboré selon l'instruction comptable M57, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 2 095 000 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**1 155 000**	**1 155 000**
Dépenses ou recettes réelles	230 000	215 000
Dépenses ou recettes d'ordre	925 000	940 000
Section d'investissement	**940 000**	**940 000**
Dépenses ou recettes réelles	0	15 000
Dépenses ou recettes d'ordre	940 000	925 000
Budget total	**2 095 000**	**2 095 000**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim de 2025,
- autorise M. le Président à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites de 7,5% pour la section de fonctionnement et de 7,5% pour la section d'investissement.

PJ : (2)
- Budget primitif 2025
- Rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (2)

Numéro SIRET : 20006600900040

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget primitif (projet de budget)

Voté par nature

BUDGET : BA ZAE BANTZENHEIM (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	**A**

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	**Valeurs**
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	**B**

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires par délibération du 27 juin 2022 (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	940 000,00	940 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	940 000,00	940 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 155 000,00	1 155 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	1 155 000,00	1 155 000,00

TOTAL DU BUDGET (4)	2 095 000,00	2 095 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
PRESENTATION DES AE VOTEES	**B2**

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		**Chapitre(s)**	**Montant**
Numéro	**Libellé**		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*954 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*	*940 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***954 000,00***		***940 000,00***	***940 000,00***	***940 000,00***
TOTAL		**957 000,00**	**0,00**	**940 000,00**	**940 000,00**	**940 000,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**940 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	14 100,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**14 100,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**14 100,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*942 900,00*		*925 000,00*	*925 000,00*	*925 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***942 900,00***		***925 000,00***	***925 000,00***	***925 000,00***

TOTAL	**957 000,00**	**0,00**	**940 000,00**	**940 000,00**
				+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE				**0,00**
				=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				**940 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-15 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	253 476,00	0,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**253 476,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**	**230 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**253 476,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**	**230 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*942 900,00*		*925 000,00*	*925 000,00*	*925 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***942 900,00***		***925 000,00***	***925 000,00***	***925 000,00***
TOTAL		**1 196 376,00**	**0,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 155 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	229 000,00	0,00	215 000,00	215 000,00	215 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	13 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**242 376,00**	**0,00**	**215 000,00**	**215 000,00**	**215 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**242 376,00**	**0,00**	**215 000,00**	**215 000,00**	**215 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*954 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*	*940 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***954 000,00***		***940 000,00***	***940 000,00***	***940 000,00***
TOTAL		**1 196 376,00**	**0,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 155 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-15 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*940 000,00*	940 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***940 000,00***	**940 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**940 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	230 000,00		230 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*925 000,00*	925 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**230 000,00**	***925 000,00***	**1 155 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 155 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
BALANCE GENERALE – RECETTES	**D2**

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		15 000,00	*0,00*	15 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*925 000,00*	925 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**15 000,00**	***925 000,00***	**940 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**940 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	215 000,00		215 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*940 000,00*	940 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**215 000,00**	***940 000,00***	**1 155 000,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (projet de budget) - 2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			1 155 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**957 000,00**	**0,00**	**0,00**	**940 000,00**	**940 000,00**	**0,00**	**940 000,00**	**940 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*954 000,00*			*940 000,00*	*940 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**954 000,00**			**940 000,00**	**940 000,00**		**940 000,00**	**940 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**940 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	**III**
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	**A**

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**957 000,00**	**0,00**	**940 000,00**	**940 000,00**	**940 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	14 100,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**14 100,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**14 100,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*942 900,00*		*925 000,00*	*925 000,00*	*925 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***942 900,00***		***925 000,00***	***925 000,00***	***925 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (projet de budget) - 2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**940 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**957 000,00**	**0,00**	**0,00**	**940 000,00**	**940 000,00**	**0,00**	**940 000,00**	**940 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*954 000,00*			*940 000,00*	*940 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*954 000,00*			*940 000,00*	*940 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*954 000,00*			*940 000,00*	*940 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**954 000,00**			**940 000,00**	**940 000,00**		**940 000,00**	**940 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**957 000,00**	**0,00**	**940 000,00**	**940 000,00**	**940 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	14 100,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
1641	Emprunts en euros	14 100,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**14 100,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**14 100,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*942 900,00*		*925 000,00*	*925 000,00*	*925 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*942 900,00*		*925 000,00*	*925 000,00*	*925 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***942 900,00***		***925 000,00***	***925 000,00***	***925 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 196 376,00**	**0,00**	**0,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**	**0,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**
011	Charges à caractère général (3)	253 476,00	0,00	0,00	230 000,00	230 000,00	0,00	230 000,00	230 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**253 476,00**	**0,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**253 476,00**	**0,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*942 900,00*			*925 000,00*	*925 000,00*		*925 000,00*	*925 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**942 900,00**			**925 000,00**	**925 000,00**		**925 000,00**	**925 000,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**1 155 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 196 376,00**	**0,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	229 000,00	0,00	215 000,00	215 000,00	215 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	13 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**242 376,00**	**0,00**	**215 000,00**	**215 000,00**	**215 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**242 376,00**	**0,00**	**215 000,00**	**215 000,00**	**215 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*954 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*	*940 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**954 000,00**		**940 000,00**	**940 000,00**	**940 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**1 155 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 196 376,00**	**0,00**	**0,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**	**0,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	253 476,00	0,00	0,00	230 000,00	230 000,00	0,00	230 000,00	230 000,00
6045	Achats études et prestations de services	229 076,00	0,00		225 000,00	225 000,00	0,00	225 000,00	225 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	3 400,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**253 476,00**	**0,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**253 476,00**	**0,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**	**0,00**	**230 000,00**	**230 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*942 900,00*			*925 000,00*	*925 000,00*		*925 000,00*	*925 000,00*

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - BA ZAE BANTZENHEIM - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*942 900,00*			*925 000,00*	*925 000,00*		*925 000,00*	*925 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**942 900,00**			**925 000,00**	**925 000,00**		**925 000,00**	**925 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**1 196 376,00**	**0,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**	**1 155 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	229 000,00	0,00	215 000,00	215 000,00	215 000,00
7015	Ventes de terrains aménagés	229 000,00	0,00	215 000,00	215 000,00	215 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	13 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	13 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**242 376,00**	**0,00**	**215 000,00**	**215 000,00**	**215 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**242 376,00**	**0,00**	**215 000,00**	**215 000,00**	**215 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*954 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*	*940 000,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*954 000,00*		*940 000,00*	*940 000,00*	*940 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**954 000,00**		**940 000,00**	**940 000,00**	**940 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES **EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES**	**C1.3**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/03/2025

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 24/03/2025

Délibéré par l'assemblée du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération(2), réunie en session
A Mulhouse, le 24/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

.

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Mulhouse, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PAGE INSÉRÉE EN PIÈCE JOINTE À LA SUITE DU PROJET DE DÉLIBÉRATION N°2562C

M. LE PRÉSIDENT : Concernant le budget annexe de la zone d'activité de Bantzenheim : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 83 + 17 procurations.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

9° BUDGET ANNEXE ZAE AMÉLIE IV : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 (7.1.1/2567C)

Le projet de budget primitif 2025 du budget annexe de la zone d'activité Amélie IV, élaboré selon l'instruction comptable M57, est arrêté en dépenses et en recettes au montant de 9 785 000 € et se décompose de la manière suivante :

	Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement	**4 892 500**	**4 892 500**
Dépenses ou recettes réelles	4 892 500	0
Dépenses ou recettes d'ordre	0	4 892 500
Section d'investissement	**4 892 500**	**4 892 500**
Dépenses ou recettes réelles	0	4 892 500
Dépenses ou recettes d'ordre	4 892 500	0
Budget total	**9 785 000**	**9 785 000**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- adopte par nature et par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, le budget primitif du budget annexe ZAE Amélie IV de 2025,
- autorise M. le Président à opérer des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites de 7,5% pour la section de fonctionnement et de 7,5% pour la section d'investissement.

PJ : (2)
- budget primitif 2025
- rapport de présentation

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D AGGLOMÉRATION : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006600900081

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M. 57

Budget primitif (projet de budget)

Voté par nature

BUDGET : ZA AMELIE4 (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 42

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	**B**

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5 %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	**0,00**
018	**RSA**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**		**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**		**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**		**0,00**
014	**Atténuations de produits**		**0,00**
016	**APA**		**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**		**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**		**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**		**0,00**
66	**Charges financières**		**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**		**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	4 892 500,00	4 892 500,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	4 892 500,00	4 892 500,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	4 892 500,00	4 892 500,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	4 892 500,00	4 892 500,00

TOTAL DU BUDGET (4)	9 785 000,00	9 785 000,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	**C1**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***4 892 500,00***	***4 892 500,00***	***4 892 500,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 892 500,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	4 892 500,00	4 892 500,00	4 892 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 892 500,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-4 892 500,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	**C2**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	4 892 500,00	4 892 500,00	4 892 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 892 500,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	**C2**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***4 892 500,00***	***4 892 500,00***	***4 892 500,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 892 500,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**-4 892 500,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
BALANCE GENERALE – DEPENSES	**D1**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*4 892 500,00*	4 892 500,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***4 892 500,00***	**4 892 500,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 892 500,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	4 892 500,00		4 892 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**4 892 500,00**	***0,00***	**4 892 500,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 892 500,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
BALANCE GENERALE – RECETTES	**D2**

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		4 892 500,00	*0,00*	4 892 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**4 892 500,00**	***0,00***	**4 892 500,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 892 500,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*4 892 500,00*	4 892 500,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***4 892 500,00***	**4 892 500,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE4 - BP (projet de budget) - 2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			4 892 500,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE4 - BP (projet de budget) - 2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*4 892 500,00*	*4 892 500,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**4 892 500,00**	**4 892 500,00**		**4 892 500,00**	**4 892 500,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**4 892 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	4 892 500,00	4 892 500,00	4 892 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**4 892 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - ZA AMELIE4 - BP (projet de budget) - 2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*4 892 500,00*	*4 892 500,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*4 892 500,00*	*4 892 500,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
3555	*Terrains aménagés*	*0,00*			*4 892 500,00*	*4 892 500,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**4 892 500,00**	**4 892 500,00**		**4 892 500,00**	**4 892 500,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	**A2.2**

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	**A2.3**

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	4 892 500,00	4 892 500,00	4 892 500,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	2 937 500,00	2 937 500,00	2 937 500,00
168741	Dettes - Communes membres du GFP	0,00	0,00	1 955 000,00	1 955 000,00	1 955 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	4 892 500,00	4 892 500,00	0,00	4 892 500,00	4 892 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**4 892 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**4 892 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	4 892 500,00	4 892 500,00	0,00	4 892 500,00	4 892 500,00
6015	Terrains à aménager	0,00	0,00		3 910 000,00	3 910 000,00	0,00	3 910 000,00	3 910 000,00
6045	Achats études et prestations de services	0,00	0,00		513 500,00	513 500,00	0,00	513 500,00	513 500,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
608	Frais sur terrains en cours aménagement	0,00	0,00		364 000,00	364 000,00	0,00	364 000,00	364 000,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*0,00*		*4 892 500,00*	*4 892 500,00*	*4 892 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**4 892 500,00**	**4 892 500,00**	**4 892 500,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES **EQUILIBRE BUDGETAIRE**	**C1.1**

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES **EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES**	**C1.3**

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 104
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/03/2025

Présenté par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN (1),
A Mulhouse, le 24/03/2025

Délibéré par l'assemblée du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération(2), réunie en session
A Mulhouse, le 24/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante du Conseil d Agglomération de Mulhouse Alsace Agglomération (2),(3).

.

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

CORNEILLE Marie	
COUCHOT Alain	
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FUCHS Gilbert	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
METZGER Henri	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	
OBERLIN Alfred	
ONIMUS Roland	
PAUGAM Maëlle	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

RIFF Didier	
RISSER Chantal	
RITZ Christelle	
SALZE Pierre	
SASSI Annouar	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHIRCK Alain	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	
SCHWEITZER Pascale Cléo	
SIMEONI Joseph	
SIMON Corine	
SORNIN Cécile	
STEGER Christophe	
STRIFFLER Paul-André	
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	
WOLFF Philippe	
ZAGAOUI Saadia	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération, M. Fabian JORDAN (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Mulhouse, le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

VOIR 2ÈME PAGE INSÉRÉE EN PIÈCE JOINTE À LA SUITE DU PROJET DE DÉLIBÉRATION N°2562C

M. LE PRÉSIDENT : Concernant le budget annexe de la ZAE Amélie 4 : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 83 + 17 procurations (PV).

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci chers collègues. C'est aussi un moment important pour l'Agglomération parce que le travail était difficile, mais cela nous a permis aussi de nous réinterroger sur notre manière de faire, de réorienter, de flécher les accompagnements, de réinterroger aussi notre fonctionnement, de quelle manière, et surtout partager cette conviction commune de conserver l'investissement sur notre territoire et la qualité des services publics, je pense que c'était important. Je rajouterai aussi le volet de proximité avec les communes, avec ces fonds de concours qui sont gardés, avec le Fonds nouvelle donne qui a été maintenu, avec la dotation de solidarité qui a été gardée sur 3 M€, donc jamais notre Agglomération n'a fait autant pour ses communes membres de l'intercommunalité. Je dis toujours que l'intercommunalité est là aussi pour être aux côtés de ses communes, c'est un facilitateur, ce n'est pas quelque chose qui se substitue à l'identité communale qui, elle, reste essentielle. Voilà, je vous rappelle que des personnes vont passer dans les rangs afin de vous faire signer les listes relatives aux budgets primitifs qui viennent d'être votés, donc si jamais vous deviez par hasard partir avant la fin, ne partez pas avant d'avoir signé ces documents-là. Merci.

10° BUDGET PRINCIPAL : VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2020-2027 (7.10.1/2571C)

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent aux Communautés d'Agglomération de décider et de voter des projets d'investissement sous forme d'Autorisations de Programme (AP) et en précisent les modalités d'application.

Elles constituent les limites supérieures des dépenses d'investissement qui peuvent être engagées et sont révisées chaque année pour tenir compte des évolutions des projets et de la capacité financière de la collectivité. Chaque Autorisation de Programme correspond à un engagement financier pluriannuel et comporte la répartition prévisionnelle des Crédits de Paiement (CP) par exercice.

Sur la période 2020–2027, les autorisations de programme identifiées ont été dimensionnées à hauteur de 348,1 M€.

Ce programme se concrétise par une affirmation des 4 ambitions de Mulhouse Alsace Agglomération portées par le Projet de Territoire et se décline par la création de 12 autorisations de programme.

Ces objectifs sont les suivants :
- un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique ;
- un territoire dynamique, attractif, terre d'accueil ;
- un territoire solidaire au service de tous ses habitants ;

- un territoire d’équilibre et de coopération.

Pour tenir compte des éléments et délibérations intervenus depuis le vote de la dernière délibération relative aux AP/CP, il y a lieu de modifier et de procéder à des ajustements techniques et financiers intégrant ces décisions.

Le document en annexe récapitule le programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme sur la période 2020-2027 et la prévision des Crédits de Paiement par exercice budgétaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil d’Agglomération :
- approuve l’ajustement du programme pluriannuel des investissements en Autorisations de Programme décliné en annexe n°1,
- approuve les Crédits de Paiement prévisionnels pour 2025.

PJ : (1)
- Annexe n°1 : autorisations de programme et crédits de paiement – programmation 2020 – 2027

ANNEXE N°1 : AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - PROGRAMMATION 2020-2027

N° et intitulé de l'AP													
N° AP	**Désignation**	***Montant 2020-2027 au 24/06/2024 (pour mémoire)***	**Montant 2020 - 2027 au 24 mars 2025**	**Réalisé 2020**	**Réalisé 2021**	**Réalisé 2022**	**Réalisé 2023**	**Réalisé 2024**	**Restes à réaliser 2024-2025**	**Crédits de Paiement 2025**	**Crédits de Paiement 2026**	**Crédits de Paiement 2027**	**Coût net estimé pour m2A**
A001	AIDE A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS SOCIAUX	33 261 411	**52 383 256**	895 793	1 358 934	1 025 203	2 523 882	6 268 312	21 747 153	8 563 979	5 000 000	5 000 000	0
A002	AMENAGEMENT ET INFRASTRUCTURES STRATEGIQUES	40 830 092	**40 985 539**	5 868 063	6 991 154	8 196 996	3 104 404	2 406 496	351 923	3 417 625	5 058 250	5 590 628	21 221 412
A003	ATTRACTIVITE, TOURISME ET CULTURE	36 244 157	**35 404 718**	3 029 114	3 448 539	3 244 337	3 415 879	4 745 685	578 239	11 885 577	4 340 841	716 507	27 122 730
A004	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOUTIEN A L'INNOVATION, DEVELOPPEMENT UNIVERSITAIRE	64 492 544	**64 982 565**	2 626 255	1 527 647	1 742 229	2 299 883	5 067 991	743 716	19 998 467	19 607 657	11 368 720	36 544 132
A005	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE	12 444 846	**11 590 002**	79 084	119 350	716 675	1 110 126	799 128	105 259	7 529 380	1 131 000	0	10 853 897
A006	EQUIPEMENTS NAUTIQUES ET SPORTIFS	33 424 312	**33 361 499**	987 756	789 404	1 250 718	1 322 122	1 773 489	819 236	7 994 707	12 117 397	6 306 670	16 816 171
A007	HABITAT, PERFORMANCE ENERGETIQUE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	14 262 903	**13 292 882**	695 181	1 379 843	1 103 126	1 516 600	827 172	318 000	2 915 908	2 587 052	1 950 000	13 292 882
A008	MOBILITES DOUCES ET PARTAGEES	19 395 786	**19 582 653**	1 108 014	1 153 505	596 889	1 881 459	1 636 409	1 023 433	6 014 752	4 261 556	1 906 635	14 376 878
A009	MAINTENANCE DU PATRIMOINE COMMUNAUTAIRE	11 374 392	**8 925 899**	155 053	2 659 940	37 027	206 987	249 215	807 524	2 322 121	1 329 793	1 158 239	7 038 676
A010 et A011	EQUIPEMENTS PERISCOLAIRES ET STRUCTURES DE PETITE ENFANCE	56 954 134	**57 983 340**	2 100 283	1 778 864	2 924 979	7 291 127	8 456 884	717 837	13 977 995	15 368 475	5 366 896	37 468 471
A012	PROJETS A SOLDER ANCIENNE PPI	806 096	**791 490**	606 433	103 072	31 591	0	50 394		0	0	0	0
A013	SOLIDARITE FINANCIERE ET TERRITORIALE	6 292 311	**8 863 311**	0	0	6 292 311	0	0	0 0	2 571 000	0	0	6 292 311
	TOTAL :	**329 782 984**	**348 147 153**	**18 151 029**	**21 310 252**	**27 162 081**	**24 672 469**	**32 281 175**	**27 212 320**	**87 191 511**	**70 802 021**	**39 364 295**	**191 027 560**
Pour information :													
	INVESTISSEMENTS ANNUELS	58 216 672	**57 436 332**	6 119 191	4 187 605	5 088 235	6 239 148	6 165 338	5 697 468	7 979 347	7 980 000	7 980 000	**48 141 834**
	TOTAL PPI + INVESTISSEMENTS ANNUELS :	**387 999 656**	**405 583 485**	**24 270 220**	**25 497 857**	**32 250 316**	**30 911 617**	**38 446 513**	**32 909 788**	**95 170 858**	**78 782 021**	**47 344 295**	**239 169 394**

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, je passe la parole à Rémy NEUMANN sur le vote des autorisations de programme 2020-2027.

M. NEUMANN : Oui, Monsieur le Président, dans la suite du budget primitif que nous venons de voter, vous savez qu'on doit adapter de temps en temps la programmation pluriannuelle d'investissement qui se traduit comptablement et c'est important, c'est pour cela qu'il y a le vote, par le vote d'autorisations de programme qui permettent des engagements pluriannuels puisque certains projets ne se font pas sur une année mais sur plusieurs. Nous avions pris une délibération en juin 2024, et il y a lieu de l'actualiser. Il y a 12 autorisations de programmes qui correspondent au programme du territoire, et elles sont dimensionnées désormais à 348 M€ sur la période 2020-2027, et viennent concrétiser donc les 4 ambitions du projet de territoire. En déduisant les recettes que nous pouvons envisager avec toutes les précautions d'usage, notamment avec les nouvelles règles et les restrictions budgétaires, le coût net pour la collectivité est estimé à 191 M€, ce qui veut dire que nous avons pour l'écart, des financements autres et notamment des subventions de l'État, des collectivités autres que m2A, à savoir notamment la Région, la CeA et l'État, ce qui fait que ce programme pluriannuel d'investissement est aujourd'hui financé à 55% par l'Agglomération et à 45% par les aides extérieures. Globalement, si on tient compte de ces recettes que nous avons intégrées dans les prévisions budgétaires, le coût net global est en baisse de 6 M€ par rapport à la PPI précédente, voilà, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Rémy. Est-ce que vous avez des questions sur ces délibérations ? Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 83 + 17 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

11° DOTATION DE SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE : RÉPARTITION AU TITRE DE L'ANNÉE 2025 (7.6/2609C)

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil d'Agglomération a institué une dotation de solidarité communautaire (DSC) qui vise à réduire les disparités de ressources et de charges entre les communes membres.

Ses modalités de répartition ont été revues par délibération n°2312C du 15 avril 2024, à l'issue d'un travail mené en atelier projet.

La nouvelle DSC s'appuie fortement sur les deux critères figurant à l'article L5211-28-4 du code général des collectivités territoriales afin de renforcer la sécurité juridique du dispositif instauré et d'accroître ses effets de solidarité. Ainsi :

- 42,5 % du montant de la DSC est réparti selon l'insuffisance du potentiel financier par habitant de la commune concernée, au prorata de l'écart au potentiel financier moyen des communes composant Mulhouse Alsace Agglomération, sans que cela ne puisse conduire à des dotations négatives ;

- 12,5 % du montant de la DSC est réparti selon l'écart de revenu par habitant de la commune concernée, au prorata de l'écart au revenu moyen par habitant des communes composant Mulhouse Alsace Agglomération, sans que cela ne puisse conduire à des dotations négatives ;
- Ne sont éligibles aux critères complémentaires de répartition de la DSC que les communes qui perçoivent une dotation au titre de l'un ou l'autre de ces deux critères.

Conformément à l'article L5211-28-4 du code général des collectivités territoriales, des critères complémentaires ont été institués :

- 15 % du montant de la DSC est réparti au prorata du nombre de logements sociaux des communes éligibles ;
- 15 % du montant de la DSC est réparti au prorata du linéaire de voirie des communes éligibles ;
- 15 % du montant de la DSC est réparti entre les communes éligibles dont l'effort fiscal est supérieur à 120% de l'effort fiscal médian des communes composant Mulhouse Alsace Agglomération. La dotation par habitant (au sens DGF) est modulée selon l'écart entre l'effort fiscal de la commune concernée et l'effort fiscal national moyen de la strate de population de la commune.

Par ailleurs, deux dispositifs de garantie ont été instaurés afin de renforcer les effets péréquateurs de la DSC ainsi mise en place et de corriger les fortes disparités existant historiquement au sein de l'agglomération :

- Les communes éligibles bénéficient d'un retour communautaire minimal garanti de 55 € par habitant, ce retour communautaire minimal étant égal à la somme de la DSC de l'année N calculée en application des critères précités et du montant des attributions de compensation versées au titre de l'année 2023 ;
- Les communes éligibles ne peuvent pas voir le montant de la DSC qui leur est attribuée au titre de l'année N être inférieur à 110% du montant de la DSC qui leur a été versé au titre de 2022 ;
- Les sommes nécessaires à l'application de ces deux garanties sont prélevées sur le montant de la DSC réparti au titre des critères d'attribution précités, au prorata de la pondération de ces derniers dans le calcul de la répartition.

Compte tenu du volume significatif de DSC réparti entre communes et de la nécessité de donner de la visibilité aux communes dans leurs projections budgétaires, il a également été décidé de :

- A partir de 2025, limiter à 5% à la hausse ou à la baisse la variation d'une année à l'autre du montant de DSC dont bénéficient les communes éligibles (l'impact financier de ce mécanisme étant prélevé ou redistribué sur le montant de la DSC réparti au titre des critères d'attribution précités, au prorata de la pondération de ces derniers dans le calcul de la répartition) ;
- Instituer un dispositif de « sortie en sifflet » en cas de perte d'éligibilité en année N ; la commune bénéficiant alors en année N de 66% du montant de la DSC qu'elle percevait en N-1, de 33% en année N+1 du montant de la DSC qu'elle percevait en N-1 et de 0% en année N+2 du montant de la DSC qu'elle percevait en N-1 (l'impact financier de ce mécanisme étant prélevé sur le montant de la DSC réparti au titre des critères d'attribution précités, au prorata de la pondération de ces derniers dans le calcul de la répartition) ;

- Voter la répartition de la DSC de l’année N au moment du vote du budget primitif de l’année N.

L’ensemble des données nécessaires au calcul de la répartition de la DSC ainsi exposé figure sur les fiches DGF des communes. Pour procéder au calcul de la DSC de l’année N, il est fait référence aux données de la fiche DGF de l’année N-1.

Conformément à l’article L.5211-28-4 du code général des collectivités territoriales, le montant de la dotation de solidarité communautaire est fixé librement par le conseil communautaire à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Pour l’année 2025, il est proposé de fixer ce montant à 3 M€.

En application de ce qui précède, la répartition de la DSC au titre de l’année 2025 est la suivante :

Commune	Rappel DSC 2024	DSC 2025
BALDERSHEIM	0 €	0 €
BANTZENHEIM	0 €	0 €
BATTENHEIM	0 €	0 €
BERRWILLER	41 875 €	43 969 €
BOLLWILLER	87 423 €	86 969 €
BRUEBACH	17 776 €	18 179 €
BRUNSTATT-DIDENHEIM	36 235 €	38 047 €
CHALAMPE	0 €	0 €
DIETWILLER	0 €	0 €
ESCHENTZWILLER	18 857 €	19 800 €
FELDKIRCH	16 443 €	17 265 €
FLAXLANDEN	15 863 €	16 656 €
GALFINGUE	48 435 €	48 160 €
HABSHEIM	0 €	0 €
HEIMSBRUNN	6 849 €	7 192 €
HOMBOURG	0 €	0 €
ILLZACH	77 373 €	77 490 €
KINGERSHEIM	90 753 €	92 847 €
LUTTERBACH	92 355 €	96 973 €
MORSCHWILLER-LE-BAS	36 089 €	37 893 €
MULHOUSE	1 430 402 €	1 390 209 €
NIFFER	0 €	0 €
OTTMARSHEIM	0 €	0 €
PETIT-LANDAU	0 €	0 €
PFASTATT	119 982 €	125 981 €
PULVERSHEIM	47 527 €	47 527 €
REININGUE	31 847 €	33 440 €
RICHWILLER	30 489 €	32 014 €
RIEDISHEIM	98 137 €	95 840 €
RIXHEIM	0 €	0 €
RUELISHEIM	31 239 €	32 801 €
SAUSHEIM	0 €	0 €
STAFFELFELDEN	200 304 €	201 239 €
STEINBRUNN-LE-BAS	28 140 €	29 350 €
UNGERSHEIM	0 €	0 €
WITTELSHEIM	112 326 €	117 942 €
WITTENHEIM	180 177 €	189 185 €
ZILLISHEIM	92 444 €	91 839 €
ZIMMERSHEIM	10 660 €	11 193 €
TOTAL	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :
- fixe le montant de la dotation de solidarité communautaire à 3 millions d'euros au titre de l'année 2025,
- approuve la proposition de répartition de la dotation de solidarité communautaire au titre de l'année 2025.

M. LE PRÉSIDENT : Je repasse la parole à Antoine sur la DSC, donc le maintien des 3 millions pour l'ensemble des communes concernées.

M. HOME : Merci Monsieur le Président. C'est un héritage justement de l'atelier pacte financier fiscal qu'on avait mis en œuvre qui avait mis en place une majoration de la DSC et une évolution des critères, donc les chiffres peuvent un peu différer par rapport à l'an dernier parce qu'en fonction des critères, il peut y avoir des petits changements. Mais je rappelle que nous avons une DSC d'un montant de 3 M€ qui concerne 26 communes de l'Agglomération sur 39. C'est un élément de péréquation financière. Principal critère, l'insuffisance du potentiel financier, mais aussi l'écart de revenu par habitant, le nombre de logements sociaux, la voirie et l'effort fiscal. Voilà ce que ça donne pour les communes concernées : évidemment Mulhouse à peu près 1,4 M€ mais également bien d'autres communes. Encore une fois, c'est, je crois, aussi de l'oxygène pour les communes les plus modestes financièrement de l'Agglomération.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. Concernant cette DSC et cette proposition : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 83 + 17 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

12° TARIFS COMMUNAUTAIRES : RÉVISION DES TARIFS POUR SERVICES RENDUS POUR 2025 (7.10.5/2650C)

Les services rendus à la population nécessitent un réajustement des tarifs communautaires pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, du niveau de qualité, du développement des prestations rendues et pour atténuer l'effort fiscal imposé aux contribuables de Mulhouse Alsace Agglomération.

A cet effet, les tarifs ci-annexés, ont été adaptés de manière à faire participer les usagers le plus équitablement possible au coût de revient des prestations offertes.

Les frais de main-d'œuvre qui s'ajoutent le cas échéant aux tarifs sont déterminés selon les coûts horaires par catégorie de personnel.

Les tarifs sont indiqués en application du taux de TVA prévu à ce jour sous réserve de modification en fonction de l'évolution législative.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les nouveaux tarifs,
- les nouveaux tarifs s'appliqueront de fait à compter de l'arrêté pris par Monsieur le Président fixant la date d'ouverture au public de l'espace Horizon Afrique
- charge Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)

- tarifs communautaires

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICE A LA POPULATION
DIRECTION FINANCES

REVISION DES TARIFS COMMUNAUTAIRES

POUR SERVICES RENDUS (2025)

COMPARATIF 2024/2025

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

BIBLIOBUS

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

	Tarif 2024 €	**Tarif 2025 €**	**%**
- abonnements :	gratuit	gratuit	**0,00%**
- pénalité de retard :	néant	néant	**0,00%**
- documents en retard : pénalité pour envoi des lettres de relance en lettre suivi, lettre expert ou lettre en recommandé avec AR	tarif postal en vigueur	tarif postal en vigueur	**0,00%**
- pénalité pour perte de carte d'abonné :	néant	néant	
- pénalité pour détérioration ou perte de document :	remplacement valeur à neuf prix éditeur	remplacement valeur à neuf prix éditeur	**0,00%**

Le Conseil d'agglomération donne délégation au Président ou à son représentant :
- pour faire don de documents usagés à des organisations ou associations caritatives, humanitaires, etc…

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

DIRECTION DES SPORTS

PISCINES

Tarifs applicables à partir du 7 avril 2025

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%
1. ENTREES						
Entrées unitaires :						
Piscines :						
* Ticket entrée Complexe nautique (CNIN ou Aquarhin) :						
- tarif plein	4,50	**4,50**		4,50	**4,50**	
- tarif réduit	3,50	**3,50**		3,50	**3,50**	
- tarif minimum et City pass	2,90	**2,90**				
* Ticket entrée Piscine (ttes piscines sauf CNIN, Aquarhin et Centre d'entrainement) :						
- tarif plein	3,90	**3,90**		3,90	**3,90**	
- tarif réduit	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	
- tarif minimum et City pass	1,90	**1,90**				
- tarif spécial enfants au Stade Nautique en été (uniquement facturation, selon convention)	1,00	**1,00**				
*Ticket entrée Centre d'entrainement						
- tarif plein		**7,00**			**7,00**	
- tarif réduit/minimum		**6,00**			**6,00**	
* Soirée spéciale						
- tarif plein		**7,00**			**7,00**	
- tarif réduit		**5,00**			**5,00**	
* Tarif carte magnétique en cas de perte ou détérioration	5,10	**5,10**		5,10	**5,10**	
* Tarif bracelet électronique	7,10	**7,10**		7,10	**7,10**	
Hygiène						
* Ticket entrée douche (Illberg/Stade Nautique) :						
- tarif plein	2,10	**2,10**		2,10	**2,10**	
- tarif réduit	1,80	**1,80**		1,80	**1,80**	
- tarif minimum	1,50	**1,50**		1,50	**1,50**	
Forme :						
* Ticket entrée Espace Bien-Etre (CNIN sans accès bassins) :						
- tarif plein	12,40	**12,40**		12,40	**12,40**	
- tarif réduit	9,10	**9,10**		9,10	**9,10**	
- tarif minimum et City-pass	7,50	**7,50**				
* Ticket entrée Bien-Etre + (CNIN avec accès bassins) :						
- tarif plein	14,60	**14,60**		14,60	**14,60**	
- tarif réduit	11,70	**11,70**		11,70	**11,70**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**				
- supplément Bien-Etre (pour les détenteurs d'un accès bassins)	10,20	**10,20**		10,20	**10,20**	
- supplément Bien-Etre + (pour les détenteurs d'un accès Bien-Etre)	2,70	**2,70**		2,70	**2,70**	
* Ticket entrée Spa (Illberg)						
- tarif plein	3,70	**3,70**		3,70	**3,70**	
- tarif réduit	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	
- tarif minimum	2,50	**2,50**				
* Ticket entrée Bien-Etre + (Aquarhin, avec accès bassins)						
- tarif plein	9,50	**9,50**		9,50	**9,50**	
- tarif réduit	8,10	**8,10**		8,10	**8,10**	
- tarif minimum	6,70	**6,70**				
*Supplément Sauna Centre d'entrainement						
- tarif plein		**5,00**			**5,00**	
- tarif réduit/minimum		**4,50**			**4,50**	
Cartes d'entrées : Les cartes de 10 entrées ou 10 heures sont valables 1 an à partir de leur première utilisation (sauf cartes magnétiques = date d'achat)						
Piscines :						
* Carte 10 entrées "toutes piscines":						
- tarif plein	35,30	**35,30**		39,90	**39,90**	
- tarif réduit	27,80	**27,80**		31,60	**31,60**	
- tarif minimum	23,10	**23,10**				
* Carte 10 entrées "Multi-piscines" (toutes piscines sauf CNIN, Aquarhin et Centre d'entrainement) :						
- tarif plein	30,50	**30,50**		34,30	**34,30**	
- tarif réduit	23,00	**23,00**		26,00	**26,00**	
- tarif minimum	16,00	**16,00**				
* Carte 10 heures Complexe nautique (CNIN) :						
- tarif plein	24,80	**24,80**		30,40	**30,40**	
- tarif réduit	19,40	**19,40**		24,20	**24,20**	
- tarif minimum	16,20	**16,20**				
* Carte 10 heures (Illberg et Bourtzwiller) :						
- tarif plein	17,80	**17,80**		22,50	**22,50**	
- tarif réduit	13,80	**13,80**		17,30	**17,30**	
- tarif minimum	11,00	**11,00**				

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%
Forme :						
* Carte 10 entrées Bien-Etre (CNIN sans accès bassins) :						
- tarif plein	101,00	**101,00**		112,20	**112,20**	
- tarif réduit	72,50	**72,50**		81,60	**81,60**	
- tarif minimum	60,30	**60,30**				
* Carte 10 entrées Bien-Etre + (CNIN, avec accès bassins) :						
- tarif plein	117,40	**117,40**		132,00	**132,00**	
- tarif réduit	94,20	**94,20**		106,50	**106,50**	
- tarif minimum	71,10	**71,10**				
* Carte 10 entrées Spa (Illberg) :						
- tarif plein	28,80	**28,80**		32,40	**32,40**	
- tarif réduit	23,10	**23,10**		26,90	**26,90**	
- tarif minimum	18,90	**18,90**				
* Carte 10 entrées Bien-Etre + (Aquarhin, avec accès bassins) :						
- tarif plein	76,00	**76,00**		86,00	**86,00**	
- tarif réduit	65,00	**65,00**		73,50	**73,50**	
- tarif minimum	57,00	**57,00**				
Abonnements : Les abonnements sont valables 1 an à partir de la date d'achat						
Abonnements annuels Piscines :						
* Abonnement Toutes piscines (sauf Centre d'entrainement) :						
- tarif plein	222,00	**222,00**		289,00	**289,00**	
- tarif réduit	177,00	**177,00**		232,00	**232,00**	
- tarif minimum	133,00	**133,00**				
* Abonnement Multi-piscines (ttes piscines sauf CNIN, Aquarhin et Centre d'entrainement) :						
- tarif plein	117,80	**117,80**		157,50	**157,50**	
- tarif réduit	84,10	**84,10**		112,00	**112,00**	
- tarif minimum	71,40	**71,40**				
* Abonnement Complexe nautique (CNIN ou Aquarhin) :						
- tarif plein	155,50	**155,50**		202,50	**202,50**	
- tarif réduit	123,90	**123,90**		161,60	**161,60**	
- tarif minimum	93,30	**93,30**				
* Abonnement Piscine Illberg + Stade Nautique :						
- tarif plein	87,70	**87,70**		114,10	**114,10**	
- tarif réduit	71,40	**71,40**		90,90	**90,90**	
- tarif minimum	57,10	**57,10**				
* Abonnement 1 piscine (Bourtzwiller) :						
- tarif plein	57,20	**57,20**		72,00	**72,00**	
- tarif réduit	41,70	**41,70**		52,40	**52,40**	
- tarif minimum	34,90	**34,90**				
* Abonnement 1 piscine saisonnière(Jonquilles, Ungersheim, Stade nautique) :						
- tarif plein	53,50	**53,50**		74,70	**74,70**	
- tarif réduit	40,80	**40,80**		58,00	**58,00**	
- tarif minimum	34,10	**34,10**				
*Abonnement Centre d'entrainement						
- tarif plein		**300,00**			**390,00**	
- tarif réduit/minimum		**240,00**			**315,00**	
Abonnements Forme :						
* Abonnement annuel Bien-Etre + (CNIN, avec accès bassins) :						
- tarif plein	318,20	**318,20**		428,20	**428,20**	
- tarif réduit	208,00	**208,00**		280,70	**280,70**	
- tarif minimum	177,40	**177,40**				
* Abonnement annuel Bien-Etre (CNIN, sans accès bassins) :						
- tarif plein	213,20	**213,20**		288,80	**288,80**	
- tarif réduit	134,60	**134,60**		171,70	**171,70**	
- tarif minimum	125,40	**125,40**				
2. ANIMATIONS, LECONS DE NATATION						
Découverte du milieu aquatique :						
* Bébé nageur, Jardin aquatique et Aisance aquatique annuel :						
- tarif réduit	189,40	**202,70**	7,02%	244,00	**261,10**	7,01%
- tarif minimum	152,60	**163,30**	7,01%			
Leçons de natation Adultes ou enfants (droit d'entrée inclus) :						
* Ecole de natation annuelle :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	180,10	**192,70**	7,00%	242,40	**259,50**	7,05%
- tarif réduit	153,50	**164,00**	6,84%	205,50	**220,00**	7,06%
- tarif minimum	126,30	**135,00**	6,89%			
* Ecole de natation trimestrielle :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	80,60	**86,20**	6,95%	106,60	**114,10**	7,04%
- tarif réduit	69,40	**74,30**	7,06%	91,40	**97,80**	7,00%
- tarif minimum	56,60	**60,60**	7,07%			
* Leçons individuelles de natation (5 séances) :						
- tarif plein (uniquement Adultes)	80,60	**86,20**	6,95%	106,60	**114,10**	7,04%
- tarif réduit	69,40	**74,30**	7,06%	91,40	**97,80**	7,00%
- tarif minimum	57,10	**61,10**	7,01%			
* Stage Piscine, 1 semaine vacances scolaires (enfants) :						
- tarif réduit	61,10	**65,40**	7,04%	61,10	**65,40**	7,04%
- tarif minimum	51,00	**54,60**	7,06%			

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%
Animations adultes (droit d'entrée inclus) :						
* Cours annuel Aqua :						
- tarif plein	182,30	**200,50**	9,98%	257,70	**283,50**	10,01%
- tarif réduit	151,20	**166,30**	9,99%	211,70	**233,00**	10,06%
- tarif minimum	121,70	**133,90**	10,02%			
* Cours annuel Aquabike :						
- tarif plein	257,20	**282,90**	9,99%	335,80	**369,40**	10,01%
- tarif réduit	213,30	**234,60**	9,99%	278,50	**306,40**	10,02%
- tarif minimum	170,70	**187,80**	10,02%			
* Cours annuel Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :						
- tarif plein	239,20	**263,10**	9,99%	311,30	**342,40**	9,99%
- tarif réduit	191,00	**210,10**	10,00%	248,50	**273,40**	10,02%
- tarif minimum	153,00	**168,30**	10,00%			
* Cours trimestriel Aqua :						
- tarif plein	74,20	**81,60**	9,97%	95,50	**105,10**	10,05%
- tarif réduit	62,10	**68,30**	9,98%	78,40	**86,20**	9,95%
- tarif minimum	49,50	**54,50**	10,10%			
* Cours trimestriel Aquabike :						
- tarif plein	95,40	**104,90**	9,96%	124,10	**136,50**	9,99%
- tarif réduit	79,20	**87,10**	9,97%	103,00	**113,30**	10,00%
- tarif minimum	63,10	**69,10**	9,51%			
* Cours trimestriel Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :						
- tarif plein	81,70	**89,90**	10,04%	106,00	**116,60**	10,00%
- tarif réduit	65,30	**71,80**	9,95%	83,80	**92,20**	10,02%
- tarif minimum	52,00	**57,20**	10,00%			
* Cours, à la séance, Aqua :						
- tarif plein	8,00	**8,80**	10,00%	10,50	**11,60**	10,48%
- tarif réduit	6,80	**7,50**	10,29%	9,00	**9,90**	10,00%
- tarif minimum	5,40	**5,90**	9,26%			
* Cours, à la séance, Aquabike :						
- tarif plein	10,40	**11,40**	9,62%	13,40	**14,70**	9,70%
- tarif réduit	8,60	**9,50**	10,47%	11,30	**12,40**	9,73%
- tarif minimum	7,00	**7,70**	10,00%			
* Cours, à la séance, Aquabike à 2, Aqua Trampo, Aqua Fitness, ou Circuit training :						
- tarif plein	9,50	**10,50**	10,53%	12,30	**13,50**	9,76%
- tarif réduit	8,10	**8,90**	9,88%	10,50	**11,60**	10,48%
- tarif minimum	6,60	**7,30**	10,61%			
* Cours Aqua sénior (réduit) :	5,90	**6,50**	10,17%	7,90	**8,70**	10,13%
* Location d'un vélo (la demi-heure) :	4,80	**5,30**	10,42%	4,80	**5,30**	10,42%
3. MISES A DISPOSITION						
La ligne d'eau :						
* 2,5 m x 25 m (+ petit bassin), l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	45,30	**45,30**		59,70	**59,70**	
- tarif réduit	34,90	**34,90**		44,90	**44,90**	
- tarif minimum	28,80	**28,80**				
* 2,5 m x 50 m, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	69,00	**69,00**		90,70	**90,70**	
- tarif réduit	52,50	**52,50**		67,00	**67,00**	
Le bassin :						
* 25 m ou fosse à plongeons, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	95,80	**95,80**		124,60	**124,60**	
- tarif réduit	72,10	**72,10**		93,70	**93,70**	
- tarif minimum	59,70	**59,70**				
* 50 m, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	138,50	**138,50**		179,70	**179,70**	
- tarif réduit	104,00	**104,00**		134,90	**134,90**	
- tarif minimum	87,00	**87,00**				
Divers :						
* Location salle de réunion (demi-journée) :						
- tarif plein	39,70	**39,70**		53,00	**53,00**	
- tarif réduit	32,10	**32,10**		42,80	**42,80**	
* Location salle de réunion (l'heure) :						
- tarif plein	12,00	**12,00**		16,00	**16,00**	
- tarif réduit	9,50	**9,50**		12,50	**12,50**	
* Mise à disposition d'un MNS (l'heure d'utilisation) :	27,70	**27,70**		27,70	**27,70**	
* Anniversaires (10 enfants + 2 adultes) à Aquarhin (avec	50,00	**50,00**		65,00	**65,00**	
4. DIVERS SERVICES						
* Sèche cheveux automatique	0,10	**0,10**		0,10	**0,10**	
* Lavage de linge (le Kg, TTC)	4,00	**4,00**		5,20	**5,20**	
* Reproduction d'une clé	10,10	**10,10**		13,20	**13,20**	
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**34,60**		44,90	**44,90**	
* Grosses réparations (l'heure)	69,20	**69,20**		90,90	**90,90**	
* Nettoyage : forfait classique	163,00	**163,00**		213,10	**213,10**	
* Location raquette ping pong (Aquarhin)	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	

PATINOIRE

Tarifs applicables à partir du 7 avril 2025

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%
1. ENTREES						
Entrées unitaires :						
* Ticket entrée (location patins non incluse) :						
- tarif plein	4,60	**4,60**		4,60	**4,60**	
- tarif réduit	3,60	**3,60**		3,60	**3,60**	
- tarif minimum et City pass	2,50	**2,50**				
* Ticket entrée + locations patins, soirée étudiants	4,20	**4,20**		4,20	**4,20**	
* Karting sur glace :						
- tarif plein	11,20	**11,20**		11,20	**11,20**	
- tarif réduit	9,10	**9,10**		9,10	**9,10**	
- tarif minimum	7,10	**7,10**				
* Tarif carte magnétique (en cas de perte ou détérioration)	5,10	**5,10**		5,10	**5,10**	
* Tarif bracelet électronique (en cas de perte ou détérioration)	7,10	**7,10**		7,10	**7,10**	
Cartes d'entrées :						
* Carte 10 entrées (location patins non incluse) :						
- tarif plein	36,70	**36,70**		40,80	**40,80**	
- tarif réduit	28,50	**28,50**		31,60	**31,60**	
- tarif minimum	19,90	**19,90**				
* Karting sur glace, carte de 10 entrées :						
- tarif plein	90,90	**90,90**		102,00	**102,00**	
- tarif réduit	72,20	**72,20**		81,60	**81,60**	
- tarif minimum	60,10	**60,10**				
Abonnements :						
* Abonnement annuel (location patins incluse + stade nautique) :						
- tarif plein	227,00	**227,00**		303,50	**303,50**	
- tarif réduit	169,50	**169,50**		230,00	**230,00**	
- tarif minimum	133,50	**133,50**				
* Abonnement trimestriel (location patins incluse) :						
- tarif plein	92,40	**92,40**		121,90	**121,90**	
- tarif réduit + adultes avec patins	68,60	**68,60**		91,30	**91,30**	
- tarif minimum + enfants avec patins	55,00	**55,00**				
Evénementiel (manifestations ponctuelles)						
* Ticket Famille, patins compris (pour maximum 2 adultes et 4 enfants) :	4,60	**4,60**		4,60	**4,60**	
* Ticket individuel, patins compris	2,50	**2,50**		2,50	**2,50**	
* Soirée spéciale (location patin non incluse) :						
- tarif unique		**7,00**			**7,00**	
2. DIVERS SERVICES						
Location de matériel :						
* Location patins à glace :						
- la paire de patins (au public)	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	
- la paire de patins (aux scolaires)	1,60	**1,60**		1,60	**1,60**	
- la carte de 10 locations	23,20	**23,20**		26,30	**26,30**	
Divers :						
* Affûtage patins	5,50	**5,50**		5,50	**5,50**	
* Anniversaire Patinoire (jusqu'à 11 enfants) :						
- avec animateur	127,00	**127,00**		166,00	**166,00**	
- sans animateur	105,00	**105,00**		139,00	**139,00**	
- supplément par enfant en sus	9,30	**9,30**		12,00	**12,00**	
* Anniversaire Patinoire : 1/4 glace réservé et balisé, avec	249,00	**249,00**		324,00	**324,00**	
* Forfait animation (avec DJ)	58,50	**58,50**		75,50	**75,50**	
* Forfait VIP (matchs de Hockey)	280,00	**280,00**		364,50	**364,50**	
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**34,60**		44,90	**44,90**	
3. MISE A DISPOSITION DE LA PATINOIRE						
Le 1/4 de glace :						
* Location de patins incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	92,90	**92,90**		120,30	**120,30**	
- tarif réduit	70,70	**70,70**		90,80	**90,80**	
- tarif minimum	69,60	**69,60**		88,70	**88,70**	
* Location de patins non incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	48,40	**48,40**		63,20	**63,20**	
- tarif réduit	36,80	**36,80**		47,40	**47,40**	
- tarif minimum	36,30	**36,30**		46,40	**46,40**	
La piste :						
* Location de patins incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	369,00	**369,00**		480,50	**480,50**	
- tarif réduit	277,00	**277,00**		363,50	**363,50**	
* Location de patins non incluse, l'heure d'utilisation :						
- tarif plein	189,50	**189,50**		247,00	**247,00**	
- tarif réduit	114,00	**114,00**		148,00	**148,00**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%
Location de locaux :						
* Location salle de réunion (demi-journée) :						
- tarif plein	39,70	**39,70**		53,00	**53,00**	
- tarif réduit	32,10	**32,10**		42,90	**42,90**	
* Location salle de réunion (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	12,00	**12,00**		16,00	**16,00**	
- tarif réduit	9,50	**9,50**		12,50	**12,50**	
* Salle de danse	39,80	**39,80**		53,00	**53,00**	
4. DIVERS						
* Mise à disposition d'un éducateur sportif (à l'heure)	27,70	**27,70**		27,70	**27,70**	
* Mise à disposition karting sur glace :						
- tarif plein	1 047,00	**1 047,00**		1364,00	**1364,00**	
- tarif réduit	737,00	**737,00**		949,00	**949,00**	
* Nettoyage (forfait)	163,00	**163,00**		213,00	**213,00**	

Piscines et Patinoire

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité (animations et prestations) (tarifs AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit (Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- jeunes de moins de 18 ans
- étudiants
- agents communautaires et agents municipaux des communes membres
- retraités municipaux et communautaires des communes membres (sauf pour les "prestations entrées unitaires piscines et patinoire" et "prestations douches")
- chômeurs
- personnes de plus de 60 ans
- anciens combattants
- titulaires du BPJEPS-AAN et BNSSA pour les établissements aquatiques (uniquement prestations entrées unitaires)
- 1 accompagnateur par bénéficiaire d'une carte d'invalidité (uniquement pour les entrées unitaires)
- titulaires carte CE nominative avec photo pour les "prestations entrées" (selon convention)
- adultes disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice du **tarif minimum (Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- IMP, IEMP, Hôpitaux de jour
- Centres Sociaux Culturels, Accueils de Loisirs sans Hébergement , MJC
- Titulaires d'une carte d'invalidité (sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité)
- Bénéficiaires du RSA et de l'ASS
- personnes soutenues par un service d'action sociale domiciliées dans l'Agglomération
- enfants des agents communautaires et des agents municipaux des communes membres
- familles (1 ou 2 parents) à partir de 2 enfants à charges pour les "prestations abonnements piscines" (tarif individuel pour chaque membre)
- à partir du 3ème enfant inscrit pour les "animations enfants" sur présentation de justificatifs
- CE (sur facturation, selon convention)
- titulaires d'un abonnement piscine pour les "prestations forme" du même établissement
- enfants disposant de patins et souscrivant un abonnement à la patinoire

Le bénéfice du **tarif spécial enfants au Stade Nautique en été (Agglo)** est accordé aux bénéficiaires dépendant des association d'aide aux demandeurs d'asile et aux réfugiés (uniquement sur facturation et selon convention)

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- enfants de moins de 4 ans pour les entrées unitaires piscines et patinoire (location patin inclus)
- retraités municipaux et communautaires des communes membres pour les "prestations entrées unitaires piscines" et prestations douches"
- BPJEPS-AAN et BNSSA en formation pour les établissements aquatiques
- pour les groupes associatifs (CSC, ALSH, MJC,…) : 1 accompagnateur gratuit pour 8 enfants de plus de 6 ans et 1 accompagnateur gratuit pour 5 enfants de moins de 6 ans
- groupes handicapés : pour les accompagnateurs du groupe
- titulaires de la carte "AS" selon réglementation
- activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- écoles primaires de l'Agglomération signataires d'une convention
- agents territoriaux de la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim)
- titulaires de la carte sénior délivrée par la commune d'Ungersheim (pour la piscine d'Ungersheim)
- titulaires de la carte Pass' temps sénior : 5 entrées gratuites en piscines sur présentation de la carte
- pompiers, policiers et gendarmes dans le cadre de l'exercice de leurs missions (sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique et sur un créneau conventionné piscine)

Le SUAPS de l'UHA bénéficiera d'un tarif spécifique (selon convention) pour l'utilisation de la piscine de l'Illberg et de la Patinoire.

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération
- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- En l'absence de tarif minimum, c'est le tarif réduit qui s'applique pour les bénéficiaires du tarif minimum
- Les abonnements donnent accès uniquement à ou aux établissements mentionnés sur ce dernier (même en cas de fermeture exceptionnelle)

Piscines et Patinoire

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité (animations et prestations)
(tarifs HORS AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit (Hors Agglo)** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- jeunes de moins de 18 ans
- étudiants
- chômeurs
- personnes de plus de 60 ans
- anciens combattants
- titulaires BPJEPS-AAN et BNSSA pour les établissements aquatiques (uniquement prestations entrées unitaires)
- Titulaires d'une carte d'invalidité (sur présentation d'un justificatif d'invalidité en cours de validité)
- 1 accompagnateur par bénéficiaire d'une carte d'invalidité
- titulaires carte CE nominative avec photo pour les "prestations entrées" (selon convention)
- IMP, IEMP, Hôpitaux de jour
- Centres Sociaux Culturels, Accueils de Loisirs sans Hébergement, MJC
- titulaires du RSA
- familles (1 ou 2 parents) à partir de 2 enfants à charges pour les "prestations abonnements piscines" (tarif individuel pour chaque membre)
- titulaires d'un abonnement piscine pour les "prestations forme" du même établissement

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants, sur présentation d'une pièce justificative et d'une pièce d'identité avec photo :

- enfants de moins de 4 ans pour les entrées unitaires piscines et patinoire (location patin inclus)
- BEESAN et BPJEPS-AAN en formation pour les établissements aquatiques
- pour les groupes associatifs (CSC, ALSH, MJC,…) : 1 accompagnateur gratuit pour 8 enfants de plus de 6 ans et 1 accompagnateur gratuit pour 5 enfants de moins de 6 ans
- groupes handicapés : pour les accompagnateurs du groupe
- activités validées par convention et/ou organisées avec le service

Remarques :

- *le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération sur présentation d'un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois et d'une pièce d'identité avec photo*
- *Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation*
- *Toute personne souhaitant acheter une carte, un abonnement ou une animation, devra accepter d'être prise en photo*
- *Les abonnements donnent accès uniquement à ou aux établissements mentionnés sur ce dernier (même en cas de fermeture exceptionnelle)*

EQUIPEMENTS TERRESTRES

Tarifs applicables à partir du 7 avril 2025

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	**A partir du 07/04/2025**	**%**	**Avant le 07/04/2025**	**A partir du 07/04/2025**	**%**
1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS						
Equipements de plein air :						
Terrains (herbe ou synthétique) :						
* Terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,70	**85,70**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	41,90	**41,90**		54,00	**54,00**	
* Terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,00**		67,30	**67,30**	
- tarif réduit	40,30	**40,30**		53,00	**53,00**	
- tarif minimum	18,30	**18,30**		42,80	**42,80**	
* Demi-terrain éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,10	**32,10**		42,80	**42,80**	
- tarif réduit	26,00	**26,00**		34,10	**34,10**	
- tarif minimum	20,90	**20,90**		27,50	**27,50**	
* Demi-terrain non éclairé (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	25,40	**25,40**		33,10	**33,10**	
- tarif réduit	20,40	**20,40**		26,50	**26,50**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**		12,20	**12,20**	
* Vestiaires seuls (la séance) :						
- tarif plein	13,20	**13,20**		16,80	**16,80**	
- tarif réduit	11,20	**11,20**		13,70	**13,70**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**		12,20	**12,20**	
Courts tennis (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	46,90	**46,90**		62,20	**62,20**	
- tarif réduit	37,20	**37,20**		48,90	**48,90**	
- tarif minimum	12,70	**12,70**		16,80	**16,80**	
* Piste athlétisme éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,10	**85,10**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**		12,20	**12,20**	
* Piste athlétisme non éclairée (par groupe classe et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,00**		67,30	**67,30**	
- tarif réduit	40,80	**40,80**		53,00	**53,00**	
- tarif minimum	9,20	**9,20**		12,20	**12,20**	
* Mur d'escalade (par personne et par heure d'utilisation) :						
- tarif plein	3,70	**3,70**		4,80	**4,80**	
- tarif réduit	3,00	**3,00**		3,90	**3,90**	
- tarif minimum	2,40	**2,40**		3,20	**3,20**	
* Grands Equipements (Stade III) (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	82,60	**82,60**		109,00	**109,00**	
- tarif réduit	65,80	**65,80**		86,70	**86,70**	
- tarif minimum	53,00	**53,00**		69,30	**69,30**	
Equipements couverts :						
Gymnases (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,10	**85,10**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	18,30	**18,30**		42,80	**42,80**	
Demi gymnase (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,10	**32,10**		42,80	**42,80**	
- tarif réduit	26,00	**26,00**		34,10	**34,10**	
- tarif minimum	18,10	**18,10**		27,50	**27,50**	
Courts de tennis (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,70	**85,70**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	41,80	**41,80**		54,00	**54,00**	
Grands Equipements (Palais des Sports) :						
* Salle principale, **avec gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	82,60	**82,60**		109,00	**109,00**	
- tarif réduit	65,80	**65,80**		86,70	**86,70**	
- tarif minimum	53,00	**53,00**		69,30	**69,30**	
* Salle principale, sans **gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	41,80	**41,80**		55,00	**55,00**	
- tarif réduit	33,60	**33,60**		43,80	**43,80**	
- tarif minimum	26,50	**26,50**		34,60	**34,60**	
* Salle annexe, **avec gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,70	**85,70**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	41,80	**41,80**		54,00	**54,00**	
* Salle annexe, sans **gradins** (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	32,60	**32,60**		42,80	**42,80**	
- tarif réduit	26,50	**26,50**		33,60	**33,60**	
- tarif minimum	21,40	**21,40**		27,50	**27,50**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%
* Salle VIP (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		85,70	**85,70**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
- tarif minimum	41,80	**41,80**		54,00	**54,00**	
* Salle spécialisée (l'heure d'utilisation) :						
- tarif plein	51,00	**51,00**		67,30	**67,30**	
- tarif réduit	40,80	**40,80**		53,00	**53,00**	
- tarif minimum	32,60	**32,60**		42,80	**42,80**	
* Forfait "saison sportive"	14 276,00	**14 276,00**				
* Palais des Sports entier :						
- la journée : tarif plein	2 000,00	**2 000,00**		2 500,00	**2 500,00**	
- la journée : tarif réduit	1 600,00	**1 600,00**		2 000,00	**2 000,00**	
- l'heure : tarif réduit	250,00	**250,00**		320,00	**320,00**	
- l'heure : tarif plein	200,00	**200,00**		250,00	**250,00**	
2. DIVERS						
Location de matériel (1 jour) :						
* Table	3,20	**3,20**		4,20	**4,20**	
* Chaise	1,50	**1,50**		2,00	**2,00**	
* Paravent	4,30	**4,30**		5,50	**5,50**	
* Grille d'exposition	4,30	**4,30**		5,50	**5,50**	
* Podium (au m2)	3,20	**3,20**		4,20	**4,20**	
* Equipements de sonorisation	31,30	**31,30**		40,90	**40,90**	
Location de locaux (la demi-journée) :						
* Salle de réunion ou salle vidéo :						
- tarif plein	39,70	**39,70**		53,00	**53,00**	
- tarif réduit	32,10	**32,10**		42,80	**42,80**	
* Espace loge :						
- tarif plein	60,70	**60,70**		79,50	**79,50**	
- tarif réduit	48,90	**48,90**		63,20	**63,20**	
* Espace Buvette centrale :						
- tarif plein	60,70	**60,70**		79,50	**79,50**	
- tarif réduit	48,90	**48,90**		63,20	**63,20**	
* Espace Buvette latérale :						
- tarif plein	36,70	**36,70**		50,00	**50,00**	
- tarif réduit	29,50	**29,50**		39,70	**39,70**	
* Espaces bureaux :						
- tarif plein	39,70	**39,70**		53,00	**53,00**	
- tarif réduit	32,60	**32,60**		42,80	**42,80**	
* Hall d'entrée Palais des Sports, forfait réception :						
- tarif plein	181,60	**181,60**		240,70	**240,70**	
- tarif réduit	144,80	**144,80**		192,90	**192,90**	
* Coursives et promenoirs Palais des Sports :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		84,60	**84,60**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
* Tribunes Stade :						
- tarif plein	30,10	**30,10**		39,70	**39,70**	
- tarif réduit	23,90	**23,90**		31,60	**31,60**	
* Tribunes Palais des Sports :						
- tarif plein	64,20	**64,20**		84,60	**84,60**	
- tarif réduit	52,00	**52,00**		67,30	**67,30**	
* Espaces stockage (le m3 par mois) :						
- tarif plein	5,20	**5,20**		6,70	**6,70**	
- tarif réduit	4,20	**4,20**		5,20	**5,20**	
Location de locaux (l'heure) :						
* Salle de réunion :						
- tarif plein	12,00	**12,00**		16,00	**16,00**	
- tarif réduit	9,50	**9,50**		12,50	**12,50**	
3. DIVERS SERVICES						
* Petites réparations (l'heure)	34,60	**34,60**		44,90	**44,90**	
* Grosses réparations (l'heure)	69,20	**69,20**		90,90	**90,90**	
* Nettoyage : forfait classique	163,00	**163,00**		213,00	**213,00**	
* Nettoyage : forfait salle principale et tribunes (Palais Sports) :	590,00	**590,00**		766,00	**766,00**	

Equipements terrestres

Indications relatives aux tarifs préférentiels et à la gratuité de la mise à disposition d'équipements (tarifs AGGLO)

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat
- Associations sportives (hors Mulhouse)
- Centres sociaux (hors Mulhouse)
- Fédérations
- Ligues
- Comités
- Clubs
- Centres de formations sportifs
- CE
- Services de la Ville de Mulhouse et de la m2A
- Pôles (France, espoirs, sections sportives)

Le bénéfice du **tarif minimum** est accordé aux utilisateurs suivants:

- Scolaires (secondaires et universitaires)
- Associations caritatives
- Foyers
- Centres hospitaliers

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Ecoles primaires
- UNSS-USEP
- Associations sportives mulhousiennes
- Centres sociaux mulhousiens
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- Corps constitués (pompiers, policiers, et gendarmes) dans le cadre de l'exercice de leurs missions et sur demande spécifique de leur supérieur hiérarchique
- Bénéficiaires de la carte As
- OMS
- Associations communautaires et corpo

Le SUAPS de l'UHA bénéficiera de la gratuité (selon convention et selon un volume dédié) pour l'utilisation du Stade de l'Ill.
Dans les autres cas, il bénéficiera d'un tarif minimum.

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux habitants de Mulhouse Alsace Agglomération
- Toute heure entamée ou ne pouvant être remise à disposition sera facturée
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- En l'absence de tarif minimum, c'est le tarif réduit qui s'applique pour les bénéficiaires du tarif minimum.

CENTRE SPORTIF REGIONAL

Tarifs applicables à partir du 7 avril 2025

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	**A partir du 07/04/2025**	**%**	**Avant le 07/04/2025**	**A partir du 07/04/2025**	**%**
1. MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS						
1 alvéole Omnisport ou salle spécialisée et vestiaires :						
- tarif plein	40,40	**40,40**		52,50	**52,50**	
- tarif réduit	19,20	**19,20**		25,30	**25,30**	
2. RESTAURATION						
Petites restaurations :						
- Petit déjeuner complet (+laitage + jambon + œufs)	8,10	**8,10**		8,10	**8,10**	
Restauration :						
Menu 1 (entrée, plat, fromage, dessert)	10,10	**10,10**		10,10	**10,10**	
Menu 2 (Menu 1 + boisson non alcoolisée + café)	12,10	**12,10**		12,10	**12,10**	
Menu 3 (menu 1 amélioré et servi à table)	19,20	**19,20**		19,20	**19,20**	
Menu 4 (Menu de standing et servi à table)	27,30	**27,30**		27,30	**27,30**	
Menu réduit, ou Menu Enfants avec goûter	7,70	**7,70**		7,70	**7,70**	
Plat du jour	4,30	**4,30**		4,30	**4,30**	
Menu étudiant CREPS de Strasbourg	4,00	**4,00**		4,00	**4,00**	
Supplément facturation CREPS de Strasbourg	3,70	**3,70**		3,70	**3,70**	
Fromage ou laitage ou dessert ou autre	1,40	**1,40**		1,40	**1,40**	
Panier repas	7,40	**7,40**		7,40	**7,40**	
Soupe	2,50	**2,50**		2,50	**2,50**	
Salade ou entrée	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	
Sandwich	3,50	**3,50**		3,50	**3,50**	
Goûter selon demande	5,30	**5,30**		5,30	**5,30**	
Collation selon demande	7,40	**7,40**		7,40	**7,40**	
Café d'accueil avec mini-viennoiseries, ou Apéritif, ou Vin d'honne	4,05	**4,05**		4,05	**4,05**	
Café d'accueil, ou Pause boissons	2,05	**2,05**		2,05	**2,05**	
Cocktail 5 pièces (par personne)	8,10	**8,10**		8,10	**8,10**	
Cocktail 9 pièces (par personne)	15,10	**15,10**		15,10	**15,10**	
Cocktail 12 pièces (par personne)	20,10	**20,10**		20,10	**20,10**	
Cocktail 15 pièces (par personne)	24,80	**24,80**		24,80	**24,80**	
Pain supplémentaire aux Menus	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Bar et boissons :						
Café (caisse)	1,40	**1,40**		1,40	**1,40**	
Café double	2,50	**2,50**		2,50	**2,50**	
Supplément crème	0,20	**0,20**		0,20	**0,20**	
Thé ou infusion	1,30	**1,30**		1,30	**1,30**	
Bouteille d'eau self (50 cl)	2,00	**2,00**		2,00	**2,00**	
Bouteille d'eau maxi (1,5 l)	1,10	**1,10**		1,10	**1,10**	
Canette de soda (33 cl)	2,00	**2,00**		2,00	**2,00**	
Bière pression (33 cl)	3,05	**3,05**		3,05	**3,05**	
Bière locale (33 cl)	3,50	**3,50**		3,50	**3,50**	
Bière self (33cl)	2,55	**2,55**		2,55	**2,55**	
Vin self (25cl)	3,50	**3,50**		3,50	**3,50**	
Bouteille de vin gamme 1	13,20	**13,20**		13,20	**13,20**	
Bouteille de vin gamme 2	15,20	**15,20**		15,20	**15,20**	
Bouteille de vin gamme 3	19,20	**19,20**		19,20	**19,20**	
Bouteille de vin gamme 4	22,20	**22,20**		22,20	**22,20**	
Cidre (75cl)	10,10	**10,10**		10,10	**10,10**	
Fût de bière (6 litres)	48,80	**48,80**		48,80	**48,80**	
Vin d'honneur (service compris) :						
Jus de fruits bio (1 l)	5,06	**5,06**		5,06	**5,06**	
Café ou thé (thermos 1l)	6,05	**6,05**		6,05	**6,05**	
Café ou thé (thermos 3l)	18,20	**18,20**		18,20	**18,20**	
Boîte sucrée / salée (1kg)	14,20	**14,20**		14,20	**14,20**	
Cacahuètes (1kg)	14,20	**14,20**		14,20	**14,20**	
Kougelhopf	10,10	**10,10**		10,10	**10,10**	
Brioche ou cake	9,10	**9,10**		9,10	**9,10**	
Mini petits pains	0,95	**0,95**		0,95	**0,95**	
Mini moricettes	1,55	**1,55**		1,55	**1,55**	
Mini mignardises	1,55	**1,55**		1,55	**1,55**	
Accompagnement vin d'honneur (verres, nappage…)	60,60	**60,60**		60,60	**60,60**	
Espace Détente :						
Barre de céréales	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Pain d'épices	0,50	**0,50**		0,50	**0,50**	
Compote à boire	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Verre de jus de fruits local	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Fruit	1,00	**1,00**		1,00	**1,00**	
Mélange céréales	3,00	**3,00**		3,00	**3,00**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%
3. HEBERGEMENT						
Chambres :						
Chambre 1 personne (petit déj inclus) :						
- tarif plein	33,30	**33,30**		43,40	**43,40**	
- tarif réduit (spécial sportif)	29,30	**29,30**		38,40	**38,40**	
Chambre 2 personnes (prix par personne, petit déj inclus) :						
- tarif plein	27,25	**27,25**		35,35	**35,35**	
- tarif réduit (spécial sportif)	24,75	**24,75**		32,30	**32,30**	
Chambre 3 personnes (prix par personne, petit déj inclus) :						
- tarif plein	24,60	**24,60**		32,00	**32,00**	
- tarif réduit	23,20	**23,20**		30,30	**30,30**	
Chambre 4 personnes et plus (prix par personne, petit déj.						
- tarif plein	24,30	**24,30**		30,30	**30,30**	
- tarif réduit	22,20	**22,20**		29,30	**29,30**	
Groupe supérieur à 50 (prix par personne, petit déj inclus) :	24,30	**24,30**		30,30	**30,30**	
- tarif plein	24,30	**24,30**		30,30	**30,30**	
- groupe scolaire, sans restriction d'effectif						
Internat :						
- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle 3 700 € : 1 personne (du lundi soir au vendredi matin) : coût semestriel	1 850,00	**1 850,00**		1 850,00	**1 850,00**	
- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait "3700 €) : coût semestriel	600,00	**600,00**		600,00	**600,00**	
- Période scolaire : Forfait demi-pension annuelle 4 400 € : 1 personne (du lundi au dimanche) : coût semestriel	2 200,00	**2 200,00**		2 200,00	**2 200,00**	
- Supplément déjeuner » (du lundi au vendredi, uniquement pour le forfait "4400 €) : coût semestriel	825,00	**825,00**		825,00	**825,00**	
- Forfait à l'année 5 700 €, dans la limite de 11 mois : idem période scolaire + vacances scolaires et week-end en pension complète) : coût semestriel	2 850,00	**2 850,00**		2 850,00	**2 850,00**	
- Forfait annuel pension complète 7 000 € (11 mois) : coût semestriel	3 500,00	**3 500,00**		3 500,00	**3 500,00**	
-Forfait journalier week-end et vacances scolaires	25,20	**25,20**		25,20	**25,20**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfait à 3 700 €	150,00	**150,00**		150,00	**150,00**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfait à 4 400 €	175,00	**175,00**		175,00	**175,00**	
- Supplément annuel "Bain froid", forfaits à 5 700 € et 7 000 €	200,00	**200,00**		200,00	**200,00**	
Espace sauna + bain froid, la séance	6,00	**6,00**		6,00	**6,00**	
Espace sauna + bain froid, abonnement trimestriel	90,00	**90,00**		90,00	**90,00**	
Espace sauna + bain froid, abonnement annuel	300,00	**300,00**		300,00	**300,00**	
Stages sportifs "haut-niveau" :						
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour)	50,00	**50,00**		62,00	**62,00**	
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation salles de sports/réunions 5h/jour + utilisation Espace récupération bain froid, sauna, cryothérapie)	62,00	**62,00**		74,00	**74,00**	
Forfait journalier stagiaire natation (hébergement pension complète + utilisation lignes d'eau/salles de sports/réunions 4h/jour)		**62,00**			**62,00**	
Forfait journalier stagiaire (hébergement pension complète + utilisation lignes d'eau/ salles de sports/réunions 4h/jour + utilisation Espace récupération bain froid, sauna, cryothérapie)		**74,00**			**74,00**	
4. PLATEAU MEDICAL (= tarifs TTC, dont TVA 20%)						
Espace récupération (uniquement Cryothérapie) :						
Séance de 3à 5 minutes :						
- tarif plein	39,00	**39,00**		39,00	**39,00**	
- tarif minimum (résidents, PES)	29,00	**29,00**		29,00	**29,00**	
Abonnement trimestriel :						
- tarif plein	200,00	**200,00**		250,00	**250,00**	
- tarif minimum (résidents, PES)	170,00	**170,00**		190,00	**190,00**	
Abonnement annuel :						
- tarif plein	700,00	**700,00**		800,00	**800,00**	
- tarif minimum (résidents, PES)	600,00	**600,00**		600,00	**600,00**	
Labo Isocinétisme :						
La séance	20,00	**20,00**		20,00	**20,00**	
L'heure	60,00	**60,00**		60,00	**60,00**	
Kit Cryothérapie :						
Achat kit cryothérapie	29,00	**29,00**		29,00	**29,00**	
Location kit cryothérapie	2,00	**2,00**		2,00	**2,00**	

	AGGLO			HORS AGGLO		
	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%	Avant le 07/04/2025	A partir du 07/04/2025	%
5, Service d'optimisation de la performance						
Bilan isocinétique	50,00	**50,00**		60,00	**60,00**	
Surcoût nuitée en tente hypoxique avec suivi	35,00	**35,00**		42,00	**42,00**	
Séance de ré-athlétisation	35,00	**35,00**		42,00	**42,00**	
Séance de préparation physique	35,00	**35,00**		42,00	**42,00**	
Analyse vidéo						
- accompagnement à l'utilisation de l'outil	150,00	**150,00**		180,00	**180,00**	
- Surcoût horaire location salle de sport équipée anaylse vidéo	15,00	**15,00**		18,00	**18,00**	
Test d'effort VO2max	100,00	**100,00**		120,00	**120,00**	
6. DIVERS						
Location de locaux :						
Salle de réunion (demi-journée ou soirée) :						
- tarif plein (formations)	101,00	**101,00**		132,00	**132,00**	
- tarif réduit (assoc, institutions UHA, CERFA)	50,50	**50,50**		66,00	**66,00**	
- tarif minimum (assocations sportives)	39,40	**39,40**		52,50	**52,50**	
Salle de réunion avec café d'accueil (demi-journée ou soirée) :						
- tarif plein (formations)		**115,00**			**150,00**	
- tarif réduit (assoc, institutions UHA, CERFA)		**57,00**			**75,00**	
- tarif minimum (assocations sportives)		**43,00**			**60,00**	
Auditorium (demi-journée ou soirée) :						
- tarif plein	202,00	**202,00**		263,00	**263,00**	
- tarif réduit	102,00	**102,00**		132,00	**132,00**	
- tarif minimum	76,00	**76,00**		98,00	**98,00**	
Espace Bar :						
- journée	76,00	**76,00**		98,00	**98,00**	
- demi-journée ou soirée	50,50	**50,50**		66,00	**66,00**	
Forfait Assemblées générales (salle Omnisport avec chaises et						
- Mise à disposition	4 900,00	**4 900,00**		4 900,00	**4 900,00**	
- Forfait fleurissement 1	250,00	**250,00**		250,00	**250,00**	
- Forfait fleurissement 2	350,00	**350,00**		350,00	**350,00**	
Mise à disposition local médicalisé ou médical :						
La journée	50,00	**50,00**		66,00	**66,00**	
La demi-journée	25,00	**25,00**		33,00	**33,00**	
Divers services :						
Petites réparations (l'heure)	34,30	**34,30**		44,50	**44,50**	
Grosses réparations (l'heure)	68,60	**68,60**		90,00	**90,00**	
Nettoyage : forfait classique	161,50	**161,50**		211,00	**211,00**	
Nettoyage : forfait complet	585,00	**585,00**		759,00	**759,00**	
Lessive complète (lavage et repassage par un préposé)	10,10	**10,10**		13,10	**13,10**	
Lessive simple (en self service)	4,05	**4,05**		5,55	**5,55**	
Location serviette de douche	7,00	**7,00**		7,00	**7,00**	
Photocopies	0,20	**0,20**		0,20	**0,20**	
Mise à disposition de matériel de captation et d'analyse vidéo :						
- la demi-journée	70,00	**70,00**		85,00	**85,00**	
- la journée	120,00	**120,00**		145,00	**145,00**	
- la journée (si plus de 3 jours d'usage consécutifs)	100,00	**100,00**		120,00	**120,00**	
Taxes de séjour :	4% du coût			4% du coût		
Taxe de séjour par nuit et par personne	de la nuitée			de la nuitée		
Acomptes pour réservations :	20% du coût			20% du coût		
Acomptes pour réservations d'hébergements ou de salles	du devis			du devis		
Séminaires :						
Forfait inscription (repas avec boisson + pause café du petit	20,00	**20,00**		20,00	**20,00**	
Pack Sport						
Tarifs adultes: 13 ans et +	24,00	**24,00**		24,00	**24,00**	
- 3 matchs	29,00	**29,00**		29,00	**29,00**	
- 4 matchs	34,00	**34,00**		34,00	**34,00**	
- 5 matchs						
Tarifs enfants:						
- tarif unique	10,00	10,00		10,00	10,00	

Le bénéfice du **tarif réduit** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Etat (CREPS)
- Fédérations
- Ligues
- Comités
- Associations sportives
- Services de la Ville de Mulhouse et de m2A
- Pôles (France, espoirs, sections sportives)
- Scolaires (dont secondaires)
- Association caritatives

Le bénéfice de **la gratuité** est accordé aux utilisateurs suivants :

- Ecoles primaires
- Associations sportives mulhousiennes
- Activités validées par convention et/ou organisées avec le service
- Pack Sport : pour les personnes de 15 ans et moins

Remarques :

- Le tarif "AGGLO" s'applique aux comités départementaux 68 (partenariat financier du Conseil Départemental) et aux ligues régionales (partenariat financier du Conseil Régional)
- Aucune prolongation, ni remboursement ne sont accordés en cas de non utilisation d'une prestation
- Des frais administratifs, à hauteur de 15 % du devis initial, seront facturés en cas d'annulation tardive.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

DIRECTION DES FINANCES

Salaires horaires hors taxe
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie
applicables à partir du 1er juillet 2025

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique 2e classe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique 1e classe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique	21,74	27,18	27,61	45,11	45,83	54,35	55,22
Adjoint technique principal 2e classe	22,90	28,63	29,08	47,52	48,28	57,25	58,17
Adjoint technique principal 1e classe	25,99	32,49	33,01	53,93	54,79	64,98	66,01
Agent de maitrise	27,07	33,84	34,38	56,17	57,07	67,68	68,76
Agent de maitrise principal	30,25	37,81	38,42	62,77	63,77	75,63	76,84
Technicien	28,44	35,55	36,12	59,01	59,96	71,10	72,24
Technicien principal 2ème classe	26,26	32,83	33,35	54,49	55,36	65,65	66,70
Technicien principal 1ère classe	33,68	42,10	42,77	69,89	71,00	84,20	85,55
Ingénieur	37,53	46,91	47,66	77,87	79,12	93,83	95,33
Ingénieur principal	47,57	59,46	60,41	98,71	100,29	118,93	120,83
Ingénieur en chef	57,98	72,48	73,63	120,31	122,23	144,95	147,27
Ingénieur en chef hors classe	74,11	92,64	94,12	153,78	156,24	185,28	188,24
Ingénieur hors classe	54,57	68,21	69,30	113,23	115,04	136,43	138,61

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique 2e classe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique 1e classe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique	24,57	30,71	31,20	50,97	51,79	61,42	62,40
Adjoint technique principal 2e classe	25,88	32,35	32,86	53,69	54,55	64,69	65,73
Adjoint technique principal 1e classe	29,37	36,71	37,30	60,94	61,92	73,42	74,60
Agent de maitrise	30,59	38,24	38,85	63,47	64,49	76,47	77,70
Agent de maitrise principal	34,18	42,73	43,41	70,93	72,06	85,46	86,82
Technicien	32,14	40,17	40,81	66,68	67,75	80,34	81,63
Technicien principal 2ème classe	29,67	37,09	37,69	61,57	62,56	74,18	75,37
Technicien principal 1ère classe	38,06	47,57	48,33	78,97	80,23	95,15	96,67
Ingénieur	42,41	53,01	53,86	88,00	89,41	106,02	107,72
Ingénieur principal	53,75	67,19	68,27	111,54	113,32	134,39	136,54
Ingénieur en chef	65,52	81,90	83,21	135,95	138,12	163,79	166,41
Ingénieur en chef hors classe	83,74	104,68	106,36	173,77	176,55	209,36	212,71
Ingénieur hors classe	61,66	77,08	78,31	127,95	130,00	154,16	156,63

- Ces tarifs sont révisés selon les données réelles N-2 (année complète), issues du service des Ressources Humaines : **2023**

- Frais de Gestion Générale :
Des frais de gestion générale de 13% seront appliqués sur les fournitures, travaux ou services facturés à des tiers.
Ils sont la contrepartie des divers frais de gestion administrative et d'études à la charge de la collectivité.

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

DIRECTION DES FINANCES

Salaires horaires hors taxe
à mettre en compte de tiers pour travaux exécutés en régie
applicables à partir du 1er janvier 2024

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	20,75	25,93	26,35	43,05	43,74	51,87	52,70
Adjoint technique principal 2e classe	22,61	28,27	28,72	46,92	47,68	56,54	57,44
Adjoint technique principal 1e classe	25,38	31,72	32,23	52,65	53,50	63,44	64,45
Agent de maitrise	26,30	32,87	33,40	54,57	55,44	65,75	66,80
Agent de maitrise principal	28,81	36,01	36,58	59,77	60,73	72,01	73,17
Technicien	28,04	35,06	35,62	58,19	59,12	70,11	71,23
Technicien principal 2ème classe	25,98	32,48	33,00	53,92	54,78	64,96	66,00
Technicien principal 1ère classe	32,67	40,84	41,49	67,80	68,88	81,68	82,99
Ingénieur	37,04	46,30	47,04	76,85	78,08	92,59	94,07
Ingénieur principal	46,56	58,20	59,13	96,61	98,15	116,40	118,26
Ingénieur en chef	55,10	68,88	69,98	114,34	116,17	137,76	139,97
Ingénieur en chef hors classe	70,47	88,09	89,50	146,23	148,57	176,18	179,00
Ingénieur hors classe	51,86	64,82	65,86	107,60	109,32	129,64	131,72
Ingénieur général		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Salaires horaires avec frais de gestion

CATEGORIE	Taux pour heures normales	HS		HS dimanche/jours fériés		HS nuit	
		- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h	- 14 h	+ 14h
Adjoint technique	23,44	29,30	29,77	48,65	49,42	58,61	59,55
Adjoint technique principal 2e classe	25,55	31,94	32,45	53,02	53,87	63,89	64,91
Adjoint technique principal 1e classe	28,67	35,84	36,42	59,50	60,45	71,68	72,83
Agent de maitrise	29,72	37,15	37,74	61,66	62,65	74,29	75,48
Agent de maitrise principal	32,55	40,69	41,34	67,54	68,62	81,38	82,68
Technicien	31,69	39,61	40,25	65,76	66,81	79,23	80,49
Technicien principal 2ème classe	29,36	36,70	37,29	60,93	61,90	73,40	74,58
Technicien principal 1ère classe	36,92	46,15	46,89	76,61	77,84	92,30	93,78
Ingénieur	41,85	52,32	53,15	86,84	88,23	104,63	106,30
Ingénieur principal	52,61	65,76	66,82	109,17	110,91	131,53	133,63
Ingénieur en chef	62,27	77,83	79,08	129,21	131,27	155,67	158,16
Ingénieur en chef hors classe	79,63	99,54	101,13	165,24	167,88	199,08	202,27
Ingénieur hors classe	58,60	73,25	74,42	121,59	123,54	146,49	148,84
Ingénieur général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET COMMANDE PUBLIQUE

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

	Tarif 2024 €	Tarifs 2025 €	% de variation
Photocopie			
- format A 4	**0,15 €**	**0,20 €**	33,33%
- format A 3	**0,30 €**	**0,40 €**	33,33%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

NETTOYAGE DES LOCAUX

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

	2024 €	2025 €	%
Nettoyage des locaux			
Taux horaire nettoyage en régie (Tarif revalorisé par l'AMAC à compter du 1/4/2023)	**18,52**	**19,00**	2,59%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

ATELIER D'IMPRIMERIE

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

Reprographie - Travaux de gros volumes	**2024 €**	**2025 €**	**%**
Taux horaire tous travaux généraux	43,00	45,00	4,65%
Photocopie impression noire, support papier, par passage	0,04	0,05	25,00%
Photocopie impression noire, support bristol 180 gr, par passage	0,06	0,06	0,00%
Photocopie impression couleur, support papier,par passage	0,09	0,10	11,11%
Photocopie impression couleur, support bristol 180 gr, par passage	0,13	0,13	0,00%
Plastification de document A4	0,26	0,26	0,00%
Plastification de document A3	0,50	0,50	0,00%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

COURRIER

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

	2024 €	2025 €	%
Courrier			
Affranchissement	**Selon tarifs postaux en vigueur**	**Selon tarifs postaux en vigueur**	-

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

RESTAURANT

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

	2024 €	2025 €	%
Restauration			
REPAS TARIF REDUIT *			
Entrée/ plat/ dessert avec garniture au choix	**5,10**	**5,15**	0,98%
Repas apprentis / stagiaires	**4,15**	**4,22**	1,69%
Poke Bowl et dessert (servi de juin à septembre)		**5,15**	
MENU A THEME TARIF REDUIT *	**8,30**	**8,35**	0,60%
REPAS TARIF NORMAL			
Entrée/ plat/ dessert avec garniture au choix	**12,50**	**12,50**	0,00%
Poke Bowl et dessert (servi de juin à septembre)		**12,50**	
MENU A THEME TARIF NORMAL	**16,60**	**16,60**	0,00%
ASSIETTE FROIDE			
Poisson/viande/ crudités/ Dessert/ pain/ vin	**26,00**	**26,50**	1,92%
SUPPLEMENTS			
Boissons "Soft" (coca, jus etc...)	**2,00**	**2,00**	0,00%
Boissons alcool (bière et vin)	**3,50**	**3,50**	0,00%
Entrée	**1,50**	**1,55**	3,33%
Fromage	**1,20**	**1,25**	4,17%
Dessert	**1,80**	**1,85**	2,78%
Glace		**2,20**	-
Café TARIF REDUIT	**0,40**	**0,40**	0,00%
Café TARIF NORMAL	**1,00**	**1,00**	0,00%
Pain	**0,50**	**0,50**	0,00%
AUTRES PRESTATIONS (tarif par personne) UNIQUEMENT SUR COMMANDE			
Repas élaborés avec boissons	**30,00**	**30,00**	0,00%
Apéritif	**5,00**	**5,50**	10,00%
Cocktail déjeunatoire ou dînatoire avec boissons comprises sans posibilité de service pour maximum 50 personnes		**16,00**	-
Accueil avec café, thé, jus d'orange et viennoiserie	**3,60**	**3,80**	5,56%
Viennoiserie		**1,10**	-
Bouteille de crémant (tarif de la bouteille)		**12,00**	-
Bouteille de vin (tarif de la bouteille)		**10,00**	-
Cake sucré (tarif pour 12 personnes)		**15,00**	-

*: réservé au personnel de M2A

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

DIRECTION SYSTEMES D'INFORMATIONS

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er juillet 2025

	2024 € / HT	2025 € / HT	%
Travaux d'informatique hors convention			
- heure d'étude et de programmation (mise au point non comprise)	**77,52**	**79,46**	2,50%
- heure de technicien en informatique	**77,52**	**79,46**	2,50%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

	2024 €	2025 €	%
I Prix de vente de plans et de tirages de plans			
1. Tirages et format pdf			
- format 21 x 29,7 cm (hors plan parcellaire)	**2,80**	**2,80**	0,00%
- format 42 x 29,7 cm	**3,75**	**3,80**	1,33%
- format 63 x 29,7 cm	**4,90**	**5,00**	2,04%
- format 84 x 29,7 cm	**5,70**	**5,80**	1,75%
- format 42 x 59,4 cm	**5,60**	**5,70**	1,79%
- format 63 x 59,4 cm	**6,55**	**6,70**	2,29%
- format 84 x 59,4 cm	**7,90**	**8,05**	1,90%
- format 52,5 x 75 cm	**7,20**	**7,35**	2,08%
- format 105 x 75 cm	**11,80**	**11,80**	0,00%
- format 115 x 85 cm	**14,80**	**14,80**	0,00%
- format 145 x 105 cm	**22,45**	**22,45**	0,00%
- plan parcellaire A4 ou A3	**2,50**	**2,50**	0,00%
2. Plans sur papier photo			
- format 21 x 29,7 cm	**5,95**	**5,95**	0,00%
- format 42 x 29,7 cm	**7,50**	**7,50**	0,00%
- format 63 x 29,7 cm	**9,45**	**9,65**	2,12%
- format 84 x 29,7 cm	**11,70**	**11,95**	2,14%
- format 42 x 59,4 cm	**10,45**	**10,45**	0,00%
- format 63 x 59,4 cm	**13,65**	**13,65**	0,00%
- format 84 x 59,4 cm	**15,10**	**15,10**	0,00%
- format 52,5 x 75 cm	**13,65**	**13,65**	0,00%
- format 105 x 75 cm	**24,30**	**24,30**	0,00%
- format AO 115 x 85 cm	**30,55**	**30,55**	0,00%
- format 145 x 105 cm	**45,75**	**45,75**	0,00%
II. Travaux à façon sur ordinateur (B.D.U.)			
- édition de données plan topographique numérique à l'hectomètre	**96,50**	**96,50**	0,00%
- édition de plan topo/foncier numérique à l'hectare	**153,00**	**153,00**	0,00%
- extraction de données et de listings prix des plans précités + tarif horaire fixé à : l'heure BDU	**65,60**	**67,20**	2,44%
- édition de données numériques thématiques sur devis suivant nature des données et traitements, droit d'usage et volume de données			
III. Implantations, travaux topographiques (Terrain) sur devis estimatif : l'heure	**53,90**	**55,20**	2,41%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PROPRETE ET DENEIGEMENT
GESTION DES DECHETS

Enlèvement des déchets non ménagers par convention
Tarifs mensuels hors taxe applicables à partir du 1er Juillet 2025

	2024 en €	2025 €	%
Pour une collecte 1 fois par semaine, pour 100 litres conventionnés	**9,83 €**	**10,08 €**	2,50%

La formule de calcul de la facturation est la suivante :

Tarif X volume conventionné en litres présentés à chaque collecte

Pour les établissements soumis à la TEOM, le volume conventionné est calculé de la manière suivante :
volume conventionné en litres présenté à chaque collecte = volume total présenté par semaine - 660 litres et divisé par la fréquence de collecte

Pour les établissements non assujettis à la TEOM, la formule est la suivante :
volume conventionné en litres présenté à chaque collecte = volume total présenté par semaine et divisé par la fréquence de collecte

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PROPRETE ET DENEIGEMENT
GESTION DES DECHETS

Enlèvement de déchets par conteneurs de grande capacité
Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er juillet 2025

CLIENTS ABONNES

CAPACITE	Location bennes coût mensuel 2024 en €	Location bennes coût mensuel 2025 en €	%	Pose, enlèvement et vidanges 2024 €	Pose, enlèvement et vidanges 2025 €	%
5 M3	49,46	**50,70**	2,50%	140,21	**143,72**	2,50%
5 M3	49,46	**50,70**	2,50%	140,21	**143,72**	2,50%
8 ET 10 M3	65,95	**67,60**	2,50%	140,21	**143,72**	2,50%
8 ET 10 M3 AVEC COUVERCLE	82,99	**85,06**	2,50%	140,21	**143,72**	2,50%
9 M3 TP	99,21	**101,69**	2,50%	169,42	**173,66**	2,50%
15 M3 AVEC COUVERCLE	125,97	**129,12**	2,50%	169,42	**173,66**	2,50%
20 M3	125,97	**129,12**	2,50%	169,42	**173,66**	2,50%
30 M3 ET COMPACTEUR	142,20	**145,76**	2,50%	169,42	**173,66**	2,50%
5, 8 ET 10 M3 9, 15, 20 ET 30 M3	Non propriété de m2A					

CLIENTS OCCASIONNELS

CAPACITE	Location de benne A LA JOURNEE : 1er jour 2024 en €	2025 en €	%	Location de benne A LA JOURNEE : Jours suivants 2024 €	2025 €	%
5 M3	18,11	**18,56**	2,50%	7,57	**7,76**	2,50%
8 ET 10 M3	23,52	**24,10**	2,50%	10,01	**10,26**	2,50%
8 ET 10 M3 AVEC COUVERCLE	25,42	**26,05**	2,50%	10,81	**11,08**	2,50%
9 M3 TP	36,50	**37,41**	2,50%	15,68	**16,07**	2,50%
15 M3 AVEC COUVERCLE	47,30	**48,48**	2,50%	22,71	**23,28**	2,50%
20 M3	47,30	**48,48**	2,50%	22,71	**23,28**	2,50%
30 M3 ET COMPACTEUR	58,14	**59,60**	2,50%	27,85	**28,55**	2,50%
5, 8 ET 10 M3 9, 15, 20 ET 30 M3	Non propriété de m2A					

CAPACITE	Location de benne AU MOIS 2024 en €	2025 en €	%	Pose, enlèvement et vidanges 2024 €	2025 €	%
5 M3	49,46	**50,70**	2,50%	146,17	**149,83**	2,50%
8 ET 10 M3	65,95	**67,60**	2,50%	146,17	**149,83**	2,50%
8 ET 10 M3 AVEC COUVERCLE	82,99	**85,06**	2,50%	146,17	**149,83**	2,50%
9 M3 TP	99,21	**101,69**	2,50%	176,00	**180,40**	2,50%
15 M3 AVEC COUVERCLE	125,97	**129,12**	2,50%	176,00	**180,40**	2,50%
20 M3	125,97	**129,12**	2,50%	176,00	**180,40**	2,50%
30 M3 ET COMPACTEUR	142,20	**145,76**	2,50%	176,00	**180,40**	2,50%
5, 8 ET 10 M3 9, 15, 20 ET 30 M3	Non propriété de m2A					

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PROPRETE ET DENEIGEMENT
GESTION DES DECHETS
DECHETERIES
Enlèvement de déchets par conteneurs de grande capacité
Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er juillet 2025

Capacité	Location au mois			Pose, enlèvement et vidanges		
	2024 en €	2025 en €	%	2024 €	2025 €	%
8 M3	65,70	**67,34**	2,50%	88,81	**91,03**	2,50%
10 M3	65,70	**67,34**	2,50%	88,81	**91,03**	2,50%
TP 8 M3	87,33	**89,52**	2,50%	88,81	**91,03**	2,50%
20 M3	105,17	**107,79**	2,50%	88,81	**91,03**	2,50%
30 M3	110,84	**113,61**	2,50%	88,81	**91,03**	2,50%
				HASENRAIN BOURTZWILLER COTEAUX		

Capacité	Pose, enlèvement et vidanges					
	2024 en €	2025 en €	%	2024 €	2025 €	%
8 M3	97,63	**100,07**	2,50%	81,52	**83,55**	2,50%
10 M3	97,63	**100,07**	2,50%	81,52	**83,55**	2,50%
TP 8 M3	97,63	**100,07**	2,50%	81,52	**83,55**	2,50%
20 M3	97,63	**100,07**	2,50%	81,52	**83,55**	2,50%
30 M3	97,63	**100,07**	2,50%	81,52	**83,55**	2,50%
	BRUNSTATT CHALAMPE			PFASTATT / PULVERSHEIM KINGERSHEIM / WITTENHEIM		

Capacité	Pose, enlèvement et vidanges					
	2024 en €	2025 en €	%	2024 €	2025 €	%
8 M3	64,10	**65,71**	2,50%	73,24	**75,07**	2,50%
10 M3	64,10	**65,71**	2,50%	73,24	**75,07**	2,50%
TP 8 M3	64,10	**65,71**	2,50%	73,24	**75,07**	2,50%
20 M3	64,10	**65,71**	2,50%	73,24	**75,07**	2,50%
30 M3	64,10	**65,71**	2,50%	73,24	**75,07**	2,50%
	ILLZACH RIXHEIM SAUSHEIM			RIEDISHEIM		

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

PROPRETE ET DENEIGEMENT
GESTION DES DECHETS

Locations, ventes et collectes diverses
Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er juillet 2025

		2024 €	2025 €	%
1.Location mensuelle de conteneurs sur roulettes				
Capacité				
Conteneur 550 L Métal		29,55	**30,29**	2,50%
Conteneur 750 L Métal		37,04	**37,96**	2,50%
Conteneur 660 L PVC		22,58	**23,14**	2,50%
2.Vente de sacs plastique en polyéthylène recyclé				
Capacité				
SACS	30 litres par 500	39,49	**40,47**	2,50%
	50 litres (lien coulissant) par 100	18,57	**19,04**	2,50%
	100 litres (lien coulissant) par 100	25,70	**26,34**	2,50%
	110 litres renforcés par 100	44,48	**45,59**	2,50%
ENVELOPPES	120 litres par 100	26,67	**27,34**	2,50%
	240 litres par 100	34,41	**35,27**	2,50%
	360 litres par 100	41,37	**42,40**	2,50%
	500 litres par 100	54,34	**55,70**	2,50%
	660 litres par 100	59,11	**60,59**	2,50%
	750 litres par 100	74,74	**76,61**	2,50%
3.Vente de sacs transparents pour manifestations				
Le rouleau de 20 sacs		3,24	**3,33**	2,50%
4.Mise à disposition de supports de sacs transparents pour manifestations				
Par support et par jour		3,13	**3,21**	2,50%
5.Mise à disposition de supports de sacs transparents pour manifestations		15,21	**15,59**	2,50%
Par support et par mois				
6.Collectes sélectives				
Collecte du verre, la vidange		32,73	**33,55**	2,50%
Collecte des déchets multimatériaux, la vidange		32,73	**33,55**	2,50%
7.Forfait d'enlèvement de déchets				
Le forfait par heure d'intervention*		104,50	**118,89**	13,77%
Le traitement des déchets sera facturé en sus selon le poids et au tarif fixé par le Sivom				

**coût de sortie d'une BOM + Chauffeur + Adjoint Technique en 2024*

104,50	100,00%
118,89	113,77%

8.Fourniture de sel de déneigement

La tonne	Tarif fixé selon prix de revient
Le sac de -25 kg	Tarif fixé selon prix de revient

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

PROPRETE ET DENEIGEMENT
PARC VEHICULES

Salaires horaires hors taxe applicables à partir du 1er juillet 2025

CATEGORIE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
	2024 en €	2025 en €	%	2024 en €	2025 en €	%
Conducteur PL et engins (en cas de mise à disposition de véhicule avec chauffeur)	**47,12**	**48,30**	2,50%	**54,05**	**55,40**	2,50%
Agent de propreté et éboueur	**39,20**	**40,18**	2,50%	**44,88**	**46,00**	2,50%
Mécanicien Carrossier Peintre	**65,54**	**67,18**	2,50%	**74,02**	**75,87**	2,50%

Ces tarifs seront réajustés lors de chaque revalorisation des salaires horaires à mettre en compte aux tiers pour travaux exécutés en régie
Les pièces détachées et consommables sont facturés au prix d'acquisition sur la période de facturation, majoré de frais de gestion et 4% du montant de la main d'œuvre sont appliqués sur chaque facture pour les petites fournitures (graisse, vis, chiffons etc …)

Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er Juillet 2025

NATURE	CATEGORIE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
		2024 en €	2025 en €	%	2024 en €	2025 en €	%
Tourisme utilitaire	02 12	**4,17**	**4,27**	2,50%	**4,71**	**4,83**	2,50%
Fourgon	13	**6,47**	**6,63**	2,50%	**7,34**	**7,52**	2,50%
Tracteur agricole et mini tracteur	15 17	**24,19**	**24,80**	2,50%	**27,34**	**28,03**	2,50%
Véhicule de propreté	08 18 10	**4,80**	**4,92**	2,50%	**5,44**	**5,58**	2,50%
Camion < à 9 T. de PTC	20	**12,67**	**12,99**	2,50%	**14,32**	**14,68**	2,50%
Camion > à 9 T. et < à 13T. de PTC	21	**16,98**	**17,41**	2,50%	**19,20**	**19,68**	2,50%
Voiture de tourisme	22	**11,13**	**11,41**	2,50%	**12,55**	**12,86**	2,50%
Engin spécial goudronneuse	25	**58,74**	**60,21**	2,50%	**66,39**	**68,05**	2,50%
Benne à ordures ménagères	31	**51,02**	**52,30**	2,50%	**57,64**	**59,08**	2,50%
Pelle mécanique	32	**67,72**	**69,41**	2,50%	**76,48**	**78,39**	2,50%
Hydrodécapeuse	33	**137,48**	**140,92**	2,50%	**155,33**	**159,21**	2,50%
Engin de propreté	34 37 39	**71,43**	**73,22**	2,50%	**80,72**	**82,74**	2,50%
Chargeur excavateur sur pneus	35	**45,90**	**47,05**	2,50%	**51,86**	**53,16**	2,50%
Engin de manutention	38	**24,62**	**25,24**	2,50%	**27,83**	**28,52**	2,50%
Camion < ou égal à 19 T. de PTC	41 42 81 84	**48,58**	**49,80**	2,50%	**54,89**	**56,27**	2,50%
Camion supérieur à 19 T. de PTC	43 44 85	**60,02**	**61,52**	2,50%	**67,84**	**69,54**	2,50%
Engin sur chenilles	52 53	**104,52**	**107,14**	2,50%	**118,11**	**121,07**	2,50%
Engin de déneigement	55	**137,47**	**140,91**	2,50%	**155,33**	**159,21**	2,50%
4 X 4 lourd	82	**113,00**	**115,83**	2,50%	**127,71**	**130,90**	2,50%
Nacelle PL	83 86	**60,42**	**61,93**	2,50%	**68,26**	**69,97**	2,50%
Camion 10T + grue sur conteneur 25 M3		**48,09**	**49,30**	2,50%	**54,34**	**55,70**	2,50%

Barème horaire de mise à disposition des véhicules des plateformes d'auto partage
Tarifs hors taxe applicables à partir du 1er Juillet 2025

NATURE	Sans frais de gestion générale			Avec frais de gestion générale		
	2024 en €	2025 en €	%	2024 en €	2025 en €	%
VL Urbaine	5,00	**5,00**	0,00%	5,65	**5,65**	0,00%
VL Fourgonnette	5,50	**5,50**	0,00%	6,22	**6,22**	0,00%
VL Fourgon	6,50	**6,50**	0,00%	7,35	**7,35**	0,00%
VL Nacelle	20,00	**20,00**	0,00%	22,60	**22,60**	0,00%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

EAU

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

A. Tarifs de location de prise d'eau avec compteur

1. Location journalière d'une prise d'eau avec compteur :

	Tarif 2024		Tarif 2025		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Forfait de prise en charge	**13,42**	**14,16**	**13,55**	**14,30**	0,99%
. Location journalière, dès le 1er jour	**0,78**	**0,82**	**0,79**	**0,83**	1,61%

2. Caution pour la mise à disposition d'une prise d'eau avec compteur

	Tarif 2024	Tarif 2025	% HT
	TTC	TTC	
. Prise d'eau sur hydrant	**386,65**	**395,00**	2,16%
. Prise pour poteau d'incendie	**386,65**	**395,00**	2,16%

B. Tarifs remplacement prise d'eau en cas de perte ou vol.

	Tarif 2024		Tarif 2025		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Prise d'eau complète	**470,25**	**564,30**	**479,18**	**575,02**	1,90%
.Prise pour poteau d'incendie complète	**397,10**	**476,52**	**404,64**	**485,57**	1,90%
. Support macaron	**24,61**	**29,53**	**25,08**	**30,09**	1,90%

En cas de retour d'une prise d'eau défectueuse, la réparation donnera lieu à facturation des heures de main d'œuvre et des pièces nécessaires.

C. Tarifs pour essai de débit pression sur les appareils de fontainerie (sécurité incendie)

	Tarif 2024		Tarif 2025		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. 2 premiers appareils	**97,04**	**116,45**	**100,00**	**120,00**	3,05%
. Par appareil supplémentaire	**20,35**	**24,42**	**20,83**	**25,00**	2,39%

D. Tarif de vérification de la pression d'eau sur le réseau

	Tarif 2024		Tarif 2025		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Par intervention	**52,07**	**62,49**	**54,17**	**65,00**	4,02%

E. Tarif pour la fourniture de documents

	Tarif 2024		Tarif 2025		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Réimpression d'une facture d'eau	**1,58**	**1,90**	**1,67**	**2,00**	5,26%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

EAU

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

F. Carafes

	Tarif 2024		Tarif 2025		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Carafe modèle 1/2 litre	**3,33**	**4,00**	**3,33**	**4,00**	0,10%
. Coffret 1 carafe 1 litre + 2 verres	**12,50**	**15,00**	**12,50**	**15,00**	0,00%
. Bouteille format limonade	**4,17**	**5,00**	**4,17**	**5,00**	-0,08%

G. Engins spécialisés - Prix horaires HT

	Tarif 2024		Tarif 2025		% HT
	HT	TTC	HT	TTC	
. Engin de corrélation	**74,17**	**89,00**	**75,58**	**90,60**	1,90%
. Compresseur	**10,00**	**12,00**	**10,19**	**12,22**	1,90%
. Moto-pompe	**8,33**	**10,00**	**8,49**	**10,18**	1,90%
. Fusée de fonçage (pour insertion d'une conduite)	**58,33**	**70,00**	**59,44**	**71,26**	1,90%
. GPS	**51,67**	**62,00**	**52,65**	**63,12**	1,90%

A ces fournitures s'ajoutent les frais de main-d'œuvre d'un technicien, suivant les tarifs m2A en vigueur

H. Tarif pour déplacement à la demande d'un tiers

	Jour ouvré (5h-22h)		Hors Jour Ouvré	
	HT	TTC	HT	TTC
. Technicien + véhicule : forfait minimum 2h	**80,77**	**96,92**	**155,05**	**186,06**
. Heures supplémentaires	**37,15**	**44,58**	**74,29**	**89,15**

Tarifs horaire d'un agent de maitrise et d'un fourgon en 2024

I. Relève manuelle d'un compteur d'eau

Le refus de l'usager de bénéficier d'une relève à distance de son index contraint le service à dépêcher un releveur sur place pour effectuer une relève manuelle du compteur, ce qui donne lieu à la facturation d'une heure d'Adjoint Technique de 2ème classe et d'une heure de fourgon soit 29,08€.
Tarifs horaire d'un agent et d'un fourgon en 2024

J. Pose et Contrôle de compteurs divisionnaires SRU

La pose des **2 premiers compteurs** donne lieu à la facturation d'une heure d'agent de maîtrise + d'une heure d'adjoint technique principal de 1ère classe + d'une heure de fourgon soit 58,15€.
La pose de **chaque compteur supplémentaire** donne lieu à la facturation de la moitié du tarif appliqué pour la pose des 2
Le contrôle d'une **installation SRU** donne lieu à la facturation d'une heure d'agent de maîtrise + d'une heure de fourgon soit 32,77€.

Tarifs horaire d'un agent et d'un fourgeon en 2024

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

EAU

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

K. Compteurs d'eau, émetteurs d'impulsion et modules

Compteur nu					
Diamètre	Tarif 2024		Tarif 2025		
	HT	TTC	HT	TTC	% HT
DN 15	**26,76**	**32,11**	**27,27**	**32,69**	1,90%
DN 20	**36,29**	**43,55**	**36,98**	**44,33**	1,90%
DN 30/32	**113,25**	**135,90**	**115,40**	**138,35**	1,90%
DN 40	**167,14**	**200,57**	**170,32**	**204,18**	1,90%
DN 50	**261,17**	**313,40**	**266,13**	**319,05**	1,90%
DN 60/65	**339,53**	**407,44**	**345,98**	**414,77**	1,90%
DN 80	**580,05**	**696,06**	**591,07**	**708,59**	1,90%
DN 100	**687,28**	**824,74**	**700,34**	**839,58**	1,90%
DN 150	**1 869,36**	**2 243,23**	**1 904,88**	**2 283,61**	1,90%

Compteur équipé avec module ou cyble					
Diamètre	Tarif 2024		Tarif 2025		
	HT	TTC	HT	TTC	% HT
DN 15	**87,22**	**104,66**	**88,88**	**106,55**	1,90%
DN 20	**96,77**	**116,12**	**98,61**	**118,21**	1,90%
DN 30/32	**173,73**	**208,48**	**177,03**	**212,23**	1,90%
DN 40	**227,61**	**273,13**	**231,93**	**278,05**	1,90%
DN 50	**321,64**	**385,97**	**327,75**	**392,92**	1,90%
DN 60/65	**400,00**	**480,00**	**407,60**	**488,64**	1,90%
DN 80	**640,52**	**768,62**	**652,69**	**782,46**	1,90%
DN 100	**747,75**	**897,30**	**761,96**	**913,45**	1,90%
DN 150	**1 929,82**	**2 315,78**	**1 966,49**	**2 357,47**	1,90%
Module / cyble	**60,47**	**72,56**	**61,62**	**73,87**	1,90%
Emetteur déporté	**42,50**	**51,00**	**43,31**	**51,92**	1,90%

A ces fournitures s'ajoutent les frais de main-d'œuvre, suivant les tarifs m2A en vigueur

L. Application des frais de gestion générale - TVA

. Pas de facturation des frais de gestion générale sur les interventions réalisées à l'entreprise.
. Facturation des frais de gestion générale en vigueur sur toutes les interventions réalisées en régie, y compris les essais de débit de pression et de vérification de la pression, sous réserve des exonérations prévues par le Conseil d'Agglomération m2A.
. A ces fournitures et prestations, s'ajoute la TVA en vigueur (sauf sur la caution demandée pour la mise à disposition d'une prise d'eau avec compteur).

M. Pièces détachées et fournitures diverses

Les pièces détachées et fournitures diverses, non mentionnées expressément dans les présents tarifs, **sont facturées suivant le prix moyen pondéré valorisé par le logiciel de tenue des stocks ou selon les tarifs en vigueur.**

N. Tarifs en cas de facturation d'un vol d'eau constaté par un agent assermenté

Lors d'un vol d'eau constaté, la réclamation sera basée sur des critères techniques permettant d'établir avec exactitude l'eau réellement consommée. Néanmois, en cas d'impossibilité de déterminer avec précision la quantité d'eau volée, la réclamation est basée sur un forfait de 200m^3 valorisé au prix de l'eau appliqué sur la commune du dit vol constaté (voir délibération tarifs de l'eau voté) conformément au règlement de service appliqué par la Régie de l'Eau m2A.

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

DIRECTION VOIRIE

Déplacements - Circulation
Tarifs TTC applicables à partir du 1er juillet 2025

PARKING GARE CENTRALE P1

Clients, visiteurs, touristes

Paliers de paiement :	**2024 €**	**2025 €**	**%**
Le 1/4 d'heure, pour les deux premiers 1/4 d'heure de stationnement	-	-	
Le 1/4 d'heure, entre 30 minutes et 45 minutes de stationnement	1,50	1,60	6,67%
Le 1/4 d'heure, entre 45 minutes et 3h de stationnement	0,30	0,30	0,00%
Le 1/4 d'heure, entre 3h et 3h15 de stationnement	0,30	0,30	0,00%
Le 1/4 d'heure, entre 3h15 et 7h de stationnement	0,20	0,20	0,00%
Le 1/4 d'heure, entre 7h et 9h de stationnement	0,20	0,20	0,00%
Le 1/4 d'heure, entre 9h et 9h30 de stationnement	0,20	0,20	0,00%
Le 1/4 d'heure, entre 9h30 et 13h de stationnement	0,20	0,20	0,00%
Le 1/4 d'heure, entre 13h et 24h de stationnement	0,13	0,15	15,38%
Le 1/4 d'heure, entre 24h et 48h de stationnement	0,13	0,15	15,38%

Forfait et abonnements voiture	**2024 €**	**2025 €**	**%**
Week-end (du vendredi 18h au lundi 12h)	23,50	24,00	2,13%
1 semaine (7 jours consécutifs)	42,00	43,00	2,38%
2 semaines (14 jours consécutifs)	70,50	72,00	2,13%
1 mois (30 ou 31 jours consécutifs)	94,00	96,00	2,13%
Abonnement mensuel (engagement minimum 3 mois)	83,00	85,00	2,41%
Abonnement moto			
Abonnement mensuel moto	48,50	49,00	1,03%
Forfait annuel pour loueurs	1 170,00	1 200,00	2,56%
Tarif hôtel, réservé aux clients en nuitée (Nouveau)			
Forfait nuitée (19h00 - 7h00)	2,00	2,00	0,00%
Renouvellement d'un badge	31,00	32,00	3,23%

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

ENERGIE

CHAUFFAGE URBAIN DE L'ILLBERG

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

Postes	Tarifs HT € 2024	Tarifs TTC € 2024	Tarifs HT € 2025	Tarifs TTC € 2025	% sur HT	% sur TTC
- R1 : consommation par MWh	76,22	80,41	**78,13**	**82,42**	2,50%	2,50%
- R2 : abonnement par kW et par an	31,12	32,83	**31,74**	**33,49**	2,00%	2,00%
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés ≤ 1 000 kW)	127,73	153,27	**130,92**	**157,11**	2,50%	2,50%
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés > 1 000 kW)	87,08	104,5	**89,26**	**107,11**	2,50%	2,50%
- Droit de raccordement par kW souscrit (abonnés > 10 000 kW)	26,13	31,35	**26,78**	**32,14**	2,50%	2,52%
- Droit de raccordement par ml de réseau supplémentaire, au-delà de 30 ml	783,75	940,50	**803,34**	**964,01**	2,50%	2,50%

RAPPEL Application du taux de TVA réduit (5,5%) sur les tarifs R1 et R2 , et du taux à 20% sur les droits de raccordement.

PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE

Tarifs applicables selon arrêté du Président

I - Visiteurs individuels - Billets à la journée

Tarifs appliqués **jusqu'à** l'ouverture d'Horizon Afrique	en €	Tarifs appliqués **à partir** de l'ouverture d'Horizon Afrique	en €
HAUTE SAISON - Du 21 mars au 31 octobre	17,50	(dont 1€ reversé aux programmes de conservation) **- Champion de la conservation - Haute -saison** (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)	20,50 30,50
BASSE-SAISON - Du 1er novembre au 20 mars	11,50	**BASSE SAISON - Du 1er novembre au 20 mars** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) **- Champion de la conservation - Basse saison** (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)	14,50 24,50
Tarif réduit *(sur présentation d'un justificatif en cours de validité)* - enfants de 4 à 16 ans - étudiants jusqu'à 26 ans inclus - demandeur d'emploi - porteur d'une carte d'invalidité (au moins 80%) + 1 accompagnateur de la personne invalide - personnes de plus de 65 ans - membres de l'Association des Amis du Zoo - "GreenZoo", sur présentation du ticket du jour de transport en commun ou location de vélo (Soléa/SNCF/ Vélo libre service)	11,50	**Tarif réduit** *(sur présentation d'un justificatif en cours de validité)* (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) - enfants de 4 à 16 ans - étudiants jusqu'à 26 ans inclus - demandeur d'emploi - porteur d'une carte d'invalidité (au moins 80%) + 1 accompagnateur de la personne invalide - personnes de plus de 65 ans - membres de l'Association des Amis du Zoo - "GreenZoo", sur présentation du ticket du jour de transport en commun ou location de vélo (Soléa/SNCF/ Vélo libre service)	14,50
Partenaires - Cartes partenaires - Cartes CE : pour le détenteur et son conjoint	14,50	**Partenaires** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation) - Cartes partenaires - Cartes CE : pour le détenteur et son conjoint	17,50
Billet Tribu *(4 pers. maxi dont 2 enfants de moins de 16 ans)*	54,00	**Billet Tribu** *(4 pers. maxi dont 2 enfants de moins de 16 ans)* "Horizon Afrique" (dont 4€ reversés à la conservation)	63,00
Carte Meute *(5 entrées impersonnelles sans limite de date)*	74,00	**Carte Meute** *(5 entrées impersonnelles sans limite de date)* (dont 5€ reversés aux programmes de conservation)	87,00

Gratuités *(sur présentation de justificatifs en cours de validité)*

- Enfants de moins de 4 ans
- Les retraités et leur conjoint de la Ville de Mulhouse et Mulhouse Alsace Agglomération (sur présentation de la carte agent avec la mention "retraité")
- Les journalistes et photographes de presse dans le cadre de la rédaction d'un article (demande préalable par email)
- Le personnel des autres zoos ainsi que leur conjoint et 2 enfants
- Les enseignants dans le cadre de leur activité professionnelle (demande préalable par email)
- Carte sénior Pass Temps : 3 entrées gratuites par an ou gratuité totale si prise en charge par commune de résidence

II. Pass annuels

Pass annuel		**Pass annuel** (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	
Adulte	44,00	Adulte	52,00
Enfant ou étudiant	27,00	Enfant ou étudiant	32,00
Sénior (+65 ans)	27,00	Sénior (+65 ans)	32,00
Personne en situation de handicap	27,00	Personne en situation de handicap	32,00
		Pass annuel "Champion de la conservation" (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)	
		Adulte	62,00
		Enfant ou étudiant	42,00
		Sénior (+65 ans)	42,00
		Personne en situation de handicap	42,00
Pass annuel résidents des communes m2A		**Pass annuel résidents des communes m2A** *(sur présentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois)* (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	
Adulte	30,00	Adulte	35,00
Enfant ou étudiant	18,50	Enfant ou étudiant	22,00
Sénior (+65 ans)	18,50	Sénior (+65 ans)	22,00
Personne en situation de handicap	18,50	Personne en situation de handicap	22,00
		Pass annuel résidents des communes m2A "Champion de la conservation" *(sur presentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois) :* (dont 10€ reversés aux programmes de conservation)	
		Adulte	45,00
		Enfant ou étudiant	32,00
		Sénior (+65 ans)	32,00
		Personne en situation de handicap	32,00
Offre pour les centres éducatifs et médicaux m2A (5 bénéficiaires + 5 accompagnateurs)	72,00	**Offre pour les centres éducatifs et médicaux m2A** *(5 bénéficiaires + 5 accompagnateurs)* (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	85,00

Offre conversion Billet à la Journée / Abonnement

Déduction du tarif d'entrée sur le tarif de l'abonnement pour toute souscription d'abonnement effectuée le jour même de la visite

III - Visiteurs en groupe - Billets à la journée

A. Groupes scolaires

Tous niveaux	
- Elève	10,50
- Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices) en sus des accompanateurs gratuits)	11,50
- Accompagnateur supp.	14,50
Groupe scolaire CEA (hors m2A), tous niveaux	
-Elève	8,50
-Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices) en sus des accompnateurs gratuits	11,50
-Accompgnateur supp.	14,50
Animations	
- Visite de fin d'année, cycles 1 à 3, durée 1h	65,00
- La première visite guidée de projet pédagogique annuel, de sept à mai, tous niveaux (hors m2A)	
* visite guidée 1h	63,00
* visite guidée 1h30	83,00
* visite guidée 2h	103,00

GRATUITES *(sur présentation de justificatifs en cours de validité) :*
- Groupes scolaires de Mulhouse Alsace agglomération : billet à la journée et animations
- **Accompagnateurs groupes selon niveau :**
Maternelles : 1 adulte responsable par tranche de 5 enfants
Toute Petite Section (TPS) : 1 adulte responsable par tranche de 3 enfants
Ecoles élémentaires et collèges : 1 adulte responsable par tranche de 10 enfants
Lycées, établissements d'enseignement supérieur : 1 adulte responsable par tranche de 15 enfants

B. Groupes loisirs (à partir de 15 pers.)

Groupe d'enfants hors cadre scolaire (jusqu'à 16 ans)			
Billet à la journée		**Billet à la journée** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	
Enfant	11,5	Enfant	14,5
Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices)	14,5	Accompagnateur (maximum 3 personnes accompagnatrices)	17,5
Animations		**Animations**	
- Visite de mai à août pour les enfants de 4 à 12 ans - durée 1h - tarif pour le groupe	65,00	- Visite de mai à août pour les enfants de 4 à 12 ans - durée 1h - tarif pour le groupe (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	76,00
- Formule "Goûter au Parc" Enfant (à partir de 4 ans et jusqu'à 16 ans) : entrée au parc + gouter + animation - tarif/pers.	30,00	- Formule "Goûter au Parc" Enfant (à partir de 4 ans et jusqu'à 16 ans) : entrée au parc + gouter + animation - tarif/pers. (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	35,00
Groupe d'adultes			
Adulte	14,50	**Adulte** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	17,50
Animations		**Animations**	
-Visite d'une durée d'1h pour un groupe de 30 personnes max.	92,00	- Visite d'une durée d'1h pour un groupe de 30 personnes max. (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	100,00
- Guide supplémentaire - tarif par groupe (max. 30 pers.)	35,00	- Guide supplémentaire - tarif par groupe (max. 30 pers.) (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	40,00

GRATUITES *(sur présentation de justificatifs en cours de validité) :*
- crèches : 1 adulte responsable par tranche de 3 enfants
- accompagnateurs personnes handicapées si mention tierce personne précisée sur carte d'invalidité
- groupes des périscolaires m2a hors vacances scolaires
- 1 chauffeur de bus + 1 organisateur/groupe

IV. Animations

Kdozoo		**Kdozoo** (dont 4€ reversés aux programmes de conservation)	
Billet + animation - 2h30 dans les coulisses du Parc accompagnés de soigneurs animaliers (à partir de 10 ans)	68,00	Billet à la journée + animation - 2h30 dans les coulisses du Parc accompagnés de soigneurs animaliers (à partir de 10 ans)	80,00
		VIP Kids (dont 4€ reversés aux programmes de conservation)	
		Billet à la journée + animation - 2h30 dans les coulisses du Parc / nourrissages, accompagné d'un animateur (de 8 à 15 ans)	80,00
Anniversaire au zoo		**Anniversaire au zoo (**Tarif/ enfant) (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	
Billet 1 jour + animation + boissons. Durée 3h. De 6 à 12 ans. Groupe de 8 à 12 enfants. Gratuité pour l'enfant qui fête son anniversaire) 2 parents accompagnateurs	27,00	Billet à la journée + animation + boissons. Durée 3h. De 6 à 12 ans. Groupe de 8 à 12 enfants. Gratuité pour l'enfant qui fête son anniversaire) 2 parents accompagnateurs	27,00
Lever des animaux		**Lever des animaux** (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	
Billet 1 jour + visite des coulisses + petit déjeuner		Billet à la journée + visite des coulisses (2h) + petit déjeuner	
Individuels		Individuels	
Adulte	52,00	Adulte	61,00
Enfant (de 0 à 16 ans)	40,50	Enfant (de 0 à 16 ans)	47,50
Groupes loisirs et CE		Groupes loisirs et CE	
Adulte	43,50	Adulte	51,00
Enfant (de 0 à 16 ans)	34,50	Enfant (de 0 à 16 ans)	40,50
Soirée privilège au zoo		**Soirée privilège au zoo** (dont 2€ reversés aux programmes de conservation)	
Billet 1 jour + visite des coulisses + cocktail dînatoire		Billet à la journée + visite des coulisses (2h) + cocktail dînatoire	
Individuels		Individuels	
Adulte	52,00	Adulte	61,00
Enfant (de 0 à 16 ans)	40,50	Enfant (de 0 à 16 ans)	47,50
Groupes loisirs et CE		Groupes loisirs et CE	
Adulte	43,50	Adulte	51,00
Enfant (de 0 à 16 ans)	34,50	Enfant (de 0 à 16 ans)	40,50

V. Billetterie pour Comités d'Entreprise

Différentiel à payer en caisse pour billets CE expirés	2,00	**Différentiel à payer en caisse pour billets CE expirés** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	5,00
Billets CE		**Billets CE** (dont 1€ reversé aux programmes de conservation)	
De 20 à 399 billets		De 20 à 399 billets	
Billet 1 jour adulte	14,00	Billet 1 jour adulte	17,00
enfant de 4 à 16 ans	11,00	Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans	14,00
De 400 à 999 billets		De 400 à 999 billets	
Billet 1 jour adulte	13,00	Billet 1 jour adulte	16,00
enfant de 4 à 16 ans	10,50	Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans	13,50
Plus de 1000 billets		Plus de 1000 billets	
Billet 1 jour adulte	12,00	Billet 1 jour adulte	15,00
enfant de 4 à 16 ans	10,00	Billet 1 jour enfant de 4 à 16 ans	13,00

VI- Prestations annexes

A. Location Espace séminaire sans restauration (prix par groupe)

Formule Chouette lapone à la demi-journée		**Formule Otarie à la demi-journée**	
Jusqu'à 25 personnes :		**Jusqu'à 25 personnes :**	
	450,00		
- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	500,00	- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	450,00
- Soirée (18h-22h)		- Soirée (18h-22h)	500,00
Tarif promo :	390,00	**Tarif promo** :	
- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	450,00	- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	390,00
- Soirée (18h-22h)		- Soirée (18h-22h)	450,00
De 26 à 80 personnes		**De 26 à 80 personnes**	
	550,00		
- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	600,00	- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	550,00
- Soirée (18h-22h)		- Soirée (18h-22h)	600,00
Tarif promo :	490,00	**Tarif promo** :	
- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	550,00	- Matin/après-midi (8-12h ou 14h-18h)	490,00
- Soirée (18h-22h)		- Soirée (18h-22h)	550,00
Formule Suricate à la journée 8h-18h	600,00	**Formule Saïmiri à la journée 8h-18h**	600,00
Formule Suricate à la journée 8h-18h Tarif promo	550,00	**Formule Saïmiri à la journée 8h-18h Tarif promo**	550,00

B. Location Espace séminaire avec restauration (prix par personne)

-**Loup du Canada** (location avec catering - 1 journée - 8h-18h)	47,00	-**Okapi** (location avec catering - 1 journée - 8h-18h)	47,00
- **Ours Polaire** (location avec catering - 1 journée 8h-18h)	70,00	- **Girafe** (location avec catering - 1 journée 8h-18h)	70,00
- **Petit Ours Polaire** (location avec catering - 1 journée - 8h-18h)	60,00	- **Antilope** (location avec catering - 1 journée - 8h-18h)	60,00
- Forfait vin			7,00
-Formule personnalisée 1			45,00
-Formule personnalisée 2			55,00
-Formule personnalisée 3			63,00
-Formule personnalisée 4			6,00
-Formule personnalisée 5			7,00
Animations			
Visite privilège séminaire (en dehors ouverture du parc avec accès aux coulisses 6h30 - 8h ou 18h - 19h30 prix par personne)			30,00
Visite guidée pendant ouverture du parc 1 h (par guide pour 25 personnes maxi)			100,00
Forfait animation dans le cadre d'une location espace séminaire par pers.			30,00

C. Droits d'inscription au marché aux plantes

Exposants avec chapiteau	130,00
Exposants sans chapiteau	80,00
Associations avec chapiteau	80,00
Associations sans chapiteau	60,00

FACTURATION : le seuil minimum de facturation est fixé à 15 €. Ce montant devra obligatoirement être appliqué à chaque débiteur redevable d'une somme inférieure à la limite fixée. Les droits perçus au comptant ne sont pas

VII. Tarifs promotionnels

Tarif Promotion 4	4,00	Tarif Promotion 4	4,00
Tarif Promotion 4,5	4,50	Tarif Promotion 4,5	4,50
Tarif Promotion 5	5,00	Tarif Promotion 5	5,00
Tarif Promotion 5,5	5,50	Tarif Promotion 5,5	5,50
Tarif Promotion 6	6,00	Tarif Promotion 6	6,00
Tarif Promotion 6,5	6,50	Tarif Promotion 6,5	6,50
Tarif Promotion 7	7,00	Tarif Promotion 7	7,00
Tarif Promotion 7,5	7,50	Tarif Promotion 7,5	7,50
Tarif Promotion 8	8,00	Tarif Promotion 8	8,00
Tarif Promotion 8,5	8,50	Tarif Promotion 8,5	8,50
Tarif Promotion 9	9,00	Tarif Promotion 9	9,00
Tarif Promotion 9,5	9,50	Tarif Promotion 9,5	9,50
Tarif Promotion 10	10,00	Tarif Promotion 10	10,00
Tarif Promotion 10,5	10,50	Tarif Promotion 10,5	10,50
Tarif Promotion 11	11,00	Tarif Promotion 11	11,00
Tarif Promotion 11,5	11,50	Tarif Promotion 11,5	11,50
Tarif Promotion 12	12,00	Tarif Promotion 12	12,00
Tarif Promotion 12,5	12,50	Tarif Promotion 12,5	12,50
Tarif Promotion 13	13,00	Tarif Promotion 13	13,00
Tarif Promotion 13,5	13,50	Tarif Promotion 13,5	13,50
Tarif Promotion 14	14,00	Tarif Promotion 14	14,00
Tarif Promotion 15	15,00	Tarif Promotion 15	15,00
Tarif Promotion 16	16,00	Tarif Promotion 16	16,00
Tarif Promotion 17		Tarif Promotion 17	17,00
Tarif Promotion 18		Tarif Promotion 18	18,00
Tarif Promotion 19		Tarif Promotion 19	19,00

VIII. Boutique

LIBELLE	
ACCESSOIRES ALIMENTATION ARTISANAT BIJOUX CARTERIE DECORATION JEU MAGNET OBJETS PERSONNALISES PAPETERIE PELUCHES TEXTILE ACCESSOIRES TEXTILE ADULTE TEXTILE BEBE TEXTILE ENFANT	Prix du marché /prix de vente HT auquel est appliqué en moyenne un coefficient de 2,5%
LIVRES	Prix de vente HT auquel est appliqué une remise de 30% à 35%

OFFRE POUR DETENTEURS CARTE ABONNEMENT

10 % de remise à la boutique pour les détenteurs d'une carte d'abonnement hors librairie, Musique, alimentation et promotions
10 % de remise au self de l'Auberge du Zoo pour les détenteurs d'une carte d'abonnement

OFFRE POUR AGENTS M2A

10 % de remise à la boutique hors librairie, musique, alimentation et promotions sur présentation de leur carte de légitimation munie d'une photographie d'identité et pour lesquelles la mention agent est obligatoire

OFFRE POUR AGENTS PZB

20 % de remise à la boutique hors librairie, musique, alimentation et promotions
10 % de remise au self de l'Auberge du Zoo pour les détenteurs d'une carte d'abonnement

OFFRE POUR AGENTS M2A

10 % de remise à la boutique hors librairie, musique, alimentation et promotions sur présentation de leur carte de légitimation munie d'une photographie d'identité et pour lesquelles la mention agent est obligatoire

OFFRE POUR AGENTS PZB

20 % de remise à la boutique hors librairie, musique, alimentation et promotions

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

MUSEE RHENAN DE LA MOTO "LA GRANGE A BECANES"

Tarifs applicables à partir du 1er juillet 2025

I - DROITS D'ENTREE

	Tarifs 2024	Tarifs 2025	%
Visite guidée	5,00	6,00	20,00%
Plein tarif adulte à partir de 18 ans	4,50	5,00	11,11%
Tarif enfant de 4 à 17 ans inclus	3,50	3,50	0,00%
Tarif réduit	3,50	3,50	0,00%
Tarif famille (Formule 4 personnes dont 2 adultes maximum)	12,00	12,00	0,00%
Tarif groupe d'enfants à partir de 10 enfants de 9 à 16 ans scolaire,centre de loisirs ou périscolaire	2,50	2,50	0,00%
Tarif groupe	3,50	3,50	0,00%

Bénéficiaires des tarifs réduits :

• Membre Ircos sur présentation de la carte CEZAM (convention annuelle)
• Les personnes présentant un City Pass de l'Office de Tourisme de Mulhouse et sa région
• Demandeurs d'emploi, étudiants jusqu'à 26 ans inclus

Handicapés avec un accompagnateur quand sa présence est nécessaire à la personne handicapée, enseignants
Séniors

Bénéficiaires des entrées gratuites :

(sur présentation d'un justificatif en cours de validité)
• Enfant de moins de 4 ans
• Les personnes possédant un « Pass-Musée » délivré par l'association « MUSEUMS-PASS-MUSÉES »
• Carte VIZAM personnel de musées, salariés et bénévoles
• Les personnes présentant un City Pass de l'Office de Tourisme de Mulhouse et sa région
+ carte protourisme des agences alsaciennes (OTC, ADT, AAA)
• Le Conseil d'Agglomération donne délégation au Président ou à son représentant pour accorder le tarif réduit, l'exonération partielle ou totale des droits d'entrée.
• Journaliste sur présentation d'une carte de presse
• La carte de l'ICOM
• La carte du ministère de la culture
• Journées européennes du patrimoine et Nuit européenne des musées
• Enseignants dans le cadre de leur activité professionnelle
• Dans le cadre d'évènements promotionnels ponctuels (lots pour tombolas, salons…)

II - PASS MUSEES de l'Association des Musées du Rhin Supérieur

Pass "Un adulte et cinq enfants jusqu'à 18 ans"

	Tarifs 2024	Tarifs 2025	%
Tarif normal	123,00	**123,00**	0,00%
Tarif réduit	113,00	**113,00**	0,00%

A noter : Le tarif réduit est applicable aux étudiants, enseignants, chômeurs et handicapés, ainsi qu'aux membres d'une association de soutien d'un musée adhérent au Pass-Musées sur présentation d'un justificatif.

Les tarifs Pass-musées sont fixés par l'Association des Musées du Rhin Supérieur

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE

Tarifs m2A hors taxe applicables à partir du 1er juillet 2025

Tous les tarifs sont annuels et indivisibles prorata temporis

	Tarif 2024 €	Tarif 2025 €	%
1° Locations (par are/an)			
J1 - terrains parcellisés	8,20	**8,40**	2,44%
J2 - terrains parcellisés clôturés	16,10	**16,50**	2,48%
J3 - jardins isolés, clôturés, bien situés	33,50	**34,20**	2,09%
J4 - terrain d'agrément intégré dans une propriété privée	290,00	**297,00**	2,41%
J5 - terrains parcellisés destinés aux agriculteurs à titre précaire (l'are hors charges)			
- région Plaine de l'Ill	0,78	**0,78**	0,00%
- région Sundgau - Jura	0,58	**0,58**	0,00%
Terrains dépendant du domaine privé autres que les jardins (base de vie de chantier, stockage, etc…)	108,00	**110,00**	1,85%
2° Location de locaux et terrains aux associations (sportives, culturelles ou autres)			
Redevance symbolique	92,00	**94,00**	2,17%
3° Occupation du sous-sol du domaine privé			
- par mètre linéaire d'emprise et par le nombre de conduites, câbles, gaines, etc…	4,75	**4,85**	2,11%
- par mètre carré de surface (regard, piézomètre, etc…)	23,00	**23,50**	2,17%
4° Terrains pour autres usages (par m²/an)	10,75	**11,00**	2,33%
5° Mise à disposition de terrains pour expositions ou ventes (par m²/jour)	3,60	**3,65**	1,39%
6° Minimum de perception	15,00	**15,00**	0,00%
7° Caution pour mise à disposition d'un émetteur d'ouverture de porte de garage (ce tarif est susceptible d'être modifié en cours d'année)	78,00	**78,00**	0,00%
8° Aire de la Thur à Pulversheim			
loyer location temporaire bureau créateur par m²/mois (tva en vigueur en sus)	9,00	**9,20**	2,22%

Le Conseil d'Agglomération donne délégation au Président ou à son représentant pour accorder l'exonération partielle ou totale des droits de reconnaissance et de location.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

HABITAT

Tarifs aires des gens du voyage à partir du 1er juillet 2025

Facturation coût main d'œuvre : 25,00€ / heure

Désignation	Tarifs 2024 en €	Tarifs 2025 en €	%
Tarifs de redevance d'occupation			
Tarif de base (2 caravanes et jusqu'à 30 jours de stationnement)	4,55	**4,55**	0,00%
Tarif majoré (3 caravanes et au-delà de 30 jours de stationnement)	6,55	**6,55**	0,00%
Caution par emplacement	130,00	**130,00**	0,00%
Wittelsheim	6€/jour par caravane	6€/jour par caravane	0,00%
Tarif de l'eau TTC en m3			
Mulhouse	4,30	4,30	0,00%
Kingersheim	4,30	4,30	0,00%
Wittenheim	4,30	4,30	0,00%
Rixheim	4,30	4,30	0,00%
Riedisheim	4,30	4,30	0,00%
Tarif de l'électricité TTC			
kWh	0,32	0,32	0,00%

DIRECTION MOBILITES ET TRANSPORTS

Ce tarif s'applique aux services de Soléa, de Domibus, à la location de vélos à assistance électrique et à l'accès à l'abri vélos de 200 places à côté de la gare
à compter du 1er juillet 2025

TITRES PRINCIPAUX SOLEA

Nom du titre	Tarif 2024	Tarif 2025	Conditions d'utilisation
Tickets			
1 voyage 1h	1,60	**1,60**	Valable 1h après validation. Correspondances et retour autorisés.
10 voyages 1h (Carnet)	14,00	**15,00**	10 tickets voyages 1h.
1 voyage 1h Compte Mobilité	1,40	**1,50**	Valable 1h après validation. Correspondances et retour autorisés. Titre acheté via le compte mobilité.
24h	4,60	**4,60**	Ticket valable 24h après validation pour des voyages illimités sur le réseau Soléa
Famille	5,20	**5,20**	Valable pour un aller et un retour dans la journée pour 3 à 5 personnes d'une même famille voyageant ensemble.
Abonnements			
Moins de 26 ans (annuel)	199,00	**199,00**	Condition d'obtention : avoir entre 4 et 25 ans
Moins de 26 ans (mensuel)	21,00	**21,00**	Condition d'obtention : avoir entre 4 et 25 ans
26-64 ans (annuel)	415,00	**431,50**	Condition d'obtention : avoir entre 26 et 64 ans
26-64 ans (mensuel)	45,00	**47,00**	Condition d'obtention : avoir entre 26 et 64 ans
65 ans et plus (annuel)	110,00	**114,50**	Condition d'obtention : avoir 65 ans et plus
PMR (annuel)	110,00	**114,50**	Condition d'obtention : être titure de la Carte Mobilité Inclusion avec la mention "invalidité".
65 ans et plus (mensuel)	34,00	**35,50**	Condition d'obtention : avoir 65 ans et plus
Titre social			
Joker (mensuel)	17,00	**17,00**	Demandeurs d'emploi et personnes en situation de précarité. Abonnement attribué sur décision de la commune de résidence (commune de m2A).
Ticket Domibus			
1 voyage	1,60	**1,60**	Valable 1h après validation.

** tarifs donnés à titre indicatif. Ils évoluent selon les dispositions prévues dans les conventions avec la Région Alsace, la CeA ou l'office du tourisme (entre parenthèses, la part m2A)*

AUTRES TITRES SOLEA

Nom du titre	Tarifs au 1er juillet 2024	Tarifs au 1er juillet 2025	Conditions d'utilisation
Titres évènementiels			
Tarifs lors de pics de pollution	gratuit	**gratuit**	Mise en place de la gratuité du réseau lors des pics de pollution
Groupe scolaire	16,00	**16,00**	Valable pour un voyage d'1h après validation pour un groupe de 30 personnes maximum, accompagnateurs compris. Ce titre est réservé aux groupes scolaires des écoles maternelles, élémentaires, collèges et lycées de l'agglomération mulhousienne.
City Pass	2,00 *	**2,00 ***	Le City Pass Mulhouse fait l'objet d'une convention entre l'office du tourisme et m2A. Il permet des voyages illimités sur le réseau Soléa pendant la durée de validité du Pass. Le tarif indiqué corrrepond à la quote-part reversée à m2A sur la vente du CityPass.
Evenement type "Nuit des mystères"	1,80	**1,80**	Le passeport type "Nuit des mystères" permet des voyages illimités sur le réseau Soléa le jour de l'événement pour un maximum de 4 personnes. Le tarif indiqué corrrepond à la quote-part reversée à m2A sur la vente du passeport.
Ticket congrès	Tarif calculé sur la base du ticket 24h plein tarif pour le 1er jour, puis 1/2 tarif par jour supplémentaire		Ticket personnalisable réservé aux congressistes (minimum 70 personnes). Il permet de circuler librement et en illimité sur le réseau Soléa pendant la période l'événement. Tarif dégressif selon durée.
Famille Evénements spéciaux	5,20	**5,20**	Sur accord de m2A, le ticket Famille pourra être étendu à une utilisation illimitée sur une journée au lieu de 2 voyages dans le cadre de certains événements (Féeries de Noël, etc.).
Aller/Retour Evénements spéciaux	2,00	**2,00**	Sur accord de m2A, un ticket aller/retour pourra être vendu à m2A et aux communes membres de m2A et avec mise en place de restrictions sur la date et les horaires pour des évènements spéciaux (minimum 200 tickets)
Titres spécifiques			
Pass entreprise	415,00	**431,50**	Pass non nominatif à la disposition des collaborateurs d'une entreprise ou d'une association. Utilisable par une seule personne à la fois.
Titre seniors dont la vente est réservée aux communes de m2A	82,5 pour 12 mois	**85,88** **pour 12 mois**	Abonnement valable pendant l'année civile en cours, réservé aux résidents de 65 ans et plus de la commune. Le prix est porportionnel à la durée de validité de l'abonnement mesurée en mois. Pour 12 mois, le prix est égal au tarif de l'abonnement annuel des 65 ans et plus, moins 25%.
10 voyages demandeur d'emploi (vente réservée aux communes)	7,00	**7,00**	Carnet de 10 tickets réservés aux demandeurs d'emploi acheté par les communes et attribué sur décision de la commune de résidence.

Les transports sont gratuits pour les enfants de moins de 4 ans et les accompagnateurs des Personnes à Mobilité Réduite porteuses d'une carte invalidité ou d'une carte " mobilité inclusion " mentionnée à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles (selon les dispositions de l'article 19 de la Loi d'Orientation des Mobilités). Les titulaires de la Carte du combattant bénéficient également de la gratuité après délivrance d'un Pass' et d'un coupon annuel en agence commerciale Soléa. Certaines gratuités pourront être accordées pour des partenaires assurant des missions de sûreté et de sécurité du réseau (police, gendarmerie, pompiers).

Titres multimodaux : prix public (entre parenthèses, la part m2A)			
P + tram	2,00	**2,00**	Parking pour la journée + aller/retour en tramway avec correspondance pour tous les passagers de la voiture jusqu'à 7 personnes
Alsaplus, Primo et Presto			
Alsaplus Groupe Journée	7,10* (6,92)	Supprimé au 30 septembre 2025	Ticket valable un jour, le samedi, dimanche et jours fériés pour un groupe de 2 à 5 personnes. Autorise des voyages illimités sur toutes les lignes bus, tram, autocar et TER dans l'agglomération mulhousienne.
Alsaplus 24h	4,60* (4,48)	Supprimé au 30 septembre 2025	Ticket valable 24h. Autorise des voyages illimités sur toutes les lignes bus, tram, autocar et TER dans l'agglomération mulhousienne.
Presto combiné (Mensuel)	(36,40*)	**(38,40*)**	Abonnement combiné TER/Soléa destiné aux personnes ayant 26 ans ou plus.
Presto combiné (Hebdomadaire)	(13,87*)	**(14,63*)**	Abonnement combiné TER/Soléa destiné aux personnes ayant 26 ans ou plus.
Primo combiné (Mensuel)	(21,00*)	**(21,00*)**	Abonnement combiné TER/Soléa destiné aux personnes de moins 26 ans.
Primo combiné (Hebdomadaire)	(13,87*)	**(14,63*)**	Abonnement combiné TER/Soléa destiné aux de personnes moins 26 ans.
DuAl			
DuAl 1 combi	18.30* (3,50)	**18.30* (3,50)**	Ticket 1 personne à la journée sur le périmètre RVF et Soléa
DuAl 2 combi	35.10* (7,00)	**35.10* (7,00)**	Ticket FAMILLE à la journée valable pour 2 adultes qui peuvent être accompagnés gratuitement de 2 enfants de 4 à 11 ans sur le périmètre RVF et Soléa
DuAl M mini combi	142,00* (27,00)	**142,00* (27,00)**	Abonnement mensuel entre Mulhouse et Müllheim avec le réseau Soléa
DuAl M combi	182.50* (27,00)	**182.50* (27,00)**	Abonnement mensuel entre Mulhouse et Freibourg avec les réseaux RVF et Soléa

** tarifs donnés à titre indicatif. Ils évoluent selon les dispositions prévues dans les conventions avec la Région Alsace, la CeA ou l'office du tourisme (entre parenthèses, la part m2A).*

Tarifs de location des Vélos à Assistance Electrique

Tarifs de location des Vélos à Assistance Électrique

Nom du titre	Tarif 2024	Tarif 2025	Conditions d'utilisation
Abonnement annuel	444,00	**450,00**	Location annuelle d'un VAE. Tarif réservé aux entreprises et ouvert aux particuliers au 1er juillet 2025
Abonnement mensuel particulier	37,00	**45,00**	Location mensuelle d'un VAE
Gardiennage un an - Parvis gare de Mulhouse	20,00	**20,00**	Abri accessible par badge. Nécessite un dépôt de garantie de 20 €.

Monsieur le Président ou son représentant appliqueront un tarif promotionnel pendant une durée limitée, pour les déplacements effectués via le Compte Mobilité, de 1€ pour les déplacements occasionnels et réduit jusqu'à 20% pour les abonnements, y compris pour les abonnements des partenaires,

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons aux tarifs communautaires, toujours Antoine HOME.

M. HOME : Oui, je présente les tarifs communautaires parce que je suis le Vice-Présidents Finances, mais ceux-ci résultent bien entendu de travaux qui ont été menés par les Vice-Présidents en charge des différents domaines, c'est-à-dire les transports Yves GOEPFERT, le sport Daniel BUX, et également le parc zoologique et botanique Roland ONIMUS. Alors ce qu'il faut noter, c'est qu'au niveau de ces tarifs, quand on regarde les tarifs des transports urbains, il a été décidé de préserver notamment tout ce qui est abonnement, et puis également un choix spécifique a été conservé pour les plus jeunes. Alors souvent les plus jeunes au plan financier ne sont pas les plus à l'aise, on le sait bien, cet effort a été fait, et ça veut dire que l'augmentation a été essentiellement concentrée sur les abonnements non scolaires et sur les carnets de 10 billets, on pourra donner des détails. Sur les animations aquatiques et les équipements sportifs, le maintien du prix de l'entrée unitaire est à noter. C'est plutôt au niveau des leçons et des animations aquatiques genre aquabiking et cetera qu'un effort qui est demandé. On peut penser aussi là que le choix qui a été fait préserve celles et ceux qui ont un pouvoir d'achat plus faible. En tout cas, c'est important, il y a une dimension d'équité, j'y suis très sensible. Néanmoins, les leçons annuelles restent en dessous des tarifs des collectivités comparables. Sur le parc zoologique et botanique, c'est pareil. Il y a quand même l'impact de l'Horizon Afrique. La girafe est sur la route, elle devrait arriver. Je vous apprends qu'elle ne peut pas passer les autoroutes parce qu'évidemment les ponts la décapiteraient, mais elle finira par arriver à Mulhouse quand même tôt ou tard. Il y aura même plusieurs girafes. Bon, plaisanterie mise à part, il y a une augmentation de la qualité de la visite et on est en dessous des zoos comparables. Alors on a regardé bien sûr Amnéville, mais nous on a regardé aussi Bâle puisque c'est quand même le plus proche de chez nous. Les Vice-Présidents pourront compléter mais les choses ont été fait avec tact et discernement Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. Oui, Loïc MINERY.

M. MINERY : Oui merci Monsieur le Président, merci Antoine HOME pour cette présentation. Alors sur la question des tarifs communautaires, au global on voit que la plupart des tarifs se maintiennent, ne bougent pas d'une année sur l'autre. Cependant ça a été aussi souligné, il y a quelques hausses qui sont tout de même impactantes. Concernant les leçons de natation, il faudra aussi un point de vigilance sur la question notamment du savoir nager : est-ce qu'on touche plus jeune encore avec les bébés nageurs ? Il faut vraiment être vigilant là-dessus pour ne pas non plus décourager les gens d'aller à la piscine et de bénéficier évidemment des leçons de natation. Alors, on a aussi sur la question du parc zoologique et botanique, cela a été évoqué et souligné par le Vice-Président Finances, la question du projet Horizon Afrique qui pèse lourd visiblement et qui oblige à remonter les tarifs au niveau des entrées au zoo. Il faudra aussi voir dans quelle mesure ça ne vient pas entraver une dynamique de fréquentation sur le site même du zoo qu'on espère voir compenser en matière d'attractivité évidemment par la création de ce nouveau site, en tout cas de ce nouvel espace Horizon Afrique. Et enfin sur la question des transports avec les tarifs Soléa, juste là, une réserve un peu plus forte. C'est vrai que de toucher au ticket dit voyage, ce qui en général est un réflexe pour les gens qui ont envie de s'en sortir un peu mieux que d'acheter tout de suite une dizaine de tickets pour faire quelques économies, c'est un peu

dommage. Également, les abonnements mensuels pour les plus de 26 ans qui connaissent une hausse tout de même assez importante, et les abonnements mensuels pour les personnes à mobilité réduite. Là aussi peut-être un point de vigilance dans la mesure où ce sont quand même des gens qui sont captifs pour beaucoup des transports en commun, qui n'ont guère le choix, je sais bien que c'est une équation qui n'est pas facile à résoudre, mais en même temps, on était aussi en réflexion sur la tarification solidaire pour nos transports en commun. Où en est-on aujourd'hui ? C'est aussi la question que je pose. Il était prévu notamment qu'on aboutisse au niveau de cette réflexion d'ici à la fin du mandat. Donc voilà, je repose la question. Et au final, le constat qu'on fait, on l'a déjà évoqué jusqu'à présent, on se retrouve un peu coincés, Joseph l'a réévoqué, la discussion autour du pacte fiscal et financier permettrait peut-être aussi d'envisager de maintenir des tarifs attractifs, d'avoir les moyens de nos ambitions et de préserver nos services à la population en proximité. Je pense qu'il ne faut pas avoir de tabou là-dessus et pourquoi pas rouvrir, évidemment en bonne intelligence et dans un objectif de recherche de consensus, la question sur ce plan-là. Merci beaucoup et donc abstention sur la question des tarifs à ce niveau-là.

M. HOME : Président, on m'a demandé de préciser un point qu'on regrette, c'est pour que l'Assemblée soit bien au courant : les titres Alsa+ disparaissent le 30 septembre, c'était une convention avec la Région et les EPCI, et nous regrettons au regard de l'intérêt multimodal que ces titres n'existent plus.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. Et c'est vrai que sur les autres tarifs on a essayé de respecter justement, pour que ce ne soit pas trop cher pour les jeunes, pour qu'au niveau du parc zoologique et botanique on n'impacte pas les abonnements qui sont quand même à des tarifs très intéressants pour les familles de notre territoire et leur permettre d'y aller régulièrement. On a essayé d'équilibrer les choses, ce n'est jamais chose facile mais je pense que les services ont réalisé un bon travail. Y'a-t-il d'autres prises de parole ? Il n'y en a pas, donc pour ces tarifications : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 80 + 16 procurations.
Abstentions (4) : Nadia EL HAJJAJI (représentée par Maëlle PAUGAM) Loïc MINERY, Maëlle PAUGAM et Joseph SIMEONI.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie beaucoup.

13° TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES ET ASSIMILÉES : FIXATION DES TAUX POUR L'ANNÉE 2025 (7.2/2679C)

Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil d'agglomération a institué, à partir de 2019, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées (TEOMA) sur la base d'une zone unique de perception et décidé d'appliquer un mécanisme d'harmonisation des taux votés sur une période de 9 ans.

Ce lissage qui s'est appliqué pour la première année en 2019, s'opère sur la base du taux moyen pondéré réel constaté en 2018 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Celui-ci ressort à 11,51%.

Les taux de TEOM applicables dans les communes feront l'objet d'une harmonisation sur une période de 9 ans pour converger vers ce taux unique en 2027.

Le budget 2025 a été établi sur la base d'un produit attendu de **43 036 675 €**, calculé sur la base d'un taux moyen pondéré maintenu à son niveau de 2024, soit **11,51%**. Pour atteindre ce produit, il est proposé de voter les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères comme suit :

Communes	Taux TEOM 2024 (en %)	Taux TEOM 2025 (en %)
BALDERSHEIM	10,27	10,68
BANTZENHEIM	9,66	10,27
BATTENHEIM	10,27	10,68
BERRWILLER	12,33	12,06
BOLLWILLER	12,56	12,21
BRUEBACH	10,37	10,75
BRUNSTATT-DIDENHEIM	10,70	10,97
CHALAMPE	9,66	10,27
DIETWILLER	10,27	10,68
ESCHENTZWILLER	10,33	10,72
FELDKIRCH	12,08	11,89
FLAXLANDEN	10,17	10,61
GALFINGUE	9,68	10,29
HABSHEIM	10,27	10,68
HEIMSBRUNN	10,70	10,97
HOMBOURG	9,66	10,27
ILLZACH	10,18	10,62
KINGERSHEIM	11,28	11,35
LUTTERBACH	11,31	11,38
MORSCHWILLER-LE-BAS	10,67	10,95
MULHOUSE	12,45	12,14
NIFFER	9,66	10,27
OTTMARSHEIM	9,66	10,27
PETIT-LANDAU	9,66	10,27
PFASTATT	10,17	10,62
PULVERSHEIM	12,31	12,04
REININGUE	11,59	11,56
RICHWILLER	12,43	12,13
RIEDISHEIM	10,73	10,99
RIXHEIM	10,27	10,68
RUELISHEIM	12,39	12,09
SAUSHEIM	10,33	10,73
STAFFELFELDEN	12,50	12,17
STEINBRUNN-LE-BAS	10,67	10,95
UNGERSHEIM	12,21	11,98
WITTELSHEIM	11,90	11,77
WITTENHEIM	12,35	12,07
ZILLISHEIM	10,34	10,73
ZIMMERSHEIM	10,31	10,71

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- fixe les taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilées pour l'année 2025 comme indiqués dans le tableau ci-dessus,
- charge Monsieur le Président ou son Vice-Président délégué de notifier cette décision aux services préfectoraux et fiscaux.

M. LE PRÉSIDENT : Après les tarifs communautaires, nous passons à la TEOM, la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères avec ce taux moyen pondéré et son lissage, Antoine.

M. HOME : Oui, nous continuons le lissage. C'est un processus pluriannuel qui va aboutir in fine à un taux commun, et donc c'est une étape de plus dans ce lissage pluriannuel…

M. LE PRÉSIDENT : …qui suit le tableau qui était prévu depuis le début. Y'a-t-il des questions-là dessus ? Oui, Christophe BITSCHENE.

M. BITSCHENE : Juste une toute petite : combien de temps il nous reste encore pour atteindre le lissage au final ? 3, 4 ans ? Cela fait quand même un moment-là.

M. LE PRÉSIDENT : Il a démarré en 2017 et il dure 9 ans, donc 2026.

M. HOME : Le temps passe vite, c'est cela que tu voulais nous faire observer ?

M. LE PRÉSIDENT : C'est convergent, donc en 2027, tout le monde aura la même chose. D'autres questions ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 83 + 17 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

14° TAXE DE LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET DE LA PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) : FIXATION DU PRODUIT AU TITRE DE L'ANNÉE 2025 (7.2/2680C)

Par délibération du 12 février 2018, le Conseil d'Agglomération a institué la taxe GEMAPI destinée à financer les actions menées pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Le produit de cette taxe est réparti par les services fiscaux entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties (TF) et non bâties (TFNB), à la taxe d'habitation (TH) et à la cotisation foncière des entreprises (CFE), proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente.

Sur m2A, les taux de cette taxe additionnelle étaient pour 2024 les suivants :

	Taxe d'Habitation	Foncier Bâti	Foncier Non Bâti	Cotisation Foncière des Entreprises
Taux GEMAPI	0,158 %	0,116 %	0,306 %	0,118 %

Chaque année, l'assemblée délibérante doit voter un produit sur la base d'un montant annuel prévisionnel de charges de fonctionnement et d'investissement. Le produit de cette taxe additionnelle a été fixé en 2024 à 636 000€.

Le montant des dépenses devrait atteindre en 2025 : **640 844 €**.
Par conséquent, il est proposé d'ajuster le produit de la taxe à ce niveau. Les taux qui en découlent seront calculés par l'administration fiscale.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- décide d'arrêter le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 640 844 € au titre de l'année 2025,
- charge le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux et fiscaux.

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons à la gestion des milieux aquatiques.

M. HOME : La taxe GEMAPI que nous fixons chaque année part du produit pour aboutir au taux. Ce sont des très petites sommes, mais il faut le voter, donc il vous est proposé des taux qui sont répartis et qui permettent d'atteindre l'enveloppe de 640 844 €, après il y a un reversement au syndicat de l'Ill.

M. LE PRÉSIDENT : Merci des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 83 + 17 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

15° FISCALITÉ DIRECTE LOCALE : FIXATION DES TAUX POUR L'ANNÉE 2025 (7.2/2681C)

Chaque année, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre votent les taux des impôts locaux qu'ils perçoivent :

– Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS) ;
– Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) ;
– Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB) ;
– Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)

Suite à la fusion avec la Communauté de Communes Porte de France Rhin Sud (CCPFRS) intervenue le 1er janvier 2017, le Conseil d'Agglomération a décidé, par délibération du 27 mars 2017, de fixer la durée de la période de réduction des écarts de taux de CFE à 12 ans. Les différents taux applicables sur le territoire se rapprocheront progressivement du taux moyen pondéré jusqu'à application d'un taux unique en 2028. En 2024, le taux moyen pondéré ressortait à 26,36%, résultant de l'application sur le territoire de trois taux : 24,57 % sur l'ancienne CCPFRS, 26,76% sur l'ancienne m2A et 26,19% sur Wittelsheim.

Pour 2025, il est proposé de maintenir les taux de fiscalité directe à leurs niveaux de 2024 et en conséquence de les fixer comme suit :

Taxes	Taux 2024	Taux 2025
Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires	10,06 %	10,06%
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	3,58 %	3,58 %
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties	4,78 %	4,78 %
CFE (taux moyen pondéré)	26,36 %	26,36 %

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- décide d'appliquer les taux de la fiscalité directe suivants pour 2025 :

Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires :	10,06 %
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties :	3,58 %
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties :	4,78 %
Cotisation foncière des entreprises :	26,36 %

- décide de mettre en réserve la fraction maximale de taux de CFE pouvant être mise en réserve, qui correspond à la différence entre le taux maximum de droit commun et le taux voté,

- charge Monsieur le Président ou son Vice-Président délégué de notifier ces décisions aux services préfectoraux et fiscaux.

M. LE PRÉSIDENT : On va passer aux taux de fiscalité direct.

M. HOME : Dernière délibération que je rapporte ce soir. Il résulte de tout cela évidemment que nous maintenons pour 2025 les taux de la fiscalité directe et leur niveau de 2024. Je vous rappelle que le taux principal si je puis dire en termes de produits, c'est la taxe foncière sur les propriétés bâties qui est au taux de 3,58. Il y a également la CFE qui a 26,36. Ce sont les mêmes taux que l'an dernier, donc le taux des impôts ne bouge pas pour m2A.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, des questions ? Oui, Jean-Claude MENSCH.

M. MENSCH : Merci Monsieur le Président. Juste une question de formalité : pour quelle raison on vote les taux à ce moment-là de l'ordre du jour ? Puisque nous avons déjà voté les taux intrinsèquement en votant le budget principal. Et si d'aventure, ce qui naturellement ne sera pas le cas puisque on maintient les taux, mais dans le raisonnement à l'absurde, si d'aventure l'Assemblée votait contre ces taux, ça remettrait en question le budget. C'est une question de méthodologie.

M. HOME : Alors Jean-Claude dit ça parce que dans les conseils municipaux, il y a d'autres pratiques. Nous, par exemple, à Wittenheim, on vote les taux, puis le budget, mais en général, je les présente l'un avec l'autre parce que c'est des votes qui sont liés. C'est vrai qu'il faudrait qu'on regarde ce point. Alors peut-être qu'il n'y a pas de doctrine établie, je ne sais pas, dans un pays aussi bureaucratique et réglementé que la France, aurions-nous découvert un champ de liberté ? Question au service des Finances ? On va regarder ça, mais c'est vrai que c'est une question qui me semble marquée du coin du bon sens.

M. LE PRÉSIDENT : On regardera cela. Merci beaucoup, sinon d'autres questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 83 + 17 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

16° CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION : RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024 (5.7.9/2684C)

Le Conseil de développement est une **instance de démocratie participative**, obligatoire dans les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants (Loi engagement et proximité du 27 décembre 2019 - article L5211-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Présidé par Philippe Aubert (nommé par le Président de Mulhouse Alsace Agglomération), il comprenait, jusqu'à son renouvellement en novembre 2024, 118 membres : des citoyens volontaires (32%), des représentants des communes (31%), des représentants de structures (31%), et des personnalités qualifiées (6%).

Bénévoles et libres de tout mandat électoral, ces membres ont pour mission d'apporter une expertise citoyenne et d'être force de propositions pour alimenter les politiques locales. En effet, les contributions du Conseil de Développement se veulent des aides à la décision pour les élus de l'agglomération.

Le Conseil de Développement peut être saisi par :

- des élus de m2A (saisine),
- ses membres (autosaisine),
- des citoyens (saisine citoyenne).

Ses contributions peuvent prendre différentes formes :

- **un avis** : rédaction d'un rapport avec analyse et propositions,
- **une note**: document synthétique avec proposition sur un sujet donné,
- **un document grand public** : livret-méthode, flyer, document de sensibilisation,
- **une action ou évènement ponctuel** à destination de la population et/ou des élus sur un thème donné.

I. 2024 : une année riche en contributions thématiques

En 2024, le Conseil de Développement a effectué différentes contributions à la collectivité.

❖ **Adoption de 4 avis remis à la collectivité :**

- **« Évaluation et préconisations pour une gestion durable des forêts dans l'agglomération »** adopté le 14 mars 2024,

- **« Comment allier l'urbanisation et la préservation des terres agricoles et naturelles »,** adopté le 26 juin 2024,

- **« Concilier mobilités durables, équité sociale et cohésion territoriale »**, adopté le 26 juin 2024. **Cet avis a été écrit suite à la saisine de m2A** intitulée : « Comment accompagner la mise en place de la ZFE-m auprès des citoyens en situation de fragilité sur le territoire de

Mulhouse Alsace Agglomération ? ». L'avis a pu apporter un éclairage à m2A sur le format de la ZFE finalement adoptée.

- **« Comment rendre la culture accessible à tous les habitants de Mulhouse Alsace Agglomération »**, adopté le 2 octobre 2024 lors de la dernière séance de la mandature.

Ces avis ont été publié sur le site Internet de Mulhouse Alsace Agglomération.

D'autres groupes de travail ont poursuivi des réflexions sur différents sujets :

- « Devenons acteurs de la sobriété énergétique »
- « Une monnaie locale représente-t-elle un intérêt pour le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération ? »
- « Vergers communaux et arbres fruitiers en ville »
- Le groupe ayant produit l'avis sur la gestion des forêts a continué son travail sur « Le risque d'incendies sur les espaces naturels et agricoles ».

- **La participation aux ateliers-projets de m2A**

En 2024, des membres du Conseil de Développement ont pu contribuer, par leur expertise citoyenne, aux réflexions menées par m2A **en participant à 3 ateliers-projets** menés sur : l'évolution du tarif de l'eau, l'évolution de la collecte des déchets et le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Ces participations permettent également aux membres de mieux comprendre les politiques publiques menées par m2A et de renforcer, ainsi, leur rôle d'expertise citoyenne au service du politique.

II. Un Conseil de développement actif, ouvert aux partenaires

Le Conseil de développement est **associé** à de nombreuses **instances de l'agglomération** comme le séminaire des élus ou les Forums m2A.

Le Conseil de Développement veille à maintenir une **communication régulière** avec les services et les élus de l'agglomération (participation ponctuelle au comité de direction, transmission des « flash info », information par mails aux élus concernés par les thématiques traitées par les groupes de travail, etc.).

Par ailleurs, il enrichit ce **travail de réseau avec des partenaires** du territoire en rencontrant et en participant aux instances partenariales : Conseil de développement de la Collectivité européenne d'Alsace ou Agence de la participation citoyenne de la ville de Mulhouse par exemple.

En 2024, des représentants du Conseil de Développement ont pu rencontrer des jeunes d'Unis-Cités, en service civique, afin de partager leur expérience d'engagement et favoriser le mieux vivre-ensemble dans l'agglomération.

Enfin, le Conseil de Développement est lié à un réseau de Conseils de Développement du Grand Est avec qui des échanges ont lieu régulièrement et

participe à la journée nationale des Conseils de Développement portée par la Coordination Nationale des Conseils de Développement.

III. La saisine citoyenne : un outil supplémentaire unique en France

Le Conseil de Développement a mis en place en 2022 la **saisine citoyenne, dispositif unique en France**. Cet outil offre la possibilité, pour les citoyens de l'agglomération, de saisir le Conseil de Développement sur des sujets relevant de la compétence de Mulhouse Alsace Agglomération.

En 2024 ce dispositif a reçu **2 demandes de saisine citoyennes** qui n'ont pu aboutir. L'une concernait la demande d'un usager sur une ligne de bus ne demandant pas d'expertise citoyenne. L'autre portait sur le risque d'inondation et de pollution de l'eau : elle a été mise en ligne mais n'a pas obtenue les 50 soutiens nécessaires à son traitement.

Par ailleurs, **2 groupes ont travaillé suite à des saisines citoyennes** validées en 2023, l'un d'eux terminera sa mission en 2025.

Ces saisines sont :
- « Quels risques d'incendies sur les terrains naturels et agricoles ? »
- « Une monnaie locale représente-t-elle un intérêt pour le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération ? »

IV. Un Conseil de Développement renouvelé

Le Conseil de Développement a été renouvelé. Il a eu sa séance d'installation le 28 novembre. Fort de son expérience, le pasteur Philippe Aubert a été reconduit en tant que Président pour un nouveau mandat qui se poursuivra jusqu'en 2027.
Le Conseil de Développement comprend 127 membres dont la moitié sont de nouveaux adhérents.
Par ailleurs, 35 communes ont nommé un ou plusieurs représentants (leur nombre dépendant de la taille de la commune), soit une de plus que lors de la dernière mandature.

Suite à ce renouvellement, une douzaine de groupes de travail ont émergé et commenceront leurs travaux en 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- prend acte, par son vote, du rapport d'activité 2024 du Conseil de développement de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ : (1)
- Rapport d'activité 2024 du Conseil de développement de Mulhouse Alsace Agglomération

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

m2A.fr

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS 5

ÉDITORIAL 6

I. PRÉSENTATION DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT 7

1. Missions 7

2. Composition (de janvier à octobre 2024) 7

3. Organisation 7

4. Fonctionnement 8

II. 2024 : UNE ANNÉE RICHE EN CONTRIBUTIONS 9

1. Les groupes de Travail 9

2. La participation aux ateliers-projet de m2A 15

3. Les collaborations du Conseil de Développement 15

Les instances de l'agglomération 15

Les partenaires locaux 16

L'ancrage dans un réseau de Conseils de Développement au niveau local et national 17

4. La saisine citoyenne 17

III. BILAN DE LA MANDATURE 2021 – 2024 18

1. Les avis et productions diverses du Conseil de Développement 18

2. La création de la saisine citoyenne : un outil de démocratie participative unique en France 20

Fonctionnement 20

Bilan des saisines citoyennes reçues 21

3. Autres contributions 21

La participation des membres aux instances de m2A et du territoire 21

Des rencontres avec des acteurs du territoire 22

IV. PRÉSENTATION DE LA MANDATURE 2024-2027 DU CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES 2025 23

1. Composition de la mandature 2024 - 2027 23

2. Perspectives de travail 25

V. NOTES 26

Avant-Propos

Depuis 2003, le Conseil de Développement représente la pierre angulaire de la démocratie participative à Mulhouse Alsace Agglomération.

À la rencontre des citoyens, des représentants de communes, des structures du territoire, le Conseil de Développement permet de créer du lien et d'apporter de la confiance, dans un contexte national trop souvent formé d'incertitudes et de méfiance envers les gouvernants. Les citoyens se retrouvent et peuvent rencontrer les élus et les techniciens pour co-construire les politiques publiques de demain et ce, en amont des décisions prises. Cette orientation est inscrite dans notre pacte de gouvernance.

Outre les travaux qu'ils exécutent avec beaucoup de soin, les membres sont régulièrement associés aux instances gérées par l'agglomération comme le Forum m2A ou les ateliers-projets : ils deviennent des acteurs des grands projets de l'Agglomération.

Le Conseil de Développement s'est renouvelé, en novembre 2024, pour sa 9e mandature : 128 membres ont été intégrés, comprenant pour moitié de nouveaux adhérents : nous leur souhaitons la bienvenue.

Nous remercions l'ensemble des membres du Conseil de Développement et son Président, Philippe Aubert, et nous lui réaffirmons tout notre soutien.

En ce début de nouvelle mandature, nous leur souhaitons à toutes et à tous une belle aventure citoyenne !



Fabian Jordan
Président
Mulhouse Alsace
Agglomération



Pierre Logel
Vice-président m2A
délégué à la Communication
et à la Participation citoyenne



Valérie Gerrer
Conseillère communautaire
déléguée au Conseil
de Développement

Éditorial

Le rapport d'activités 2024 montre, encore, la richesse des activités du Conseil de Développement.

La production d'avis, remis aux élus de l'Agglomération, est notre activité principale même si ça n'est pas la seule. 2024 fut une année particulièrement riche avec l'adoption de 4 avis portant sur la gestion des forêts, l'urbanisation et préservation des espaces naturels et agricoles, l'accompagnement du public dit fragile pour la mise en place d'une zone à faibles émissions mobilités (ZFE-m), et l'accès à la culture à tous les habitants de m2A.

Instrument de démocratie participative de plus en plus reconnu, le Conseil de Développement est régulièrement associé aux instances du territoire. Par ailleurs, il participe à plusieurs coordinations au niveau régional et national où ses activités, en particulier sa saisine citoyenne, unique en France, sont remarquées.

En octobre 2024 a eu lieu la dernière séance de la mandature 2021-2024, les participants ont pu évoquer ce que représentait leur participation. Il en est ressorti les expressions : écoute, considération, respect, enrichissement, apprentissage, valorisation, découverte, engagement ou encore partage. Ces expressions témoignent du plaisir qu'ont les membres à participer à cette instance.

Le renouvellement a permis d'amener un souffle nouveau tout en conservant la dynamique passée et en assurant une transmission de savoirs par les anciens membres qui ont poursuivi leur engagement. Le nombre et la diversité des candidatures reçues témoignent de l'envie qu'il suscite et, sans doute, du besoin de recréer du lien et faire vivre cette démocratie participative, en complément de la démocratie représentative.

De nouveaux groupes de travail ont émergé en cette nouvelle mandature, gage de futures contributions aux élus de l'agglomération !



Philippe Aubert
Président du Conseil de Développement
de Mulhouse Alsace Agglomération

I. Présentation du Conseil de Développement

Le Conseil de Développement (CdD) est une assemblée de citoyens créée en 2003, par Mulhouse Alsace Agglomération (m2A).

Instance de démocratie participative, prévue par la loi au niveau intercommunal, c'est un lieu de réflexion prospective et transversale en amont des décisions publiques. Le CdD est un espace de dialogue et d'expression entre acteurs divers sur des questions d'intérêt commun, dont les travaux servent à éclairer les décisions des élus de l'agglomération.

En 2024, le Conseil de Développement a été renouvelé pour un mandat de 3 ans.

1. Missions

- ✓ Proposer une expertise citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques.
- ✓ Faciliter la participation citoyenne et recueillir les points de vue de chacun.
- ✓ Avoir une diversité géographique, sociologique et culturelle par ses méthodes de travail.
- ✓ Créer des espaces de rencontres et de dialogues avec les différents acteurs du territoire.

2. Composition (de janvier à octobre 2024)

118 membres

3 critères pour être membre du Conseil de développement : être majeur | travailler ou habiter dans l'agglomération mulhousienne | ne pas être titulaire d'un mandat électif

32%	31%	31%	6%
citoyens volontaires	représentants des communes	représentants d'associations et d'institutions du territoire	personnes qualifiées, reconnues pour leurs compétences et leur expertise

3. Organisation

PRÉSIDENT

Philippe AUBERT
nommé par le Président de m2A

BUREAU

15 membres permanents recrutés sur la base du volontariat | Réunions régulières en fonction de l'actualité du CdD.

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

Ensemble des membres du Conseil de Développement | Réunions 3 à 4 fois par an

4. Fonctionnement

Le Conseil de Développement peut être saisi par :

- des élus de m2A (saisine),
- ses membres (autosaisine),
- des citoyens (saisine citoyenne).

Constitution d'un groupe de travail :

Co-construction d'une contribution en consultation avec les élus, les services de m2A et les partenaires du territoire.

Rédaction **d'un avis** qui, après validation par l'assemblée plénière, sera transmis aux élus et au grand public via la presse.

Autres contributions possibles : flyers, opérations de sensibilisation, etc.

Les élus peuvent intégrer les propositions

du Conseil de Développement dans leurs politiques publiques.

Ils sont invités à faire part de leurs observations en assemblée plénière

II. 2024 : une année riche en contributions

L'année 2024 a été la dernière de la mandature 2021-2024 qui s'est terminée en octobre, avant que ne débute la nouvelle assemblée 2024-2027 dès le mois de novembre.

Cette année fut riche en contribution de différents groupes et, souvent, l'aboutissement d'un travail de 3 ans.

1. Les groupes de Travail

7 groupes de travail ont fonctionné cette année 2024. Le bilan de leurs activités est présenté ci-après.

Ils ont notamment élaboré 4 avis adoptés en séance plénière.

⇨ **Ces avis sont disponibles sur le site m2A.fr**

Le groupe « Gestion des forêts dans l'agglomération »

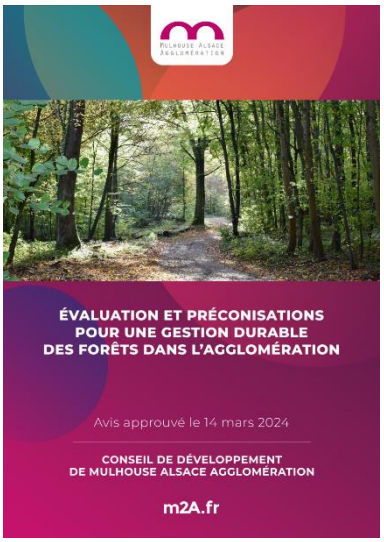
Objectifs et travaux :

Le groupe composé de 8 membres a étudié la problématique des forêts dans le périmètre de l'agglomération afin de proposer des pistes de réflexion pour leur gestion à l'avenir.

Il a, pour se faire, organisé de nombreuses rencontres avec divers acteurs impliqués dans les questions forestières (Office National des Forêts, élus locaux, services de m2A, Alsace Nature, etc.), et également de nombreuses sorties sur le terrain.

Le groupe a produit un avis qui fut adopté le 14 mars 2024

« Évaluation et préconisations pour une gestion durable des forêts dans l'agglomération »



L'avis présente les dangers et les potentiels touchant les forêts de l'agglomération. Longtemps considérées comme un patrimoine immuable, les forêts connaissent des évolutions rapides questionnant leur gestion sous leur aspect économique et leur usage comme zones de loisirs dans un contexte de changement climatique perturbant leur santé.

Cet avis a pour ambition de résumer un bilan de la situation, des questions posées, et d'indiquer quelques directions d'actions à prendre, sans entrer dans les détails opérationnels.

Le même groupe a poursuivi son travail pour traiter le sujet : **« Risques d'incendies sur les espaces agricoles et naturels »,** consécutivement à l'aboutissement d'une saisine citoyenne.

Il a alors, tout au long de l'année, organisé des rencontres avec différents partenaires : Office National des Forêts, assureurs, etc. Il a pour projet la rédaction d'un avis en 2025.

Comment allier l'urbanisation et la préservation des terres agricoles sur le territoire de m2A ?

Objectifs et travaux :

La loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) interdit progressivement, à l'horizon 2050, l'artificialisation des sols. À l'échelle de l'agglomération, cela représente environ 450 hectares de terrains pouvant être artificialisés.

Le groupe de travail a souhaité proposer aux élus une vision pour rendre désirable ce futur à l'horizon 2050 avec des propositions qui tournent autour de 3 priorités :

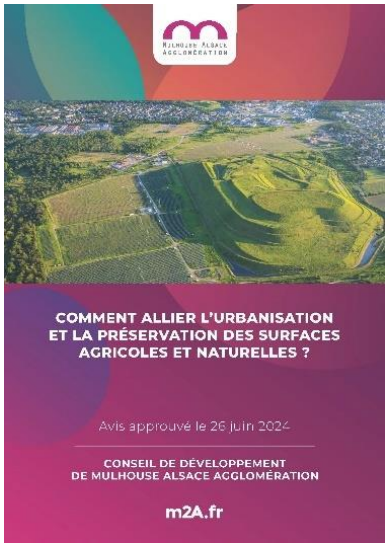
- éviter l'artificialisation avec une recherche de sobriété foncière,
- réduire l'artificialisation (lorsque l'évitement est impossible) en les priorisant,
- compenser pour chaque artificialisation en s'attachant à la qualité environnementale et la biodiversité de la renaturation.

Ces préoccupations sont en lien direct avec l'élaboration actuelle du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Le groupe, composé de 12 membres, a organisé un temps de travail spécifique sur le sujet.

Des membres du groupe ont eu l'occasion de rencontrer des représentants de « la Fabrique de la Cité » autour de la « Fresque de l'Artificialisation » en juin 2024 (photo ci-contre).



Le groupe a produit un avis qui fut adopté le 26 juin 2024 :



« Comment allier l'urbanisation et la préservation des terres agricoles et naturelles »

Le groupe de travail a souhaité donner un point de vue « citoyen » sur l'artificialisation des sols et sur la façon dont pourrait être déclinée la loi ZAN localement.

Comment accompagner la mise en place de la Zone à Faible Émissions mobilités (ZFE-m) auprès des citoyens en situation de fragilité sur le territoire de m2A ?

Objectifs et travaux :

Le Conseil de développement a été sollicité par l'Agglomération pour répondre à la saisine : « Comment accompagner la mise en place de la ZFE-m auprès des citoyens en situation de fragilité sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération ».

Un groupe de travail composé de 9 personnes a été mis en place à cet effet.

Il a mis en évidence l'importance des populations en situation de fragilité au sein de l'agglomération. Il a également pu effectuer des entretiens au Centre socio-culturel Papin, à Mulhouse, ainsi qu'au Centre Wit'ta Cité à Wittelsheim afin de déterminer les mesures à envisager à l'égard des plus fragiles en cas de mise en place d'une ZFE destinée aux particuliers.

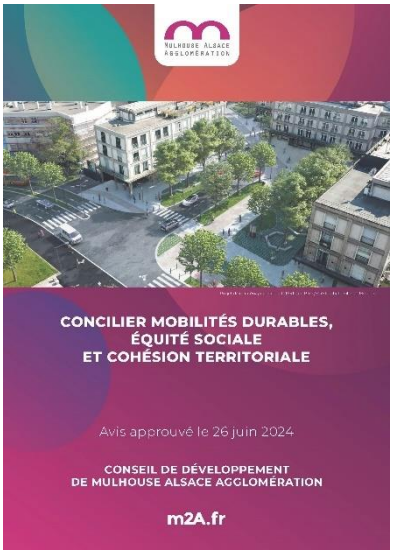
Le groupe a identifié plusieurs facteurs clés de succès. Le report vers des mobilités durables nécessite prioritairement une amélioration et une intensification de l'information sur les enjeux sanitaires de la pollution atmosphérique, en partenariat avec la communauté médicale.

Le groupe a produit un avis qui fut adopté le 26 juin 2024 :

« Concilier mobilités durables, équité sociale et cohésion territoriale »

L'avis :

- insiste sur la nécessaire cohérence des mobilités durables avec les dispositions des documents et projets d'aménagement et d'urbanisme ;
- précise un certain nombre de mesures d'accompagnement adaptées aux spécificités des différents territoires.



Le Président Fabian JORDAN et le Vice-président Yves GOEPFERT, en charge de la mobilité et des transports, ont émis leurs observations sur cet avis lors de l'Assemblée plénière de janvier 2025. À cette occasion, les élus ont mis en évidence les différentes préconisations de l'avis du Conseil de Développement qui ont été prises en compte.

L'accès à la culture pour tous

Objectifs et travaux :

Les objectifs du groupe, composé de 8 membres, étaient :

- établir un état des lieux des politiques et habitudes culturelles sur le territoire de m2A,
- identifier les freins à la culture pour tous via des questionnaires à destination des communes, des jeunes de 15-24 ans et des membres du CdD.

Les membres ont élaboré 3 questionnaires adressés aux 39 communes, aux jeunes du territoire de m2A ainsi qu'aux membres du CdD. Ces derniers ont fourni un important travail d'analyse des résultats et de synthèse puis, après avoir procédé à l'identification des freins, ont formulé des propositions afin d'améliorer l'accès à la culture à tous les habitants de l'agglomération.

Le groupe a produit un avis qui fut adopté le 2 octobre 2024 :



« Comment rendre la culture accessible à tous les habitants de Mulhouse Alsace Agglomération »

Cet avis est l'aboutissement du travail du groupe « Culture » qui a fait l'inventaire des pratiques culturelles existantes des communes de l'agglomération, identifiant des freins et des propositions pour améliorer l'accès à la culture pour tous.

Devenons acteurs
de la sobriété énergétique !

Objectifs et travaux :

La sobriété énergétique est définie comme une démarche qui vise à réduire les consommations d'énergies par des changements de comportements, de modes de vie et d'organisation collective.

L'objectif du groupe est de proposer des actions sur le thème de la sobriété énergétique qui engagent les élus et les citoyens par la formation ou des outils de sensibilisation.

Le groupe, qui a déjà produit un avis et une conférence auparavant, a travaillé en 2024 à l'élaboration d'un document proposant différentes pistes pour les particuliers, les associations, les élus et les communes.

Parallèlement, le groupe a élaboré un outil de sensibilisation et de réflexion grand public, simple, ludique et pédagogique. Ce parcours-jeu est constitué de cartes-questions, de disques animés, de propositions de réponses et de fiches d'approfondissement pour une pratique de la sobriété.



L'objectif de ce jeu est de mieux comprendre, prendre conscience, faire des choix, optimiser, changer les habitudes, individuelles et collectives, pour réduire la consommation énergétique de chacun.

Une monnaie locale représente-t-elle un intérêt pour le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération ?

Objectifs et travaux :

Ce groupe s'est constitué à la suite d'une saisine citoyenne déposée en 2022. Ses travaux ont été :

- la réalisation d'un état des lieux de la monnaie locale en France, et mise en lien avec des réseaux existants,
- la réalisation d'un état des lieux des monnaies locales sur le territoire de la Collectivité européenne d'Alsace : le groupe a ainsi pu rencontrer M. Jean-Claude Mensch, en sa qualité de maire d'Ungersheim et M. Laurent Quinet, directeur départemental de la Banque de France,
- l'étude du cadre local et règlementaire des monnaies locales en France.

Le travail du groupe a démontré certaines conséquences de la mise en place d'une monnaie locale. D'un côté, elle favorise le développement d'une consommation locale et responsable en modifiant les pratiques d'achats de nos concitoyens ; de l'autre elle alimente un circuit d'investissement responsable avec ses fonds de réserve. Ces éléments seront détaillés dans un rapport définitif à venir.

Vergers communaux et arbres fruitiers en ville

Objectifs et travaux :

Le groupe a, en 2023, édité un avis-guide méthodologique destiné aux communes sur la plantation et l'entretien d'arbres fruitiers et de haies fruitières, accompagné d'un dépliant et d'un modèle de convention.

Le but de ce groupe est désormais d'accompagner les communes et acteurs de terrain à la mise en place de vergers et de favoriser les collaborations habitants-communes.

2. La participation aux ateliers-projet de m2A

En 2024, des membres du Conseil de Développement ont pu contribuer, par leur expertise citoyenne, aux réflexions menées par m2A en participant à 3 ateliers-projets sur :

- l'évolution du tarif de l'eau,
- l'évolution de la collecte des déchets,
- l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal.



Ces participations permettent aux membres de mieux comprendre les politiques publiques menées par m2A et de renforcer, ainsi, leur rôle d'expertise citoyenne au service du politique.

3. Les collaborations du Conseil de Développement

Les instances de l'agglomération

Le Conseil de Développement est **associé** à de nombreuses **instances de l'agglomération** comme le Forum m2A ou les ateliers-projets.

Le Conseil de Développement veille à maintenir une **communication régulière** avec les services et les élus de l'agglomération (participation ponctuelle au comité de direction, transmission des « flash info », information par mails aux élus concernés par les thématiques traitées par les groupes de travail, etc.).

Au-delà de l'agglomération, d'autres territoires peuvent faire appel à l'expérience du Conseil de Développement. Ainsi, le Conseil de Développement de l'agglomération de Nantes a demandé un retour d'expérience sur la saisine citoyenne.

Les partenaires locaux

Par ailleurs, il enrichit ce **travail de réseau avec des partenaires** du territoire en rencontrant et en participant aux instances partenariales :

- Le Président Philippe Aubert siège au Conseil d'administration de l'Agence de la Participation citoyenne de la Ville de Mulhouse.

- Le 5 octobre 2024, plusieurs membres accompagnés par le Vice-Président Pierre Logel ont pu participer à une rencontre avec leurs homologues alsaciens organisée par le Conseil de développement de la Collectivité européenne d'Alsace.





En 2024, des représentants du Conseil de Développement ont pu rencontrer des jeunes d'Unis-Cités, en service civique, afin de partager leur expérience d'engagement et favoriser le mieux vivre-ensemble dans l'agglomération.



L'ancrage dans un réseau de Conseils de Développement au niveau local et national

Le Conseil de Développement est lié à un réseau de Conseils de Développement du Grand Est avec qui des échanges ont lieu régulièrement et a participé à la journée nationale portée par la Coordination Nationale des Conseils de Développement le 7 novembre à Paris.

4. La saisine citoyenne

Le Conseil de Développement a mis en place en 2022 la saisine citoyenne, dispositif unique en France. Cet outil offre la possibilité, pour les citoyens de l'agglomération, de saisir le Conseil de Développement sur des sujets relevant de la compétence de Mulhouse Alsace Agglomération.

En 2024, 2 groupes ont travaillé suite à des saisines citoyennes validées en 2023, l'un d'eux terminera sa mission en 2025.

Ces saisines sont :

- « Quels risques d'incendies sur les terrains naturels et agricoles ? »
- « Une monnaie locale représente-t-elle un intérêt pour le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération ? »

En 2024 ce dispositif a reçu 2 demandes de saisine citoyennes qui n'ont pu aboutir. L'une concernait la demande d'un usager sur une ligne de bus ne demandant pas d'expertise citoyenne. L'autre portait sur le risque d'inondation et de pollution de l'eau : elle a été mise en ligne mais n'a pas obtenue les 50 soutiens nécessaires à son traitement.

⇨ **Les offres de saisine citoyenne peuvent être déposées en ligne sur m2A.fr à tout moment**

III. Bilan de la mandature 2021 – 2024

1. Les avis et productions diverses du Conseil de Développement

Le Conseil de Développement a, durant son mandat, réalisé des avis, des notes et des documents de sensibilisation.

En 3 ans, 10 documents réalisés dont 7 avis rendus

2022 :

- Adoption de l'**avis** « environnement et santé, quels leviers d'amélioration pour Mulhouse, Alsace Agglomération ?»,
- Participation à la consultation citoyenne sur le Plan Climat-Air-Énergie Territorial.

2023 :

- Adoption de l'**avis** - Participation au Plan local d'urbanisme intercommunal,
- Production d'une note "Soigner les bordures urbaines",
- Adoption de l'**avis** "Vergers communaux et arbres fruitiers en ville" avec l'élaboration d'un guide pratique,
- Dépliant de sensibilisation à la citoyenneté « Allons enfants de la Patrie, soyons de la Partie ! ».



2024 :

- Adoption de l'**avis** « Evaluation et préconisations pour une gestion durable des forêts dans l'agglomération »,
- Adoption de l'**avis** « Comment allier l'urbanisation et la préservation des terres agricoles et naturelles »,
- Adoption de l'**avis** « Concilier mobilités durables, équité sociale et cohésion territoriale »,
- Adoption de l'**avis** « Comment rendre la culture accessible à tous les habitants de Mulhouse Alsace Agglomération ».

Des évènements-débats :

- 2022 : rencontre-débat avec Barbara Nicoloso « Devenons acteurs de la sobriété énergétique pour un futur soutenable et durable » en partenariat avec la Maison de la Pédagogie de Mulhouse.



- 2022 : organisation d'un atelier participatif avec « la frise des transitions » et le kit « inventons nos vies bas carbone » en partenariat avec la Maison de la Pédagogie de Mulhouse.

- 2022 : rencontre avec l'EuroAirport en présence du Président de m2A, suite à un avis sur « Santé et environnement » à propos de certains aspects du traffic aérien pouvant impacter les riverains.

2. La création de la saisine citoyenne : un outil de démocratie participative unique en France

Pour faciliter la participation citoyenne, le Conseil de développement a mis en place la saisine citoyenne, en juillet 2022 permettant aux citoyens de soumettre au CdD un sujet de travail relevant des compétences de Mulhouse Alsace Agglomération.

Fonctionnement

Un citoyen habitant et/ou travaillant sur le territoire de m2A, âgé de 16 ans ou plus et libre de tout mandat électif peut proposer un sujet via un formulaire en ligne (disponible également en flashant le QR code ci-contre).

⬇

Le sujet est examiné par le bureau du Conseil de Développement.

⬇

Que l'avis du bureau soit favorable ou non, une rencontre est proposé à l'auteur de la saisine avec le président du Conseil de Développement.

⬇

S'il y a validation de la saisine par le Bureau, celle-ci est mise en ligne pour recueillir un minimum de 50 soutiens qui doivent être :

- ✓ issus d'au moins 3 communes différentes de l'agglomération
- ✓ reçus dans un délai de 3 mois à compter de sa publication

⬇

Si à l'issue du délai, les conditions énoncées ci-dessus sont remplies, la saisine citoyenne est présentée en assemblée plénière du Conseil de développement pour ensuite faire l'objet d'un groupe de travail.

Bilan des saisines citoyennes reçues

Depuis sa mise en place le 5 juillet 2022 et jusque fin 2024 : **13 saisines ont été déposées :**

- 5 en 2022
- 6 en 2023
- 2 en 2024

En détails :

2 saisines ont abouti à la création d'un groupe de travail, suite à leur mise en ligne avec 50 soutiens au moins.

Il s'agit de :

- « Une monnaie locale représente-t-elle un intérêt pour le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération ? » (en 2022),
- « Les risques d'incendie en espaces naturels et agricoles » (en 2023).

3. Autres contributions

La participation des membres aux instances de m2A et du territoire :

- les Forums de m2A,
- les Ateliers-projets de m2A,
- le séminaire sur la politique culturelle de m2A,
- le Conseil d'exploitation de la Régie de l'eau de m2A,
- le Conseil d'administration de l'Agence de la participation citoyenne de Mulhouse,
- le Conseil de Développement de la Collectivité Européenne d'Alsace,
- le Comité de gouvernants de l'investissement territorial intégré,
- le Comité des experts de l'agence d'attractivité Mulhouse Sud Alsace.

Au cours de l'été 2022, la direction communication a sollicité le Conseil de Développement dans l'élaboration d'une vidéo ludique de présentation des compétences de l'agglomération : « m2A, c'est quoi ? ».

Des rencontres avec des acteurs du territoire :

Dans le cadre de leurs travaux, des membres du Conseil de Développement ont pu rencontrer différents partenaires du territoire ;

- SOLEA,
- la Filature, Scène nationale,
- la Chambre régionale des comptes,
- des jeunes en service civique d'Unis-Cités ,
- l'Office National des Forêts,
- le Moulin Nature,
- des centres socio-culturels,
- des assureurs,
- etc.

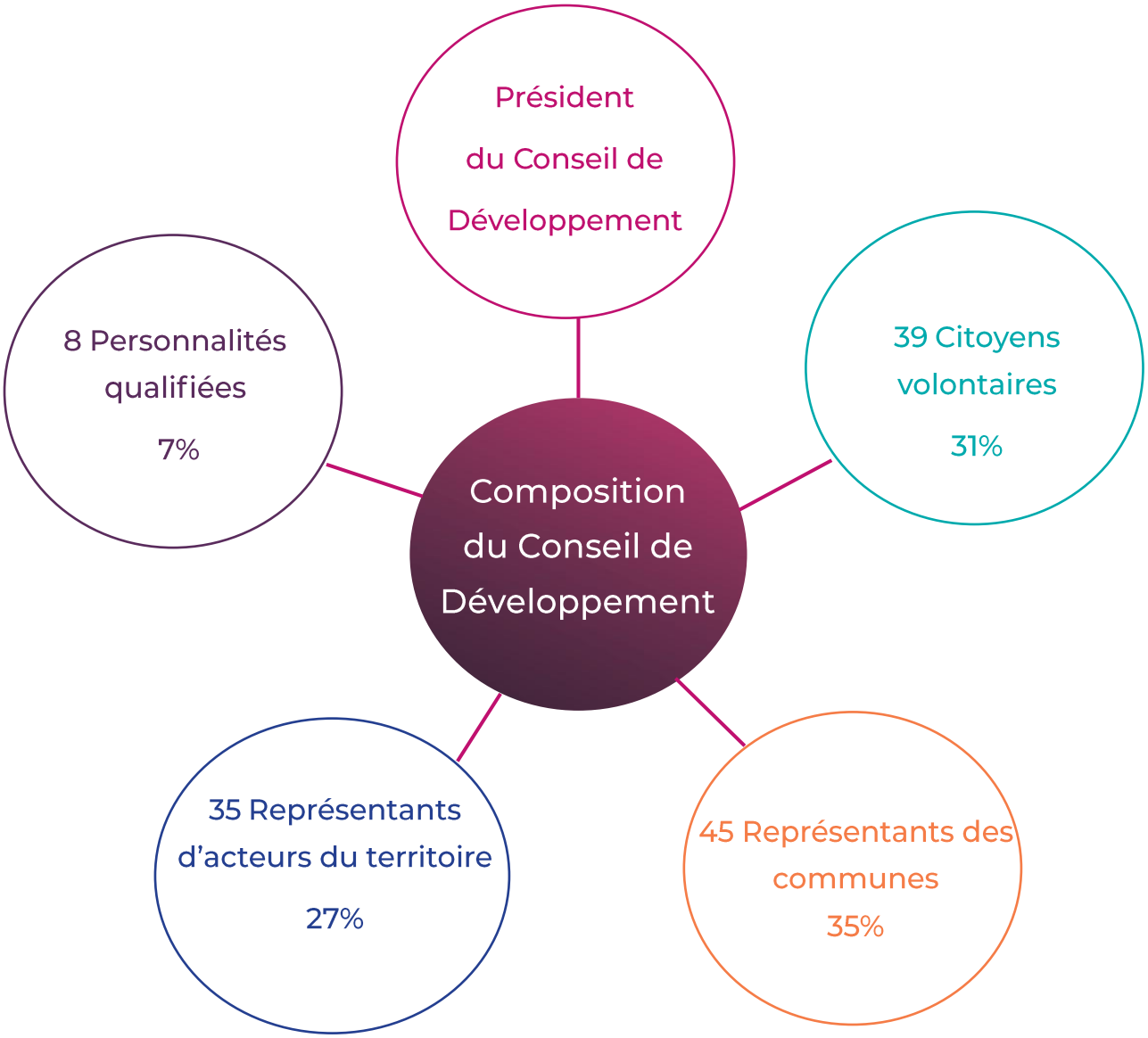


Rencontre au Moulin Nature

IV. Présentation de la mandature 2024-2027 du Conseil de Développement et perspectives 2025

1. Composition de la mandature 2024 - 2027

Le Conseil comporte 128 membres répartis de la façon suivante :



Recrutement

Le recrutement s'est déroulé d'avril à octobre 2024 de la façon suivante :

- appel au grand public sur le site Internet de m2A, diffusion presse et relais des informations par les membres sortants,
- envoi de courriers aux communes membres de m2A; 35 d'entre elles ont répondu à l'appel (les autres n'ayant pas trouvé de bénévoles prêts à s'engager),
- envoi de courriers aux structures actrices du territoire : 35 d'entre elles ont envoyé un représentant,
- désignation de 9 personnalités qualifiées (dont le Président du Conseil de Développement) par le Président de m2A, la Maire de Mulhouse et le Président du Conseil de Développement.

L'installation du CdD s'est déroulée le 28 novembre 2024. Après une présentation des compétences de m2A, la désignation du Président et la présentation du fonctionnement du Conseil de Développement, les membres ont réfléchi sur les perspectives de travail.






2. Perspectives de travail

Suite à l'assemblée plénière d'installation, une dizaine de groupes de travail ont émergé.

De nouveaux groupes se sont créés :

Des groupes nés par une volonté de ses membres, en auto-saisine :

- Changement d'échelle sur les circuits courts alimentaires de proximité,
- Attractivité du territoire,
- Coopération transfrontalière,
- Assurer la qualité et la régularité de l'eau du robinet à un coût acceptable,
- Développement des mobilités douces,
- Sensibilisation des citoyens aux changements d'habitude (visant la protection de l'environnement et la prévention des déchets),
- Les séniors et la santé.

Un groupe issu d'une saisine de m2A :

- Comment redynamiser la vie des quartiers urbains et les zones rurales via les espaces de vie sociale (centres sociaux, etc.) au profit de toutes les générations ?

Des groupes issus de l'ancienne mandature continuent leurs réflexions :

Une auto-saisine :

- Pour une Sobriété énergétique !

2 groupes issues d'une saisine citoyenne :

- Une monnaie locale représente-t-elle un intérêt pour le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération ?
- Risque d'incendies sur les espaces naturels et agricoles : **ce groupe souhaite émettre un avis en 2025.**

V. Notes

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Maison du Territoire
9, avenue Konrad Adenauer - BP 30100
68393 Sausheim Cedex
Mail : cdd@m2A.fr

M. LE PRÉSIDENT : Le point suivant est un point important parce qu'il s'agit du du rapport d'activité du Conseil de développement de notre Agglomération. Et je salue la présence avec nous de Philippe AUBERT, le Président, parce que vous le savez, nous avions toujours à cœur, dans nos décisions politiques, d'intégrer l'expertise citoyenne. Je pense que c'est important d'avoir la vision de la société civile avant de prendre la décision politique. Et nous avons la chance d'avoir un Conseil de Développement très dynamique. C'est une année particulière parce qu'il y a des nouveaux membres. On travaille bien avec le Conseil de développement en amont, j'assiste personnellement à toutes les réunions plénières parce que c'est aussi un signe de considération de l'implication des citoyens. Je voudrais déjà Monsieur le Président, ainsi que les élus en charge, Valérie GERRER et Pierre LOGEL vous remercier de votre engagement, de cette dynamique qui est créée au sein du Conseil de développement, de cette ouverture aussi de ce regard qui est porté par le Conseil de développement. Le dernier travail en date porte sur la ZFE dans lequel vous avez fait deux analyses dont nous avons tenu compte. Je pense que c'est ce qui est important, il faut que la décision politique se prenne en phase avec les travaux qui sont menés par la société civile et cette réflexion, cette richesse, c'est en fin de compte un sentiment de confiance partagée entre la société civile et le monde politique. Si au niveau national cela fait défaut, nous savons que chez nous c'est quelque chose qui fonctionne. Voilà Monsieur le Président, je vais vous laisser la parole pour présenter ce rapport d'activité, avec Pierre et Valérie.

M. LOGEL : Merci Président, chers collègues, nous allons vous présenter ce rapport d'activité 2024 à trois voix. Je vous rappelle que le Conseil de développement est une assemblée participative de citoyens bénévoles et volontaires, créé donc en 2003 par m2A. Instance de démocratie participative, c'est un lieu de réflexion prospective et transversale en amont des décisions politiques. Aujourd'hui, nous venons nous présenter le rapport d'activité 2024 du Conseil de développement de m2A, ses groupes de travail investis avec la production de quatre avis en un an qui vous ont été envoyés. Vous avez « évaluation et préconisation pour une gestion durable des forêts dans l'agglomération », « comment allier l'urbanisation et la préservation des terres agricoles et naturelles » et « concilier mobilité durable, équité sociale et cohésion territoriale ». Cet avis a été écrit suite à la saisine de m2A intitulé « comment accompagner la mise en place de la ZFE auprès des citoyens en situation de fragilité sur le territoire de m2A ? ». Enfin, « comment rendre la culture accessible à tous les habitants de Mulhouse Alsace Agglomération ? ». Au fil du temps, le Conseil de développement est devenu un partenaire incontournable de l'Agglomération. Il était associé à de nombreux projets menés par l'Agglomération, certains de ses membres ont pu s'illustrer dans les ateliers-projets m2A sur la tarification de l'eau, l'évolution de la collecte des déchets, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. Ces ateliers-projets se poursuivent d'ailleurs en 2025 avec celui sur schéma directeur dans deux jours, le 26 mars. Je voudrais mettre en exergue le dynamisme qui se dégage de l'ensemble des 11 groupes de travail, dont 7 nouveaux. L'ensemble des membres du Conseil de développement

se sent soutenu par les élus de par la présence systématique du Président JORDAN qu'ils apprécient beaucoup. Avec le Président Philippe AUBERT et ma collègue Valérie GERRER, nous sommes parfaitement heureux du travail qui émane des différents groupes et de cheminer à leurs côtés. Je passe la parole à Valérie GERRER.

MME GERRER : Merci Pierre, le rapport d'activité témoigne effectivement de l'activité de la mandature 2021 et 2024, et on se rend compte qu'effectivement, c'est impressionnant tout le travail qui a été fait avec différents documents qui ont été édités, dont sept avis dont tu viens de lister certains. En complément ont été mis en place différents événements dont un débat sur la sobriété énergétique, des rencontres avec des acteurs du territoire dont l'EuroAirport, la Filature ou les jeunes d'Unis-Cités ; la participation des membres à des instances du territoire, notamment le forum m2A où ils prennent régulièrement plaisir à nous accompagner ; le Conseil de développement de la CeA, le Conseil d'exploitation de la Régie de l'eau ou le Conseil d'administration de l'Agence de la participation citoyenne. Récemment, à Kingersheim, nous avons eu l'occasion de faire témoigner des membres du Conseil de développement aux commissions réunies avec les élus. Les échanges étaient très intéressants et reflétaient la satisfaction et l'importance qu'ils accordent à leur engagement participatif. Je vous invite à en faire de même, dans vos communes, avec vos élus. Nous remercions l'ensemble des membres du Conseil de développement et en particulier son Président Monsieur Philippe AUBERT pour sa fidélité, et à qui nous réaffirmons tout notre soutien. Philippe, c'est à toi.

M. AUBERT : Merci, je voudrais tout d'abord vous témoigner toute la joie que j'ai de me retrouver une fois par an devant vous parce que c'est quelque chose qui commence à entrer dans les habitudes de nos pratiques, et je trouve que c'est très gratifiant pour le Président du Conseil de développement de pouvoir s'adresser à votre Assemblée puisqu'il est toujours intéressant de s'adresser à ceux qui tiennent les manettes. Le bilan d'activité 2024, vous l'avez toutes et tous reçues, je ne vais pas vous le commenter, nous l'avons écrit volontairement, de façon assez synthétique, pour que vous puissiez le lire. Alors ce n'est pas de l'humour de ma part, mais je crois que vous devez à vos administrés, lire leur activité dans ce Conseil de développement pour l'année 2024 parce qu'elle est effectivement extrêmement variée et impressionnante sur bien des cas. Moi, je voudrais limiter mon propos ce soir simplement à un petit rayon de soleil. L'actualité n'est pas toujours extraordinaire en ce moment. Cette année, en novembre, nous avons renouvelé le Conseil de développement qui est une très grosse opération puisque le Conseil se compose aujourd'hui de 128 membres, 11 ateliers de travail, des participations diverses et variées, des manifestations, et on aurait pu craindre que le renouvellement soit compliqué parce que dans la crise démocratique que nous connaissons, on entend quand même beaucoup de messages qui vont dans le sens qu'il est de plus en plus difficile d'intéresser le citoyen à l'action politique, à l'engagement, les associations, elles aussi, connaissent des difficultés. Or, nous

n'avons éprouvé aucune difficulté à renouveler de façon satisfaisante le Conseil de développement et c'est pour moi un signe positif. Le premier, c'est que je pense que le Conseil de développement commence à s'inscrire maintenant véritablement dans cette mentalité absolument nécessaire, c'est-à-dire faire territoire ensemble, et cela me semble extrêmement important, mais surtout pour la première fois, et c'est quand même mon quatrième mandat que je commence maintenant, c'est la première fois que nous avons un taux d'inscription des communes aussi important. Cela veut dire que vous avez fait un effort, et nous avons peut-être fait un effort de communication vis-à-vis de vous, mais vous êtes très largement représentés comme vous ne l'avez jamais été auparavant : 45 représentants pour les 35 communes, puisqu'il y en a 3 qui ont essayé tout ce qu'elles pouvaient mais qui n'ont pas réussi à nous envoyer un délégué. Mais ce résultat est le meilleur que nous ayons eu depuis la naissance du Conseil de développement. C'est déjà un point positif dans la confiance mutuelle que nous avons les uns envers les autres, et dans notre méthodologie qui s'affine de mandature en mandature. La deuxième chose, c'est que nous avons pu renouveler un collège extrêmement important, celui des citoyens volontaires de 50%. Et 50%, c'est un chiffre que je trouve très intéressant parce que si nous l'avions renouvelé à 80%, cela aurait signifié que les anciens n'avaient qu'une seule envie, c'est de quitter le Conseil de développement. Or, il y a une stabilité, les gens aiment rester au Conseil de développement et personnellement, j'ai pris la liberté, puisque c'est de l'ordre du règlement intérieur, de ne pas fixer de limite de mandat quand les gens s'y sentent bien et qu'ils y travaillent, je ne vois pas pourquoi on les renverrait simplement pour une espèce de logique plus comptable et mathématique que démocratique. Donc là aussi, le renouvellement s'est fait véritablement de façon satisfaisante. Une toute petite difficulté, vraiment la parité hommes-femmes que nous avons essayé d'améliorer jusqu'au dernier moment mais bon, on n'y est pas exactement. Et puis le troisième collège qui est très important, celui de du monde associatif, des forces vivantes du territoire. Ce collège qui s'est largement étoffé puisque de nouvelles associations qui n'existaient pas ou d'autres qui ne participaient pas sont maintenant pleinement membres du Conseil de développement.128 membres, c'est une grosse assemblée à manier, tous les ateliers ont commencé, depuis la nouvelle mandature, tout semble en place et il n’y a pas de raison que notre travail avec cette nouvelle mandature soit différent et de moindre qualité que ce que nous avons connu pour la mandature qui vient de s'écouler. Une dernière information, tous les Conseils de développement ne sont pas en bonne santé. Il y en a qui sont en souffrance, je ne parle même pas de ceux qui n'existent pas alors que la loi voudrait qu'ils existent, mais bon, c'est comme cela. Nous avons décidé de consacrer une journée de rencontres et de partage avec les quelques Conseils de développement du Sud Alsace qui travaillent de façon très différente, de manière à ce que nous puissions nous entendre, les écouter et pourquoi pas les aider. Je voudrais terminer mon propos en vous remerciant de votre attention, en remerciant bien sûr le Président JORDAN pour cette confiance qu'il m'accorde depuis maintenant 9 ans ; pour le travail de Valérie GERRER, de Pierre LOGEL, toujours présents à nos côtés et qui nous évitent de faire des bêtises comme nous

en avions fait dans le passé, il faut toujours retenir les leçons du passé ; mon chargé de mission, évidemment ; et je souhaite pouvoir vous retrouver l'an prochain en ayant un bon et même un très bon rapport d'activité 2025 à vous présenter, je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Président, et merci pour ce travail qui est fait, aussi bien avec toutes les saisines qu'elles émanent de notre Agglomération, que ce soit des auto-saisines ou des saisines citoyennes. Je pense, c'est tout cela qui fait la force de de la réflexion, cette proximité que nous ayons avec la société civile. C'est autant valorisant pour les décisions que nous prenons-nous ici au sein de notre Assemblée. Oui ? Loïc.

M. MINERY : Oui merci beaucoup, Monsieur le Président du Conseil de développement. Alors quelques réflexions en passant, vous avez tous les trois évoqués évidemment, l'activité très intense et toujours utile, l'apport précieux du Conseil de développement par ailleurs. Ce que je trouverais cependant intéressant, et je fais la suggestion, c'est que nous-mêmes élus puissions être invités assez régulièrement pour les rendus de vos travaux, que ce soit effectivement des rapports, sur un travail de saisine ou autre pour qu'on puisse assister effectivement à tout ce travail qui fourmille dans cette assemblée et pas uniquement effectivement le Président de m2A ou le Vice-Président en charge. Voilà ce serait pas mal et je m'imagine mal qu'on débarque à 50 vu les agendas très contraints des uns des autres en semaine. Mais voilà, c'est ça peut être une proposition pour ouvrir davantage encore les travaux du CdD. Au passage, on notera en effet l'implication très forte, et on le constate toutes et tous notamment au Forum, des membres du Conseil de développement dans les travaux de l'Agglomération, ce qui est une très bonne chose. Et je ne résiste pas à faire un peu le parallèle de ce côté-là avec notre travail en tant qu'élu. Parce que nous, les élus notamment sans délégation, j'ai envie de dire l'arrière-ban, les 40% de l'Assemblée, nous ne sommes pas toujours associés, et notamment j'illustre ça par les travaux sur le PLUi qui ont été évoqués notamment dans le document, pour lequel des membres du Conseil de développement ont été associés. De notre côté, en tout cas de mon côté, et du côté de mes collègues niet, on n'a pas eu de d'invitation ou autre. Un exemple encore, la ZFE, qui est un sujet quand même important, et quoi qu'on en pense au final du scénario qui a été retenu, et bien on déplore aussi d'avoir appris par la presse que ce projet de ZFE a été finalement décidé avec une orientation qui est celle qu'elle est. Mais pour autant, on n'a pas pu, et je le regrette aussi, contribuer en amont, au contraire de ce qui a pu être possible visiblement avec les travaux du CDD. Voilà donc je note bien qu'il y a des travaux notamment sur l'eau, sur les déchets, sur la DSC, mais en un an et demi ça fait quand même assez peu au final et nous avons, je le dis comme ça aussi, beaucoup à apprendre du fonctionnement très intégré du Conseil de développement. Tout cela pour dire aussi que l'exigence démocratique que l'on convoque régulièrement, il faut aussi la mettre un peu plus en acte parfois. Merci beaucoup.

M. AUBERT : Personnellement, je mettrai la question au prochain bureau. Je ne suis pas opposé à la présence d'élus lors des séances notamment plénières, dans les ateliers, c'est plus compliqué. Je vais vous dire pourquoi. On avait toujours une

petite réticence à inviter les élus parce que ce qu'on voulait éviter, ce n'est pas un procès d'intention de ma part, c'est qu'à un moment dans le débat, un élu dise moi je sais parce que je suis l'élu. C'est possible, mais il fallait préserver la liberté de parole des citoyens. Ceci dit, on peut se comporter en gentleman lors d'une Assemblée et je suis tout à fait ouvert et le président JORDAN aussi, à ce que vous soyez invités, notamment aux plénières, dans les ateliers cela me semble plus embêtant parce que là, je tiens à ce qui est vraiment la liberté de parole, sans les élus, de la part des citoyens. Mais pour les plénières, je pense qu'on on, on va le faire très rapidement. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Je pense que quand il y a des restitutions de travaux qui sont faites sur les saisines, auto saisine ou saisine citoyenne, il n'y a aucune objection que des élus puissent y assister. Par contre, il faut laisser la société civile travailler. Je demande de la même manière aux deux élus en charge du Conseil de développement de ne pas intégrer en fin de compte le travail qui est fait, mais d'être là en accompagnement des travaux qui sont faits pour ne pas orienter en fin de compte les discussions. Rémy une réponse sur le PLUi ?

M. NEUMANN : Oui, concernant le PLUi, c'est vrai que nos relations directes sont avec les municipalités qui sont en place. On a essentiellement travaillé jusqu'à présent sur la répartition des surfaces par rapport au secteur habitat que nous impose le SRADDET. La concertation a déjà démarré avec le Conseil de développement, et il y aura bien entendu des concertations avec la population. Concernant les élus, je rappelle que nous sommes déjà intervenus plusieurs fois au Forum m2A sur ce thème, mais c'est vrai que nos correspondants directs vis-à-vis des communes, et c'était dans le cadre de la charte de gouvernance que nous avions mis en place lors de la mise en place du PLUi, c'est effectivement les représentants des communes qui sont en première ligne dans la concertation.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, ça c'est pour PLUi. En ce qui concerne la ZFE, on avait une réunion d'information le 20 janvier sur les orientations après qu'il y ait eu un article de presse que nous n'avions pas maîtrisé. On l'avait expliqué d'ailleurs le 20 janvier. Je rappelle quand même qu'on avait fait un Forum dédié pour l'ensemble des élus de l'agglomération sur ce que nous faisons et que nous allons continuer les discussions. Mais c'est vrai qu'on aurait peut-être pu être meilleurs dans la construction de la ZFE. On a travaillé avec l'ensemble de nos partenaires, c'était important pour nous, et c'est vrai que la presse est peut-être aller un peu plus vite que nous. Sinon le travail avec l'ensemble des partenaires, aussi bien les chambres consulaires et les territoires autour de nous, était un travail très constructif. Voilà c'est ce que je voulais dire là-dessus. D'autres interventions ? Merci donc on va passer au vote du rapport du Conseil de développement, qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 80 + 19 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

17° PERSONNEL : AJUSTEMENT DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (4.5/2668C)

La rémunération des agents de Mulhouse Alsace Agglomération est constituée d'éléments obligatoires (traitement de base, supplément familial, indemnité de résidence) et facultatifs (primes et indemnités décidées par le Conseil d'Agglomération).
Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a instauré au niveau de la fonction publique d'Etat un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Ce dispositif a été étendu aux agents de la fonction publique territoriale dans le respect du principe de parité qui exige que le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux ne soit pas plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires d'Etat exerçant des fonctions équivalentes.
Par délibération du 14 octobre 2024, le Conseil d'Agglomération a approuvé la mise à jour du RIFSEEP. Il convient d'ajuster régulièrement le cadre du régime indemnitaire afin de tenir compte de l'évolution des métiers exercés dans la collectivité.

A - La détermination des groupes de fonctions

Chaque cadre d'emploi de la collectivité est réparti en différents groupes de fonctions. Les groupes de fonctions et montants socles de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) sont précisés en annexe 1 de la délibération 2472C du 14 octobre 2024. La définition des fonctions et leur positionnement font l'objet d'une révision présentée ci-après :

- Groupe de fonction A2 :
    - Ajout de la fonction de « Directeur de mission stratégique ».
- Groupe de fonction A3 :
    - Ajout de la fonction de « Conseiller en mobilité urbaine ».
    - Ajout de la fonction de « Responsable de secteur périscolaire »
- Groupe de fonction B1 :
    - Ajout de la fonction de « Référent périscolaire ».
- Groupe de fonctions B2 :
    - Suppression de la fonction de « Régisseurs »,
    - Suppression de la fonction de « Conseiller en mobilité urbaine »,
    - Suppression de la fonction de « Référent périscolaire ».

B - La prise en compte de sujétions particulières

Les sujétions sont des contraintes liées à un emploi ou un poste de travail et qui confèrent des responsabilités et / ou des obligations spécifiques. L'IFSE des agents dont les fonctions comportent des sujétions particulières peut être modulée dans la limite des plafonds réglementaires.

Le point « Horaires atypiques » du I-B de la délibération 2472C du 14 octobre 2024 est ainsi modifié :

- Horaires atypiques

Les agents procédant à la gestion des déchets et à la propreté urbaine bénéficient d'un complément d'IFSE au titre d'une sujétion particulière, compte tenu des horaires atypiques du cycle de travail :

- Heures du matin (avant 06h00) ou de soirée (après 19h00) : 7€ bruts par jour,

- Heures de nuit (après 21h00) : 53€ bruts par nuit.

C – Le cumul possible avec d'autres primes et indemnités

Le RIFSEEP peut être cumulé avec d'autres primes. Le point III-B de la délibération 2472C du 14 octobre 2024 est ainsi complété :

1 – Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)

Champ d'application

Les IHTS concernent les heures effectuées à la demande de l'autorité territoriale ou du chef de service dès que les bornes définies par le cycle de travail sont dépassées.

Le nombre d'heures supplémentaires accomplies ne peut dépasser un contingent mensuel de 25 heures pour un agent à temps plein dans lequel sont incluses les heures supplémentaires de semaine, de nuit, de dimanche et de jours fériés. Le travail supplémentaire accompli entre 22 heures et 7 heures est considéré comme travail supplémentaire de nuit.

Ponctuellement, dans les conditions prévues par le décret 2002-60 du 14 janvier 2002, un dépassement de ce contingent maximum peut être autorisé par le chef de service à condition d'être justifié par des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée.

Les IHTS peuvent être versées, dès lors qu'ils exercent des fonctions ou appartiennent à des grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, aux :

- Fonctionnaires et stagiaires de catégorie C et de catégorie B

- Agents non titulaires de droit public de même niveau et exerçant des fonctions de même nature

Sont concernés les agents exerçant les fonctions suivantes :

Agents de catégorie B

Responsable garage, Technicien de maintenance industrielle, Technicien barrage GMAO, Responsable maintenance réseau, Responsable moyens généraux, Responsable bureau d'étude dessin, Responsable d'équipe production, Responsable relève compteurs, Technicien études et travaux, Responsable du secteur animalier, Responsable achats, Technicien économiste de la construction, Technicien travaux, Technicien maintenance tout secteur, Technicien informatique, Chef de projet numérique, Juriste, Responsable grands projets, Responsable de service administratif, Responsable communication, Technicien des applications RH, Chef de l'équipe technique, Responsable propreté, Chargé Lean Management, Responsable d'équipe collecte, Responsable transport, Responsable suivi prestataires, Responsable Bureau d'études, Technicien exploitation assainissement, Géomètre, Géomaticien, Secrétaire de Mairie itinérant,

Responsable logistique courrier, Référent activités nettoyage et restauration, Référent périscolaire, Biologiste des populations, Responsable numérique, Adjoint facturation et gestion de clientèle, Enquêteur - recherche contentieux, Responsable Gestion de flotte / études, Responsable de site périscolaire volant, Coordinateur équipements couverts, Responsable administratif et financier, Technicien de maintenance expert, Conseiller en prévention, Responsable bibliobus, Gestionnaire des assemblées délibérantes, Responsable de grand site périscolaire, Assistant de conservation des musées m2A, Technicien GMAO, Responsable Accueil, Responsable reprographie, Responsable courrier, Chef de cuisine, Maître composteur, Directeur adjoint de la Communication et de l'Evènementiel, Responsable de l'activité collecte, Technicien études et travaux, Technicien réseau, branchements, modélisation, projeteur, production, Responsable de site périscolaire, Responsable comptabilité, Gestionnaire administratif spécialisé, Référent technique des zones d'activité, Manager boutique, Responsable de l'attractivité et de l'évènementiel sportif, Chargé de développement CSRA, Gestionnaire des aides à la pierre, Coordonnateur évènementiel, Graphiste, Responsable paie, Chargé de recrutement, Responsable adjointe Carrière, Chargé de développement commercial, Conseiller en mobilité urbaine, Assistant archiviste, Médiateur archives, médiateur culturel, Responsable de la mobilisation du territoire, Technicien études opérationnelles qualité, Dessinateur-projeteur, Chargé de production évènementiel, Assistant d'études, Auxiliaire de puériculture, Animateur pédagogique, Documentaliste, Collaborateur médical, Responsable des aménagements, Agent en charge des emménagements, Documentaliste, Chargé de mission cinéma, Assistante de Direction Générale, Secrétariat Cabinet du Président, Responsable de secrétariat, Chargé de mission cinéma, Responsable mise à disposition des équipements, responsable technique des équipements sportifs, Référent santé et accueil inclusif, Responsable de secteur.

Agents de catégorie C

Responsable d'atelier, Responsable magasin pièces détachées, Chef d'équipe moyens généraux, Chef d'équipe magasinier, Chef de chantier, Coordinateur qualité, Garde-barrage, Responsable qualité sécurité collecte, Chercheur de fuite, Surveillant DT/DICT, Dessinateur topographe, Surveillant de travaux, Géomaticien, Dessinateur, Acheteur, Superviseur qualité sécurité, Chef d'équipe multi-bennes, Serrurier-métallier, Chef d'équipe propreté, Responsable de secteur, Responsable Ambassadeurs du tri, Coordinateur technique, Référent hygiène, Maître d'internat, Agent de maintenance, Coordonnateur technique du réseau intercommunal des déchetteries, Second de cuisine, Référent des activités restauration et nettoyage, Assistant curateur, Référent préposés, Mécanicien, Carrossier, Métallier, Chauffeur, Chargé de clientèle, Conducteurs Poids lourd (PL), Agent de production, Agent de production automatisme, Gestionnaire DT/DICT, Gestionnaire relève, Electrotechnicien, Agent polyvalent des moyens généraux métallerie, Conducteur conseiller lecture bibliobus, Conducteur OM (ordures ménagères), Conducteur mini-BOM (benne à ordures ménagères), Conducteur PL, Assistant d'accueil et d'orientation à la Maison de la Justice et du Droit, Assistant de Direction, Agent d'exploitation centrale, Logisticien évènementiel, Gestionnaire de flotte, Gestionnaire de stock, Adjoint au chef d'équipe, Agent d'animation volant, Aide maternelle volante, Soigneur animalier, Chargé d'instruction droits de sols et facturation, Animateur en milieu scolaire, Agent d'animation, Animateur pédagogique, Ambassadeur du tri, Cuisinier, Secrétaire, Gestionnaire logistique, Opérateur reprographie, Agent d'accueil touristique, Ouvrier polyvalent aide

serrurier, Surveillant de baignade, Agent de maintenance, Agent technique du patrimoine, Aide maternelle, Agent de courrier, Agent de tournée, Conducteur propreté, Agent d'accueil et d'orientation, Ambassadeurs du tri, Terrassier, Terrassier aide-plombier, Agent releveur, Gardien de déchetterie, Ripeur, Gestionnaire bacs et sacs, Adjoint d'équipe bacs et sacs, Balayeur, Logisticien évènementiel, Collaborateur social, Maîtresses de maison, Manutentionnaire, Agent de service, Agent d'entretien, Agent d'entretien des points d'apport volontaires, Agent d'entretien des véhicules en autopartage, Préposé, Hôte de caisse, Aide de cuisine et serveur, Assistant curateur, Agent de gestion administrative, Chargé de l'administration et des relations extérieures.

Modalités d'indemnisation ou de compensation
Les heures supplémentaires peuvent faire l'objet d'un repos compensateur ou d'une indemnisation. Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation. Le choix de rémunérer les heures supplémentaires ou de les faire récupérer relève de l'appréciation discrétionnaire de l'autorité territoriale.
A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées dans les conditions fixées par le décret 2002-60 du 14 janvier 2002.
Les modalités d'indemnisation feront l'objet d'un ajustement automatique en cas de modification réglementaire.

Le Conseil d'Agglomération,
Après en avoir délibéré,
Vu l'avis émis par le Comité social territorial le 13 mars 2025,

- Approuve ces propositions,
- Charge le Président ou son représentant de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions,
- Indique que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif de Mulhouse Alsace Agglomération.

M. LE PRÉSIDENT : Jean-Luc SCHILDKNECHT, sur l'ajustement du régime indemnitaire.

M. SCHILDKNECHT : Bien souvenez-vous en octobre dernier, après un travail quand même conséquent entre la DRH et les syndicats, le CST avait approuvé à l'unanimité le projet de RIFSEEP, nous en avions fait de même en Conseil d'agglomération, et pour mémoire, la mise en œuvre de ce RIFSEEP a permis une valorisation salariale de l'ensemble de nos agents, cela a été rappelé par Antoine, pour un montant quand même de 4 M€. Lors de cette présentation en octobre 2024, il avait aussi été dit que le RIFSEEP est, et doit être, un document vivant qui doit s'adapter à l'évolution des métiers exercés dans notre collectivité. Ainsi, ce soir, il vous est proposé trois ajustements qui partent de constats de terrain qui nous ont été remontés. Le premier concerne la détermination des groupes de fonctions : nous en avons ajouté quatre et nous en avons supprimé trois avec avis favorable du CST bien sûr. Le deuxième concerne les suggestions particulières concernant les horaires atypiques de matin et de nuit, quelques petites modifications ont été apportées après avoir eu des remontées également. Vous trouverez le détail de ce qui a été proposé dans le projet de délibération, et enfin le troisième concerne les indemnités horaires pour travaux supplémentaires. Il a fallu que je regarde les heures sup tout simplement, c'est comme ça qu'on appelle

ça, nous avons reprécisé le cadre réglementaire afin de lever toute ambiguïté. Là aussi, vous pourrez trouver tous les détails de ce que nous avons proposé, et ce soir il vous est demandé d'approuver ces trois ajustements.

M. LE PRÉSIDENT : Pas de question ? On peut passer au vote : des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 80 + 19 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

18° FONDS POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE (FIPHFP) : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION POUR LES ANNÉES 2025 A 2027 (4.1.8/2643C)

Dans le cadre de sa politique de soutien aux personnes en situation de handicap, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a conventionné avec le FIPHFP dès 2014.

Le FIPHFP relève les défis sociétaux posés par la loi du 11 février 2005 en apportant des réponses concrètes et efficaces dans le champ de l'insertion et du maintien en emploi des personnes en situation de handicap.

Il collecte les contributions financières versées par les employeurs publics, employant au moins 20 équivalents temps plein (ETP), soumis à l'obligation d'emploi des personnes en situation de handicap.

Le FIPHFP intervient sur l'ensemble du territoire et pour tous les employeurs publics en proposant des aides ponctuelles sur sa plateforme en ligne, par l'intermédiaire de conventions pluriannuelles avec les employeurs et dans le cadre du programme accessibilité numérique.

Ce conventionnement est un contrat par lequel m2A s'engage à mettre en œuvre une série d'actions déterminées en fonction du contexte de la collectivité et de l'évolution prévisionnelle de ses effectifs afin de recruter et de maintenir dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

En contrepartie, le FIPHFP finance les actions engagées dans le cadre du budget accordé.

Ainsi, après onze années et trois conventionnements successifs, une véritable politique du handicap a pu être déployée au sein de m2A, favorisant à la fois l'intégration et le maintien dans l'emploi de personnes en situation de handicap.

Depuis 2019, le taux d'emploi de m2A se maintient au-dessus de 7% (7,68% en 2023).

Cette troisième convention étant échue, il est proposé de la reconduire, afin de garantir les financements nécessaires à la poursuite des actions en matière d'aménagement de postes, d'accompagnement personnalisé, d'amélioration des conditions de vie, de sensibilisation, de recrutement et d'intégration des travailleurs handicapés.

Le montant total demandé au FIPHFP s'élève à 175 500 € sur la période 2025-2027, répartis en cinq axes :

- recrutement des travailleurs en situation de handicap,
- reclassement et reconversion,
- maintien dans l'emploi,
- formations des agents,
- communication, information et sensibilisation.

Le projet de renouvellement de la convention a été présenté au Comité Social Territorial du 13 mars 2025 avant de passer au comité d'engagement du FIPHFP à Paris, puis en comité local du FIPHFP.

Les crédits pour l'année 2025 sont inscrits en dépenses au budget primitif 2025 à hauteur de 48 000€. Cette somme correspond aux dépenses liées aux aménagements de postes, à la compensation du handicap et aux charges de personnel. Pour les exercices budgétaires ultérieurs, les crédits seront proposés à l'occasion de chaque préparation budgétaire afférente.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve le projet de renouvellement du conventionnement avec le FIPHFP,
- autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires (convention initiale puis éventuels avenants d'ajustements nécessaires).

PJ : (1)
- Projet de convention et ses annexes (plan d'actions et tableau des effectifs)

Projet de Politique Handicap entre Mulhouse Alsace Agglomération et le FIPHFP

Projet présenté en Comité Social Territorial le 13 mars 2025

Lettre d’engagement

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Direction des Ressources Humaines
Service Qualité de vie au Travail et Dialogue Social

M. Philippe CRENNER
Directeur Territorial Handicap de la région Grand Est
Établissement Public Caisse des Dépôts et Consignations
14 boulevard de Dresde
67080 Strasbourg cedex

Affaire suivie par : Sandrine CLAUDEL
Gestionnaire des conditions de travail : référente Handicap
03.89.33.79.12
sandrine.claudel@m2a.fr

Le 30/07/2024

Objet : Renouvellement convention FIPHFP

Monsieur le Directeur,

Mulhouse Alsace Agglomération conduit depuis plusieurs années une politique importante en faveur des agents en situation de handicap. Dans ce cadre, la collectivité a signé en 2014 une primo-convention avec le Fond pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), puis a renouvelé ses engagements au travers de deux conventions dont la dernière prendra fin le 31 dècembre 2024.

Les objectifs de cette convention étaient les suivants :

- poursuivre un recrutement actif, en se concentrant financiérement prioritairement sur le maintien dans l'emploi et la reconversion des agents déclarès inaptes
- participer à l'amélioration des conditions de vie personnelles et professionnelles des agents handicapés.
- sensibiliser les collègues, les managers, et diffuser des informations sur le handicap afin de créer les bonnes conditions d'accueil, de tolérance et de compréhension pour les travailleurs handicapés

Nous continuons d'être guidès par le souci d'améliorer l'intégration des agents, de les maintenir dans l'emploi, de favoriser leur recrutement et de recourir à la sous-traitance auprés des ESAT et EA.

Nous travaillons à poursuivre les bons taux de recrutement de travailleurs handicapés, supérieurs aux objectifs de 6%.

Il apparait aujourd'hui nécessaire de poursuivre les efforts engagés. Ainsi, m2A souhaite renouveler son engagement auprès du FIPHFP et sollicite un nouveau conventionnement pour les trois prochaines années.
Le projet de conventionnement sera portè par la Direction des Ressources Humaines et plus particuliérement par le Service Qualitè de Vie au Travail et Dialogue Social. Une référente handicap est identifiée au sein de la collectivité.

Renouveler notre partenariat triennal avec le FIPHFP nous dotera des moyens nécessaires pour poursuivre cette mission, en complément des mesures prises en charge par notre collectivité (participation à l'achat des équipements, rémunération des apprentis, tutorats et formations internes, accompagnements personnalisés, aides sociales,...).

Je vous remercie pour votre attention et vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de mes meilleures salutations.

Le Président de
Mulhouse Alsace Agglomération

Fabian JORDAN

Contenu

1 Présentation générale 4
2 Diagnostic 6
2.1 Effectifs globaux et BOE 6
2.2 Focus sur la prévention 15
3 Bilan de la convention précédente ou des actions mises en place avant le conventionnement 18
3.1 Bilan financier 18
3.2 Bilan des recrutements 20
3.3 Bilan qualitatif 20
4 L'organisation de la politique handicap 24
4.1 Un comité de pilotage 24
4.2 Une instance de suivi individuel des BOE 25
4.3 Le rôle et les missions du référent handicap 25
4.4 Les intervenants internes de la politique handicap 26
4.5 Les partenariats externes 27
4.6 L'association des Organisations Syndicales. 28
5 Les actions 28
5.1 Les axes du programme d'actions 28
5.2 Le détail du plan d'actions 32

Interne
Interne

Fiche d'identification m2A

NOM DE L'EMPLOYEUR PUBLIC

STRUCTURE ADMINISTRATIVE :

CA Mulhouse Alsace Agglomération, EPCI à fiscalité propre (m2A)

ADRESSE ADMINISTRATIVE :

9 avenue Konrad Adenauer
CODE POSTAL : 68390 COMMUNE : SAUSHEIM

REPRESENTANT LEGAL :

M. Fabian JORDAN, Président

N° SIRET : 200 066 009 00073
N° BCR : 03PDZ959

COORDONNEES DE LA PERSONNE CHARGÉE DU DOSSIER ET DU SUIVI

Mme Sandrine CLAUDEL, gestionnaire des conditions de travail – référente Handicap et égalité professionnelle

ADRESSE COURRIEL :
sandrine.claudel@m2a.fr

NUMERO DE TELEPHONE :
03 89 33 79 12

ADRESSE ADMINISTRATIVE :
9 avenue Konrad Adenauer
CODE POSTAL : 68390 COMMUNE :
SAUSHEIM

DATE DE DEBUT DU CONVENTIONNEMENT : 1er janvier 2025
DATE DE FIN DU CONVENTIONNEMENT : 31 décembre 2027

1 Présentation générale

1.1 m2A, Territoire de tous les possibles

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) est une communauté d'agglomération regroupant 39 communes, dont la ville de Mulhouse, et comptant environ 280 000 habitants. Elle est la deuxième intercommunalité la plus peuplée d'Alsace, derrière l'Eurométropole de Strasbourg, et la troisième de la Région Grand Est.

m2A a été officiellement **créée le 1er janvier 2010**. Elle est née de la fusion de plusieurs structures intercommunales préexistantes, notamment la Communauté d'Agglomération Mulhouse Sud Alsace (CAMSA) et d'autres communautés de communes environnantes. Cette fusion a permis de regrouper 32 communes autour de Mulhouse, avec pour objectif de renforcer la coopération et l'efficacité des services publics locaux

Depuis sa création, m2A a connu **plusieurs phases d'élargissement**. En 2017, la communauté d'agglomération a intégré de nouvelles communes, portant le nombre total de communes membres à 39. Cet élargissement a permis d'accroître la cohérence territoriale et de mieux répondre aux besoins des habitants en matière de services publics et de développement économique

Au fil des années, m2A a progressivement élargi ses compétences. Elle gère désormais des domaines variés tels que l'aménagement de l'espace, la cohésion sociale, la culture et le tourisme, la gestion des déchets, le développement économique, l'énergie et l'environnement, l'enseignement supérieur, les équipements sportifs, l'habitat et le logement, les services périscolaires, etc. Cette diversification des compétences permet à m2A de mieux répondre aux enjeux locaux et de promouvoir un développement harmonieux de son territoire.

En tant qu'employeur, m2A est l'un des plus importants d'Alsace, **avec près de 1 700 agents couvrant une centaine de métiers différents.**

Dans le but d'optimiser l'exercice de ses compétences, m2A a conduit une réorganisation de ses services, en partie mutualisés avec la Ville de Mulhouse. La fonction Ressources Humaines a été par exemple clarifiée en mettant en place une Direction des Ressources Humaines propre à chaque collectivité. m2A et la Ville de Mulhouse partagent toutefois encore le portage de services communs, œuvrant pour les deux collectivités (Direction des Systèmes de l'Information, service Médecine et Sécurité au Travail, Direction Informations Géographiques, Archives, Moyens Généraux et service Social du personnel).

m2A a son siège social à la Maison du Territoire sur la commune de Sausheim et dispose de bureaux et des installations répartis dans toute l'agglomération.

m2A repose sur **une structure organisée et participative**, visant à assurer une gestion efficace et transparente de la communauté d'agglomération via des instances de décisions (Conseil d'agglomération, Bureau communautaire, Conférence des Maires), des instances d'accompagnement (Atelier Projets, Forum) et des instances citoyennes (Conseil de développement).

Le **projet de territoire de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), intitulé "Vision 2030"**, est une feuille de route ambitieuse et inclusive qui vise à faire de l'agglomération un modèle de développement durable, d'innovation et de solidarité à l'horizon 2030. Ce projet repose sur quatre grandes ambitions (Nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique/ Attractivité et accueil des talents Services publics de haute qualité / Unité, entraide et partage) et six valeurs fondatrices (l'innovation/ l'excellence/ l'exemplarité/ l'audace/ la proximité/ la solidarité).

m2A a lancé **plusieurs projets structurants** pour dynamiser son territoire (réhabilitation du site industriel de DMC, le développement du quartier d'affaires Mulhouse TGV, mise en place du "Plan Vélo" pour promouvoir les mobilités douces...). Ces initiatives illustrent l'engagement de m2A en faveur du développement durable et de l'innovation.

1.2 Une politique du Handicap intégrée

Dans le cadre de sa politique de soutien aux personnes en situation de handicap, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a conventionné avec le FIPHFP dès 2014.

Le **premier conventionnement avec le FIPHFP** (2014 à 2017) a permis, en quatre ans, de faire évoluer un accompagnement jusque-là ponctuel du handicap en véritable politique déployée auprès des agents porteurs d'un handicap ou d'une pathologie invalidante, et plus largement d'identifier cette mission, principalement développée par la Direction des Ressources Humaines et la Médecine professionnelle, auprès de l'ensemble des services, managers, et salariés.

Depuis, les taux d'emploi n'ont cessé de suivre une phase ascendante, m2A se maintient à un seuil supérieur à 6%, qui est un indicateur explicite sur l'intérêt des salariés handicapés à se déclarer.

Le **deuxième conventionnement** (2018 à 2021) confirme une certaine régularité dans les besoins identifiés et les aménagements de poste. Les échanges et l'organisation sont fluides entre les services sur la question du handicap.

Le **troisième conventionnement** (2022 à 2024) s'est réalisé dans un contexte particulier de réorganisation au sein de nos deux collectivités. En effet, la mutualisation des services connue jusqu'ici a été amenée à être fortement réduite, pour n'exister aujourd'hui que pour quelques services (comme la médecine préventive). Depuis le début du conventionnement, c'est une même

référente handicap qui était en charge du sujet pour les deux collectivités. Depuis janvier 2024, m2A a nommé une Référente Handicap.

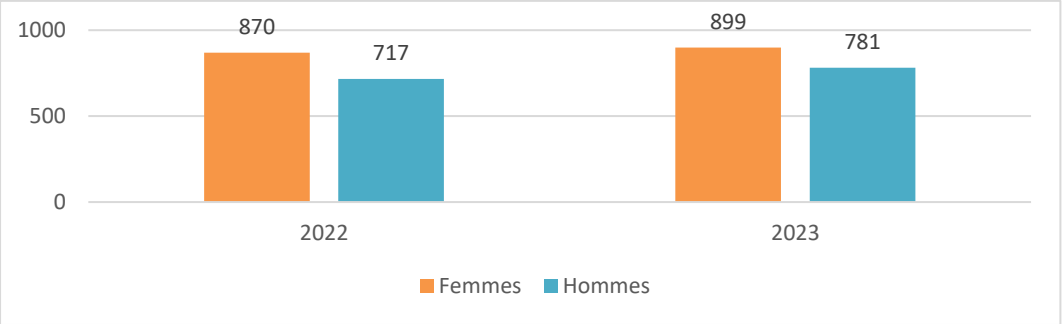
2 Diagnostic

2.1 Effectifs globaux et BOE

▪ Effectif total des agents de la collectivité

1680 agents employés à m2A au 31 décembre 2023 parmi lesquels 53,5% de femmes et 46,5% d'hommes.
Au 31 décembre 2022, il y avait 17 apprentis, et au 31/12/2023, il y en avait 23.

	2022	2023
ETR titulaires, stagiaires et contractuels	1587	1680
Nombre de femmes	870	899
Nombre d'hommes	717	781



▪ Effectif par catégorie et par sexe

Au 31 décembre 2023, **71.25% des effectifs appartiennent à la catégorie C**.

Les femmes représentent 58,2% des agents de catégorie A, 46,7% des catégories B et 51,6% des catégories C.

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	31/12/2022	**31/12/2023**	**31/12/2022**	**31/12/2023**	**31/12/2022**	**31/12/2023**
Hommes	83	85	123	129	503	559
Femmes	136	121	127	125	598	638
Total	**219**	**206**	**250**	**254**	**1101**	**1197**

Interne
Interne

- **Prévisions d'Entrées / Sorties (recrutements, départ à la retraite…)**

	EFFECTIFS			PREVISION
	2022	2023	2024	2025 à 2027
Nombre de recrutements d'agents titulaires, stagiaires et contractuels	199	383*	286	600
Dont nombre de recrutements sur emplois pérennes (titulaires, CDI, contrats>12 mois)	61	171	60	

*Remarque : les données relatives aux recrutements 2023 sont plus élevées que celles de 2022 en raison du transfert de la compétence Eau à m2A et de la réorganisation des services entre m2A et la Ville de Mulhouse.

Nombre de départs	EFFECTIFS			PREVISION
	2022	2023	2024	2025 à 2027
Retraite	37	46	30	110
Mutation extérieure	207	198	110	50
Dont mutation m2A Ville de Mulhouse	*190**	*181**	*95**	-
Retraite pour invalidité	7	5	4	15
Licenciement	4	3	3	10
Fin de contrat	32	27	34	90
Démission	47	46	55	145
Radiation fin de détachement	4	6	4	15
Disponibilité pour maladie	16	11	9	35
Total	**354**	**342**	**249**	**470**

*Remarque : les données relatives aux mutations extérieures sont élevées en raison de la réorganisation des services entre m2A et la Ville de Mulhouse qui a conduit à un transfert de postes de m2A vers la Ville.

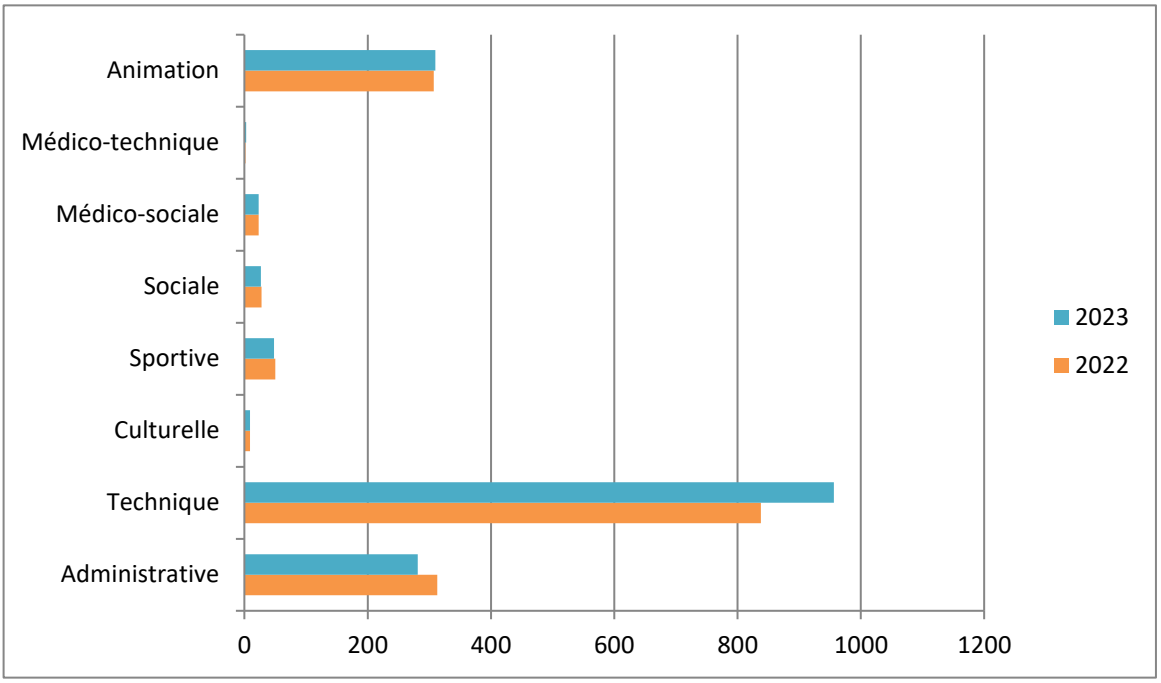
- **Répartition par filière**

Au 31 décembre 2023, parmi les 1680 agents, **78.8% sont des fonctionnaires et 21.2% des contractuels.**

Filière	Titulaires et Stagiaires		Contractuels	
	2022	2023	2022	2023
Administrative	231	206	82	75
Technique	712	797	126	159
Culturelle	7	7	2	2
Sportive	38	37	12	11
Sociale	21	21	7	6
Médico-sociale	17	16	6	7
Médico-technique	1	1	1	2
Animation	242	239	65	71
Total	**1269**	**1324**	**301**	**333**

Au 31 décembre 2023, les 3 filières les plus représentées sont :
- la filière technique avec 56,9% des effectifs
- la filière animation avec 18,45% des effectifs
- la filière administrative avec 16.7% des effectifs

- **Répartition par tranche d'âge**



Au 31 décembre 2023, les agents de **Mulhouse Alsace Agglomération ont majoritairement entre 50 et 59 ans (30.9%**), ou entre 40 et 49 ans (28.5%). Les tranches d'âge les plus représentées sont ensuite les 30 à 39 ans (21.2%), les moins de 25 ans à 29 ans (11.8%) et les plus de 60 ans (9%).

2023	**Titulaires et Stagiaires**		**Non titulaires sur emploi permanent**		**Non titulaires sur emploi non permanent**		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
- de 25 à 29 ans	36	31	30	48	21	24	190
30 à 39 ans	112	147	24	45	2	9	339
40 à 49 ans	180	221	24	40	7	7	479
50 à 59 ans	239	222	21	32	2	4	520
60 ans et plus	77	59	4	9	2	1	152
TOTAL	**644**	**680**	**103**	**174**	**39**	**45**	**1680**

Au 31 décembre 2023, **la moyenne d'âge des agents est de 46 ans**. En 2022, elle était de 45 ans.

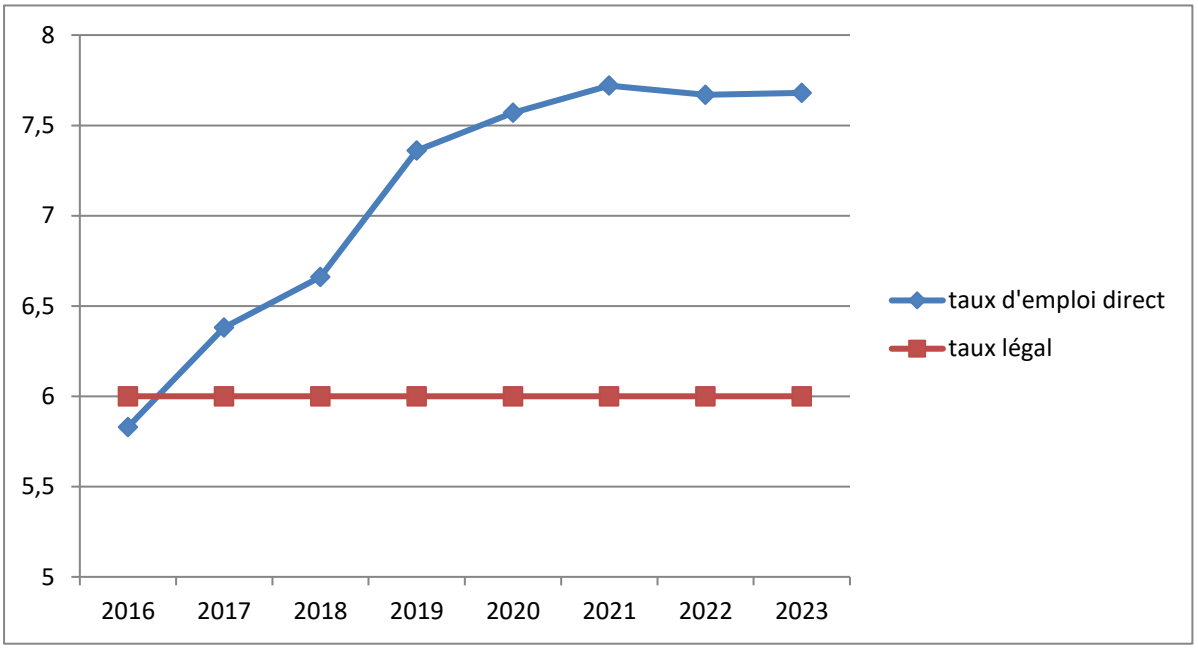
2022	Titulaires et Stagiaires		Non titulaires sur emploi permanent		Non titulaires sur emploi non permanent		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
- de 25 à 29 ans	34	36	26	46	14	13	169
30 à 39 ans	108	148	19	48	4	6	333
40 à 49 ans	173	227	29	38	5	7	479
50 à 59 ans	219	210	18	31	5	0	483
60 ans et plus	62	52	0	8	1	0	123
TOTAL	**596**	**673**	**92**	**171**	**29**	**26**	**1587**

- **Nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi, taux d'emploi, dépenses déductibles**

Depuis 2016, le **taux d'emploi de Mulhouse Alsace Agglomération est en augmentation constante**. Le seuil des 6% a été dépassé depuis 2017, avec un taux de 6.38%. Cette augmentation s'est poursuivie chaque année pour atteindre **7.68% en 2023.**

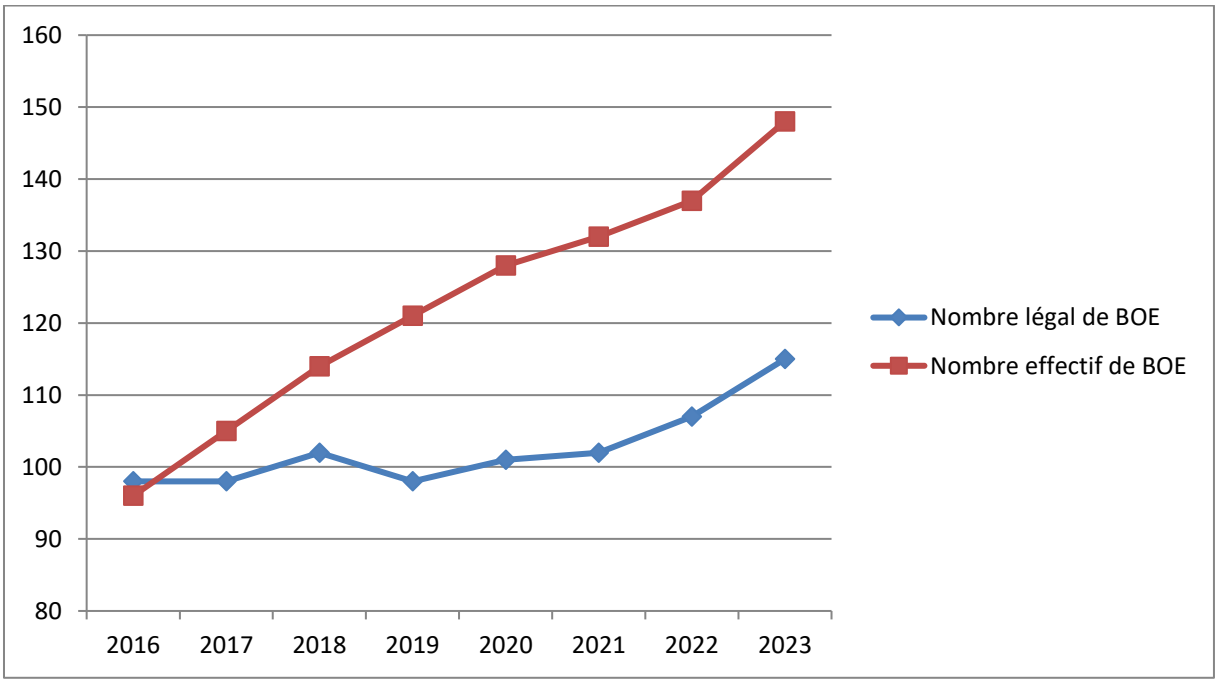
	Déclarations Obligatoires d'Emploi des Travailleurs Handicapés (DORTH)							
Année sur laquelle porte la déclaration	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Année de déclaration	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Effectif d'assujettissement	1648	1646	1711	1644	1691	1709	1786	1928
Nombre légal de BOE (6% de l'effectif d'assujettissement)	98	98	102	98	101	102	107	115
Nombre effectif de BOE	96	105	114	121	128	132	137	148
Unités manquantes avant déduction	2	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses déductibles	40 258.96€	34321.33€	24792.33€	16106.85€	1387.53€	6662.77€	1208.07€	6251.61€
Taux d'emploi direct	5.83%	6.38%	6.66%	7.36%	7.57%	7.72%	7.67%	7.68%
Montant de la contribution	0	0	0	0	0	0	0	0

Evolution du taux d'emploi direct entre 2016 et 2023 :



Le **nombre effectif de BOE** présent au sein de la collectivité est en constante augmentation depuis 2016, atteignant le nombre de **148 en 2023, soit une augmentation de 54% depuis 2016**.

Evolution du nombre d'agents BOE dans la collectivité



- **Répartitions des BOE par type de justificatifs**

Au 31 décembre 2023, la **Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) constitue le justificatif le plus présent (86 %)**. Vient ensuite l'Allocation Temporaire d'Invalidité (ATI) avec 7 %, les décisions de reclassement (3.5%), la rente d'invalidité avec incapacité permanente au moins égale à 10% (2%), et les titulaires d'une carte d'invalidité ou d'une carte mobilité inclusion portant la mention « invalidité » (1.5%).



- **Répartitions des BOE par type de handicaps, données fournies par le service Médecine et Sécurité au Travail**

Parmi les agents BOE de Mulhouse Alsace Agglomération, **47.7% ont un handicap moteur et 21.5% ont une maladie chronique**. Les types de handicap ensuite identifiés concernent un handicap psychique (5%), un handicap auditif (4.5%), un polyhandicap (4.5%) et un handicap visuel (4%).

Typologie du handicap	Nombre d'agents
Auditif	7
Auditif+ intellectuel	1
cardiopathie	1
cognitif	2
endocrinien	1
Maladie chronique	33
mental	4
moteur	73
Moteur + psychique	1
neurologique	1
Pathologie rachidienne	1
polyhandicap	7
polypathologie	2
psychique	8
rhumatologique	1
visuel	6
Autre	4

▪ La répartition des BOE par catégorie et par sexe

La catégorie C est celle qui comprend le plus d'agents au sein de m2A au 31 décembre 2023.

Ce constat apparaît de manière encore plus forte concernant les agents BOE, avec **un taux d'agents BOE appartenant à la catégorie C qui s'élève à 84.2%.**

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Hommes	1	9	70
Femmes	4	9	53
TOTAL	**5**	**18**	**123**

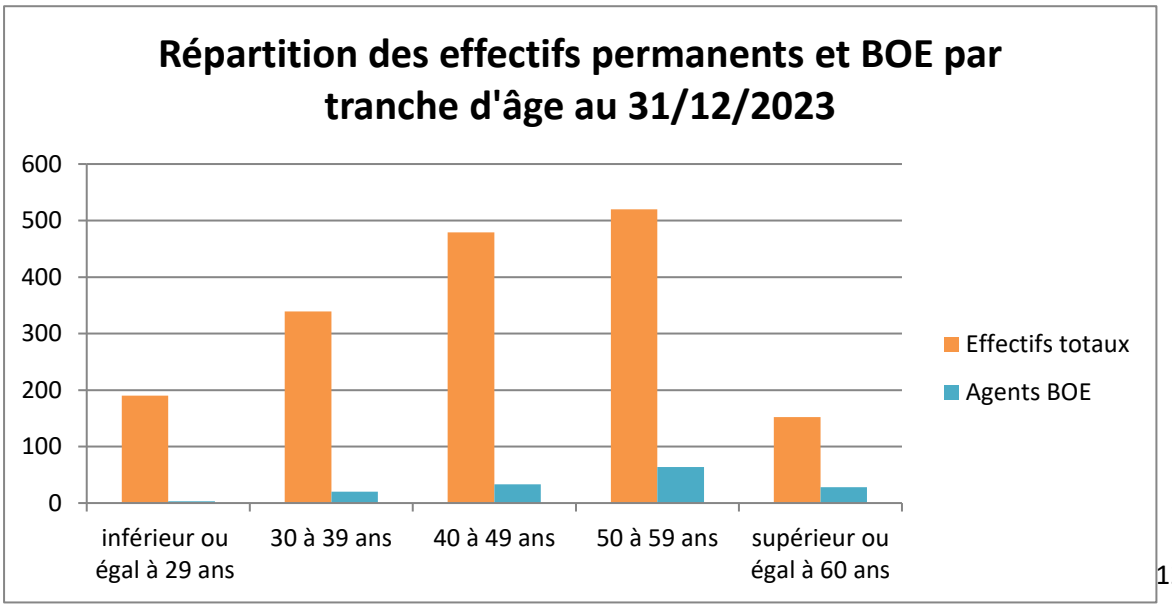
+ 1 agent apprenti et un agent vacataire rémunéré plus de 6 mois en 2023, qui n'entrent pas dans ces catégories

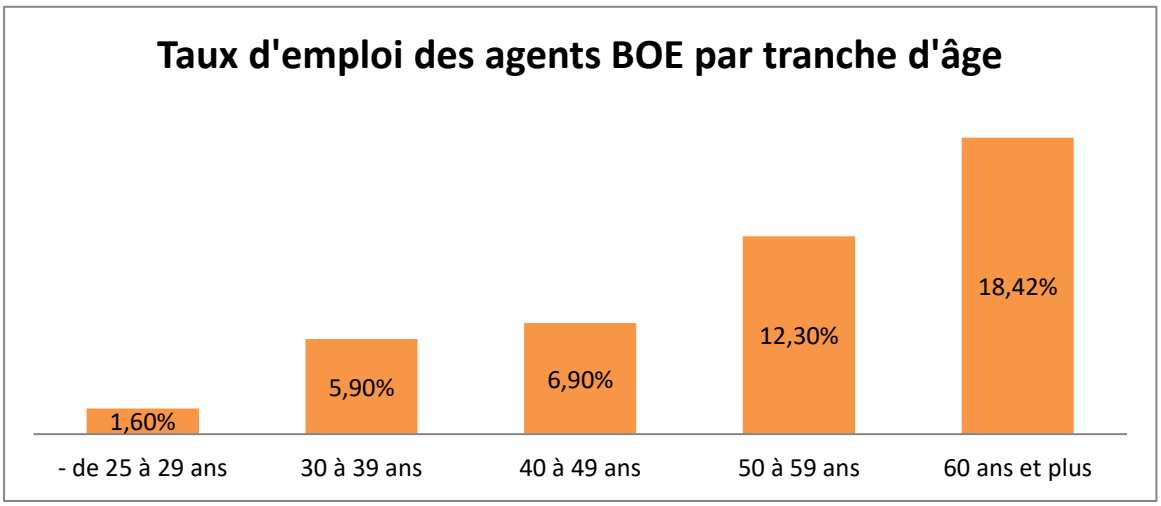
▪ La répartition des BOE par tranche d'âge

La dynamique de la répartition par tranches d'âge des agents BOE ne varie pas de celle des effectifs totaux. En effet, jusqu'à 59 ans, plus la tranche concerne un âge avancé, plus les BOE sont présents. **Les agents BOE représentent ainsi 12.3% des agents ayant entre 50 et 59 ans.**

Les agents BOE ont ainsi entre 50 et 59 ans pour 43.2% d'entre eux. Ils sont ensuite 22.3% à avoir entre 40 et 49 ans, et 18.9% à avoir plus de 60 ans. Les agents BOE de moins de 29 ans ne représentent que 2% des BOE.

	2022	2023
- de 25 à 29 ans	5	3
30 à 39 ans	18	20
40 à 49 ans	34	33
50 à 59 ans	60	64
60 ans et plus	20	28
TOTAL	**137**	**148**





- **La répartition et le taux d'emploi des BOE par statut et par sexe**

Au 31 décembre 2023, au niveau de l'ensemble des agents de la collectivité, les hommes représentent 46.5% des effectifs totaux, et les femmes représentent 53.5%.

Parmi l'ensemble des effectifs des BOE, les hommes représentent 54.7% des effectifs de BOE et les femmes 45.3%.

La répartition est quasiment équilibrée.

Le taux d'emploi des agents BOE est relativement proche en fonction des sexes : 10.3% des hommes sont BOE, et 7.4% des femmes.

92.6% des agents BOE sont titulaires ou stagiaires. En comparaison, à l'échelle de la collectivité, 78.8% des agents sont titulaires ou stagiaires.

Le taux d'emploi des BOE chez les fonctionnaires et stagiaires est de 10.3%, contre 3.2% chez les non titulaires sur emploi permanent et 2.4% chez les non titulaires sur emploi non permanent.

31/12/2023	**Titulaires et Stagiaires**		**Non titulaires sur emploi permanent**		**Non titulaires sur emploi non permanent**	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Effectif BOE	77	60	3	6	1	1
Taux d'emploi	11.9%	8.8%	2.9	3.4	2.9%	2.1%

31/12/2022	**Titulaires et Stagiaires**		**Non titulaires sur emploi permanent**		**Non titulaires sur emploi non permanent**	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Effectif BOE	68	55	6	6	1	1
Taux d'emploi	11.4%	8.2%	6.5%	3.5%	3.4%	3.8%

- **La répartition et le taux d'emploi des BOE par filière**

Au sein des effectifs de m2A, la filière technique est largement représentée, à hauteur de 56.9 % au 31 décembre 2023. Elle est suivie par la filière animation qui représente 18.45% des effectifs. La **répartition des agents BOE** par filière suit la même dynamique : **66.4% d'entre eux travaillent au sein de la filière technique**, et 15.8% au sein de la filière animation.

Filière	Titulaires et Stagiaires		Contractuels	
	2022	2023	2022	2023
Administrative	17	15	1	1
Technique	79	93	8	4
Culturelle	0	0	0	0
Sportive	1	1	1	1
Sociale	3	3	0	0
Médico-sociale	4	4	1	1
Médico-technique	0	0	0	0
Animation	19	21	1	2
Total	**123**	**137**	**12**	**9**

- **La répartition des agents BOE par ancienneté au 31/12/2023**

44.5% d'entre eux ont entre 10 et 20 ans d'ancienneté. 35,6% des effectifs de BOE a une ancienneté supérieure à 20 ans.

	Effectif BOE	Taux de BOE
Inférieure à 2 ans	6	4.1%
De 2 à 10 ans	23	15.8%
De 10 à 20 ans	65	44.5%
Supérieure à 20 ans	52	35.6%
TOTAL	**146**	

- **Les recrutements de BOE**

Nombre de recrutements d'agents titulaires, stagiaires et contractuels BOE	2022	2023	2024*
	12	11	18

*données arrêtées au 06.12.2024

- **Prévisions de sortie des BOE et motifs de sortie**

Nombre de départ de BOE	2022	2023	2024
Retraite	6	4	2
Mutation extérieure	3	10	8
Retraite pour invalidité	0	0	0
Fin de contrat / démission	1	1	2
Disponibilité pour maladie	3	2	0
Licenciement pour inaptitude	0	1	0
Décès	1	2	0

- **Prévisions de personnes entrant dans la catégorie des BOE alors qu'elles sont déjà présentes chez l'employeur**

La prévision du nombre d'agents entrant dans la catégorie des BOE alors qu'ils sont déjà dans la collectivité de 2025 à 2027 est de **l'ordre d'une cinquantaine**.

	2022	2023	2024
Nombre d'agents entrant dans la catégorie des BOE alors qu'elles étaient déjà présentes à m2A	16	28	10

2.2 Focus sur la prévention

A Mulhouse Alsace Agglomération, les enjeux de prévention sont portés d'une part par le service de Médecine et Sécurité au Travail et d'autre part par la mission Mobilité Interne.

- **Le Service Médecine et Sécurité au Travail**

Les missions du service de Médecine et Sécurité au travail sont assurées par les membres d'une **équipe de quatre médecins** : un médecin Agréé qui anime et coordonne l'équipe et 3 médecins du travail. Ce service est commun à 2 employeurs publics : m2A et la Ville de Mulhouse.

Notre service de médecine et sécurité au travail dispose de locaux, matériels et équipements leur permettant d'assurer leurs missions.

Il est consulté sur les projets de construction ou aménagements importants des bâtiments administratifs et techniques et de modifications apportées aux équipements ainsi que ceux liés aux nouvelles technologies. Il peut procéder à toute étude et soumettre des propositions.

Il formule ainsi des propositions sur l'accessibilité des locaux aux agents handicapés.

Les agents bénéficient d'une visite d'information et de prévention au minimum tous les deux ans.

En sus de cette visite d'information et de prévention, le médecin du travail exerce une **surveillance médicale particulière** à l'égard :

- des personnes en situation de handicap ;
- des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes ;
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux ;
- des agents souffrant de pathologies particulières.

Le médecin du travail définit la fréquence et la nature du suivi que comporte cette surveillance médicale. Ces visites présentent un caractère obligatoire.

Le médecin du travail propose des **aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions**, justifiés par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des agents.

Chaque mois, une rencontre est organisée entre le service de médecine préventive et la DRH (gestion des carrières, gestion des pensions, chargée de mobilité interne, référente handicap) pour faire le point sur les situations d'agents ayant des restrictions, des inaptitudes, une mobilité, une reconnaissance de handicap, etc...

- **La mission Mobilité Interne**

Des outils sont mis en place pour anticiper et traiter les situations d'inaptitudes et de reclassement

Pour rappel, la **mobilité pour motif de santé** correspond à une situation transitoire pendant laquelle l'agent est à la recherche d'un nouveau poste adapté à ses compétences et à ses aptitudes physiques.

Cette mobilité est déclenchée :

- soit suite à un avis d'inaptitude médicale émis par la médecine de prévention dans lequel il est précisé que l'agent ne peut plus occuper le poste qu'il avait jusqu'à présent,
- soit suite à un avis d'inaptitude médicale définitive à tous les emplois du grade mais pas à toute fonction par le Conseil Médical Départemental (CMD). Dans cette dernière hypothèse, le CMD préconisera la mise en place d'une période préalable au reclassement (PPR). Le contenu de la PPR et les modalités de mise en œuvre donnent lieu à une convention sur une durée d'une année. L'agent est alors placé en position d'activité et bénéficie du versement de son plein traitement. Cette période vise à accompagner la transition professionnelle vers un reclassement sur un emploi compatible avec l'état de santé de l'agent

Un accompagnement par la chargée de mobilité interne de la DRH est alors mis en place.

Dans ces deux cas, il prendra la forme **d'ateliers individuels** proposés aux agents par la chargée de mobilité interne. Ils permettent à la fois d'apporter des techniques dans la recherche d'emploi, de préparer les entretiens de recrutement, d'apporter un soutien méthodologique pour la mise en forme et l'actualisation du CV, pour la rédaction de la lettre de motivation, de prodiguer des conseils et d'informer sur l'offre ou les dispositifs de formation.

Les temps d'échanges permettent également l'investigation du parcours professionnel, l'identification des compétences, ainsi que l'évaluation de la

motivation et de l'implication de l'agent. Ces temps aident à maintenir la dynamique nécessaire à l'aboutissement du reclassement et permettent d'identifier des axes de progression. Dans les situations les plus complexes, il est fait appel au Centre de Réadaptation pour la mise en place d'un bilan professionnel en lien avec une équipe pluridisciplinaire (médecins, ergothérapeute, psychologue…) pour aider à la définition d'un projet de transition professionnel pertinent.

Des **immersions professionnelles** sont également proposées pour permettre à l'agent d'appréhender la réalité d'un métier ou d'un poste. Ces immersions peuvent se dérouler, selon les besoins, dans les différents services de la collectivité ou au sein d'autres entités publiques. Elles ouvrent l'agent à de nouveaux environnements professionnels et permettent de le confronter à la réalité, grandeur nature, d'un métier.

C'est aussi l'occasion pour l'agent de développer de nouvelles compétences, de se faire connaitre dans un nouveau service et pour le responsable du service d'accueil d'évaluer et d'apprécier la faculté de l'agent à s'adapter ainsi qu'à s'intégrer dans une équipe. Elles peuvent dans certains cas, déboucher sur une affectation pérenne. Ces mises à disposition/immersion professionnelles donnent lieu à la rédaction de conventions quadripartites (DRH, service d'origine, service d'accueil, agent) précisant les objectifs et les attentes réciproques. Des temps de bilan sont fixés en présence des parties concernées. Dans certaines situations, pour atteindre un objectif professionnel réaliste et validé par la collectivité, la mise à disposition peut s'intégrer dans un parcours de formation en présentiel ou à distance.

De manière plus large, un **positionnement en formation** pour acquérir un socle de base en informatique, ou en remise à niveau en français, ou toute autre formation peut être nécessaire pour permettre à l'agent d'acquérir les compétences de base nécessaires à la poursuite de son parcours de formation. L'agent bénéficiera alors d'un plan de formation individuel dont les actions pourront être portées soient en interne à la collectivité (plan d'inclusion numérique, maîtrise des outils bureautiques, remise à niveau en Français), soit via le partenariat avec le CNFPT.

Enfin, un soutien auprès d'une psychologue du travail est proposé dans certaines situations pour accompagner au mieux et faciliter cette phase de transition.

- **Nombre de licenciements pour inaptitude, nombre d'admissions à la retraite pour invalidité, nombre de placements en disponibilité d'office**

	2022	2023
Licenciements pour inaptitude	0	3
Retraites pour invalidité	3	3
Placements en disponibilité d'office	8	10

Interne
Interne

- **Nombre d'avis d'aptitude**

Avis d'aptitudes	2022	2023
Favorables	135	137
Aménagements – restrictions	57	61
Défavorable – reclassement	9	11

- **Nombre de personnes en maladie de longue durée, en longue maladie, en grave maladie, et nombre d'accidents du travail ayant donné lieu au versement d'une rente**

	2022	2023	2024
Longue durée	11	8	8
Longue maladie	20	17	16
Grave maladie	13	14	12
Accident du travail ayant donné droit à une rente	2	2	0

3 Bilan de la convention précédente ou des actions mises en place avant le conventionnement

La précédente convention était tripartite FIPHFP-Ville de Mulhouse-m2A et conclue pour une durée de trois ans de 2022 à 2024.

Aussi, s'agissant des bilans ci-dessous, seul le bilan financier est commun avec la Ville de Mulhouse. En revanche, les bilans des recrutements et qualitatifs sont quant à eux exclusivement m2A.

3.1 Bilan financier

- **Rappel des axes**

Axe 1 : Recrutement des travailleurs en situation de handicap
Axe 2 : Reclassement et reconversion des personnes déclarées inaptes
Axe 3 : Maintien dans l'emploi
Axe 4 : Formations des agents et des tuteurs en relation avec les travailleurs handicapés
Axe 5 : Communication, information et sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs au handicap

- **Rappel des objectifs initiaux, taux de consommation, montants dépensés**

Estimations pour 2024	Financement FIPHFP	Taux de participation FIPHFP	Financement employeur	Taux de financement employeur
Axe 1 : Recrutement des travailleurs en situation de handicap	15 327.43	69.4 %	6 758.93	30.6 %
Axe 2 : Reclassement et reconversion des personnes déclarées inaptes	480.00	100%	0.00	0%
Axe 3 : Maintien dans l'emploi	37 080.88	65.8 %	19 305.53	34.2 %
Axe 4 : Formations des agents et des tuteurs en relation avec les travailleurs handicapés	0.00	0%	0.00	0%
Axe 5 : Communication, information et sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs à l'handicap	0.00	0%	0.00	0%
TOTAL	**52 888.31**	**67 %**	**26 064.46**	**33 %**

2023	Financement FIPHFP	Taux de participation FIPHFP	Financement employeur	Taux de financement employeur
Axe 1 : Recrutement des travailleurs en situation de handicap	43 860.68	81.1%	10 194.92	18.9%
Axe 2 : Reclassement et reconversion des personnes déclarées inaptes	0.00	0%	0.00	0%
Axe 3 : Maintien dans l'emploi	19 549.06	65.4%	10 324.02	34.5%
Axe 4 : Formations des agents et des tuteurs en relation avec les travailleurs handicapés	0.00	0%	0.00	0%
Axe 5 : Communication, information et sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs à l'handicap	1320.00	100%	0.00	0%
TOTAL	**64 729.74**	**75.9%**	**20 518.94**	**24.1%**

2022	Financement FIPHFP	Taux de participation FIPHFP	Financement employeur	Taux de financement employeur
Axe 1 : Recrutement des travailleurs en situation de handicap	24 089.64	79.4%	6 249.00	20.6%
Axe 2 : Reclassement et reconversion des personnes déclarées inaptes	0.00	0%	0.00	0%
Axe 3 : Maintien dans l'emploi	32 903.23	82.2%	7 139.71	17.8%
Axe 4 : Formations des agents et des tuteurs en relation avec les travailleurs handicapés	500.00	100%	0.00	0%
Axe 5 : Communication, information et sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs à l'handicap	1 600.00	100%	0.00	0%
TOTAL	**59 092.87**	**81.5%**	**13 388.71**	**18.5%**

3.2 Bilan des recrutements

	2022		2023		2024	
	Objectifs	Résultats	Objectifs	Résultats	Objectifs	Résultats
Nombre de BOE recrutés (tous les statuts confondus)	13	12	16	11	14	18
Recrutements non pérennes de BOE dont :	7	11	10	7	8	14
Non pérenne (≤ 12 mois, mise en stage)	6	10	8	7	7	14
Contrat d'apprentissage	1	1	2	0	1	0
Recrutements pérennes de BOE (+ 12 mois, CDI, titularisations …)	6	1	6	4	6	4

3.3 Bilan qualitatif

Ainsi, après onze années de conventionnement avec le FIPHFP, m2A a levé la majorité des difficultés rencontrées à l'origine (mise en œuvre des process,

identification des personnes et des organismes ressources, lisibilité de la démarche, adaptation aux évolutions de financement du FIPHFP…).

- **Des points à améliorer**

Des difficultés persistent notamment à **trouver des apprentis** en situation de handicap dans nos domaines de compétences et aptes à travailler en milieu ordinaire. En effet, malgré les postes d'apprentis ouverts au sein de la collectivité et le travail mené auprès des établissements scolaires, aucun candidat n'était identifié en situation de handicap ni lors de l'acte de candidature ni lors de l'entretien de recrutement.

m2A comptait jusqu'ici un apprenti situation de handicap. Son contrat est arrivé à son terme en octobre 2024.

Par ailleurs, **la prise en charge du handicap psychique** reste compliquée à mettre en œuvre. La personne est bien souvent fluctuante, avec des phases ascendantes puis des ruptures brutales dans ses capacités ou son comportement.

Les services sont parfois démunis face à ces agents ayant un handicap invisible dont seule l'observation du comportement et des difficultés de compréhension et de mémorisation peuvent mettre sur la voie.

Nous devons améliorer leur identification, leur prise en charge par le service de médecine, par la mission handicap et convaincre les services de se montrer patients afin de laisser le temps d'un accompagnement personnalisé et d'une reprise de confiance de l'agent, le tout pouvant être ponctué d'arrêts maladie. L'agent est parfois lui-même en plein déni ou ne souhaite pas être accompagné à ce titre.

- **Des accompagnements personnalisés**

Pour quelques situations particulières (handicap visuel lourd, handicap psychique, mental, séquelles cognitives d'un AVC…), m2A sollicite Cap Emploi qui nous rapproche d'un partenaire spécialisé (Le Phare, Save Sinclair, ADAPEI, EMOI AVC…). Le Centre de Réadaptation de Mulhouse (CRM) peut aussi être sollicité pour un bilan ergonomique poussé (Ergo Kit).

- **Situation marquante 2022**

En 2022, la situation d'un agent atteint d'une sclérose en plaque dont l'évolution de la maladie crée de lourds problèmes de motricité, de fatigabilité, d'acuité visuelle, de concentration, a nécessité l'intervention de prestataires extérieurs.

Sur demande du médecin du travail, Cap Emploi est intervenu pour un bilan ergonomique complet du poste de travail. Suite à une première rencontre, une demande d'Etude Préalable à l'Aménagement / Adaptation de Situation de Travail (EPAAST) a été formulée par l'employeur.

Un ergonome-psychologue du groupe JLO est venu à plusieurs reprises rencontrer l'agent à son poste de travail. Il a organisé des rencontres pour des rendus intermédiaires en présence du médecin du travail, de l'agent, de la chargée de mission handicap et d'un représentant du service. La restitution finale le 15 mars 2022 a apporté plusieurs pistes de solutions.

L'agent a ainsi bénéficié des équipements/mesures suivant(e)s :

- Logiciel de commande et dictée vocale Dragon pro
- Lecteur d'écran Fusion pro regroupant les logiciels Jaws pro et Zoomtext
- Formation à ces logiciels
- 10 séances de remédiation cognitive
- Un clavier avec caractères agrandis
- Un pupitre porte-documents
- Une souris ergonomique
- Deux sièges ergonomiques avec appui lombaire et cervical (dont un pour le télétravail)
- Transat pliable pour les temps de repos
- Un support PC pour le télétravail
- Un casque avec réduction de bruit

Cet agent bénéficie aussi d'un congé de longue maladie fractionné par journées afin de suivre des soins en semaine.

- **Situation marquante 2023**

En 2023, un dessinateur au service Architecture avait des difficultés lors de ses déplacements sur le terrain pour prendre des mesures ou corriger des plans, ayant un seul bras valide.

Il avait donc besoin d'un système de bandoulières de transport pouvant maintenir des plans en format A3.

Sur prescription du médecin du travail et après avis d'une ergonome du CRM sur la distance œil-main pouvant amener une perte de précision pour du dessin et sur le poids du dispositif, celle-ci nous a conseillé de nous adresser à Systergo. Ce fabricant est capable de faire des objets sur mesure adaptés, garantis et reproductibles (en cas de casse ou d'usure) pouvant même y intégrer un système de blocage des feuilles et de tenue de la règle si besoin.

Systergo a effectivement conçu un prototype en concertation avec l'agent.

Pour le moment, celui-ci n'a pas été amené à beaucoup l'utiliser et trouve le dispositif un peu encombrant.

- **Situation marquante 2024**

En 2024, sur prescription médicale, une plieuse de plans électrique a également été achetée pour ce même agent, financée à 80% par le FIPHFP et 20% par la collectivité.

En effet, les plans sont dimensionnés en moyenne à 120 cm de longueur sur 84 cm de largeur. Quand ils sont pliés, ils ont un format A4. Il dispose de 2 possibilités pour plier les plans : le pliage manuel qui sollicite les 2 bras et le pliage avec la plieuse mécanique du service.

L'agent bénéficie d'une RQTH pour un déficit moteur du membre supérieur gauche, non fonctionnel. Il positionne son membre supérieur gauche dans la poche de son pantalon lors des manœuvres de pliage effectuées jusqu'ici avec la plieuse mécanique du service, car il peut se blesser en se coinçant la main gauche.

S'ensuit une série de manipulations compliquées avec une seule main (rouler le plan à une main, positionner ce plan roulé avec la main droite tout en soulevant une barre avec le genou).

Pour libérer le plan plié de la plieuse mécanique l'agent doit actionner la pédale sous la machine et se saisir du plan. La manœuvre est complexe car le plan ne vient pas facilement et l'agent doit glisser sa main valide sous le plan pour le soulever. Il ne peut pas le saisir à 2 mains aux 2 extrémités pour extraire le plan ainsi plié de la machine.

Le plan doit ensuite encore être plié manuellement pour retrouver une taille format A4. Pliage sur la grande longueur puis rotation du bandeau obtenu et pliage pour atteindre un format A4.

Avec la nouvelle plieuse de plans électriques, l'unique manœuvre à faire est de positionner le plan sur la tablette sur le devant de la machine, puis d'approcher le plan pour que la plieuse le détecte et se mette en action automatiquement. Le produit fini est un plan plié en format A4.
Plus rapide, plus efficace et sans danger pour un agent dont seul un membre supérieur est fonctionnel.

- **Des actions de sensibilisation**

En matière de sensibilisation, des demi-journées de formation sont dispensées directement par le Centre de Réadaptation de Mulhouse (CRM).

En 2022, 4 agents y ont participé, et 13 en 2023.

Aucune session n'a été organisée en 2024, mais dès 2025, ces sensibilisations vont reprendre.

Chaque année, m2A accueille des stagiaires du CRM : 6 en 2022, 3 en 2023 et 5 en 2024.

- **DuoDay**

Pour la première fois, m2A a participé au DuoDay le 21 novembre 2024. 9 propositions de stages ont été mises en ligne, et 5 stagiaires ont pu être accueillis dans différents services de la collectivité.

Une des stagiaires, qui souhaitait approfondir sa découverte de l'environnement des finances publiques, va pouvoir faire un stage d'immersion dans le cadre de la PMSMP (période de Mise en Situation en Milieu Professionnel) au sein de la Direction des Finances, dans le service Qualité comptable.

- **Journée internationale du handicap**

Le 3 décembre 2024, une animation a été proposée à des agents de la collectivité.

Deux typologies d'ateliers étaient organisées :

- le premier était en lien avec des parcours cognitifs (mise en situation, questionnaires), animé par des équipes du CRM.
- le deuxième était tourné autour du handisport avec plusieurs ateliers (boccia, sarbacane, curling, tir à la carabine).

4 résidents du Foyer d'Accueil Médicalisé pour adultes handicapés Marc Duval ont été invités pour participer à ces sessions.

Au total, une trentaine de personnes a participé aux deux typologies de sessions.

4 L'organisation de la politique handicap

4.1 Un comité de pilotage

Composition du comité de pilotage :
- une élue déléguée à l'accueil des personnes en situation de handicap
- le Directeur adjoint des Ressources Humaines
- la référente handicap
- le médecin de prévention
- des directeurs et représentants des services
- la Chargée de mission Santé Handicap
- l'assistante sociale du personnel

Le comité de pilotage se réunit pour suivre l'évolution du déploiement de la politique handicap. Il est informé de l'avancement des actions et du suivi de la convention conclue avec le FIPHFP, ainsi que de son renouvellement et des axes d'actions définis à cette occasion.

Les membres du comité échangent aussi librement sur des problématiques ou des situations particulières rencontrées dans le domaine du handicap.

Il se réunit au moins une fois par an avec la participation du directeur territorial Handicap-FIPHFP Grand Est quand cela est possible. La référente Handicap organise et anime le comité de pilotage.

Cette organisation intervient sous la hiérarchie et le contrôle de la direction générale, relai des instances politiques.

4.2 Organisation du suivi individuel des BOE

Le suivi individuel est assuré par la Cellule handicap qui se compose comme suit :

- la référente Handicap
- la chargée de Mobilité Interne
- les médecins de prévention
- le médecin agréé
- l'ingénieur sécurité

La cellule Handicap s'appuie sur des interlocuteurs internes (formation, recrutement, reclassement, communication, architecture, service informatique…) **pour mener à bien les actions définies dans le conventionnement**.

C'est généralement à l'occasion d'une visite médicale qu'une personne est incitée à entamer la démarche de reconnaissance de son handicap.

Le médecin de prévention identifie les besoins et est prescripteur des aménagements ou des restrictions nécessaires.

Le suivi médical peut être plus régulier pour les handicaps évolutifs.

Une fois par mois, la cellule handicap se retrouve à l'occasion de la rencontre entre le service de Médecine et Sécurité au Travail et la Direction des Ressources Humaines sur les situations individuelles en cours de suivi.

4.3 Le rôle et les missions du référent handicap

La référente Handicap est en lien direct avec chacun des membres de la cellule Handicap. **Elle coordonne les interventions afin d'assurer la réalisation des actions définies**, elle suit l'exécution financière ainsi que les commandes et l'équipement des agents en situation de handicap ayant besoin d'un aménagement.
Elle rédige les rapports annuels, les bilans finaux ainsi que l'ensemble des pièces demandées par le FIPHP (état des effectifs, état prévisionnel des recettes et des dépenses, tableau de suivi budgétaire, indicateurs).

Elle assure le **suivi du référencement des BOE**, les prévient de l'arrivée à échéance de leur RQTH, leur communique les dossiers à envoyer à la MDPH et les aide dans cette démarche si nécessaire. Elle effectue les déclarations annuelles du taux d'emploi.

Elle peut être sollicitée directement pas les agents pour les conseiller, les orienter selon leurs besoins.

Tout au long du parcours professionnel d'un agent BOE, le **référent handicap l'accompagne pour faciliter son intégration et son maintien dans l'emploi**.

Il peut :

- l'aider à identifier ses besoins spécifiques

- proposer des solutions adaptées à sa situation et en assurer la bonne mise en œuvre
- l'accompagner dans sa demande de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)
- l'accompagner dans ses projets de formation ou de reconversion professionnelle
- favoriser la recherche de solutions si il se retrouve dans une situation d'inaptitude
- demander des aménagements et des aides pour compenser les conséquences de son handicap.

4.4 Les intervenants internes de la politique handicap

Mulhouse Alsace Agglomération dispose **d'un réseau de professionnels en interne qui contribuent chacun, dans le cadre de leur fonction, à développer, accompagner et suivre la politique du handicap**.
Parmi ces acteurs, figurent en premier lieu deux services communs avec la Ville de Mulhouse rattachées aux deux Directions des Ressources Humaines, à **savoir le Service Médecine et Sécurité du travail et le service Social du Personnel**.

S'agissant du **service Médecine et Sécurité au Travail**, outre les 4 médecins en charge du suivi médical des agents évoqués précédemment, il regroupe également 4 conseillers en Prévention en charge de la prévention des risques professionnels. Ces derniers s'appuient également sur un réseau d'agents ayant en plus de leur fonction principale une mission d'assistant de prévention (près de 30 agents).

Le **service Social du Personnel** est quant à lui composé de 2 agents : une assistante sociale et une collaboratrice sociale en charge de l'accompagnement social des agents.

Par ailleurs, bien qu'il n'y ait pas de postes de **psychologue du travail ou d'ergonome**, ces missions sont exercées par des prestataires que Mulhouse Alsace Agglomération mandate si le besoin se présente

La politique du Handicap mobilise également au sein de la Direction des Ressources Humaines de m2A principalement la **Référente Handicap et la Chargée de Mobilité Interne** dont les missions ont été détaillées précédemment.

De plus, le service **Attractivité et Dynamique Professionnelle,** composé notamment de Chargés de recrutement, d'un Gestionnaire Emploi et d'un Responsable Formation, pilote le recrutement, les actions de promotion des métiers, la mobilité et la formation.

Une **Chargée de mission Projets RH,** en lien avec la Direction Communication et Evènementiel de m2A, valorise les actions en faveur du handicap.

Enfin, un poste de **Chargé de mission Santé Handicap** rattaché au Pôle Développement Intercommunal et Cohésion Territoriale vient compléter le dispositif avec un rôle d'accompagnement et d'appui dirigé vers les communes

membres de m2A sur la thématique du Handicap. Ce poste assure également le lien avec les partenaires externes.

Pour synthétiser, les acteurs internes intervenant dans le cadre de la politique du handicap pour une partie ou la totalité de leur mission sont :

- **Direction des Ressources Humaines** :
  - 1 Référent Handicap
  - 1 Chargé de Mobilité Interne
  - 3 Chargés de recrutement
  - 1 Gestionnaire Emploi
  - 1 Responsable Formation
  - 1 Médecin Agréé
  - 3 Médecins du Travail
  - 4 Conseillers en Prévention
  - 1 Assistante Sociale
  - 1 Collaboratrice sociale
  - 1 Chargé de mission Projets RH

- **Pôle Développement Intercommunal et Cohésion Territoriale** : 1 chargé de mission Santé Handicap

4.5 Les partenariats externes

Mulhouse Alsace Agglomération bénéficie sur son territoire **d'un réseau d'acteurs forts dans le domaine du handicap** (Les Papillons Blancs, Sinclair, Centre de Réadaptation de Mulhouse, Cap Emploi...). A ce titre, des partenariats existent, nécessitent parfois d'être renforcés ou d'être développés.

Partenariat avec le Centre de Réadaptation de Mulhouse (CRM)

Aujourd'hui, **une convention de partenariat lie m2A et le CRM**. Cette convention, renouvelée le 1er janvier 2025, a pour objet de contribuer à l'insertion professionnelle et sociale des personnes en situation de handicap en optimisant les moyens humains et matériels dont le CRM et m2A disposent dans leurs structures réciproques.

Le principal engagement pour m2A consiste à **accueillir des stagiaires du CRM en Période d'Application Entreprise** afin de leur permettre de finaliser leur diplôme. Elles désignent un tuteur pour s'assurer de la réalisation des objectifs de stage de la personne accueillie. Sur 2022/2024, m2A a accueilli 14 stagiaires du CRM.

m2A peut également participer à des simulations d'entretiens et à des jurys d'examen.

Le CRM est un partenaire privilégié pour tout besoin d'accompagnement et de conseils dans le domaine du handicap, du maintien dans l'emploi et du reclassement professionnel.

- **Cap Emploi**

Comme indiqué dans le bilan qualitatif, **Mulhouse Alsace Agglomération travaille avec Cap Emploi pour des situations particulières**.

Une rencontre Cap Emploi et Employeurs publics s'est tenue en octobre 2024 : la référente handicap et la chargée de mobilité interne ont pu y participer.

Enfin, la référente Handicap participe également aux rencontres du club des référents Handicaps organisées par le FIPHFP et le Handi-Pacte Grand Est.

4.6 L'association des Organisations Syndicales

Une forte culture du Dialogue Social est présente au sein de m2A depuis plusieurs années, avec une **volonté marquée de l'Administration et des représentants du personnel de travailler ensemble pour améliorer les conditions de travail des agents, favoriser l'inclusion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap**.

En effet, par leur connaissance du terrain, les organisations syndicales peuvent mettre en évidence et faire remonter des situations individuelles d'agents en difficultés qui sont orientées auprès de la cellule Handicap le cas échéant.

Par ailleurs, le projet de renouvellement de la convention conclue avec le FIPHFP a été présenté au Comité Social Territorial du 16 janvier 2025.

La mission Handicap est bien identifiée au niveau des organisations syndicales.

5 Les actions

5.1 Les axes du programme d'actions

Mulhouse Alsace Agglomération se fixe pour objectif de **conforter son engagement en faveur de la politique du handicap** et continuera prioritairement à axer ses efforts financiers sur le maintien dans l'emploi et la reconversion des agents déclarés inaptes.
Le programme d'actions s'articule autour de 5 axes :

- **Axe 1 : Le recrutement des travailleurs en situation de handicap et notamment l'apprentissage**

m2A souhaite faciliter l'accès à l'information des travailleurs handicapés sur leurs droits, les accompagner sur la prise de poste (cellule handicap), continuer l'accueil

de stagiaires handicapés et améliorer le recrutement de travailleurs handicapés sur les emplois pérennes (CDD, titularisations).

En matière d'apprentissage, l'objectif est de développer l'accueil d'apprentis en situation de handicap dans un contexte de baisse des financements de l'apprentissage par le CNFPT.

Aussi, il est rappelé que toutes les annonces, quelles qu'elles soient, et notamment celles d'apprentis, mettent en avant l'aspect **« handi-accueillant »** de notre collectivité.

Ce caractère « handi-accueillant » est d'ailleurs indiqué explicitement dans l'introduction de la page d'offre d'emplois comme suit : « Mulhouse Alsace Agglomération s'engage pour favoriser l'insertion des personnes handicapées dans le monde du travail. »
De plus, m2A poursuit sa présence dans les **salons de recrutements, les job dating et les portes ouvertes des établissements scolaires**, pour avoir plus de visibilité auprès de potentiels candidats en présentant ses métiers et en communiquant sur les postes à pourvoir. A titre d'illustration, ce sont une vingtaine de dates par an qui sont retenues pour participer à ces événements, parmi lesquels :

- Le Salon de l'Orientation et de l'Evolution Professionnelle, qui est l'un des grands salons de l'orientation en Alsace sur deux thématiques : les formations et les métiers.

- Forum du recrutement – Semaine de l'emploi public, organisé par la Région Grand Est et le Préfecture Grand Est.

- Les Assises de l'apprentissage de l'IUT de Mulhouse, en partenariat avec le Club AtouTalent, au Parc des Expositions à Mulhouse.

- 68h chrono de l'alternance et du commerce à l'initiative de France Travail.

- "Le Rendez-vous des Opportunités" à Mulhouse, job dating organisé par les quotidiens l'Alsace et les DNA.

- La Journée découverte des métiers au Centre Sportif Régional d'Alsace (CSRA) organisée par m2A.

- Forum des stages du Droit à l'UHA (Université de Haute Alsace), organisé par le département droit de la Faculté des Sciences Économiques, Sociales et Juridiques (FSESJ).

- Job dating du Centre de Réadaptation de Mulhouse.

Objectifs de recrutement pour les 3 prochaines années

	Année 1	Année 2	Année 3	Total
Contrats pérennes (entrées)				
Fonctionnaires stagiaires ou titulaires, CDI	4	5	6	**15**
Dont faisant suite à un contrat ou un statut non pérenne (hors apprentissage)	2	2	3	**7**
Dont faisant suite à un contrat d'apprentissage	0	0	1	**1**
Total Contrats pérennes (entrées)	**4**	**5**	**6**	**15**
Autres catégories et statuts non pérennes (entrées)				
Contrats d'apprentissage	1	1	1	**3**
Contrats aidés, parcours emploi compétences	0	0	0	**0**
CDD, contrats doctoraux	8	10	12	**30**
Services civiques	0	0	0	**0**
Stagiaires (étudiants, élèves)	0	0	1	**1**
Total Autres catégories et statuts non pérennes (entrées)	**9**	**11**	**14**	**34**

- **Axe 2 : Le reclassement et la reconversion des personnes déclarées inaptes**

Il convient de distinguer les personnes inaptes à leur poste de celles inaptes à leurs fonctions.

Dans le premier cas, ces agents sont suivis et accompagnés par la **chargée de mission Mobilité Interne qui se charge de leur trouver un autre poste** au sein de la collectivité, avec des formations à l'appui, après évaluation de leurs capacités et réalisation de bilans professionnels.

Ces personnes sont également accompagnées dans une démarche de reconnaissance de leur qualité de travailleur handicapé.

S'agissant des agents inaptes à leurs fonctions, elles entrent dans le **dispositif de Période de Préparation au Reclassement** (PPR) ; moins nombreuses, elles sont estimées à deux personnes par an. La première PPR a été mise en place en 2024.

- **Axe 3 : Le maintien dans l'emploi**

m2A souhaite participer à **l'amélioration des conditions de vie personnelles et professionnelles des agents handicapés**.

En effet, le handicap peut compliquer les déplacements quotidiens, la communication, la mobilité et induire des dépenses importantes pour pallier son handicap.

La pratique des premiers conventionnements avec le FIPHFP a mis en évidence **l'importance des aménagements de poste** par l'achat d'équipements

ergonomiques (sièges, bureaux) ou permettant de pallier le handicap (éclairage pour les malvoyants, vidéo-agrandisseur, logiciel de dictée vocal…).

Aussi, l'employeur souhaite donc **compenser les handicaps** auditifs, visuels, moteurs, par l'appui au financement de prothèses ou d'orthèses, de transport pour se rendre sur son lieu de travail, pour aménager son véhicule personnel.

La majoration des chèques vacances est une action sociale qui permet de faire un geste pour l'ensemble des travailleurs handicapés, ils y sont sensibles.

De plus, le maintien sur son poste est un enjeu primordial pour l'agent. En raison d'une pathologie, il n'a pas à subir un changement d'activité ou de profession non souhaité.

A noter également que pendant une période de travail à temps partiel thérapeutique, l'agent conserve l'intégralité de son traitement indiciaire, de l'indemnité de résidence et le cas échéant, du supplément familial de traitement. Les primes et indemnités sont versées au prorata de la durée effective de travail.

- **Axe 4 : La formation des agents et des tuteurs en relation avec les travailleurs en situation de handicap**

Pour précision, les actions portées par m2A sur cet axe 4 s'articulent avec celles menées au titre de l'axe 5 relatif à la communication et la sensibilisation.

Dans le cadre de son **plan de formation 2025-2026**, m2A apporte une attention particulière au Handicap en intégrant des formations spécifiques rattachées à deux de ses axes.

Aussi, dans son axe 1 : « Renforcer la culture managériale : vers une culture commune », m2A programme deux formations de sensibilisation au handicap :

- « Sensibilisation à la discrimination pour mieux travailler ensemble, sensibilisation à la diversité, acceptation des différences pour une meilleure cohésion », formation assurée par le groupe Egaé.
- « Sensibilisation au handicap », formation dispensée par le Centre de Réadaptation de Mulhouse

Dans son axe 3 : « Respecter les normes de sécurité, prévenir les risques et améliorer les conditions de travail », m2A propose une formation « Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM), assurée par l'association Santé Mentale Alsace.

Par ailleurs, m2A continue à vouloir apporter un accompagnement aux agents en difficulté sur leur poste ou / et dans leur équipe, avec l'aide de ses partenaires pour les situations complexes, notamment le handicap psychique qui met en grande difficulté les équipes et les managers et installe l'agent handicapé dans une situation d'échec. A ce titre, m2A apporte une attention particulière à la formation des tuteurs qui contribue à ces actions individuelles d'intégration.

- **Axe 5 : La communication, l'information et la sensibilisation au handicap de l'ensemble des collaborateurs**

m2A souhaite **renforcer la sensibilisation des collègues et des managers**. En effet, la diffusion d'informations sur le handicap crée les bonnes conditions d'accueil, de tolérance et de compréhension pour les travailleurs handicapés. m2A poursuit donc les sessions de sensibilisation des agents et des managers.

Aucun travailleur handicapé ne doit se sentir victime de discrimination.

Par ailleurs, une sensibilisation spécifique est mise en place pour les agents d'accueil dans le cadre de leur parcours de formation. Cette sensibilisation est axée sur l'accueil de l'usager en situation de handicap et se décline en trois temps :

- « Sensibilisation au handicap », formation dispensée par le Centre de Réadaptation de Mulhouse
- « Sensibilisation au handicap mental », formation assurée par l'ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace
- « Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM), dispensée par l'association Santé Mentale Alsace.

Par ailleurs, s'agissant de la communication, les supports déclinés selon la charte HandiOui (guides, poster, clip vidéo, flyer…) et réalisés grâce au premier conventionnement sont toujours disponibles, notamment sur l'intranet. Toutefois, il conviendra de les mettre à jour.

5.2 Le détail du plan d'actions financier

PLAN D'ACTIONS

		Financement du FIPHFP	Taux de participation	Financement de l'employeur	Taux de participation	Programme d'actions
Axe 1	Recrutement des travailleurs en situation de handicap	67 700 €	86,91%	10 200 €	13,09%	77 900 €
Axe 2	Reclassement et reconversion des personnes déclarées inaptes	18 000 €	22,36%	62 500 €	77,64%	80 500 €
Axe 3	Maintien dans l'emploi	83 300 €	37,09%	141 300 €	62,91%	224 600 €
Axe 4	Formations des agents et des tuteurs en relation avec les travailleurs handicapés	2 000 €	44,44%	2 500 €	55,56%	4 500 €
Axe 5	Communication, information et sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs à l'handicap	3 500 €	50,00%	3 500 €	50,00%	7 000 €
Axe 6	Accessibilité Numérique	- €	#DIV/0!	0 €	#DIV/0!	- €
Axe 7	Actions innovantes	- €	#DIV/0!	0 €	#DIV/0!	- €
Axe 8	Autres dispositifs de l'employeur			0 €	#DIV/0!	- €
TOTAL		**174 500 €**	**44,23%**	**220 000 €**	**55,77%**	**394 500 €**

M. LE PRÉSIDENT : On va passer au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique.

M. SCHILDKNECHT : Oui, le FIPHFP. Il s'agit du renouvellement de la convention pour les années 2025 à 2027. Toutes les entreprises de plus de 20 salariés sont soumises à l'obligation d'emploi de personnes en situation de handicap, sous peine de pénalité. Je ne sais pas si elles sont pénalisées. En contrepartie, le FIHPD s'engage à accompagner les collectivités pour, bien sûr, recruter des travailleurs en situation de handicap, s'engage à les accompagner dans leur reconversion. C'est un peu ce que nous faisons à la Maison du Territoire, à l'accueil, avec le Centre de Réadaptation, et bien sûr à leur maintien dans l'emploi grâce à des formations qui leur sont proposées, mais aussi à l'adaptation de leur poste de travail. En ce qui nous concerne, en ce qui concerne l'Agglomération, cela fait maintenant 6 ans que nous respectons le taux d'emploi des personnes handicapées avec un taux de 7,68% de nos effectifs, soit environ 130 agents. Et donc, je vous l'ai dit, il s'agit de renouveler cette convention. C'est un document de 32 pages qui vous a été adressé, il a été validé par le CST le 13 mars dernier et il passera très prochainement au comité national, mais au préalable, il nous faut le valider. Alors d'un point de vue financier, retenons que nous avons demandé 175 000 € au FIHPD sur la période de 3 ans, et que pour 2025, nous avons inscrit 48 000 € au budget et ce soir, il vous est demandé d'approuver ce projet de renouvellement de convention.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean-Luc.

MME AGUDO-PEREZ : Tu permets Jean-Luc, parce que tu as présenté cette délibération concernant en tout cas cette convention qui s'inscrit dans une vraie dynamique et une volonté qu'on a au sein de l'Agglo aujourd'hui pour pouvoir aller vers une inclusion des personnes en situation de handicap. Alors ce n’est pas que l'obligation, c'est aussi cette volonté d'aller vers cette inclusion, et aussi j'ai envie de dire une vraie démarche aujourd'hui que nous menons à promouvoir l'accessibilité dans toute sa diversité, qu'elle soit physique, mais aussi sous différents projets comme l'opération de mobilité douce avec « Osons Soléa », avec la promotion du handisport où nous avons un bon projet qui est actuellement en cours, pour en tout cas permettre aux différents clubs sportifs d'aller sur des vraies démarches, d'intégrer les personnes différentes et les personnes en situation de handicap. Donc je voulais rajouter un petit peu cet éclairage-là par rapport à tout ce qui mène et tout ce que nous menons au sein de l’Agglo.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Francine. Des questions ? Pas de question. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 79 + 19 procurations.

La délibération est votée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

19° MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS (4.1.1/2691C)

L'article L.313-1 du code général de la fonction publique, précise que « Les emplois de chaque collectivité […] sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Lorsqu'il s'agit d'un emploi mentionné à l'article L.412-5, elle précise en outre la nature de celui-ci et la durée des fonctions. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel territorial. Dans ce dernier cas, elle indique le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé. Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent. […]. »

Les besoins de la collectivité nécessitent l'ouverture, la fermeture ou la transformation d'emplois permanents et la révision de l'état des emplois comme suit :

- **Suppression de postes**

À compter du 01/04/2025

Les postes détaillés ci-dessous sont supprimés suite à une modification de l'organisation des services concernés :

Poste	Catégorie	Grade	Description du poste	Temps complet (TC)/non complet (TNC) avec précision du pourcentage
3266	C	Adjoint administratif	Accueil et secrétariat	TC
2179	B	Technicien	Technicien bâtiment	TC
4001	A	Ingénieur	Architecte	TC
2188	B	Technicien	Technicien bâtiment	TC
2169	B	Technicien	Technicien bâtiment	TC
2180	B	Technicien	Dessinateur projeteur	TC
2198	B	Technicien	Dessinateur projeteur	TC
2794	B	Technicien	Technicien bâtiment	TC
2197	B	Technicien	Technicien bâtiment	TC
2196	B	Technicien	Technicien bâtiment	TC
2159	A	Ingénieur	Architecte responsable travaux neufs	TC
2974	B	Technicien	Technicien bâtiment	TC
1779	C	Adjoint technique	Balayeur	TC

- **Transformation de postes**

À compter du 01/04/2025

Les postes détaillés ci-dessous sont supprimés et les postes correspondants sont créés à la même date afin de correspondre à la situation statutaire des agents les occupant à cette date.

Postes supprimés				Postes créés			
Poste	Catégorie	Grade	Quotité de travail (en %)	Catégorie	Tous les grades du cadre d'emplois de :	Description du poste	Quotité de travail (en %)
1918	C	Adjoint Technique	100	C	Agent de Maîtrise	Responsable des ambassadeurs du tri	100
2128	A	Vétérinaire	100	A	Ingénieur	Responsable du pôle animaux, conservation et science	100
2255	A	Attaché	100	A	Ingénieur	Chargé de mission développement économique	100
2294	C	Adjoint Administratif	100	B	Rédacteur	Gestionnaire formation	100
2345	C	Adjoint Technique	100	C	Agent de Maîtrise	Technicien informatique des écoles	100
2619	C	Adjoint technique	100	C	Agent de Maîtrise	Référent des agents d'entretien du Centre Sportif Régional	100
2702	A	Attaché	100	A	Ingénieur	Chargé de mission développement économique	100
2757	C	Adjoint technique	100	C	Adjoint Technique	Maîtresse de maison	50,15
3166	C	Adjoint Technique	100	C	Agent de Maîtrise	Coordinateur technique secteur nautique	100
3599	C	Agent de Maîtrise	100	B	Technicien	Chef cuisinier	100
3706	C	Adjoint administratif	100	B	Rédacteur	Gestionnaire RH	100
1572	A	Attaché	100	A	Administrateur	Directeur de la Communication	100
3921	C	Adjoint Technique	100	C	Agent de Maîtrise	Logisticien évènementiel	100
4174	A	Attaché	100	A	Administrateur	Directeur général délégué à l'innovation et à l'évaluation	100
4280	C	Adjoint Technique	100	C	Agent de Maîtrise	Dessinateur topographe	100
4281	C	Adjoint Technique	100	C	Agent de Maîtrise	Dessinateur topographe	100
4295	B	Technicien	100	A	Ingénieur	Responsable du Bureau d'Etudes	100

4324	C	Adjoint technique	100	C	Agent de Maîtrise	Technicien d'intervention	100
4340	C	Adjoint technique	100	C	Agent de Maîtrise	Coordinateur qualité	100
4347	C	Adjoint technique	100	C	Agent de Maîtrise	Adjoint au chef d'équipe	100
1655	A	Attaché	100	A	Administrateur	Directeur des Finances	100
4362	C	Adjoint technique	100	C	Agent de Maîtrise	Dessinateur topographe	100
4607	C	Adjoint technique	100	C	Agent de Maîtrise	Référent des activités nettoyage et restauration	100
4680	B	Rédacteur	100	A	Attaché	Chargé de mission coordination territoriale	100
4675	C	Adjoint technique	100	B	Rédacteur	Responsable de l'équipe des chargés de relation usagers	100

Le Comité Social Territorial a été saisi de l'ensemble des modifications proposées. Les crédits sont inscrits au budget primitif 2025.

- **<u>Création de postes :</u>**

À compter du 01/04/2025

Les emplois suivants sont créés suite à une modification de l'organisation des services concernés :

Catégorie	Tous les grades du cadre d'emplois des :	Description du poste	Temps complet (TC)/non complet (TNC) avec précision du pourcentage
C	Adjoints administratifs	Agent d'information service public de la Rénovation de l'Habitat PACTE	TC
A	Attachés	Responsable administratif et financier mis à dispo du MISE (poste 5010)	TC
A	Attachés	Juriste contrats publics (poste 5011)	TC

Il est précisé que ces postes pourront être pourvus le cas échéant par des agents contractuels de droit public, si les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté (art. L.332-8-2° CGFP). Dans ce cas, le niveau de recrutement est fixé par référence au statut particulier du cadre d'emploi auquel appartient le grade de recrutement.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les modifications ci-dessus, apportées au tableau des effectifs des emplois permanents,
- approuve la mise à jour au 01/04/2025 du tableau des effectifs.
- décide de pourvoir le cas échéant les emplois permanents mis à jour par le recrutement d'agents contractuels de droit public si les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté (art. L.332-8-2° CGFP),
- fixe, le cas échéant, le niveau de rémunération des agents contractuels en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement,
- indique que les crédits correspondants sont bien inscrits au budget primitif de Mulhouse Alsace Agglomération,
- autorise l'autorité territoriale à signer tout acte afférent.

M. LE PRÉSIDENT : Nous pouvons passer au point suivant. Il s'agit de la mise à jour du tableau des effectifs. Jean-Luc toujours.

M. SCHILDKNECHT : Oui, un point qui revient presque à chaque Conseil d'agglomération parce que chaque collectivité a l'obligation de mettre à jour de manière régulière son tableau des effectifs au regard de la suppression de postes, la création de postes ou de la transformation de postes liée notamment à des évolutions de carrière. Alors les créations et les suppressions de postes, nous avons été interrogés là-dessus par les syndicats, cela résonnait en eux, ce qui s'explique tout à fait, sont liées en grande partie à la réorganisation des services avec la ville de Mulhouse que j'évoquais tout à l'heure. Et ce soir, il vous est proposé de valider 12 suppressions de postes, 25 transformations de postes et 3 créations de postes dont vous pourrez trouver le détail dans le projet de délibération, et bien sûr ces propositions ont été validées aussi par le CST. Et ce soir, elle vous est demandé d'approuver ces modifications et de nous autoriser à mettre à jour le tableau des effectifs.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Jean-Luc. Des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 79 + 19 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

20° ASSOCIATION REAGIR : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2025 (7.5.6/2353C)

L'emploi, l'orientation et la formation tout au long de la vie constituent une préoccupation majeure de l'ensemble de nos concitoyens et de notre collectivité.

Le service public de l'emploi et le service public de l'orientation s'appuient sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, m2A mène une action globale pour faciliter l'accès à l'emploi, y compris pour les plus défavorisés.

Cet engagement fort de m2A se traduit par un soutien financier régulier aux acteurs communautaires compétents en la matière parmi lesquels figure l'association REAGIR.

Avec l'association **REAGIR**, l'agglomération mulhousienne dispose d'un opérateur qui intervient avec la double finalité :

- **de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi et des personnes en difficulté,** notamment celles dont la situation sociale constitue un frein à l'embauche,

- **de la recherche et la mise en œuvre des moyens qui permettent à ces personnes d'être accompagnées** dans toutes les démarches qui concernent l'orientation et la formation, la recherche et le démarrage d'un emploi, l'adaptation au poste de travail.

Implantée sur le ban d'Illzach, l'association REAGIR intervient sur un périmètre couvrant plus particulièrement l'Est de notre agglomération. Elle a créé cinq permanences d'accueil dans les communes d'Illzach, Rixheim, Habsheim, Ottmarsheim et Wittenheim pour les bénéficiaires Plan Local d'Insertion et d'Emploi (PLIE) et Revenu de Solidarité Active (RSA).

Elle comporte deux entités distinctes :

- REAGIR EMPLOI FORMATION,
- REAGIR ENVIRONNEMENT conventionné chantier d'insertion dans le secteur de l'environnement.

L'entité REAGIR EMPLOI FORMATION gère deux unités adaptées à la typologie des personnes en difficulté :
- un pôle « jeunes » destiné aux 16 à 25 ans,
- un pôle « adultes », à partir de 26 ans.

Ce sont au total 2287 personnes qui ont été accueillies en 2024.
Le budget de fonctionnement prévisionnel 2025 de l'Association REAGIR – Pôle Emploi et Formation s'élève à 1 126 438 €, dont :

- m2A : 328 058 €
- Etat : 151 500 €
- Collectivité Européenne d'Alsace : 191 402 €
- FSE : 181 500 €
- Région Grand Est : 95 370 €

Les crédits nécessaires sont proposés au Budget Primitifs 2025
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Ligne de crédit n° 13642

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement, en 2025, d'une subvention de fonctionnement de 328 058 € à l'Association REAGIR EMPLOI FORMATION,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)
- Une convention

CONVENTION 2025

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 mars 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et
L'association REAGIR, représentée par son Président, Monsieur Francis BAEUMLIN, désignée sous le terme « REAGIR »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association REAGIR comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi et contre le chômage.

Le rôle de REAGIR est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi, de la formation et de l'orientation. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de REAGIR sont convergents, il a été convenu de développer un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans une démarche concertée.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et REAGIR.

Article 1 – Missions de REAGIR

Les missions de REAGIR sont d'accueillir, informer, orienter, accompagner et intégrer sur le plan social et professionnel, les personnes qui déclarent être à la recherche d'une situation professionnelle.

REAGIR recherche et met en œuvre les moyens qui permettent aux usagers de les accompagner dans toutes les démarches qui concernent l'orientation, la formation, la recherche, l'adaptation et le démarrage d'un emploi.
m2A participe au financement de l'association REAGIR afin de lui permettre de réaliser ses missions qui se déclinent de la façon suivante :

- **Agir préventivement**

REAGIR intervient auprès des élèves de 3ème scolarisés, afin de les informer sur le monde professionnel en général et les orientations possibles. Les jeunes à la recherche d'un contrat d'apprentissage sont accompagnés individuellement. REAGIR participe également à la plate-forme insertion mise en place sur le territoire m2A pour lutter contre la rupture scolaire.

- **Orienter ou éduquer au choix**

Des ateliers collectifs d'aide à l'orientation sont organisés et animés en complément des accompagnements individuels.
Afin de découvrir dans les meilleures conditions possibles les réalités d'un métier ou d'une entreprise, REAGIR propose fréquemment de contractualiser des périodes d'immersion en entreprise.

- **Développer l'apprentissage**

REAGIR préconise les contrats en alternance au regard des résultats probants obtenus en matière d'insertion professionnelle durable.

- **Accueillir, informer et accompagner les demandeurs d'emploi**

REAGIR attache une importance particulière à la qualité de l'accueil de ces personnes qui ont souvent besoin de retrouver confiance et dynamisme pour réussir leur projet.

REAGIR met à la disposition des personnes un accompagnement individuel et personnalisé ainsi qu'un centre de ressources et de documentation, un espace multimédia encadré par un animateur.

- **Favoriser l'accès à l'emploi**

Outre les entretiens individuels et les ateliers collectifs de recherche d'emplois, REAGIR dispose également d'une personne chargée d'entretenir et de développer les relations avec les employeurs du bassin d'emploi. Elle prospecte le tissu économique local, informe et conseille les entreprises, négocie les dispositifs d'aide à l'embauche et apporte son appui à la présélection de candidats. Elle assure également une fonction de veille par rapport aux opportunités de placement existantes ou à venir.

Chaque année, REAGIR organise une action « Jobs d'été » en direction des lycéens et étudiants à la recherche d'un emploi saisonnier et s'engage dans toutes les initiatives partenariales constituant des opportunités d'emplois.

- **Renforcer l'accès à la mobilité**

Des cours d'apprentissage du code de la route sont mis en œuvre en direction des personnes qui éprouvent des difficultés de compréhension. Le manque de mobilité est un handicap important pour les personnes en recherche d'emploi.

- **Maintenir la cohésion sociale**

REAGIR participe à une démarche de « développement social local » en lien avec les élus et les acteurs sociaux du territoire. REAGIR est également un lieu d'écoute face aux difficultés sociales et relationnelles que rencontrent un nombre grandissant d'usagers.

Afin de trouver des réponses adaptées, REAGIR noue des partenariats avec des professionnels de la santé et du secteur social.

Article 2 – Subvention annuelle de fonctionnement

Pour permettre à REAGIR de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2025, une subvention de 328 058 € est attribuée à REAGIR par m2A.

Un bilan intermédiaire sera transmis au 4ème trimestre 2025 afin d'évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, REAGIR sera soumise au contrôle de m2A. Elle lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 - Evaluation

REAGIR établira un compte rendu annuel de ses activités et adressera à m2A, dans le mois suivant la clôture des comptes et leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

REAGIR s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Engagements de REAGIR

REAGIR indiquera dans les présentations et documents à destination du public, que ce soit sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra en avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties ; à défaut d'accord, à dire d'expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l'Association REAGIR Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Francis BAEUMLIN	Rachel BAECHTEL

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons à l'emploi et notamment des attributions de subventions, et cela a été dit tout à l'heure, nous avons décidé de maintenir les subventions aux acteurs de de l'emploi sur notre territoire, et donc on va démarrer par REAGIR, Rachel BAECHTEL.

MME BAECHTEL : Merci Président, bonsoir chers collègues, permettez-moi de vous remercier encore une fois pour les quatre structures de pouvoir conserver la subvention. Je rappelle pour l'association REAGIR qui est implantée sur le territoire d'Illzach et couvre particulièrement l'est de notre agglomération et qui intervient en double finalité : l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi et des personnes en difficulté, notamment celles dont la situation sociale constitue un frein à l'embauche et la recherche et la mise en œuvre des moyens qui permettent à ces personnes d'être accompagnées dans toutes les démarches qui concernent l'orientation et la formation, la recherche et le démarrage d'un emploi, l'adaptation au poste de travail. REAGIR comporte deux entités distinctes : REAGIR EMPLOI FORMATION et REAGIR ENVIRONNEMENT. En ce qui concerne REAGIR EMPLOI FORMATION, cela concerne essentiellement le pôle jeunes qui est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans et le pôle adultes à partir de 26 ans. Je rappelle également qu'il y a 5 permanences sur le secteur (Illzach, Rixheim, Habsheim, Ottmarsheim et Wittenheim), et destinées aux bénéficiaires du PLIE et du RSA. Ainsi il vous est proposé de verser une subvention de 328 058 € identique à 2024, à 2023, à 2022, à 2021 et à 2020. Merci beaucoup et au Président de la commission des Finances, j'ai aussi envie de titiller ce soir.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Rachel pour cette présentation. Y'a-t-il des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions.

Pour : 71 + 18 procurations.
Ne prennent pas part au vote (8) : Rachel BAECHTEL, Fatima JENN (représentée par Jean-Luc SCHILDKNECHT), Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI, Josiane MEHLEN, Christiane SCHELL, Jean-Luc SCHILDKNECHT, Alain SCHIRCK et Christophe TORANELLI.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

21° ASSOCIATION SÉMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2025 (7.5.6/2395C)

L'emploi, l'orientation et la formation constituent une préoccupation majeure de l'ensemble de nos concitoyens tout au long de la vie, et de notre collectivité.

Le service public de l'emploi et le service public de l'orientation s'appuient sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, m2A mène une action globale pour faciliter l'accès à l'emploi, y compris pour les plus défavorisés.

Cet engagement fort de m2A se traduit par un soutien financier régulier aux acteurs communautaires compétents en la matière, parmi lesquels figure l'association SÉMAPHORE MSA.

SÉMAPHORE Mulhouse Sud Alsace a pour missions l'accès à l'autonomie par l'emploi en accompagnant les publics jeunes et adultes dans leurs démarches d'insertion socio-professionnelle, par l'information des publics jeunes sur des thématiques variées et par l'inclusion numérique, en favorisant l'accès et l'initiation à l'utilisation des outils multimédia et numériques pour tous.

Pour ce faire, l'association met en œuvre :

- une mission locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes dont objectif est la construction de parcours professionnels,
- l'accès à la formation ou à l'emploi à travers la mobilisation d'outils et de dispositifs d'insertion sociale et professionnelle : en 2024 ce sont 4 139 jeunes dont 2 029 en 1er accueil, qui ont été accompagnés générant 1 235 situations d'emploi, 97 contrats en alternance et 438 situations de formation. 740 jeunes ont intégré le Contrat d'Engagement Jeune en 2024.

SÉMAPHORE met également en œuvre le Conseil en Evolution Professionnelle pour les jeunes et fait partie du Service Public Régional de l'Orientation.

Un service d'accueil et d'accompagnement des adultes en difficulté d'insertion qui a accompagné 502 adultes en 2024.

Un centre d'information jeunesse, qui renseigne, informe le public ou monte des actions spécifiques sur des domaines très variés (métiers, formation, orientation, santé, logement, mobilité, loisirs, accès aux droits, engagement citoyen...).
C'est dans ce cadre que SÉMAPHORE Mulhouse Sud Alsace a en charge la maîtrise d'œuvre de l'organisation du salon de l'orientation et en évolution professionnelle (16 500 visiteurs le 18 janvier 2025) et en assure la coordination dans un cadre partenarial pour le compte de Mulhouse Alsace Agglomération.

Un espace numérique, dont l'objet est de favoriser l'accès et l'initiation du grand public aux technologies de l'information et de la communication, mais également aux techniques de recherches d'emploi via internet

(8 626 passages qui concernent 2 432 usagers, 415 initiations individuelles, 1 011 bénéficiaires des ateliers collectifs et animations internes et 2 364 personnes touchées par les actions collectives extérieures.).

C'est aussi un lieu d'échanges et d'apprentissages, dont l'objectif est d'accrocher le public en difficulté d'insertion à un projet professionnel par le biais du numérique.

En parallèle, SÉMAPHORE déploie sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération deux dispositifs régionaux :

- la Boussole des Jeunes de l'agglomération mulhousienne, outil numérique d'information des jeunes développé par le ministère de la Jeunesse,

- la Plateforme LOJ'TOIT, visant à favoriser l'accès des jeunes au logement, notamment dans le cadre de mobilité estudiantine ou professionnelle.

Le budget prévisionnel 2025 de SÉMAPHORE s'élève à 4 638 422 € dont :

Subventions :

- État : 2 541 591 €
- Région Grand Est : 593 000 €
- CEA : 249 056 €
- FSE : 486 129 €
- Autres collectivités : 602 089 € (dont Mulhouse Alsace Agglomération à hauteur de 554 089 € ainsi que des contributions volontaires pour 48 000 €)
- Organismes sociaux : 38 132 €

Au titre de l'exercice 2025, il est proposé d'allouer à l'Association SÉMAPHORE Mulhouse Sud Alsace une subvention de 554 089 €, identique à celle de l'année dernière, ainsi que la poursuite du bénéfice de l'occupation à titre gracieux des locaux 7 et 9 rue du Moulin à Mulhouse.

Sur cette somme, 15 000 € sont affectés spécifiquement à l'organisation du salon de l'orientation et de l'évolution professionnelle.

Une avance de 184 696 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 27 janvier 2025, il reste à payer un montant de 369 393 €.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2025
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Ligne de crédit n° 1434

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- décide le versement, en 2025, d'une subvention de fonctionnement de 554 089 € à l'Association SÉMAPHORE Mulhouse Sud Alsace,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)
- Une Convention

CONVENTION 2025

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 mars 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association SEMAPHORE Mulhouse Sud Alsace, représentée par sa Présidente, Madame Josiane MEHLEN, désignée sous le terme « SEMAPHORE »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Consciente de la préoccupation de ses concitoyens en matière d'emploi, m2A, dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, entend peser sur les actions conduites sur son territoire.

C'est dans cette optique qu'elle considère l'association SEMAPHORE comme l'un des acteurs-clés des politiques menées sur le territoire en faveur de l'emploi et contre le chômage.

Le rôle de SEMAPHORE est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi et de l'orientation, en particulier en faveur des jeunes. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de SEMAPHORE sont convergents, il a été convenu de développer un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans le cadre d'une démarche concertée.

Aussi, la présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et SEMAPHORE.

Article 1 – Missions de Sémaphore Mulhouse Sud Alsace

Sémaphore MSA est une plateforme de services qui intervient sur le territoire de la région mulhousienne. Elle porte différents dispositifs consacrés à l'information, l'orientation, l'emploi et la formation des jeunes et des adultes. Pour structurer son intervention, elle anime différents « espaces » qui sont autant de modalités d'intervention en direction des publics :

L'Espace Information Jeunesse informe les jeunes dans tous les domaines (loisirs, mobilité internationale, engagement citoyen…) en utilisant tous les supports d'informations actuels.

L'Espace Emploi accompagne les jeunes et les adultes en difficultés d'insertion vers l'emploi et la qualification. Les conseillers en insertion sociale et professionnelle mobilisent les publics dans la construction de parcours professionnels. Elle met à disposition les offres d'emplois diffusées par Pôle Emploi et assure un service de conseil et de mise en relation avec les entreprises.

L'Espace Multimédia Pour Tous, a pour objet de favoriser l'accès et l'initiation du grand public aux TIC, d'être un lieu d'échange et d'apprentissage mais permet aussi l'accès aux techniques de recherche d'emploi par internet.

Article 2 – Subvention annuelle de fonctionnement

Pour permettre à SEMAPHORE de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2025, une subvention de 554 089 € est attribuée, qui sera versée à l'issue du vote du Budget de m2A.
Une avance de 184 696 € a été versée par décision du Conseil d'Agglomération du 27 janvier 2025, il reste à payer un montant de 369 393 €.

Un point sera fait au 4ème trimestre 2025 pour évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, SEMAPHORE sera soumise au contrôle de m2A. SEMAPHORE lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 – Valorisation des aides en nature

Pour l'année 2025, les engagements de m2A se traduisent également par la mise à disposition de locaux, rue du Moulin, à Mulhouse.

Article 4 - Evaluation

SEMAPHORE établira un compte rendu annuel de ses activités.
Elle adressera à m2A, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe, dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

SEMAPHORE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 5 – Engagements de SEMAPHORE

SEMAPHORE indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 6 – Assurances

m2A assurera les locaux au titre de copropriétaire de l'immeuble 7-9 rue du Moulin à Mulhouse, pour :

- la responsabilité civile du personnel et des visiteurs,
- les risques d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition,
- le mobilier, le matériel et ses biens propres.

Sémaphore prend en charge les assurances liées à ses obligations de locataire.

Article 7 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l'Association SEMAPHORE La Présidente La Vice-Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Josiane MEHLEN	Rachel BAECHTEL

M. LE PRÉSIDENT : On passe à SÉMAPHORE, toujours Rachel.

MME BAECHTEL : SÉMAPHORE est une mission locale, elle est présente sur l'ensemble du territoire national. Les missions locales font partie du service public de l'emploi et entretiennent des relations privilégiées avec France Travail dans le cadre d'un partenariat renforcé. Elles traitent l'ensemble des difficultés d'insertion, donc de l'emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active. Donc SEMAPHORE offre de nombreux services aux demandeurs d'emploi, particulièrement aux plus jeunes avec l'espace Info Jeunes, l'espace emploi, l'espace multimédia, et je rappelle que SEMAPHORE est également le maître d'œuvre de l'organisation et de la coordination du Salon de l'Orientation et de l'Évolution Professionnelle et de l'Emploi. Ainsi il vous est proposé d'octroyer une subvention de 554 089 € identique aux années précédentes, et je vous rappelle également qu'une première avance avait été votée le 27 janvier dernier pour un montant de 184 696 €. Permettez-moi de saluer la Présidente.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Rachel. Y'a-t-il des questions ? Pas de question. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 18 procurations.
Ne prennent pas part au vote (13) : Francine AGUDO PEREZ,
Rachel BAECHTEL, Marie HOTTINGER, Fatima JENN (représentée par Jean-Luc SCHILDKNECHT), Pierrette KEMPF, Alain LECONTE, Pierre LOGEL, Anne-Catherine LUTOLF- CAMORALI, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Alain SCHIRCK, Malika SCHMIDLIN BEN M'BAREK (représentée par Cécile SORNIN) et Christophe TORANELLI.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

22° ASSOCIATION SÉMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION 2025 POUR LES DISPOSITIFS BOUSSOLE DES JEUNES ET LOJ'TOIT (7.5.6/2631C)

Sémaphore Mulhouse Sud Alsace porte deux dispositifs visant à lever les freins à l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes :

- la **Boussole des jeunes** qui vise à favoriser la **mise en relation entre les jeunes et les structures du territoire** déployant pour eux des offres de services sur les thématiques de **l'emploi/formation et du logement**, et qui vise également à réduire le non recours aux services existants,

- la plateforme **LOJ'Toît** dont la vocation est d'informer et d'accompagner les jeunes dans leurs démarches **d'accès au logement** dans le cadre de **mobilité liée à la formation** (stage, apprentissage...) ou **à l'emploi**.

1. LA BOUSSOLE DES JEUNES est un outil numérique développé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse, à l'attention des jeunes de 15 à 30 ans et accessible depuis tout objet connecté. Il recense de manière thématique, les offres de services d'un territoire.

SÉMAPHORE est animateur de cet outil sur le Haut-Rhin et a développé les thématiques emploi, formation, logement, santé/bien-être et mobilité internationale. Les jeunes y trouvent donc les structures qui peuvent répondre à leur besoin dans ces domaines et être recontactés.
Cet outil permet d'aller vers tous les jeunes, et plus particulièrement ceux qui sont éloignés géographiquement des offres de services, mais également vers ceux qu'on appelle "invisibles" et qui n'ont pas recours aux offres disponibles par méconnaissance. Outre le service rendu aux jeunes, c'est un outil pertinent en matière de mobilisation et de connaissance du réseau partenarial. En effet, les structures membres de la Boussole ont accès au Back Office et donc à l'intégralité des offres des partenaires. Cela permet une meilleure connaissance des partenaires du territoire et de leurs offres de services, et une meilleure synergie et cohérence des actions d'orientation ou réorientation du public.

Les cofinanceurs actuels sont l'État, le FSE, la CAF et l'ANCT.

En 2024 ont été enregistrées : 1 299 recherches, 362 demandes déposées et 1 523 jeunes ont été rencontrés lors de 79 événements sur le terrain.

La boussole des jeunes compte 99 partenaires.

2. LA PLATEFORME LOJ'Toît est une plateforme qui vise à favoriser les mobilités des jeunes liées à la formation et à l'accès à l'emploi, en les soutenant dans leurs démarches d'accès au logement, qui reste trop souvent un frein à ces mobilités.
La plateforme fait partie d'un réseau développé dans la Région Grand Est visant à faciliter l'accès au logement des jeunes en mobilité sur le territoire régional.

La cible est constituée plus particulièrement des jeunes étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, alternants, qui sont en recherche de logements pour des durées plus ou moins longues selon leur situation (nécessité d'avoir deux logements pour des apprentis lorsque les lieux de formation et d'emploi sont à distance, étudiants dans le cadre de stage de durées variables, opportunités de formation dans d'autres villes ou région…). Les jeunes accédant à un premier emploi sont aussi visés par cette action.

Les objectifs de l'action sont les suivants :

- rencontrer les jeunes individuellement ou collectivement afin de collecter leurs besoins, de les informer, notamment sur les possibilités de logement, l'accès aux droits, les devoirs, le budget, le bail, l'état des lieux, visite d'Eco Logis, sensibilisation aux maîtrises d'énergie...,

- les accompagner individuellement dans la recherche d'un logement, dans les démarches liées à l'accès aux droits...,

- mettre en œuvre des solutions alternatives de logement : logement intergénérationnel, colocations, mobilisations de solutions de logements vacants (maisons de retraite, internats...).

En 2024, 216 jeunes ont été accompagnés lors de 199 rendez-vous en présentiel. 91 dossiers clôturés (26 baux signés dans le parc social, 51 dans le parc privé, 11 relogements d'urgence, 3 logements en Foyers de Jeunes Travailleurs ou résidence sociale, 0 logement en CROUS).

791 jeunes ont participé à des ateliers collectifs dans le cadre de la plateforme Loj'toît :

- 296 jeunes ont participé à une information collective sur le logement (différents types de logements, aides existantes, dispositif Loj'Toît, différents bailleurs sur la M2A …),
- 55jeunes ont participé à un atelier « faire ses produits ménagers soi-même »,
- 39 jeunes ont participé à l'atelier « Menus du placard »,
- 83 jeunes ont découvert le jeu DILEMME pour apprendre à gérer leur budget de façon ludique,
- 102 jeunes ont bénéficié d'informations lors de forums « hors les murs » + SOREP,
- 45 jeunes ont participé à l'escape game nutrition Vigor et Vitalitas.

Une subvention de 20 000 € sera versée à l'Association Sémaphore répartie en parts égales entre les deux dispositifs : 10 000 € pour La Boussole des Jeunes et 10 000 € pour Loj'Toît.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2025.
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Ligne de crédit n° 26207

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement d'une subvention de 20 000 € à l'Association Sémaphore Mulhouse Sud Alsace pour le financement des deux outils,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)

- Une Convention

CONVENTION 2025

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 mars 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et

L'association SEMAPHORE Mulhouse Sud Alsace, représentée par sa Présidente, Madame Josiane MEHLEN, désignée sous le terme « SEMAPHORE »

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Sémaphore MSA fait l'objet d'une convention avec m2A à hauteur de 554 089 € pour ses missions en faveur de l'emploi et contre le chômage en 2025.

En complément de ses missions courantes, Sémaphore MSA pilote deux actions spécifiques visant à lever les freins à l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes en agissant en particulier sur les leviers « logement » et « mobilité ».

Il s'agit de la boussole des jeunes et de l'action Loj'toît.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et SEMAPHORE sur ces deux actions.

Article 1 – Objectifs des deux actions

La Boussole des jeunes vise à favoriser la mise en relation entre les jeunes et les structures du territoire déployant pour eux des offres de services sur les thématiques de l'emploi/formation, du logement, de la santé et du bien-être et de la mobilité internationale et transfrontalière.

La Plateforme LOJ'Toît dont la vocation est d'informer et d'accompagner les jeunes dans leurs démarches d'accès au logement dans le cadre de mobilité liée à la formation (stage, apprentissage...) ou à l'emploi.

Article 2 – Montant de la subvention

Pour permettre à SEMAPHORE de continuer à développer ces deux actions, m2A lui octroie une subvention de 20 000 €.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Article 3 - Evaluation

SEMAPHORE établira un bilan de ces deux projets qui sera adressé à m2A.

SEMAPHORE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Engagements de SEMAPHORE

SEMAPHORE indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l'Association SEMAPHORE La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Président
Josiane MEHLEN	Fabian JORDAN

M. LE PRÉSIDENT : On passe à une subvention pour un dispositif qui s'appelle « boussole des jeunes » et « Loj'toît ».

MME BAECHTEL : Pour l'association SÉMAPHORE, elle soutient 2 dispositifs visant à lever les freins à l'accès et à la formation et à l'emploi des jeunes : la boussole des jeunes et la plateforme loj'toît. La boussole des jeunes est une plateforme elle-même aussi destinée aux jeunes de 15 à 30 ans et qui vise à favoriser la mise en relation entre les jeunes et les structures du territoire en déployant pour eux des offres de service sur les thématiques de l'emploi, la formation, du logement, de la santé du bien-être et de la mobilité internationale et transfrontalière. La plateforme Loj'toît a pour vocation d'informer, d'accompagner les jeunes dans leurs démarches d'accès au logement dans le cadre de mobilités liée à la formation (par exemple pour un stage, pour un apprentissage) ou à l'emploi. Il vous est proposé de lui verser une subvention de 20 000 € pour ces deux actions.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Rachel. Voilà donc cette subvention de 20 000 €. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 18 procurations.
Ne prennent pas part au vote (13) : Francine AGUDO PEREZ,
Rachel BAECHTEL, Marie HOTTINGER, Fatima JENN (représentée par Jean-Luc SCHILDKNECHT), Pierrette KEMPF, Alain LECONTE, Pierre LOGEL, Anne-Catherine LUTOLF- CAMORALI, Josiane MEHLEN, Véronique MEYER, Alain SCHIRCK, Malika SCHMIDLIN BEN M'BAREK (représentée par Cécile SORNIN) et Christophe TORANELLI.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie, et je salue naturellement la Présidente qui est là et qui maintenant peut parler vu que c'est voté.

MME MEHLEN : Merci beaucoup, je voudrais effectivement remercier tous les collègues pour ce vote parce que, en ma qualité de Présidente de SÉMAPHORE, j'avoue que le montage du budget 2025 est extrêmement difficile puisque le budget de SÉMAPHORE n'est fait que par les subventions des collectivités. Or toutes les collectivités diminuent leur participation de manière plutôt drastique, sauf m2A, et je voudrais vraiment le souligner parce que ce n'est pas seulement une proposition budgétaire de routine, mais c'est vraiment une réflexion quant à l'accompagnement des jeunes de notre territoire qui en ont bien besoin. Donc je voudrais vraiment vous remercier tous, chers collègues, pour ce vote.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Josiane.

23° ÉCOLE DE LA DEUXIEME CHANCE (E2C 68) : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 (7.5.6/2632C)

L'École de la deuxième chance s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle et les accompagne vers la qualification professionnelle et l'emploi.

En 2024, l'E2C a accueilli 124 jeunes, dont l'âge moyen est de 18,5 ans (public visé 16–25 en 2024), issus à 50 % des quartiers prioritaires « Politique de la ville », dont 8 % ont une reconnaissance de Travailleur Handicapé, sortis de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) sans diplôme ni expérience professionnelle. 6% sont titulaire d'un bac (souvent obtenu à l'étranger).

78 % du public accueilli est de nationalité française (3 % de nationalité européenne, 19 % autre nationalité).

L'École de la deuxième chance a enregistré en 2024, des parcours d'une durée moyenne de 6,5 mois et maximale de 8 mois et 1 054 heures de formation.

51 % des stagiaires ont à l'issue du parcours, ou dans l'année qui suit, trouvé une solution durable (emploi durable ou formation qualifiante).

A cela s'ajoute 11 % des stagiaires intégrant des CDD de – 2 mois, et services civiques à l'issue de l'E2C.

Le budget de fonctionnement prévisionnel 2025 de E2C 68 s'élève à 821 306,22 € dont :

- État (DREETS et Politique de la Ville) : 130 500 €
- FSE/IEJ : 249 000 €
- Région : 201 068,22 €
- M2A : 138 600
- Taxe d'apprentissage : 20 000 €
- Contribution en nature (mise à disposition des locaux par la Ville de Mulhouse) : 82 200 €

Les crédits nécessaires sont proposés au Budget Primitif 2025
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Ligne de crédit n° 21363

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement, en 2025, d'une subvention de fonctionnement de 138 600 € à l'Association E2C 68, identique à celle de 2024,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)
- Une convention

CONVENTION 2025

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 mars 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et
L'association E2C 68, représentée par sa Présidente, Madame Francine AGUDO-PEREZ,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, Mulhouse Alsace Eco 2020, m2A développe des actions en faveur de l'emploi et de l'orientation sur son territoire.

Ses interventions se structurent autour de 4 axes principaux :

1. **Soutenir le développement économique,**

2. **Accompagner les jeunes demandeurs d'emploi,**

3. **Favoriser l'adaptation des jeunes et de la population active aux mutations du marché du travail en fonction des spécificités du territoire,**

4. **Développer le réseau partenarial.**

Le rôle de l'E2C 68 est de promouvoir et d'organiser le service de l'école de la deuxième chance sur le territoire de l'agglomération mulhousienne.
Aussi, la présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de collaboration et d'actions entre m2A et E2C 68.

Article 1 – Missions de E2C 68

L'Ecole de la Deuxième Chance (organisme de formation) est un programme de la Commission Européenne dont l'objectif premier est la qualification professionnelle et l'emploi. Elle s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans qui sont en difficulté d'insertion.

Article 2 – Subvention annuelle de fonctionnement

Pour permettre à E2C de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2025, une subvention de 138 600 € est attribuée.

Cette subvention fera l'objet d'un versement unique après l'adoption du budget.

Un point sera fait au 4ème trimestre 2025 pour évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, E2C 68 sera soumise au contrôle de m2A. E2C 68 lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 - Evaluation

E2C 68 établira un compte rendu annuel de ses activités.

Elle adressera à m2A, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe, dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

E2C 68 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Engagements de E2C 68

E2C 68 indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de m2A.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

Si l’une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l’autre partie trois mois avant l’expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d’un commun accord entre les parties, à défaut d’accord, à dire d’expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour l’Association E2C 68 La Présidente	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Président
Francine AGUDO-PEREZ	Fabian JORDAN

M. LE PRÉSIDENT : On continue dans l'attribution de subventions. Cette fois-ci, c'est l'École de la Deuxième Chance. Rachel toujours.

MME BAECHTEL : Merci Président et permettez-moi de saluer la Présidente en face de moi. L'École de la Deuxième Chance est essentiellement un organisme de formation dont l'objectif premier est la qualification professionnelle et l'emploi. Elle s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion. Je rappelle quelques chiffres : en 2024, l'École de la Deuxième Chance a accueilli 124 jeunes dont l'âge moyen était de l'ordre de 18 ans et demi, issus à 50% des quartiers prioritaires, et 78% du public accueilli est de nationalité française. L'École de la Deuxième Chance a enregistré en 2024 des parcours d'une durée moyenne de 6,5 mois et au maximum de 8 mois, et surtout de 1054 heures de formation. 51% des stagiaires ont, à l'issue du parcours ou dans l'année qui suit, trouvé une solution durable : un emploi durable ou une formation qualifiante. À cela s'ajoute 11% des stagiaires intégrant des CDD de moins de 2 mois et des services civiques à l'issue de l'École de la Deuxième Chance. Il vous est proposé de lui verser une subvention de 138 600 € identique aux années précédentes.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Rachel. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ? Je vous remercie. Naturellement tous ceux qui font partie des instances, et notamment Madame la Présidente, voilà, vous vous abstenez au vote, vous ne prenez pas part, nous l'avons noté. Merci beaucoup.

Pour : 69 + 18 procurations.
Ne prennent pas part au vote (8) : Francine AGUDO-PEREZ,
Rachel BAECHTEL, Alain COUCHOT (représenté par Catherine RAPP), Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI,
Laurent RICHE, Christiane SCHELL, Cécile SORNIN et Christophe TORANELLI.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Naturellement tous ceux qui font partie des instances, et notamment Madame la Présidente, voilà, vous vous abstenez au vote, vous ne prenez pas part, nous l'avons noté. Merci beaucoup.

24° EMPLOI : ASSOCIATION LA MEF68 : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 (7.5.6/2620C)

La politique de l'emploi est de la compétence de l'Etat mais l'apport des territoires, des élus locaux, de leurs initiatives, de leur proximité et de leur connaissance du tissu économique est indispensable à la réussite de cette politique.

Le Comité Local pour l'Emploi dans le cadre de la loi Plein Emploi s'appuie sur un réseau d'acteurs locaux. Celui-ci facilite l'adaptation de l'offre de formation afin de répondre aux besoins des entreprises du territoire.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial et économique, Mulhouse Alsace Agglomération a souhaité confier la mise en œuvre de son plan d'actions en faveur de l'emploi à la MEF68.

La MEF68 est chargée de veiller à la cohérence des interventions locales et de les coordonner afin de mettre en application les politiques publiques et privées (offres de formation des Opérateurs de Compétences) de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'appui aux entreprises.

Eu égard aux obligations légales faites par l'Etat aux Maisons de l'Emploi et de la Formation, la MEF68 s'implique notamment dans le développement de l'anticipation des mutations économiques (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales et appui RH de premier niveau aux entreprises) et dans la promotion et la facilitation des clauses sociales.

Elle porte également la FAPUS, Fabrique à Projets d'Utilité Sociale et le pôle territorial de l'ESS.

Les actions et thématiques qui structurent cette mission ne sont pas exhaustives et restent actualisables en cours d'année, après concertation entre m2A et la MEF68.

La MEF68 gère également en tant qu'organisme intermédiaire, des fonds européens (FSE+) dont notamment ceux du PLIE (Plan Local d'Insertion pour l'Emploi), qui permettent d'optimiser les dispositifs locaux en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi.

Depuis octobre 2024, la MEF68 a étendu son périmètre d'intervention à tout le Haut-Rhin, se mettant ainsi en conformité avec ses actions.

Elle gère aussi depuis cette date, via une convention de partenariat, la gestion stratégique, RH, prospective, administration et finances du Technopole Mulhouse.

Le budget de fonctionnement prévisionnel 2025 de la MEF68 s'élève à 2 574 032 € (dont 1 300 000 € de FSE redistribué aux opérateurs du territoire de m2A) :

- État : 128 579 €
- FSE : 1 721 647 €
- Collectivités locales : 497 880 € (m2A 232 417 €, m2A NPRU 50 000 €, m2A Politique de la ville 8 000 €, m2A Habitat 9 000 €, Région Grand Est 92 611 €, CEA 35 000 €, Ensisheim 11 352 €, Communauté de Communes du Sundgau 12 000 €, Saint Louis Agglomération 15 000 €, Communauté de Communes de Thann-Cernay 5 000 €, Communauté de Communes Vallée de la Doller et Soultzbach 5 000 €, Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Amarin 2 500 €, Colmar Agglomération 15 000 €, Colmar Habitat 5 000 €)
- Cofinancements privés : 69 000 €
- Autres produits : 57 886 €

Au titre de l'exercice 2025, il est proposé d'allouer à la MEF68 une subvention d'un montant de 232 417 €, identique à celle de l'année dernière.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2025
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 61
Ligne de crédit n° 1201

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement, en 2025, d'une subvention de fonctionnement de 232 417 € à la MEF68,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)

- Une Convention

CONVENTION 2025

Entre

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa Vice-Présidente, Madame Rachel BAECHTEL, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 mars 2025, désignée sous le terme « m2A »,

D'une part,

Et
La Maison de l'Emploi et de la Formation (dite MEF68) qui gère le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de la Région Mulhousienne (PLIE), ayant son siège à la maison du territoire 9 Avenue Konrad Adenauer SAUSHEIM, représentée par son Président, Monsieur Laurent RICHE, habilité par une délibération du conseil d'administration.

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

En matière d'emploi, m2A intervient en complément de l'Etat afin de renforcer, adapter et compléter la politique nationale, à l'échelle de l'agglomération mulhousienne.

Dans le cadre de sa stratégie de développement territorial, m2A développe des actions en faveur de l'emploi et de l'orientation sur son territoire.

Ses interventions se structurent autour de 4 axes principaux :

1. **Soutenir le développement économique**
2. **Anticiper les mutations économiques**
3. **Développer le réseau partenarial**
4. **Aider au développement local de l'emploi**
5. **Porter la cité de l'emploi de l'agglomération mulhousienne**

Le rôle de la MEF68 est de promouvoir une dynamique de projets et d'actions dans le domaine de la politique publique de l'emploi, de la formation et de l'orientation. Constatant que les objectifs de m2A et ceux de la MEF68 sont convergents, il a été convenu entre eux de développer conjointement un partenariat visant à mobiliser les synergies et les ressources dans une démarche concertée.

La présente convention est établie dans le but de préciser les modalités de cette collaboration et de ces actions.

Article 1 – Missions de la MEF68

Selon la loi du 13 Février 2008 (article L 5313-1 du Code du travail), la MEF68 anime et coordonne les politiques des acteurs publics et privés de l'emploi, de l'insertion, de la formation et du développement économique.
Sa démarche s'articule avec les caractéristiques et les perspectives du développement économique et social territorial.

L'action de la MEF68 se structure autour de 4 axes d'intervention :

1) Anticiper les mutations économiques et développer une stratégie locale partagée en animant une démarche de gestion territoriale des emplois et des compétences

Dans le cadre de la démarche TransverS'AL de Gestion Territoriale des Ressources Humaines (GTRH), la MEF68 se fixe pour objectif d'anticiper les mutations économiques mais également de répondre aux problématiques actuelles de recrutement et de recherche de compétences des entreprises.

Il s'agit ainsi de :

- ✓ Valoriser les compétences des actifs au travers des besoins du territoire en emplois porteurs, donc durables. Plusieurs outils y concourent :

  - Le site internet qui détaille toutes les transitions « monmetierdedemain.com » (avec une entrée par compétences ou par métier ainsi que la découverte des métiers porteurs)
  - Des outils pour les professionnels et les chefs d'entreprises et la création d'une plateforme RH en partenariat avec l'UIMM et le CFAI Alsace.

- ✓ Favoriser les mobilités professionnelles des actifs de l'agglomération

  - Promotion des nouvelles formes d'emploi, d'organisation du travail et de l'activité : l'objectif est ici d'assurer une meilleure flexibilité pour l'entreprise, de sécuriser les parcours professionnels des salariés et de fidéliser des entreprises sur le territoire (Coopératives d'activité et d'emploi, groupement d'employeurs GEbosse, …).

  - Mise en œuvre de détachements interentreprises.

  - Actions de communication auprès des salariés pour promouvoir la formation tout au long de la vie.

  - Développement de projets avec l'Allemagne pour favoriser les mobilités transfrontalières.

Sont parties prenantes de cette démarche globale, l'Etat, les acteurs institutionnels, les collectivités, les organisations professionnelles et les branches, les partenaires sociaux, les acteurs économiques et les opérateurs de la formation auprès des actifs.

2) Contribuer au développement local en assurant la gestion de la clause de promotion de l'insertion et de l'emploi figurant dans le Code des marchés publics

- Accompagnement, au travers des facilitateurs, des donneurs d'ordre publics et privés et des entreprises.

- Lien avec les acteurs de l'emploi et de l'insertion, grâce aux outils d'ingénierie et de suivi ainsi que de communication à destination des professionnels et du public dont elle s'est dotée.

- Appui particulier sur les QPV et dans le cadre du NPNRU.

3) S'engager dans l'innovation sociale et l'ESS (Economie Sociale et Solidaire)

Engagée dans ce domaine, force de proposition pour améliorer la sensibilité du territoire à l'ESS, la MEF68 organise un évènement autour de l'ESS en y associant l'ensemble des structures et entreprises de l'ESS, l'appel à projet Courts Circuits, événement qui favorise au travers de dispositifs innovants, les initiatives locales en matière d'innovation sociale.

3) Réduire les freins culturels et sociaux à l'accès à l'emploi au travers du PLIE

La MEF68 gère, en tant qu'organisme intermédiaire, des fonds européens (FSE+), dont notamment le PLIE (Plan Local d'Insertion pour l'Emploi) qui permet d'optimiser les dispositifs locaux en faveur des publics les plus éloignés de l'emploi.

La MEF68 porte le PLIE de la Région mulhousienne depuis 1993. La gestion et redistribution du FSE permettent la réalisation d'actions spécifiques de retour à l'emploi :

- L'auto-école sociale « Mobilité pour l'emploi » permet aux plus fragiles d'accéder à la mobilité.

- Financement d'actions de formations spécifiques non couvertes par le droit commun.

- Accompagnement de publics en difficulté à travers 26 référents de parcours.

4) Informer et orienter au travers de la Cité des Métiers de la Région mulhousienne

Une convention transfrontalière quadripartite, m2A, Agentur fur Arbeit de Freiburg et de Lörrach, Saint-Louis agglo et MEF68, permet de travailler sur les enjeux de l'emploi transfrontalier en Sud Alsace. La MEF68 fait vivre cette convention transfrontalière au travers d'évènements tel que le salon d'informations Warum Nicht ou la permanence d'information mensuelle Monats Treff.

Article 2 – Subvention annuelle de fonctionnement

Pour permettre à la MEF68 de remplir les obligations imposées par cette convention et sous la condition expresse qu'elle en remplira réellement toutes les clauses, Mulhouse Alsace Agglomération accordera une subvention à concurrence d'une somme qui fera chaque année l'objet d'une concertation, suivie d'une délibération du Conseil d'Agglomération.

Au titre de l'année 2025, une subvention de 232 417 euros est attribuée. Elle sera versée après le vote du budget de Mulhouse Alsace Agglomération.

Un bilan intermédiaire sera transmis au 4ème trimestre 2025 afin d'évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

La MEF68 utilisera la subvention ainsi versée pour le financement de ses propres actions. Elle pourra aussi utiliser une partie de la subvention accordée conjointement avec d'autres sources de financement pour soutenir des projets de pilotes du PLIE œuvrant en faveur des habitants les plus en difficulté économique et sociale, dès lors que ces projets sont conformes à sa mission et ses objectifs.

Ces aides feront l'objet à chaque fois d'un compte rendu d'exécution, dont un exemplaire sera notifié à Mulhouse Alsace Agglomération.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera le remboursement et l'annulation de la subvention accordée.

Article 3 – Evaluation et contrôle financier

La MEF68 établira un compte rendu annuel de ses activités qui fera l'objet d'une concertation avec Mulhouse Alsace Agglomération et servira de base à l'établissement des programmes annuels d'actions.

Elle adressera à Mulhouse Alsace Agglomération, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, le bilan, le compte de fonctionnement et de résultat et l'annexe dûment certifiés par le commissaire aux comptes, ainsi que le rapport de ce dernier.

La MEF68 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par Mulhouse Alsace Agglomération des objectifs énumérés à l'article 1, notamment l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tous autres documents dont la production serait jugée utile.

Article 4 – Engagements de la MEF MSA

La MEF68 indiquera dans les présentations et documents à destination du public, sous forme matérialisée ou numérique, qu'elle bénéficie du soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 5 – Durée

La présente convention est conclue et acceptée pour l'année 2025.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties ; à défaut d'accord, à dire d'expert.

Etabli en deux exemplaires originaux

Fait à Mulhouse, le

Pour la Maison de l'Emploi et de la Formation du Pays de la Région Mulhousienne	Pour Mulhouse Alsace Agglomération
Le Président Laurent RICHE	La Vice-Présidente Rachel BAECHTEL

M. LE PRÉSIDENT : Nous continuons avec l'association de la MEF, une attribution de subvention, c'est Christophe TORANELLI.

M. TORANELLI : Oui, donc à mon tour de présenter la subvention pour la Maison de l'Emploi et de la Formation. Comme chaque année, m2A a confié la mise en œuvre de sa stratégie en matière d'emploi à la Maison de l'Emploi et de la Formation 68. La MEF veille à la cohérence des interventions locales, notamment des trois associations qu'a présenté Rachel tout à l'heure, et avec les besoins du territoire, et coordonne les politiques publiques et privées de l'emploi, de l'insertion et de la formation autour de 2 axes d'intervention principaux. Le premier, c'est la participation au développement de l'anticipation des mutations économiques. Vous savez qu'au niveau des entreprises, les mutations se font très rapidement donc c'est important de pouvoir les gérer et de pouvoir les prévoir en matière d'emploi et de compétences territoriales. Le deuxième axe c'est le développement local de l'emploi et notamment la promotion et la facilitation des clauses sociales. Donc parmi les actions, on peut noter toujours le site internet monmetierdedemain.com qui détaille toutes les transitions et des outils pour les professionnels et les chefs d'entreprise en lien avec m2A. Elle gère en tant qu'organisme intermédiaire les fonds européens, donc les FSE dont notamment le PLIE, Plan Local d'Insertion pour l'Emploi, qui permettent d'optimiser les dispositifs locaux en faveur des publics encore une fois les plus éloignés de l'emploi. La subvention, là aussi je vous remercie de la laisser au même niveau qu'elle était l'année dernière, c'est à dire à 232 417 €.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christophe. Est-ce que quelqu'un a des questions ? Il n'y en a pas. Des votes contre ou des abstentions ?

Pour : 57 + 12 procurations (PV).
Ne prennent pas part au vote (20) : Francine AGUDO-PEREZ,
Rachel BAECHTEL, Jean-Yves CAUSER (représenté par Beytullah BEYAZ), Florian COLOM, Alain COUCHOT (représenté par Catherine RAPP), André GIRONA, Marie HOTTINGER, Fatima JENN (représentée par Jean-Luc SCHILDKNECHT), Jean-Paul JULIEN, Nathalie MOTTE, Thierry NICOLAS, Rémy NEUMANN, Ginette RENCK, Laurent RICHE, Christelle RITZ, Alain SCHIRCK, Cécile SORNIN, Christophe STEGER, Paul-André STRIFFLER et Christophe TORANELLI.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie et salue aussi le Président Laurent RICHE qui est dans la salle.

25° CONVENTION DE PARTENARIAT 2025 ENTRE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION ET LA CLASSE PREPA TALENTS DE L'UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE (8.1/2547C)

Le recrutement de jeunes talents du service public constitue un enjeu essentiel pour Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), qui propose un large panel de métiers

permettant la construction de parcours professionnels riches et diversifiés, adaptés aux souhaits et profils des agents.

De plus, m2A est particulièrement engagée pour la réussite académique et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de son territoire. A cet égard, la promotion de l'égalité des chances représente un levier majeur de cette réussite.

L'Université de Haute-Alsace (UHA) a ouvert, en septembre 2021, une classe « Prépa Talents du service public », labellisée par le ministère de la transformation et de la fonction publique. Cette classe vise à diversifier la fonction publique, notamment la haute fonction publique, en apportant un complément de formation et un soutien financier à des étudiants boursiers.

L'objectif de ces classes est de favoriser l'égalité des chances dans la préparation des concours de la haute fonction publique. Les élèves (étudiants ou demandeurs d'emplois) y sont admis, sous conditions de ressources, pour suivre une formation gratuite et diplômante, bénéficiant d'un accompagnement renforcé sous forme de tutorat, d'une bourse annuelle de 4 000 € accordée de droit et cumulable avec la bourse sur critères sociaux, d'un soutien au logement et à la restauration; ils peuvent en outre effectuer un stage en immersion. La classe Prépa Talents de l'UHA compte une vingtaine d'élèves chaque année.

En tant qu'employeur public majeur sur son territoire, m2A entend mettre à profit ses compétences et la richesse des profils de ses agentes et agents pour accompagner au mieux l'UHA dans l'insertion professionnelle dans la fonction publique d'étudiants méritants et boursiers.

Déjà partenaires de longue date au service du territoire, de l'excellence académique et de l'excellence de la recherche, m2A et l'UHA ont renforcé leur coopération au travers d'une convention de partenariat, sans engagement de montants financiers, en 2024. Il s'agit de reconduire ce partenariat pour 2025.

Cette convention se décline selon les actions suivantes :

1. **Faire mieux connaître m2A et la fonction publique territoriale par l'accueil de stagiaires issus de la classe « Prépa Talents »**

m2A s'engage à accueillir des élèves de la classe « Prépa Talents » comme stagiaires dans ses services afin de leur faire découvrir les métiers du service public local et de leur donner une expérience professionnelle significative, en adéquation avec leur projet professionnel et académique.

L'UHA s'engage à accomplir un travail d'identification des élèves susceptibles d'être concernés par un stage dans les services de m2A et de proposer un thème et une durée en adéquation avec le projet professionnel des élèves concernés.

2. Accompagner les élèves de la classe « Prépa Talents » dans leur réussite des concours de la fonction publique

Pour accompagner les élèves dans leur objectif de réussite des concours de la fonction publique et dans l'esprit de promotion de l'égalité des chances, m2A s'engage à proposer des mentors pour conseiller les élèves dans leur préparation.

Ces mentors seraient des cadres des services de m2A, agissant bénévolement, au profit des élèves et dans le cadre des actions de mentorat développées par l'UHA.

L'organisation d'oraux blancs pour les élèves admissibles à des concours de la fonction publique représente un second moyen pour renforcer la réussite des élèves. Se fondant sur la richesse et l'expertise de ses cadres, m2A pourrait organiser, sur la base du bénévolat, des jurys qui organiseraient des oraux blancs pour les élèves admissibles à des concours de la fonction publique.

3. Diffuser et promouvoir la culture du service public local

Forte de ses actions menées en tant qu'intercommunalité, m2A organiserait, conjointement avec l'équipe pédagogique et le corps professoral de la classe « Prépa Talents » des conférences sur l'organisation du service public local, le fonctionnement de ses instances et sur le pilotage, la mise en œuvre et les enjeux de ses principales politiques publiques. Ces conférences feraient intervenir, sur une base bénévole, les agents de m2A spécialistes de leur champ d'actions.

Ces conférences pourraient s'accompagner de l'accueil d'élèves pour des journées immersion ou découverte des métiers et des actions de m2A.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :
- autorise M. le Président ou son représentant à signer la convention 2025 entre m2A et la classe Prépa Talents de l'UHA, ainsi que toutes les pièces contractuelles.

PJ : (1)
- Une convention

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT

dédiée à la promotion de l'égalité des chances

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), établissement public de coopération intercommunale ayant son siège à Sausheim, 9 avenue Konrad Adenauer, représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN, agissant par délibération du Conseil d'agglomération du 24 Mars 2025.

ci-après désignée « m2A »,

d'une part,

et

L'Université de Haute Alsace, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 2, rue des Frères Lumières à Mulhouse, représentée par son Président, Monsieur Pierre-Alain MULLER, et agissant pour le compte de la Faculté des sciences économiques, sociales et juridiques située 16, rue de la Fonderie à Mulhouse et dirigée par son doyen, Monsieur Hocine SADOK.

ci-après désignée « UHA »,

d'autre part,

Ensemble désignées « les parties ».

Préambule

Le recrutement de jeunes talents du service public constitue un enjeu essentiel pour m2A, qui propose un large panel de métiers permettant la construction de parcours professionnels riches et diversifiés, adaptés aux souhaits et profils des agents.

De plus, m2A est particulièrement engagée pour la réussite académique et l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de son territoire. A cet égard, la promotion de l'égalité des chances représente un levier majeur de cette réussite.

L'UHA a ouvert, en septembre 2021, une classe « Prépa Talents du service public », labellisée par le ministère de la transformation et de la fonction publique. Cette classe vise à diversifier la fonction publique, notamment la haute fonction publique, en apportant un complément de formation et un soutien financier à des étudiants boursiers.

En tant qu'employeur public majeur sur son territoire, m2A entend mettre à profit ses compétences et la richesse des profils de ses agentes et agents pour accompagner au mieux l'UHA dans l'insertion professionnelle dans la fonction publique d'étudiants méritants et boursiers.

Déjà partenaires de longue date au service du territoire, de l'excellence académique et de l'excellence de la recherche, m2A et l'UHA entendent renforcer leur coopération au travers de la présente convention.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les axes et modalités de collaboration entre les parties devant permettre de répondre aux enjeux qu'elles ont conjointement identifiés pour accompagner la mission de la classe « Prépa Talents du service public ».

Article 2 - Axes de collaboration

Axe 1 : Faire mieux connaître m2A et la fonction publique territoriale par l'accueil de stagiaires issus de la classe « Prépa Talents »

M2A s'engagent à accueillir des élèves de la classe « Prépa Talents » comme stagiaires dans ses services afin de leur faire découvrir les métiers du service public local et de leur donner une expérience professionnelle significative, en adéquation avec leur projet professionnel et académique.

L'UHA s'engage à accomplir un travail d'identification des élèves susceptibles d'être concernés par un stage dans les services de m2A et de proposer un thème et une durée en adéquation avec le projet professionnel des élèves concernés.

Axe 2 : Accompagner les élèves de la classe « Prépa Talents » dans leur réussite des concours de la fonction publique

Pour accompagner les élèves dans leur objectif de réussite des concours de la fonction publique et dans l'esprit de promotion de l'égalité des chances, m2A s'engage à proposer des mentors pour conseiller les élèves dans leur préparation. Ces mentors seraient des cadres des services de m2A, agissant bénévolement, au profit des élèves et dans le cadre des actions de mentorat développées par l'UHA.

L'organisation d'oraux blancs pour les élèves admissibles à des concours de la fonction publique représente un second moyen pour renforcer la réussite des élèves. Se fondant sur la richesse et l'expertise de ses cadres, m2A pourrait organiser, sur la base du bénévolat, des jurys qui organiseraient des oraux blancs pour les élèves admissibles à des concours de la fonction publique.

Axe 3 : Diffuser et promouvoir la culture du service public local

Forte de ses actions menées en tant qu'intercommunalité, m2A organiseraient, conjointement avec l'équipe pédagogique et le corps professoral de la classe « Prépa Talents » des conférences sur l'organisation du service public local, le fonctionnement de ses instances et sur le pilotage, la mise en œuvre et les enjeux de ses principales politiques publiques. Ces conférences feraient intervenir, sur une base bénévole, les agents de m2A spécialistes de leur champ d'actions.

Ces conférences pourront s'accompagner de l'accueil d'élèves pour des journées immersion ou découverte des métiers et des actions de m2A.

Article 3 - Gouvernance, mise en œuvre et suivi du partenariat

Les parties désigneront chacune un correspondant. Ces correspondants assureront le pilotage, la mise en œuvre et le suivi des actions de la présence convention. Un bilan sera présenté annuellement, à chaque fin d'année universitaire.

Article 4 - Dispositions budgétaires et matérielles

Les parties s'engagent à mobiliser les ressources humaines et techniques nécessaires à la réussite de ce partenariat.

La présente convention ne comporte aucune disposition financière.

Article 5 - Communication

Les parties s'engagent à valoriser leur collaboration dans les supports de communication qui s'inscriraient dans ce cadre partenarial, en y apposant leurs logos respectifs ainsi que ceux de leurs partenaires.

De plus, elles feront systématiquement état du partenariat auprès des entreprises dans les publications et lors de manifestations publiques menées par la classe « Prépa Talents », notamment dans les salons et évènements professionnels et grand public auxquels elle participe.

Article 6 - Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prendra effet dès la signature par les deux parties et sera reconduite tacitement chaque année.

Article 7 - Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant à l'initiative de l'une ou l'autre partie, ou si une disposition législative ou règlementaire le nécessitait. Tout projet d'avenant devra être approuvé par les deux parties.

Article 8 - Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution des obligations contractuelles de l'une des parties et/ou de litige entre les parties. Dans ce cas, la présente convention prendra fin dans un délai minimum de trois mois à compter de l'envoi, par l'une des parties, d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 - Assurances

Chaque partie déclare être assurée, pour des montants suffisants, contre les risques relevant de sa responsabilité civile, professionnelle et contractuelle, dans le cadre de l'exécution de la présente convention et de programmes d'actions visés à l'article 2.

Article 10 - Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, une voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, le

Pour l'UHA Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération Le Président
Pierre-Alain MULLER	Fabian JORDAN

M. LE PRÉSIDENT : Nous continuons sur l'enseignement supérieur, une convention de partenariat, c'est Antoine VIOLA.

M. VIOLA : Oui merci Président. J'ai le plaisir de vous présenter un renouvellement de convention de partenariat entre m2A et l'UHA, cela concerne la classe Prépa Talents de l'UHA, c'est quelque chose que nous avons le plaisir d'avoir sur notre territoire. Je rappelle juste en quelques mots en quoi cela consiste. Les classes Prépa Talents de l'UHA pour but de favoriser l'égalité des chances dans les préparations de concours de la haute fonction publique. Donc ce sont des élèves mais également des demandeurs d'emploi qui sont admis sous des conditions de ressources, ils ont la chance de suivre cette formation diplômante et d'avoir une Bourse de 4 000 € qui leur est allouée, et aussi d'avoir également un soutien pour le logement, la restauration, et cetera. Mais c'est vrai qu'avoir une formation qui est financée, encadrée, et cetera, c'est une chose, mais il y a un autre problème, c'est également le fait de pouvoir avoir des stages, de pouvoir découvrir le monde de la fonction publique entre autres suite à ces formations. Il est proposé dans cette convention, entre les élèves de ces classes et m2A, de proposer des stages dans les services de m2A ainsi que les membres administratifs qui sont volontaires de pouvoir également être tuteurs et d'accompagner ces élèves, de devenir leur mentor si l'on veut, au cours de cette formation, de les encadrer, de leur faire découvrir ce que c'est que vraiment la formation, la culture du service public par le biais de conférences et de diffusion de cette information. Je voudrais juste souligner que cette convention est vraiment importante, je trouve que c'est vraiment un plus de pouvoir encadrer et de pouvoir accueillir ces jeunes qui n'ont pas forcément, on va dire, les pistons nécessaires pour pouvoir trouver des stages et pouvoir être accompagnés. Donc il est demandé de pouvoir donner la possibilité au Président de signer cette convention. Je rappelle que cela n'a aucune incidence financière, c'est une demande à coût zéro puisque c'est un encadrement et que les bourses et cetera ne sont pas dans le cadre de m2A mais dans le cadre de l'État. Voilà, merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Antoine. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 77 + 19 procurations.

La délibération est votée à l’unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

26° AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ALSACE (ADIRA) : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR 2025 (7.5.6/2640C)

Le développement économique constitue l'une des principales compétences et priorités de Mulhouse Alsace Agglomération.

Sa stratégie, élaborée dans le cadre de son Projet de territoire, a permis de dresser les grands enjeux actuels et à venir pour l’agglomération, au premier rang desquels se trouvent l’emploi et l’attractivité.

Elle s’est traduite par le lancement d’une véritable dynamique économique particulièrement dans les domaines de l’offre territoriale aux entreprises et de l’innovation technologique.

Pour poursuivre dans cette dynamique et relever de nouveaux défis, m2A a décidé de renforcer la task force économique au service de son territoire en développant et en approfondissant ses relations partenariales avec l’ensemble des organismes locaux et régionaux de développement, en tout premier lieu l’ADIRA.

La réforme des statuts de l’ADIRA, intervenue en 2023 en application de la Loi NOTRe, s’est traduite par une meilleure représentation de m2A au sein de ses instances de gouvernance avec 3 sièges au Conseil d’Administration au lieu de 2 précédemment. Par ailleurs sa présidence a été attribuée pour 2 ans au Vice-Président de m2A, M. Laurent RICHE.

Dans ce cadre partenarial renforcé, les prestations de l’ADIRA auprès de Mulhouse Alsace Agglomération sont attendues dans les domaines suivants :

1. veille économique et juridique,
2. études et diagnostics,
3. prospection, visites et réseaux d’entreprises,
4. aménagement économique du territoire,
5. animations économiques de sites,
6 démarches d’innovation,
7. promotion et évènements.

L’ADIRA s’implique aux côtés de m2A et de l’AFUT en participant à une démarche d’expertise relative à l’offre foncière aux entreprises dans le cadre de la Zéro Artificialisation Nette. Cette démarche permettra un renouvellement des approches d’accueil des entreprises de m2A au travers notamment d’une évolution des modalités de commercialisation et de gestion des zones d’activités.

Un accent sera particulièrement mis, en 2025, sur la constitution d’un réseau d’entreprises sur le territoire ainsi que de clubs d’entreprises sur des zones d’activité. Un travail sera également engagé relatif à la « Marque Employeur » promue par l’ADIRA.

L’ADIRA poursuivra, en 2025, son investissement dans la déclinaison de la stratégie d’innovation technologique de m2A en la diffusant auprès des entreprises et en contribuant à les y faire participer.

Un reporting trimestriel des avancées de l’ensemble des actions mises en œuvre sera effectué. Un bilan des actions et de leurs résultats sera établi à la fin de chaque année et un rapport d’activité remis.

Mulhouse Alsace Agglomération et l’ADIRA souhaitent développer leur partenariat au service du territoire au travers de la mise en œuvre de leur programme d’actions.

Il est proposé, dans cette perspective, un renouvellement pour 2025 de la subvention de 141 440 € attribuée en 2024 par m2A à l’ADIRA.

Le crédit nécessaire est prévu au Budget Primitif 2024 – Chapitre 65 – Fonction 61 - Article 65748 - Enveloppe 21359 « Subvention ADIRA » – Service gestionnaire et utilisateur : DEVECO.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve l'attribution au titre de l'année 2025 d'une subvention annuelle de 141 440 € à l'ADIRA,
- charge M. le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes pièces nécessaires.

PJ : (1)

- Une Convention

CONVENTION 2025
entre Mulhouse Alsace Agglomération
et l'Agence de Développement d'Alsace (ADIRA)

Mulhouse Alsace Agglomération, sise 9 avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM, représentée par son président Fabian JORDAN agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Agglomération du 24 Mars 2025, ci-après désignée "m2A",

d'une part,

et

L'Agence de Développement d'Alsace, 68 rue Jean Monnet à 68200 MULHOUSE, représentée par son Président, Laurent RICHE, ci-après désignée « L'ADIRA »,

d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le développement économique constitue l'une des principales compétences et priorités de m2A.

Sa stratégie élaborée dans le cadre de son Projet de territoire a permis de dresser les grands enjeux actuels et à venir pour l'agglomération au premier rang desquels se trouvent l'emploi et l'attractivité.

Elle s'est traduite par le lancement d'une véritable dynamique économique particulièrement dans les domaines de l'offre territoriale aux entreprises et de l'innovation technologique.

Pour poursuivre dans cette dynamique et relever de nouveaux défis, Mulhouse Alsace Agglomération souhaite renforcer la task force économique au service de son territoire en développant et en approfondissant ses relations partenariales avec l'ensemble des organismes locaux et régionaux de développement. En tout premier lieu l'ADIRA.

De son côté l'ADIRA souhaite développer ses compétences et ses services au plus près des territoires et de leurs entreprises.
Constatant que leurs objectifs sont convergents et leurs activités complémentaires, Mulhouse Alsace Agglomération et l'ADIRA décident de développer leur partenariat au service du développement économique du territoire et de mettre en œuvre un programme d'actions commun.

La présente convention, destinée à préciser les modalités de la collaboration entre m2A et l'ADIRA, est conclue en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

Article 1 - Objet de la convention

Dans ce cadre de travail renforcé, les prestations de l'ADIRA auprès de Mulhouse Alsace Agglomération sont attendues dans les domaines suivants :

1. veille économique et juridique,
2. études et diagnostics,
3. prospection et visites d'entreprises,
4. aménagement économique du territoire,
5. animations économiques de sites, réseau d'entreprises
6. démarches d'innovation,
7. promotion et évènements.

En 2025, sera particulièrement mis l'accent sur les démarches opérationnelles suivantes :

- Participation en expertise et animation à une démarche relative à l'offre foncière économique dans le contexte de la ZAN et dans le cadre de l'élaboration du PLUI. Cette démarche devant permettre un renouvellement des approches d'accueil des entreprises de m2A au travers notamment d'une évolution de ses modalités de commercialisation et de gestion des zones d'activités.

- Implication dans la déclinaison de la stratégie d'innovation de m2A au travers de sa diffusion auprès des entreprises notamment sur les thèmes de la décarbonation et de l'industrie du futur (cybersécurité, …)

- Appui au déploiement du programme « Quest for Industrie » sur le territoire de m2A qui s'adresse aux Grands groupes, ETI et PME à potentiel suivis par l'ADIRA pour développer des projets notamment par la création de start-up.

- Appui à la constitution d'une cartographie et feuille de route « Santé-Sciences de la vie » sur le territoire de m2A menée par France Biovalley pour faciliter la mobilisation des entreprises suivies par l'ADIRA (Cellprothera, FH ortho, …).

- Implication dans la constitution et l'animation d'un réseau d'entreprises, de clubs d'entreprises et dans les démarches collectives du Territoire d'Industrie Sud Alsace.

- Mise en œuvre d'un travail en commun relatif à la « Marque Employeur ».

Article 2 - Conditions financières

Pour permettre à l'ADIRA de remplir les missions prévues dans le cadre de cette feuille de route, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme de 141 440 € en 2025.

En complément de ces points, m2A demande à l'ADIRA de mettre en œuvre les moyens humains supplémentaires nécessaires pour réaliser ces attendus.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, l'ADIRA sera soumise au contrôle de m2A : elle lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 – Suivi - Evaluation

Des réunions régulières seront organisées avec la collectivité afin de suivre les actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention. Ces réunions auront lieu au moins une fois par trimestre.

Un bilan des actions menées et de leurs résultats sera établi avant le 15 décembre 2025 et un rapport d'activité sera remis et servira de base à l'évaluation de fin d'année.

Article 4 - Durée

La présente convention est conclue et acceptée pour l'année 2025.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Fait à Mulhouse, le

En deux exemplaires originaux

Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Conseillère Communautaire	Pour l'Agence de Développement d'Alsace Le Président
Anne-Catherine LUTOLF CAMORALI	Laurent RICHE

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons au développement économique et la subvention pour l'ADIRA. C'est Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI.

MME LUTOLF-CAMORALI : Merci Monsieur le Président. Effectivement, il s'agit de la délibération sur l'ADIRA. Le développement économique constitue une des principales compétences et priorités de Mulhouse Alsace Agglomération, et dans le cadre de son projet de territoire m2A souhaite renforcer la task force au service du développement économique en mobilisant davantage les moyens opérationnels de ses partenaires, et en premier lieu avec l'ADIRA. On a eu la réforme des statuts de l'ADIRA en 2023 et donc maintenant nous avons 3 sièges au Conseil d'administration au lieu de 2 précédemment, et par ailleurs la présidence a été attribuée pour deux ans à Monsieur Laurent RICHE, Vice-Président de m2A. L'ADIRA intervient au niveau de différentes prestations comme la veille économique et juridique, des études et diagnostics, la prospection, les visites et réseaux d'entreprises, l'aménagement économique du territoire, des animations diverses économiques au niveau des différents sites, des démarches d'innovation, la promotion et des évènements. Au titre de l'année 2024, l'ADIRA s'est fortement impliquée aux côtés de m2A et de l'AFUT en participant à une démarche d'expertise relative à l'offre foncière aux entreprises dans le cadre du dispositif de Zéro Artificialisation Nette. Ce travail a permis le renouvellement des approches de m2A dans la recherche et l'accueil des entreprises. L'ADIRA s'implique également dans la déclinaison de la stratégie d'innovation de m2A au travers de sa diffusion auprès des entreprises, notamment sur les thèmes de la décarbonation et de l'industrie du futur, mais également au titre de l'année 2025, l'ADIRA mettra l'accent sur la constitution de réseaux d'entreprises et de clubs d'entreprises. Ce sont des démarches collectives du territoire industrie Sud Alsace et le travail en commun sera également engagé avec la marque employeur promue par l'ADIRA. On a également d'autres programmes qui sont prévus, dont tout ce qui est déploiement de Quest For Industries sur le territoire qui s'adresse essentiellement à des grands groupes, des PME et des ETI. On a également la constitution d'une cartographie et d'une feuille de route santé/sciences de la vie qui est menée par France BioValley pour faciliter la mobilisation des entreprises. On a vraiment un champ qui est très large au niveau de l'ADIRA, il est donc proposé, dans la perspective de ce programme d'actions, un renouvellement pour 2025 de la subvention de 141 440 € somme qui a déjà été attribué en 2024 par m2A à l'ADIRA.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Anne-Catherine. Y a-t-il des questions ? Je ne prendrai naturellement pas part au vote, ainsi que Laurent RICHE et Thierry BELLONI. Pour les autres : quelqu'un est contre ? Quelqu'un s'abstient ?

Pour : 74 + 18 procurations (PV).
Ne prennent pas part au vote (3) : Thierry BELLONI, Fabian JORDAN et Laurent RICHE.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

27° ASSOCIATION DU TECHNOPOLE MULHOUSE : SUBVENTION ANNUELLE POUR 2025 (7.5.6/2642C)

Le TECHNOPOLE de Mulhouse a pour vocation de promouvoir l'innovation auprès des entreprises ainsi que le développement des filières innovantes du territoire. Il participe ainsi aux réseaux des acteurs de l'innovation régionaux, nationaux et transfrontaliers. Il assure l'interface entre les acteurs régionaux de l'innovation et les entreprises, et développe des actions d'animation et de promotion.

Il lui est particulièrement confié les missions :

- d'accompagnement à la création d'entreprises via des actions de sensibilisation, d'animation et à l'entrepreneuriat (étudiant, d'Ailes à elles, offre de location du 34, Startup week-end, etc.) ;

- de renforcement de la stratégie d'animation de proximité (clubs d'entreprises, économie circulaire) sur les sites d'activités du quartier d'affaires gare, du Parc des Collines, de la Mer Rouge et du secteur Fonderie ;

- de développement d'actions de partenariats économiques transfrontaliers dans le cadre du projet Interreg « Business Win ».

Pour mener à bien ces missions, il est proposé d'allouer à l'Association du Technopole de la région mulhousienne une subvention de 130 000 € au titre de l'année 2025 (187 000 € en 2024).

Les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 – Chapitre 65 – Fonction 61 - Article 65748 - Enveloppe 1422 – Service gestionnaire et utilisateur : 521.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve le versement d'une subvention de 130 000 € à l'Association du TECHNOPOLE Mulhouse,
- charge M. le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes pièces nécessaires.

PJ : (1)
- une convention

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION ANNUELLE

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par sa conseillère communautaire déléguée Madame Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI, sise 9 avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 Mars 2025, ci-après dénommée "m2A",

d'une part

et

L'Association du TECHNOPOLE Mulhouse, représentée par son Président M. Laurent RICHE, sise au 40 rue Marc Seguin 68200 MULHOUSE, ci-après dénommée « TECHNOPOLE Mulhouse »,

d'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le TECHNOPOLE de Mulhouse a pour vocation de promouvoir l'innovation auprès des entreprises ainsi que le développement des filières innovantes du territoire. Il participe ainsi aux réseaux des acteurs de l'innovation régionaux, nationaux et transfrontaliers. Il assure l'interface entre les acteurs régionaux de l'innovation et les entreprises, et développe des actions d'animation et de promotion.

La présente convention, destinée à préciser les modalités de la collaboration entre m2A et le TECHNOPOLE Mulhouse, est conclue en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

Article 1 - Objet de la convention

Le TECHNOPOLE Mulhouse est mandaté par m2A, en conformité avec le cahier des charges RETIS, le réseau français de l'innovation, pour mener à bien les missions suivantes :

- accompagnement à la création d'entreprises via des actions de sensibilisation, d'animation et à l'accompagnement de l'entrepreneuriat (étudiant, d'Ailes à elles, offre de location du 34, Startup Weekend…),

- renforcement de la stratégie d'animation de proximité (clubs d'entreprises, économie circulaire) sur les sites d'activités du quartier d'affaires gare, du Parc des Collines, de la Mer Rouge et La Fonderie,

- développement d'actions de partenariats économiques transfrontaliers sur le volet économique dans la cadre du projet Interreg « Business Win » et ce en lien avec les partenaires du projet.

1° Accompagner la création d'entreprises

Le TECHNOPOLE Mulhouse entend mobiliser ses compétences dans le domaine de l'entrepreneuriat étudiant et en matière d'innovation. Il sera également en charge de participer voir de porter des projets visant à accélérer la création d'entreprises à l'image des accélérateurs.

- ❖ Le TECHNOPOLE Mulhouse mobilisera ses compétences en matière d'entrepreneuriat.

Le TECHNOPOLE Mulhouse travaille d'ores et déjà en partenariat avec des acteurs de l'écosystème local (la ligne numérique, SEMIA, UHA, CCI, ETENA, GRAND EST DEVELOPPEMENT en vue de faire émerger des projets de création d'entreprises innovantes. Cela se traduit par :

- l'accueil de services d'accompagnement à l'entrepreneuriat ou de formation à dimension entrepreneuriale (UHA 4.0),
- l'organisation d'évènements : startup weekend Mulhouse,
- le développement du programme d'accompagnement d'Ailes à elles en faveur de l'entrepreneuriat au féminin.

Des partenariats stratégiques avec d'autres territoires seront à développer.

Le TECHNOPOLE Mulhouse dispose également, dans le cadre de sa mission, de deux espaces adaptés pour accueillir des créateurs :

- ❖ Le TECHNOPOLE Mulhouse anime « Le 34 », espace de co-working.

Il s'agit d'une part, de faciliter l'émergence de projets collaboratifs en favorisant les nouvelles formes de travail (travail collaboratif, télétravail, dématérialisation des échanges) et en accueillant un public élargi : membres des pôles de compétences et de compétitivité, créateurs d'entreprises, cadres en reconversion, entreprises, consultants, professionnels nomades salariés.

Le TECHNOPOLE Mulhouse sera chargé :

- d'animer cet espace afin de favoriser les échanges,
- de faciliter l'accueil et le développement des projets portés par les entreprises et les pôles (accueil de leurs permanents et de leurs évènementiels…),
- de développer et adapter, en fonction de l'évolution des besoins des entreprises, des formules attractives en matière de travail collaboratif et de télétravail,
- d'accueillir des formations.

❖ Le TECHNOPOLE Mulhouse développe une offre d'hébergement à la carte.

Le TECHNOPOLE Mulhouse a entrepris de renouveler son offre d'hébergement de type pépinière pour l'adapter aux demandes des entreprises et pour accueillir les projets d'implantation d'entreprises étrangères. Cette offre propose des prestations à la carte et flexibles : services communs, bureaux équipés…

Le TECHNOPOLE Mulhouse est chargé :

- d'accueillir des créateurs d'entreprises, des projets d'implantation d'entreprises,
- d'animer la pépinière,
- de diriger les entreprises, ayant des besoins d'accompagnement spécifiques (juridiques, financiers, administratifs, économiques…) vers les partenaires locaux,
- de prospecter pour promouvoir la pépinière.

2° Renforcer la stratégie d'animation de proximité

Afin de contribuer au développement des entreprises des parcs Mer Rouge et Collines, le TECHNOPOLE Mulhouse, en partenariat avec les acteurs locaux, mettra en œuvre toute action afin de favoriser les échanges entre elles et susciter le développement de nouveaux projets, comme la création de clubs d'entreprises, évènements ou conférences type « la Tribune » (en lien avec l'ADIRA).

Il est demandé au TECHNOPOLE de développer cette animation sur l'espace Gare TGV, Fonderie, Parc des Collines et Mer rouge.

De manière spécifique, m2A et le TECHNOPOLE souhaitent pouvoir contribuer à sensibiliser les entreprises aux usages de l'IA et de la cybersécurité en lien avec la stratégie numérique de m2A dans les domaines de l'intelligence artificielle et la cybersécurité

Le TECHNOPOLE soutiendra m2A dans des actions de sensibilisation, d'animations collectives et de diffusion de nouveaux services dans ces domaines pour les acteurs privés et publics.

Des comptes rendus réguliers seront réalisés avec m2A pour accompagner les entreprises.

3° Développer des actions de partenariats économiques transfrontaliers

Dans le cadre de son action d'animation économique, le TECHNOPOLE est partenaire d'un projet Interreg dénommé Business Twin qui vise à développer et animer un réseau transfrontalier de binômes entreprises dans le Rhin supérieur en lien avec les partenaires dont la MEF68 qui porte un axe transfrontalier en son sein et une convention avec les allemands et m2A.

Il permettra d'offrir aux entreprises de tailles et de spécialités différentes de la région trinationale la possibilité de créer entre elles des partenariats d'affaires mais également de créer une communauté économique au travers d'évènements transfrontaliers.

Le TECHNOPOLE mobilisera ce projet pour chercher à accueillir des évènements économiques en synergie avec les salons existants tels que BE 5.0 et Eurosupplychain.

Article 2 - Conditions financières

Pour permettre au TECHNOPOLE Mulhouse de remplir les missions prévues par cette convention, m2A s'engage à la subventionner à concurrence d'une somme qui fera, chaque année, l'objet d'une concertation.

Au titre de l'année 2025, la subvention accordée s'élève à 130 000 €. Elle sera versée pour moitié à la signature et pour le solde en septembre.

Un point sera fait dans le courant du 4e trimestre pour évaluer le montant de la participation financière de m2A au titre de l'année suivante.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.

Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001, TECHNOPOLE Mulhouse sera soumise au contrôle de m2A : TECHNOPOLE Mulhouse lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

Article 3 – Suivi - Evaluation

3.1 Utilisation du concours financier versé par Mulhouse Alsace Agglomération

Le TECHNOPOLE Mulhouse s'engage à affecter l'intégralité de la subvention générale de fonctionnement accordée par MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION à la seule réalisation des actions d'intérêt général qu'elle mènera dans le cadre de son objet social.

La subvention accordée par MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION pour le financement de ces actions ne pourra pas être reversé à d'autres organismes.

Faute pour le TECHNOPOLE Mulhouse de respecter strictement cette obligation, cette dernière devra restituer intégralement le montant de la subvention indûment utilisée et ce compris la quote-part déjà consommée à la date de la demande de restitution par Mulhouse Alsace Agglomération.

La part non utilisée de la subvention octroyée par MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION pour le financement des actions à la date d'expiration de la présente convention devra lui être reversée par le TECHNOPOLE Mulhouse

La décision de reversement sera notifiée par MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION au TECHNOPOLE Mulhouse après examen des comptes rendus qui lui auront été communiqués.

3.2 Comptes rendus

Des réunions régulières seront organisées avec la collectivité afin de suivre les actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention. Ces réunions auront lieu au moins une fois par trimestre.

Avant le 15 décembre 2025, le TECHNOPOLE Mulhouse établira un compte rendu annuel de ses activités qui fera l'objet d'une concertation avec m2A et servira de base à l'évaluation de fin d'année.

3.2.1 Compte rendu financier

Le TECHNOPOLE Mulhouse établira un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier sera transmis à MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Afin de permettre à MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION d'exercer son contrôle sur l'utilisation des concours financiers versés, le TECHNOPOLE Mulhouse sera tenu de respecter les obligations comptables des entreprises privées et d'établir chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe, dûment certifiés par son commissaire aux comptes.

Les documents comptables devront faire apparaître clairement les activités réalisées par le TECHNOPOLE Mulhouse en vue de la réalisation des missions d'intérêt général liées à la promotion économique du territoire, objet des présentes.

Le bilan et compte de résultats devront être communiqués à MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale du TECHNOPOLE Mulhouse.

Le cas échéant, informer la collectivité du nom du Commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation.

3.2.2 Compte rendu d'activités

Il devra préciser l'état de réalisation d'actions réalisées au cours de l'exercice pour répondre aux objectifs de Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 4 - Durée

La présente convention est conclue et acceptée pour l'année 2025.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Article 5 - Communication – Publicité – Promotion du territoire

Le TECHNOPOLE Mulhouse mentionnera sur ses supports de communication le soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

Plus globalement, le TECHNOPOLE Mulhouse s'engage à communiquer et faire connaître auprès de ses partenaires le territoire et mentionner le soutien de Mulhouse Alsace Agglomération.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION pourra elle-même communiquer sur les actions et projets portés par le TECHNOPOLE Mulhouse dans le cadre de sa communication.

Article 6 - Contrôles de Mulhouse Alsace Agglomération

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par Mulhouse Alsace Agglomération. Le TECHNOPOLE Mulhouse s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention.

Les modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention se feront conformément au règlement financier de MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

Ainsi MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Article 7 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le TECHNOPOLE Mulhouse sans l'accord écrit de Mulhouse Alsace Agglomération, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le TECHNOPOLE Mulhouse et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 3.2.1 entraîne la suppression de la subvention. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION informe le TECHNOPOLE Mulhouse de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par le TECHNOPOLE Mulhouse dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par Mulhouse Alsace Agglomération.

Article 8 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect du TECHNOPOLE Mulhouse de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans les deux mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION par lettre recommandée avec accusé de réception, le TECHNOPOLE Mulhouse n'aura pas pris les mesures appropriées. MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention, et sans mise en demeure préalable, en cas de faute lourde commise parle TECHNOPOLE de Mulhouse

La présente convention sera résiliée également de plein droit en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le TECHNOPOLE Mulhouse d'achever sa mission.

Article 9 - Litiges

Tous les litiges relatifs à l'exécution des présentes seront de la compétence du Tribunal administratif de Strasbourg.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION et le TECHNOPOLE Mulhouse s’engagent à tout mettre en œuvre afin de permettre la réalisation des missions d’intérêt général et actions spécifiques, objets de la présente, et à se concerter régulièrement.

Fait à Mulhouse, le

En deux exemplaires originaux

Pour MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION La Conseillère communautaire déléguée	Pour l'Association du TECHNOPOLE Mulhouse Le Président Laurent RICHE

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons au Technopôle, toujours Anne-Catherine.

MME LUTOLF-CAMORALI : Le Technopôle de Mulhouse a pour vocation, dans le cadre de ses missions, de promouvoir l'entrepreneuriat et soutenir m2A dans l'animation économique de ces filières. C'est à ce titre que le Technopôle soutient la création d'entreprises technologiques en mettant à disposition des créateurs un environnement stimulant et facilitateur au travers de sa pépinière et de son espace de coworking, le 34. Afin de mener à bien ses missions, il est proposé d'allouer à l'association une subvention de 130 000 € au titre de l'année 2025, somme qui est en baisse par rapport à 2024, où on était à 187 000 €, les crédits sont inscrits au budget primitif 2025.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 72 + 20 procurations.
Ne prennent pas part au vote (4) : Rachel BAECHTEL, Anne-Catherine LUTOLF-CAMORALI, Laurent RICHE et Antoine VIOLA.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup.

28° SAEML PARC DES EXPOSITIONS : SUBVENTION POUR L'ORGANISATION DU SALON DE L'ORIENTATION ET DE L'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE (SOREP) (7.4/2641C)

Le Salon de l'ORientation et de l'Evolution Professionnelle est l'un des grands salons de l'orientation et réorientation professionnelle en Alsace. Il s'appuie sur la présence de nombreux professionnels présentant la réalité de leurs métiers et facilitant l'accompagnement professionnel.

Ce Salon prend la suite de la « Journée des carrières et des formations » né il y a plus de 50 ans pour s'adapter aux besoins exprimés par les visiteurs et de nombreux partenaires.

Il réunit chaque année plus de 10 000 personnes, 300 professionnels de tous secteurs d'activité qui témoignent de leurs métiers et plus de 200 établissements (écoles, universités et organismes de formation publics et privés) qui proposent des cursus post-bac.

Le SOREP 2025, qui s'est déroulé le 18 Janvier dernier, a réuni 16 500 (+ 27 % par rapport à 2024) témoignant de la place importante de cet évènement dans le Territoire alsacien mais également plus largement du grand Est.

Pour s'adapter aux enjeux d'insertion et de reconversion professionnelle, le SOREP accueille depuis 2012 un espace dédié réunissant les organismes de conseils et de formations pour accompagner les adultes dans leur insertion ou reconversion professionnelle.

Chaque année, ce Salon évolue en proposant des nouveaux espaces et des conférences pour tenir compte des besoins du Territoire et les évolutions régulières du système de formation et d'orientation : Parcours SUP, Espace entreprises pour favoriser l'apprentissage et l'alternance, mise en avant de nouvelles formations (UHA 4.0…), métiers en tension, développement de formations tri ou binationales.

La nouveauté majeure de cette édition 2025 est le nouvel espace Emploi et Recrutement voulu par m2A et porté par le Parc des Expositions en faveur des demandeurs d'emploi, conçu pour rapprocher les entreprises et les talents de notre territoire. Cet espace vient répondre aux besoins croissants de mise en relation directe entre les recruteurs et les demandeurs d'emploi.

Pour cette première édition, 63 entreprises issues de divers secteurs d'activité, tels que le secteur bancaire, le textile, l'industrie ou encore le secteur hospitalier étaient présentes. Ces entreprises sont à la recherche de talents variés et ciblent tous les publics, les jeunes diplômés, les demandeurs d'emplois et les adultes en reconversion.

Cet espace s'est tenu dans le tout nouveau hall du Parc des Expositions, qui a permis d'accueillir les exposants et les visiteurs dans des conditions optimales.

Ce temps fort de l'orientation s'est bâti dans une démarche de co-construction partenariale organisée par m2A, avec l'ensemble des partenaires mobilisés : Sémaphore Mulhouse Sud Alsace, l'Université de Haute-Alsace (UHA), l'Académie de Strasbourg de l'Education nationale, la Région Grand Est, l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie Alsace (UIMM), France Chimie Grand Est, la Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse 68 (MEF 68), France Travail, la Ville de Mulhouse, les Clubs du Sud-Alsace du Rotary International et le Parc des Expositions de Mulhouse.

Au regard de sa mission de service public pour le Territoire, le développement du SOREP a été confié au Parc des Expositions de Mulhouse dans le cadre du contrat de délégation de service public.

Le Parc des Expositions s'appuie particulièrement sur :

- Sémaphore pour organiser l'animation partenariale, la mobilisation des professionnels et l'organisation de l'espace jeunes et adultes,
- La MEF 68 pour organiser l'espace adultes et l'espace entreprises
- L'UHA pour la mobilisation des universités du Grand Est,
- Le Rectorat pour la mobilisation des professeurs, CIO et des lycéens
- Le Rotary Club, créateur des Journées des Carrières et soutient au développement du mécénat.
- France Travail pour la mobilisation des demandeurs d'emploi.

Cet évènement contribue :

- à favoriser la découverte des métiers par des échanges, des ateliers pédagogiques avec des professionnels bénévoles pour une orientation réussie,
- à mettre en avant les métiers en tensions et les formations associées,

- à mettre en avant des formations innovantes : apprentissage par le faire, formations tri-nationales…
- à développer le lien entre entreprises, apprenants et demandeurs d'emploi.

Il participe également à la visibilité de l'engagement de l'agglomération aux côtés de la Région Grand Est et de l'Etat pour la gestion territorialisée des Ressources Humaines.

Mulhouse Alsace Agglomération, en tant que maitre d'ouvrage de ce Salon, soutient fortement cette manifestation et assure le pilotage du comité de projet, la communication et le développement aux côté du Parc des Expositions de Mulhouse.

Le budget global du SOREP 2025 est de 359 659 € dont :

- Participation UHA : 4 167 €,
- Participation Sémaphore : 9 885 €,
- Vente surfaces et prestations aux exposants : 244 213 €,

Au regard de la mission de service public de ce Salon et des besoins croissants, il est proposé d'attribuer 70 000 € (65 000 € en 2024) à la SAEML Parc des Expositions pour la réalisation de cette édition 2025.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2025
Chapitre 65 – Compte 65748 – Fonction 61 - Enveloppe 29830 « Sub SOREP ».

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve le versement, en 2025, d'une subvention de 70 000 € à la SAEML Parc Expo,
- autorise le Président ou son représentant d'établir et de signer toutes pièces nécessaires.

PJ : (1)

- Une convention

**CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION
A MULHOUSE EXPO SAEML**

Entre

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération, 9 avenue Konrad Adenauer à 68390 SAUSHEIM, représentée par sa Vice-Présidente Rachel BAECHTEL, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'agglomération du 24 Mars 2025 ci-après désignée "m2A",

d'une part

Et

MULHOUSE EXPO SAEML, société anonyme d'économie mixte dont le siège social est au 120 rue Lefebvre à 68100 MULHOUSE, représentée par son Président Marc BUCHERT, ci-après désignée "Le Parc Expo",

d'autre part

Il est exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Mulhouse Alsace Agglomération a fait du développement des compétences une priorité pour accompagner les besoins de son Territoire en termes d'emplois et accompagner les évolutions métiers.

C'est dans cet esprit que Mulhouse Alsace Agglomération soutient l'organisation du Salon de l'ORientation et de l'Evolution Professionnelle (SOREP), anciennement dénommé Journées des Carrières et des formations.

Il réunit chaque année plus de 13 000 personnes, 300 professionnels de tous secteurs d'activité qui témoignent de leurs métiers et plus de 200 établissements (écoles, universités et organismes de formation publics et privés) qui proposent des cursus post-bac.

Chaque année, ce Salon évolue en proposant des nouveaux espaces et des conférences pour tenir compte des besoins du Territoire et les évolutions régulières du système de formation et d'orientation : Parcours SUP, Espace entreprises pour favoriser l'apprentissage et l'alternance, mise en avant de nouvelles formations (UHA 4.0…), métiers en tension, espaces de découverte ludique (Technistub), développement de formations tri ou binationales.

Ce temps fort de l'orientation s'est bâti dans une démarche de co-construction partenariale organisée par m2A, avec l'ensemble des partenaires mobilisés : Sémaphore Mulhouse Sud Alsace, l'Université de Haute-Alsace (UHA), l'Académie de Strasbourg de l'Education nationale, la Région Grand Est, l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie Alsace (UIMM), France Chimie Grand Est, la Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse Sud Alsace (MEF), la Ville de Mulhouse, les Clubs du Sud-Alsace du Rotary International et le Parc des Expositions de Mulhouse.

Ce salon contribue :
- à favoriser la découverte des métiers par des échanges, des ateliers pédagogiques avec des professionnels bénévoles pour une orientation réussie,
- à mettre en avant les métiers en tensions et les formations associées,
- à mettre en avant des formations innovantes : apprentissage par le faire, formations tri-nationales…
- à développer le lien entre entreprises, apprenants et demandeurs d'emploi.

Au regard de sa mission de service public pour le Territoire, le développement du SOREP a été confié au Parc des Expositions de Mulhouse dans le cadre du contrat de délégation de service public.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de soutien de m2A au SOREP délégué.

Article 2 – Engagement de m2A

m2A s'engage à soutenir financièrement le SOREP qui s'est déroulé le 18 Janvier 2025 à Mulhouse au travers d'une subvention de 70 000 TTC.

Le budget global du Salon est de 359 659 €.

Cette subvention est affectée pour la totalité à soutenir l'organisation du Salon.

Article 3 – Gouvernance et modalités de travail

m2A prend part aux instances de pilotage du SOREP aux côtés du Parc Expo conformément au contrat de délégation de service public.

Elle est en tant que financeur membre de droit de ce COPIL dont les missions consistent, en particulier à :

- définir la stratégie du Salon et son plan de développement,
- de définir les grands éléments de contenus et sujets majeurs,
- construire les partenariats de chaque édition sur le plan politique et économique,
- suivre la commercialisation,
- développer la communication,
- coordonner la mobilisation des partenaires et leurs contributions.

Article 4 - Modalités de versement

La totalité de la subvention est versée à l'issue du Salon. Un bilan déterminera également le niveau de soutien N+1 de m2A.

Article 5 - Reddition des comptes, présentation des documents financiers

Le Parc Expo s'engage à :

- tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des établissements privés et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les établissements privés subventionnés par des fonds publics,

- aviser m2A de toute modification concernant ses statuts, ses coordonnées (postales, bancaires …),

- transmettre à m2A, dans le délai de 6 mois suivant le versement du solde de la subvention, un compte-rendu financier de l'utilisation de la subvention versée,

- transmettre à m2A le rapport d'activité relatif à la dépense subventionnable.

Les modalités de versement et le contrôle de la subvention se feront conformément au règlement financier de m2A et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi m2A se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, m2A pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

Article 6 - Transmission d'informations, participation aux réunions de m2A, organisation de visites

Le Parc Expo s'engage, en contrepartie de la subvention accordée par m2A :

- à transmettre toutes les informations concernant l'évolution des missions et projets tant sur le fonds que sur le pilotage,
- à participer aux réunions organisées par m2A.

Article 7 – Communication – Publicité – Promotion du territoire

Le Parc Expo mentionnera sur ses supports de communication le soutien de m2A.

Plus globalement, le Parc Expo s'engage à communiquer et faire connaître auprès de ses partenaires le territoire et mentionner le rôle de m2A.

m2A pourra elle-même communiquer sur le SOREP dans le cadre de sa communication.

Article 8 - Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle est conclue au titre de l'exercice 2025.

Article 9 - Résiliation de la convention

m2A se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect du Parc Expo de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, le Parc Expo n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour le Parc Expo d'achever sa mission.

Article 10 - Remboursement de la subvention

Dans les cas visés aux articles 6, 7 et 8, m2A pourra suspendre le versement de la subvention, voire l'annuler et demander le remboursement des acomptes déjà versés. Il en est de même en cas de non réalisation de l'ensemble de l'opération pour laquelle la participation a été obtenue.

Article 11 - Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence des tribunaux du ressort de m2A.

Fait à Mulhouse, le

En deux exemplaires originaux

Pour Mulhouse Expo SAEML Le Président	Pour Mulhouse Alsace Agglomération La Vice-Présidente
Marc BUCHERT	Rachel BAECHTEL

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons à une subvention pour l'organisation du Salon de l'ORientation et de l'Évolution Professionnelle, ce qu'on appelle le SOREP, un bel événement sur notre territoire. C'est Christophe qui présente.

M. TORANELLI : Oui, merci Monsieur le Président. Mulhouse Alsace Agglomération a fait du développement des compétences une priorité pour accompagner les besoins de son territoire en termes d'emploi et accompagner les évolutions métier. C'est dans cet esprit que Mulhouse Alsace agglomération soutient l'organisation du Salon de l'ORientation et de l'Évolution Professionnelle, anciennement vous savez cela s'appelait les Journées des Carrières. m2A, en tant que maître d'ouvrage de ce salon, soutient fortement cette manifestation et assure le pilotage du comité de projet, mais aussi la communication et son développement aux côtés du Parc des Expositions de Mulhouse. Vous savez que chaque année, il y a environ 10 000 personnes qui sont fréquentent le parc, avec 300 professionnels de tous secteurs d'activité qui témoignent de leur métier et plus de 200 établissements scolaires (écoles, universités et organismes de formations publics et privés qui proposent des cursus post-bac). Alors je me réjouis de vous dire que le SOREP du 18 janvier 2025 a réuni 16 500 visiteurs, c'est à dire une augmentation de 27%, témoignant de la place importante de cet événement au sein du territoire alsacien, mais également plus largement du Grand Est. Ce salon contribue à favoriser la découverte des métiers par des échanges, des ateliers pédagogiques avec des professionnels bénévoles pour une orientation réussie ; à mettre en avant les métiers en tension et les formations qui y sont associées ; à mettre en avant les formations innovantes (apprentissage par le faire, formations tri-nationales) ; à développer le lien entre entreprises et apprenants. La grande nouveauté de l'édition 2025, c'était un espace Emploi et Recrutement voulu notamment par m2A. On a fait le tour, avec Fabian, de toutes les entreprises présentes sur le salon, et on a vu que toutes ces entreprises avaient des portfolios remplis de CV prouvant de la réussite de cette manifestation. L'objectif, c'était aussi de rapprocher les entreprises des jeunes ou des personnes en reconversion présentes sur ce salon, pour que les entreprises puissent exposer les métiers, les nouveaux métiers, les métiers en tension à ces jeunes et de démarrer de réels deals entre ces entreprises et ces jeunes ; leur dire « *voilà, pour faire tel et tel métier, il faut aller voir tel et tel centre de formation, et quand vous aurez ces formations, quand vous serez formé, vous reviendrez me voir* ». Les jeunes ont été voir les centres de formation, sont retournés voir les entreprises pour leur poser la question « *pour faire ma formation, j'ai besoin d'effectuer des périodes en entreprise : est-ce que vous seriez prêt à me prendre en stage pendant ma formation ?* ». Il y a là un vrai deal qui s'installe entre les entreprises et les jeunes, c'est une vraie réussite et je m'en réjouis. Donc au regard de l'ambition de service public de cette journée, il est proposé d'attribuer une subvention légèrement à la hausse cette fois-ci, donc 70 000 € au lieu des 65 000 € de 2024, mais vous voyez qu'il y a un gros travail supplémentaire par rapport à ce salon de l'emploi qui s'est déroulé dans la nouvelle halle du Parc des Expositions. Voilà Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christophe, merci de ton implication sur ce salon. Y'a-t-il des questions ? Pas de questions. Des votes contres ? Des abstentions ?

Pour : 64 + 20 procurations.
Ne prennent pas part au vote (11) : Thierry BELLONI, Maryvonne BUCHERT, Christine DHALLENNE, Antoine HOME, Michèle LUTZ, Roland ONIMUS, Paul QUIN,

Laurent RICHE, Jean-Luc SCHILDKNECHT, Christophe TORANELLI et Antoine VIOLA.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

29° AGENCE DE LA FABRIQUE URBAINE ET TERRITORIALE (AFUT SUD-ALSACE) : PROGRAMME PARTENARIAL 2025 (7.5.6/2689C)

L'aménagement durable et équilibré de son territoire constitue un des objectifs majeurs de Mulhouse Alsace Agglomération. A ce titre, Mulhouse Alsace Agglomération est, avec l'Etat et la Région Grand Est, un des principaux partenaires de l'AFUT Sud-Alsace (Agence de la Fabrique Urbaine et Territoriale) et très largement le premier financeur de l'agence même si le nombre de financeurs de cette dernière s'est récemment largement élargi à l'ensemble de notre bassin de vie.

Celle-ci remplit quatre types de fonctions :
- la réalisation d'études thématiques en amont, notamment dans les domaines de l'aménagement, de l'environnement, de l'habitat, des mobilités et du développement économique ;
- la production de documents de planification en matière d'habitat et d'urbanisme ;
- le suivi de politiques publiques et l'appui technique aux collectivités membres ;
- le fonctionnement d'un centre de ressources documentaires.

Ces missions se structurent en quatre axes :
- Planification et programmation ;
- Prospective et innovation ;
- Production de connaissances et partage des observations ;
- Animation et partenariat.

6 thématiques d'intervention sont couvertes par les travaux de l'agence en sus de travaux plus transversaux ou dits « multiples » :
1. économie – coopération ;
2. environnement-paysage ;
3. mobilités – énergie ;
4. planification territoriale ;
5. société – habitat ;
6. aménagement urbain et foncier.

La vocation de l'Agence est par ailleurs d'avoir un regard prospectif et pédagogique sur les mutations en cours sur le territoire.

Dans ce cadre d'études et de prospective, une convention entre la Communauté d'Agglomération et l'AFUT est conclue annuellement.

Le projet de convention et le programme partenarial pour l'année 2025 figurent en annexe. Ils définissent les thèmes de travail et notamment ceux intéressant plus particulièrement la Communauté d'Agglomération pour l'année en cours.

Ainsi pour ce qui concerne Mulhouse Alsace Agglomération le programme partenarial 2025 portera prioritairement sur les actions suivantes :

1 – **PLANIFICATION ET PROGRAMMATION** :

- **SCOT Région Mulhousienne :** appui à l'élaboration du dossier
  Appui à l'élaboration sur le dossier de modification enclenché suite au bilan à 6 ans et aux travaux du SRADDET conduits à l'échelle régionale
- **PLUI m2A : Appui à l'élaboration, décomposé selon les missions principales**
  Missions en collaboration avec l'équipe projet PLUi (m2A, Adauhr, Afut Sud-Alsace, BE) comprenant les volets suivants :
  - **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :** vulgarisation, acculturation et élaboration en lien avec ADAUHR et services selon avancement
  - **Concertation** : réalisation des cartes interactives
- **PLU de Pulversheim :** Appui à la finalisation de l'élaboration.
- **CIA – Convention Intercommunale d'Attribution :** bilan et questionnements pour le renouvellement
- **PLH –** Etablissement de la méthodologie pour assurer sa conduite en 2026
- **Plan Climat –** Suivi de l'évaluation

2 – **PROSPECTIVE ET INNOVATION :**

- **Aménagement : Mulhouse-Mertzau** : projet urbain.
  Relance du plan-guide de composition urbain en accompagnement du renouvellement de la DSP
- **Economie : Région Mulhousienne :** Stratégie foncière pour la ré-industrialisation
- **Aménagement – Transports :** Réflexion sur un projet de territoire autour d'un projet de transports en site propre (tram / BHNS) de Bourtzwiller à Wittenheim ;
- **Accès à l'EAP :** Evaluation des scénarii pour un accès TC performant à l'aéroport ;
- **Economie : Evolution des modes d'intervention économiques** des collectivités – évaluation – comparaison des systèmes d'aides aux écosystèmes ou aides directes aux entreprises ;
- **Mobilités : SERM – Service Express Régional Métropolitain –** expertises et appui à m2A
- **Périscolaire et Petite Enfance :** bilan, besoins et prospective ; travail sur période pluriannuelle ;
- **Environnement :** préparation d'une charte intercommunale de l'arbre ; réalisation d'une note méthodologique sur la création d'une Infrastructure Douce et Naturelle ; trame noire : pratiques locales d'éclairage nocturne ;
- **Qualité de l'Air –** cartographie des données et impacts des différents générateurs : transports, résidentiel …

3 – **OBSERVATOIRE :**

- **Emploi : Sud-Alsace :** le marché du travail
  Suivi statistique de l'emploi et des entreprises
- **Développement local :** Apports des structures de type Parc Expositions à l'économie locale ;
- **Economie** Mutations de la filière automobile et baromètre de la renaissance industrielle ;
- **Mobilités :** Poursuite des actions en matière de Schéma Directeur des mobilités et d'Enquête Ménages ;
- **Evolutions sociétales :** Monoparentalité ; utilité du sport ; rapport égalité homme-femme ;
- **Habitat : Observatoire de l'habitat et du foncier de la Région Mulhousienne**
  Trois missions d'observation de la production de logements :
  - **Observatoire des loyers** (Volet local de l'observatoire départemental).
  - **Observatoire Territoriale du Logement Etudiant (OTLE)**: Participation aux CoPil et expertises ponctuelles (volet Sud-Alsace).
  - **Observatoire programmes résidentiels neufs** : vulgarisation des données ADEQUATION (Volume et prix).

Le programme reste donc, comme de coutume, fortement marqué par l'importance des études sur les thématiques urbanisme, habitat, environnement, transports et développement économique.

La convention afférente au programme partenarial à signer entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'AFUT prévoit le versement d'une subvention annuelle de 413.000 € pour 2025, montant de subvention réduit compte tenu du contexte budgétaire.

Ce montant se décompose de la manière suivante :
- 6.000 € de subvention d'investissement ;
- 407.000 € de subvention de fonctionnement.

L'Agglomération, comme l'ensemble des partenaires de l'Agence, participe à la totalité du programme et à son suivi.

Les crédits nécessaires au versement de la subvention, sont inscrits au BP 2025.

Dépenses de fonctionnement : 407.000 € Ligne de crédit 645 Compte 65748 Service gestionnaire et utilisateur : DAUH Dépenses d'investissement : 6.000 € Ligne de crédit 16642 Compte 20421 Service gestionnaire et utilisateur : DAUH

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide le versement d'une subvention de 413 000 €, au titre de l'année 2025, à l'Agence de la Fabrique Urbaine et Territoriale ;
- autorise son Président ou son représentant à signer la convention 2025 entre m2A et l'AFUT, ainsi que toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (2)

- 1 liste d'actions du programme partenarial 2025
- 1 projet de convention

agence de fabrique urbaine et territoriale Sud-Alsace

Afut Sud-Alsace
Programme Partenarial de travail 2025

ZOOM missions Région Mulhousienne classées par thèmes :

= > Urbanisme prévisionnel
= > Urbanisme opérationnel
= > Habitat
= > Transitions
= > Mobilités
= > Service à la population
= > Economie
= > Expertises, Acculturation, Communication

Document provisoire daté du 12 mars 2025
(Programme à instruire et à valider par les instances de l'Agence)

agence de fabrique urbaine et territoriale Sud-Alsace

Urbanisme prévisionnel

Modification du SCoT

Appui à l'élaboration du PLUi

/ Réunions et suivi démarche

/ Potentiel foncier dans la tâche urbaine

/ Concertation : Cartographie interactive

/ Diagnostic : Mise à jour ponctuelle + focus logements vacants ville centre /// Dossier NPNRU

/ OAP : Acculturation

/ Volet patrimoine : Note d'enjeux

Appui à l'élaboration du PLU de Pulversheim

Autres missions "urbanisme prévionnel " du programme 2025

Région Grand Est : SRADDET (Analyse)

Rhin Vignoble Grand Ballon : Révision du SCoT

Sundgau : Révision du SCoT

Pays Thur Doller : Révision du SCoT

Pays Thur Doller : Appui au suivi du SCoT

Urbanisme opérationnel

Mulhouse Mertzau : Projet urbain /// Dossier NPNRU

Extension nord par une ligne transport "lourd" (Projet de territoire)

Autres missions "urbanisme opérationnel " du programme 2025

Mulhouse : Prospective 2030 des espaces dédiés funéraires

Dannemarie : Mobilités apaisée

Pulversheim et site lycée : Accompagnement programmation

Huningue : Ville verte

Ottmarsheim : Centre village

Ueberstrass : Vivre dans le Sundgau demain

Grand Est : Préfiguration d'un observatoire de l'immobilier et du foncier logistique

Thann Cernay territoire Piémont Thur : Patrimoine bâti résidentiel d'avant 1948

Habitat

CIA bilan

CIA questionnements pour le renouvellement (enjeux de relogement) /// Dossier NPNRU

PLH Révision méthodologie

Observatoire du foncier et de l'Habitat /Synthèse

Données clés sur l'habitat

Observatoire des loyers

Sud-alsace : Observatoire Territoriale du Logement Etudiant (OTLE)

Observatoire programmes résidentiels neufs

Autres missions " habitat " du programme 2025

Région de Guebwiller : CIA et PPGDID

Mulhouse : Données clés sur l'habitat

Haut-Rhin : Intermédiation locative (IML)

agence de fabrique urbaine et territoriale Sud-Alsace

Transitions

Appui au PCAET
Focus "Compenser" de ERC (Atlas des mesures compensatoires)
Charte de l'arbre
Région Mulhousienne : Couverture végétale
Sud-Alsace : Pollution atmosphérique
Infrastructures Douces et Naturelles / note d'enjeux
Trame noire : Pratiques locales éclairage nocturne

Mobilités

Système Express Régional Métropolitain (SERM)
Enquête ménages-déplacements EMC2
Contribution à la mise en œuvre du Schéma Directeurs des mobilités 68
Différents scénarios de connexion EAP (Mission conditionnelle)

Autres missions " mobilités "du programme 2025

Saint Louis Agglomération : Plan de Mobilité Simplifié
Région de Guebwiller : Plan de Mobilité Simplifié

Service à la population

Monoparentalité
Consolidation d'un argumentaire quant à l'utilité du sport
Besoins en équipements périscolaires communautaires (mission 2025-27)
Prospective accueil petite enfance (mission 2025-27)
Région Mulhousienne : Rapport égalité homme-femme

Autres missions "services à la population "du programme 2025

Région Grand Est : Ampleur et impacts de la décroissance démographique
Thann-Cernay territoire "Piémont Thur" : Evolutions démographiques et enjeux du vieillissement
Centre Socio-Culturel CSC Pax : renouvellement du contrat de projet
Doller et Soultzbach : Prospective des sites d'accueil périscolaire
Bande Rhénane : Prospective des équipements scolaires
Grand Est : Accompagnement PRSE focus Urbanisme favorable à la santé (UFS)
Haut-Rhin : Observatoire de la fréquentation touristique, culturelle et évènementiels
Doller et Soultzbach : Panorama & enjeux secteur du tourisme

Economie

Stratégie foncière pour la réindustrialisation
Evolutions des modalités d'intervention économiques des collectivités
Evaluation apports du Parc des expositions (retour d'expériences)
Mutations de la filière automobile
Sud-Alsace : Baromètre de la renaissance industrielle
Sud-Alsace : Observatoire de l'immobilier d'entreprise
Sud-Alsace : Marché du travail

Autres missions "économie "du programme 2025

Sud-Alsace : Structuration d'une filière industrielle autour du projet MatLight

agence de fabrique urbaine et territoriale Sud-Alsace

Thèmes multiples

Missions " transversalité " du programme 2025

Sud-Alsace : enjeux et défis

Région de Guebwiller : Portrait territorial

Expertises, Acculturation, Communication

Expertises, réseau et groupe projet

Intervention ponctuelles, sollicitation expertises, réseaux professionnels

Evènements et organisation de manifestations

"Matinales" : 3 évènements

"Avant-midi" : 4 évènements

"Rendez-vous citoyen": 2 évènements sur la transformation urbaine Mulhouse

"Rencontres FNAU 2025" : "l'eau en Partages" Un Atelier à Mulhouse le 16 octobre

Communication et valorisation missions

"On Rembobine" : Revue de presse hebdomadaire

"On décrypte pour vous" : "déconstruction : quelles filières vertueuses des déchets?"

"Bloc notes" Expertises d'actualités, retours colloques et formations…

Matinales
(sujet prospectif)

J.27 mars # Eau pluviale urbaine
J.5 juin # Parentalité et actions des territoires :
J.11 sept. # Les véhicules intermédiaires
J.11 déc. # Zone d'activités Economiques de demain

Avant-Midi
(restitution missions passées)

V.7 mars. # Arbres dans nos espaces urbains et ruraux
V.16 mai # Juniors/séniors, pauvres/prospères...
V.4 juillet # Le patrimoine bâti
V.14 nov. # L'attractivité territoriale

PROJET

CONVENTION 2025

entre Mulhouse Alsace Agglomération

et l'Afut Sud-Alsace (Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale Sud-Alsace)

La Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération représentée par son Président, Monsieur Fabian JORDAN dûment habilité par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 mars 2025, ci-après dénommée « la Communauté » ou « m2A »,

et

L'Agence de fabrique urbaine et territoriale Sud-Alsace, représentée par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, ci-après dénommée "l'Agence" ou "l'Afut Sud-Alsace",

exposent ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'aménagement durable et équilibré de son territoire constitue l'un des objectifs majeurs de la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération.
L'Agence réalise pour sa part, études et expertises au service de l'aménagement et du développement du Sud Alsace, principalement sur les champs de la cohérence territoriale, de l'environnement, de l'habitat, de l'économie et des déplacements.

Constatant la convergence de leurs objectifs, la Communauté d'Agglomération et l'Agence sont engagées, avec plusieurs autres acteurs du territoire (notamment l'Etat, la Région Grand Est mais aussi d'autres EPCI du Sud-Alsace), dans un partenariat au travers du programme d'actions mutualisé de l'Agence.

La présente convention est destinée à préciser les modalités de ce partenariat pour l'année 2025 et à soutenir financièrement la réalisation de ce programme d'actions. Elle est conclue en application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les actions mises en œuvre dans le cadre du programme partenarial 2025 de l'Agence ainsi que les modalités de leur exécution et du soutien financier accordé par m2A pour leur réalisation.

Article 2 – Missions de l'Agence

L'Agence assume les fonctions et missions permanentes suivantes :

- collecte de données urbaines et observation des dynamiques territoriales,
- contribution à l'élaboration d'une stratégie de développement pour le Sud-Alsace et notamment m2A ;
- aide à la conception de politiques d'agglomération,
- évaluation des effets des politiques publiques,
- contribution à l'élaboration de projets urbains
- appui technique aux collectivités membres.

Le contenu de ces missions est précisé dans le programme annuel 2025, qui a fait l'objet d'une approbation du Conseil d'Administration de l'Afut Sud-Alsace du … et prévue au vote de l'Assemblée Générale de l'Afut Sud-Alsace du …

Les 4 axes du programme partenarial sont les suivants :

- ***Axe 1 : Planification et programmation***
- ***Axe 2 : Prospective et innovation***
- ***Axe 3 : Observatoire***
- ***Axe 4 : Animation et partenariat***

Les thématiques couvertes sont quant à elles les suivantes :

- ***économie – coopération ;***
- ***environnement-paysage ;***
- ***mobilités – énergie ;***
- ***planification territoriale ;***
- ***société – habitat ;***
- ***aménagement urbain et foncier ;***

La Communauté d'Agglomération, comme l'ensemble des partenaires de l'Agence, participe à la totalité de ce programme et à son suivi. A ce titre, elle est associée au pilotage des différentes études et l'Agence lui communique les résultats des travaux menés au titre du programme mutualisé avec transmission d'exemplaires (nombre défini au cas par cas) papier et d'un exemplaire sous format numérique. Elle a accès à l'espace membre du site Internet.

Le Programme Annuel 2025 de l'Afut Sud-Alsace *(annexe 2)* précise l'ensemble des missions engagées ou à effectuer en 2025 par l'Agence.

Article 2bis – Missions de l'Agence conduites à l'initiative de la m2A

Ainsi pour ce qui concerne Mulhouse Alsace Agglomération le programme partenarial 2025 portera principalement sur les actions suivantes :

I – **PLANIFICATION et PROGRAMMATION** :

- **SCOT Région Mulhousienne : appui à l'élaboration**
  Appui à l'élaboration sur le dossier de modification enclenché suite au bilan à 6 ans et aux travaux du SRADDET conduits à l'échelle régionale
- **PLUI m2A : Appui à l'élaboration,** décomposé selon les missions principales suivantes ; missions effectuées en collaboration avec l'équipe projet PLUi (m2A, Adauhr, Afut Sud-Alsace, BE) comprenant notamment les **4** volets thématiques suivants :
  - Concertation : réalisation des cartes interactives
  - Volet patrimoine (note d'enjeux)
  - OAP : acculturation et pédagogie et élaboration selon répartition avec partenaires et m2A ;
  - Diagnostic (compléments) avec notamment un focus sur la vacance de la Ville centre.
- **PLU de Pulversheim :** Appui à la finalisation de l'élaboration.
- **CIA – Convention Intercommunale d'Attribution :**
  >Bilan
  >Questionnements pour le renouvellement

- **PLH –** Etablissement de la méthodologie pour assurer sa conduite en 2026
- **Plan Climat –** Suivi de l'évaluation

II – **PROSPECTIVE ET INNOVATION**

- **Aménagement : Mulhouse-Mertzau** : projet urbain. Relance du plan-guide de composition urbaine.
- **Economie : Région Mulhousienne :** Stratégie foncière pour la ré-industrialisation
- **Aménagement – Transports :** Réflexion sur un projet de territoire autour d'un projet de transports en site propre (tram / BHNS) de Bourtzwiller à Wittenheim ;
- **Foncier :** ERC focus sur la « compensation » (pré-identification des potentiels)
- **Accès à l'EAP :** Evaluation des scénarii pour un accès TC performant à l'aéroport ; (Mission conditionnée par un financement de Saint Louis Agglomération au programme de travail de l'Afut Sud-Alsace)
- **Economie : Evolution des modes d'intervention économiques** des collectivités – évaluation – comparaison des systèmes d'aides aux écosystèmes ou aides directes aux entreprises ;
- **Mobilités : SERM – Service Express Régional Métropolitain –** expertises et appui à m2A
- **Périscolaire et Petite Enfance :** bilan, besoins et prospective ; travail sur période pluriannuelle ;
- **Environnement :**
  >Préparation d'une charte de l'arbre ;
  >Infrastructures Douces et Naturelles (note méthodologique);
  >Trame noire : pratiques locales en matière d'éclairage nocturne
- **Qualité de l'Air –** cartographie des données et impacts des différents générateurs : transports, résidentiel …

III – **OBSERVATOIRE**

- **Emploi : Sud-Alsace :** le marché du travail
  Suivi statistique de l'emploi et des entreprises
- **Développement local :** Apports des structures de type Parc Expositions à l'économie locale ;
- **Economie :** Baromètre de la renaissance industrielle
- **Economie** Mutations de la filière automobile et baromètre de la renaissance industrielle ;
- **Mobilités :** Poursuite des actions en matière de
  >Schéma Directeur des mobilités du Haut-Rhin et
  >Enquête Ménages EMC2 ;
- **Evolutions sociétales :**
  >Monoparentalité
  >Argumentaires sur l'utilité du sport
  >Rapport égalité homme-femme
- **Données clefs sur l'habitat**
- **Habitat : Observatoire de l'habitat et du foncier de la Région Mulhousienne ;**
-

- Quatre missions d'observation de la production de logements :
  - **Synthèse des démarches à l'œuvre et production de l'observatoire réglementaire ;**
  - **Observatoire des loyers** (Volet local de l'observatoire départemental).
  - **Observatoire Territorial du Logement Etudiant (OTLE)**: Participation aux CoPil et expertises ponctuelles (volet Sud-Alsace).
  - **Observatoire des programmes résidentiels neufs** : vulgarisation des données ADEQUATION (Volume et prix).

L'Agence tient compte des objectifs exprimés par la Communauté pour la mise au point des différents observatoires territoriaux et pour le traitement des missions pour lesquelles m2A est mentionnée comme partenaire. La Communauté est associée au pilotage de ces travaux et à la mise au point de la note de cadrage.
L'Agence met gratuitement à disposition de la Communauté les informations et données ressortant de ses missions de documentation et d'observation du territoire.

m2A contribue également, à hauteur de son engagement financier, au bon déroulement des missions inscrites à l'axe 4 du programme partenarial de l'Agence. Il s'agit notamment de la publication des observatoires, du traitement de données à la demande, de l'alimentation du centre de documentation et des actions de communication et de valorisation des études (Newsletter de l'Afut Sud-Alsace ; le Panorama ; les « Avant-midi » et » Matinales » …)

Article 2ter – Autres missions de l'Agence répondant à des objectifs de m2A

L'Agence intègre les objectifs exprimés par la Communauté pour la mise au point des différents observatoires territoriaux et pour le traitement des thèmes définis à l'article 2 bis ou figurant au programme partenarial (annexe I), en qualité de « partenaire associé » La Communauté est associée au pilotage de ces travaux et à la mise au point de la note de cadrage.

L'Agence met gratuitement à disposition de la Communauté les informations et données ressortant de ses missions de documentation et d'observation du territoire, dans le respect de l'open data, de nos conventions d'échanges de données et du RGPD.

Au titre de l'assistance à ses membres, l'Agence peut assurer une mission à la demande et dans l'intérêt d'une commune de m2A (notamment en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la finalisation de plusieurs PLU communaux), après accord de m2A. Dans ce cadre et à sa demande, la Communauté est associée au pilotage de ce travail dans la mesure ou la nature de la mission le justifie, notamment parce qu'elle est en rapport avec la mise en œuvre d'une politique ou d'une compétence communautaire sur le territoire communal.
Cette association est organisée selon des modalités convenues avec la commune conformément à la charte de coopération et de proximité conclue entre la Communauté et ses communes membres.

Article 3 – Conditions financières

Pour assurer la mise en œuvre des missions prévues par la présente convention, la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération s'engage à subventionner l'agence à concurrence d'une somme qui fait, chaque année, l'objet d'une concertation préalablement à l'assemblée générale de l'Afut Sud-Alsace.

Au titre de l'année 2025, la subvention accordée s'élève à 413 000 € dont 6 000 € de subvention d'investissement.
Cette subvention de 413 000 € se décompose de la manière suivante :

- 6.000 € au titre de l'investissement (mobilier et matériel informatique) ;
- 407.000 € au titre du fonctionnement et des actions listées ci-dessus (article 2).

Les versements de la subvention de fonctionnement seront effectués sur appels de fonds de la part de l'Afut Sud-Alsace :

- 6 000 € en avril 2025 au titre de la subvention annuelle d'investissement ;
- 407.000 € en avril 2025 au titre du fonctionnement de l'année 2025.

La subvention sera créditée au compte de l'Agence selon les procédures et délais comptables en vigueur.

L'utilisation de tout ou partie de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne l'annulation et le remboursement de la subvention accordée. Le remboursement des sommes versées est effectué dans le délai d'un mois à compter de la réception du titre de recettes par l'agence.

Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 complétée par le décret 2001-495 du 6 juin 2001, l'Agence est soumise au contrôle de la Communauté : l'Agence lui adresse tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention. L'Agence présente à la Communauté, sur première demande de sa part, les comptes certifiés par son commissaire aux comptes.

Article 4 – Contrôle de l'utilisation de la subvention

A cette fin, l'Agence s'engage à adresser à m2A :

- un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2025 ; ce document est accompagné d'un compte-rendu qualitatif du programme d'actions ;
- une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous ses documents comptables et de gestion relatifs à la période couverte par la présente convention,
- sur première demande de la Communauté, les comptes certifiés par son commissaire aux comptes.

Elle s'engage également à faire mention de la participation de m2A sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias pour les missions conduites en association étroite avec m2A mentionnées à l'article 2 bis.

L'Agence s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Communauté de la réalisation des actions énumérées ci-avant, notamment par l'accès à toute

pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 5 – Suivi et reporting

Une revue semestrielle (juillet 2025, décembre 2025) de l'ensemble des opérations mentionnées à l'article 2 bis sera effectuée par les deux signataires.
Par ailleurs, avant le 15 décembre 2025, l'Agence transmettra à la Communauté un compte rendu annuel synthétique de ses activités (Etat de la réalisation du programme d'activités 2025 de l'Agence avant approbation du rapport d'activités à l'assemblée générale).
Ces revues de projets et ce compte-rendu serviront de base à l'établissement de la convention et du programme d'actions 2026.

Article 6 – Modification du programme ou de l'échéancier

Si la charge de travail de l'Agence la conduit à envisager de différer l'engagement ou l'achèvement d'une action visée aux articles 2, 2bis ou 2 ter, l'Afut Sud-Alsace et m2A arrêtent d'un commun accord un nouvel échéancier ou redéfinissent les objectifs ou la consistance de l'action. Il en est de même, en concertation avec les partenaires concernés, pour les autres actions du programme partenarial au pilotage desquelles la Communauté est associée.

Article 7 – Responsabilité

La présente convention est conclue pour l'année 2025.
Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle doit avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.
Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée sont fixées d'un commun accord entre les parties, ou, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Article 8 – Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 – Règlement des litiges

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.
Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération	Pour l'Afut Sud-Alsace
Le Président Fabian JORDAN	Le Président Rémy NEUMANN

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons au programme partenarial avec l'Agence de la Fabrique Urbaine et Territoriale, l'AFUT Sud-Alsace. Et c'est Francis HILLMEYER.

M. HILLMEYER : Merci Monsieur le Président, mes chers collègues, vous connaissez toutes et tous l'AFUT Sud-Alsace qui nous assiste en matière d'aménagement durable et équilibrée de notre territoire, je ne reviendrai donc pas sur toutes ses compétences. Nous sommes le premier financeur de l'Agence et une convention est conclue annuellement. Le projet de convention et le programme partenarial pour l'année 2025 figurent en annexe de votre document. Pour l'année en cours, le programme partenarial portera prioritairement sur les actions suivantes : en matière de planification et de programmation, il s'agit du SRADDET, du SCoT, du PLUi, de la Convention Intercommunale d'Attribution, du PLH et du Plan Climat ; en matière de prospective et d'innovation, il s'agit de l'aménagement Mulhouse Mertzau, la stratégie foncière pour la réindustrialisation ; pour les transports, le site propre de Bourtzwiller à Wittenheim ; pour les mobilités, le service Express Régional Métropolitain, accès à l'Euro Airport, évolution des modes d'intervention économique, périscolaire et petite enfance, environnement et qualité de l'air. En matière d'observatoire, c'est l'observatoire de l'emploi, du développement local, de l'économie, le schéma directeur des mobilités, les évolutions de la société et de l'habitat. La convention afférente au programme partenarial a signé entre m2A et l'AFUT prévoit le versement d'une subvention annuelle de 413 000 € pour 2025, montant de subvention réduit compte tenu du contexte budgétaire. Ce montant se décompose de la manière suivante : 6 000 € de subvention d'investissement, 407 000 € de subvention de fonctionnement. Les crédits nécessaires au versement de la subvention sont inscrits au budget primitif 2025. Voilà Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Francis, c'est vrai que l'on doit souligner le travail important qui est fait avec l'AFUT sur l'ensemble de nos prospections, du regard, de l'observation et de l'accompagnement. Est-ce qu'il y a des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 55 + 18 procurations.
Ne prennent pas part au vote (19) : Rachel BAECHTEL, Claudine BONI DA SILVA, Thierry ENGASSER, André GIRONA, Hugues HARTMANN, Marie HOTTINGER, Francis HILLMEYER, Jean-Paul JULIEN, Pierrette KEMPF, Michel LAUGEL, Pierre LIPP, Josiane MEHLEN, Rémy NEUMANN, CATHERINE RAPP, Loic RICHARD, Laurent RICHE, Joseph WEISBECK, Fabienne ZELLER et Nicolas ZIMMERMANN.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie. Et comme c'est voté, je peux aussi remercier le président Rémy NEUMANN de son implication.

30° DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU PARC DES EXPOSITIONS DE MULHOUSE : ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE (1.2.1/2690C)

Le Parc des Expositions de Mulhouse est un outil de développement économique et d'animation du territoire composé de halls d'expositions, d'un bâtiment accueil-restaurant-conférence, d'une zone événementielle extérieure et d'un hall de stockage. S'agissant d'un équipement attractif dont l'exploitation et l'animation nécessitent une compétence et une expérience professionnelle spécifique, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a confié la gestion du Parc des Expositions de Mulhouse à la SAEM MULHOUSE EXPO dans le cadre d'une délégation de service public conclue du 1er septembre 2012 au 30 décembre 2025.

Afin d'accroître son attractivité auprès des acteurs économiques régionaux, nationaux et internationaux, m2A s'est engagée en 2022 dans l'agrandissement du Parc des Expositions par la construction d'une nouvelle halle de 3 000 m² - inaugurée en septembre 2024 – afin de renforcer les événements existants, d'accueillir de nouvelles manifestations et d'offrir une meilleure expérience pour les organisateurs et les visiteurs. Cette extension du Parc des Expositions, au cœur du quartier Mertzau qui doit faire l'objet d'un renouvellement en profondeur : création d'un échangeur pour un accès direct au Parc Expo, restructuration de la nouvelle entrée de Ville, d'un hôtel … permettra, en synergie avec les équipements et les occupants de proximité (Cité de l'Auto notamment), de contribuer davantage encore au développement économique et de renforcer l'attractivité du territoire.

Compte tenu du terme prochain de la délégation de service public, il convient de déterminer les modalités de poursuite de l'exploitation du Parc des Expositions et d'engager les procédures afférentes.

Concernant le mode de gestion, une analyse comparative des différents modes envisageables a été menée (régie, marché public et délégation de service public). Elle a permis d'identifier les avantages respectifs des différentes solutions à la fois sur les plans juridique, organisationnel, technique et financier.

Le rapport sur le principe de la délégation de service public et sur les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire est joint à la présente délibération.

Il en ressort que la délégation de service public est le mode de gestion le plus approprié eu égard aux objectifs de m2A pour l'exploitation du service public envisagé.

Plusieurs motifs appuient le choix du recours à la concession pour m2A :

- La concession permet de confier au concessionnaire le risque d'exploitation.

- La concession permet de recourir à l'expertise et aux moyens humains de partenaires privés.

- La concession permet de confier au concessionnaire une mission globale portant sur (i) le financement, (ii) la conception et la réalisation de travaux et (iii) l'exploitation des ouvrages, adaptée aux contraintes du projet et de l'exploitation.

- Le contrat de concession permet d'externaliser le financement des travaux.

A l'issue de cette analyse, il est proposé de retenir le principe d'une gestion déléguée de service public à travers la conclusion d'un contrat de concession de service public au terme des articles L.3111-1 et suivants du Code de la commande publique et L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

A cet effet, les modes de gestion, dont la délégation de service public, ont été soumis pour avis préalable à la Commission Consultative des Services Publics Locaux en application de l'article L.1411-4 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Cette commission a émis un avis favorable le 06 mars 2025. Le rapport présenté et annexé à la présente délibération conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales relatif aux modes de gestion présente les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire.

Le futur contrat imposera au concessionnaire, entre autres, les obligations et l'exécution des missions suivantes :

- Conception, financement et travaux,
- Gestion aux risques et périls,
- Développement et commercialisation du service,
- Exploitation, entretien, maintenance et travaux de Gros Entretien et Renouvellement (GER),
- Suivi du patrimoine de la concession,
- Gestion transparente : devoir d'information ; gestion de fin de contrat,
- Respect d'objectifs de qualité et de service.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations du concessionnaire feront l'objet d'une description lors de l'établissement du dossier de consultation des entreprises. Il est prévu plusieurs niveaux de travaux, un premier niveau et pouvant comprendre des travaux complémentaires qui seront éventuellement retenus par l'autorité concédante en fonction de la performance et de l'optimisation issues des offres des candidats et des négociations.

✓ Travaux de niveau 1 : remise en état fonctionnel et mise hors d'eau, comprenant notamment la rénovation de la toiture, du chauffage, du réseau de diffusion air, du désenfumage, l'habillage des façades des halls …

. Travaux complémentaires à envisager pour :

- le développement des congrès : travaux de rénovation complète des salles Wasmer, la rénovation du hall d'accueil du bâtiment conférence.

- le développement d'évènements : modification du hall 2000, gradins mobiles, équipements scéniques.

✓ Travaux de niveau 2 : améliorations fonctionnelles du bâtiment comprenant notamment la mise en place d'une GTC, le remplacement du sol des halles, la réfection des voiries, l'agrandissement du hall de stockage, la rénovation sanitaire et cuisine …

✓ Travaux de niveau 3 : intégrant en particulier l'aménagement du parvis et de ses abords, la rénovation des bureaux, le remplacement des deux murs mobiles, la signalétique dynamique, les panneaux photovoltaïques, le traitement des façades pour l'objectif de rénovation énergétique conforme au « décret tertiaire ».

Le futur concessionnaire devra par ailleurs s'acquitter en totalité d'un droit d'entrée correspondant au montant de la valeur nette comptable du contrat annuel.

Compte tenu des investissements à amortir, une durée de 18 ans pour le contrat de concession est proposée. Le montant des investissements à consentir est en effet important et nécessite une durée d'exploitation significative pour les amortir après une phase de travaux au début de la délégation de service public à venir.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :
- approuve la gestion par délégation de service public pour l'exploitation du service public du Parc des Expositions pour une durée de 18 ans à compter du 31 décembre 2025 tel que défini dans le rapport ci-joint,
- approuve la définition des trois niveaux de programme de travaux et d'aménagement,
- autorise le Président ou son représentant à mettre en œuvre la procédure prévue par les dispositions des articles L.1411-1 et suivants du CGT et des article L3111-1 et suivants et L.3126-1 à 3 et R.3126-1 à 14 du Code de la commande publique,
- charge le Président ou son représentant à signer toutes pièces inhérentes à la passation du contrat.

PJ : (1)
- Un rapport à la CCSPL

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX
Mulhouse Alsace Agglomération
Renouvellement de la délégation de service public
Parc Expo
Jeudi 06 mars 2025 à 14 H 00

Liste de présence

NOM - Prénom	Qualité / Organisme représenté	Signature
Rémy NEUMANN	Président CCSPL	
Yves GOEPFERT	Membres titulaires	
Pierre LOGEL		
Francis DUSSOURD		
Francis HILLMEYER		
Nathalie BOESCH		
Isabelle GODBILLON		
Corinne LOISEL		
Vincent HAGENBACH	Membres suppléants	
Pierrette KEMPF		
Joseph WEISBECK		
Cécile SORNIN		
Antoine EHRET		
Bertrand PAUVERT		
Joseph SIMEONI		

	Chambre de Consommation d'Alsace	
	Organisation Générale des Consommateurs du Haut-Rhin	
	Association Générale des Familles	
Jean-Louis OLIVIER	Union Départementale Consommation Logement et Cadre de Vie du Haut-Rhin	
Béatrice ADAM	UFC que Choisir	
	Union Européenne d'Action Sociale des Usagers et Consommateurs	
	Fédération Nationale des Associations d'Usagers du Transport	
Elisabeth STIMPFLING	Gestion sites d'activités	
Maxime BUJADOUX	Resp. commande publique m2A	

Au vu des éléments présentés lors de la commission et du rapport, un avis favorable au lancement du projet est donné

RENOUVELLEMENT DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU PARC DES EXPOSITIONS DE MULHOUSE

RAPPORT DE PRÉSENTATION SUR LE CHOIX DU MODE DE GESTION

Article L. 1411-4 du code général des collectivités territoriales

---

CCSPL DU 06 MARS 2025

SOMMAIRE

1. GLOSSAIRE 3

2. PREAMBULE 4

3. BILAN DE L'ACTUELLE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC 5

4. CARACTERISTIQUES ET CHOIX DU MODE DE GESTION 7

4.1 Synthèse conclusive 7

4.2 La gestion directe (ou régie) 9

4.3 La gestion externalisée (MGP) 12

4.4 La gestion déléguée (concession de service public) 14

5. CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU FUTUR CONTRAT 17

5.1 Les prestations imposées au concessionnaire 17

5.2 La rémunération du concessionnaire 18

5.3 La rémunération de M2A 19

5.4 La transparence dans la gestion 19

5.5 Durée du contrat 19

5.6 Impact sur le personnel 20

5.7 Modalités de contrôle 20

5.8 Fin du contrat 20

5.8.1 Absence de reconduction tacite et de prolongation 20

5.8.2 Sort des biens en fin de contrat 20

5.8.3 Indemnité de fin de contrat 21

1. GLOSSAIRE

1. Sauf stipulation expresse contraire, les termes et expressions définis ci-après auront la signification qui est portée au regard de chacun d'eux :

- ***CCP*** désigne le Code de la commande publique
- ***CGCT*** désigne le Code général des collectivités territoriales
- ***MGP*** désigne le Marché global de performance

2. PREAMBULE

2. **Contexte** – La Ville de Mulhouse, afin de valoriser son territoire et son développement économique, a décidé de se doter par délibération du 15 juillet 1996 d'un Parc des expositions, comprenant des halls d'expositions, un bâtiment accueil-restaurant-conférences, des aires extérieures d'expositions et un hall de stockage.

La gestion de l'exploitation du parc des expositions – service public par nature – a alors été confiée à la Société anonyme d'économie mixte du Parc des Expositions de Mulhouse (ci-après « *SAEM* ») par voie de délégation de service public.

Par délibération du 22 septembre 2005, le Parc des Expositions a été déclaré d'intérêt communautaire par le Conseil d'Agglomération de la Communauté d'Agglomération Mulhouse Sud Alsace) laquelle s'est substituée Mulhouse Agglomération Métropole (ci-après « M2A ») le 1er janvier 2010.

Par délibération en date du 27 septembre 2010, M2A a prorogé d'un an la délégation de service public portant le terme de la convention au 31 août 2012.

Ce contrat de DSP a été renouvelé et attribué à nouveau à la SAEM, pour une durée de 10 ans à compter du 1er septembre 2012.

Quatre avenants ont ensuite été successivement signés, portant sur :

- La réhabilitation du parking des expositions (avenant n°1 du 16 janvier 2014) ;
- L'inclusion d'une surface supplémentaire non bâtie évaluée à 23 826 m2 (avenant n°2 du 22 avril 2016) ;
- La construction d'une nouvelle halle de 3000m2, aménagement d'une zone évènementielle extérieure et rénovation des halles extérieures (avenant n°3 du 10 octobre 2019) ;
- L'ajustement du programme de travaux fixé par l'avenant n°3 (avenant n°4 3 juin 2024).

La durée a été prolongée jusqu'au 30 décembre 2025 en vue d'intégrer la réhabilitation du parking du Parc des expositions (hors dépollution), par avenant n°1 du 16 janvier 2014.

Il est nécessaire pour M2A de s'interroger sur le choix du mode de gestion de cet équipement après l'échéance du contrat actuellement en vigueur.

Le présent rapport a donc pour objet de présenter, conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 du CGCT, le mode de gestion qui serait le plus adapté à ses besoins, parmi les différents modes envisageables, ainsi que les caractéristiques essentielles du projet de contrat.

3. BILAN DE L'ACTUELLE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

3. Le contrat actuel, signé le 9 août 2012, a confié à la SAEM la gestion de l'équipement pour une durée de 10 ans à compter du 1er septembre 2012.

La durée a été prolongée jusqu'au 30 décembre 2025, en vue d'intégrer la réhabilitation du parking du Parc des expositions (hors dépollution) par avenant n°1 du 16 janvier 2014.

Il ressort de l'analyse économique et financière de l'actuelle DSP, les éléments suivants :

L'activité de la concession est la suivante :

Type de manifestations	2020	2021	2022	2023
Congrès avec expo	0	0	2	2
Congrès sans expo	1	0	4	0
Réunions d'entreprises	24	22	35	37
Foires (y compris Foire Kermesse)	2	2	3	3
Salons grand public	13	15	24	27
Salons professionnels	2	1	3	2
Formations - examens - concours	0	0	1	0
Spectacles, manifestations culturelles, culturelles et sportives	3	4	8	10
Point d'EX	1	0	0	0
Autres événements (réunions politiques, réceptions, ...)	3	4	7	10
TOTAL réel	**49**	**48**	**87**	**91**
Evolutions en %	*-53%*	*-2%*	*81%*	*5%*
TOTAL Chiffre d'affaires (Manifestations) - k€	**2 360**	**3 019**	**4 837**	**5 262**
Evolutions en %	*-52%*	*28%*	*60%*	*9%*

Les comptes de la concession sont les suivants :

Compte d'exploitation - €	*2021*	2022	2023	Evol n/n-1
TOTAL PRODUITS	***4 399 381***	**5 405 272**	**5 988 240**	**11%**
Manifestations organisées par le délégataire	*916 583*	2 348 019	2 658 504	13%
Manifestations agglomération et acteurs publics	*1 438 528*	1 533 423	1 638 668	7%
Manifestations accueillies + de 2% du CA	*377 867*	388 207	311 026	-20%
Autres manifestations accueillies	*285 803*	567 512	654 210	15%
Point d'Ex	*0*	0	0	-
Autres produits	*1 380 600*	568 111	725 832	28%
TOTAL CHARGES	***3 299 009***	**5 915 052**	**5 976 448**	**1%**
Locations de matériels, petit équipement et stockage	*93 237*	396 998	173 059	-56%
Communication et promotion	*109 543*	441 825	511 848	16%
Montage, démontage, installations	*343 312*	948 653	768 532	-19%
Fluides, entretien, réparation et maintenance	*434 854*	528 138	669 330	27%
Surveillance et nettoyage	*85 562*	244 099	255 270	5%
Impôts et taxes	*63 216*	73 050	72 224	-1%
Charges administratives et diverses	*310 009*	493 982	442 335	-10%
Personnel du délégataire	*1 372 198*	1 940 194	2 033 187	5%
Dotations aux amortissements	*224 376*	286 656	550 911	92%
Amortissement du rachat des biens sur 10 ans	*61 683*	61 683	0	-
Redevance versée à la collectivité	*201 019*	499 774	499 752	0%
dont redevance fixe	*103 217*	*344 479*	*330 188*	-4%
dont redevance variable 3,2%	*97 802*	*155 295*	*169 564*	9%
RESULTAT BRUT	***1 100 372***	**-509 780**	**11 792**	-
Taux de résultat brut, en % du CA	*25,0%*	*-9,4%*	*0,2%*	-
IS				-
RESULTAT NET	***1 100 372***	**-509 780**	**11 792**	-

En dehors de la Nouvelle Halle Nord, le Parc des Expositions accuse le poids des années :
- Isolation thermique faible ;
- Installations de chauffage et de ventilation âgées ;
- Confort général de l'équipement obsolète, ;
- Espaces extérieurs à remodeler, à végétaliser …

La fonctionnalité de l'établissement correspond à celle d'origine.

4. En somme,

- Sur l'exploitation : hors contexte de crise, l'exploitation du Parc des Expositions est très importante ; le CA est proche de 6 M€ (mais sans année complète d'exploitation de la nouvelle halle).

- Le Parc des Expos nécessite *a minima* une réfection de l'étanchéité, une remise en état du chauffage et de la ventilation, voire des aménagements d'améliorations fonctionnelles et/ou techniques ainsi qu'une rénovation énergétique.

- De nouvelles fonctions peuvent être envisagées en fonction de leur équilibre économique : congrès ; spectacles.

4. CARACTERISTIQUES ET CHOIX DU MODE DE GESTION

5. Eu égard au principe de libre administration des collectivités locales, celles-ci peuvent librement déterminer le mode de gestion qu'elles estiment le plus approprié pour l'exploitation d'un service public dont elles ont la responsabilité – ces derniers pouvant être, selon le choix :

- La **gestion directe** sous deux formes :
  - La régie bénéficiant de l'autonomie financière ;
  - La régie personnalisée (celle dotée de la personnalité morale).
- La **gestion externalisée** par voie de marché public de service ;
- La **gestion déléguée** par voie de concession de service public.

6. L'analyse de ces différents modes de gestion ne présente qu'un intérêt relatif si elle n'est pas connectée à des critères d'arbitrage explicites énoncés préalablement. Ces critères sont à la fois politiques, techniques et juridiques.

Ainsi, il est proposé d'analyser chaque mode de gestion à l'aune des critères suivants :

- **Prise en charge du financement des travaux** : désigne la possibilité de faire peser sur l'opérateur le financement des travaux de réhabilitation ;
- **Allocation du risque** : permet d'identifier l'entité sur laquelle pèse tout ou partie des différents risques (risque de construction, d'exploitation, etc…) de l'opération au regard du montage analysé :
  - Allocation du risque d'exploitation
  - Allocation du risque de construction
- **Performance économique** : renseigne sur l'optimisation économique et financière du mode de gestion pour M2A ;
- **Evolutivité :** renseigne la capacité de faire évoluer les conditions d'exécution du service durant l'exécution du contrat ;
- **Réversibilité** : précise la facilité/difficulté d'une modification du mode de gestion en toute fin du contrat.
- **Gestion des ressources humaines** ;
- **Procédure de passation** ;
- **Maîtrise du service** : permet d'appréhender le degré de contrôle du service conservé par la personne publique dans le cadre du montage analysé.

Couleur	Signification
	Mode de gestion moyennement adapté ou moyennement avantageux pour la collectivité sur cet item d'appréciation
	Mode de gestion peu adapté ou peu avantageux pour la collectivité sur cet item d'appréciation
	Mode de gestion adapté ou performant pour la collectivité sur cet item d'appréciation.

4.1 Synthèse conclusive

Montages / Critères	Gestion directe (Régie)	Gestion externalisée (MGP)	Gestion déléguée (Concession de service public)
Prise en charge du financement des travaux	Le financement est assuré par la personne publique.		Le financement est assuré par le concessionnaire.
Allocation du risque d'exploitation	Le risque d'exploitation est entièrement supporté par M2A puisqu'internalisé. Cela reste beaucoup plus compliqué de contractualiser une performance technique et financière, bien qu'il existe la possibilité de conclure un contrat d'objectif.	Le risque commercial d'exploitation reste supporté par M2A mais la performance est incitée par l'insertion d'engagements de performance sanctionnés par des pénalités.	Le risque d'exploitation est supporté par le concessionnaire (risque technique et commercial) dans les conditions prévues au contrat. La concession incite le concessionnaire à exploiter efficacement le service, le fait de ne pas exploiter convenablement le service pourrait avoir pour effet de limiter les recettes perçues auprès des usagers du service – et en conséquence de ne pas lui permettre de dégager une marge bénéficiaire. M2A peut prévoir des indicateurs de performance sur lesquels le concessionnaire sera suivi.
Allocation du risque de construction	Le risque est supporté par la collectivité puisqu'elle devra recourir à un prestataire tiers pour les travaux de réhabilitation du site.	Le risque est partagé : une mauvaise conception impactant les performances pouvant donner lieu à une diminution de la rémunération.	Le risque est supporté par le concessionnaire.

Performance économique	La régie permet d'éviter de supporter les charges de structure et la marge d'un opérateur externe. Néanmoins, la régie ne permet pas de bénéficier des économies d'échelle qu'un opérateur spécialisé peut rechercher grâce à la mutualisation de certains investissements, procédés, savoirs.	Le coût des charges de structure et la marge de l'opérateur s'ajoutent au coût du service. L'opérateur, spécialisé dans le secteur, bénéficie néanmoins d'économie d'échelle (effet groupe) et est naturellement incité à réduire ses charges d'exploitation. En outre, la phase de négociation dans le cadre de la procédure de mise en concurrence vise à diminuer le coût du service pour la collectivité.	Le coût des charges de structure ainsi que la marge de l'opérateur s'ajoutent au coût du service. L'opérateur, spécialisé dans le secteur, bénéficie néanmoins d'économie d'échelle (effet groupe) et est naturellement incité à réduire ses charges d'exploitation. L'autonomie qui caractérise une concession permet au concessionnaire, en principe naturellement tourné vers la productivité et l'amélioration de l'attractivité du service, d'optimiser son activité – ce qui doit permettre une réduction du coût global. En outre, la phase de négociation dans le cadre de la procédure de mise en concurrence vise à diminuer le coût du service pour la collectivité.
Evolutivité	La régie peut faire évoluer le service comme elle l'entend (elle n'est pas tenue par les termes d'un contrat).	L'évolutivité du service devra s'inscrire dans le cadre des avenants aux marchés publics, lesquels supposent en sus l'accord du cocontractant (sauf modification unilatérale avec indemnisation).	L'évolutivité du service devra s'inscrire dans le cadre des avenants aux concessions, lesquels supposent en sus l'accord du cocontractant (sauf modification unilatérale avec indemnisation).
Réversibilité	Le passage d'une régie à un autre mode de gestion est plus difficilement acceptable que l'inverse.	En fin de contrat, un autre mode de gestion peut facilement lui être substitué.	En fin de contrat, un autre mode de gestion peut facilement lui être substitué, sous réserve de bien anticiper la phase de transition. Etant précisé que les questions de reprise du personnel n'entrave pas la facilité de cette réversibilité.
Gestion des ressources humaines	Gestion assurée par M2A ou une entité dédiée en cas de régie personnalisée. En principe, la création d'une régie implique la reprise du personnel d'exploitation affecté à l'exécution du contrat de concession actuel (sous réserve de l'acceptation des salariés).	Gestion assurée par le titulaire.	Gestion assurée par le concessionnaire.

Procédure de passation	La régie ne nécessite pas de procédure de passation mais suppose des délais similaires, compte tenu de l'organisation à mettre en place.	Oui.	Oui.
Maîtrise du service	La maîtrise du service peut être considérée comme plus étroite que dans le cadre d'une gestion externalisée, en particulier s'agissant de la régie autonome placée directement sous le contrôle de M2A. La maîtrise du coût et des tarifs du service par M2A est totale.	Le recours à un MGP implique une bonne maîtrise sur le service, sous réserve d'une rédaction adéquate des clauses contractuelles.	Le recours à une concession entraine une perte de la maîtrise sur le service. Cette dernière peut néanmoins être contrecarrée par des clauses contractuelles adéquates. M2A conserve la responsabilité des orientations stratégiques et notamment le choix des tarifs. Le tarif et son évolution sur la durée du contrat sont contractualisés. Pour que M2A garde une certaine maîtrise de l'évolution du tarif du service, il convient de renseigner une formule de variation adéquate.

4.2 La gestion directe (ou régie)

7. **Typologie des régies envisageables** – Tout service public peut faire l'objet d'une gestion directe par la personne publique compétente *via* le recours à *la régie*.

Par le terme *régie*, on désigne la gestion non externalisée du service public, dans le sens où la collectivité, en l'espèce M2A – sur le fondement de l'article L. 1412-1 du CGCT – gèrerait directement le service public concerné, sans avoir recours à un tiers et en assumant pleinement l'exploitation du service avec du personnel territorial.

Il existe trois types de régies possibles, toutes soumises à un régime de droit public :

- La régie simple : il s'agit de la gestion directe du service public par la collectivité qui le fait fonctionner au moyen de ses agents, de son budget et de son patrimoine. Toutefois, elle n'est pas envisageable en matière de SPIC ;

- La régie à autonomie financière (dite *régie autonome)* : se caractérise principalement par le fait qu'elle dispose d'une autonomie financière et dispose de ses propres organes de direction, mêmes si ceux-ci demeurent étroitement sous tutelle de la collectivité.

  Les régies autonomes sont créées et leur organisation administrative et financière déterminée par délibération de l'organe délibérant de la collectivité de rattachement, qui fixe les statuts et le montant de la dotation initiale.

  Les régies autonomes sont prévues par l'article L. 2221-14 du CGCT aux termes duquel :

  > *Les régies dotées de la seule autonomie financière sont créées, et leur organisation administrative et financière déterminée, par délibération du conseil municipal. Elles sont administrées, sous l'autorité du maire et du conseil municipal, par un conseil d'exploitation et un directeur désignés dans les mêmes conditions sur proposition du maire.*

  Comme la régie simple, elle permet l'exploitation directe d'un service public par une collectivité et permet notamment un fort contrôle de la collectivité de rattachement sur le service. Elle s'en distingue par le fait qu'elle possède l'autonomie financière.

  De fait, les recettes et les dépenses de l'exploitation sont retracées dans un budget annexe de la collectivité de rattachement, seule propriétaire des biens qui lui sont affectés et qui demeurent entièrement maîtresse de la portion de son patrimoine affectée à la régie.

  Si la régie autonome est administrée par des organes qui lui sont propres (parmi lesquels : un Conseil d'exploitation et un Directeur) elle ne dispose pas à proprement parlé d'une gouvernance propre, d'un patrimoine propre et d'un pouvoir de décision propre.

- La régie disposant de l'autonomie financière et de la personnalité morale (dite *régie personnalisée*) : se distinguent d'autres formes de régie par le fait qu'elle dispose de la personnalité morale, lui conférant une plus grande autonomie – il s'agira alors d'un établissement public placé sous le contrôle de la collectivité.

  L'article L. 2221-10 du CGCT dispose que :

  > *Les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommées établissement public local, sont créées, et leur organisation administrative et financière*

> *déterminée, par délibération du conseil municipal. Elles sont administrées par un conseil d'administration et un directeur désignés dans les mêmes conditions sur proposition du maire.*

Les régies personnalisées sont créées et leur organisation administrative et financière déterminées par délibération de l'organe délibérant de la collectivité de rattachement qui fixe les statuts et le montant de la dotation initiale.

La régie personnalisée se distingue donc des autres types de régies par le fait qu'une collectivité territoriale attribue la gestion d'un service public à une personne publique distincte de cette même collectivité.

Il s'agit alors d'une personne morale de droit public dotée d'organes de gestion propre et dont le régime est assimilé par la Doctrine à un établissement public.

Etant précisé que la répartition des pouvoirs au sein d'une telle régie se fait principalement entre deux organes : le conseil d'administration et le Directeur de la régie.

8. **Appliqué au cas d'espèce** – M2A pourrait faire le choix d'une gestion directe pour assurer l'exploitation du parc des expositions permettant notamment une mise en place plus rapide de ladite exploitation (en l'absence de mise en concurrence préalable) mais aussi une maîtrise complète de l'organisation et de l'exécution du service public.

   Outre les avantages propres à la régie, l'exploitation du parc des expositions suppose néanmoins de mobiliser des compétences dans des secteurs d'activités variés, tels que l'événementiel, le tourisme d'affaires, l'organisation de manifestations, voire même la gestion technique de l'équipement.

   Ce faisant, M2A serait dans l'obligation – notamment en cas de refus de transfert de certains salariés du concessionnaire actuel – de mobiliser une équipe complète permettant de gérer et animer le site, supposant *in fine* de former une nouvelle équipe.

   En complément de cette difficulté d'ordre humaine et technique, la régie suppose également pour M2A de supporter en intégralité le financement de l'exploitation du parc des expositions.

   M2A sera donc seule à supporter le risque financier et la capacité d'endettement s'en trouvera forcément impactée.

   Au surplus, pour les missions que ne pourrait pas prendre en charge directement la régie, de par ses compétences ou ses moyens, celle-ci, en tant que personne publique gestionnaire d'un service public, devra nécessairement recourir à la conclusion de contrat avec des tiers.

   Or, la conclusion de ces contrats devra nécessairement être réalisée dans le cadre du CCP – la régie devra donc soumettre aux procédures prévues par le CCP la passation de ses contrats avec des entreprises tierces.

   Cette particularité poserait assurément des difficultés dans la mesure où la lourdeur attenante aux procédures de passation s'opposerait *de facto* à une gestion optimale de l'équipement et donc du service public ; étant précisé que les parcs d'expositions se situent sur un marché concurrentiel.

CONCLUSION SUR LA GESTION DIRECTE (REGIE)

Peu importe le modèle de régie qui serait au cas d'espèce envisagé, la gestion directe par les services internes de M2A ne parait pas réellement adaptée à l'exploitation du parc des expositions.

Eu égard à la particularité et la complexité du projet – nécessitant des moyens matériels, humains et financiers importants – et surtout l'existence d'un risque commercial important exigeant une expertise « métier » particulière (recherche des évènements dans un contexte concurrentiel), il n'apparaitrait pas opportun que M2A supporte seule l'exploitation de cet équipement.

Qui plus est, les risques financiers et techniques seraient *in fine* et en intégralité supportés par M2A.

Pour ces raisons, la gestion directe de ce service public apparaît devoir être écartée.

4.3 La gestion externalisée (MGP)

9. **Exclusions préalables** - Aux termes des dispositions issues de l'article L.1111-1 du CCP, un marché public se définit comme un contrat conclu par un acheteur public avec un opérateur économique, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fourniture ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent.

> *Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent.*

Partant et aux termes du CCP, trois sortes de marchés publics peuvent être distingués, à savoir :

- Les marchés publics dits *classiques* de travaux, de fournitures et/ou de services ;
- Les marchés publics globaux, soit les (i) marchés de conception-réalisation, (ii) marchés globaux de performance (MGP), (iii) marchés globaux sectoriels ;

Compte tenu des besoins de M2A et du projet portant sur l'exploitation du parc des expositions et sur le financement de travaux de réhabilitation de l'équipement, la première catégorie de marché précisée *supra* ne peut être retenue.

Sera ainsi étudié le MGP.

10. **Particularité du MGP** – Le recours au MGP justifie de confier à un groupement d'opérateurs ou à un seul opérateur des prestations portant sur la conception, la réalisation et l'exploitation ou la maintenance d'une installation.

Le MGP est envisagé à l'article L.2171-3 du CCP, selon lequel :

> *Le marché global de performance associe l'exploitation ou la maintenance à la réalisation ou à la conception-réalisation de prestations afin de remplir des objectifs chiffrés de performance.*

Ainsi, aux termes du CCP, un acheteur public est en mesure de confier à un titulaire – souvent réuni en groupement – un contrat global pouvant porter, dans son intégralité, sur des prestations de conception, de réalisation, d'exploitation et/ou de maintenance.

Ces marchés doivent avoir pour objet de remplir des objectifs chiffrés de performance définis, notamment en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique, etc.

Dans cette hypothèse :

- Le financement est assuré par la personne publique ;
- Si la responsabilité de l'exploitation demeure au sein de la personne publique, celle de la construction est partagée avec l'exploitant ;
- La rémunération de l'exploitant est entièrement assurée par la personne publique et non pas par les usagers ;
- L'exploitant ne peut être chargé de l'encaissement des recettes sans la mise en place d'une régie de recettes conformément aux dispositions des articles R.1617-1 et suivants du CGCT et l'instruction n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

11. **Appliqué au cas d'espèce –** M2A pourrait faire le choix d'une gestion externalisée de l'exploitation du parc des expositions via la conclusion d'un MGP, dans lequel l'exploitant serait rémunéré directement et principalement par M2A par un prix correspondant, d'une part, à la réalisation des travaux de réhabilitation et d'autre part, à l'exploitation – les recettes d'exploitation seraient alors reversées à la M2A.

    Ce faisant et *a contrario* d'une gestion directe comme évoqué *supra*, M2A bénéficierait – très certainement parmi les membres du groupement – des compétences d'un professionnel de ce type d'équipement et assurerait un contrôle étroit sur l'exécution de l'activité.

    Toutefois ce mode de gestion présenterait certains inconvénients dans la mesure où, d'une part, le risque d'exploitation serait à la charge de M2A, tout comme celui de la construction (pour partie) et, d'autre part, le financement des investissements resteraient également à sa charge.

    En outre, il est très rare qu'un seul opérateur économique puisse répondre à ce type de marché, ce qui pourrait supposer l'intervention de plusieurs prestataires dans la gestion du service dans son ensemble.

CONCLUSION SUR LA GESTION EXTERNALISEE (MGP)

Le recours à la gestion externalisée – *via* la conclusion d'un MGP – présente des avantages certains qui sont néanmoins contrecarrés par de nombreuses difficultés qui pourraient se présenter à M2A :

- **Le financement serait assuré par M2A ;**
- **Le risque d'exploitation (commercial) serait principalement à sa charge, tout comme le risque lié aux travaux de réhabilitation ;**
- **La conclusion du contrat supposerait une rédaction précise des clauses pour éviter tout désagrément (prestations attendues, performances, *etc.*) ;**
- **La nécessité de réhabiliter une partie majeure du parc des expositions, mais aussi la spécificité de la gestion de l'activité, feraient peser sur M2A des risques importants qu'elle ne souhaite pas assumer seule.**

Pour ces raisons, la gestion externalisée de ce service public doit est écartée.

M2A a donc besoin de transférer une partie du risque financier, mais aussi commercial et industriel (relatif à la réhabilitation des travaux) sur un partenaire. En cela, ni la régie ni les marchés publics n'apportent de solution optimale. C'est pourquoi il convient de se tourner vers une externalisation du service public dans sa globalité.

4.4 La gestion déléguée (concession de service public)

12. Principe – Aux termes de l'article L. 1121-1 du CCP, les contrats de concession permettent à une autorité concédante de confier la réalisation d'ouvrages ou la gestion d'un service à un tiers qui en assurera la gestion et l'exploitation et qui supportera un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

> *Un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.*

Les contrats de concession se caractérisent donc par trois éléments :

- Un lien contractuel unissant l'autorité concédante et le concessionnaire ;
- Le concessionnaire doit être chargé de (i) l'exécution de travaux ou (ii) la gestion et de l'exploitation d'un service – pouvant notamment être de service public – et, le cas échéant, de la réalisation d'ouvrages nécessaires à son exploitation.
- Le concessionnaire doit nécessairement supporter un risque d'exploitation – ce qui permet notamment de distinguer les contrats de concession des marchés publics.

13. Risque d'exploitation – Pour être constitutif d'un contrat de concession de service et non d'un marché public, l'exploitant doit se voir transférer un risque d'exploitation par l'autorité concédante – caractéristique essentielle du contrat de concession selon l'article L.1121-1 du CCP précité indiquant :

> *La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.*

Partant, le risque nécessaire à la caractérisation de la concession existe dès lors que (i) le concessionnaire est exposé aux aléas du marché (ii) de façon non négligeable (iii) de telle sorte que dans des conditions d'exploitation normale, il n'est pas certain d'amortir ses investissements.

En général, il y a risque d'exploitation lorsque le concessionnaire n'a pas l'assurance de la couverture de ses charges de par les seules prestations confiées par l'autorité concédante.

D'une manière générale, le risque d'exploitation se décline en deux composantes :

- Le risque lié à la demande qui concerne l'exposition du concessionnaire à une variabilité des prestations et services commandés par les usagers du service dont il a la charge et pour des raisons sur lesquelles, lui ou l'autorité concédante, n'a aucune maîtrise et ne provenant pas (i) d'une mauvaise exécution contractuelle du contrat ou (ii) découlant d'un risque industriel.

- Le risque lié à l'offre, c'est-à-dire celui portant sur la fourniture des travaux ou des services qui font l'objet du contrat, en particulier le risque que la fourniture des services ne corresponde pas à la demande.

  Il peut alors s'agir d'un risque lié :

  - **A la disponibilité** – renvoie à l'incapacité du concessionnaire d'offrir ce qui est contractuellement convenu (soit le respect du contrat) ;
  - **A l'inadéquation de l'offre et la demande** – soit un aspect plus qualitatif que quantitatif ;
  - **Aux charges exposées** – soit un risque purement financier et quantitatif des prestations.

14. **Modalités de rémunération du concessionnaire** – Conformément aux dispositions précitées la rémunération du concessionnaire consiste dans le droit d'exploiter le service – sous réserve de la démonstration d'un transfert de risque d'exploitation – éventuellement assorti d'un prix.

    La rémunération du concessionnaire ne s'oppose donc pas au versement d'une contribution par le concédant (prix ou subvention), tant que le concessionnaire reste soumis à un risque d'exploitation tangible.

    Outre l'hypothèse où le concessionnaire se rémunère sur les seules redevances payées par les usagers, la rémunération du titulaire peut également se caractériser par sa mixité entre :

    - D'une part, une partie fixe versée par le concédant – permettant notamment d'équilibrer l'économie du contrat ;
    - D'autre part, une partie variable versée au travers des redevances des usagers.

15. **Appliqué au cas d'espèce** – M2A pourrait faire le choix d'une gestion déléguée de l'exploitation du parc des expositions *via* la conclusion d'une concession de service public, ce qui permettrait notamment de faire supporter par le concessionnaire :

    - L'exploitation du service public ;
    - Le financement et la réalisation des travaux de réhabilitation ;
    - Le risque d'exploitation du service, en particulier le risque commercial et le risque sur la réhabilitation.

    Le seul inconvénient qui pourrait être attribué à ce mode de gestion tient à la perte de maîtrise du service, dans la mesure où celui-ci est externalisé. Cet inconvénient pourrait être amoindri par la rédaction de clauses de contrôle et de transparence robustes.

CONCLUSION SUR LA GESTION DELEGUEE (CONCESSION DE SERVICE PUBLIC)

Le recours à la gestion déléguée – *via* la conclusion d'une concession de service public – s'inscrit dans la continuité du contrat actuel et apparaît être la solution adaptée aux besoins de M2A eu égard à ses nombreux avantages.

Ce mode de gestion permettant tout à la fois :

- **de confier l'exploitation de l'activité à un professionnel du secteur pour optimiser la gestion et la dynamiser ;**
- **de confier le financement et la réalisation de tout ou partie des travaux de réhabilitation de l'équipement au concessionnaire ;**
- **d'assurer un contrôle fin et précis de la gestion du service public grâce aux clauses imposées dans le contrat ;**
- **de transférer le principal du risque d'exploitation et donc de faire supporter au concessionnaire (i) l'aléa économique tenant à l'évolution des activités proposées, à leur fréquentation, au résultat de la stratégie de gestion (ii) l'aléa technique tenant à l'obligation de maintenir le bon fonctionnement continu de l'équipement (iii) la responsabilité des dommages causés tant aux usagers qu'aux tiers par le fonctionnement des services.**

De ce simple fait, les différents inconvénients propres à la gestion directe et externalisée seraient écartés.

Pour ces raisons, la gestion déléguée de ce service public apparait comme le mode de gestion le plus adapté aux besoins de M2A.

5. CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU FUTUR CONTRAT

5.1 Les prestations imposées au concessionnaire

16. Le futur contrat de concession de service public aura pour objet de confier au concessionnaire l'exploitation du parc des expositions – celui-ci se verra remettre les ouvrages existants. La convention imposera au concessionnaire entre autres :

- **Les obligations générales :**
  - La prise en charge et l'exploitation complète de l'équipement ;
  - La promotion et la communication ;
  - La gestion administrative et financière ;
  - La perception des recettes sur les usagers ;
  - La sécurité des installations et des usagers selon la réglementation en vigueur ;
  - Le respect des normes d'hygiène et de sécurité et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires ;
  - Le parfait état de propreté des ouvrages, installations et biens confiés ;
  - L'entretien général, la maintenance courante et le renouvellement des ouvrages, installations et biens confiés selon des modalités qui seront précisées dans le DCE.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations du concessionnaire feront l'objet d'une description lors de l'établissement du dossier de consultation des entreprises. Il est prévu plusieurs niveaux de travaux, un premier, ferme, et des travaux complémentaires qui seront éventuellement retenus par l'autorité concédante.

- **Le financement et la réalisation de tout ou partie des travaux de réhabilitation de l'équipement :**
  - Travaux de niveau 1 : remise en état fonctionnelle et mise hors d'eau, comprenant ;
    - L'isolation et l'étanchéité des toitures ;
    - La rénovation de la toiture ;
    - La rénovation du chauffage et de la CTA ;
    - La rénovation du chauffage d'appoint ;
    - La rénovation du réseau de diffusion air ;
    - Le désenfumage ;
    - Portes SAS et installation hors gel ;
    - La rénovation chauffage et salle de conférence ;
    - L'habillage des façades des halls ;

    Ces travaux sont obligatoires.
  - Travaux complémentaires à envisager pour le développement de la salle :
    - Développement des congrès :
      - Travaux de rénovation complète des salles Wassmer ;
      - Rénovation totale et CTA de la salle Wassmer 4 ;
      - Rénovation hall d'accueil du bâtiment-conférence ;
    - Développement des spectacles :
      - Modification du hall 2000 ;
      - Gradins mobiles ;
      - Équipements scéniques.

    Ces travaux ne sont pas obligatoires ;

- Améliorations fonctionnelles du bâtiment :
  - Mise en place d'une GTC ;
  - Remplacement du sol des halles ;
  - Réfection des voiries, clôtures et nouvel accès de service ;
  - Création d'un pôle de tri déchets ;
  - Agrandissement du hall de stockage ;
  - Rénovation sanitaire rez-de-chaussée et mezzanine ;
  - Rénovations cuisine et office du bâtiment-conférences ;
  - Rénovation des deux cuisines des halles et reprise des hottes

  Ces travaux ne sont pas obligatoires.
- Rénovation énergétique, parvis et murs mobiles :
  - Remplacement des deux murs mobiles ;
  - Rénovation complète des bureaux ;
  - Aménagement du parvis et des abords ;
  - Signalétique dynamique et grand écran LED ;
  - Panneaux photovoltaïques ;
  - Traitement des façades pour l'objectif décret tertiaire.

  Ces travaux ne sont pas obligatoires.

- **La programmation des évènements (salons, congrès etc.) ;**

- **La gestion aux risques et périls du service ;**

- **L'entretien et la maintenance courante de l'ensemble des équipements comportant notamment :**

  - la définition précise des obligations du fermier en matière d'entretien ;
  - le suivi du patrimoine : la remise des installations en bon état d'entretien en fin de contrat.

- **Le futur concessionnaire devra par ailleurs s'acquitter en totalité d'un droit d'entrée correspondant au montant de la valeur nette comptable du contrat actuel.**

5.2 La rémunération du concessionnaire

17. La rémunération du concessionnaire sera liée aux résultats de l'exploitation du service public – celui-ci supportant les risques et périls de l'exploitation.

Les revenus du concessionnaire sont constitués :

- Des produits de location des salles ;
- De l'organisation de manifestations à caractère économique, sportif et culturel ;
- Des produits annexes ;
- Des frais refacturés aux locataires de la salle.

Le concessionnaire s'engage à la signature du contrat à respecter les dispositions tarifaires, arrêtées avec M2A dans le contrat de concession de service public.

Etant précisé que la VNC de fin de contrat de la SAEM devra être pris en charge en totalité par le futur concessionnaire en qualité de droits d'entrée.

5.3 La rémunération de M2A

18. Une redevance annuelle sera versée à M2A par le concessionnaire, en fonction de l'équilibre économique .

5.4 La transparence dans la gestion

19. Le concessionnaire devra rendre compte de sa gestion notamment par :

- la remise d'un rapport annuel d'activité ;
- les modalités classiques de contrôle et de sanction.

En tant que de besoin, le concessionnaire pourra être tenu au paiement d'une redevance de contrôle au profit de M2A.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations du concessionnaire feront l'objet d'une description lors de l'établissement des dossiers de consultation des entreprises.

5.5 Durée du contrat

20. Selon les dispositions de l'article L. 3114-7 du CCP :

> *La durée du contrat de concession est limitée. Elle est déterminée par l'autorité concédante en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire, dans les conditions prévues par voie réglementaire.*

À l'instar des marchés publics, la durée des contrats de concession doit être déterminée en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire.

L'article R. 3114-2 du CCP précise que :

> *Pour les contrats de concession d'une durée supérieure à cinq ans, la durée du contrat ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.*

En matière de concession, il existe une différence relativement aux modalités de fixation de la durée d'un contrat de concession, selon que le concessionnaire est ou non chargé de la réalisation des travaux de premier établissement.

Pour les contrats prévoyant une telle obligation, la durée du contrat doit pouvoir excéder une durée de 5 ans et être fixée afin de permettre d'amortir les investissements initiaux. Cette durée est généralement fixée entre huit et dix ans selon les investissements engagés.

Dans le cas inverse, il apparaît que la durée par défaut du contrat de concession ne peut excéder cinq ans.

Au cas d'espèce, le contrat de concession de service public aura une durée fonction de l'ensemble des charges qui pèseront sur lui et des investissements qui seront mis à la charge de l'exploitant.

La durée de la concession de service public sera de 18 ans. M2A se réservera la possibilité de demander aux candidats de remettre des offres contenant une proposition avec travaux obligatoires et des propositions de travaux complémentaires, qu'elle choisira d'intégrer au contrat ou non au cours de la procédure de passation.

5.6 Impact sur le personnel

21. En cas de changement d'exploitant, le futur contrat rappellera les dispositions applicables à la reprise du personnel (article L. 1224-1 du Code du travail potentiellement).

Cette même obligation sera imposée au concessionnaire en fin de contrat.

5.7 Modalités de contrôle

22. Le concessionnaire sera soumis à des procédures de contrôle permettant à M2A de s'assurer que les obligations mises à sa charge sont respectées. Il aura l'obligation d'informer M2A de tout dysfonctionnement concernant la gestion du parc d'expositions, de son fait ou non.

Le non-respect de ces obligations pourra faire l'objet de pénalités prévues au contrat, sans préjudice de mesures coercitives (mise en régie – déchéance).

Le concessionnaire devra fournir régulièrement et dans des conditions qui seront définies, à M2A toutes les informations de nature à lui permettre d'exercer son contrôle, en particulier en produisant annuellement le Rapport Annuel du Délégataire (RAD) dont le contenu sera détaillé dans le dossier de consultation, ainsi qu'un rapport sur la qualité du service.

5.8 Fin du contrat

5.8.1 Absence de reconduction tacite et de prolongation

23. Le contrat ne pourra être tacitement reconduit.

La durée de la convention ne pourra être prolongée, à l'exception des cas particuliers définis au code de la commande publique.

5.8.2 Sort des biens en fin de contrat

24. Au terme de la convention et ce, pour quelle que raison que ce soit, l'ensemble des biens, équipements et installations nécessaires à l'exploitation du service public, seront remis par le concessionnaire à M2A en bon état d'entretien, compte tenu de leur usage, selon les modalités et aux conditions à définir dans la convention.

Les biens de retour feront retour à M2A en fin de contrat. Les conditions de remise des biens de retour seront définies dans le contrat.

Les biens de reprise pourront être repris par M2A moyennant indemnité. Il s'agit des biens financés par le concessionnaire qui ne sont pas directement nécessaires à l'exploitation du service, notamment.

5.8.3 *Indemnité de fin de contrat*

Les candidats sont autorisés à proposer une indemnité de fin de contrat – ils veilleront à ce que l'indemnité présentée soit la plus faible possible.

M. LE PRÉSIDENT : Nous continuons, point 30 : la Délégation de Service Public pour l'exploitation et la gestion du Parc des Expositions de Mulhouse pour un engagement de la procédure, c'est un sujet d'importance et d'avenir, et je voudrais déjà remercier les collègues qui vont intervenir, qui ont d'ailleurs démissionné du Conseil d'administration pour s'occuper pleinement du renouvellement : Hugues HARTMANN et Gilbert FUCHS. Merci à tous les deux de nous présenter ce travail. Voilà, je te laisse la parole Hugues.

M. HARTMANN : Merci Président. Le Parc des Expositions de Mulhouse est un outil de développement économique et d'animation du territoire. S'agissant d'un équipement attractif dont l'exploitation et l'animation nécessitent une compétence et une expérience professionnelle spécifique, Mulhouse Alsace Agglomération a confié la gestion du Parc des Expositions de Mulhouse à la SEM Mulhouse Expo dans le cadre d'une Délégation de Service Public conclue le 1er septembre 2012 et se terminant le 30 décembre 2025. Afin d'accroître son attractivité auprès des acteurs économiques régionaux, nationaux et internationaux, m2A s'est engagé en 2022 dans l'agrandissement du Parc des Expositions par la construction d'une nouvelle halle de 3000 m² afin de renforcer les événements existants, d'accueillir de nouvelles manifestations et d'ouvrir une meilleure expérience pour les organisateurs et les visiteurs. Cette extension du Parc des Expositions s'inscrit au cœur du quartier Mertzau qui doit faire l'objet d'un renouvellement en profondeur, le plus important, c'est la création d'un échangeur que nous attendons tous, et la restructuration d'une nouvelle entrée de ville suite à cet échangeur. Cette extension permettra en synergie avec les équipements et les occupants de proximité, notamment le Musée National de l'Automobile ou le Noumatrouff de contribuer davantage encore au développement économique, touristique et de renforcer l'attractivité du territoire. Compte tenu du terme prochain de la Délégation de Service Public, il convient de déterminer les modalités de poursuite de l'exploitation du Parc des Expositions et d'engager les procédures afférentes. Une analyse coopérative de différents modes de gestion envisageables a été menée et permis d'identifier les avantages respectifs des différentes solutions à la fois sur le plan juridique, organisationnel, technique et financier. Les solutions, c'était la régie, marché public ou Délégation de Service Public. Il en ressort que la Délégation de Service Public qu'on appelle couramment DSP est le mode de gestion le plus approprié par rapport aux risques d'exploitation, par rapport à l'expertise et aux moyens humains mis à disposition des partenaires, par rapport au financement et la consolidation des investissements. Nous avons trois caractéristiques essentielles à voter aujourd'hui par rapport à la future DSP. La première caractéristique, c'est les travaux. Il y a trois niveaux de travaux qui ont été qui ont été définis. Le premier niveau, c'est la remise en état fonctionnel du Parc des Expositions, et particulièrement de l'ancienne halle. Je ne vais pas aller dans les détails mais cela concerne le hors d'eau, les problématiques de chauffage, et cetera. Ce premier niveau de travaux, comprend également le développement du Parc des Expositions, et particulièrement le développement des congrès et des événements. Un deuxième niveau de travaux, c'est l'amélioration fonctionnelle du bâtiment, de l'outil Parc des Expositions avec une mise en place de GTC particulièrement. Un troisième niveau de travaux intègre les objectifs de décrets tertiaires et l'aménagement d'abords comme le parvis, la signalétique dynamique et d'autres éléments. Il s'agit du premier critère où les candidats seront challengés pour optimiser l'atteinte de ces niveaux de travaux. La deuxième caractéristique, c'est la durée de la DSP et nous proposons une durée de DSP de 18 ans en cohérence avec le projet politique et les investissements à réaliser et à amortir.

Pourquoi 18 ans ? 18 ans, c'est 3 mandats politiques de l'Agglomération. Ensuite, la troisième caractéristique, c'est le devenir de la valeur nette comptable en sortie de la DSP actuelle qui existe suite au fait que les derniers gros investissements ont été réalisés en 2022, et c'est la nouvelle halle qui a été qui a été inaugurée dernièrement. Le futur concessionnaire devra s'acquitter d'un droit d'entrée correspondant au montant de cette valeur nette comptable existante en sortie de contrat actuel. Donc voilà, Monsieur le Président, les orientations.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Hugues de cette présentation. Y'a-t-il des questions ? Il s'agit aujourd'hui d'approuver la gestion par une DSP, si c'est ce que nous voulons, et de définir ces trois niveaux de programme de travaux que tu as bien détaillés. Christophe BITSCHENE.

M. BITSCHENE : Oui deux questions, l'une qui n'est pas directement liée à la DSP, mais peut-être est-ce qu'on peut aujourd'hui avoir une information sur les perspectives justement du lien routier qui pourrait mener à ce Parc Expo ? Où en est ce serpent de mer ? Ce serait bien d'avoir un petit retour. Et la seconde, liée justement à l'exploitation du Parc Expo. Je m'interrogeais historiquement, on pouvait assister au Parc Expo à des concerts qui ne viendraient pas forcément concurrencer l'EDEN de Sausheim. Mais qu'en est-il pour Mulhouse quand on se compare à Colmar par exemple avec la Foire aux Vins ? Qu'en est-il ou qu'en pourrait-il être aujourd'hui de reprogrammer des concerts d'artistes ? Moi je me souviens avoir vu Johnny HALLYDAY ici, je me souviens avoir vu Florent PAGNY ici, je me souviens même, historiquement, c'était le Palais des Sports. Alors peut-être que cela en fait sourire certains, mais je pense que cela redonnerait aussi une certaine dimension à Mulhouse et son agglomération que de pouvoir peut-être accueillir des concerts dignes de ce nom en termes de capacité. Voilà les deux questions que j'aurais eu à formuler par rapport au Parc Expo : son lien routier et puis son exploitation par d'autres choses que ce qui est écrit ici en termes de congrès ou autres manifestations. Merci.

M. LE PRÉSIDENT : Je vais vous laisser la parole pour la partie concert. C'est toi Gilbert ? Et je vais parler du lien routier après.

M. FUCHS : Concernant les concerts, oui bien sûr, c'est aussi un objectif pour nous de travailler sur ce sujet. Cela a été dit, on a trois niveaux d'étapes à concrétiser au fur et à mesure et ce sera donc aussi lié par rapport aux futurs concessionnaires. Les objectifs que pourrait avoir la future SEM, si c'est une SEM ou autre, mais en tout cas l'objectif est défini, et c'est surtout la capacité d'accueil qui est importante. Pour qu'un concert soit rentable, il faut au minimum 2 500 à 3 000 places, ce qu'on n'a pas forcément aujourd'hui dans la configuration actuelle. L'objectif c'est vraiment d'aller dans ce sens-là, mais encore une fois on n'a pas tous les éléments aujourd'hui. On verra avec les futurs concessionnaires parce qu'il y a derrière tout ça un coût qui n'est pas neutre, et il faudra bien sûr voir comment l'amortir et qui le prendra en charge. Est-ce que le futur concessionnaire pourra dans le cadre et dans la mesure de ses capacités absorber ce financement pour évoluer ensemble avec nous tous dans ce sens-là. En tout cas, c'est un objectif.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Gilbert, et ensuite je vais parler du lien routier. J'aime bien l'expression c'est joli parce que nous on dit toujours l'échangeur de la Mertzau, mais le lien routier c'est bien. Vous savez que c'est un projet ancien, il faisait partie déjà des deux contrats de plan État-Région précédents, pour avoir

une meilleure accessibilité. Environnementalement, c'est aussi mieux que d'avoir des voitures stationnées pendant trois-quarts d'heure sur la route, moteur allumé. Ce projet devait être fait dans le cadre de la compétence de l'État et de la Région. Cette compétence a été transférée à la Collectivité européenne d'Alsace à un certain montant. Le montant était estimé à l'époque à 4 M€ pour faire cet échangeur. Naturellement, il y avait plusieurs versions et on était tous tombés d'accord sur une version à défendre. Maintenant que la Collectivité européenne d'Alsace a repris le dossier, ce projet de 4 M€ initialement s'est transformé en 14 M€ parce qu'on ne pouvait pas le faire comme cela était prévu initialement, donc c'est un surcoût important. Cependant, nous avons dit que nous allons participer à ces travaux, la ville de Mulhouse aussi, qui initialement n'était pas dans le plan de financement. Avec la ville de Mulhouse, on a dit qu'on allait tous porter notre part et on attend maintenant, instamment, de la Collectivité européenne d'Alsace l'accord de démarrer ces travaux qui nous permettent d'avoir quelque chose qui soit plus respectueux des usagers et de l'environnement, pour qu'on ait quelque chose qui ne soit pas aujourd'hui ces bouchons perpétuels sur l'ensemble de cette partie de la ville de Mulhouse. Cela correspond aussi à tout un travail d'attractivité et de développement de toute cette partie, ici avec le Parc Expo, la Cité de l'auto et tout le quartier qui est là, qui doit aussi faire partie de l'attractivité de notre territoire. Donc les travaux sont en cours. C'est vrai que c'est long et on attend maintenant la réponse imminente de la Collectivité européenne d'Alsace pour nous accompagner sur ce projet, et chacun va prendre sa part au financement. Voilà d'autres questions ?

M. HAGENBACH : Juste une remarque, la DSP Hugues tu disais vouloir la faire correspondre à trois mandats. Il faudrait faire une DSP de 19 ans parce que le prochain mandat il sera de 7 ans, probablement.

M. LE PRÉSIDENT : D'autres questions ? il s'agit maintenant de vous demander d'approuver le choix de la gestion par Délégation de Service Public pour l'exploitation du Parc des Expositions, pour une durée de 18 ans à compter du 31.12.25 et la définition des trois niveaux de programme de travaux et d'aménagement, et mettre en œuvre cette procédure. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 59 + 19 procurations.
Ne prennent pas part au vote (11) : Thierry BELLONI, Maryvonne BUCHERT, Christine DHALLENNE, Antoine HOME, Michèle LUTZ, Roland ONIMUS, Paul QUIN, Laurent RICHE, Jean-Luc SCHILDKNECHT, Christophe TORANELLI et Antoine VIOLA.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Nous vous remercions.

31° DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA SCI COQ INVEST À PULVERSHEIM : AVIS SUR PROJET (2.2.1/2695C)

Conformément à l'article R.181-18 du Code de l'Environnement, Mulhouse Alsace Agglomération est amenée à se prononcer sur la demande d'Autorisation Environnementale du projet de la SCI COQ INVEST à Pulversheim, notamment eu égard aux incidences environnementales sur le territoire communautaire.

La SCI COQ INVEST est le véhicule juridique du groupe COQUELLE, société de taille intermédiaire spécialisée dans le fret routier et qui souhaite étendre ses installations existantes sur la zone d'activité communautaire de l'Aire de la Thur à Pulversheim.

L'entreprise Coquelle exploite aujourd'hui un bâtiment logistique de 3.000 m² auquel s'ajoute l'exploitation d'un atelier d'entretien Poids Lourds destiné aux besoins de sa propre flotte.

Elle y exerce les activités classiques de logisticien : réception, stockage, expédition de marchandises diverses, préparation de commande.

L'établissement existant sur l'Aire de la Thur est opérationnel depuis 2020, suite à la cession par Mulhouse Alsace Agglomération d'un terrain de 2,34 ha par délibération du Bureau de m2A du 17 décembre 2018. Par la même délibération, l'entreprise bénéficiait d'un droit de préférence pour l'acquisition d'une seconde parcelle adjacente de 1,94 ha.

C'est sur cette seconde parcelle que l'entreprise prévoit l'extension de son installation existante. Elle consiste en la création d'un second bâtiment composé de deux cellules de stockages supplémentaires de 3000 m² chacune et 12,3 mètres de hauteur, soit 6000 m² au sol et 41.800 m3 de stockages supplémentaires.

Objet de la demande d'Autorisation Environnementale

La demande d'Autorisation Environnementale porte principalement sur l'extension de la capacité d'entreposage, comprenant des articles et produits de conditionnements (palettes, cartons) potentiellement inflammables (mais non dangereux au sens de la réglementation ICPE). En effet ce projet d'extension porte le volume totale de stockage de 32.000 à 73.800 m3, dépassant le seuil des 50.000 m3 qui fait entrer le projet dans la catégorie des ICPE soumises à enregistrement.

La demande d'Autorisation Environnementale comprend également des volets d'importance moindre :

- ICPE soumise à déclaration : stockage de carburants pour la station-service propre au logisticien ;
- ICPE soumise à déclaration : changement de destination de l'entrepôt existant, qui sera consacré aux bobines de papiers ;
- Déclaration loi sur l'eau : rejet des eaux pluviales du site.

La maîtrise des risques

Aucun de ces enjeux ne présentent une spécificité particulière car ils s'apparentent à ceux d'un entrepôt logistique classique. La conception des bâtiments et

équipements respectera la réglementation en vigueur afin de prévenir les incendies et éviter toute migration de pollutions hors du site ou dans la nappe.

Le dossier précise que la configuration du site et les volumes projetés ne nécessitent pas la mise en œuvre de mesure de maîtrise du risque (MMR) spécifique ; en particulier, les effets dangereux sur les parcelles voisines se limitent à des effets indirects marginaux sur l'extrémité sud-ouest du parking de la salle de l'Assemblée des Témoins de Jehovah, même dans le scénario d'accident le plus défavorable.

Biodiversité

Ce sont les enjeux présumés en matière de biodiversité qui ont conduit les services de l'Etat à préconiser le basculement dans le régime d'autorisation environnementale, conduisant le projet à être soumis à étude d'impact et enquête publique.

Le projet s'implante sur un terrain encore non bâti de la zone d'activité, situé à proximité de la digue de la Thur.

Le diagnostic écologique figurant au dossier montre que ce secteur, remanié dans le cadre de l'aménagement de la zone d'activité, longtemps cultivé en maïs, et depuis fauché régulièrement, est constitué aujourd'hui d'un habitat de type « prairie améliorée », traité ou fertilisé, densément colonisé par des graminées communes, et globalement pauvre en biodiversité.

Les investigations menées dans le cadre de l'étude d'impact n'ont pas permis de mettre en évidence d'enjeu en termes d'espèces patrimoniales ou protégées, végétales ou animales.

Le passage d'amphibiens à proximité du site, notamment du crapaud vert présent à Staffelfelden, ou du crapaud calamite présent à Wittenheim n'est pas avéré ; il ne peut cependant être théoriquement exclu, compte-tenu du fort pouvoir de dispersion de l'espèce, malgré l'absence d'habitat favorable qui ne comprend ni potentialité de zone humide pour la phase de reproduction, ni potentialité pour la phase terrestre des espèces, compte-tenu de l'absence de zone pionnière (abri, rocaille, anfractuosité, etc.).

Des mesures spécifiques sont proposées afin d'éviter le risque de passage et de colonisation du site par les amphibiens, tant en phase chantier (par la mise en place d'un dispositif anti-franchissement et d'un suivi d'un écologue en phase chantier) qu'en phase d'exploitation (par la mise en place de grillages complémentaires à maille fine et de bâches).

Ces mesures de précaution permettent d'éviter d'éventuelles incidences et conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat du 30 mai 2024, elles ne justifient pas pour autant la mise en place d'un dossier de dérogation « espèces protégées ». En effet, en l'absence d'individus contactés sur le site de projet, et d'habitat favorable, aucun impact du projet sur l'espèce n'est suffisamment caractérisé. En conséquence, aucune compensation spécifique n'est requise. Le Tribunal Administratif de Strasbourg a également appliqué cette approche dans sa

décision rendue le 2 décembre 2024 relative au projet GSE sur le parc d'activités Marie-Louise à Staffelfelden.

Protection contre les inondations

m2A a missionné Rivières de Haute-alsace pour identifier les aménagements permettant de sécuriser davantage la zone vis-à-vis du risque en cas de rupture de digue et remontée de nappe. Il est ressorti que la réalisation d'un fossé le long du pied de la digue de la Thur permettrait de réduire fortement le risque inondation sur la zone d'activités. Le modèle hydraulique retenu fait l'objet d'échanges avec la Direction Départementale des Territoires, en charge de la révision en cours du plan de prévention des risques. Cette étude a été conduite postérieurement au projet de l'entreprise, qui n'a donc pas pu la prendre en compte dans son projet. Il est cependant important que l'implantation économique permette la création de ce fossé lorsque sa réalisation sera confirmée et son tracé définitivement établi.

Avis de Mulhouse Alsace Agglomération

En synthèse, il ressort de l'analyse du dossier de demande d'autorisation environnementale et du permis de construire :

- **l'absence de risque et d'impact significatifs** de l'activité projetée sur le milieu naturel et les riverains ;

- **la conformité du projet avec la vocation industrielle et logistique** de la zone d'activité de l'Aire de la Thur ;

- **la création d'une dizaine d'emplois** et la consolidation des emplois et de l'activité existante ;

Au vu de ces éléments, après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil d'Agglomération :

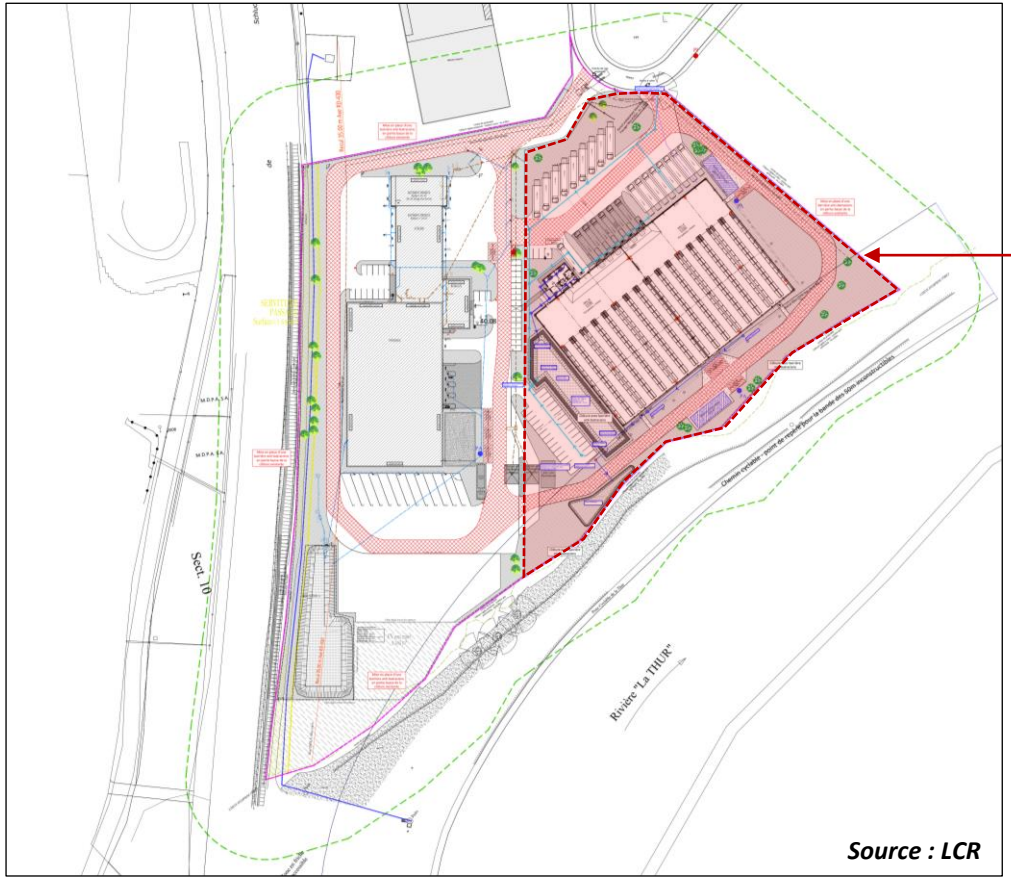
- d'émettre un avis favorable à la demande d'Autorisation Environnementale du projet de la SCI COQ INVEST à Pulversheim,
- d'informer le porteur de projet de la nécessité, le cas échéant, de créer un fossé le long de la digue,
- d'autoriser le Président ou son Représentant à adresser cet avis au Préfet.

PJ : (1)

- Un plan-masse du projet

Plan masse du projet SCI COQ INVEST à Pulversheim

(Extrait du dossier de demande d'autorisation environnementale)



M. LE PRÉSIDENT : Nous continuons avec Thierry BELLONI sur une demande d'autorisation environnementale en ce qui concerne la SCI COQ INVEST.

M. BELLONI : Merci Monsieur le Président, bonsoir à toutes et tous. Il s'agit effectivement de se prononcer sur la demande d'autorisation environnementale du projet de la société COQ INVEST, qui est donc l'investisseur de la société du groupe COQUELLE, sur l'aire de la Thur. Aujourd'hui, cette entreprise COQUELLE a déjà un bâtiment logistique de 3 000 m² qui est présent sur l'aire de la Thur. Il s'agit d'activités classiques de logisticiens : réception, stockage, expédition, et cetera. L'établissement existe depuis 2020 suite à la cession d'un terrain par m2A, je passe sur les délibérations et les hectares, mais par cette même délibération, ce qui est important, c'est que l'entreprise bénéficie d'un droit de préférence pour l'acquisition d'une seconde parcelle adjacente. Aujourd'hui cette seconde parcelle, l'entreprise y prévoit un projet d'extension de son installation existante, donc il y a eu une demande d'autorisation environnementale qui portait principalement sur sa capacité d'entreposage qui passerait de 32 000 à 77 000 m3, dépassant le seuil fatidique des 50 000 m3, donc soumise à enregistrement. Concernant la maîtrise des risques, il n'y a pas de risque particulier, ce sont des risques classiques d'un entrepôt logistique, si ce n'est évidemment le volume d'où l'autorisation ICPE. Concernant la biodiversité, c'est l'État qui a préconisé le basculement sur le régime de cette autorisation environnementale. Il faut quand même savoir que le diagnostic écologique qui figure évidemment au dossier montre que cette parcelle est globalement très pauvre en biodiversité, et qu'évidemment l'éventuelle présence du crapaud vert notamment, qui est présent à Staffelfelden, ne s'est pas avéré réellement présent. On peut aussi dire que des mesures spécifiques seront néanmoins proposées, mais je rappelle aussi, vous l'avez dans le texte, les jurisprudences du Conseil d'État et surtout la dernière décision du Tribunal Administratif de Strasbourg sur le dossier du parc d'activités Marie-Louise à Staffelfelden qui dit bien que s'il y a une demande de dérogation pour une espèce protégée, il faut avant tout prouver de la véracité de la présence de l'espèce protégée, et je dirais, à titre personnel, pas seulement une supposition. Concernant le risque contre les inondations, m2A a missionné « Rivières de Haute Alsace » pour identifier les aménagements permettant de sécuriser davantage la zone. Je rappelle que l'aire de la Thur est soumise au nouveau PPRI et que là, il y a beaucoup de choses à revoir. Et l'idée aujourd'hui est d'installer un fossé qui récupérait notamment les remontées de nappes le long de la Thur pour réduire les impacts du PPRI sur l'aire de la Thur, et évidemment, il nous faudra avoir des discussions avec la société COQUELLE parce que ce fossé passera aussi sur sa parcelle, ça c'est quelque chose qui est actuellement en cours. Donc on vous propose un avis favorable considérant qu'il y a une absence de risque et d'impact significatif sur les milieux naturels et les riverains ; concernant aussi la conformité du projet avec cette vocation industrielle et logistique qui est quand même une des activités principales de la Zone d'Activité de l'aire de la Thur, et accessoirement la création d'une dizaine d'emplois et surtout la consolidation des emplois et de l'activité existante. Au vu de ces éléments, comme je vous l'ai déjà dit, on vous propose d'émettre un avis favorable, d'informer le porteur de la nécessité, le cas échéant, de créer le fossé dont je vous ai parlé et d'autoriser le Président ou son représentant à adresser cet avis au Préfet, je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Thierry. Y'a-t-il des questions ? Oui, Gilbert.

M. FUCHS : Par rapport au fossé dont il est question, s'agissant de la DDT, de la réglementation du nouveau PPRI, est-ce que vous êtes sûrs que cela puisse marcher ? Parce que la nouvelle réglementation ne tient pas compte de tous les dispositifs qu'on peut mettre en place, que ce soit des fossés, que ce soit des retenues, des digues. Est-ce que dans ce cas de figure c'est malgré tout possible ou pas ?

M. BELLONI : Aujourd'hui, d'une façon globale, RHA sur l'ensemble de la Thur, mais évidemment sur d'autres cours d'eau, parce que RHA porte sur l'ensemble du département, syndicat par syndicat, est en train de finaliser une étude de danger qui sera versée et qui sera renvoyée dans le cadre du PPRI. Et dans ce cas particulier de l'aire de la Thur, c'est une mesure qui a été prédimensionnée aujourd'hui et les discussions sont en cours avec la DDT pour dimensionner, et qu'effectivement la véracité de ce fossé ait une efficacité avec la particularité sur l'aire de la Thur, c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'absorber d'éventuels crues, mais aussi d'éviter les remontées de nappes. Et je rappelle aussi qu'en Zone d'Activité, les risques sont considérés moins importants qu'en Zone d'Habitat parce qu'on peut considérer qu'une Zone d'Activité, il y a moins de monde, il n'y a pas de gens qui dorment, et cetera, et cetera. Donc tout cela est en cours de négociation avec l'État, en l'occurrence la DDT.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Thierry. D'autres questions ? Il n'y en a pas. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 69 + 20 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

32° ASSOCIATION DE GESTION DU MUSÉE DE L'IMPRESSION SUR ÉTOFFES : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2025 (7.5.6/2597C)

Le musée de l'impression sur étoffes, possède l'appellation « Musée de France » et fait partie du pôle des 10 musées présents sur le territoire. Il constitue un élément majeur de l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel. Sa collection est le témoin de l'histoire industrielle du territoire et constitue un patrimoine essentiel.
Mulhouse Alsace Agglomération soutient également le musée dans son fonctionnement général et la conservation de son patrimoine textile et souhaite, relever le musée des graves difficultés qu'il a connues ces dernières années.

Afin de maintenir sa fréquentation et améliorer son attractivité auprès des publics, le musée met en place des activités culturelles et pédagogiques en lien avec le service commun des publics de m2A. L'institution participe en outre aux évènements nationaux et européens facilitant l'accessibilité pour tous les publics au musée :

- programmation annuelle d'ateliers artistiques et plastiques pour adultes et enfants autour des arts de l'impression, de la teinture et de dessin textile, ainsi qu'à l'ennoblissement des étoffes et des arts textiles de manière plus générale,
- médiation auprès des publics scolaires de l'enseignement secondaires et supérieurs par le biais de conventions pédagogiques,
- prolongement pour la seconde année consécutive de l'exposition temporaire « Quel chantier ! » avec renouvellement des pièces et œuvres exposées pour des questions de conservation,
- participation à la 21e édition de la Nuit Européenne des Musées le 16 mai 2025 en lien avec les musées du territoire sur la thématique de l'espace dans le cadre de la présidence de m2A des Villes Ariane, et avec la coordination du service tourisme et musées de m2A.,
- participation à la 42e édition des Journées Européennes du Patrimoine qui se dérouleront le 20 et 21 septembre 2025.

Afin de soutenir le musée dans ses missions de service public, il est proposé au Conseil de verser une subvention à hauteur de 155 000 €.

Les crédits nécessaires au versement de la contribution sont inscrits au budget 2025.

Imputation budgétaire :
Chapitre 65 - article 65748 – fonction 314
Service gestionnaire et utilisateur 513
Ligne de crédit n°3854

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- attribue à l'association du musée de l'impression sur étoffes une subvention de fonctionnement d'un montant 155 000 €,
- approuve la contribution de Mulhouse Alsace Agglomération à la réalisation de ce projet ainsi que les termes des conventions s'y rapportant,

- autorise le Président ou son représentant à signer les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (2)
- 1 convention
- 1 contrat d’engagement républicain

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES
A LA POPULATION
Direction attractivité, développement
touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
LD/AF/CFRS

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », dont le siège social est situé au 9 Avenue Konrad Adenauer à Sausheim (68390) représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 27 janvier 2025 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et

L'Association du musée de l'Impression sur étoffes, ayant son siège social 14 rue Jean-Jacques Henner 68100 Mulhouse, représentée par son Président, M. Roland ONIMUS et désignée sous le terme « l'Association »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Association a pour but la conservation, l'étude, l'enrichissement et la diffusion de ses collections et la gestion de l'équipement du musée.

Compte tenu de l'intérêt de cette gestion pour le développement du tourisme sur son territoire, m2A a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers à l'Association.

Pour 2025, m2A verse à l'Association une subvention de fonctionnement d'un montant de 155 000 €, approuvée par le Conseil d'Agglomération du 24 mars 2025.
L'affectation de cette subvention par l'Association devra respecter les stipulations indiquées dans la délibération n°2597C.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les conditions dans lesquelles m2A apporte son soutien financier à l'association dans le cadre de ses activités muséales pour l'année civile 2025.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

Article 3 : MISSIONS ET OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION

L'association a pour mission d'assurer et de maintenir son activité muséale conformément aux règles énoncées dans le code du patrimoine pour les musées de France (LIVRE IV : MUSEES articles L410-1 à L452-4).

- Le maintien de son personnel à un niveau de compétence et d'expertise suffisant afin de répondre aux exigences de gestion et de conservation du patrimoine dont elle a la charge.
- D'assurer la maintenance, la sécurité et le bon fonctionnement du musée.
- De proposer aux publics une offre culturelle et pédagogique de qualité.
- De contribuer à l'attractivité du territoire en prenant part aux évènements engageant la politique culturelle nationale favorisant l'accessibilité pour tous à la Culture.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à assurer les missions d'un musée de France telles qu'énoncées dans le code du patrimoine à savoir : conserver, étudier, enrichir et diffuser ses collections.

D'autre part, l'association s'engage à :

- Participer à la Nuit Européenne des Musées et aux Journées Européennes du Patrimoine en proposant la gratuité ou un tarif préférentiel aux visiteurs.
- Participer à la Journée des Enfants du patrimoine et offrir la gratuité au public scolaire lors de l'opération.
- Mettre à disposition gratuitement une fois par an la salle Ratti et la salle de conférence pour des manifestations m2A.
- Coopérer aux travaux communs en matière de conservation et de médiation qui animent le réseau des musées du territoire de m2A.
- Contribuer à la campagne annuelle de communication et de sensibilisation aux métiers du patrimoine (acquisition, conservation, restauration, inventaire et récolement, etc.) animée par le service Tourisme et Musées de m2A.

Article 5 : ENGAGEMENTS DE M2A

M2A conservera tout au long de la durée de la présente convention un contact régulier et un suivi avec l'Association afin de disposer d'une évaluation continue du fonctionnement du musée.

Dans le cadre de son service Tourisme et Musées, m2A apporte à l'Association conseil et ingénierie à la réalisation des missions et objectifs décrits dans l'article 3.

Dans le but de donner à l'Association les moyens nécessaires pour exercer sa mission dans le respect des objectifs prévus dans la présente convention, m2A lui verse une subvention.

Article 6 : MODALITES D'ATTRIBUTION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

Il est demandé à l'Association de présenter la programmation et les activités prévisionnelles de l'année n+1 qui seront mises en place conformément aux missions du musée.

Le montant de cette subvention sera défini sur la base de la demande d'une subvention étayée et du budget prévisionnel présenté par l'Association, et fera l'objet d'un examen suivant les critères définis par m2A :

- Garantir la sécurité des personnes et des collections.
- Assurer à l'entretien et la rénovation des bâtiments.
- Appuyer l'écoconception des projets, y compris d'exposition, et la transition énergétique.
- S'inscrire dans les axes du Schéma de développement culturel et touristique de m2A :
    - Conserver, inventorier et récoler, enrichir, restaurer les collections.
    - Se doter d'une programmation culturelle clairement définie qui valorise les collections vers les publics.
    - Mettre en place des projets d'éducation artistique et culturelle dans une perspective d'accès pour tous à la culture.
    - Professionnaliser les missions.
    - Participer à la vie du réseau, notamment dans le cadre d'actions transversales et communes participant à l'attractivité du territoire en tant que pôle muséal.
    - Inscrire les projets dans une communication mettant en valeur la narration culturelle du territoire.

L'Association utilisera cette subvention dans le respect des dispositions de la présente convention et ne pourra pas reverser tout ou partie, à d'autres organismes, la subvention accordée.

En cas de résiliation de la convention ou de dissolution de l'association, celui-ci devra restituer la subvention, pour la part non utilisée à m2A.

Article 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

La subvention fera l'objet d'un versement effectué par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur.

La subvention, votée lors de l'assemblée délibérante, est versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.

Il est à noter que le versement ne se fera que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.

Les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.

Le versement de cette subvention sera effectué sur le compte de l'association :
Code banque : 14707 – Code guichet : 50821 – Numéro de compte : 49195128929 Clé RIB : 17– Raison sociale et adresse de la banque : BP Alsace-Lorraine Champagne

Article 8 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à apposer le logo de m2A sur les productions (dossiers de presse, tracts, affiches...) liées aux actions définies à l'article 3 de la présente convention et à faire valoir la participation de m2A dans l'ensemble de ses actions de communication.

Article 9 : EVALUATION ET SUIVI FINANCIER DE L'ASSOCIATION

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra produire et transmettre au service Tourisme et Musées de m2A les documents permettant un suivi des activités et leur évaluation qualitative, techniques et financières dans le respect de ses engagements vis-à-vis de la collectivité.

9.1. Suivi des activités de l'association

Dans le cadre du suivi des activités de l'association, celle-ci devra produire **semestriellement** un bilan de la programmation et des activités en cours (à transmettre avant le 31 juillet) comportant au minimum les informations suivantes :

- Chiffres de fréquentation en lien avec la grille d'indicateurs telle que définie par le service Tourisme et Musées à l'annexe 1.
- Compte-rendu qualitatif et financier de la programmation et des activités réalisées au cours du premier semestre aux moyens d'évaluation définis à l'annexe 2.

De plus, l'Association devra transmettre avant le 31 juillet un bilan annuel

comportant :

- Rapport d'activité de l'année exécutée.
- Etat de l'organigramme et des fonctions des agents (salariés, prestataires, bénévoles, mécénat de compétence, etc.) affectés aux activités définies à l'article 3.

9.2. Suivi financier de l'association

Pour permettre la vérification des conditions financières et techniques, l'Association devra transmettre avant le 31 juillet de l'année en cours :

- Une copie certifiée de son budget analytique de l'année en cours voté par la gouvernance de l'Association.
- Le bilan et le compte de résultat détaillés de l'Association de l'année précédente, comprenant l'ensemble des activités de l'Association y compris celles n'étant pas financées par m2A.
- Les comptes analytiques de l'année précédente, pour chaque activité gérée par l'Association.
- Le rapport du commissaire aux comptes de l'année précédente.

En outre, l'Association s'engage à déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérées à l'article 3 notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

La collectivité a le droit de contrôler les renseignements donnés notamment dans le compte rendu d'activités et de faire procéder à tout audit qu'elle jugera utile, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagement vis-à-vis de la collectivité.

Le contrôle pourra porter sur l'année en cours et les années précédentes.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : ASSURANCE

L'association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Article 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 : RESPONSABILITES

L'aide financière apportée par m2A aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

L'Association est responsable de son bon fonctionnement dans le cadre des stipulations de la présente convention. Elle fera son affaire de l'obtention de toutes autorisations administratives ou autres, nécessaires à l'utilisation des lieux utilisés pour l'activité. Elle devra prendre en particulier toutes dispositions pour qu'elle soit agréée par les autorités compétentes (règlementation ERP, code du travail…).

L'association fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de m2A ne pourra être recherchée à l'occasion des litiges provenant de la gestion de l'Association.

L'Association est seule responsable vis-à-vis des usagers et des tiers et de m2A de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Article 13 : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'Association devra reverser en tout ou partie la subvention octroyée par m2A dans les hypothèses suivantes :

- Les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées, tel que défini aux articles 1 et 3.
- En cas de non-exécution des dispositions de l'article 8 (évaluation et suivi financier de l'Association) c'est à dire si les pièces, documents ou justificatifs n'ont pas été présentés ou se révèlent être volontairement erronés.
- Si la subvention excède le coût de la mise en œuvre de l'action.
- S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'Association et audition préalable de ses représentants.

La collectivité en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'Association dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

Article 14 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Article 15 : CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, l'association s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit.

Article 16 : LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de trois mois à compter de la naissance du litige.

Annexes :
Annexe 1 – Grille d'indicateurs des chiffres de fréquentation générale du musée.
Annexe 2 – Compte-rendu qualitatif et financier de la programmation et des activités.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,	Pour l'Association du Musée de l'impression sur étoffes,
le Président	le Président
Fabian JORDAN	Roland ONIMUS

Musée de l'impression sur étoffes

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 13/01/2025

Le (la) Président(e)
Roland ONIMUS

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet
Lu et approuvé

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons au développement touristique, culturel : association de gestion du musée de l'impression sur étoffes et sa subvention de fonctionnement Christine DHALLENNE.

MME DHALLENNE : Merci président. Le MISE est l'un de nos dix musées que nous avons sur notre territoire, et de plus il est musée de France. Il contribue, vous le savez, à l'attractivité du territoire sur le plan touristique et culturel et sa collection témoigne aussi de l'histoire industrielle de notre territoire. Notre Agglomération soutient ce musée dans son fonctionnement et la conservation de ses collections. Des activités culturelles et pédagogiques sont mises en place tout au long de l'année en lien avec les services de l'Agglomération : des ateliers artistiques et plastiques autour des arts d'impression, de la teinture et de dessins textiles ; de la médiation auprès des publics, notamment les scolaires ; la prolongation de l'exposition temporaire « quel chantier ? » avec quelques petites modifications et des changements de tissus bien sûr ; mais il y aura également une nouvelle exposition sur les wax, tissus africains, en parallèle avec l'inauguration d'Horizon Afrique au zoo donc un petit rappel dans ce musée. La dynamique culturelle y est très variée. Deux moments phares de l'année à venir avec la participation à la 21e nuit européenne des musées, le 16 mai. Dans le cadre de la Présidence des villes Ariane, le musée va surfer sur ce thème. Il y a également la 42e édition des Journées européennes du patrimoine, les 20 et 21 septembre qui génère un flux important dans ce musée qui fait la gratuité ce jour-là. Et donc nous vous demandons ce soir, afin de soutenir ce musée dans ses missions, de verser une subvention de 155 000 €, merci.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Christine de cette présentation sur le MISE. Y'a-t-il des questions ? Oui, Madame PAUGAM.

Mme PAUGAM : Merci pour cette présentation. Dans le contexte financier sensible que l'on connait tous pour le MISE, il aurait été certainement très utile d'avoir davantage de précisions sur la répartition des activités, des moyens humains et financiers associés et d'avoir une vision globale sur le montage du budget de l'association ceci pour s'assurer que les 155 000 € de subventions qui sont proposés sont bien cohérents avec les objectifs identifiés. A ce titre, sauf erreur de ma part, je crois qu'il manque les annexes à la convention qui sont associées à la délibération, je ne les ai pas trouvées et cela parlait notamment d'un certain nombre de points financiers. Je pense que c'est plus pour cadrer la manière dont on attend des retours de l'association, mais a priori il manquait peut-être des éléments, cela aurait pu être éclairant. Je pense qu'il serait aussi nécessaire d'avoir des précisions sur les moyens concrets d'appui fournis par m2A qui sont mentionnés dans la convention, et en particulier sur l'activité clé de la conservation. Près de 2 ans aujourd'hui après la liquidation de l'association MMSA qui avait notamment à sa charge la coordination de l'activité de récolements et d'inventaire des principaux musées de l'agglomération, il serait fort utile d'avoir aussi une présentation de la stratégie globale de l'activité de conservation des collections de nos musées. C'est un enjeu patrimonial majeur dans notre agglomération, et ce serait bien, je pense, si on pouvait avoir l'occasion d'un échange un peu plus précis là-dessus. Dernière remarque aussi, au regard de l'enjeu et du contexte, liée à la poursuite d'activité du MISE, n'aurait-il pas pu être

initié, dès à présent, un conventionnement pluriannuel plutôt qu'une convention annuelle pour cette subvention ? En effet, dans cette période d'incertitude générale d'un point de vue des financements et du cas particulier de la situation du MISE, cela serait une marque supplémentaire d'engagement des financeurs et de nous m2A en particulier. Je vous remercie des éclairages que vous pourrez nous apporter.

Mme DHALLENNE : Merci pour toutes ces questions. Juste une précision : MMSA ne s'est jamais occupé des récolements des collections, mais au sein de l'Agglomération une équipe étoffée s'occupe des publics et de toutes ces missions qui sont inhérentes, effectivement, à ce que doit développer un musée de France. Rassurez-vous un accompagnement proche est fait mais je vais donner la parole à Roland ONIMUS qui vous en dira un peu plus sur ce musée qu'il préside.

M. ONIMUS : Merci beaucoup Mme DHALLENNE. Le MISE vous le connaissez tous, initialement nous avions 125 000 € en subventions. Vous connaissez tous l'état du bâtiment, on a passé un hiver très difficile. Nous n'avions pas de chauffage, nous avons décidé, au niveau du CA, de maintenir ce musée ouvert. Malgré le froid qui faisait dans ce musée, nous avons fait de meilleurs chiffres que l'année précédente. Alors c'est vrai, on a fait d'énormes efforts de gestion interne et par mesure de prudence, lors du CA du MISE de juin 2024, nous avons décidé le non recrutement d'un directeur scientifique ou général dans l'immédiat. Dans un second poste, nous n'avons pas remplacé une personne qui va partir à la retraite, mais grâce à m2A qui nous met à disposition une personne. Également nous avons le maintien d'une grande ambition culturelle, le musée reste ouvert sur son territoire et les équipes travaillent actuellement, comme le disait Mme DHALLENNE, sur une exposition consacrée à un tissu africain, le wax, en lien pour la première fois avec la Haute Ecole des Art du Rhin, la HEAR. Cette exposition entrera en résonnance avec l'ouverture prochaine de l'Horizon Afrique, ce qui va permettre de connecter davantage le musée au reste du pôle scientifique et technique. En ce qui concerne les chiffres, je pourrai vous les donner lors d'un prochain Conseil d'agglomération. Là, je n'ai malheureusement pas en tête l'ensemble des chiffres. Je peux juste vous dire que l'on a aujourd'hui un départ à la retraite qui nous revient entre 60 000 et 70 000 € en déduction avec les charges, ce qui était prévu, mais sans cela le budget aurait été en équilibre. Voilà pour les réponses que je peux vous donner à l'instant.

Mme DHALLENNE : Ce que l'on peut préciser aussi, c'est qu'il y a une petite équipe très dynamique, qu'effectivement le remodeling de l'exposition en cours va être fait, et cela donnera un peu un côté nouveau à cette exposition qui est prolongée. L'exposition à venir va être fort sympathique. Ce que l'on peut dire c'est que les entrées sont en évolution constante, et il y a une boutique très dynamique également avec des productions propres au musée et des tissus qui émanent des collections qui sont mis en avant et valorisés dans cette boutique qui génère également des rentrées d'argent significatives. Les ateliers pour les publics

sont également très dynamiques, on en fait état très fréquemment dans la presse, souvent il y a des petits reportages sur ce musée. Les publics ne sont pas négligés, que ce soit les publics scolaires et quelques fois jusqu'aux universités avec des personnes qui sont spécialistes dans ce domaine, et on a toujours un flux effectivement de visiteurs venant même de l'étranger qui sont curieux de voir l'évolution de ce musée qui n'est de loin pas en dormance à l'heure actuelle. Donc beaucoup d'éléments positifs.

M. ONIMUS : Je tiens juste à rajouter qu'en 2024 on a resigné avec les japonais un contrat d'une durée de 5 ans, renouvelable 5 ans, par lequel ils nous achètent ou choisissent des échantillons à hauteur de 110 000 euros par an.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup Christine et Roland. Je voulais vous remercier de votre intervention parce qu'en fin de compte elle nous donne l'occasion d'avoir cette réflexion partagée sur les réelles ambitions que nous avons au point de vue culturel sur nos établissements, parce que nous avons des choix de gestion serrés actuellement et notamment sur le MISE. Mais l'ambition culturelle pour nous est très importante, et d'avoir un objectif, d'avoir une programmation pluriannuelle d'investissement pour savoir où nous voulons aller, d'avoir un cap, de partager le cap et d'avoir quelque chose de cohérent sur l'ensemble de nos établissements culturels, je pense que c'est important. Ce que je vous propose peut-être, c'est de mettre en place un groupe de réflexion, un atelier-projet sur nos ambitions partagées, sur les objectifs à construire, à coconstruire sur l'ensemble de nos établissements culturels. Je pense que cela pourrait être quelque chose qui soit porteur et on pourrait lancer encore cela cette année pour avoir quelque chose de partagé. C'est vrai qu'il ne faut pas juste s'occuper quand on a des difficultés financières, c'est aussi d'avoir cette ambition partagée et collective, de voir si l'on peut mieux faire pour développer nos ambitions qui sont avérées, avec un personnel très investi sur notre territoire, avec la participation de la DRAC, et de regarder de quelle manière on fait ça. Donc si vous êtes d'accord, Monsieur le Vice-Président, on peut lancer cette opération et ce groupe de travail.

M. ONIMUS : Tout à fait.

M. LE PRÉSIDENT : Parfait. Merci beaucoup. D'autres prises de parole ? Il n'y en a pas. Donc en ce qui concerne cette subvention, versée en une fois, de 155 000€ qui est contre, qui s'abstient ?

Pour : 61 + 21 procurations.
Ne prennent pas part au vote (6) : Christine DHALLENNE,
Gilbert FUCHS, Hugues HARTMANN, Fabian JORDAN, Michèle LUTZ et Roland ONIMUS.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

33° AGENCE D'ATTRACTIVITÉ : AVANCE SUR SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2025 (7.5.6/2685C)

L'agence d'attractivité Mulhouse Sud alsace a vu le jour le 30 septembre 2022 avec pour vocation de rassembler à 360° les acteurs, les stratégies et les actions visant à renforcer la visibilité et le rayonnement de l'agglomération à l'extérieur du territoire, aussi bien au niveau national, qu'européen ; mais également à renforcer l'accueil des publics créateurs de valeur, quels que soient leur origine, leur intention et leur projet.

Elle poursuit par ailleurs les missions d'office du tourisme suivant le code du tourisme et assure pour le compte de m2A l'exploitation de l'auberge de jeunesse et du camping de l'Ill.

M2A souhaite poursuivre le développement et l'accompagnement de l'agence d'attractivité dans la mise en œuvre de ces missions pour 2025.

Par ailleurs, il est prévu la mise à disposition d'un agent de m2A pour 1 ETP pour l'année 2025. En contrepartie de la mise à disposition, l'Agence d'Attractivité s'engage à rembourser trimestriellement à m2A, sur présentation d'une facture, les rémunérations principales et leurs accessoires versés à l'intéressé, ainsi que les charges sociales correspondantes (article 4 de la convention de mise à disposition votée le 27 février 2023).
L'ensemble de ces dispositions font l'objet d'une convention, jointe en annexe de la présente délibération. Les modalités de versement des subventions sont définies dans l'article 2.
Afin d'assurer la continuité de son fonctionnement, il est proposé au Conseil de verser une avance à hauteur de 400 000 €.
Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.

Imputation budgétaire :
Chapitre 65 / Article 65748 / fonction 633
Service gestionnaire et utilisateur 511
Ligne de crédit 3793

Après avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- décide d'attribuer une avance sur subvention de fonctionnement d'un montant de 400.000 €,
- autorise le Président ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (2)

- Une convention
- Un contrat d'engagement

MULHOUSE ALSACE
AGGLOMÉRATION

POLE FINANCES ET SERVICES A LA POPULATION
Direction attractivité, développement touristique et culturel
Service Tourisme et Musées
LD

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS RELATIVE A L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre

La Communauté d'Agglomération « Mulhouse Alsace Agglomération », représentée par son Président, M. Fabian JORDAN ou son Vice-Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 24 mars 2025 et désignée sous le terme « m2A »
D'une part,

Et

L'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace, association de droit local, domiciliée à la Maison du Territoire, 9 avenue Konrad Adenauer – 68390 SAUSHEIM, représentée par son Président, Laurent RICHE, désigné sous le terme "AA"
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

L'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace créée le 30/09/2022 a pour objet la mise en commun des différents leviers d'attractivité du territoire de la communauté d'agglomération de Mulhouse pour le compte de ses membres et de ses partenaires. Elle s'inscrit pleinement dans le projet de territoire Vision 2030.
Elle poursuit par ailleurs les missions d'office de tourisme, suivant le code du tourisme, ainsi que de nouvelles missions complémentaires.

Ces activités constituent un service d'intérêt économique général au sens du droit de l'Union européenne, nécessitant la mise en œuvre d'obligations de service public.

Dans ce cadre, m2A entend soutenir les actions initiées et conçues par l'Agence d'Attractivité qui s'inscrivent dans ce service d'intérêt économique général en lui

octroyant une compensation financière au regard de ses obligations de service public, conformément à la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106 paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne publiée au JOUE L7/3 à L7/10 du 11 janvier 2012.

Pour mener à bien ces missions intercommunales, les deux parties concluent la présente convention d'objectifs et de moyens. Celle-ci fera l'objet d'un bilan à l'issue de son année d'exécution.

Article 1 : **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les missions de l'Agence d'Attractivité et les principes opérationnels et financiers régissant les relations entre m2A et AA.

Par la présente convention, les parties s'engagent :

- Pour l'Agence : à assurer les missions principales d'opérateur du tourisme détaillées des articles 2 et 3, ainsi que la ou les missions liées spécifiquement aux autres volets de l'attractivité détaillés à l'article 6, avec toutes les obligations de service public qui en découlent et qui sont définies dans l'article 2 de la présente convention.
- Des missions complémentaires sont également prévues à l'article 4.
- Pour m2A : à verser à l'AA une subvention compensatoire du fait des obligations de service public assurées par l'Office de Tourisme et des Congrès au sein de l'AA. Les modalités de cette subvention sont détaillées dans la présente convention, sans préjudice des règles nationales et celles de l'Union Européenne en matière des aides publiques aux entreprises et sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la collectivité.

Article 2 : Modalités de versement de la contribution financière

La subvention fera l'objet de deux versements effectués par le trésorier de m2A, selon les procédures comptables en vigueur.

- Une avance de 400.000 € sur la base de la subvention de l'année précédente, votée lors de l'assemblée délibérante, versée dès signature de la présente convention et sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours et du bilan financier de l'année précédente.
- Le solde de la subvention voté au mois de juin par l'assemblée délibérante sur la base de la demande faite par l'association.

Il est à noter que ces versements ne se feront que sous réserve de l'inscription des crédits au budget et qu'après validation de l'ensemble de ces sommes par l'assemblée délibérante.

Les montants peuvent être soumis à modification par voie d'avenant, le cas échéant.

Article 3 : Obligation de service public de l'activité touristique

Les actions relevant d'un service d'intérêt économique général que l'AA entend développer sur le territoire communautaire comportent, pour la durée de la présente convention, les obligations de service public suivantes :

- L'accueil et l'information de l'ensemble des publics concernés,
- La continuité de service au profit des publics concernés en veillant notamment,
  - à une amplitude horaire suffisante, permettant cet accueil,
  - à l'organisation de permanences chaque fois que cela est utile,
  - à une présence sur le terrain si nécessaire.
- Le maintien d'un haut niveau de qualité des services,
- L'évaluation des résultats obtenus en termes de satisfaction, de besoin des utilisateurs,
- L'adaptation de la nature des obligations de service public à l'évolution des besoins des utilisateurs si nécessaire.

Article 4 : Définition des missions « Office de Tourisme et des Congrès »

Conformément à son objet social, l'AA s'engage à assurer les missions suivantes :

- L'accueil et l'information des touristes sur le territoire de l'agglomération,
- La promotion et la valorisation des atouts du territoire : musées, parc zoologique et botanique, patrimoine historique, contemporain, culturel et de loisirs et des socio-professionnels.
- La coordination et l'accompagnement des interventions des divers partenaires locaux et régionaux concernés par le développement touristique du territoire.

En outre, l'AA :

- Contribue à la mise en œuvre de la stratégie touristique de l'agglomération et des programmes locaux de développement touristiques,
- Conçoit et commercialise les services et produits touristiques en lien avec les professionnels du territoire,
- Assure l'information et la promotion touristique des événements de Mulhouse et son agglomération.

Dans ce cadre, l'AA mettra en œuvre les services suivants, en relation avec les services de m2A et les partenaires régionaux du tourisme :

- Service public touristique :
  - communication externe à vocation touristique, relations presse,
  - participation aux foires et salons professionnels pour renforcer la position du territoire dans l'Alsace touristique,
  - édition d'ouvrages et documents d'information (plan de l'agglomération notamment).
- Service touristique marchand :
  - réservations et vente en ligne,
  - vente de forfaits touristiques, visites guidées, offres de groupes,
  - billetterie spectacles et événements, en lien avec les acteurs locaux.
- Tourisme d'affaires :
  - commercialisation des prestataires du territoire,

- accompagnement dans l'accueil de séminaires et congrès sur le territoire.

L'ensemble de ses actions touristiques sont menées dans une volonté de développement durable et responsable, conformément au projet de Territoire « Vision 2030 » porté par m2A.

Article 5 : Missions complémentaires

En missions complémentaires aux missions obligatoires énumérées à l'article précédent, l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace est chargée par m2A, de l'exploitation des équipements touristiques et de loisirs suivants :

- L'Auberge de Jeunesse
- Le Camping de l'Ill

L'Agence travaille, en lien avec la direction attractivité, développement culturel et touristique, à l'étude des modalités de gestion de ces deux équipements.

Article 6 : Plan d'actions annuel "tourisme"

Dans le cadre de ses missions, l'AA s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions dont les principaux axes pour 2025, sont les suivants :

1. Assurer la promotion de Mulhouse et sa région auprès des professionnels centrée sur les marchés de proximité (France et Europe)
2. Communiquer pour développer l'image et la notoriété de la destination

3. Mettre en œuvre une démarche de tourisme durable pour le territoire :(animation et accompagnement des socio-professionnels, valorisation et accompagnement des offres durables) et renforcer sa démarche interne en termes de RSE avec en ligne de mire l'obtention du label Green Destination ou l'intégration de la démarche Passeport Vert

4. Développer le MICE et la commercialisation :

- programme d'actions de promotion réalisées avec Meet in Alsace, Explore Grand Est Meet & Connect, en partenariat avec Congrès Cités ou spécifiques au Bureau des Congrès,
- développement de la commercialisation groupes et congrès,
- développement de la commercialisation pour individuels : offres de séjour et activités,
- commercialisation des visites guidées et des visites de Tourisme de Découverte Economique (TDE) produites par l'OTC,
- partenariat avec les structures sportives : collaboration étroite avec le service des sports et le CSRA dans le cadre d'accueils de délégations sportives profitant des équipements sportifs du le territoire

5. Fédérer les professionnels du territoire :

- réunions thématiques avec les prestataires du segment tourisme d'affaires,
- cafés du Tourisme : temps d'échange rassemblant tous les socio-professionnels du territoire,
- groupe de travail Tourisme Durable (depuis 2023),
- éductours proposés sur la destination pour faire découvrir aux hébergeurs notre offre culturelle et de loisirs,

6. Structurer l'offre touristique du territoire de m2A :
- participation active et co-financement avec m2A d'un observatoire économique du tourisme
- soutien et accompagnement aux projets des socioprofessionnels,
- reconduction du City Pass version adulte et junior, dans sa version dématérialisée,
- reconduction de la Balade Gourmande V3 (le foodtour lancé en 2021)
- animation du réseau des Greeters,
- mise en tourisme et enrichissement de l'offre de Tourisme de Découverte Économique,
- identification et valorisation de l'offre « durable » et « circuits courts » du territoire,
- valorisation de la Route de la Potasse,

7. Optimiser la gestion des hébergements de m2A : Auberge de Jeunesse et Camping de l'Ill :
- garantie qualité avec une équipe de professionnels,
- maîtrise et optimisation des coûts de la masse salariale,
- mise en place de plus d'animations et de prestations, surtout en période estivale au Camping
- objectif de labellisation « Accueil vélo » pour le Camping,
- déployer la communication de l'Auberge de Jeunesse pour développer la clientèle,

Article 7 : Moyens matériels mis à disposition

Pour la mise en œuvre de ses missions, m2A met à disposition de l'AA, les locaux situés 4 et 6 avenue de Colmar – Mulhouse.

Les modalités de cette mise à disposition font l'objet d'une convention spécifique approuvée par le Bureau en sa séance du 11 février 2013.

Article 8 : Engagements de l'AA

L'AA s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la présente convention sous réserve de l'obtention de la subvention Adhoc.

Elle s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice au cours duquel les subventions ont été versées les documents ci-après, établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier, conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

  Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations de service public prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions définis dans le plan d'actions annuel définis d'un commun accord entre m2A et l'AA. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée,

- Une copie certifiée de son budget et le cas échéant le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce,
- Son rapport d'activité ainsi qu'un plan d'actions de l'année à venir.

L'AA s'engage également à :

- Communiquer à m2A toute information relative à son activité et à l'emploi des fonds attribués par la collectivité et à transmettre à sa demande toute pièce justificative afférente,
- Déposer, le cas échéant, à la Préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les comptes rendus financiers des subventions reçues, en application de l'article 10 de la loi n° 2000 – 321 du 12 avril 2000 et l'article 2 du décret n° 2001 – 495 du 6 juin 2001.
- Pendant toute la durée de la présente Convention, l'AA s'engage à faire mention du partenariat avec m2A sur tous ses supports de communication, notamment à reproduire le logo de l'Agglomération sur tous ses documents écrits, audiovisuels et numériques (sous réserve de la bonne réception par l'AA des éléments - logo, mention type, dans les délais et formats requis) : invitations, affiches, tracts, dépliants, bannières, communiqués et dossiers de presse, site Internet et réseaux sociaux du Bénéficiaire…
- Elle autorise m2A à évoquer son action de soutien dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, sur tous supports.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, elle s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain auquel elle a souscrit. Le contrat d'engagement républicain signé par ses soins est annexé à la présente convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'AA, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer m2A sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

<u>Article 9</u> : Redevances et remboursement de frais

L'AA s'engage à verser les redevances suivantes pour 2025 :

- 60 000€ au titre de l'occupation des locaux 4 et 6 avenue de Colmar, conformément à la convention spécifique approuvée par le Bureau de m2A, en sa séance du 11 février 2013.
- 5000€ au titre de l'exploitation commerciale de l'Auberge de Jeunesse,
- 8500€ au titre de l'exploitation commerciale du Camping de l'ILL.

Par ailleurs, il est prévu la mise à disposition d'un agent de m2A pour 1 ETP pour l'année 2025 pour un coût total estimatif de 66.800 €.

En contrepartie de la mise à disposition, l'Agence d'Attractivité s'engage à rembourser trimestriellement à m2A, sur présentation d'une facture, les rémunérations principales et leurs accessoires versés aux intéressés, ainsi que les charges sociales correspondantes (article 4 de la convention de mise à disposition votée le 27 février 2023). L'opération de mise à disposition devant comptablement se neutraliser.

Article 10 : Collaboration entre services

Pour la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées par m2A, l'AA travaillera en collaboration avec la Direction Attractivité, Développement Culturel et Touristique.

m2A s'engage à fournir à l'AA toutes les informations et les appuis nécessaires à la bonne réalisation des actions touristiques et d'attractivité (économie, sport, santé, ..)

Article 11 : Suivi des actions et évaluation

m2A conservera tout au long de la durée de la présente convention un contact régulier et constructif avec l'AA afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites et d'être en mesure de compléter la convention par un ou plusieurs avenants particuliers.

m2A procède, conjointement avec l'AA, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er et sur l'impact des actions au regard de l'intérêt général.

Article 12 : Moyens pour éviter les surcompensations

m2A contrôle annuellement et à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service d'intérêt économique général.

L'AA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par m2A de la réalisation des objectifs et actions énumérés aux articles 1er, 2, 3, 4 et 5, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'AA remettra, dans un délai de six mois, un bilan détaillé de l'ensemble de la période d'exécution de la convention.

Article 13 : Responsabilité et Assurance

L'aide financière apportée par m2A aux actions de l'AA, ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

L'AA souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et paie les primes et les cotisations des assurances sans que

la responsabilité de m2A puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

Article 14 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature et pour une durée d'un an.

Les parties conviennent de se réunir, au plus tard deux mois avant l'échéance, afin d'envisager les modalités d'une nouvelle convention.

Article 15 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée au respect par l'AA des engagements énumérés aux articles 1 à 12 ainsi qu'à l'utilisation de la subvention conformément aux objectifs et actions décrits aux articles 1er, 2 ,3, 4 et 5.

Article 16 : Sanctions

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1er, l'AA reconnaît son obligation d'avoir à rembourser à m2A la totalité de la subvention. Il en ira de même en cas de non-exécution des dispositions des articles 10 et 11.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'objet, l'AA devra rembourser à m2A la part non justifiée de la subvention versée sauf si elle a obtenu préalablement l'accord de l'Agglomération pour toute modification de l'objet.

m2A demandera le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière excédant le coût de la mise en œuvre du service d'intérêt économique général. Toutefois si ce montant ne dépasse pas 10 % du montant de la compensation annuelle, m2A peut décider, en cas de nouvelle convention, de reporter l'excédent sur l'année suivante et le déduire du montant de la compensation prévu pour cette nouvelle année.

La décision de m2A intervient après examen des justificatifs présentés par l'association et audition préalable de ses représentants. La collectivité en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les reversements sont effectués par l'AA dans le mois qui suit la réception du titre de recette émis par m2A.

S'il est établi que l'Association bénéficiaire de la subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'Association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, la collectivité procède au retrait de la subvention dans les conditions fixées par l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Article 17 : Avenants

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 18 : Résiliation - Litiges

En cas de non-respect par l'AA des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la m2A à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de difficultés d'interprétation ou d'exécution de la présente convention et de ses avenants, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.
Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 19 : Annexe

- contrat d'engagement républicain

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux, le

Pour m2A,	Pour l'Agence d'Attractivité,
le Président	le Président
	#signature#
Fabian JORDAN	Laurent RICHE

AGENCE ATTRACTIVITE MULHOUSE SUD ALSACE

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.
Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.
Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.
Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.
Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.
Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.
Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à Mulhouse , le 15/01/2025

Le (la) Président(e)

RICHE, Laurent

Inscrire la mention "Lu et approuvé"

Signature et cachet

Lu et Approuvé

AGENCE D'ATTRACTIVITÉ
MULHOUSE SUD ALSACE
La Maison du Territoire
9, avenue Konrad Adenauer - 68390 SAUSHEIM
Tél. (33) 3 89 35 48 48

M. LE PRÉSIDENT : Nous poursuivons par l'agence d'attractivité Roland : une avance sur la subvention de fonctionnement.

M. ONIMUS : Oui, merci beaucoup Président, Mesdames et Messieurs. Depuis 2022, l'agence d'attractivité Mulhouse sud Alsace joue un rôle important dans le renforcement, la visibilité et le rayonnement de l'agglomération. Elle a pour vocation de rassembler à 360° les acteurs du territoire, comme par exemple la charte des talents de santé qui a été signée le 17 mars dernier, et également dernièrement, je crois que c'était la semaine dernière, l'agence avait tenu un stand à Friedrichshafen pour la promotion du territoire. Elle poursuit toujours les missions d'office du tourisme, assure l'exploitation de l'Auberge de Jeunesse ainsi que du camping de l'Ill, et afin d'assurer la continuité de son fonctionnement, il vous est proposé de verser une avance de 400 000 €.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Roland, des questions ? Madame PAUGAM.

Mme PAUGAM : Je profite de cette délibération pour vous demander si aujourd'hui finalement, après un peu plus de 2 ans et demi il me semble d'existence de l'agence d'attractivité, est-ce qu'on a un bilan justement de l'évolution de la fréquentation touristique et des retombées économiques que l'on a pu constater depuis ? Cela nous permettrait de juger aussi de l'efficacité de la démarche qu'on a engagée avec la création de cette agence. Et un peu dans la même philosophie, est-ce que finalement aujourd'hui on arrive à mieux connaître les profils de nos visiteurs ? Est-ce qu'on a une bonne vision de l'adéquation de l'offre avec le public ? Et est-ce que finalement on a réussi à, tenant compte de peut-être ces éléments, affiner notre stratégie sur les publics ciblés à développer en priorité, et de fait après, ce que l'on veut valoriser aussi en matière de spécificité de notre territoire. Donc cela fait un peu écho à ce que vous disiez tout à l'heure, Monsieur JORDAN, sur la nécessité de savoir dans ce contexte financier très serré, où est-ce qu'on veut mettre les projecteurs et comment se concentrer sur l'essentiel. Et effectivement, dans ce cadre-là, on pressent qu'il y a quelques sujets majeurs quand même en perspective. On pourrait en identifier au moins deux, à savoir ce que nous voudrons donner comme contribution stratégique sur l'avenir, par exemple, du développement du parc du Petit Prince qui vient d'être racheté. Donc on aura quand même potentiellement des choses à pouvoir faire passer en termes d'orientation. Mais aussi quelle synergie on veut pouvoir développer entre par exemple l'Écomusée d'Alsace et le bassin minier ? Comment on se donne les moyens finalement de valoriser encore davantage l'histoire ouvrière et industrielle de notre territoire qui semble pour nous être effectivement quelque chose d'important à mettre en valeur dans les spécificités qu'on a au sein de l'Alsace. Je vous remercie d'avance pour l'éclairage que vous pourrez nous donner.

M. LE PRÉSIDENT : Avant de donner la parole à Laurent, c'est vrai que je partage tout à fait ces orientations de faire ensemble et de travailler communément sur une feuille de route partagée. Je pense que c'est important, et je salue la présence

du nouveau directeur de l'Écomusée qui est là. Patrick, nos félicitations encore pour ce poste. Et c'est vrai que l'on va aussi rencontrer les nouveaux investisseurs au niveau du Parc du Petit Prince, justement pour savoir de quelle manière on peut partager nos objectifs et d'avoir quelque chose qui soit, comme nous aimons le faire, coconstruit. Peut-être Laurent deux, trois éléments de réponse encore ?

M. RICHE : Oui, bonsoir. Alors je ne vais pas répondre sur la dernière partie parce que ce n'est pas l'agence d'attractivité qui fixe la stratégie touristique du territoire, c'est l'Agglomération, c'est nous tous qui le fixons. Pour autant, l'agence concourt à la promotion externe du territoire et de ses outils. Roland parlait de Friedrichshafen, l'agence y était présente avec les musées, ils étaient plusieurs musées à être présents en Allemagne sur cette rencontre qu'est l'IBO, un rendez-vous important et incontournable en Allemagne sur cette question. Pour répondre à votre question sur le développement touristique sur le territoire, il y a eu clairement un développement touristique ces deux dernières années sur notre territoire. Alors quand je dis ça, je ne fais pas un cocorico. En fait, on a bénéficié de l'attractivité française plus globalement, il faut le reconnaître. Pour autant on a quand même de très beaux outils, je pense au marché de Noël par exemple qui a super bien marché ces deux dernières années et puis d'autres activités qui ont permis ce rayonnement. Nous avons a eu un bon développement sur le sujet et je vous renvoie au bilan d'activité de l'Office du tourisme qui gère au sein de l'agence d'attractivité ces questions. Il faudrait qu'on regarde Président pour pouvoir le faire circuler à l'ensemble des collègues élus. Je pense que ça pourrait être intéressant. On fait un suivi, par contre, pour répondre à votre question sur le développement touristique, sur la connaissance des publics, on a engagé l'an dernier avec l'Agence de Fabrique Urbaine un travail pour justement regarder quels sont les outils qui vont nous permettre de pouvoir identifier les données que nous pourrions partager localement avec les différents acteurs publics et privés sur le territoire. On va développer un outil qui serait aussi un outil de pilotage, vous l'avez dit, pour avoir une meilleure connaissance, mais aussi pouvoir peut-être mieux orienter nos actions à l'extérieur du territoire. Et puis bien entendu, un outil de communication. En effet, on travaille là-dessus, ce qui ne veut pas dire que l'on n'avait pas d'outils avant. On avait des outils, je dirais très technico-basiques, entre autres on a un outil qui s'appelle Orange vision qui nous permet à partir, en données anonymisées des portables qui circulent sur notre territoire, de déjà connaître quelles sont les origines de nos publics. On a remarqué par exemple que les espagnols sont très présents ces dernières années sur notre territoire, les allemands aussi, bien sûr les italiens. Donc on fait tout ce travail-là depuis un petit moment, mais là, l'idée du travail que l'on fait avec l'AFUT, c'est justement de consolider tout ceci et d'en faire vraiment un outil de pilotage. Nous étions avec un certain nombre de collègues élus en réunion de travail à ce sujet dernièrement. Je crois que j'ai à peu près donné les réponses à vos questions.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Laurent. Je rajouterai peut-être encore une piste concernant l'Office de tourisme. On pourrait demander à Nathalie BIRLING, la

directrice, de venir présenter le bilan de l'activité touristique peut-être dans un Forum aussi, ce que nous permettra d'avoir des échanges. On se note cela pour un Forum. Merci, oui Roland ?

M. ONIMUS : Concernant les musées sur la saison dernière, l'ensemble des musées a fait beaucoup plus de visiteurs que les autres années. On est vraiment aujourd'hui dans une lancée touristique à poursuivre, il faut continuer avec nos équipes, nos personnels, à travailler, à se faire connaître. D'ailleurs, au niveau du Musée de l'Auto, vendredi 3 avril va démarrer la nouvelle exposition sur Tintin. Donc il y aura le deudeuche des Dupont et cetera, toute l'exposition sur Tintin, voilà, merci beaucoup.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Roland. Concernant cette avance de fonctionnement pour l'Agence d'attractivité, des votes contre, des abstentions ?

Pour : 52 + 19 procurations.
Ne prennent pas part au vote (15) : Rachel BAECHTEL, Jean-Marie BEHE (représenté par Thierry BELLONI), Daniel BUX, Christine DHALLENNE, Gilbert FUCHS, Anne-Catherine GOETZ, Hugues HARTMANN, Fabian JORDAN, Michel LAUGEL, Monique LIERMANN, Nathalie MOTTE, Roland ONIMUS, Laurent RICHE, Emmanuelle SUAREZ (représentée par Mme MOTTE) et Antoine VIOLA.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

34° CENTRE DE RESSOURCES, D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE DE STRASBOURG (CREPS) : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION PARTENARIALE EN VUE DE L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES MÉTIERS DU SPORT ET DE L'ANIMATION (7.5/2645C)

L'implantation d'une antenne du CREPS de Strasbourg au Centre Sportif Régional à partir de 2007, a permis de répondre à une logique d'intérêt général d'amélioration de l'offre de formation aux métiers du sport et de l'animation.

Depuis 2018, une démarche prospective associant la Ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération et le CREPS a permis de définir, à travers l'élaboration de projets de conventions annuelles, les conditions de participations respectives au maintien de l'antenne contribuant à la dynamisation et au rayonnement du Centre Sportif Régional Alsace en complémentarité avec la politique régionale d'accompagnement du sport de haut niveau.

Des ajustements ont été réalisés cette année afin d'offrir une réponse adaptée aux spécificités des territoires et en cohérence avec les problématiques actuelles rencontrées dans le domaine de l'animation, du sport et du sport-santé.

Les missions confiées ont ainsi été précisées pour 2025 :

- la mise en œuvre des offres de formation aux métiers du sport et de l'animation conformément aux besoins identifiés par le schéma régional des formations,
- le développement des offres de pratique d'activités physiques et sportives orientées vers le bien-être et la santé.

Au titre de m2A, il est proposé de retenir les modes d'accompagnement annuels suivants de l'antenne délocalisée du CREPS :

- la mise à disposition de locaux administratifs, de formation et des moyens techniques suffisants permettant le bon fonctionnement de l'antenne dans le cadre des missions définies précédemment (valorisée à hauteur de 10 000 €),
- la mise à disposition de lignes d'eau dans les piscines de Mulhouse Alsace Agglomération (valorisée à hauteur de 7 000 €),
- l'application d'une tarification préférentielle (repas) applicable au personnel permanent du CREPS, formateurs, jurys et stagiaires de la formation professionnelle dans le cadre des missions conduites par le CREPS présents au CSRA.

Dans le cadre de ce partenariat, il est également proposé que Mulhouse Alsace Agglomération mette ponctuellement à la disposition du CREPS, à titre onéreux, à compter du 1er janvier 2025, des éducateurs sportifs maîtres-nageurs pour des missions de formateur et d'encadrement à raison d'un minimum de 25 journées (soit 175 heures) par an et pour des missions d'expertises dans le cadre d'un centre de ressource de la pédagogie en natation à hauteur de 72 heures par an.

A ce titre, cette mise à disposition fera l'objet d'une formalisation par convention spécifique avec le CREPS.

Durant le temps représenté par ces collaborations pédagogiques, Mulhouse Alsace Agglomération assure le versement de la totalité des traitements aux agents concernés.

En contrepartie, le CREPS rembourse annuellement à la collectivité, les rémunérations et les primes, conformément aux dispositions du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- approuve la convention de partenariat avec le CREPS,
- approuve ces propositions,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : (1)

- Un projet de convention

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION, représentée par M. Daniel BUX, vice-Président délégué aux équipements sportifs et à l'excellence sportive, dûment habilitée par la délibération du Conseil d'Agglomération du XX/XX/2025, ci-après dénommée « m2A » dans la présente convention

d'une part

et

La VILLE DE MULHOUSE, représentée par M. Thierry NICOLAS, Adjoint délégué à la politique sportive, dûment habilité par la délibération du Conseil Municipal du XX/XX/2025, ci-après dénommée « la Ville » dans la présente convention

et

Le **CENTRE DE RESSOURCES, D'EXPERTISE ET DE PERFORMANCE SPORTIVE DE STRASBOURG**, représenté par Mme Estelle DAVID agissant en qualité de Directrice du CREPS de Strasbourg, ci-après dénommé « le CREPS » dans la présente convention

d'autre part

- *Vu le code du sport et notamment ses articles L231-3, L231-6, R 221-1 à D 221-26, et A231-3 à A231-8,*
- *Vu le code général des collectivités territoriales,*
- *Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,*
- *Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- *Vu le projet et le budget prévisionnel présentés par le CREPS.*

PREAMBULE :

Les parties prenantes à la présente convention ont constaté une nécessité de faire évoluer l'offre de formation professionnelle dans les métiers du sport et de l'animation. Plus précisément dans le domaine des activités aquatiques et de la natation, domaine en tension par manque de professionnels dans les collectivités ; mais en prenant également en compte l'évolution de la demande vers des pratiques d'activités physiques et sportives orientées vers le bien-être et la santé.

Pour rappel, en 2007, le CREPS de Strasbourg, le Conseil Général du Haut-Rhin et la ville de Mulhouse, dans le cadre du projet de développement du Centre Sportif Régional (CSRA) ont créé une antenne du CREPS à Mulhouse, dans les locaux du CSRA, géré depuis le 1er janvier 2015 par m2A.

La présente convention s'appuie sur la capacité des trois entités publiques que sont le CREPS, la Ville et m2A à fonctionner en réseau, afin d'offrir une réponse adaptée aux spécificités des territoires et en cohérence avec les problématiques actuelles rencontrées dans le domaine de l'animation, du sport et du sport - santé.

CECI ETANT RAPPELE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation des collectivités précitées au développement et au maintien d'une antenne du CREPS de Strasbourg à Mulhouse dans les locaux du CSRA, ainsi que les conditions de fonctionnement en réseau des 3 entités publiques, CREPS, Ville, m2A.

Article 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2025.

Elle peut faire l'objet d'un ou plusieurs avenants en fonction de l'évolution des orientations stratégiques décidées conjointement.

En fin d'année 2027, les parties s'engagent à se réunir afin de définir les modalités éventuelles de poursuite de leur partenariat.

Article 3 - STRATEGIES ET ORIENTATIONS

L'ensemble des stratégies et orientations doit concourir au nouveau paysage de la nouvelle organisation territoriale.

A ce titre, l'ensemble des signataires de la présente convention œuvre à l'accompagnement des missions relatives à :

- la mise en œuvre des offres de formation aux métiers du sport et de l'animation conformément aux besoins identifiés par le schéma régional des formations,
- le développement des offres de pratique d'activités physiques et sportives orientées vers le bien-être et la santé.

Article 4 - ATTRIBUTIONS DU CREPS

Le CREPS a en charge la mise en œuvre opérationnelle, par tous moyens appropriés, des missions précisées à l'article 3 de la présente convention.

Le CREPS exerce ses activités et actions définies à l'article 3 sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité des collectivités ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient au CREPS de souscrire les assurances adéquates.

Le CREPS contribue, à titre onéreux, au recyclage du CAEP MNS pour les agents de la collectivité.

Le CREPS s'engage, à titre onéreux, à encadrer par des stagiaires du BPJEPS AAN, sous l'autorité pédagogique d'un formateur du CREPS, un cycle dédié à l'Aisance Aquatique, au mois de juin dans les piscines de l'agglomération.

Le CREPS, via ses stagiaires du BPJEPS AAN, prend en charge des groupes d'enseignements scolaires sur les piscines de m2A, dans leur temps de formation, sous l'autorité pédagogique du CREPS.

Le CREPS, via ses stagiaires du BPJEPS AAN, prend en charge des groupes d'activités physiques adaptées, en lien avec le dispositif Mulhouse Sport Santé, dans les piscines de m2A, dans leur temps de formation sous l'autorité pédagogique du CREPS.

Article 5 – MODE D'ACCOMPAGNEMENT RETENU PAR LES COLLECTIVITES PARTENAIRES

Les collectivités ont arrêté, chacune en ce qui les concerne, leurs modalités d'accompagnement du fonctionnement du CREPS de Strasbourg à Mulhouse.

5.1 : MODES D'ACCOMPAGNEMENT RETENUS PAR M2A

- ***La mise à disposition de locaux et d'équipements***

  m2A met, à titre gratuit, à disposition du CREPS au CSRA des locaux administratifs, de formation (salle de cours, auditorium, salle de sports) et des moyens techniques suffisants (moyens audiovisuels) pour accueillir le dispositif et permettre le bon fonctionnement des activités du CREPS dans le cadre des missions d'intérêt général exercées.

  m2A met, à titre gratuit, à disposition du CREPS, des lignes d'eau dans les piscines de m2A.

  Les salles de cours, de sports et les lignes d'eau nécessaires à la réalisation des actions de formation sont mises à disposition ponctuellement selon un calendrier défini en début de saison avec la Direction Sports de m2A.

  Les modes d'accompagnement retenus par m2A font l'objet d'une valorisation à hauteur de 17 000€ pour une année civile.

- ***L'application d'une tarification préférentielle (repas)***

  Une tarification préférentielle « menu réduit » du repas à 7,70 €, sera

appliquée par m2A au personnel permanent du CREPS, formateurs, jurys dans le cadre des missions conduites par le CREPS au CSRA.

Les stagiaires de la formation professionnelle bénéficieront d'une tarification spécifique d'un montant de 4,00€ à la charge du stagiaire, la différence avec le tarif « menu réduit » étant facturé au CREPS de Strasbourg sur justificatif d'un relevé de passages.

Dans ce cadre, tout repas dûment commandé par le CREPS (consommé ou non), fera l'objet d'une facturation trimestriellement par m2A.

- ***La mise à disposition de personnels techniques et pédagogiques.***
  Mise à disposition, à titre onéreux, d'éducateurs sportifs, maîtres-nageurs de la collectivité désignée, en concertation entre le chef de service Equipements, sports nautiques et de glace et le responsable de la formation du BPJEPS AAN, pour des missions de formateur et d'encadrement à raison d'un minimum de 25 journées (soit 175 heures) par session de formation en s'appuyant sur un calendrier discuté, anticipé et partagé par l'ensemble des parties.

  Mise à disposition, à titre onéreux, d'éducateurs sportifs maîtres-nageurs de la collectivité désignée, en concertation entre le chef de service équipements, sports nautiques et de glace et le responsable de la formation du BPJEPS AAN, pour des missions d'expertises dans le cadre d'un centre de ressource de la pédagogie en natation à hauteur de 72 heures par an.

5.2 : SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT ACCORDE PAR LA VILLE DE MULHOUSE

Dans le cadre du dispositif Mulhouse Sport Santé, la Ville de Mulhouse permet aux stagiaires des formations professionnelles dispensées par le CREPS de Strasbourg, d'être en situation de face à face pédagogique avec un public cible « sport – santé ».

Article 6 - EVALUATION DE LA CONVENTION

Une réunion annuelle conjointe d'évaluation est organisée avec l'ensemble des partenaires. Elle permet entre autres, d'établir le bilan de l'ensemble des actions conduites de chacune des parties.

Article 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 8 - RUPTURE, LITIGE ET CONTENTIEUX

En cas de litige ou contentieux entre les cosignataires, une solution de conciliation sera privilégiée. Dans l'impossibilité de l'une ou l'autre des parties de trouver une conciliation, seul le tribunal administratif du siège social du CREPS est compétent.

Chaque collectivité se réserve le droit de résilier la présente convention en cas de non-respect par le CREPS des clauses définies aux articles 3 et 4 de la présente convention.

Pour mettre en œuvre la présente clause de résiliation, la collectivité devra adresser au CREPS une décision de résiliation dûment motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, après mise en demeure de se conformer à ses obligations dans le délai d'un mois, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La résiliation prend effet à compter de sa date de notification au CREPS.

Fait à en trois exemplaires originaux, le 2025.

Pour MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION,
Le Vice-Président
Délégué aux équipements sportifs
et à l'excellence sportive

Daniel BUX

Pour la VILLE DE MULHOUSE
L'Adjoint délégué à
la politique sportive

Thierry NICOLAS

Pour le CREPS DE STRASBOURG,
La Directrice

Estelle DAVID

M. LE PRÉSIDENT : Nous passons au sport : un renouvellement de convention partenariale avec le CREPS. Daniel, c'est à toi.

M. BUX : Effectivement, une antenne du CREPS est implantée au Centre Sportif Régional depuis 2007. Alors cette implantation répondait à l'époque à une logique d'intérêt général d'amélioration de l'offre de formation aux métiers du sport. Il s'agit aujourd'hui de renouveler cette convention qui est aujourd'hui tripartite, donc signée entre la ville de Mulhouse, entre le CREPS de Strasbourg et m2A. Les missions de cette antenne pour 2025 sont de deux ordres. Tout d'abord, une mise en œuvre des offres de formation aux métiers du sport, mais également un développement des offres de pratique d'activités physiques et sportives qui elles sont orientées vers le bien-être et vers la santé. Alors pour que cette antenne puisse réaliser ces deux missions, il y a un certain nombre d'obligations pour la collectivité. Tout d'abord, la mise à disposition de locaux administratifs et techniques, ce qui se fait au niveau du Centre Sportif Régional, et cette mise à disposition est valorisée, non pas facturée mais valorisée, à hauteur de 10 000 €. Également une mise à disposition des lignes d'eau dans le domaine de formation des maîtres-nageurs valorisée à 7 000 €. Également la mise à disposition de personnels techniques. Cette mise à disposition, elle par contre est facturée au prorata des heures effectuées. Le personnel du CREPS bénéficie également d'un tarif préférentiel au niveau des repas qui sont pris au Centre Sportif. Donc on vous demande l'autorisation de resigner cette convention. Et j'aurais voulu répondre à la citation de Lao Tseu tout à l'heure, avec une citation de Confucius mais il n'a aucun rapport avec la délibération, donc je la garderai pour moi.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Daniel. Y'a-t-il des questions ? Pas de question. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 65 + 21 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

35° RÉSEAUX DE CHALEUR : MODIFICATION DE LA DÉFINITION DE L'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE (5.7.9/2619C)

Mulhouse Alsace Agglomération s'est vue confier la compétence « Conception, réalisation et exploitation de réseaux de chauffage urbain par gaz, biomasse et géothermie et de centrales de production d'énergie renouvelable d'intérêt communautaire » par ses communes membres.

L'intérêt communautaire est défini par délibération 27C du Conseil d'Agglomération du 16 janvier 2017, modifié par délibération n°628C du Conseil d'agglomération du 17 décembre 2018 et n°943C du Conseil d'agglomération du 30 janvier 2023. Sont d'intérêt communautaire :

- le réseau de chaleur de l'Illberg,
- le réseau de chaleur de Rixheim,
- le réseau de chaleur de Rixheim – Riedisheim – Illzach – Mulhouse,

- le réseau de chaleur « Centre agglomération ».

En 2020, Mulhouse Alsace Agglomération s'est engagée dans la refonte de son schéma directeur des réseaux de chaleur. Les objectifs étaient multiples, notamment de développer les réseaux pour décarboner le territoire grâce aux énergies renouvelables et de récupération.

Avec une volonté de toujours développer ses réseaux de chaleur, m2A souhaite dorénavant préciser l'intérêt communautaire par la définition de critères. C'est ainsi qu'il est proposé de déclarer d'intérêt communautaire tout réseau qui atteindra :

- Une quantité de chaleur vendue de 6 GWh/an, par commune, par branche de réseau ou par réseau reliant plusieurs communes, ou
- Une densité énergétique de 1,35 MWh/ml/an (correspondant à 1,5 MWh/ml/an, valeur ADEME avec - 10% pour la précision des données d'étude).

Mulhouse Alsace Agglomération sera donc compétente pour créer et exploiter (directement ou de manière externalisée) tout réseau de chaleur répondant à l'un de ces critères.

Au-delà de cette définition de l'intérêt communautaire, la réalisation d'un réseau répondant à l'un ou l'autre des critères ci-dessus sera conditionnée par les résultats d'études de faisabilités technique, juridique et financière.

Cette définition de l'intérêt communautaire laisse la possibilité aux communes d'intervenir à leur initiative dans le cas de réalisation d'un réseau de chaleur en dehors des critères précisés ci-dessus. Il est neutre pour les initiatives privées : les maîtres d'ouvrages privés conservent la possibilité de créer des réseaux de chaleur s'ils le souhaitent.

Par ailleurs, elle n'impacte pas les réseaux préalablement déclarés d'intérêt communautaires, ceux-ci remplissant les conditions définies ci-avant.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve les critères définissant les réseaux de chaleur d'intérêt communautaire, à savoir :
  - une quantité de chaleur vendue de 6 GWh/an, par commune, par branche de réseau ou par réseau reliant plusieurs communes ;
  - ou une densité énergétique de 1,35 MWh/ml/an.

M. LE PRÉSIDENT : Voilà, nous passons à environnement et énergie, et vous savez que nous avons une politique très ambitieuse dans notre agglomération, qu'il s'agisse de la décarbonation de territoire, du développement des réseaux urbains de chaleur, de la récupération de chaleur fatale, pour nous, cela est éminemment important en rapport aussi avec le monde industriel. Nous avons deux délibérations, je ne veux pas rentrer dans le détail je vais laisser Rémy nous le faire : une sur la notion d'intérêt communautaire et une autre sur le lancement d'une DSP.

M. NEUMANN : Merci Monsieur le Président. Ces deux délibérations sont effectivement liées puisqu'il y en a une qui correspond à la modification du périmètre et la définition de l'intérêt communautaire, et la deuxième concerne le mode de gestion et le lancement de la Délégation de Service Public pour le nouveau réseau de distribution que nous allons appeler Mulhouse Centre Agglomération. Je rappelle également que ce projet est directement lié au projet que nous avons déjà voté et qui est en cours d'élaboration de récupération de la chaleur fatale de la bande rhénane, et particulièrement de Butachimie et d'Euroglass. Ce projet, pour l'instant, on n'est pas encore sûr à 100% de le faire aboutir, notamment du fait qu'au niveau de l'État et du gouvernement, avec la valse des ministres et des gouvernements, on n'a pas de réponse claire, notamment par rapport aux subventions que nous souhaitons obtenir de l'ADEME. Mais il nous faut lancer ce réseau de distribution parce que si le réseau de chaleur de récupération de la chaleur fatale se fait, il faudra bien qu'on puisse l'utiliser et l'utiliser essentiellement sur l'agglomération. Je vais laisser Julien CHAZERAND qui est vraiment notre cheville ouvrière en la matière et qui suit ce dossier maintenant depuis plusieurs années, et qui est en relation constante aussi bien avec l'ADEME qu'avec les industriels de la bande rhénane, qui est directeur de la transition énergétique de m2A, vous présenter le diaporama qui résume les deux délibérations.

M. CHAZERAND : Bonsoir à tout le monde. Vous avez un code couleur qui va accompagner plusieurs diapositives. Il y a deux réseaux qui existent aujourd'hui : la bande du haut, le réseau de chaleur de l'illberg et la bande du bas, le réseau de chaleur VALORIM. Le premier, l'Illberg est en régie et le deuxième est en DSP, une DSP qui a été votée par le Conseil d'agglomération en 2016. Maintenant on en vient à l'objet du projet, c'est le plot du milieu, le réseau en bleu à une nouvelle Délégation de Service Public avec un principe de d'exploitation en SEMOP. La chaleur viendra du réseau de transport qui apparaît en vert à l'écran, donc objet de l'intervention de la SEM m2A Énergies. On aura au final bien deux sociétés : une SEM m2A Énergies qui a été constituée il y a un peu plus d'un an maintenant suite à des délibérations au Conseil d'agglomération, et donc maintenant une nouvelle société qui exploiterait un nouveau réseau de chaleur sur le centre de l'agglomération. La même version en carte, donc le réseau de transport en vert part des industries de la bande rhénane pour venir jusqu'au réseau de l'Illberg en passant devant STELLANTIS que vous avez pu voir sur la diapo précédente. Et puis ce futur réseau bleu, vous voyez qui part en tentacules comme ça à travers Mulhouse en premier lieu, je dis en premier lieu en volume, mais également dans l'ordre chronologique de circulation de la chaleur depuis le point de raccordement sur le réseau de transport et qui montera après une traversée de l'autoroute et de la Doller sur Lutterbach et Illzach-Kingersheim-Wittenheim. Un cas particulier à Ottmarsheim qui est également le long du chemin de ce réseau de transport. Un zoom maintenant sur ce réseau bleu, vous voyez à l'écran l'entreprise FEREST, c'est un AMO avec lequel on travaille de depuis quelques années, c'est la partie technique qui a des avocats (Parme Avocats) et des financiers (Finance Consult), donc à trois, ils nous ont rendu une étude de faisabilité qu'on avait présentée au Bureau de m2A du mois de juillet l'année dernière en disant « *il y a une possibilité de réaliser ce réseau sur ce périmètre* ». Sur les critères ADEME, les réseaux de chaleur, je le rappelle, n'existent que s'il y l'obtention d'une subvention du Fonds Chaleur, qui est un fonds géré par l'ADEME, agence d'État, Rémy NEUMANN vient d'en parler à l'instant. On intègre un périmètre mais après il y a des études qui doivent être menées pour s'assurer que tout cela est vraiment jouable au mètre

près. Donc personne ne s'affole en voyant ce tracé, c'est une possibilité, ça ne veut pas dire que le tracé passera précisément dans ces rues, mais on sait qu'il y a une possibilité de le faire et qu'il y a un intérêt à le faire. Cela se traduit dans la première des deux délibérations qui vont vous être proposées par les deux critères que vous voyez à droite de la diapositive. Un critère de densité énergétique, 1,5 MWh par mètre linéaire par an, c'est une quantité de chaleur d'énergie par mètre linéaire de tuyaux qu'on va installer par année de fonctionnement. L'ADEME juge que si on est en dessous de ce seuil, on fait un tuyau pour trop peu de chaleur, donc la rentabilité n'y est pas, c'est un seuil national qui s'applique à tous les projets. Le deuxième critère, toujours un critère fixé par l'ADEME, c'est une quantité de chaleur annuellement vendue par réseau, donc un seuil à 6 GWh par an. La délibération précédente datait, vous l'avez à l'écran à gauche, du 30 janvier 2023, c'est ainsi qu'elle existe aujourd'hui, l'intérêt communautaire est une liste de réseaux : réseau de l'Illberg, réseau de Rixheim aérodrome, réseaux Rixheim-Riedisheim et Illzach-Mulhouse (ces deux-là sont Valorim), et réseau Centre agglomération. C'est l'objet de la délibération de ce soir mais qu'on vient préciser avec les critères indiqués. C'est une précision de la définition de l'intérêt communautaire pour davantage d'appui juridique. Une Délégation de Service Public, une SEMOP quelle est la différence entre les deux ? On part vraiment sur un régime concessif, c'est bien une Délégation de Service public qu'on lance, mais on souhaite faire recours à un outil SEMOP, à un mode juridique d'exploitation, c'est à dire de monter une société pour l'exploitation de cette Délégation de Service Public. On reste bien dans une DSP et après on confie le contrat à la SEMOP. La SEMOP, elle a pour intérêt que nous soyons actionnaire, le principe est d'aller chercher un délégataire qui sera actionnaire majoritaire, que nous puissions avoir une minorité de blocage en se mettant à 49% et qu'un élu m2A assure la présidence de la SEMOP, cela demande de mettre un peu d'argent au capital issu du budget annexe du réseau de chauffage urbain. Sur une durée de contrat, tout à l'heure, il y avait un délai de 18 ans sur le Parc Expo, là on est parti sur 25 ans. Le principe est le même, comme il y a des investissements importants à consentir, le contrat doit permettre d'amortir ces investissements sans qu'il y ait de soulte à la fin du contrat. L'intérêt de la DSP, c'est l'externalisation du financement des travaux évidemment, mais c'est aussi d'avoir de l'expertise chez un partenaire privé. Je ne liste pas tous les points mais voilà l'essentiel est là, et sur la SEMOP, j'en ai parlé quelques instants avant, une gouvernance qui nous permet d'être présents pour mieux gérer le développement du projet, mais également dans l'autre sens, une confiance que le privé pourra avoir en nous, parce que vous avez pu voir sur la carte qu'on va dans plein de communes, qu'on va traverser des autoroutes, des canaux, des rivières, des voies SNCF, et cetera. Le fait que l'Agglomération, le maître d'ouvrage, soient vraiment présents aux côtés dans la même société avec la gouvernance partagée dans une société, cela permet à un futur délégataire de venir plus facilement pour se dire qu'il ne sera pas abandonné à son triste sort et qu'on sera solidaire avec lui pour mener à bien le projet. Globalement, Rémy l'a déjà dit tout à l'heure, c'est sécuriser le projet parce qu'on a bien deux étages différents. Une première société pour le réseau de transport qui récupère la chaleur chez les industriels pour faire de la vente de gros en quelque sorte, l'équivalent de RTE pour si je fais une analogie avec l'électricité. Et là maintenant on vient faire de la vente de détail avec une deuxième société pour faire la distribution, donc l'équivalent d'Enedis si je reste avec ma comparaison électrique. Cela permet d'être vraiment aux deux niveaux, sur le transport et sur la distribution, et que les deux sociétés se répondent, avec m2A présente dans les deux sociétés. La présentation avec le même code couleur, mais encore d'une

autre manière, m2A au centre, avec en haut l'Illberg qui est exploitée en régie depuis plus de 60 ans, une DSP VALORIM qui a été votée il y a 10 ans, et puis les deux nouvelles structures : la SEM m2A Énergies qui existe depuis un peu plus d'un an, qui assure pour l'instant les études et on l'espère très fortement les travaux d'ici peu de la réalisation du réseau de transport, et donc l'objet de la délibération de ce soir, une nouvelle DSP avec constitution d'une Société d'Économie Mixte dont m2A sera actionnaire pour distribuer cette chaleur. La SEM, je vais en terminer, a besoin, donc en vert, de la Société d'Économie Mixte à Opération Unique en bleu. Pour équilibrer son budget, la SEM doit vendre la chaleur qu'elle va transporter et c'est bien un mixte entre la vente à STELLANTIS, la vente à l'Illberg et sur ce nouveau réseau que la SEM peut s'équilibrer. L'objet, c'est bien de décarboner le territoire, c'est le titre de la délibération « un réseau de chaleur décarboné », c'est de décarboner et donc de venir alimenter des réseaux, des lieux qui ne sont aujourd'hui pas raccordés. Quelques éléments de planning, il y a deux éléments qui n'apparaissent pas à l'écran qui sont un préalable indispensable à la présentation de ce soir, c'est un passage en CST et un passage en CCSPL, ces deux sessions se sont tenues début mars, avec un avis favorable avant la présentation au Conseil d'agglomération. Les deux délibérations qui se suivront : modification de l'intérêt communautaire et le lancement de la DSP avec la modalité SEMOP. Pour le mois prochain, l'objectif est de publier cette Délégation de Service Public, après on est dans le calendrier habituel d'une Délégation de Service Public. On se permettra de le faire en deux étapes : une phase candidatures, une phase offres et puis des remises intermédiaires pour pouvoir affiner et bonifier le projet jusqu'à finir les négociations et des remises d'offre finales courant d'année 2026 avec un objectif, c'est qu'en fin d'année prochaine, il puisse y avoir un Conseil d'agglomération pour choisir donc l'actionnaire de la SEMOP, le délégataire qui sera actionnaire de la SEMOP, et attribuer cette Délégation de Service Public. Ensuite on passe à la phase qui se voit commercialiser, le côté porte à porte, pour aller chercher les collèges, lycées, bailleurs, cliniques, et cetera. Toutes les autorisations de voirie, il y a une chaufferie donc il y a une déclaration ICPE à faire également, et puis les travaux après qui se lanceront sur la fin d'année 2027 et 2028. La finalité, c'est ce que vous avez, avec un gros point d'attention sur le bas de la diapositive, c'est la mise en service synchronisée avec celle du réseau de transport. Je peux le révoquer d'une autre manière maintenant. La SEM, si elle fait ses travaux, il faut qu'elle vende la chaleur au plus vite pour ne pas avoir d'années de business plan à zéro, donc il faut que les deux s'équilibrent, que les calendriers soient en phase. C'est ça l'objectif, c'est de démarrer en même temps que le réseau de transport, et après on pourra déploye. 2028, c'est le début de la mise en service, on ne pourra pas être au nord de Wittenheim en même temps qu'on va commencer les travaux en bas à la Fonderie. Après il y a un plan de déploiement qu'on regardera de concert avec les communes concernées, avec une gouvernance ad hoc sur le projet. Les communes concernées en sont déjà informées. Vous avez d'affichés quelques petits points d'actualité sur ce qu'on fait en parallèle à ce projet pour qu'il puisse aboutir. Vous pouvez retenir les 3 derniers points, c'est qu'on travaille avec l'industriel, il a un arrêt l'année prochaine, donc il faut urgemment qu'on se décide si on ne veut pas rater cet arrêt, sinon c'est en 2030. Des travaux de réalisation en parallèle du réseau de transport. Et s'il y a des non confirmations dans les temps qui viennent, la procédure qu'on vient de vous donner, s'il y a pas le réseau de transport, elle ne pourra pas se faire. Mais on mène tout de front pour que cela puisse se faire.

M. LE PRÉSIDENT : Merci beaucoup de cette présentation très en détail. Thierry ENGASSER.

M. ENGASSER : Je remercie, pour cette présentation, Julien CHAZERAND. J'aimerais ajouter juste deux petites choses. La première c'est que, pour l'instant, ce projet de réseau de chaleur est le plus important en France, il n'y a pas de projet équivalent en France dans les tuyaux si je puis dire. Donc il faut quand même donner de l'épaisseur à ce dossier vis-à-vis des demandes de subventions, vis-à-vis de l'ADEME, parce que ce n'est pas normal que ça traîne les pieds pour un projet aussi important et aussi vertueux. C'est, c'est le premier point et le deuxième point, c'est qu'aujourd'hui, l'ensemble des industriels ont un seul objectif, c'est la décarbonation. Là, on apporte un outil d'attractivité pour faire venir des entreprises qui rechercheraient de la décarbonation en provenance de la chaleur. Par exemple, on a le cas avec Peugeot qui est intéressé. Je défends le plus possible ce projet et je suis même impatient, d'autant plus que l'industriel hombourgeois, Euroglass, est quasiment prêt à tous les niveaux. C'est vrai que sur le nord, c'est un peu plus délicat, mais en tout cas je voulais quand même rappeler ces deux petits points.

M. LE PRÉSIDENT : Merci, d'autres interventions ? Joseph SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci Monsieur le Président. En effet, comme Thierry ENGASSER, nous sommes devant un dossier très important avec un engagement financier qui en termes d'investissement, dans un horizon plus ou moins proche, va représenter plus de 300 M€, 360 je crois. Evidemment, il y a des enjeux multiples : l'emploi, la réindustrialisation, le maintien de l'industrie, l'enjeu environnemental, et je crois qu'ici nous y sommes tous attachés. Alors travail de préparation remarquable, avec évidemment des obstacles, des questions. Les questions, Rémy NEUMANN les a évoquées, c'est d'arriver à ce que tous les éléments du puzzle s'emboîtent en même temps, et ce n'est pas rien parce qu'il y a des subventions d'État à la clé aussi, des attentes. Et puis il y a la question en fait du choix un petit peu de cette SEMOP qui a été évoquée au Conseil consultatif, où je ne pouvais pas être là car dans l'obligation d'être dans le Sud pour des raisons impératives. J'ai vu également que le comité technique avait donné un avis favorable et c'est plutôt positif. Cependant la SEMOP, c'est un outil juridique relativement récent, je crois que la création est de 2014. Il en existe à peu près aujourd'hui une cinquantaine. Alors l'intérêt évidemment, pour m2A, tout le monde le comprend bien. Lorsqu'on compare ce qui a été fait dans les travaux du comité consultatif et par les équipes des services, tous les modes de gestion possible, que ce soit la SEM, la régie directe, la régie autonome, et cetera. C'est un choix qui est, de notre point de vue, qui est un choix contraint aussi. Contraint par l'austérité budgétaire parce que tout seul on n'y arriverait pas. De notre point de vue, ce projet est important pour le territoire, nous aurions préféré qu'il puisse se faire dans d'autres conditions budgétaires, sous une autre forme, la régie, je ne vous le cache pas. Mais les choses étant ce qu'elles sont, je voudrais attirer quand même votre attention, au-delà du dossier très dense qui vient d'être commenté, sur le fait que l'avantage pour m2A certes, c'est de ne pas avoir à s'occuper des conditions d'emploi des salariés, cela renvoie donc à la nouvelle société. Je crois qu'il faut aussi qu'on soit, dans notre rôle puisqu'on présidera, on sera au Conseil d'administration à hauteur des actions qu'on prendra : 49%, la minorité de blocage est à 34 donc il n'y a pas de souci. Et donc pour peser aussi pour que ce soit des conditions sociales attractives qui donnent à cette compagnie également un rôle en la matière.

Deuxième, à mon avis, vigilance à opérer, c'est sur la question de la tarification. Ce réseau de chaleur, en sachant très bien que l'opérateur qui va venir, il ne va pas venir pour nos beaux yeux, il va venir parce qu'il va gagner de l'argent, c'est souligné d'ailleurs dans toutes les études, et dans le dossier qui nous a été fourni. Par conséquent, concernant la tarification, il faudra veiller à ce que les gens qui seront distribués de cette manière-là ne payent pas trop cher, donc veiller à ce que les marges également de profit, même si des profits viendront peut-être dans notre poche, pas au début bien sûr, il faudra veiller à ce qu'il y ait un équilibre. Avec toutes ces réserves, mais avec le souhait surtout que la décarbonation puisse se faire, qu'une réindustrialisation compatible avec l'environnement puisse se développer dans le territoire, bien sûr nous allons voter en faveur de cette proposition, avec tous les points de vigilance quand même que nous y mettons, et en sachant que pour l'instant nous n'avons franchi, et ce soir nous ne franchissons qu'une seule étape et que beaucoup restent à venir, et que rien n'est fixé dans les aléas budgétaires actuels, nous le savons hélas nous pouvons aller de Charybde en Scylla. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. Rémy ?

M. NEUMANN : Quelques réponses. D'abord, l'investissement global, réseau de chaleur, de transport de la chaleur fatale et celui de distribution, globalement, on verra les appels d'offres, mais c'est plutôt autour de 200 M€ d'investissement global. 200 M€, c'est énorme. Je vous ai dit tout à l'heure, dans le cadre de la PPI de l'Agglomération de 2020 à 2027, c'est 348 M€. Vous voyez que si on rajoute 200 M€, on ne peut pas y aller tout seul, sinon on bloque tous les autres investissements de l'Agglomération. Première réponse. La deuxième réponse, on a la chance dans l'agglomération d'avoir une régie qui maîtrise effectivement les le sujet des réseaux de chaleur, on a fêté il n'y a pas très longtemps le 60e anniversaire de la centrale thermique de l'Illberg. Mais à l'échelle de notre agglomération, notre régie est incapable aujourd'hui de maîtriser ce dossier. Et de toute façon, il faudra qu'on fasse appel à des groupements d'entreprises extérieures pour fabriquer le réseau, que ce soit le réseau de transport de la chaleur fatale ou le réseau de distribution. Et nous ne sommes pas en mesure en interne à m2A de maîtriser, surtout sur des délais aussi courts de 2-3 ans un tel dossier, donc nous devons nous appuyer sur des industriels qui maîtrisent le process. D'où l'appel à la SEMOP qui sera sur une durée de 25 ans, et il faut quand même se dire qu'au bout de 25 ans le réseau reviendra à l'Agglomération. Donc on pourra peut-être faire une régie dans 25 ans mais dans un premier temps il y aura quand même un partage du risque et surtout une bonne part du financement qui sera assurée par le partenaire qui sera choisi. Et le partenaire, on ne le connaît pas aujourd'hui, on va proposer par cet appel à projets à un industriel de venir nous rejoindre, d'accepter que nous ayons effectivement la minorité de 49% du capital et la présidence de la SEMOP. À lui effectivement de nous monter le meilleur business plan et toutes les possibilités pour réaliser ce réseau très rapidement, parce que je vous ai dit que ce projet n'est pas encore réalisé parce que nous attendons des réponses du gouvernement et de l'ADEME, mais nous avons une contrainte forte, à savoir que l'arrêt technique de Butachimie c'est 2026, et donc nous devons nous caler sur la possibilité de récupérer la chaleur fatale chez Butachimie 2026. Si d'ici la fin de l'année on ne donne pas de réponse à Butachimie, on est reparti au minimum pas avant 2030, et donc on aura loupé 4 ans et toutes les possibilités que ce réseau de chaleur ne se fasse pas. Donc il est urgent effectivement que les pouvoirs publics et le gouvernement puissent nous

donner une réponse très rapidement en ce sens, et le président de l'Agglomération est déjà intervenu à plusieurs reprises. Je rappelle quand même qu'avant le changement de gouvernement, à 48 h de la dissolution de l'Assemblée nationale, on avait eu un courrier comme quoi le Fonds de chaleur nous accompagnerait dans ce projet et depuis, nous n'avons plus de réponses positives pour nous permettre d'avancer. Le président de m2A intervient plusieurs fois sur ce thème, y compris auprès du Président de l'ADEME, Monsieur WASERMAN, pour que le dossier se débloque pour que nous puissions engager ce beau projet pour l'Agglomération. Je rappelle, c'est l'équivalent de 50 000 logements sur l'agglomération, essentiellement sur les villes qu'on vous a citées, notamment Mulhouse. Mais quand je dis 50 000 équivalents logement, c'est aussi les collèges, les lycées, les bâtiments publics, les logements sociaux de toute notre agglomération, et donc nous serions effectivement un modèle exemplaire en France si ce projet réussit.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Rémy. D'autres interventions ? Merci beaucoup pour ces échanges. Philippe WOLFF.

M. WOLFF : Je voulais compléter sur la tarification. La question de Monsieur SIMEONI est importante. Pour pouvoir vendre la chaleur, il faut que nous puissions proposer un tarif cohérent. Si la chaleur fatale était plus chère que les autres énergies, personne n'y souscrirai. L'avantage du réseau de chaleur, c'est d'avoir une stabilité des prix dans le temps, contrairement aux énergies fossiles qui elles sont fluctuantes. On va pouvoir garantir ce prix, et pour garantir ce prix, on négocie avec les industriels le tarif d'achat fixe de la chaleur. Quand on fait un réseau de chaleur fatale, la chaleur existe déjà, pas besoin de la produire. Ce qui coûte cher, c'est l'investissement dans les infrastructures de transport et de distribution. Il y aura bien sûr aussi des coûts de fonctionnement, il faudra faire marcher des pompes, il y aura aussi pas mal d'électricité à payer mais le but c'est de se retrouver avec un tarif qui n'est pas plus cher que les énergies fossiles. Et surtout pouvoir le garantir sur les 25 prochaines années. Dans ce laps de temps, le prix des énergies fossiles va continuer à évoluer, ce qui ne sera pas le cas pour ce réseau.

M. LE PRÉSIDENT : Merci. D'autres interventions ? Je suis ravi que tout le monde trouve que c'est un projet essentiel, et c'est vrai que quand on l'a lancé tout au début, quand j'ai dit au service « *on y va et vous mettez le paquet* », on ne savait pas au combien on était dans le vrai parce que depuis, les difficultés énergétiques nous ont prouvé que c'est comme ça qu'il fallait faire, qu'il fallait sécuriser la production de l'énergie, le coût de l'énergie et faire un maillage de l'ensemble de nos réseaux de chaleur sur notre territoire. Les discussions avec l'ADEME, vous pensez bien qu'elles sont quasiment quotidiennes, mais également avec les ministères parce que les agences, elles aussi, elles ont des difficultés d'équilibre financier, de lignes budgétaires qui n'ont été déclarées que très tardivement. Parce que toutes les agences aujourd'hui, que ce soit CEREMA, que ce soit l'ANCT, que ce soit l'ADEME, sont aussi dans ces difficultés de gestion de leur quotidien. Et ce fond de chaleur, nous y tenons, nous ne lâchons pas, et donc avec Sylvain WASERMAN, naturellement les contacts sont hyper réguliers mais il nous faut une garantie écrite de la part des services de l'État, et c'est ce que je m'évertue à avoir. Voilà donc sur ces deux délibérations. Premièrement, c'est la modification de la définition de l'intérêt communautaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 64 + 21 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

36° RÉSEAU DE CHALEUR DÉCARBONÉ « MULHOUSE CENTRE AGGLOMÉRATION » : CHOIX DU MODE DE GESTION ET LANCEMENT DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (1.2.1/2621C)

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les articles L. 1411-1 et suivants et les articles L.1541-1 à L1541-3 du Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la commande publique et en particulier, ses articles L 3100-1 et suivants relatifs aux concessions,

VU l'avis favorable émis par le Comité social territorial réuni le 13 mars 2025,

VU l'avis favorable émis par la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 6 mars 2025,

VU le rapport de présentation annexé, rédigé conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code susvisé portant sur le principe d'une délégation de service public pour la conception, la réalisation et l'exploitation du réseau de chaleur urbain situé sur les territoires des Communes du Centre de l'Agglomération de Mulhouse et le recours à une SEMOP,

VU l'exposé des motifs relatif aux modes de gestion, aux caractéristiques de la future convention de concession et de la future SEMOP,

***

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) bénéfice aujourd'hui d'un patrimoine de plusieurs réseaux de chaleur sur son territoire, principalement :

- le réseau historique principal de l'Illberg exploité dans le cadre d'une régie communautaire ;
- les réseaux desservant la ville de Mulhouse, ainsi que les villes de Rixheim, Illzach, et Riedisheim, gérés via une délégation de service public commune, conclue en 2018 (DSP Valorim).

La décarbonation massive du territoire par distribution de la chaleur fatale industrielle constitue l'action majeure de la stratégie développée au sein du Projet de Territoire et du Plan Climat Air Energie Territoriale. Pour cela, un Schéma Directeur a été arrêté en 2022, confirmant la faisabilité d'un nouveau réseau urbain de chaleur alimenté par la chaleur fatale industrielle de la bande rhénane.

Les études menées depuis ont permis d'en confirmer son périmètre :

- Illzach
- Kingersheim
- Lutterbach
- Mulhouse
- Ottmarsheim
- Pfastatt
- Wittenheim

Ce réseau urbain, dénommé « Mulhouse Centre Agglomération », sera alimenté par le nouveau réseau de transport acheminant sur plus de 20 km la chaleur fatale industrielle depuis la bande rhénane, porté par la SEM m2A Energies, et qui permettra par ailleurs le verdissement du réseau de chaleur de l'Illberg et l'alimentation du site de Stellantis.

Il mobilisera une chaleur décarbonée à hauteur de 140GWh/an et desservira à terme 20 000 équivalents logements, soit environ 50 000 équivalents habitants. Il s'agit d'un projet majeur pour l'Agglomération.

Pour concrétiser sa réalisation, il convient de décider de son mode de gestion et d'autoriser le lancement de la procédure de consultation des entreprises.

Mode de gestion : concession de service public

Une réflexion exhaustive sur l'ensemble des modes de gestion a été menée, afin d'analyser les conditions contractuelles les plus favorables pour l'exploitation réseau de chaleur urbain.

Dans ce contexte, et en faisant référence au principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales, le choix d'un mode de gestion, par l'assemblée délibérante de m2A, constitue donc un véritable enjeu pour éviter un transfert du portage de ces risques vers les usagers du service public.

Au regard du rapport d'analyse des modes de gestion figurant en annexe de la délibération, il apparaît que le mode de gestion le plus adapté aux besoins et objectifs de m2A consiste dans la gestion déléguée dans le cadre d'un contrat de concession régi par les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et L. 3000-1 et suivants du Code de la commande publique, confié à une Société d'Economie Mixte à OPération unique (SEMOP).

Conformément à l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Plusieurs motifs appuient le choix du recours à la concession pour m2A :

- La concession permet de confier au concessionnaire le risque d'exploitation.
- La concession permet de recourir à l'expertise et aux moyens humains de partenaires privés.

- La concession permet de confier au concessionnaire une mission globale portant sur le financement, la conception et la réalisation de travaux et l'exploitation des ouvrages, adaptée aux contraintes techniques du projet.
- Cette mission globale permet de renforcer la contractualisation des objectifs de performance.
- Le contrat de concession permet d'externaliser le financement des travaux.

Plus encore, la constitution d'une SEMOP entre m2A et un opérateur privé permettra d'une part au projet de bénéficier du dynamisme, de la souplesse, des compétences, de la capacité d'innovation et du savoir-faire d'entreprises privées spécialisées, et d'autre part, un pouvoir d'information et de contrôle renforcé pour m2A et sa participation à la gestion du contrat.

De plus, à travers sa participation capitalistique, m2A serait intéressée aux bénéfices de la SEMOP. En revanche, m2A supportera une partie du risque en tant qu'actionnaire. Ce dernier sera précisément délimité dans le pacte d'actionnaires.

Enfin, ce mécanisme n'est que peu source de complexité et de délais supplémentaires dès lors qu'il permet de recourir à une mise en concurrence unique pour sélectionner les co-actionnaires de la SEMOP et attribuer le contrat de concession.

Objectifs du contrat

Le futur contrat imposera au concessionnaire, entre autres, les obligations et l'exécution des missions suivantes :

- Conception, financement et construction d'installations :
  - 60 km de réseaux de distribution
  - Près de 250 sous-stations
  - 1 chaufferie d'appoint secours
  - Pour un investissement > 60M€ HT
- Commercialisation du service
- Fourniture et facturation de la chaleur aux usagers (relation usagers)
- Exploitation du réseau avec garantie de continuité du service
- Entretien, maintenance et travaux de Gros Entretien et Renouvellement
- Gestion aux risques et périls, contractualisation des aides ADEME et avec les différents interlocuteurs fonciers (VNF, SNCF, etc.)
- Suivi du patrimoine de la concession.

Le montant prévisionnel des investissements devrait être au total de 60 millions d'euros HT.
Compte tenu des investissements à amortir, il a été arrêté une durée de 25 ans pour la SEMOP. Le chiffre d'affaires du contrat est estimé à 360 millions d'euros TTC sur cette durée.

m2A envisage de détenir 49% du capital de la SEMOP.

Une prime d'un montant de 100 000 euros sera versée aux candidats ayant remis une offre conforme au cahier des charges, mais non retenus.

***

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération,

- approuve le principe de la délégation de service public et le recours à la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) tels que présentés dans le rapport ci-annexé,
- approuve les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire donc la SEMOP, décrites dans le rapport ci annexé,
- autorise le Président à lancer la procédure de consultation conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,
- autorise le Président à prendre toutes décisions et à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente,
- approuve le versement d'une prime de 100 000 euros aux candidats ayant remis une offre conforme au cahier des charges, mais non retenus.

PJ : (3)

- avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux réunie le 6 mars 2025,
- avis du Comité social territorial réuni le 13 mars 2025,
- rapport sur les modes de gestion.

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX
Mulhouse Alsace Agglomération
Jeudi 06 mars 2025 à 14 H 00
Lancement de la délégation de service public
Réseau de chaleur centre agglo

Liste de présence

NOM - Prénom	Qualité / Organisme représenté	Signature
Rémy NEUMANN	Président CCSPL	
Yves GOEPFERT	Membres titulaires	
Pierre LOGEL		
Francis DUSSOURD		
Francis HILLMEYER		
Nathalie BOESCH		
Isabelle GODBILLON		
Corinne LOISEL		
Vincent HAGENBACH	Membres suppléants	
Pierrette KEMPF		
Joseph WEISBECK		
Cécile SORNIN		
Antoine EHRET		
Bertrand PAUVERT		
Joseph SIMEONI		

	Chambre de Consommation d'Alsace	
	Organisation Générale des Consommateurs du Haut-Rhin	
	Association Générale des Familles	
Jean-Louis OLIVIER	Union Départementale Consommation Logement et Cadre de Vie du Haut-Rhin	
Béatrice ADAM	UFC que Choisir	
	Union Européenne d'Action Sociale des Usagers et Consommateurs	
	Fédération Nationale des Associations d'Usagers du Transport	
Julien CHAZERAND	Directeur Transformation Energétique	
Maxime BUJADOUX	Resp. commande publique m2A	

Au vu des éléments présentés lors de la commission et des rapports, Un avis favorable au lancement du projet est donné

COMMISSION CONSULTATIVE

DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

JEUDI 6 MARS 2025 A 14H00

**Rapport de présentation à la CCSPL sur les caractéristiques et le choix du mode de gestion du service public
du futur réseau de chaleur urbain situé sur les territoires des Communes du Centre de l'Agglomération de Mulhouse**

Ce rapport est soumis pour avis.

1 PJ en Annexe

Sommaire

I. CONTEXTE ET DESCRIPTIF DU PROJET 4

II. PROBLEMATIQUES ET ENJEUX DU FUTUR MODE DE GESTION 4

A. Palette des modes de gestion envisageables 5

1. La gestion en régie 10

2. Les marchés publics 13

3. La concession 17

4. La SEMOP 19

B. Synthèse : Sélection du mode de gestion 24

C. Comparaison par critères : 27

III. CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT 32

A. Objet 32

B. Durée 32

C. Missions dévolues 33

D. Périmètre 33

E. Conditions financières 34

1. Rémunération du concessionnaire et redevances 34

2. Investissements et charges 34

F. Caractéristiques de la SEMOP 35

G. Régime du personnel 35

H. Modalités de suivi et de contrôle par m2A 36

1. Suivi et contrôle de l'exécution du service 36

2. Mécanisme de pénalités 36

IV. CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE CONCESSION ET DE LA SEMOP 37

I. CONTEXTE ET DESCRIPTIF DU PROJET

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) gère et exploite plusieurs réseaux de chaleur sur son territoire tels que :

- Le réseau historique principal de l'Illberg, établi dans les années 60 et exploité dans le cadre d'une régie communautaire ;

- Les réseaux desservant la ville de Mulhouse, ainsi que les villes de Rixheim, Illzach, et Riedisheim, gérés via une délégation de service public commune, conclue en 2018 (DSP Valorim).

Afin de développer la valorisation de ses ressources locales telles que la chaleur fatale industrielle et la biomasse, m2A envisage la création d'un réseau de chaleur urbain visant à desservir la Commune de Mulhouse, ainsi que les territoires des Communes limitrophes au centre de l'agglomération.

Dès lors, m2A a lancé plusieurs études, dont son Schéma Directeur réalisé en 2022, devant permettre de faire émerger différents projets, notamment la réalisation d'un réseau de chaleur urbain couvrant le périmètre suivant :

- Mulhouse
  - Centre-Ville
  - Quartier Wolf
  - Quartier de la Fonderie
- Bourtzwiller et Illzach
- Illzach
- Riedisheim
- Rixheim
- Pfastatt
- Lutterbach
- Kingersheim
- Ottmarsheim

Afin de permettre ce développement, un projet de délibération modifiant l'intérêt communautaire en matière de réseaux de chaleur sera soumis au Conseil d'Agglomération du 23 mars 2025.

II. PROBLEMATIQUES ET ENJEUX DU FUTUR MODE DE GESTION

L'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

La commission consultative des services publics locaux doit également être consultée avant la décision arrêtant le principe de la délégation de service public.

Tel est l'objet du présent rapport.

A. PALETTE DES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES

Pour le service public de fourniture de chaleur que, m2A souhaite créer, cette dernière peut :

- **internaliser la gestion par la création d'une régie** (**1**) ;

Dans ce premier cas il peut s'agir soit d'une régie dotée de la seule autonomie financière, soit d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale. M2A supporte intégralement les risques techniques, d'exploitation et commerciaux.

- **Recourir à** une **SPL** (**2**) ;

La Société publique locale (SPL), est une société anonyme, composée d'au moins 2 actionnaires.

Cette société est « *compétente pour réaliser des opérations d'aménagement des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général* » (article L1531-1 du CGCT).

La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires.

Elle est quasi systématiquement en situation de quasi-régie vis-à-vis de ses membres donc les collectivités peuvent lui confier la gestion du service sans mise en concurrence.

La collectivité est associée aux gains et aux risques du service, à hauteur de sa participation au capital.

Dans la mesure où la SPL constitue un outil de coopération entre personnes publiques, le recours à cet outil n'aura d'intérêt qu'à la seule condition que m2A souhaite s'associer avec *a minima* une autre personne publique compétente en vue de gérer conjointement le service.

Un minimum de deux associés étant nécessaire, il conviendrait donc d'identifier au moins une autre personne publique qui (i) disposerait des compétences nécessaires pour participer au projet et (ii) serait intéressée par celui-ci.

Par ailleurs, **la SPL ne constitue pas en soit, un mode de gestion**. Ce faisant, la SPL devra par la suite passer différents contrats pour permettre la réalisation des investissements et l'exploitation du service ou se doter des moyens propres nécessaires à l'exécution de ce service.

Le recours à une SPL ne répond donc pas au besoin m2A.

Cette solution ne sera donc pas étudiée plus avant.

- **recourir à** une **Société dédiée à la production d'énergies renouvelables** (**3**) ;

L'article L. 2253.1 du Code général des collectivités territoriales fixe, en son premier alinéa, un principe d'interdiction générale pour les personnes publiques de participer au capital d'une société commerciale, et plus généralement à tout organisme à but lucratif.

Ce principe connait cependant certaines dérogations et notamment celle issue de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (dite « LTECV »).

En effet, un second alinéa a été introduit permettant la prise de participation au capital de sociétés de production d'énergie renouvelable.

Désormais, aux termes de l'article L. 2253-1 du Code général des collectivités territoriales :

> « *Par dérogation au premier alinéa, les communes et leurs groupements peuvent, par délibération de leurs organes délibérants, participer au capital d'une société anonyme ou d'une société par actions simplifiée dont l'objet social est la production d'énergies renouvelables ou d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone définis à l'article L. 811-1 du code de l'énergie par des installations situées sur leur territoire ou, pour une commune, sur le territoire d'une commune limitrophe ou, pour un groupement, sur le territoire d'un groupement limitrophe. L'acquisition de ces actions peut être réalisée au travers de la prise de participations au capital de sociétés commerciales ayant pour seul objet de détenir les actions au capital des sociétés mentionnées à la première phrase du présent alinéa. Les communes et leurs groupements peuvent consentir aux sociétés de production d'énergie renouvelable auxquelles ils participent directement des avances en compte courant aux prix du marché et dans les conditions prévues à l'article L. 1522-5 du présent code. Par dérogation aux conditions prévues au même article L. 1522-5, la durée des avances en compte courant peut être portée par les communes ou leurs groupements à sept ans, renouvelable une fois, lorsque l'énergie produite par les installations de production bénéficie du soutien prévu aux articles L. 311-12, L. 314-1, L. 314-18, L. 446-2, L. 446-5, L. 446-14 ou L. 446-15 du code de l'énergie* ».

Aux termes de ces dispositions, il est donc possible pour une commune ou un groupement de communes de créer une société commerciale dont l'objet social sera dédié à la production d'énergies renouvelables en vue d'alimenter le territoire de la collectivité actionnaire.

Ce mécanisme se caractérise donc par :

- Une prise de participation par une collectivité au sein d'une société commerciale : la collectivité peut donc prendre des actions au sein d'une société commerciale dont le quantum n'est pas encadré ;
- La création d'une société commerciale, laquelle peut prendre la forme d'une société anonyme ou d'une société par action simplifiée ;

- La société ainsi créée aura un objet unique dédié à la production d'énergie renouvelable.

Ces énergies renouvelables sont limitativement précisées par l'article L. 211-2 du Code de l'énergie, qui définit les énergies renouvelables comme *« une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, l'énergie solaire thermique ou photovoltaïque, l'énergie géothermique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice et les autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz* ».

Ce type de société pourra particulièrement être mise en place pour :

- Des projets de production d'hydrogène à partir de l'énergie issue d'une UVE ;

- Des projets de production d'énergie géothermique en vue d'alimenter des réseaux de chaleur.

Aux termes des dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Code de l'énergie, il n'est pas possible de recourir à ce type de société en l'absence de production d'énergie. En effet, le projet de création du réseau de chaleur prévoit principalement un approvisionnement sous forme de chaleur fatale, soit en énergie de récupération. Dans ce cas de figure, le projet sort du cadre de la production d'énergie renouvelable.

De plus, l'objet recherché porte sur la distribution d'énergie (réseau) et non pas uniquement sur la production d'énergie, ce qui rend impossible la création de ce type de société.

Cette solution ne sera donc pas étudiée plus avant.

- **Solliciter des tiers** pour une gestion sous la forme d'une prestation de services **dans le cadre d'un marché public** (ou plusieurs marchés) (**4**) ;

L'article L.1111-1 du CCP définit les marchés publics de la manière suivante :

> *« Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent ».*

On distingue marché de travaux et marché de services.

Dans ce cadre, les marchés publics peuvent être caractérisés par quatre éléments :

- Ce sont des contrats.
- Ils sont conclus avec un opérateur économique : qu'il s'agisse d'une personne publique ou privée, cette personne morale doit exercer une activité économique.
- Ils comprennent le versement d'une contrepartie onéreuse (au sens juridique du terme) ou tout autre équivalent : le caractère onéreux de la prestation réalisée visant à satisfaire le besoin du pouvoir adjudicateur se réfère à la contre-prestation à laquelle procède l'autorité publique pour obtenir la prestation commandée à l'opérateur

économique. Le plus souvent, il s'agit du versement d'une somme d'argent correspondant au paiement d'un prix à l'opérateur économique co-contractant.
- Ils ont pour objet la satisfaction d'un besoin de l'acheteur en matière de travaux ou de services.

Il existe également les marchés publics globaux. **Dans ce troisième cas, m2A conserve la responsabilité et une part prépondérante des risques, à l'exception du risque inhérent à la maîtrise des charges. La rémunération du titulaire peut être assurée soit par des prix unitaires, soit par des prix forfaitaires.**

- **Décider d'associer plus étroitement un opérateur économique** aux résultats de la gestion du service en lui transférant, en tout ou partie, la responsabilité de gestionnaire et la performance commerciale, **dans le cadre d'une concession** (**5**).

Ce mode de gestion déléguée peut porter uniquement sur l'exploitation d'équipements (affermage) ou comporter également la réalisation de travaux (concession avec travaux). Dans ce dernier cas, le concessionnaire conçoit, réalise et exploite les installations pour son propre compte et, à ce titre, il est le maître d'ouvrage des installations.

Le critère essentiel de reconnaissance d'une concession repose sur le critère du risque : qu'il y ait ou non des travaux, la concession n'est envisageable que dans le cas où une part de risque transférée au concessionnaire est réelle et non négligeable (L. 1121-1 du Code de la commande publique). Il s'agit du « *risque d'absence de couverture intégrale des dépenses d'exploitation ou d'investissement* » (CJUE).

Le recours à ce type de contrat semble être approprié car il permet d'externaliser le financement du réseau de chaleur. De plus, le risque technique et commercial sera supporté par le concessionnaire.

- **Solliciter/associer des tiers tout en internalisant en partie la gestion, par la création d'une SEMOP (6)**

La SEMOP (article L1541 -1 à 3 du CGCT) est une forme d'entreprise publique locale permettant à une collectivité ou son groupement de lancer un appel d'offre en amont de la constitution de la société, pour désigner l'actionnaire opérateur qui s'associera avec elle pour l'exécution du contrat qui lui sera attribué. Une collectivité territoriale ou un groupement peut créer avec au moins un actionnaire opérateur économique, sélectionnée après une mise en concurrence, une société d'économie mixte à opération unique.

La société est constituée pour une durée limitée, à titre exclusif en vue de la conclusion d'un contrat avec la collectivité ou le groupement.

La SEMOP a pour objet :

- Soit la réalisation d'une opération de construction, de développement du logement ou d'aménagement ;

- Soit la gestion d'un service public pouvant inclure la construction des ouvrages ou l'acquisition des biens nécessaire au service ;

- Soit toute autre opération d'intérêt général relevant de la compétence de la collectivité territoriale ou le groupement.

S'agissant de l'actionnariat de la SEMOP, la collectivité doit détenir entre 34 et 85 % du capital de la société ». Ainsi, l'actionnariat minoritaire peut suffire à donner à la collectivité publique un pouvoir de contrôle interne de la société et, à travers elle, de son partenaire privé.

La procédure de publicité et de mise en concurrence a un double objet : attribuer un contrat de la commande publique et choisir l'actionnaire de la société chargée d'exécuter ce projet.

La SEMOP cumule les avantages suivants : maîtrise de l'activité au travers de la représentation de la collectivité au sein de la Société, bénéfice de l'expertise d'un ou plusieurs opérateurs privés, et bénéfice d'éventuels investisseurs privés.

Cependant, il n'en demeure pas moins que :

- elle est sujette à une prise de risque important

- elle peut décourager ou dissuader un opérateur privé de répondre

- elle est coûteuse

- elle doit être appréciée à l'aune des règles de la commande publique.

En effet, il faut considérer d'un point de vue opérationnel, que la SEMOP passera, soit de manière accessoire, de petits sous-contrats de fournitures et de services en cours du contrat (informatique, bureautique, prestations d'ingénierie spécifiques par exemple), soit de manière principale, d'importants sous-contrats de travaux, de services et de fournitures qui n'ont pas été prévus initialement ou pour lesquels l'actionnaire de la SEMOP n'a pas fait d'offre (grosse intervention sur réseau ou grosse réparation, renouvellement d'un matériel).

Or, la présence d'un représentant de la collectivité à la présidence de la SEMOP (imposé) fait pencher la balance vers la qualification de pouvoir adjudicateur de cette dernière.

Si la collectivité est au surplus actionnaire majoritaire, la SEMOP sera indubitablement qualifiée de pouvoir adjudicateur.

Le recours à la SEMOP permet de constituer cette dernière en même temps que l'attribution du contrat choisi, la procédure de publicité et de mise en concurrence étant commune (création de la société et attribution du contrat). Le risque de création d'une SEML qui ne sera finalement pas titulaire du contrat est donc écarté.

Néanmoins, la SEMOP ne peut être créée que pour la durée du contrat ce qui tend à la conseiller pour des contrats de longue durée. Elle doit être dissoute à l'issue du contrat. La procédure de dissolution peut être potentiellement longue. En effet, la SEMOP pourra survivre après le terme du contrat pour les besoins de sa liquidation.

Du fait de l'organisation qu'elle impose de mettre en place (constitution de la société, personnel, apports…) et des gains qu'elle doit procurer à la Collectivité (qui sont le principal avantage de la SEMOP), elle est préconisée dans les contrats de longue durée (plus de 10 ans).

Elle peut être constituée à la suite d'une procédure de marché public ou de concession, et aura ainsi en grande partie les avantages et inconvénients de chacun de ces modes de gestion, avec la particularité que la Collectivité est actionnaire de la SEMOP donc en partie le titulaire ou le concessionnaire.

La SEMOP devra donc être constituée par une seule collectivité territoriale ou un seul groupement de collectivités territoriales (EPCI, syndicat mixte) auprès d'un ou de plusieurs opérateurs.

La rédaction de ses statuts et de son pacte d'actionnaire doit être fait en amont d'une procédure de marché public ou de concession. Ces éléments doivent être fixés et transmis dans le cadre du dossier de consultation des entreprises.

La SEMOP aura en grande partie les avantages et inconvénients de chacun de ces modes de gestion (marché public ou concession), avec la particularité que la Collectivité est actionnaire de la SEMOP.

La SEMOP ne peut être créée que pour la durée du contrat ce qui tend à la conseiller pour des contrats de longue durée. Elle doit être dissoute à l'issue du contrat.

La création d'une SEMOP entre m2A et un actionnaire privé semble être approprié car cela permet au projet de bénéficier du dynamisme, de la souplesse, des compétences, de la capacité d'innovation et du savoir-faire d'entreprises privées spécialisées.

Par rapport à un montage en concession sans société dédiée, m2A aura un pouvoir d'information et de contrôle renforcé et pourra participer à la gestion du contrat. De plus, à travers sa participation capitalistique, la collectivité serait intéressée aux bénéfices de la SEMOP.

1. La gestion en régie

Deux types de régie sont possibles (la régie directe est prohibée pour les SPIC) :

- La **régie avec autonomie financière**, où la gestion est assurée directement par les services de la Collectivité (fonctionnaires et assimilés) bien que dans le cadre d'un budget distinct (budget annexe).

- La **régie dotée de la personnalité morale,** où la Collectivité transfère statutairement la gestion du service public à une entité juridique publique distincte.

La gestion en régie dotée de la personnalité morale se concrétise classiquement par la création d'un établissement public industriel et commercial (EPIC) local.

Le tableau suivant reprend les principales caractéristiques de ces deux modes de gestion directe :

	Régie autonome	**Régie personnalisée**
Structure et gouvernance	Régie simplement placée sous l'autorité de m2A. Administrée par un **conseil d'exploitation**, un **directeur** et un **agent comptable**.	Création d'un EPIC distinct de la collectivité de rattachement. Administrée par **un conseil d'administration** et son **président** ainsi qu'un **directeur.**
Maîtrise et contrôle	Maîtrise des décisions par la Collectivité (Le conseil d'exploitation ne délibère que sur les catégories d'affaires pour lesquelles l'assemblée délibérante ne s'est pas réservé le pouvoir de décision.)	Régie **indirectement** placée sous l'autorité de m2A. Moyen de gestion autonome de la régie en raison de la personnalité morale et de l'existence de deux structures. Moindre contrôle du service
Organe délibérant	**Conseil communautaire de m2A** (Ex. : fixation du prix de la chaleur)	**Conseil d'administration de la régie** (Ex. : fixation du prix de la chaleur)
Processus de décision	Sous l'autorité du Président de m2A et du Conseil communautaire. Les fonctions exécutives sont assurées par l'exécutif de la collectivité de rattachement qui est le représentant légal de la régie et qui en est l'ordonnateur.	Administrée par le directeur et le conseil d'administration de la régie. Les élus de m2A interviennent par leurs représentants au sein du CA
Resp. civile et pénale	La responsabilité pèse sur les **élus et agents de m2A** (y compris le personnel de la régie).	La responsabilité pèse sur le **CA et le directeur de la régie**.
Budget	Budget propre, annexé au budget de m2A, et voté par le Conseil communautaire	Budget voté par le CA

Personnel	**Statut de droit privé** car SPIC. En conséquence, l'emploi de fonctionnaires en position normale d'activité pose par conséquent une difficulté au regard des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (même si cette situation est rencontrée et « tolérée » en pratique sur une base juridique relativement fragile). **Sauf directeur et agent comptable :** statut de droit public	**Statut de droit privé** car SPIC. **Sauf directeur et agent comptable :** statut de droit public
Fiscalité	M2A est exploitant fiscal	Régie exploitant fiscal

À l'aune des objectifs préalablement énoncés, le recours à la régie peut être apprécié selon les critères suivants (communs aux deux types de régies mentionnés, sauf indication spécifique) :

- Recherche de performance / Transfert du risque : Contrairement aux autres modes de gestion qui seront appréciés ci-après, la régie ne formalise pas d'engagements de performance sanctionnés par des pénalités ou d'autres outils financiers incitatifs. Par ailleurs, la gestion en régie internalise le risque d'exploitation qu'il soit industriel ou commercial.

- Réduction du coût pour la Collectivité : Sur le plan financier, la gestion en régie permet d'éviter de supporter les charges de structure et la marge d'un opérateur externe (même si, in fine, une régie personnalisée peut également générer des frais de structure). En revanche, la régie ne bénéficie pas des effets d'échelle qu'un opérateur spécialisé peut rechercher grâce à la mutualisation de certains investissements, procédés et savoirs au-delà du périmètre du service en question.

- Évolutivité / Réversibilité : Contrairement à un contrat externalisant le service dont les caractéristiques ne pourraient être modifiées qu'au prisme du cadre relativement strict des avenants, la régie peut faire évoluer le service comme elle l'entend, en particulier pour ce qui concerne la régie autonome placée directement sous l'autorité de la Collectivité. S'agissant de la réversibilité du mode de gestion, le passage de la régie à un autre mode de gestion est plus difficilement acceptable que l'inverse.

- Effectivité de la mise en concurrence : Le recours à la régie a comme conséquence une absence de mise en concurrence qui permettrait de rechercher en théorie la meilleure offre au meilleur prix.

- Gestion des ressources humaines : le personnel serait de droit privé et sous la convention collective nationale applicable au secteur, sauf le directeur et l'agent comptable qui auraient un statut de droit public. M2A serait exposée plus directement aux conséquences du dialogue social au sein du nouvel établissement (conflits éventuels).

- Optimisation de la procédure : La création d'une régie ne constitue pas une procédure comme peut l'être la passation d'un marché ou d'une concession, néanmoins elle suppose des délais similaires voire supérieurs compte tenu de l'organisation à mettre en place (en particulier pour ce qui concerne la création d'un EPIC).

- Prise en charge des investissements : L'intégralité des coûts et des investissements seront à la charge de m2A.

- Innovations proposées : Elles dépendront uniquement de m2A, avec une possibilité limitée de retours d'expérience extérieurs (contrat d'assistance technique possible avec un opérateur spécialisé).

- Maîtrise du service : La maîtrise du service peut être considérée comme plus étroite que dans le cadre d'une gestion externalisée, en particulier pour ce qui concerne la régie autonome placée directement sous l'autorité de la Collectivité.

Compte tenu de ces critères, il apparaît qu'une exploitation du service par la voie d'une régie autonome ou personnalisée ne répond pas suffisamment aux attentes de m2A.

2. Les marchés publics

Si le principe est celui de la passation d'un marché par prestation, il existe également les marchés publics globaux :

- **Marché de conception-réalisation**, sous réserve de dimensions exceptionnelles, de difficultés techniques particulières ou d'un engagement contractuel d'amélioration de l'efficacité énergétique ;

- **Marché global de performance (MPGP)** (anciennement REM et CREM) permettant de réunir la conception, la réalisation, l'exploitation et/ou[1] la maintenance dans un même marché sous réserve d'objectifs chiffrés de performance (notamment – mais pas que - niveau d'activité, qualité de service, efficacité énergétique).

Plusieurs éléments sont à noter concernant ces derniers :

- La procédure de passation impose **l'avis d'un jury** (comme un concours de maitrise d'œuvre) sauf :

[1] La jurisprudence a clairement tranché la question en faveur du caractère inclusif, en considérant qu'il était *« loisible à l'acheteur d'inclure dans un tel marché des prestations d'exploitation technique **et** de maintenance de ces équipements* » (CE, 8 avril 2019, n° 426096 et 426914, *Société Orange, Région Réunion*). Le rapporteur public ayant conclu sous cette décision observe d'ailleurs que le texte « *n'impose ni ce que ces marchés ne comportent que des prestations relevant de ces différentes missions, ni qu'ils les comportent totalement* ».

- Pour les marchés de conception-réalisation et les marchés globaux de performance passés par les pouvoirs adjudicateurs dans les hypothèses suivantes : réhabilitation d'ouvrages existants ou réalisation d'un projet urbain ou paysager/ ouvrages réalisés à titre de recherche, d'essai ou d'expérimentation/ ouvrages d'infrastructures ;

- Pour les marchés de conception-réalisation et les marchés globaux de performance passés par les entités adjudicatrices selon la procédure de dialogue compétitif ou selon la procédure avec négociation[2].

Dans la passation d'un tel contrat et conformément à la jurisprudence, m2A serait plutôt **pouvoir adjudicateur** qu'entité adjudicatrice. L'avis du jury n'est pas obligatoire puisque m2A relève d'une des 3 dérogations citées ci-dessus : ouvrages d'infrastructures.

- Pour que son recours y soit régulier, le MPGP doit comporter **des engagements de performance mesurables.**

S'agissant du type d'objectif de performance qui peut être prévu, ils peuvent – la liste n'est pas restrictive – porter sur le niveau d'activité, la qualité du service, l'efficacité énergétique ou l'incidence écologique. L**'insertion de telles exigences ne doit pas être factice**, car le recours aux marchés globaux est dérogatoire.

La performance n'est donc **pas qu'énergétique** : elle peut concerner tout objectif de performance en lien avec les missions du titulaire et qui n'est pas artificiel.

Dans le cas d'un réseau de chaleur, il peut s'agir :
- Du rendement du réseau,
- Du taux de couverture en énergies renouvelables,
- Des besoins en énergie primaire
- Des délais d'intervention en cas de panne, fuite…
- etc.

Ces engagements de performances n'ont d'ailleurs **pas à être exclusivement liés aux missions qui sont confiées dans leur totalité au titulaire.** Ils peuvent également résulter **en partie de l'action de tiers,** dès lors que les performances dépendent en partie des prestations fournies dans le cadre du marché[3].

Les engagements de performances peuvent être établis sur la base de données théoriques qui, dès lors qu'elles sont contractualisées, ne sauraient en principe être remises en cause quand bien même les données réelles constatées en cours d'exécution s'en écarteraient (CAA Nantes, 23 novembre 2018, *Société Efficentre,* n° 17NT02503).

[2] Article R2171-16 du Code de la commande publique.

[3] CE, 8 avril 2019, n° 426096 et 426914, *Société Orange, Région Réunion* : en l'espèce le résultat de l'exploitation de lignes haut débit, susceptible de dépendre des prestations d'assistance à l'exploitation commerciale du réseau fournie par le titulaire.

La rémunération de l'opérateur économique sera modulée en cas de sous-performance ou de surperformance. L'article R. 2171-2 du Code de la commande publique précise que c'est plus particulièrement la rémunération des prestations d'exploitation ou de maintenance qui est modulée.

Cela signifie que les engagements de performances sont nécessairement à prévoir dans les phases d'exploitation et/ou de maintenance. Mais ils seront anticipés dès la conception/réalisation.

- **La frontière entre MPGP et concession peut être ténue**, car les titulaires de marchés globaux peuvent se voir confier la gestion d'un ouvrage ou d'un service. Or, la modulation de la rémunération du titulaire en cas de surperformance ou de sous-performance liée au résultat de l'exploitation du service ou de l'ouvrage se rapproche beaucoup de la rémunération assurée par les résultats du service, critère de la qualification de concession.

Toutefois, les procédures de marchés publics étant plus strictes que celles applicables en matière de concessions, l'effet d'une telle requalification devrait vraisemblablement être limité.

- Contrairement à l'ancien article 73 du Code des marchés publics, qui prévoyait que « *la durée du marché tient compte des délais nécessaires à la réalisation de ces objectifs et engagements qui constituent son objet* », le Code de la commande publique **ne précise pas les éléments à prendre en compte pour apprécier la durée du marché public global.**

  Cependant, prévoir, pour un tel marché, une durée excédant dans une trop large mesure les délais nécessaires à la réalisation des objectifs et engagements de performance risquerait de contrevenir à l'article L. 3 du Code de la commande publique et aux principes généraux du droit des marchés publics, en particulier à ceux de liberté d'accès à la commande publique et d'égalité de traitement des candidats.

  Dans la mesure où, en principe, le paiement des investissements est public compte tenu de l'application de l'interdiction des paiements différés, la durée de ces marchés ne saurait dépendre de la durée d'amortissement des investissements, le titulaire ne (pré-)finançant pas les investissements.

  Mais comme énoncé plus avant, les objectifs de performances se mesurent sur cette phase, et la rémunération du titulaire dans cette phase est modulée en fonction de la performance attendue.

  A l'inverse, prévoir **une durée trop courte** ne permettrait pas de constater l'atteinte des objectifs de performance et la modulation de la rémunération du titulaire ne porterait alors que sur une infime part du prix, ce qui pourrait rendre « factice » cette phase d'exploitation/maintenance. Or, c'est la réalisation d'objectifs de performance et la modulation financière associée qui permet de déroger au principe de l'allotissement applicable aux marchés publics.

- **S'agissant de la facturation de l'énergie aux abonnés,** la personne publique peut la confier au titulaire du contrat dans les conditions suivantes : une régie de recettes devra être créée, et le titulaire devra reverser à la personne publique à l'euro l'euro les recettes perçues. Rien ne s'oppose à ce qu'un système de compensation de créances puisse

toutefois être mis en place, du moment que la rémunération du titulaire n'est pas assurée par les résultats de l'exploitation du réseau.

- **Le contenu du contrat d'exploitation/maintenance** n'est pas contraint hormis par le recours obligatoire à des objectifs de performances mesurables et une rémunération modulée.
  L'interdiction du paiement différé s'oppose uniquement à ce que soient imputées sur la phase exploitation/maintenance des coûts supportés par le titulaire durant la phase conception/réalisation[4].

- La rémunération des prestations d'exploitation ou de maintenance du marché global de performance est liée à l'atteinte des engagements de performances mesurables, fixées par le marché pour toute sa durée.

L'économie générale de ce type de marché est assez usuelle : le titulaire est rémunéré en phase conception/réalisation, et en phase exploitation/maintenance sur la base d'un prix prévu au marché. La personne publique perçoit les recettes (ou confie cela au titulaire à travers une régie de recettes dans les conditions évoquées plus avant) du service, et bénéficie des subventions auxquelles elle peut prétendre.

À l'aune des objectifs préalablement énoncés, le recours au(x) marché(s) public(s) peut être apprécié selon les critères suivants :

- Recherche de performance / Transfert du risque : La performance industrielle pourra être incitée par l'insertion d'engagement de performance sanctionnés par des pénalités. Le recours aux marchés publics de service implique que les risques techniques, d'exploitation et commercial soient intégralement supportés par m2A.

- Réduction du coût pour la Collectivité : Sur le plan financier, le recours au marché public fait assumer le coût des charges de structure ainsi que la marge d'un opérateur. Néanmoins, la Collectivité pourra bénéficier d'effet d'échelle contrairement à la régie. De plus, la Collectivité devrait nommer un régisseur pour l'encaissement des recettes (augmentation des charges de structure).

- Évolutivité / Réversibilité : Celle-ci devra nécessairement s'inscrire dans le cadre rigide des avenants aux marchés publics. Potentiellement, les évolutions peuvent s'avérer coûteuses, même si le nouveau code de la commande publique prévoit des mécanismes de modification du contrat permettant la conclusion d'avenant, si ceux-ci sont anticipés et sont contractuellement prévus. S'agissant de la réversibilité, en fin de contrat, un autre mode de gestion pourra facilement lui être substitué le cas échéant.

- Effectivité de la mise en concurrence : Le fait que les marchés publics soient soumis à l'obligation d'allotir les prestations pourrait permettre à m2A de disposer d'une concurrence accrue par la passation de petits contrats favorisant le nombre de réponses.

[4] L'article R2171-2 du Code de la commande publique prévoit que les prix des prestations de réalisation, d'exploitation ou de maintenance du marché global de performance apparaissent de manière séparée dans le marché.

Néanmoins, l'absence vraisemblable de négociation pourrait limiter l'effectivité de la mise en concurrence et la recherche de la meilleure offre au meilleur prix.

- Gestion des ressources humaines : Elle est assurée par le titulaire, dans le cadre de la convention collective nationale applicable.

- Prise en charge des investissements : Les investissements sont pris en charge par la m2A.

- Innovations proposées : Celles-ci devront être portées par les titulaires, mais le cadre relativement rigide d'un marché public rend leur mise en œuvre complexe.

- Maîtrise du service : Bonne maîtrise par la Collectivité, sous réserve d'une rédaction adéquate des clauses du cahier des charges et de ressources dédiées au contrôle-pilotage du marché.

Le recours au marché public ne répond donc que partiellement aux attentes de m2A.

3. La concession

La concession ayant pour objet l'exécution de travaux et/ou la gestion d'un service, classiquement « délégation de service public » (appellation maintenue dans le Code général des collectivités territoriales) est un mode de gestion par lequel une personne morale de droit public (m2A) confie par contrat à un opérateur économique (le plus souvent privé), la réalisation de travaux et/ou la gestion d'un service public à ses risques et périls.

Ainsi, aux termes de l'article L.1121-1 du Code de la commande publique, le contrat de concession est défini comme :

> *« Un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés ».*

Les contrats de concession permettent donc à une personne publique de confier (i) la réalisation d'ouvrages ou (ii) la gestion d'un service, notamment public, à un tiers qui en assurera la gestion et l'exploitation et qui supportera un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La délégation de service public se caractérise donc par trois éléments :

- le lien unissant le concédant au concessionnaire est nécessairement contractuel ;
- le concessionnaire doit être chargé de la gestion et de l'exploitation d'un service public et, le cas échéant, de la réalisation d'ouvrages nécessaires à son exploitation ;
- le concessionnaire doit nécessairement supporter un risque substantiel d'exploitation.

Ce dernier critère est principalement utilisé pour caractériser la délégation de service public, par opposition aux marchés publics.

À l'aune des objectifs préalablement énoncés, le recours à la concession peut être apprécié selon les mêmes critères que pour les options « régie » et « marché public » précédemment analysées :

- Recherche de performance / Transfert du risque : En termes de performance, la concession de service public a pour effet d'inciter le concessionnaire à exploiter efficacement le service, dans la mesure où le fait de ne pas exploiter convenablement le service pourrait avoir pour effet de limiter les recettes perçues auprès des usagers du service et donc ne pas lui permettre de rentabiliser les investissements réalisés ou de dégager une marge bénéficiaire. Le concessionnaire supporte donc le risque technique, d'exploitation et le risque commercial.

- Réduction du coût pour la Collectivité : L'autonomie qui caractérise une concession implique en théorie que le concessionnaire prenne à sa charge la totalité des investissements (aidé de subventions ADEME) et les rentabilise grâce aux recettes du service. Si les investissements sont très importants, il est possible de recourir à une subvention de la part de la collectivité (dans les limites du droit applicable aux concessions et du droit européen en matière de subvention) et/ou à une valeur résiduelle en fin de contrat, notamment dans le cas de travaux non amortis en fin de contrat. Dans ce cas, la phase de négociation dans le cadre de la procédure de mise en concurrence vise à diminuer le coût du service pour la collectivité.

- Évolutivité / Réversibilité : L'évolutivité du service devra nécessairement s'inscrire dans le cadre formalisé des avenants au contrat de concession. Le code de la commande publique prévoit des mécanismes de modification du contrat permettant la conclusion d'avenants de forte ampleur, si ceux-ci sont anticipés et sont contractuellement prévus. S'agissant de la réversibilité, un autre mode de gestion peut relativement facilement se substituer à la concession, en anticipant bien la phase de transition en fin de contrat.

- Effectivité de la mise en concurrence : La possibilité de pouvoir négocier avec les candidats permet de renforcer l'effectivité de la mise en concurrence et d'optimiser l'offre la plus performante.

- Gestion des ressources humaines : Elle est assurée par le concessionnaire, en l'occurrence dans le cadre de la convention collective applicable.

- Prise en charge des investissements : Ceux-ci seront pris en charge par le concessionnaire.

- Innovations proposées : Les candidats pourront proposer des innovations dans leurs offres, dont la pertinence et les modalités d'exécution pourront être négociées puis formalisées dans les termes du contrat.

- Maîtrise du service : Traditionnellement, il est considéré que le recours à la concession entraine une perte de maîtrise sur le service. Par exemple, la collectivité ne fixe pas les tarifs en amont de la procédure, mais le concessionnaire propose un prix dans le cadre de son offre. Ce prix fera l'objet de discussion durant les négociations entre la collectivité et le

candidat afin que ce dernier l'améliore et le rende non seulement commercialisable mais également attractif. A compter de la remise de son offre finale, le candidat s'engage dans son offre à un tarif fixe (sauf clauses de révision strictement encadrées). Cette dernière peut être combattue par des clauses contractuelles adéquates et des ressources dédiées au contrôle-pilotage de la concession. En pratique, la maîtrise s'obtient par un rappel exhaustif et régulier des obligations d'information du concessionnaire et l'activation des clauses de contrôle au profit de la Collectivité.

Le recours à la concession répond aux attentes de m2A.

4. La SEMOP

La loi n° 2014-744 du 1er juillet 2014 permet désormais la création de sociétés d'économie mixte à opération unique. Une collectivité locale peut désormais lancer un appel d'offres pour l'entrée au capital de la société d'économie mixte qu'elle souhaite créer afin de remplir une mission de service public ou d'y participer. Cette mise en concurrence initiale dispensera la collectivité de lancer par la suite un appel d'offres pour pouvoir attribuer à la SEM la mission pour laquelle elle a été créée.

Il est ainsi évité le recours à une double procédure avec, d'abord, la mise en concurrence de l'attribution du contrat et, ensuite, la sélection du prestataire de la société.

Une telle société permet à la collectivité d'être mieux informée, de mieux contrôler son cocontractant et d'avoir une plus grande implication dans les décisions de gestion.

a) Objet

L'article L. 1541-1 du CGCT permet aux collectivités de se grouper avec des opérateurs économiques dans le cadre d'une SEMOP. Il dispose :

> *« Dans le cadre de ses compétences autres que l'exercice de missions de souveraineté, une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales peut créer, avec au moins un actionnaire opérateur économique, sélectionné après une mise en concurrence dans les conditions définies à l'article L. 1541-2, une société d'économie mixte à opération unique ».*

L'article L. 1541-1 du CGCT précise par la suite que la SEMOP doit avoir, à titre exclusif, pour objet :

- Soit la réalisation d'une opération de construction, d'une opération de logement ou d'une opération d'aménagement ;
- Soit la gestion d'un service public ;
- Soit enfin toute autre opération d'intérêt général relevant de la compétence de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales.

Le champ d'application de la future SEMOP recouvre donc, notamment, les contrats de concessions régis par les articles L.1411-1 et suivants du CGCT et par le Code de la commande publique.

b) Fonctionnement

La SEMOP ne peut être constituée que d'une seule collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales, en l'espèce, m2A.

Concernant le capital de la SEMOP, l'article L. 1541-1 du CGCT précise que la collectivité territoriale doit détenir entre 34 % et 85 % du capital de la société et 34 % au moins des voix dans les organes délibérants.

En outre, la part de capital de l'ensemble des actionnaires opérateurs économiques ne peut être inférieure à 15 %.

La personne publique dispose de la présidence de la société, au travers du représentant permanent désigné par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité actionnaire. Le nombre de sièges au conseil d'administration ou au conseil de surveillance est en outre attribué en proportion du capital détenu.

Il convient de noter également qu'il est possible de prévoir dès le lancement de la procédure qu'un tiers investisseur sera membre de la SEMOP, dès lors qu'il ne réalise aucune prestation pour la SEMOP (en dehors d'investir au capital et en quasi fonds propres le cas échéant).

Quatre cas de figure influent sur la gouvernance de la SEMOP :

- **Avoir le capital minimum prévu par les textes de 34 %.** Ce minimum n'a pas été fixé par hasard puisqu'il permet d'avoir ce que l'on appelle **une minorité de blocage pour les décisions prises en assemblée générale extraordinaire** où les décisions ne peuvent être prises qu'à une majorité de plus de 66 % (majorité qualifiée),
- **Avoir un capital entre 34 % et 49 %.** En termes de « pouvoir », la situation est assez similaire à la précédente mais la Collectivité peut espérer des **distributions de dividendes plus importantes**. En revanche, en restant **en deçà de 50** %, la Collectivité ne peut **pas bloquer les décisions prises en assemblée générale ordinaire**,
- **Avoir un capital supérieur à 50 % mais inférieur à 66 %.** Cette situation permet d'avoir un véritable pouvoir de décision puisque la Collectivité sera maître des décisions à prendre en assemblée générale ordinaire, décisions prises à la majorité « simple »,
- **Avoir un capital social supérieur à 66 % jusqu'à la limite imposée par la loi**. La Collectivité a alors un « pouvoir quasi absolu » puisqu'elle peut décider seule des décisions prises en assemblée générale ordinaire mais aussi en assemblée générale extraordinaire ;

Néanmoins si le fait de **disposer d'une intensité capitalistique est intéressante, il n'en demeure pas moins** que :

- Elle est **sujette à une prise de risque important**
- Elle **peut décourager ou dissuader un opérateur privé de répondre**
- Elle est **coûteuse**
- Elle doit être **appréciée à l'aune des règles de la commande publique**.

La SEMOP cumule les mêmes avantages qu'une SEM : maîtrise de l'activité au travers de la représentation de la collectivité au sein de la Société, bénéfice de l'expertise d'un ou plusieurs opérateurs privés, et bénéfice d'éventuels investisseurs privés.

c) Procédure

Dans le cadre de la SEMOP, la mise en concurrence des opérateurs est donc réalisée au stade du choix de l'actionnaire privé.

A l'inverse d'une société d'économie mixte classique où la mise en concurrence n'intervient qu'après la constitution de la société pour l'attribution du contrat, il est prévu une mise en concurrence préalablement à la constitution de la société.

En conséquence, il existe une unique mise en concurrence des opérateurs visant à :

- La sélection des opérateurs pour constituer la société ;
- La sélection des opérateurs pour l'attribution du contrat relatif à l'exploitation des services publics d'eau potable et d'assainissement.

La sélection du ou des actionnaires opérateurs économiques et l'attribution du contrat à la société d'économie mixte à opération unique mise en place sont ainsi effectuées par un unique appel public à la concurrence respectant la procédure applicable aux contrats de concessions.

En complément des informations obligatoires selon la nature du contrat destiné à être conclu, l'avis d'appel public à la concurrence comporte un document de préfiguration, précisant la volonté de la collectivité territoriale de confier l'opération projetée à une société d'économie mixte à opération unique à constituer avec le candidat sélectionné.

Ce document de préfiguration de la société d'économie mixte à opération unique comporte notamment :

- Les principales caractéristiques de la société d'économie mixte à opération unique : notamment la part de capital que la collectivité territoriale souhaite détenir ;
- les règles de gouvernance et les modalités de contrôle dont la collectivité souhaite disposer sur l'activité de la société définies, le cas échéant, dans un pacte d'actionnaires ;
- les règles de dévolution des actif et passif de la société lors de sa dissolution ;
- Le coût prévisionnel global de l'opération pour la collectivité territoriale et sa décomposition.

La SEMOP peut être constituée à la suite d'une procédure de marché public ou de concession, et aura ainsi en grande partie les avantages et inconvénients de chacun de ces modes de gestion, avec la particularité que la Collectivité est actionnaire de la SEMOP donc en partie le titulaire ou le concessionnaire.

À l'aune des objectifs préalablement énoncés, le recours à la SEMOP peut être apprécié selon les mêmes critères que pour les options « régie », « marché public » et « concession » précédemment analysées :

- Recherche de performance / Transfert du risque :

- ***SEMOP Marché public*** : m2A supportera les risques de maitre d'ouvrage et pouvoir adjudicateur (pas de risque transféré à la SEMOP)
- ***SEMOP Concession*** : m2A supportera le risque commercial et le risque d'exploitation à hauteur de sa participation au capital de la SEMOP.

- Réduction du coût pour la Collectivité :

- ***SEMOP Marché public*** : m2A supportera l'ensemble des coûts en tant que pouvoir adjudicateur (pas de financement porté par la SEMOP). Inchangé par rapport à la gestion en marché public, à l'exception éventuelle que m2A pourra mieux contrôler les frais de structure et l'éventuelle marge.
- ***SEMOP Concession*** : le coût restera normalement réduit comme on l'a précédemment exposé pour les concessions, mais m2A financera le service à hauteur de sa participation au capital de la SEMOP.

- Évolutivité / Réversibilité : L'évolutivité du service devra nécessairement s'inscrire dans le cadre formalisé des avenants aux contrats de DSP. Le code de la commande publique prévoit des mécanismes de modification du contrat permettant la conclusion d'avenants de forte ampleur, si ceux-ci sont anticipés et sont contractuellement prévus.

- ***SEMOP Marché public et concession*** : le fait d'être associé au sein de la SEMOP permet à la Collectivité et à l'opérateur d'anticiper les modifications nécessaires et d'avoir un intérêt commun à mettre en œuvre, mais la SEMOP ajoute une strate de négociation et de validation des décisions de modification du contrat.
  S'agissant de la réversibilité, un autre mode de gestion peut relativement facilement se substituer à la SEMOP.

- Effectivité de la mise en concurrence :

- ***SEMOP Marché public*** : pas de négociation possible avec les candidats sauf pour les marchés publics globaux.
- ***SEMOP Concession*** : La possibilité de pouvoir négocier avec les candidats permet de renforcer l'effectivité de la mise en concurrence et d'optimiser l'offre la plus performante.

- Gestion des ressources humaines : Elle est assurée par le concessionnaire, en l'occurrence dans le cadre de la convention collective applicable.

- Prise en charge des investissements :

- ***SEMOP Marché public*** : m2A supportera l'ensemble des investissements en tant que pouvoir adjudicateur (pas de financement porté par la SEMOP). Inchangé par rapport à la gestion en marché public.
- ***SEMOP Concession*** : le coût restera normalement réduit comme on l'a précédemment exposé pour les concessions, mais m2A financera les investissements à hauteur de sa participation au capital de la SEMOP.

- Innovations proposées :

- ***SEMOP Marché public*** : elles seront proposées par la SEMOP mais le cadre relativement rigide du marché public (qu'il soit exécuté par une SEMOP ou non) les rend complexe à mettre en œuvre, sauf pour les marchés publics globaux pour lesquels la pertinence et les modalités d'exécution pourront être négociées puis formalisées dans les termes du contrat.

- ***SEMOP Concession*** : Les candidats pourront proposer des innovations dans leurs offres, dont la pertinence et les modalités d'exécution pourront être négociées puis formalisées dans les termes du contrat.

- Maîtrise du service :

- ***SEMOP Marché public*** : qu'il soit exécuté par une SEMOP ou non, m2A restera maitresse des décisions et choix présents et à venir pour la gestion et l'organisation du service.
- ***SEMOP Concession*** : Traditionnellement, il est considéré que le recours à la DSP entraine une perte de maîtrise sur le service. En associant la Collectivité à l'exécution du service par une SEMOP, elle recouvre en partie la maitrise de ce dernier. Mais cela dépendra beaucoup de la part de capital qu'elle choisit de détenir dans la SEMOP.

Le recours à la SEMOP (concession) répond donc aux attentes de la m2A.

B. SYNTHESE : SELECTION DU MODE DE GESTION

Au total, les principales caractéristiques des différents modes de gestion peuvent être résumées comme suit :

Modes de gestion	Avantages	Inconvénients
Régie autonome	Le contrôle de la Collectivité sur le service est total, l'accès à l'information est donc plus direct. La Collectivité peut gérer l'équilibre entre les objectifs commerciaux et les objectifs de service public.	Le risque d'exploitation et la responsabilité envers les usagers du service et les tiers est assumé directement par la Collectivité. Le passage à un mode de gestion internalisé implique que la Collectivité supporte des coûts financiers de transition. Elle ne bénéficiera pas des économies d'échelle que permet le recours à un opérateur. Les investissements et les charges d'exploitation et de personnels pèseront sur la Collectivité. Les personnels seront au statut privé sauf le directeur et l'agent comptable, donc deux statuts différents à gérer. Pas de totale maitrise de l'équilibre social. La compétence doit être maitrisée en interne. Nécessité de conclure des contrats publics spécifiques pour toutes les prestations que la régie ne permet pas d'assurer (ex : marchés publics pour la conception, construction, entretien-maintenance, le GER,

		approvisionnement en combustible, commercialisation…).
Régie personnalisée	Le service est géré par une entité à personnalité morale distincte de la Collectivité mais qui est sous sa tutelle (généralement un EPIC). Un contrat d'objectifs est conclu entre la Collectivité et l'EPIC. L'EPIC est dirigé par un conseil d'administration et un directeur responsable du fonctionnement des services. Les ressources humaines sont gérées en interne par l'EPIC.	Elle implique des formalités de création. Le risque technique, d'exploitation et la responsabilité envers les usagers du service et les tiers est assumé par la Collectivité si l'EPIC n'atteint pas les objectifs fixés. Le passage à un mode de gestion internalisé implique que la Collectivité supporte des coûts financiers de transition. Elle ne bénéficiera pas des économies d'échelle que permet le recours à un opérateur. La compétence doit être maitrisée en interne. Nécessité de conclure des contrats publics spécifiques pour toutes les prestations que la régie ne permet pas d'assurer.
Marché public	Les ressources humaines sont gérées par le cocontractant de la Collectivité. La Collectivité conserve la maitrise des décisions et choix présents et futur pour le service et son organisation.	Il est enserré dans le cadre juridique strict de la commande publique, imposant notamment une définition précise du besoin. L'allotissement étant la règle, plusieurs lots ou marchés seront nécessaires si le contrat concerne différents services. Le coût du service est entièrement à la charge de la Collectivité (frais de structure et de marge de l'opérateur compris).

		Le cocontractant n'est pas exposé à un risque d'exploitation ; c'est la Collectivité qui supporte les risques du service. *Marché public conclu avec une SEMOP :* Mêmes inconvénients que le marché public classique.
	Marché public conclu avec une SEMOP : La Collectivité peut mieux maitriser les frais de structure et de marge de l'opérateur, et est associée aux gains aux gains à hauteur de sa participation au capital.	
Concession	Le concessionnaire supporte les risques technique, d'exploitation et commercial. La Collectivité peut bénéficier de l'expérience et du savoir-faire des opérateurs du secteur, avec les économies d'échelle qui vont avec. Le contrat organise et veille aux bonnes relations contractuelles et à une information satisfaisante de la Collectivité pour conserver la maitrise du suivi du service.	La maitrise du service par la Collectivité est moindre car le concessionnaire doit être relativement autonome. La collectivité ne fixe pas les tarifs, mais le concessionnaire s'engage dans son offre à un tarif fixe (sauf clauses de révision strictement encadrées). Le cadre rigide du Code de la commande publique limite les évolutions du contrat (avenant).

	Les relations sociales sont gérées par le concessionnaire. *Concession conclue avec une SEMOP* : La Collectivité est associée aux gains à hauteur de sa participation au capital, et recouvre en partie la maitrise du service.	*Concession conclue avec une SEMOP* : La Collectivité est associée aux risques à hauteur de sa participation au capital.

C. COMPARAISON PAR CRITERES :

Critère	**Régie** *(éléments communs à toutes les régies sauf indication contraire)*	**Marché public** *(éléments communs avec le marché public conclu avec une SEMOP sauf indication contraire)*	**Concession** *(éléments communs avec la Concession conclue avec une SEMOP sauf indication contraire)*
Performance / Transfert du risque d'exploitation	Risque supporté par la Collectivité	La performance pourra être incitée par l'insertion d'engagements de performance sanctionnés par de pénalités Le titulaire ne supporte pas les risques techniques, d'exploitation et commercial	La concession incite le concessionnaire à exploiter efficacement le service, le fait de ne pas exploiter convenablement le service pourrait avoir pour effet de limiter les recettes perçues auprès des usagers du service et donc ne pas lui permettre d'amortir ses investissements et/ou de dégager une marge bénéficiaire

			Le contrat de concession devra comprendre des indicateurs de performance sur lesquels les concessionnaires seront suivis Risque technique et commercial supporté par le concessionnaire *Concession conclue avec une SEMOP* : La Collectivité est associée au risque d'exploitation à hauteur de sa participation au capital.
Réduction du coût pour la Collectivité	Pas de charges de structure d'un opérateur, mais pas ou peu d'économies d'échelle	Charges de structure d'un opérateur Mais économies d'échelle, et résultat de la mise en concurrence favorisé par les négociations prévues par les textes pour ce qui concerne les marchés globaux	Le concessionnaire prend à sa charge les investissements et les rentabilise grâce aux recettes du service. Si les investissements sont très importants, il est possible de recourir à une subvention de la part de la collectivité (dans les limites du droit applicable aux concessions et du droit européen en matière de subvention), et/ou à une valeur résiduelle en fin de contrat dans le cas d'une durée de travaux non amortis en fin de contrat.

			L'économie général du contrat intègre des charges de structure d'un opérateur Mais économies d'échelle, et résultat de la mise en concurrence, favorisé par les négociations prévues par les textes *Concession conclue avec une SEMOP* : La Collectivité participe au financement à hauteur de sa participation au capital
Évolutivité / Réversibilité	Evolution du service : facile Changement de mode de gestion : En pratique la réversibilité est difficile à mettre en œuvre, notamment au regard du personnel employé par la régie	Cadre des avenants régis par le Code de la commande publique Barème d'unités d'œuvre Changement de mode de gestion : aisé. *MP conclu avec une SEMOP* : Le fait d'être associé au sein de la SEMOP permet à la Collectivité et à l'opérateur d'anticiper les modifications nécessaires et d'avoir un intérêt commun à mettre en œuvre, mais la SEMOP ajoute une	Cadre des avenants régis par le Code de la commande publique Barème d'unités d'œuvre Changement de mode de gestion : aisé *Concession conclue avec une SEMOP* : Le fait d'être associé au sein de la SEMOP permet à la Collectivité et à l'opérateur d'anticiper les modifications nécessaires et d'avoir un intérêt commun à mettre en

		strate de négociation et de validation des décisions de modification du contrat.	œuvre, mais la SEMOP ajoute une strate de négociation et de validation des décisions de modification du contrat.
Effectivité de la mise en concurrence	Pas de confrontation à d'autres offres	Obligation d'allotissement sauf recours aux marchés globaux : concurrence inhérente à la procédure, y compris avec des lots de taille réduite Mais possibilités restreintes de négociation sauf recours aux marchés globaux	Mise en concurrence et négociation inhérentes à la procédure. Les opérateurs sont par ailleurs coutumiers de cette forme de contrat ce qui augmente, en principe, le degré de concurrence.
Gestion des ressources humaines	Personnel au statut de droit privé sous la convention collective applicable, sauf le directeur et l'agent comptable qui sont de droit public	Assurée par le titulaire, dans le cadre de la convention collective applicable	Assurée par le concessionnaire, dans le cadre de la convention collective applicable. *Concession conclue avec une SEMOP* : La Collectivité participe à la gestion des ressources humaines en tant qu'actionnaire de la SEMOP.
Procédure de passation	Attribution directe. Marchés de la régie : Code de la commande publique	m2A agit en tant que pouvoir adjudicateur pour les marchés confiant l'exploitation du service : possibilités restreintes de négociation sauf recours aux marchés globaux	Large possibilité de négociation

Prise en charge des investissements	m2A	m2A	Le concessionnaire, avec subvention de m2A, et/ou valeur résiduelle en fin de contrat envisageable le cas de travaux non amortis en fin de contrat. *Concession conclue avec une SEMOP* : M2A participe au financement à hauteur de sa participation au capital.
Innovations	Dépendent essentiellement de m2A	Portées par le titulaire, à l'aune de son expérience et savoir-faire dans le secteur des réseaux de chaleur, mise en œuvre dans le cadre d'un marché public	Proposées par les candidats puis par le concessionnaire, à l'aune de leur savoir-faire dans le secteur des réseaux de chaleur
Maîtrise du service	En principe très complète, en particulier pour la régie autonome.	Bonne, sous réserve d'une rédaction adaptée des clauses du marché et de ressources adéquates pour le pilotage	Relativement bonne, sous réserve d'une rédaction adaptée des clauses du contrat et de ressources adéquates pour le pilotage. *Concession conclue avec une SEMOP* : M2A augmente sa maitrise du service par sa participation à la gouvernance de la SEMOP (cela dépend du capital détenu).

Pour se déterminer à l'aune de cette synthèse, m2A donne la priorité à la recherche :

- d'une externalisation des risques techniques, d'exploitation et commerciaux liés à la réalisation des travaux et l'exploitation du service ;
- de solutions lui évitant d'avoir à assurer la gestion et la charge directe des investissements ;
- de procédures assurant la mise en concurrence la plus efficace possible, le meilleur apport en savoir-faire des exploitants, ainsi qu'une marge de négociation la plus large possible.

Compte tenu de ces critères d'appréciation et des objectifs de m2A, le mode de gestion en SEMOP a qui sera confiée une concession apparaît le mieux adapté.

Ainsi, au regard des éléments explicités ci-avant, le mode de gestion proposé est le suivant :

- **une concession portant délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du réseau de chaleur urbain, ainsi que la création d'une société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) pour exécuter ladite concession.**

III. CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT

A. OBJET

En conséquence du choix du mode de gestion, le futur contrat aura pour objet :

La conception, la réalisation des travaux et l'exploitation du service public de chaleur sur un périmètre défini et un ensemble de prestations associées vis-à-vis des abonnés, usagers et de m2A.

B. DUREE

Conformément à l'article R3114-2 du Code de la commande publique, la durée des contrats de concession est encadrée.

La durée théorique est de 5 ans, mais elle peut être augmentée en fonction de l'importance des investissements à la charge du concessionnaire. Elle ne doit alors pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.

Dans l'arrêt Société Comba, le Conseil d'Etat indiquait que la durée normale des investissements n'est pas nécessairement la durée de l'amortissement comptable des investissements mais « ***peut être la durée normalement attendue pour que le délégataire puisse couvrir ses charges d'exploitation et d'investissement, compte tenu des contraintes d'exploitation liées***

à la nature du service et des exigences du délégant, ainsi que de la prévision des tarifs payés par les usagers »[5].

Dans ses conclusions sous cet arrêt, le rapporteur public Da Costa faisait également valoir que la durée à retenir devait *« permettre au délégataire d'équilibrer ses charges et de* ***réaliser une marge normale, compte tenu du secteur économique concerné, mais aussi des exigences de la collectivité délégante en matière de tarifs*** ».

Une durée de **25 ans** est jugée adéquate compte tenu de l'économie du service et des dépenses pesant sur l'opérateur.

C. MISSIONS DEVOLUES

Le futur contrat imposera au concessionnaire (SEMOP), entre autres, les obligations et l'exécution des missions suivantes :

- Conception, financement et construction d'installations (unités de productions, réseaux et sous-stations) ;
- Gestion aux risques et périls ;
- Fourniture de chaleur aux usagers ;
- Développement et commercialisation du service (signature des polices d'abonnement) ;
- Exploitation, entretien, maintenance et travaux de Gros Entretien et Renouvellement (GER) ;
- Suivi du patrimoine de la concession ;
- Gestion transparente : devoir d'information ; redevance de contrôle ; gestion de fin de contrat.
- Respect d'objectifs de qualité et de service.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations du concessionnaire feront l'objet d'une description lors de l'établissement du dossier de consultation des entreprises.

M2A, en tant qu'autorité concédante, conservera le contrôle du service et devra obtenir du concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations, et ce, dans tous les domaines : technique, comptable, financier, environnemental, qualité du service rendu à l'usager, etc. Le concessionnaire sera ainsi soumis à des mesures de contrôle relevant à la fois des obligations contractuelles et des obligations réglementaires.

D. PERIMETRE

Le périmètre du futur contrat est :

- Mulhouse
- Illzach
- Riedisheim
- Rixheim

[5] CE, 11 août 2009, n° 303517.

- Pfastatt
- Lutterbach
- Kingersheim
- Ottmarsheim

E. CONDITIONS FINANCIERES

1. Rémunération du concessionnaire et redevances

S'agissant de la rémunération, le concessionnaire sera rémunéré par les ressources tirées de l'exploitation du service public rendu aux usagers, dans les conditions à définir dans le contrat de concession.

Le concessionnaire sera amené, selon les choix de m2A, à verser :

- Une **redevance pour frais de contrôle**, que ce contrôle soit assuré par les services de la collectivité ou par des prestataires de m2A. Elle n'est pas obligatoire ;
- Une **redevance d'occupation du domaine public** pour les unités de production situées sur des emprises m2A et des collectivités concernées et pour les réseaux situés sous la voirie publique[6].

2. Investissements et charges

Le Concessionnaire supportera l'ensemble des investissements relatifs à la conception et la réalisation du réseau de chaleur. Il sollicitera à ce titre les subventions ADEME afférentes.

Les charges assumées par le concessionnaire seront décomposées de la manière suivante :

- **Charges d'exploitation :** charges de personnel, charges de combustibles, fluides (gaz, eau, électricité etc.), coût de l'entretien et de la maintenance des systèmes et biens du service etc.
- **Charges d'investissements :** frais d'amortissement, dotations aux opérations de gros entretien et renouvellement, etc.
- **Charges de structure :** frais administratifs, frais d'information, frais de communication / marketing, frais de télécommunication, frais d'assurances, impôts et taxes, frais de structure et de direction, redevance d'occupation du domaine public, autres provisions, etc.

[6] Son montant n'a pas obligatoirement à être fixé à l'avance par m2A et les collectivités concernées, il peut être laissé à la proposition des candidats (et sera jugé au titre des critères d'attribution de la concession) et peut, au regard de l'économie générale du contrat et donc des avantages de toute nature procurés au concessionnaire, revêtir un montant modéré voire symbolique.

F. CARACTERISTIQUES DE LA SEMOP

La part de capital que m2A souhaiterait détenir est de 49 %.

Les règles de gouvernance et les modalités de contrôle dont m2A souhaite disposer sur l'activité de la SEMOP seront précisées dans un pacte d'actionnaires. Celui-ci déterminera notamment les règles de gouvernance, les modalités de contrôle par m2A, les conditions de cessibilité des parts (le cas échéant, encadrement et/ou agrément). En tout état de cause :

- La SEMOP sera organisée sous forme d'une société anonyme à Conseil d'administration ;
- Le président du Conseil d'administration sera un représentant de m2A ;
- Le directeur général (dont le pacte d'actionnaires prévoira que la fonction sera distincte de celle de Président) sera désigné sur proposition de l'ensemble des actionnaires
- Le nombre de siège d'administrateurs sera défini au cours de la procédure de passation dans le respect des dispositions du Code de commerce. Les sièges seront attribués en fonction du capital détenu.

Les règles de dévolution des actifs et passifs de la société lors de sa dissolution qui seront fixées dans le document de préfiguration sont prévisionnellement les suivantes :

- L'ensemble des biens, meubles ou immeubles nécessaires au fonctionnement du service public (dits " biens de retour ") feront nécessairement retour gratuitement à m2A ;
- Le régime des biens de reprise sera défini dans la convention de concession ;
- Les biens non transférés à m2A en vertu des stipulations de la convention de concession seront répartis conformément aux dispositions du Code de commerce et du pacte d'actionnaires ;
- Après remboursement des apports aux associés, en cas de boni de liquidation, celui-ci sera réparti entre les actionnaires en proportion du capital social détenu par chacun d'eux.

Le Coût prévisionnel global de l'opération pour m2A et sa décomposition sont les suivants :

- Le montant prévisionnel des investissements devrait être au total d'environ 60 millions d'euros HT ;
- Il est précisé que lors de l'exécution et en fin de contrat, le coût global de l'opération pour m2A pourra évoluer en fonction des variables suivantes :
    - Diminution du coût global pour m2A liée à son statut d'autorité concédante, via le versement de la redevance dont il bénéficiera ;
    - Diminution du coût global pour m2A liée aux ressources qu'il retirera de son statut d'actionnaire et d'autorité concédante (partage de bénéfice, dividendes, etc.) ;
    - Augmentation éventuelle du coût que m2A pourrait supporter en tant qu'actionnaire de la société, liée à des pertes d'exploitation ;
    - Diminution du coût global à l'issue de contrat résultant du retour des biens et, le cas échéant, d'une part du boni de liquidation.

G. REGIME DU PERSONNEL

Les personnels seront ceux du Délégataire (soit recrutés par la SEMOP, soit mis à disposition de la SEMOP par l'opérateur économique)

Le réseau étant à créer et sauf projet de rachat de réseaux existants, il n'existe pas de personnels à reprendre.

En outre, aucun des agents de m2A qui la composent ne serait appelé à être détaché ou mis à disposition du futur gestionnaire.

Le projet tel qu'il est envisagé n'a donc pas d'incidence sur l'organisation et le fonctionnement actuels des services de m2A.

H. MODALITES DE SUIVI ET DE CONTROLE PAR M2A

1.Suivi et contrôle de l'exécution du service

Le contrat de concession détaillera les procédures de contrôle et de suivi du service par m2A, à savoir notamment :

- la production régulière, en cours d'exercice, de tableaux de bord de l'exploitation, permettant une réaction rapide en cas d'écart constaté par rapport à la prévision ;
- la production annuelle du rapport du concessionnaire, dans les conditions définies aux articles L. 3131-5 et R. 3131-2 à R. 3131-4 du Code de la commande publique, complétées par une description détaillée des formats demandés par m2A ;
- les procédures d'alerte spécifique de m2A en cas d'urgence ;
- le droit permanent d'audit, de contrôle, de communication et de vérification de documents (notamment comptables et fiscaux) ouvert à m2A ;
- la possibilité pour m2A de réaliser ou faire réaliser des enquêtes et démarches visant au contrôle externe de la qualité du service et d'une manière générale de sa conformité aux engagements contractuels.

Un comité de suivi périodique pourra être mis en place entre m2A et le concessionnaire.

2. Mécanisme de pénalités

Le contrat comportera un dispositif de pénalités. De manière non limitative, il portera sur :

- la non-réalisation, sans justification suffisante, de prestations prévues au contrat : service non assuré, retard ou absence d'investissements dus par le délégataire, défaut de transmission d'informations à m2A ;
- le non-respect d'obligations légales ou réglementaires à la charge du délégataire ;
- la non-atteinte d'objectifs assignés en matière de qualité du service.

Il pourra être prévu dans le pacte d'actionnaires que les pénalités sont prises en charge par l'opérateur économique (et donc remboursées à la SEMOP par ce dernier), comme c'est usuellement le cas.

IV. CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE CONCESSION ET DE LA SEMOP

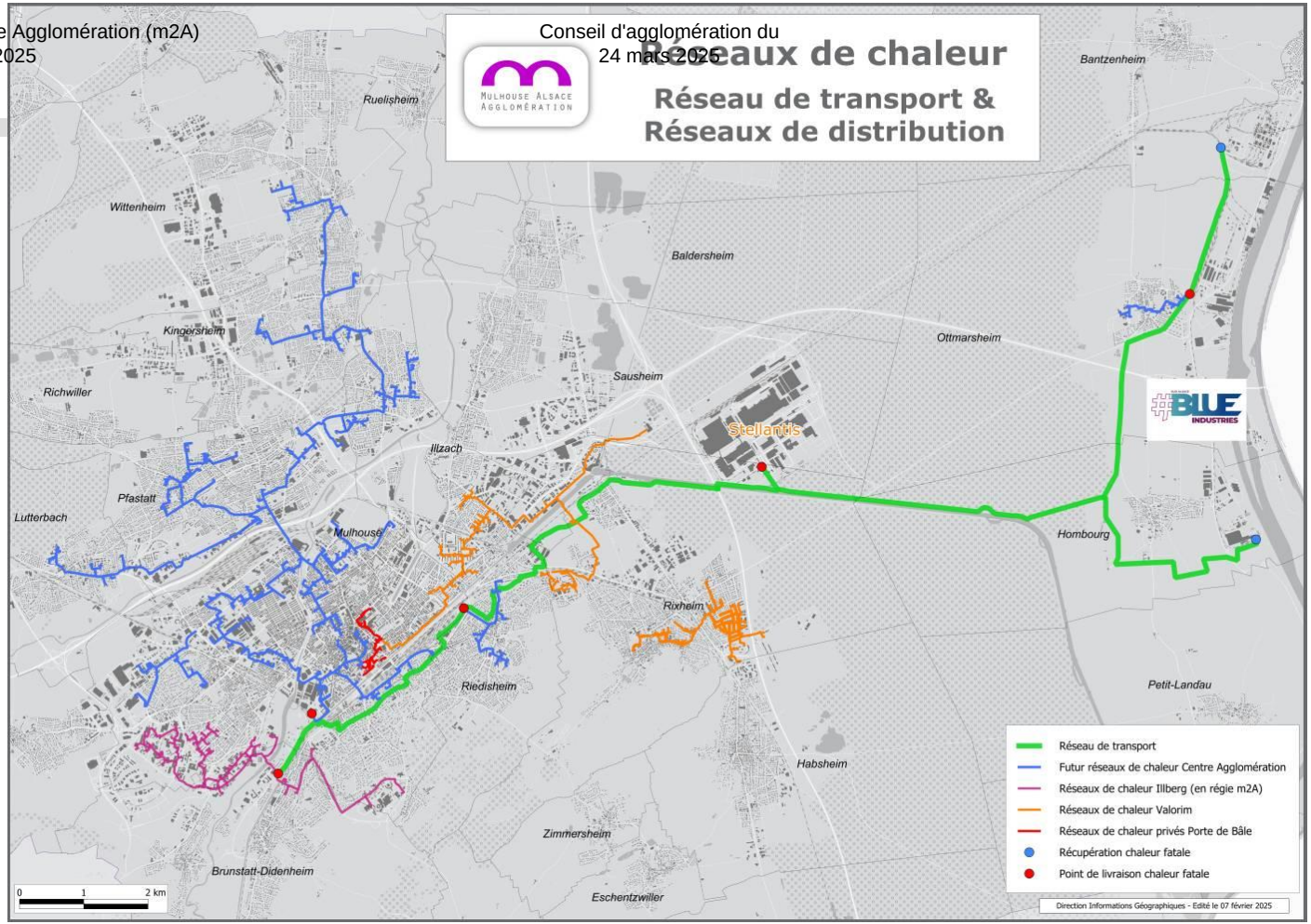
PHASES	PERIODES
Consultation de la CCSPL	**6 mars 2025**
Consultation du Comité social territorial	**13 mars 2025**
Délibération du Conseil communautaire sur le principe de la concession et de la SEMOP + lancement de la procédure	**24 mars 2025**
Publication de l'avis de concession devant comporter un document de préfiguration	Avril 2025
Transmission du DCE	Avril 2025
Date limite de remise des dossiers des candidatures et offres initiales	**mi-mai 2025**
Commission DSP 1 : Admission des candidatures	**début juin 2025**
Envoi DCE Offres aux candidats retenus	mi-juin 2025
Date limite de remise des offres initiales	**fin octobre 2025**
Analyse des offres initiales	**Décembre 2025**
Négociations	**Janvier 2026 à septembre 2026**
Commission DSP 2 : Validation rapport final	**Fin septembre 2026**
Choix du concessionnaire et du coactionnaire pressenti par l'Exécutif	**fin septembre 2026**
Mise au point du contrat	fin octobre 2026
Rapport du Président sur le choix de l'attributaire et du coactionnaire de la SEMOP	novembre 2026
Délibération du Conseil communautaire sur le choix de l'attributaire et coactionnaire de la SEMOP au vu des documents communiqués et du choix de l'exécutif	**fin novembre/début décembre 2026**
Signature des statuts et du pacte d'actionnaires	**Décembre 2026/Janvier 2027**
Immatriculation de la SEMOP au RCS	**Janvier/Février 2027**
Signature du contrat de concession	**Février 2027**
Notification et début d'exécution du contrat	**Fin Février 2027**

Création des réseaux de chaleur Centre Agglomération

Lancement de la SEMOP

CCSPL du 6 mars 2025

Direction Transformation Energétique


Réseaux de chaleur
Réseau de transport &
Réseaux de distribution
Ruelisheim
Wittenheim
Kingersheim
Richwiller
Pfastatt
Lutterbach
Mulhouse
Illzach
Baldersheim
Sausheim
Ottmarsheim
Bantzenheim
Stellantis
BLUE INDUSTRIES
Hombourg
Rixheim
Riedisheim
Petit-Landau
Habsheim
Zimmersheim
Brunstatt-Didenheim
Eschentzwiller
0 1 2 km
Réseau de transport
Futur réseaux de chaleur Centre Agglomération
Réseaux de chaleur Illberg (en régie m2A)
Réseaux de chaleur Valorim
Réseaux de chaleur privés Porte de Bâle
Récupération chaleur fatale
Point de livraison chaleur fatale
Direction Informations Géographiques - Edité le 07 février 2025

Synoptique des flux de chaleur

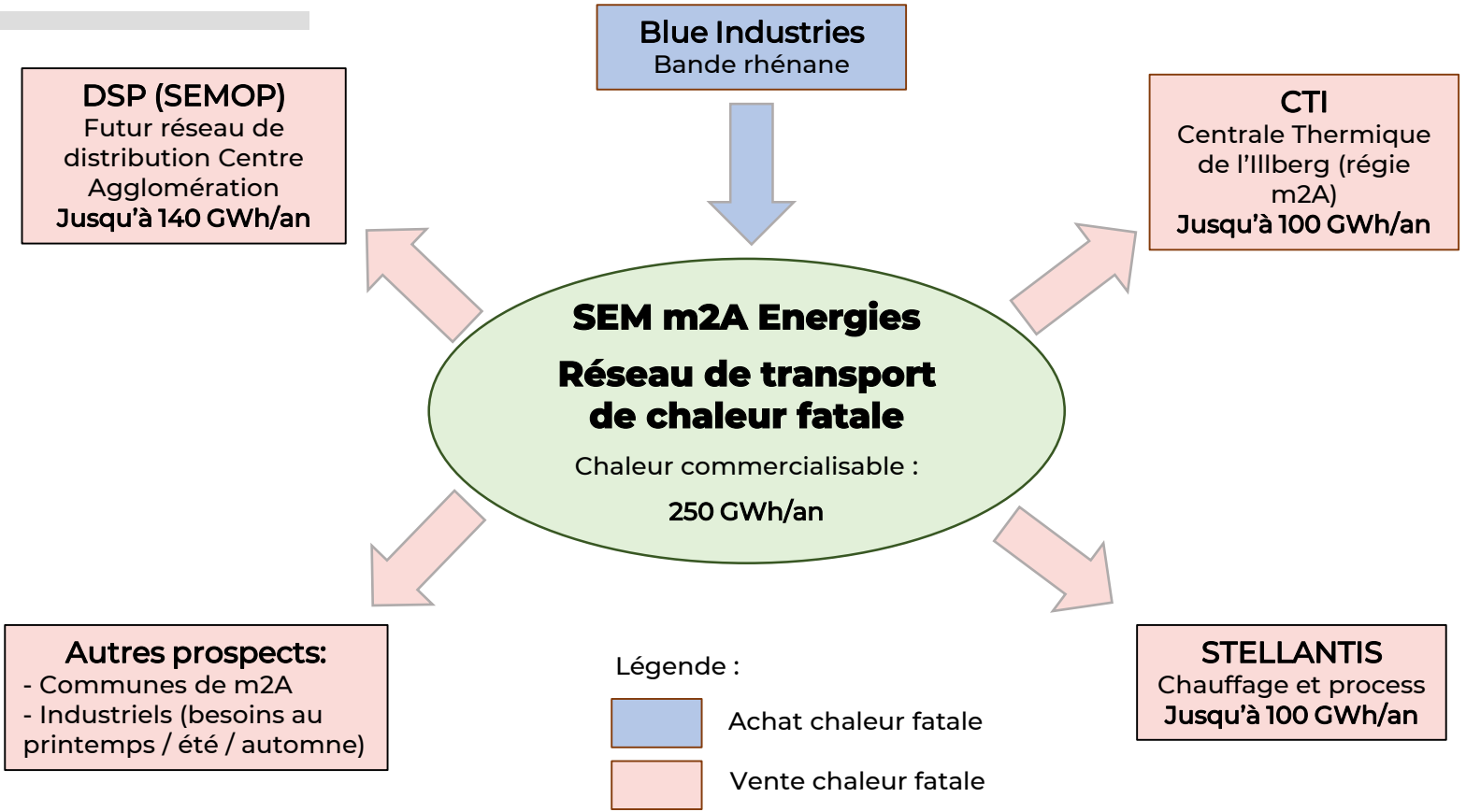
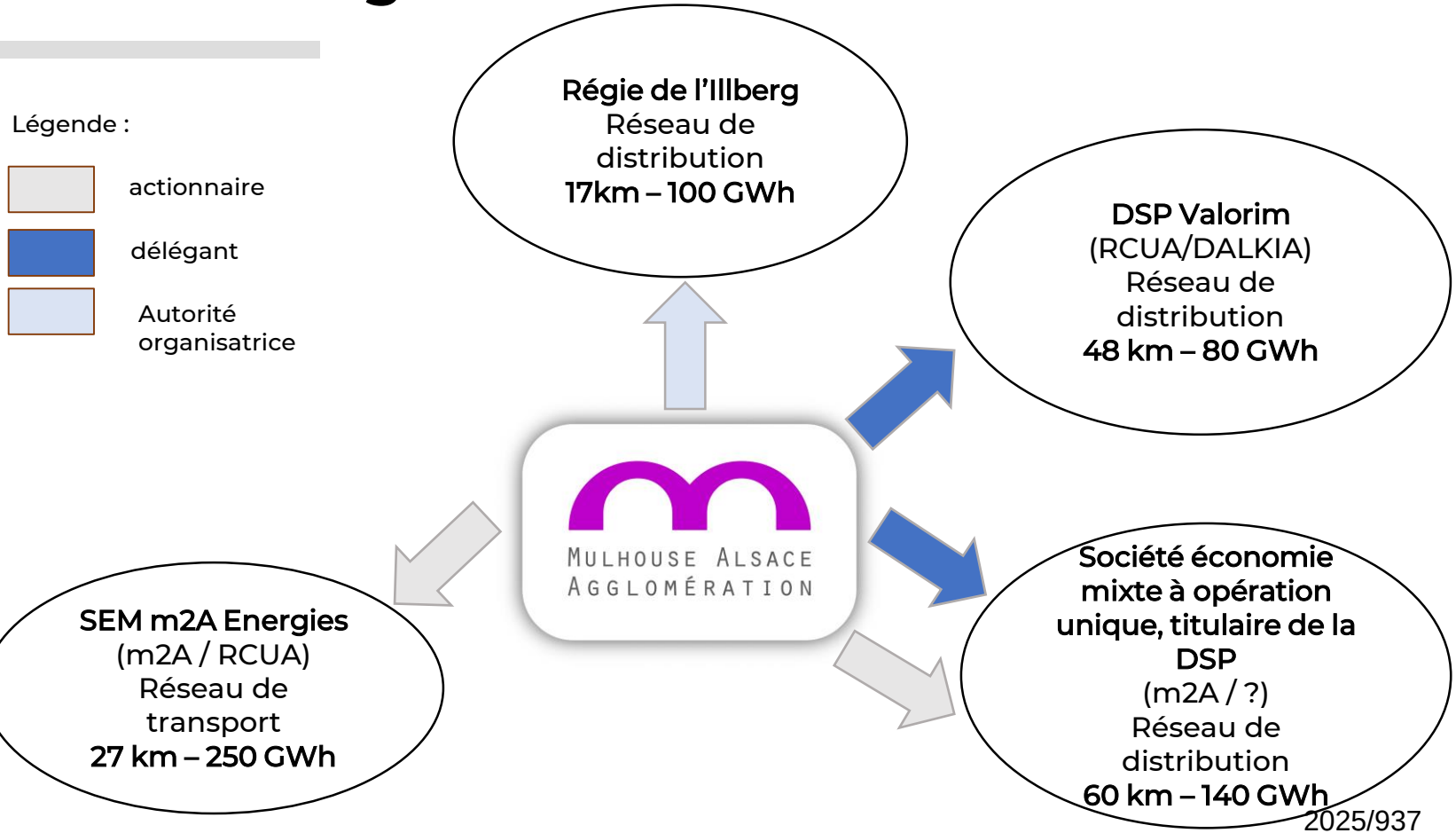


Schéma de gouvernance



2025/937

DSP Centre Agglomération / SEMOP

Périmètre de la DSP (Délégation de Service Public)

- Communes identifiées sur des critères de densité énergétique et du potentiel de chaleur vendue : Illzach / Kingersheim / Lutterbach / Mulhouse / Ottmarsheim / Pfastatt / Riedisheim / Wittenheim
- COTECH avec les services de ces communes le 19/12/24
- Rencontres bilatérales / avis des communes en décembre, janvier, février

DSP confiée à une Société d'Economie Mixte à OPération unique (SEMOP)

- Permet une meilleure implication qu'une simple DSP dans le déroulé du projet
- Maintien d'un régime concessif type DSP
- Durée de la DSP : 25 ans
- Forme juridique des candidats lors de le réponse à la DSP : actionnaire d'une SEMOP, avec m2A en co-actionnaire
- A l'issue de la procédure de consultation DSP : choix du candidat (futur actionnaire) + négo
- La SEMOP sera titulaire du contrat de DSP
- La SEMOP disparaitra à l'échéance du contrat de DSP

SEMOP

- m2A actionnaire à 49%. Candidat (énergéticien, entreprise privée) à 51%
- Capital de la société en cours de définition. Ordre de grandeur de 1 à 4M€
- Investissement à porter par la SEMOP. Environ 60M€ (réseaux + chaufferie appoint/secours + sous stations chez les futurs abonnés)

Planning

- 3/03. Bureau m2A
- 6/03. CCSPL. Présentation et avis sur le rapport des modes de gestion
- 13/03. CST. Présentation et avis sur le rapport des modes de gestion
- 24/03. Conseil d'Agglomération
    - Modification Intérêt Communautaire
    - Lancement DSP / SEMOP, y compris mode de gestion
- Avril 2025. Publication DSP
- Fin 2025. Analyse offres initiales
- 2026. Négociations et remise offres finales
- Décembre 2026. Conseil d'Agglomération
    - Choix de l'attributaire et coactionnaire de la SEMOP
- Début 2027. Création, inscription au registre du commerce de la société

- 2027. Commercialisation, études de maîtrise d'œuvre, autorisations voirie, etc…
- Fin 2027 et 2028. Travaux de réalisation du réseau
- 2028. Mise en service 1ère tranche
    - Synchronisation avec mise en service réseau de transport de chaleur SEM m2A Energies
    - Attente forte de prospects
- 2028 – 2032. Déploiement

MERCI

DE VOTRE ATTENTION

EXTRAIT COMPTE RENDU
Comité Social Territorial du 13 mars 2025
sous la présidence de M. SCHILDKNECHT, 1er Vice - Président de m2A

POINT N° 3 – ORGANISATION DES SERVICES ET DES ACTIVITES

3.3. Réseaux de chaleur : Délégation de Service Public

M. le 1er Vice-Président informe l'assemblée que m2A envisage la création d'un réseau de chaleur urbain visant à valoriser la chaleur fatale des industries localisées sur la bande rhénane de l'agglomération mulhousienne.

A cet effet, il est proposé de déléguer la gestion de ce nouveau réseau urbain à une Société d'Economie Mixte à OPération unique (SEMOP) à laquelle m2A sera co-actionnaire aux côtés d'un actionnaire privé.

Une présentation détaillée a été faite en réunion de Dialogue Social et jointe à l'invitation de ce Comité Social Territorial.

Le syndicat FO souligne la qualité de la présentation qui a été faite en réunion de Dialogue Social par M. MARMET, Chef de service Réseau de Chaleur à m2A, présentation faite avec passion.

Le syndicat CGT insiste sur l'ampleur de ce projet, à la fois technique et financière. Il demande qu'une vigilance soit apportée aux moyens humains alloués au suivi de la délégation de service public. M. VENUSTRI répond que l'atout est d'avoir une partie du réseau de chaleur gérée en régie, avec du personnel qualifié et expérimenté pour suivre la délégation. Le syndicat FAFPT abonde dans ce sens en rappelant également la technicité et les compétences des agents du service.

M. SCHILDKNECHT conclut en précisant que ce point fera l'objet d'une délibération au Conseil d'Agglomération du 24 mars 2025 et est soumis ce jour au vote du CST.

Le point est approuvé à l'unanimité.

Liste de présence CST – 13.03.2025

Représentants de l'administration :

Titulaires		Suppléants	
F. JORDAN	Excusé	G. GREILSAMMER	Présent
JL. SCHILDKNECHT	Présent	C.BITSCHENE	
F. AGUDO PEREZ		M. GUTH	
P. LOGEL		J. MEHLEN	
A. CLEMENS	Excusé	S. DIERSTEIN	Excusée
JF. WOLLBRETT	Présent	E. SCHOOR	
A. SCHWEITZER	Excusé	JP VENUSTRI	Présent
F. FUCHS-JESSLEN		V. VERGER	Excusée

Représentants du personnel :

	Titulaires		Suppléants	
CGT	J-F. PERRUT		N. MULOT	
	B. PFEIFFER		E. FROEHLY	Excusé
FAFPT	C. BIZON		S THIEMARD	
	R. FRANCESCHI		A. KIEN	Excusé
	A. BERKAT		J. LOPES DE SOUSA	Excusé
FO	O. BOZ		V. HOLTZER	
	S. DUMAIN		J.- M. HEITZ	Excusé
	F. EHRHARD		J. RIBEIRO NOGUEIRA	Excusé.

Autres participants :

S. JORDAN

Pôle Transition Ecologique et Energétique et Ressources Environnementales

Direction Transformation Energétique

Service Réseaux de chaleur

Mars 2025

Rapport de présentation sur le choix du mode de gestion du service public du réseau de chaleur urbain situé sur les territoires des Communes du Centre de l'Agglomération de Mulhouse

Sommaire

I. CONTEXTE ET DESCRIPTIF DU PROJET 3

II. PROBLEMATIQUES ET ENJEUX DU FUTUR MODE DE GESTION 3

A. Palette des modes de gestion envisageables 4

1. La gestion en régie 9

2. Les marchés publics 12

3. La concession 16

4. La SEMOP 18

B. Synthèse : Sélection du mode de gestion 23

C. Comparaison par critères : 26

III. CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT 31

A. Objet 31

B. Durée 31

C. Missions dévolues 32

D. Périmètre 32

E. Conditions financières 33

1. Rémunération du concessionnaire et redevances 33

2. Investissements et charges 33

F. Caractéristiques de la SEMOP 33

IV. CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE CONCESSION ET DE LA SEMOP 36

I. CONTEXTE ET DESCRIPTIF DU PROJET

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) gère et exploite plusieurs réseaux de chaleur sur son territoire tels que :

- Le réseau historique principal de l'Illberg, établi dans les années 60 et exploité dans le cadre d'une régie communautaire ;

- Les réseaux desservant la ville de Mulhouse, ainsi que les villes de Rixheim, Illzach, et Riedisheim, gérés via une délégation de service public commune, conclue en 2018 (DSP Valorim).

Afin de développer la valorisation de ses ressources locales telles que la chaleur fatale industrielle et la biomasse, m2A envisage la création d'un réseau de chaleur urbain visant à desservir la Commune de Mulhouse, ainsi que les territoires des Communes limitrophes au centre de l'agglomération.

Dès lors, m2A a lancé plusieurs études, dont son Schéma Directeur réalisé en 2022, devant permettre de faire émerger différents projets, notamment la réalisation d'un réseau de chaleur urbain couvrant le périmètre suivant :

- Illzach
- Kingersheim
- Lutterbach
- Mulhouse
- Pfastatt
- Ottmarsheim
- Wittenheim

II. PROBLEMATIQUES ET ENJEUX DU FUTUR MODE DE GESTION

L'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Le comité social territorial doit également être consulté avant la décision arrêtant le principe de la délégation de service public.

Tel est l'objet du présent rapport.

A. PALETTE DES MODES DE GESTION ENVISAGEABLES

Pour le service public de fourniture de chaleur que, m2A souhaite créer, cette dernière peut :

- **internaliser la gestion par la création d'une régie** (**1**) ;

Dans ce premier cas il peut s'agir soit d'une régie dotée de la seule autonomie financière, soit d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale. M2A supporte intégralement les risques techniques, d'exploitation et commerciaux.

- **Recourir à** une **SPL** (**2**) ;

La Société publique locale (SPL), est une société anonyme, composée d'au moins 2 actionnaires.

Cette société est « *compétente pour réaliser des opérations d'aménagement des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général* » (article L1531-1 du CGCT).

La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires.

Elle est quasi systématiquement en situation de quasi-régie vis-à-vis de ses membres donc les collectivités peuvent lui confier la gestion du service sans mise en concurrence.

La collectivité est associée aux gains et aux risques du service, à hauteur de sa participation au capital.

Dans la mesure où la SPL constitue un outil de coopération entre personnes publiques, le recours à cet outil n'aura d'intérêt qu'à la seule condition que m2A souhaite s'associer avec *a minima* une autre personne publique compétente en vue de gérer conjointement le service.

Un minimum de deux associés étant nécessaire, il conviendrait donc d'identifier au moins une autre personne publique qui (i) disposerait des compétences nécessaires pour participer au projet et (ii) serait intéressée par celui-ci.

Par ailleurs, **la SPL ne constitue pas en soit, un mode de gestion**. Ce faisant, la SPL devra par la suite passer différents contrats pour permettre la réalisation des investissements et l'exploitation du service ou se doter des moyens propres nécessaires à l'exécution de ce service.

Le recours à une SPL ne répond donc pas au besoin m2A.

Cette solution ne sera donc pas étudiée plus avant.

- **recourir à** une **Société dédiée à la production d'énergies renouvelables** (**3**) ;

L'article L. 2253.1 du Code général des collectivités territoriales fixe, en son premier alinéa, un principe d'interdiction générale pour les personnes publiques de participer au capital d'une société commerciale, et plus généralement à tout organisme à but lucratif.

Ce principe connait cependant certaines dérogations et notamment celle issue de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (dite « LTECV »).

En effet, un second alinéa a été introduit permettant la prise de participation au capital de sociétés de production d'énergie renouvelable.

Désormais, aux termes de l'article L. 2253-1 du Code général des collectivités territoriales :

> « *Par dérogation au premier alinéa, les communes et leurs groupements peuvent, par délibération de leurs organes délibérants, participer au capital d'une société anonyme ou d'une société par actions simplifiée dont l'objet social est la production d'énergies renouvelables ou d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone définis à l'article L. 811-1 du code de l'énergie par des installations situées sur leur territoire ou, pour une commune, sur le territoire d'une commune limitrophe ou, pour un groupement, sur le territoire d'un groupement limitrophe. L'acquisition de ces actions peut être réalisée au travers de la prise de participations au capital de sociétés commerciales ayant pour seul objet de détenir les actions au capital des sociétés mentionnées à la première phrase du présent alinéa. Les communes et leurs groupements peuvent consentir aux sociétés de production d'énergie renouvelable auxquelles ils participent directement des avances en compte courant aux prix du marché et dans les conditions prévues à l'article L. 1522-5 du présent code. Par dérogation aux conditions prévues au même article L. 1522-5, la durée des avances en compte courant peut être portée par les communes ou leurs groupements à sept ans, renouvelable une fois, lorsque l'énergie produite par les installations de production bénéficie du soutien prévu aux articles L. 311-12, L. 314-1, L. 314-18, L. 446-2, L. 446-5, L. 446-14 ou L. 446-15 du code de l'énergie* ».

Aux termes de ces dispositions, il est donc possible pour une commune ou un groupement de communes de créer une société commerciale dont l'objet social sera dédié à la production d'énergies renouvelables en vue d'alimenter le territoire de la collectivité actionnaire.

Ce mécanisme se caractérise donc par :

- Une prise de participation par une collectivité au sein d'une société commerciale : la collectivité peut donc prendre des actions au sein d'une société commerciale dont le quantum n'est pas encadré ;
- La création d'une société commerciale, laquelle peut prendre la forme d'une société anonyme ou d'une société par action simplifiée ;
- La société ainsi créée aura un objet unique dédié à la production d'énergie renouvelable.

Ces énergies renouvelables sont limitativement précisées par l'article L. 211-2 du Code de l'énergie, qui définit les énergies renouvelables comme *« une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, l'énergie solaire thermique ou photovoltaïque, l'énergie géothermique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice et les autres*

énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz ».

Ce type de société pourra particulièrement être mise en place pour :

- Des projets de production d'hydrogène à partir de l'énergie issue d'une UVE ;

- Des projets de production d'énergie géothermique en vue d'alimenter des réseaux de chaleur.

Aux termes des dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Code de l'énergie, il n'est pas possible de recourir à ce type de société en l'absence de production d'énergie. En effet, le projet de création du réseau de chaleur prévoit principalement un approvisionnement sous forme de chaleur fatale, soit en énergie de récupération. Dans ce cas de figure, le projet sort du cadre de la production d'énergie renouvelable.

De plus, l'objet recherché porte sur la distribution d'énergie (réseau) et non pas uniquement sur la production d'énergie, ce qui rend impossible la création de ce type de société.

Cette solution ne sera donc pas étudiée plus avant.

- **Solliciter des tiers** pour une gestion sous la forme d'une prestation de services **dans le cadre d'un marché public** (ou plusieurs marchés) (**4**) ;

L'article L.1111-1 du CCP définit les marchés publics de la manière suivante :

> *« Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent ».*

On distingue marché de travaux et marché de services.

Dans ce cadre, les marchés publics peuvent être caractérisés par quatre éléments :

- Ce sont des contrats.
- Ils sont conclus avec un opérateur économique : qu'il s'agisse d'une personne publique ou privée, cette personne morale doit exercer une activité économique.
- Ils comprennent le versement d'une contrepartie onéreuse (au sens juridique du terme) ou tout autre équivalent : le caractère onéreux de la prestation réalisée visant à satisfaire le besoin du pouvoir adjudicateur se réfère à la contre-prestation à laquelle procède l'autorité publique pour obtenir la prestation commandée à l'opérateur économique. Le plus souvent, il s'agit du versement d'une somme d'argent correspondant au paiement d'un prix à l'opérateur économique co-contractant.
- Ils ont pour objet la satisfaction d'un besoin de l'acheteur en matière de travaux ou de services.

Il existe également les marchés publics globaux. **Dans ce troisième cas, m2A conserve la responsabilité et une part prépondérante des risques, à l'exception du risque inhérent à la maîtrise des charges. La rémunération du titulaire peut être assurée soit par des prix unitaires, soit par des prix forfaitaires.**

- **Décider d'associer plus étroitement un opérateur économique** aux résultats de la gestion du service en lui transférant, en tout ou partie, la responsabilité de gestionnaire et la performance commerciale, **dans le cadre d'une concession** (**5**).

Ce mode de gestion déléguée peut porter uniquement sur l'exploitation d'équipements (affermage) ou comporter également la réalisation de travaux (concession avec travaux). Dans ce dernier cas, le concessionnaire conçoit, réalise et exploite les installations pour son propre compte et, à ce titre, il est le maître d'ouvrage des installations.

Le critère essentiel de reconnaissance d'une concession repose sur le critère du risque : qu'il y ait ou non des travaux, la concession n'est envisageable que dans le cas où une part de risque transférée au concessionnaire est réelle et non négligeable (L. 1121-1 du Code de la commande publique). Il s'agit du « *risque d'absence de couverture intégrale des dépenses d'exploitation ou d'investissement* » (CJUE).

Le recours à ce type de contrat semble être approprié car il permet d'externaliser le financement du réseau de chaleur. De plus, le risque technique et commercial sera supporté par le concessionnaire.

- **Solliciter/associer des tiers tout en internalisant en partie la gestion, par la création d'une SEMOP (6)**

La SEMOP (article L1541 -1 à 3 du CGCT) est une forme d'entreprise publique locale permettant à une collectivité ou son groupement de lancer un appel d'offre en amont de la constitution de la société, pour désigner l'actionnaire opérateur qui s'associera avec elle pour l'exécution du contrat qui lui sera attribué. Une collectivité territoriale ou un groupement peut créer avec au moins un actionnaire opérateur économique, sélectionnée après une mise en concurrence, une société d'économie mixte à opération unique.

La société est constituée pour une durée limitée, à titre exclusif en vue de la conclusion d'un contrat avec la collectivité ou le groupement.

La SEMOP a pour objet :

· Soit la réalisation d'une opération de construction, de développement du logement ou d'aménagement ;

· Soit la gestion d'un service public pouvant inclure la construction des ouvrages ou l'acquisition des biens nécessaire au service ;

- Soit toute autre opération d'intérêt général relevant de la compétence de la collectivité territoriale ou le groupement.

S'agissant de l'actionnariat de la SEMOP, la collectivité doit détenir entre 34 et 85 % du capital de la société ». Ainsi, l'actionnariat minoritaire peut suffire à donner à la collectivité publique un pouvoir de contrôle interne de la société et, à travers elle, de son partenaire privé.

La procédure de publicité et de mise en concurrence a un double objet : attribuer un contrat de la commande publique et choisir l'actionnaire de la société chargée d'exécuter ce projet.

La SEMOP cumule les avantages suivants : maîtrise de l'activité au travers de la représentation de la collectivité au sein de la Société, bénéfice de l'expertise d'un ou plusieurs opérateurs privés, et bénéfice d'éventuels investisseurs privés.

Cependant, il n'en demeure pas moins que :

- elle est sujette à une prise de risque important
- elle peut décourager ou dissuader un opérateur privé de répondre
- elle est coûteuse
- elle doit être appréciée à l'aune des règles de la commande publique.

En effet, il faut considérer d'un point de vue opérationnel, que la SEMOP passera, soit de manière accessoire, de petits sous-contrats de fournitures et de services en cours du contrat (informatique, bureautique, prestations d'ingénierie spécifiques par exemple), soit de manière principale, d'importants sous-contrats de travaux, de services et de fournitures qui n'ont pas été prévus initialement ou pour lesquels l'actionnaire de la SEMOP n'a pas fait d'offre (grosse intervention sur réseau ou grosse réparation, renouvellement d'un matériel).

Or, la présence d'un représentant de la collectivité à la présidence de la SEMOP (imposé) fait pencher la balance vers la qualification de pouvoir adjudicateur de cette dernière.

Si la collectivité est au surplus actionnaire majoritaire, la SEMOP sera indubitablement qualifiée de pouvoir adjudicateur.

Le recours à la SEMOP permet de constituer cette dernière en même temps que l'attribution du contrat choisi, la procédure de publicité et de mise en concurrence étant commune (création de la société et attribution du contrat). Le risque de création d'une SEML qui ne sera finalement pas titulaire du contrat est donc écarté.

Néanmoins, la SEMOP ne peut être créée que pour la durée du contrat ce qui tend à la conseiller pour des contrats de longue durée. Elle doit être dissoute à l'issue du contrat. La procédure de dissolution peut être potentiellement longue. En effet, la SEMOP pourra survivre après le terme du contrat pour les besoins de sa liquidation.

Du fait de l'organisation qu'elle impose de mettre en place (constitution de la société, personnel, apports…) et des gains qu'elle doit procurer à la Collectivité (qui sont le principal avantage de la SEMOP), elle est préconisée dans les contrats de longue durée (plus de 10 ans).

Elle peut être constituée à la suite d'une procédure de marché public ou de concession, et aura ainsi en grande partie les avantages et inconvénients de chacun de ces modes de gestion, avec la particularité que la Collectivité est actionnaire de la SEMOP donc en partie le titulaire ou le concessionnaire.

La SEMOP devra donc être constituée par une seule collectivité territoriale ou un seul groupement de collectivités territoriales (EPCI, syndicat mixte) auprès d'un ou de plusieurs opérateurs.

La rédaction de ses statuts et de son pacte d'actionnaire doit être fait en amont d'une procédure de marché public ou de concession. Ces éléments doivent être fixés et transmis dans le cadre du dossier de consultation des entreprises.

La SEMOP aura en grande partie les avantages et inconvénients de chacun de ces modes de gestion (marché public ou concession), avec la particularité que la Collectivité est actionnaire de la SEMOP.

La SEMOP ne peut être créée que pour la durée du contrat ce qui tend à la conseiller pour des contrats de longue durée. Elle doit être dissoute à l'issue du contrat.

La création d'une SEMOP entre m2A et un actionnaire privé semble être approprié car cela permet au projet de bénéficier du dynamisme, de la souplesse, des compétences, de la capacité d'innovation et du savoir-faire d'entreprises privées spécialisées.

Par rapport à un montage en concession sans société dédiée, m2A aura un pouvoir d'information et de contrôle renforcé et pourra participer à la gestion du contrat. De plus, à travers sa participation capitalistique, la collectivité serait intéressée aux bénéfices de la SEMOP.

1. La gestion en régie

Deux types de régie sont possibles (la régie directe est prohibée pour les SPIC) :

- La **régie avec autonomie financière**, où la gestion est assurée directement par les services de la Collectivité (fonctionnaires et assimilés) bien que dans le cadre d'un budget distinct (budget annexe).

- La **régie dotée de la personnalité morale,** où la Collectivité transfère statutairement la gestion du service public à une entité juridique publique distincte.

La gestion en régie dotée de la personnalité morale se concrétise classiquement par la création d'un établissement public industriel et commercial (EPIC) local.

Le tableau suivant reprend les principales caractéristiques de ces deux modes de gestion directe :

	Régie autonome	Régie personnalisée
Structure et gouvernance	Régie simplement placée sous l'autorité de m2A. Administrée par un **conseil d'exploitation**, un **directeur** et un **agent comptable**.	Création d'un EPIC distinct de la collectivité de rattachement. Administrée par **un conseil d'administration** et son **président** ainsi qu'un **directeur.**
Maîtrise et contrôle	Maîtrise des décisions par la Collectivité (Le conseil d'exploitation ne délibère que sur les catégories d'affaires pour lesquelles l'assemblée délibérante ne s'est pas réservé le pouvoir de décision.)	Régie **indirectement** placée sous l'autorité de m2A. Moyen de gestion autonome de la régie en raison de la personnalité morale et de l'existence de deux structures. Moindre contrôle du service
Organe délibérant	**Conseil communautaire de m2A** (Ex. : fixation du prix de la chaleur)	**Conseil d'administration de la régie** (Ex. : fixation du prix de la chaleur)
Processus de décision	Sous l'autorité du Président de m2A et du Conseil communautaire. Les fonctions exécutives sont assurées par l'exécutif de la collectivité de rattachement qui est le représentant légal de la régie et qui en est l'ordonnateur.	Administrée par le directeur et le conseil d'administration de la régie. Les élus de m2A interviennent par leurs représentants au sein du CA
Resp. civile et pénale	La responsabilité pèse sur les **élus et agents de m2A** (y compris le personnel de la régie).	La responsabilité pèse sur le **CA et le directeur de la régie**.
Budget	Budget propre, annexé au budget de m2A, et voté par le Conseil communautaire	Budget voté par le CA

Personnel	**Statut de droit privé** car SPIC. En conséquence, l'emploi de fonctionnaires en position normale d'activité pose par conséquent une difficulté au regard des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (même si cette situation est rencontrée et « tolérée » en pratique sur une base juridique relativement fragile). **Sauf directeur et agent comptable :** statut de droit public	**Statut de droit privé** car SPIC. **Sauf directeur et agent comptable :** statut de droit public
Fiscalité	M2A est exploitant fiscal	Régie exploitant fiscal

À l'aune des objectifs préalablement énoncés, le recours à la régie peut être apprécié selon les critères suivants (communs aux deux types de régies mentionnés, sauf indication spécifique) :

- Recherche de performance / Transfert du risque : Contrairement aux autres modes de gestion qui seront appréciés ci-après, la régie ne formalise pas d'engagements de performance sanctionnés par des pénalités ou d'autres outils financiers incitatifs. Par ailleurs, la gestion en régie internalise le risque d'exploitation qu'il soit industriel ou commercial.

- Réduction du coût pour la Collectivité : Sur le plan financier, la gestion en régie permet d'éviter de supporter les charges de structure et la marge d'un opérateur externe (même si, in fine, une régie personnalisée peut également générer des frais de structure). En revanche, la régie ne bénéficie pas des effets d'échelle qu'un opérateur spécialisé peut rechercher grâce à la mutualisation de certains investissements, procédés et savoirs au-delà du périmètre du service en question.

- Évolutivité / Réversibilité : Contrairement à un contrat externalisant le service dont les caractéristiques ne pourraient être modifiées qu'au prisme du cadre relativement strict des avenants, la régie peut faire évoluer le service comme elle l'entend, en particulier pour ce qui concerne la régie autonome placée directement sous l'autorité de la Collectivité. S'agissant de la réversibilité du mode de gestion, le passage de la régie à un autre mode de gestion est plus difficilement acceptable que l'inverse.

- Effectivité de la mise en concurrence : Le recours à la régie a comme conséquence une absence de mise en concurrence qui permettrait de rechercher en théorie la meilleure offre au meilleur prix.

- Gestion des ressources humaines : le personnel serait de droit privé et sous la convention collective nationale applicable au secteur, sauf le directeur et l'agent comptable qui auraient un statut de droit public. M2A serait exposée plus directement aux conséquences du dialogue social au sein du nouvel établissement (conflits éventuels).

- Optimisation de la procédure : La création d'une régie ne constitue pas une procédure comme peut l'être la passation d'un marché ou d'une concession, néanmoins elle suppose des délais similaires voire supérieurs compte tenu de l'organisation à mettre en place (en particulier pour ce qui concerne la création d'un EPIC).

- Prise en charge des investissements : L'intégralité des coûts et des investissements seront à la charge de m2A.

- Innovations proposées : Elles dépendront uniquement de m2A, avec une possibilité limitée de retours d'expérience extérieurs (contrat d'assistance technique possible avec un opérateur spécialisé).

- Maîtrise du service : La maîtrise du service peut être considérée comme plus étroite que dans le cadre d'une gestion externalisée, en particulier pour ce qui concerne la régie autonome placée directement sous l'autorité de la Collectivité.

Compte tenu de ces critères, il apparaît qu'une exploitation du service par la voie d'une régie autonome ou personnalisée ne répond pas suffisamment aux attentes de m2A.

2. Les marchés publics

Si le principe est celui de la passation d'un marché par prestation, il existe également les marchés publics globaux :

- **Marché de conception-réalisation**, sous réserve de dimensions exceptionnelles, de difficultés techniques particulières ou d'un engagement contractuel d'amélioration de l'efficacité énergétique ;

- **Marché global de performance (MPGP)** (anciennement REM et CREM) permettant de réunir la conception, la réalisation, l'exploitation et/ou[1] la maintenance dans un même marché sous réserve d'objectifs chiffrés de performance (notamment – mais pas que - niveau d'activité, qualité de service, efficacité énergétique).

Plusieurs éléments sont à noter concernant ces derniers :

- La procédure de passation impose **l'avis d'un jury** (comme un concours de maitrise d'œuvre) sauf :

[1] La jurisprudence a clairement tranché la question en faveur du caractère inclusif, en considérant qu'il était *« loisible à l'acheteur d'inclure dans un tel marché des prestations d'exploitation technique **et** de maintenance de ces équipements* » (CE, 8 avril 2019, n° 426096 et 426914, *Société Orange, Région Réunion*). Le rapporteur public ayant conclu sous cette décision observe d'ailleurs que le texte « *n'impose ni ce que ces marchés ne comportent que des prestations relevant de ces différentes missions, ni qu'ils les comportent totalement* ».

- Pour les marchés de conception-réalisation et les marchés globaux de performance passés par les pouvoirs adjudicateurs dans les hypothèses suivantes : réhabilitation d'ouvrages existants ou réalisation d'un projet urbain ou paysager/ ouvrages réalisés à titre de recherche, d'essai ou d'expérimentation/ ouvrages d'infrastructures ;

- Pour les marchés de conception-réalisation et les marchés globaux de performance passés par les entités adjudicatrices selon la procédure de dialogue compétitif ou selon la procédure avec négociation[2].

Dans la passation d'un tel contrat et conformément à la jurisprudence, m2A serait plutôt **pouvoir adjudicateur** qu'entité adjudicatrice. L'avis du jury n'est pas obligatoire puisque m2A relève d'une des 3 dérogations citées ci-dessus : ouvrages d'infrastructures.

- Pour que son recours y soit régulier, le MPGP doit comporter **des engagements de performance mesurables.**

S'agissant du type d'objectif de performance qui peut être prévu, ils peuvent – la liste n'est pas restrictive – porter sur le niveau d'activité, la qualité du service, l'efficacité énergétique ou l'incidence écologique. L**'insertion de telles exigences ne doit pas être factice**, car le recours aux marchés globaux est dérogatoire.

La performance n'est donc **pas qu'énergétique** : elle peut concerner tout objectif de performance en lien avec les missions du titulaire et qui n'est pas artificiel.

Dans le cas d'un réseau de chaleur, il peut s'agir :
- Du rendement du réseau,
- Du taux de couverture en énergies renouvelables,
- Des besoins en énergie primaire
- Des délais d'intervention en cas de panne, fuite…
- etc.

Ces engagements de performances n'ont d'ailleurs **pas à être exclusivement liés aux missions qui sont confiées dans leur totalité au titulaire.** Ils peuvent également résulter **en partie de l'action de tiers,** dès lors que les performances dépendent en partie des prestations fournies dans le cadre du marché[3].

Les engagements de performances peuvent être établis sur la base de données théoriques qui, dès lors qu'elles sont contractualisées, ne sauraient en principe être remises en cause quand bien même les données réelles constatées en cours d'exécution s'en écarteraient (CAA Nantes, 23 novembre 2018, *Société Efficentre,* n° 17NT02503).

[2] Article R2171-16 du Code de la commande publique.

[3] CE, 8 avril 2019, n° 426096 et 426914, *Société Orange, Région Réunion* : en l'espèce le résultat de l'exploitation de lignes haut débit, susceptible de dépendre des prestations d'assistance à l'exploitation commerciale du réseau fournie par le titulaire.

La rémunération de l'opérateur économique sera modulée en cas de sous-performance ou de surperformance. L'article R. 2171-2 du Code de la commande publique précise que c'est plus particulièrement la rémunération des prestations d'exploitation ou de maintenance qui est modulée.

Cela signifie que les engagements de performances sont nécessairement à prévoir dans les phases d'exploitation et/ou de maintenance. Mais ils seront anticipés dès la conception/réalisation.

- **La frontière entre MPGP et concession peut être ténue**, car les titulaires de marchés globaux peuvent se voir confier la gestion d'un ouvrage ou d'un service. Or, la modulation de la rémunération du titulaire en cas de surperformance ou de sous-performance liée au résultat de l'exploitation du service ou de l'ouvrage se rapproche beaucoup de la rémunération assurée par les résultats du service, critère de la qualification de concession.

Toutefois, les procédures de marchés publics étant plus strictes que celles applicables en matière de concessions, l'effet d'une telle requalification devrait vraisemblablement être limité.

- Contrairement à l'ancien article 73 du Code des marchés publics, qui prévoyait que « *la durée du marché tient compte des délais nécessaires à la réalisation de ces objectifs et engagements qui constituent son objet* », le Code de la commande publique **ne précise pas les éléments à prendre en compte pour apprécier la durée du marché public global.**

  Cependant, prévoir, pour un tel marché, une durée excédant dans une trop large mesure les délais nécessaires à la réalisation des objectifs et engagements de performance risquerait de contrevenir à l'article L. 3 du Code de la commande publique et aux principes généraux du droit des marchés publics, en particulier à ceux de liberté d'accès à la commande publique et d'égalité de traitement des candidats.

  Dans la mesure où, en principe, le paiement des investissements est public compte tenu de l'application de l'interdiction des paiements différés, la durée de ces marchés ne saurait dépendre de la durée d'amortissement des investissements, le titulaire ne (pré-)finançant pas les investissements.

  Mais comme énoncé plus avant, les objectifs de performances se mesurent sur cette phase, et la rémunération du titulaire dans cette phase est modulée en fonction de la performance attendue.

  A l'inverse, prévoir **une durée trop courte** ne permettrait pas de constater l'atteinte des objectifs de performance et la modulation de la rémunération du titulaire ne porterait alors que sur une infime part du prix, ce qui pourrait rendre « factice » cette phase d'exploitation/maintenance. Or, c'est la réalisation d'objectifs de performance et la modulation financière associée qui permet de déroger au principe de l'allotissement applicable aux marchés publics.

- **S'agissant de la facturation de l'énergie aux abonnés,** la personne publique peut la confier au titulaire du contrat dans les conditions suivantes : une régie de recettes devra être créée, et le titulaire devra reverser à la personne publique à l'euro l'euro les recettes perçues. Rien ne s'oppose à ce qu'un système de compensation de créances puisse

toutefois être mis en place, du moment que la rémunération du titulaire n'est pas assurée par les résultats de l'exploitation du réseau.

- **Le contenu du contrat d'exploitation/maintenance** n'est pas contraint hormis par le recours obligatoire à des objectifs de performances mesurables et une rémunération modulée.
  L'interdiction du paiement différé s'oppose uniquement à ce que soient imputées sur la phase exploitation/maintenance des coûts supportés par le titulaire durant la phase conception/réalisation[4].

- La rémunération des prestations d'exploitation ou de maintenance du marché global de performance est liée à l'atteinte des engagements de performances mesurables, fixées par le marché pour toute sa durée.

L'économie générale de ce type de marché est assez usuelle : le titulaire est rémunéré en phase conception/réalisation, et en phase exploitation/maintenance sur la base d'un prix prévu au marché. La personne publique perçoit les recettes (ou confie cela au titulaire à travers une régie de recettes dans les conditions évoquées plus avant) du service, et bénéficie des subventions auxquelles elle peut prétendre.

À l'aune des objectifs préalablement énoncés, le recours au(x) marché(s) public(s) peut être apprécié selon les critères suivants :

- Recherche de performance / Transfert du risque : La performance industrielle pourra être incitée par l'insertion d'engagement de performance sanctionnés par des pénalités. Le recours aux marchés publics de service implique que les risques techniques, d'exploitation et commercial soient intégralement supportés par m2A.

- Réduction du coût pour la Collectivité : Sur le plan financier, le recours au marché public fait assumer le coût des charges de structure ainsi que la marge d'un opérateur. Néanmoins, la Collectivité pourra bénéficier d'effet d'échelle contrairement à la régie. De plus, la Collectivité devrait nommer un régisseur pour l'encaissement des recettes (augmentation des charges de structure).

- Évolutivité / Réversibilité : Celle-ci devra nécessairement s'inscrire dans le cadre rigide des avenants aux marchés publics. Potentiellement, les évolutions peuvent s'avérer coûteuses, même si le nouveau code de la commande publique prévoit des mécanismes de modification du contrat permettant la conclusion d'avenant, si ceux-ci sont anticipés et sont contractuellement prévus. S'agissant de la réversibilité, en fin de contrat, un autre mode de gestion pourra facilement lui être substitué le cas échéant.

- Effectivité de la mise en concurrence : Le fait que les marchés publics soient soumis à l'obligation d'allotir les prestations pourrait permettre à m2A de disposer d'une concurrence accrue par la passation de petits contrats favorisant le nombre de réponses.

[4] L'article R2171-2 du Code de la commande publique prévoit que les prix des prestations de réalisation, d'exploitation ou de maintenance du marché global de performance apparaissent de manière séparée dans le marché.

Néanmoins, l'absence vraisemblable de négociation pourrait limiter l'effectivité de la mise en concurrence et la recherche de la meilleure offre au meilleur prix.

- Gestion des ressources humaines : Elle est assurée par le titulaire, dans le cadre de la convention collective nationale applicable.

- Prise en charge des investissements : Les investissements sont pris en charge par la m2A.

- Innovations proposées : Celles-ci devront être portées par les titulaires, mais le cadre relativement rigide d'un marché public rend leur mise en œuvre complexe.

- Maîtrise du service : Bonne maîtrise par la Collectivité, sous réserve d'une rédaction adéquate des clauses du cahier des charges et de ressources dédiées au contrôle-pilotage du marché.

Le recours au marché public ne répond donc que partiellement aux attentes de m2A.

3. La concession

La concession ayant pour objet l'exécution de travaux et/ou la gestion d'un service, classiquement « délégation de service public » (appellation maintenue dans le Code général des collectivités territoriales) est un mode de gestion par lequel une personne morale de droit public (m2A) confie par contrat à un opérateur économique (le plus souvent privé), la réalisation de travaux et/ou la gestion d'un service public à ses risques et périls.

Ainsi, aux termes de l'article L.1121-1 du Code de la commande publique, le contrat de concession est défini comme :

> *« Un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés ».*

Les contrats de concession permettent donc à une personne publique de confier (i) la réalisation d'ouvrages ou (ii) la gestion d'un service, notamment public, à un tiers qui en assurera la gestion et l'exploitation et qui supportera un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La délégation de service public se caractérise donc par trois éléments :

- le lien unissant le concédant au concessionnaire est nécessairement contractuel ;
- le concessionnaire doit être chargé de la gestion et de l'exploitation d'un service public et, le cas échéant, de la réalisation d'ouvrages nécessaires à son exploitation ;
- le concessionnaire doit nécessairement supporter un risque substantiel d'exploitation.

Ce dernier critère est principalement utilisé pour caractériser la délégation de service public, par opposition aux marchés publics.

À l'aune des objectifs préalablement énoncés, le recours à la concession peut être apprécié selon les mêmes critères que pour les options « régie » et « marché public » précédemment analysées :

- Recherche de performance / Transfert du risque : En termes de performance, la concession de service public a pour effet d'inciter le concessionnaire à exploiter efficacement le service, dans la mesure où le fait de ne pas exploiter convenablement le service pourrait avoir pour effet de limiter les recettes perçues auprès des usagers du service et donc ne pas lui permettre de rentabiliser les investissements réalisés ou de dégager une marge bénéficiaire. Le concessionnaire supporte donc le risque technique, d'exploitation et le risque commercial.

- Réduction du coût pour la Collectivité : L'autonomie qui caractérise une concession implique en théorie que le concessionnaire prenne à sa charge la totalité des investissements (aidé de subventions ADEME) et les rentabilise grâce aux recettes du service. Si les investissements sont très importants, il est possible de recourir à une subvention de la part de la collectivité (dans les limites du droit applicable aux concessions et du droit européen en matière de subvention) et/ou à une valeur résiduelle en fin de contrat, notamment dans le cas de travaux non amortis en fin de contrat. Dans ce cas, la phase de négociation dans le cadre de la procédure de mise en concurrence vise à diminuer le coût du service pour la collectivité.

- Évolutivité / Réversibilité : L'évolutivité du service devra nécessairement s'inscrire dans le cadre formalisé des avenants au contrat de concession. Le code de la commande publique prévoit des mécanismes de modification du contrat permettant la conclusion d'avenants de forte ampleur, si ceux-ci sont anticipés et sont contractuellement prévus. S'agissant de la réversibilité, un autre mode de gestion peut relativement facilement se substituer à la concession, en anticipant bien la phase de transition en fin de contrat.

- Effectivité de la mise en concurrence : La possibilité de pouvoir négocier avec les candidats permet de renforcer l'effectivité de la mise en concurrence et d'optimiser l'offre la plus performante.

- Gestion des ressources humaines : Elle est assurée par le concessionnaire, en l'occurrence dans le cadre de la convention collective applicable.

- Prise en charge des investissements : Ceux-ci seront pris en charge par le concessionnaire.

- Innovations proposées : Les candidats pourront proposer des innovations dans leurs offres, dont la pertinence et les modalités d'exécution pourront être négociées puis formalisées dans les termes du contrat.

- Maîtrise du service : Traditionnellement, il est considéré que le recours à la concession entraine une perte de maîtrise sur le service. Par exemple, la collectivité ne fixe pas les tarifs en amont de la procédure, mais le concessionnaire propose un prix dans le cadre de son offre. Ce prix fera l'objet de discussion durant les négociations entre la collectivité et

le candidat afin que ce dernier l'améliore et le rende non seulement commercialisable mais également attractif. A compter de la remise de son offre finale, le candidat s'engage dans son offre à un tarif fixe (sauf clauses de révision strictement encadrées). Cette dernière peut être combattue par des clauses contractuelles adéquates et des ressources dédiées au contrôle-pilotage de la concession. En pratique, la maîtrise s'obtient par un rappel exhaustif et régulier des obligations d'information du concessionnaire et l'activation des clauses de contrôle au profit de la Collectivité.

Le recours à la concession répond aux attentes de m2A.

4. La SEMOP

La loi n° 2014-744 du 1er juillet 2014 permet désormais la création de sociétés d'économie mixte à opération unique. Une collectivité locale peut désormais lancer un appel d'offres pour l'entrée au capital de la société d'économie mixte qu'elle souhaite créer afin de remplir une mission de service public ou d'y participer. Cette mise en concurrence initiale dispensera la collectivité de lancer par la suite un appel d'offres pour pouvoir attribuer à la SEM la mission pour laquelle elle a été créée.

Il est ainsi évité le recours à une double procédure avec, d'abord, la mise en concurrence de l'attribution du contrat et, ensuite, la sélection du prestataire de la société.

Une telle société permet à la collectivité d'être mieux informée, de mieux contrôler son cocontractant et d'avoir une plus grande implication dans les décisions de gestion.

a) Objet

L'article L. 1541-1 du CGCT permet aux collectivités de se grouper avec des opérateurs économiques dans le cadre d'une SEMOP. Il dispose :

> *« Dans le cadre de ses compétences autres que l'exercice de missions de souveraineté, une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales peut créer, avec au moins un actionnaire opérateur économique, sélectionné après une mise en concurrence dans les conditions définies à l'article L. 1541-2, une société d'économie mixte à opération unique ».*

L'article L. 1541-1 du CGCT précise par la suite que la SEMOP doit avoir, à titre exclusif, pour objet :

- Soit la réalisation d'une opération de construction, d'une opération de logement ou d'une opération d'aménagement ;
- Soit la gestion d'un service public ;
- Soit enfin toute autre opération d'intérêt général relevant de la compétence de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales.

Le champ d'application de la future SEMOP recouvre donc, notamment, les contrats de concessions régis par les articles L.1411-1 et suivants du CGCT et par le Code de la commande publique.

b) Fonctionnement

La SEMOP ne peut être constituée que d'une seule collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales, en l'espèce, m2A.

Concernant le capital de la SEMOP, l'article L. 1541-1 du CGCT précise que la collectivité territoriale doit détenir entre 34 % et 85 % du capital de la société et 34 % au moins des voix dans les organes délibérants.

En outre, la part de capital de l'ensemble des actionnaires opérateurs économiques ne peut être inférieure à 15 %.

La personne publique dispose de la présidence de la société, au travers du représentant permanent désigné par délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité actionnaire. Le nombre de sièges au conseil d'administration ou au conseil de surveillance est en outre attribué en proportion du capital détenu.

Il convient de noter également qu'il est possible de prévoir dès le lancement de la procédure qu'un tiers investisseur sera membre de la SEMOP, dès lors qu'il ne réalise aucune prestation pour la SEMOP (en dehors d'investir au capital et en quasi fonds propres le cas échéant).

Quatre cas de figure influent sur la gouvernance de la SEMOP :

- **Avoir le capital minimum prévu par les textes de 34 %.** Ce minimum n'a pas été fixé par hasard puisqu'il permet d'avoir ce que l'on appelle **une minorité de blocage pour les décisions prises en assemblée générale extraordinaire** où les décisions ne peuvent être prises qu'à une majorité de plus de 66 % (majorité qualifiée),
- **Avoir un capital entre 34 % et 49 %.** En termes de « pouvoir », la situation est assez similaire à la précédente mais la Collectivité peut espérer des **distributions de dividendes plus importantes**. En revanche, en restant **en deçà de 50** %, la Collectivité ne peut **pas bloquer les décisions prises en assemblée générale ordinaire**,
- **Avoir un capital supérieur à 50 % mais inférieur à 66 %.** Cette situation permet d'avoir un véritable pouvoir de décision puisque la Collectivité sera maître des décisions à prendre en assemblée générale ordinaire, décisions prises à la majorité « simple »,
- **Avoir un capital social supérieur à 66 % jusqu'à la limite imposée par la loi**. La Collectivité a alors un « pouvoir quasi absolu » puisqu'elle peut décider seule des décisions prises en assemblée générale ordinaire mais aussi en assemblée générale extraordinaire ;

Néanmoins si le fait de **disposer d'une intensité capitalistique est intéressante, il n'en demeure pas moins** que :

- Elle est **sujette à une prise de risque important**
- Elle **peut décourager ou dissuader un opérateur privé de répondre**
- Elle est **coûteuse**
- Elle doit être **appréciée à l'aune des règles de la commande publique**.

La SEMOP cumule les mêmes avantages qu'une SEM : maîtrise de l'activité au travers de la représentation de la collectivité au sein de la Société, bénéfice de l'expertise d'un ou plusieurs opérateurs privés, et bénéfice d'éventuels investisseurs privés.

c) Procédure

Dans le cadre de la SEMOP, la mise en concurrence des opérateurs est donc réalisée au stade du choix de l'actionnaire privé.

A l'inverse d'une société d'économie mixte classique où la mise en concurrence n'intervient qu'après la constitution de la société pour l'attribution du contrat, il est prévu une mise en concurrence préalablement à la constitution de la société.

En conséquence, il existe une unique mise en concurrence des opérateurs visant à :

- La sélection des opérateurs pour constituer la société ;
- La sélection des opérateurs pour l'attribution du contrat relatif à l'exploitation des services publics d'eau potable et d'assainissement.

La sélection du ou des actionnaires opérateurs économiques et l'attribution du contrat à la société d'économie mixte à opération unique mise en place sont ainsi effectuées par un unique appel public à la concurrence respectant la procédure applicable aux contrats de concessions.

En complément des informations obligatoires selon la nature du contrat destiné à être conclu, l'avis d'appel public à la concurrence comporte un document de préfiguration, précisant la volonté de la collectivité territoriale de confier l'opération projetée à une société d'économie mixte à opération unique à constituer avec le candidat sélectionné.

Ce document de préfiguration de la société d'économie mixte à opération unique comporte notamment :

- Les principales caractéristiques de la société d'économie mixte à opération unique : notamment la part de capital que la collectivité territoriale souhaite détenir ;
- les règles de gouvernance et les modalités de contrôle dont la collectivité souhaite disposer sur l'activité de la société définies, le cas échéant, dans un pacte d'actionnaires ;
- les règles de dévolution des actif et passif de la société lors de sa dissolution ;
- Le coût prévisionnel global de l'opération pour la collectivité territoriale et sa décomposition.

La SEMOP peut être constituée à la suite d'une procédure de marché public ou de concession, et aura ainsi en grande partie les avantages et inconvénients de chacun de ces modes de gestion, avec la particularité que la Collectivité est actionnaire de la SEMOP donc en partie le titulaire ou le concessionnaire.

À l'aune des objectifs préalablement énoncés, le recours à la SEMOP peut être apprécié selon les mêmes critères que pour les options « régie », « marché public » et « concession » précédemment analysées :

- Recherche de performance / Transfert du risque :

- ***SEMOP Marché public*** : m2A supportera les risques de maitre d'ouvrage et pouvoir adjudicateur (pas de risque transféré à la SEMOP)
- ***SEMOP Concession*** : m2A supportera le risque commercial et le risque d'exploitation à hauteur de sa participation au capital de la SEMOP.

- Réduction du coût pour la Collectivité :

- ***SEMOP Marché public*** : m2A supportera l'ensemble des coûts en tant que pouvoir adjudicateur (pas de financement porté par la SEMOP). Inchangé par rapport à la gestion en marché public, à l'exception éventuelle que m2A pourra mieux contrôler les frais de structure et l'éventuelle marge.
- ***SEMOP Concession*** : le coût restera normalement réduit comme on l'a précédemment exposé pour les concessions, mais m2A financera le service à hauteur de sa participation au capital de la SEMOP.

- Évolutivité / Réversibilité : L'évolutivité du service devra nécessairement s'inscrire dans le cadre formalisé des avenants aux contrats de DSP. Le code de la commande publique prévoit des mécanismes de modification du contrat permettant la conclusion d'avenants de forte ampleur, si ceux-ci sont anticipés et sont contractuellement prévus.

- ***SEMOP Marché public et concession*** : le fait d'être associé au sein de la SEMOP permet à la Collectivité et à l'opérateur d'anticiper les modifications nécessaires et d'avoir un intérêt commun à mettre en œuvre, mais la SEMOP ajoute une strate de négociation et de validation des décisions de modification du contrat.
  S'agissant de la réversibilité, un autre mode de gestion peut relativement facilement se substituer à la SEMOP.

- Effectivité de la mise en concurrence :

- ***SEMOP Marché public*** : pas de négociation possible avec les candidats sauf pour les marchés publics globaux.
- ***SEMOP Concession*** : La possibilité de pouvoir négocier avec les candidats permet de renforcer l'effectivité de la mise en concurrence et d'optimiser l'offre la plus performante.

- Gestion des ressources humaines : Elle est assurée par le concessionnaire, en l'occurrence dans le cadre de la convention collective applicable.

- Prise en charge des investissements :

- ***SEMOP Marché public*** : m2A supportera l'ensemble des investissements en tant que pouvoir adjudicateur (pas de financement porté par la SEMOP). Inchangé par rapport à la gestion en marché public.
- ***SEMOP Concession*** : le coût restera normalement réduit comme on l'a précédemment exposé pour les concessions, mais m2A financera les investissements à hauteur de sa participation au capital de la SEMOP.

- Innovations proposées :

- ***SEMOP Marché public*** : elles seront proposées par la SEMOP mais le cadre relativement rigide du marché public (qu'il soit exécuté par une SEMOP ou non) les rend complexe à mettre en œuvre, sauf pour les marchés publics globaux pour lesquels la pertinence et les modalités d'exécution pourront être négociées puis formalisées dans les termes du contrat.

- ***SEMOP Concession*** : Les candidats pourront proposer des innovations dans leurs offres, dont la pertinence et les modalités d'exécution pourront être négociées puis formalisées dans les termes du contrat.

- Maîtrise du service :

- ***SEMOP Marché public*** : qu'il soit exécuté par une SEMOP ou non, m2A restera maitresse des décisions et choix présents et à venir pour la gestion et l'organisation du service.
- ***SEMOP Concession*** : Traditionnellement, il est considéré que le recours à la DSP entraine une perte de maîtrise sur le service. En associant la Collectivité à l'exécution du service par une SEMOP, elle recouvre en partie la maitrise de ce dernier. Mais cela dépendra beaucoup de la part de capital qu'elle choisit de détenir dans la SEMOP.

Le recours à la SEMOP (concession) répond donc aux attentes de la m2A.

B. SYNTHESE : SELECTION DU MODE DE GESTION

Au total, les principales caractéristiques des différents modes de gestion peuvent être résumées comme suit :

Modes de gestion	Avantages	Inconvénients
Régie autonome	Le contrôle de la Collectivité sur le service est total, l'accès à l'information est donc plus direct. La Collectivité peut gérer l'équilibre entre les objectifs commerciaux et les objectifs de service public.	Le risque d'exploitation et la responsabilité envers les usagers du service et les tiers est assumé directement par la Collectivité. Le passage à un mode de gestion internalisé implique que la Collectivité supporte des coûts financiers de transition. Elle ne bénéficiera pas des économies d'échelle que permet le recours à un opérateur. Les investissements et les charges d'exploitation et de personnels pèseront sur la Collectivité. Les personnels seront au statut privé sauf le directeur et l'agent comptable, donc deux statuts différents à gérer. Pas de totale maitrise de l'équilibre social. La compétence doit être maitrisée en interne. Nécessité de conclure des contrats publics spécifiques pour toutes les prestations que la régie ne permet pas d'assurer (ex : marchés publics pour la conception, construction, entretien-maintenance, le GER,

		approvisionnement en combustible, commercialisation…).
Régie personnalisée	Le service est géré par une entité à personnalité morale distincte de la Collectivité mais qui est sous sa tutelle (généralement un EPIC). Un contrat d'objectifs est conclu entre la Collectivité et l'EPIC. L'EPIC est dirigé par un conseil d'administration et un directeur responsable du fonctionnement des services. Les ressources humaines sont gérées en interne par l'EPIC.	Elle implique des formalités de création. Le risque technique, d'exploitation et la responsabilité envers les usagers du service et les tiers est assumé par la Collectivité si l'EPIC n'atteint pas les objectifs fixés. Le passage à un mode de gestion internalisé implique que la Collectivité supporte des coûts financiers de transition. Elle ne bénéficiera pas des économies d'échelle que permet le recours à un opérateur. La compétence doit être maitrisée en interne. Nécessité de conclure des contrats publics spécifiques pour toutes les prestations que la régie ne permet pas d'assurer.
Marché public	Les ressources humaines sont gérées par le cocontractant de la Collectivité. La Collectivité conserve la maitrise des décisions et choix présents et futur pour le service et son organisation.	Il est enserré dans le cadre juridique strict de la commande publique, imposant notamment une définition précise du besoin. L'allotissement étant la règle, plusieurs lots ou marchés seront nécessaires si le contrat concerne différents services. Le coût du service est entièrement à la charge de la Collectivité (frais de structure et de marge de l'opérateur compris).

		Le cocontractant n'est pas exposé à un risque d'exploitation ; c'est la Collectivité qui supporte les risques du service. *<u>Marché public conclu avec une SEMOP</u> :* Mêmes inconvénients que le marché public classique.
	<u>Marché public conclu avec une SEMOP</u> : La Collectivité peut mieux maitriser les frais de structure et de marge de l'opérateur, et est associée aux gains aux gains à hauteur de sa participation au capital.	
Concession	Le concessionnaire supporte les risques technique, d'exploitation et commercial. La Collectivité peut bénéficier de l'expérience et du savoir-faire des opérateurs du secteur, avec les économies d'échelle qui vont avec. Le contrat organise et veille aux bonnes relations contractuelles et à une information satisfaisante de la Collectivité pour conserver la maitrise du suivi du service.	La maitrise du service par la Collectivité est moindre car le concessionnaire doit être relativement autonome. La collectivité ne fixe pas les tarifs, mais le concessionnaire s'engage dans son offre à un tarif fixe (sauf clauses de révision strictement encadrées). Le cadre rigide du Code de la commande publique limite les évolutions du contrat (avenant).

	Les relations sociales sont gérées par le concessionnaire. <u>*Concession conclue avec une SEMOP*</u> : La Collectivité est associée aux gains à hauteur de sa participation au capital, et recouvre en partie la maitrise du service.	<u>*Concession conclue avec une SEMOP*</u> : La Collectivité est associée aux risques à hauteur de sa participation au capital.

C. COMPARAISON PAR CRITERES :

Critère	**Régie** *(éléments communs à toutes les régies sauf indication contraire)*	**Marché public** *(éléments communs avec le marché public conclu avec une SEMOP sauf indication contraire)*	**Concession** *(éléments communs avec la Concession conclue avec une SEMOP sauf indication contraire)*
Performance / Transfert du risque d'exploitation	Risque supporté par la Collectivité	La performance pourra être incitée par l'insertion d'engagements de performance sanctionnés par de pénalités Le titulaire ne supporte pas les risques techniques, d'exploitation et commercial	La concession incite le concessionnaire à exploiter efficacement le service, le fait de ne pas exploiter convenablement le service pourrait avoir pour effet de limiter les recettes perçues auprès des usagers du service et donc ne pas lui permettre d'amortir ses investissements et/ou de dégager une marge bénéficiaire

			Le contrat de concession devra comprendre des indicateurs de performance sur lesquels les concessionnaires seront suivis Risque technique et commercial supporté par le concessionnaire <u>*Concession conclue avec une SEMOP*</u> : La Collectivité est associée au risque d'exploitation à hauteur de sa participation au capital.
Réduction du coût pour la Collectivité	Pas de charges de structure d'un opérateur, mais pas ou peu d'économies d'échelle	Charges de structure d'un opérateur Mais économies d'échelle, et résultat de la mise en concurrence favorisé par les négociations prévues par les textes pour ce qui concerne les marchés globaux	Le concessionnaire prend à sa charge les investissements et les rentabilise grâce aux recettes du service. Si les investissements sont très importants, il est possible de recourir à une subvention de la part de la collectivité (dans les limites du droit applicable aux concessions et du droit européen en matière de subvention), et/ou à une valeur résiduelle en fin de contrat dans le cas d'une durée de travaux non amortis en fin de contrat.

			L'économie général du contrat intègre des charges de structure d'un opérateur Mais économies d'échelle, et résultat de la mise en concurrence, favorisé par les négociations prévues par les textes <u>*Concession conclue avec une SEMOP*</u> : La Collectivité participe au financement à hauteur de sa participation au capital
Évolutivité / Réversibilité	Evolution du service : facile Changement de mode de gestion : En pratique la réversibilité est difficile à mettre en œuvre, notamment au regard du personnel employé par la régie	Cadre des avenants régis par le Code de la commande publique Barème d'unités d'œuvre Changement de mode de gestion : aisé. <u>*MP conclu avec une SEMOP*</u> : Le fait d'être associé au sein de la SEMOP permet à la Collectivité et à l'opérateur d'anticiper les modifications nécessaires et d'avoir un intérêt commun à mettre en œuvre, mais la SEMOP ajoute une	Cadre des avenants régis par le Code de la commande publique Barème d'unités d'œuvre Changement de mode de gestion : aisé <u>*Concession conclue avec une SEMOP*</u> : Le fait d'être associé au sein de la SEMOP permet à la Collectivité et à l'opérateur d'anticiper les modifications nécessaires et d'avoir un intérêt commun à mettre en

		strate de négociation et de validation des décisions de modification du contrat.	œuvre, mais la SEMOP ajoute une strate de négociation et de validation des décisions de modification du contrat.
Effectivité de la mise en concurrence	Pas de confrontation à d'autres offres	Obligation d'allotissement sauf recours aux marchés globaux : concurrence inhérente à la procédure, y compris avec des lots de taille réduite Mais possibilités restreintes de négociation sauf recours aux marchés globaux	Mise en concurrence et négociation inhérentes à la procédure. Les opérateurs sont par ailleurs coutumiers de cette forme de contrat ce qui augmente, en principe, le degré de concurrence.
Gestion des ressources humaines	Personnel au statut de droit privé sous la convention collective applicable, sauf le directeur et l'agent comptable qui sont de droit public	Assurée par le titulaire, dans le cadre de la convention collective applicable	Assurée par le concessionnaire, dans le cadre de la convention collective applicable. *Concession conclue avec une SEMOP* : La Collectivité participe à la gestion des ressources humaines en tant qu'actionnaire de la SEMOP.
Procédure de passation	Attribution directe. Marchés de la régie : Code de la commande publique	m2A agit en tant que pouvoir adjudicateur pour les marchés confiant l'exploitation du service : possibilités restreintes de négociation sauf recours aux marchés globaux	Large possibilité de négociation

Prise en charge des investissements	m2A	m2A	Le concessionnaire, avec subvention de m2A, et/ou valeur résiduelle en fin de contrat envisageable le cas de travaux non amortis en fin de contrat. *Concession conclue avec une SEMOP* : M2A participe au financement à hauteur de sa participation au capital.
Innovations	Dépendent essentiellement de m2A	Portées par le titulaire, à l'aune de son expérience et savoir-faire dans le secteur des réseaux de chaleur, mise en œuvre dans le cadre d'un marché public	Proposées par les candidats puis par le concessionnaire, à l'aune de leur savoir-faire dans le secteur des réseaux de chaleur
Maîtrise du service	En principe très complète, en particulier pour la régie autonome.	Bonne, sous réserve d'une rédaction adaptée des clauses du marché et de ressources adéquates pour le pilotage	Relativement bonne, sous réserve d'une rédaction adaptée des clauses du contrat et de ressources adéquates pour le pilotage. *Concession conclue avec une SEMOP* : M2A augmente sa maitrise du service par sa participation à la gouvernance de la SEMOP (cela dépend du capital détenu).

Pour se déterminer à l'aune de cette synthèse, m2A donne la priorité à la recherche :

- d'une externalisation des risques techniques, d'exploitation et commerciaux liés à la réalisation des travaux et l'exploitation du service ;
- de solutions lui évitant d'avoir à assurer la gestion et la charge directe des investissements ;
- de procédures assurant la mise en concurrence la plus efficace possible, le meilleur apport en savoir-faire des exploitants, ainsi qu'une marge de négociation la plus large possible.

Compte tenu de ces critères d'appréciation et des objectifs de m2A, le mode de gestion en SEMOP a qui sera confiée une <u>concession</u> apparaît le mieux adapté.

Ainsi, au regard des éléments explicités ci-avant, le mode de gestion proposé est le suivant :

- **une concession portant délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation du réseau de chaleur urbain, ainsi que la création d'une société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) pour exécuter ladite concession.**

III. CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT

A. OBJET

En conséquence du choix du mode de gestion, le futur contrat aura pour objet :

La conception, la réalisation des travaux et l'exploitation du service public de chaleur sur un périmètre défini et un ensemble de prestations associées vis-à-vis des abonnés, usagers et de m2A.

B. DUREE

Conformément à l'article R3114-2 du Code de la commande publique, la durée des contrats de concession est encadrée.

La durée théorique est de 5 ans, mais elle peut être augmentée en fonction de l'importance des investissements à la charge du concessionnaire. Elle ne doit alors pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.

Dans l'arrêt Société Comba, le Conseil d'Etat indiquait que la durée normale des investissements n'est pas nécessairement la durée de l'amortissement comptable des investissements mais « ***peut être la durée normalement attendue pour que le délégataire puisse couvrir ses charges d'exploitation et d'investissement, compte tenu des contraintes d'exploitation liées***

à la nature du service et des exigences du délégant, ainsi que de la prévision des tarifs payés par les usagers »[5].

Dans ses conclusions sous cet arrêt, le rapporteur public Da Costa faisait également valoir que la durée à retenir devait *« permettre au délégataire d'équilibrer ses charges et de* ***réaliser une marge normale, compte tenu du secteur économique concerné, mais aussi des exigences de la collectivité délégante en matière de tarifs*** ».

Une durée de **25 ans** est jugée adéquate compte tenu de l'économie du service et des dépenses pesant sur l'opérateur.

C. MISSIONS DEVOLUES

Le futur contrat imposera au concessionnaire (SEMOP), entre autres, les obligations et l'exécution des missions suivantes :

- Conception, financement et construction d'installations (unités de productions, réseaux et sous-stations) ;
- Gestion aux risques et périls ;
- Fourniture de chaleur aux usagers ;
- Développement et commercialisation du service (signature des polices d'abonnement) ;
- Exploitation, entretien, maintenance et travaux de Gros Entretien et Renouvellement (GER) ;
- Suivi du patrimoine de la concession ;
- Gestion transparente : devoir d'information ; redevance de contrôle ; gestion de fin de contrat.
- Respect d'objectifs de qualité et de service.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations du concessionnaire feront l'objet d'une description lors de l'établissement du dossier de consultation des entreprises.

M2A, en tant qu'autorité concédante, conservera le contrôle du service et devra obtenir du concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations, et ce, dans tous les domaines : technique, comptable, financier, environnemental, qualité du service rendu à l'usager, etc. Le concessionnaire sera ainsi soumis à des mesures de contrôle relevant à la fois des obligations contractuelles et des obligations réglementaires.

D. PERIMETRE

Le périmètre du futur contrat est :

- Illzach
- Kingersheim
- Lutterbach
- Mulhouse

[5] CE, 11 août 2009, n° 303517.

- Pfastatt
- Ottmarsheim
- Wittenheim

E. CONDITIONS FINANCIERES

1. Rémunération du concessionnaire et redevances

S'agissant de la rémunération, le concessionnaire sera rémunéré par les ressources tirées de l'exploitation du service public rendu aux usagers, dans les conditions à définir dans le contrat de concession.

Le concessionnaire sera amené, selon les choix de m2A, à verser :

- Une **redevance pour frais de contrôle**, que ce contrôle soit assuré par les services de la collectivité ou par des prestataires de m2A. Elle n'est pas obligatoire ;
- Une **redevance d'occupation du domaine public** pour les unités de production situées sur des emprises m2A et des collectivités concernées et pour les réseaux situés sous la voirie publique[6].

2. Investissements et charges

Le Concessionnaire supportera l'ensemble des investissements relatifs à la conception et la réalisation du réseau de chaleur. Il sollicitera à ce titre les subventions ADEME afférentes.

Les charges assumées par le concessionnaire seront décomposées de la manière suivante :

- **Charges d'exploitation :** charges de personnel, charges de combustibles, fluides (gaz, eau, électricité etc.), coût de l'entretien et de la maintenance des systèmes et biens du service etc.
- **Charges d'investissements :** frais d'amortissement, dotations aux opérations de gros entretien et renouvellement, etc.
- **Charges de structure :** frais administratifs, frais d'information, frais de communication / marketing, frais de télécommunication, frais d'assurances, impôts et taxes, frais de structure et de direction, redevance d'occupation du domaine public, autres provisions, etc.

F. CARACTERISTIQUES DE LA SEMOP

[6] Son montant n'a pas obligatoirement à être fixé à l'avance par m2A et les collectivités concernées, il peut être laissé à la proposition des candidats (et sera jugé au titre des critères d'attribution de la concession) et peut, au regard de l'économie générale du contrat et donc des avantages de toute nature procurés au concessionnaire, revêtir un montant modéré voire symbolique.

La part de capital que m2A souhaiterait détenir est de 49 %.

A titre indicatif, il est estimé que le capital total de la SEMOP devrait être d'environ 1 à 2 millions d'euros.

Les règles de gouvernance et les modalités de contrôle dont m2A souhaite disposer sur l'activité de la SEMOP seront précisées dans un pacte d'actionnaires. Celui-ci déterminera notamment les règles de gouvernance, les modalités de contrôle par m2A, les conditions de cessibilité des parts (le cas échéant, encadrement et/ou agrément). En tout état de cause :

- La SEMOP sera organisée sous forme d'une société anonyme à Conseil d'administration ;
- Le président du Conseil d'administration sera un représentant de m2A ;
- Le directeur général (dont le pacte d'actionnaires prévoira que la fonction sera distincte de celle de Président) sera désigné sur proposition de l'ensemble des actionnaires
- Le nombre de siège d'administrateurs sera défini au cours de la procédure de passation dans le respect des dispositions du Code de commerce. Les sièges seront attribués en fonction du capital détenu.

Les règles de dévolution des actifs et passifs de la société lors de sa dissolution qui seront fixées dans le document de préfiguration sont prévisionnellement les suivantes :

- L'ensemble des biens, meubles ou immeubles nécessaires au fonctionnement du service public (dits " biens de retour ") feront nécessairement retour gratuitement à m2A ;
- Le régime des biens de reprise sera défini dans la convention de concession ;
- Les biens non transférés à m2A en vertu des stipulations de la convention de concession seront répartis conformément aux dispositions du Code de commerce et du pacte d'actionnaires ;
- Après remboursement des apports aux associés, en cas de boni de liquidation, celui-ci sera réparti entre les actionnaires en proportion du capital social détenu par chacun d'eux.

Le Coût prévisionnel global de l'opération pour m2A et sa décomposition sont les suivants :

- Le montant prévisionnel des investissements devrait être au total de 60 millions d'euros HT ;
- Il est précisé que lors de l'exécution et en fin de contrat, le coût global de l'opération pour m2A pourra évoluer en fonction des variables suivantes :
    - Diminution du coût global pour m2A liée à son statut d'autorité concédante, via le versement de la redevance dont il bénéficiera ;
    - Diminution du coût global pour m2A liée aux ressources qu'il retirera de son statut d'actionnaire et d'autorité concédante (partage de bénéfice, dividendes, etc.) ;
    - Augmentation éventuelle du coût que m2A pourrait supporter en tant qu'actionnaire de la société, liée à des pertes d'exploitation ;
    - Diminution du coût global à l'issue de contrat résultant du retour des biens et, le cas échéant, d'une part du boni de liquidation.

G. REGIME DU PERSONNEL

Les personnels seront ceux du Délégataire (soit recrutés par la SEMOP, soit mis à disposition de la SEMOP par l'opérateur économique)

Le réseau étant à créer et sauf projet de rachat de réseaux existants, il n'existe pas de personnels à reprendre.

En outre, aucun des agents de m2A qui la composent ne serait appelé à être détaché ou mis à disposition du futur gestionnaire.

Le projet tel qu'il est envisagé n'a donc pas d'incidence sur l'organisation et le fonctionnement actuels des services de m2A.

H. MODALITES DE SUIVI ET DE CONTROLE PAR M2A

1.Suivi et contrôle de l'exécution du service

Le contrat de concession détaillera les procédures de contrôle et de suivi du service par m2A, à savoir notamment :

- la production régulière, en cours d'exercice, de tableaux de bord de l'exploitation, permettant une réaction rapide en cas d'écart constaté par rapport à la prévision ;
- la production annuelle du rapport du concessionnaire, dans les conditions définies aux articles L. 3131-5 et R. 3131-2 à R. 3131-4 du Code de la commande publique, complétées par une description détaillée des formats demandés par m2A ;
- les procédures d'alerte spécifique de m2A en cas d'urgence ;
- le droit permanent d'audit, de contrôle, de communication et de vérification de documents (notamment comptables et fiscaux) ouvert à m2A ;
- la possibilité pour m2A de réaliser ou faire réaliser des enquêtes et démarches visant au contrôle externe de la qualité du service et d'une manière générale de sa conformité aux engagements contractuels.

Un comité de suivi périodique pourra être mis en place entre m2A et le concessionnaire.

2. Mécanisme de pénalités

Le contrat comportera un dispositif de pénalités. De manière non limitative, il portera sur :

- la non-réalisation, sans justification suffisante, de prestations prévues au contrat : service non assuré, retard ou absence d'investissements dus par le délégataire, défaut de transmission d'informations à m2A ;
- le non-respect d'obligations légales ou réglementaires à la charge du délégataire ;
- la non-atteinte d'objectifs assignés en matière de qualité du service.

Il pourra être prévu dans le pacte d'actionnaires que les pénalités sont prises en charge par l'opérateur économique (et donc remboursées à la SEMOP par ce dernier), comme c'est usuellement le cas.

IV. CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE CONCESSION ET DE LA SEMOP

PHASES	PERIODES
Consultation de la CCSPL	**6 mars 2025**
Consultation du Comité social territorial	**13 mars 2025**
Délibération du Conseil communautaire sur le principe de la concession et de la SEMOP + lancement de la procédure	**24 mars 2025**
Publication de l'avis de concession devant comporter un document de préfiguration	avril 2025
Transmission du DCE	avril 2025
Date limite de remise des dossiers des candidatures et offres initiales	**mi-mai 2025**
Commission DSP 1 : Admission des candidatures	**début juin 2025**
Envoi DCE Offres aux candidats retenus	mi-juin 2025
Date limite de remise des offres initiales	**fin octobre 2025**
Analyse des offres initiales	**décembre 2025**
Négociations	**janvier 2026 à septembre 2026**
Commission DSP 2 : Validation rapport final	**fin septembre 2026**
Choix du concessionnaire et du coactionnaire pressenti par l'Exécutif	**fin septembre 2026**
Mise au point du contrat	fin octobre 2026
Rapport du Président sur le choix de l'attributaire et du coactionnaire de la SEMOP	novembre 2026
Délibération du Conseil communautaire sur le choix de l'attributaire et coactionnaire de la SEMOP au vu des documents communiqués et du choix de l'exécutif	**fin novembre/début décembre 2026**
Signature des statuts et du pacte d'actionnaires	**décembre 2026/Janvier 2027**
Immatriculation de la SEMOP au RCS	**janvier/février 2027**
Signature du contrat de concession	**février 2027**
Notification et début d'exécution du contrat	**fin février 2027**

M. LE PRÉSIDENT : Sur le choix du mode de gestion et de lancement de la Délégation de Service Public : qui est contre ? Qui s'abstient ?

Pour : 63 + 21 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie, merci de votre confiance et nous pouvons être fiers collectivement de ce projet.

37° BIODIVERSITÉ : RÉPONSE À L'APPEL À PROJET TRAME VERTE ET BLEUE POUR UN SECTEUR DE 6 COMMUNES (8.8/2693C)

Depuis plusieurs années, la Région Grand Est, la DREAL, l'Office Français pour la biodiversité et l'Agence de l'eau Rhin Meuse sont financeurs d'un appel à projet trame verte et bleue (AAPTVB, ci-après). Ce dernier inclut un accompagnement au montage de projets et des financements incitatifs (jusqu'à 80% de financement pour les études et travaux de restauration et 50% pour les animations), et vise à soutenir des **projets globaux et multi-partenariaux de préservation et de reconquête de la trame verte et bleue** sur le territoire du Grand Est.

M2A est amenée à traiter de nombreux enjeux environnementaux dans l'exercice de ses compétences protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, GEMAPI, gestion des eaux pluviales urbaines et aménagement de l'espace communautaire. Par ailleurs, l'agglomération est en train de se doter, à l'occasion de l'élaboration de son PLUi, d'une trame verte et bleue définie à l'échelle de son territoire, en concertation avec les communes. Cette mise à jour des composantes de la trame verte et bleue représente une opportunité pour envisager la création ou la restauration de continuités écologiques.

C'est dans ce contexte et au regard des nombreux éléments de diagnostic disponibles agrégés par m2A (dans le cadre d'un groupe de travail agriculture et environnement) sur les communes de Riedisheim, Rixheim, Habsheim, Zimmersheim, Eschentzwiller et Dietwiller que l'Agglomération entend s'engager, pour ces communes, dans une première réponse à appel à projet dès le 31 mars prochain. Ces communes constituent en effet un ensemble cohérent appartenant à une même région écogéographique.

A ce stade, il est envisagé de solliciter une étude sur la fonctionnalité écologique des éléments constitutifs de la TVB de cette zone (réservoir de biodiversité « ZNIEFF des collines du horst mulhousien » et corridors identifiés dans le SRCE, le SCoT et dans le cadre du travail d'élaboration du PLUi) ainsi que trois actions de plantation de haies, de restauration d'étangs et d'incitation à la plantation. Les communes resteront les maitres d'ouvrage de ces actions mais bénéficieront de l'accompagnement technique de l'agglomération en sa qualité de structure coordinatrice. Les résultats de l'étude permettront de déterminer où et comment prioriser les restaurations et actions à venir, finançables ultérieurement dans le cadre de cet appel à projet.

Le lancement d'une telle démarche constitue une première à l'échelle de l'agglomération et a vocation à essaimer si d'autres ensembles de communes souhaitent également s'engager dans cette voie.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'agglomération :

- Approuve le dépôt par m2A d'une réponse à l'appel à projet TVB de la Région Grand Est, de la DREAL, de l'Office Français pour la biodiversité et de l'Agence de l'eau Rhin Meuse.
- Autorise le Président ou son représentant à établir et signer toutes les pièces contractuelles nécessaires et mettre en œuvre les actions qui en découleront.

M. LE PRÉSIDENT : Nous continuons par la biodiversité : une réponse à l'appel à projets trame verte, trame bleue pour un secteur de six communes. Loïc RICHARD.

M. RICHARD : Merci Monsieur le Président. Depuis déjà de nombreuses années, la Région Grand Est, la DREAL et l'Office Français de la Biodiversité ainsi que l'Agence de l'eau proposent un appel à projets trames verte et bleue qui peut induire des accompagnements des communes engagées jusqu'à 80% des études et des travaux de restauration qui peuvent être pris en charge. Il faut pour cela que les projets soient multi partenariaux et donc m2A est amené à traiter également à travers ses compétences, les enjeux environnementaux, la protection de l'environnement et du cadre de vie. Par ailleurs, dans le cadre du travail sur l'élaboration du PLUi, une trame verte et bleue sera définie à l'échelle de son territoire. C'est dans ce contexte, et avec tous les éléments de diagnostic dont dispose l'Agglomération que le groupe de travail Agriculture et Environnement, alors il y en a deux sur le territoire, un sur les Collines et un sur le bassin potassique. Celui des collines a souhaité s'engager sur cet appel à projets, il s'agit des six communes de Riedisheim, Rixheim, Habsheim, Zimmersheim et Eschentzwiller et Dietwiller, pour une réponse à cet appel à projet le 31 mars prochain. Il s'agit à ce stade de solliciter une étude de la fonctionnalité écologique de cet ensemble de six collines, et d'y intégrer également trois actions de plantations de haies, de restauration des temps et d'incitation à la plantation. Les communes resteront maître d'ouvrage, mais ces actions pourront bénéficier de l'accompagnement technique de l'Agglomération en sa qualité de coordinatrice. Le lancement d'une telle démarche constitue une première à l'échelle de l'agglomération et a vocation bien sûr à essaimer si d'autres ensembles de communes, avec des ensembles territoriaux cohérents, souhaitent s'engager dans cette voie. Il s'agit donc d'approuver le dépôt par m2A de cette réponse à l'appel à projets trame verte et bleue de la Région Grand Est, et d'autoriser le Président ou son représentant à établir, à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires et mettre en œuvre les actions qui en découleront.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Loïc. Est ce qu'il y a des questions ? Pas de questions. Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 63 + 21 procurations.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

38° MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LOTISSEMENT « NÉOLIA » RUE DE RUMERSHEIM À BANTZENHEIM : CONVENTION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE (1.4/2662C)

Mulhouse Alsace Agglomération a été sollicitée afin d'assurer la maîtrise d'œuvre de travaux de mise en place de réseaux d'adduction d'eau potable et de branchements par la société Néolia dans son projet de lotissement situé rue de Rumersheim à Bantzenheim.

Mulhouse Alsace Agglomération peut gérer des prestations de maîtrise d'œuvre sous réserve que celles-ci soient d'intérêt public local ou s'inscrivent dans le prolongement de ses missions de service public et dans le champ de sa compétence eau. L'intérêt public local est constitué dès lors que le nouveau réseau et les branchements réalisés ont vocation à être intégrés dans le domaine public de la commune.

L'exécution de la prestation de maîtrise d'œuvre donnera lieu au versement du montant forfaitaire suivant : 3 900,00 € HT (TVA en sus).

La mission de maîtrise d'œuvre, ainsi que les modalités financières, font l'objet d'une convention entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'aménageur Néolia, selon le projet ci-annexé.

Pour cette prestation, les recettes sont inscrites au budget annexe de l'eau 2025 :
Chap. 70 – article 7068
Service gestionnaire et utilisateur « COMMUNS »
Lignes de crédit n°6670 « Autres prestations de services »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve cette proposition d'assurer la maîtrise d'œuvre de travaux de mise en place de réseaux d'adduction d'eau potable et de branchements pour le compte de la société Néolia,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de signer la convention de maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réseau d'adduction d'eau potable au sein du lotissement « Néolia » rue de Rumersheim à Bantzenheim et toute pièce nécessaire à son exécution.

PJ : (1)

- Un projet de convention

POLE TRANSITION ECOLOGIQUE, ENERGETIQUE ET RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES (TEERE)

Régie de l'Eau m2A

CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LOTISSEMENT NEOLIA RUE DE RUMERSHEIM A BANTZENHEIM

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération, **m2A**, représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Conseillère Communautaire Déléguée, agissant conformément à une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 mars 2025,

désignée ci-après « m2A »

d'une part,

et

La société **NEOLIA** domiciliée au 1A rue Claude Debussy 68261 KINGERSHEIM représentée par Monsieur **POUEY Benoît**, Conducteur d'opération,

désignée ci-après « la Société»

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans le prolongement des missions de service public qu'effectue la Régie de l'Eau m2A, le service propose d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réseau d'alimentation en eau potable des lotissements privés ou parcs d'activités, lorsque ce réseau se situe sous des voiries qui ont vocation à être intégrées, à court terme, dans le domaine public.

Dans ce cadre, la Société NEOLIA en charge de l'aménagement du lotissement « Néolia » rue de Rumersheim - 68490 BANTZENHEIM, a sollicité m2A afin d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable dans ce lotissement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier à m2A pour le compte de la Société, une mission de maîtrise d'œuvre.

La mission confiée a pour objet l'étude et le suivi des travaux de pose d'un réseau d'adduction en eau potable dans le lotissement « Néolia » rue de Rumersheim à Bantzenheim.

Le coût prévisionnel des travaux pour la partie relative aux branchements et au réseau d'eau potable est évalué à 100 000 euros HT.

Article 2 : Définition et contenu de la mission

2.1 Définition de la mission

La mission de maîtrise d'œuvre se décompose en deux phases, comprenant chacune des éléments de mission de maitrise d'œuvre.

➢ **Phase de conception**

La phase de conception comporte les éléments de mission suivants :

1) Études de Projet (PRO)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

➢ **Phase de réalisation**

La phase de réalisation comporte les éléments de mission suivants :

1) Direction de l'exécution des travaux (DET)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

➢ **Limites de prestation**

La mission comprend toutes les prestations nécessaires à la conception et au contrôle de la réalisation du réseau en vue de son bon fonctionnement.

Les missions spécifiques d'assistance nécessaires à la réalisation de l'opération : études de sol, études géotechniques, sondages de positionnement des réseaux, coordination sécurité et protection de la santé sont à la charge financière du maître d'ouvrage.

2.2 Contenu des missions

2.2.1 Éléments de maîtrise d'œuvre : Études de projet (PRO)

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser le tracé, le diamètre, les caractéristiques physiques des conduites et des branchements à poser ;

- Fournir un plan des ouvrages ;
- Établir un coût prévisionnel des travaux ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'opération.

2.2.2 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du contrat de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de telle manière telle que celles-ci puissent présenter leur offre en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier technique.
  Celui-ci est constitué de :
  - Plans ;
  - Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
  - Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
  - Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP).

  La partie administrative (règlement de la consultation, cahier des charges administratives, dispositions financières, …) n'est pas une prestation comprise dans cette mission de maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre détermine les qualifications requises par l'entreprise pour pouvoir répondre à cet appel d'offre, le délai de réalisation des travaux, le prix estimatif.

- Analyser les offres des entreprises et vérifier leur conformité pour l'aspect technique.

2.2.3 Éléments de maîtrise d'œuvre : Direction de l'exécution des Travaux (DET)

La direction de l'exécution des travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation, respectent les études effectuées ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du contrat de travaux ;
- participer aux réunions de chantier décidées soit par le maitre d'œuvre lui-même ou par le maître d'ouvrage ;
- suivre les essais de pression et de confirmer que le réseau posé ne présente pas de fuites ;
- suivre les opérations de stérilisation de conduites et de branchements, de réceptionner la ou les analyses d'eau effectuées par un laboratoire spécialisé et de confirmer ou non la qualité de l'eau prélevée ;
- autoriser et de suivre les raccordements au réseau existant ;
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement des travaux et d'indiquer les changements notables qui pourraient avoir lieu.

2.2.4 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance aux Opérations de Réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception a pour objet de :

- organiser la réception des travaux ;

- assurer le suivi des éventuelles réserves formulées lors de la réception jusqu'à leur levée ;
- constituer le dossier des ouvrages exécutés.

Article 3 : Rémunération de la mission

En contrepartie des prestations effectuées, la Société verse à m2A un forfait de rémunération.

Le forfait de rémunération est égal à 3 900,00 € hors taxes (TVA en vigueur en sus). Ce forfait est ferme. Il n'est ni actualisable, ni révisable.

Cette rémunération fera l'objet d'un versement unique sous forme d'un virement administratif à l'achèvement des travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte par m2A. La Société se libèrera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte de m2A.

Coordonnées du compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse :

Service de Gestion Comptable Cité Administrative 12 rue Coehorn 68085 Mulhouse Cedex France				**BANQUE DE FRANCE** RC PARIS B 572104891 1, Rue la Vrillière 75001 PARIS		
Identification nationale (RIB)						
30001	00581		F6860000000			89
Identification internationale (IBAN)						
FR25	**3000**	**1005**	**81F6**	**8600**	**0000**	**089**
BIC : **BDFEFRPPCCT**						

Article 4 : Respect des prescriptions techniques

m2A, en tant que Maître d'œuvre veillera à ce que les travaux répondent scrupuleusement au cahier des charges technique qui est remis à la Société.

Le choix de l'entreprise chargée de réaliser les travaux est laissé à l'appréciation de la Société. Toutefois, l'entreprise devra avoir les qualifications professionnelles requises pour ce type de travail.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et prend fin à la remise du dossier des ouvrages exécutés, après levée des éventuelles réserves formulées lors de la réception des travaux.

Les travaux devraient s'achever à la fin de l'été de l'année 2025.

En cas d'abandon du projet d'aménagement, la Société en avertira m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les plus brefs délais. La convention prend fin dès que m2A en aura eu connaissance. Le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

En cas de désaccord ne permettant pas l'exercice de la maîtrise d'œuvre, m2A et la Société pourront résilier la convention, en avertissant l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chaque partie peut résilier la présente convention en cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'autre partie, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet dans le délai d'un mois à compter de sa réception par la partie défaillante.

En cas de résiliation, le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

Article 6 : Litiges

Tout litige relatif à l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg. Les parties auront recherché au préalable un règlement amiable de celui-ci.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux le …….

Pour la Société NEOLIA	Pour m2A
Le Chargé d'Affaires,	La Conseillère Communautaire Déléguée,
POUEY Benoît	Maryvonne BUCHERT

M. LE PRÉSIDENT : Maryvonne, sur la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable à Bantzenheim.

MME BUCHERT : Merci Monsieur le Président. Effectivement, nous avons été sollicités par l'Aménageur NEOLIA pour l'adduction de l'eau potable et de branchement pour un projet de lotissement situé à Bantzenheim, rue de Rumersheim. La prestation est évaluée à 3 900 € HT, et bien entendu, une convention sera mise en place entre m2A et l'aménageur NEOLIA. Vous avez le détail du projet qui est annexé à la délibération, alors nous vous demandons d'approuver cette proposition et d'autoriser le Président à signer cette convention avec l'aménageur.

M. LE PRÉSIDENT : Merci Maryvonne. Des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 62 + 21 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Marie HOTTINGER.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.

39° MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LOTISSEMENT « NÉOLIA » RUE DE MULHOUSE À REININGUE : CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE (1.4/2630C)

Mulhouse Alsace Agglomération a été sollicitée afin d'assurer la maîtrise d'œuvre de travaux de mise en place de réseaux d'adduction d'eau potable et de branchements par la société Néolia dans son projet de lotissement situé rue de Mulhouse à Reiningue.

Mulhouse Alsace Agglomération peut gérer des prestations de maîtrise d'œuvre sous réserve que celles-ci soient d'intérêt public local ou s'inscrivent dans le prolongement de ses missions de service public et dans le champ de sa compétence eau. L'intérêt public local est constitué dès lors que le nouveau réseau et les branchements réalisés ont vocation à être intégrés dans le domaine public de la commune.

L'exécution de la prestation de maîtrise d'œuvre donnera lieu au versement du montant forfaitaire suivant : 3 900,00 € HT (TVA en sus).

La mission de maîtrise d'œuvre, ainsi que les modalités financières, font l'objet de d'une convention entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'aménageur Néolia, selon le projet ci-annexé.

Pour cette prestation, les recettes sont inscrites au budget annexe de l'eau 2025 :
Chap. 70 – article 7068
Service gestionnaire et utilisateur « COMMUNS »
Lignes de crédit n°6670 « Autres prestations de services »

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération :

- approuve cette proposition d'assurer la maîtrise d'œuvre de travaux de mise en place de réseaux d'adduction d'eau potable et de branchements pour le compte de la société Néolia,
- charge Monsieur le Président ou son représentant de signer la convention de maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réseau d'adduction d'eau potable au sein du lotissement « Néolia » rue de Mulhouse à Reiningue et toute pièce nécessaire à son exécution.

PJ : (1)

- Un projet de convention

POLE TRANSITION ECOLOGIQUE, ENERGETIQUE ET RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES (TEERE)

Régie de l'Eau m2A

CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LOTISSEMENT NEOLIA RUE DE MULHOUSE A REININGUE

Entre :

Mulhouse Alsace Agglomération, **m2A**, représentée par Madame Maryvonne BUCHERT, Conseillère Communautaire Déléguée, agissant conformément à une délibération du Conseil d'Agglomération en date du 24 mars 2025,

désignée ci-après « m2A »

d'une part,

et

La société **NEOLIA** domiciliée au 34 Rue la Combe aux Biches – 25200 MONTBELIARD représentée par Madame DAUBIER Mélène, Responsable Développement Foncier,

désignée ci-après « la Société»

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Dans le prolongement des missions de service public qu'effectue la Régie de l'Eau m2A, le service propose d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réseau d'alimentation en eau potable des lotissements privés ou parcs d'activités, lorsque ce réseau se situe sous des voiries qui ont vocation à être intégrées, à court terme, dans le domaine public.

Dans ce cadre, la Société NEOLIA en charge de l'aménagement du lotissement « Néolia » rue de Mulhouse – 68950 REININGUE, a sollicité m2A afin d'assurer la maîtrise d'œuvre pour la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable dans ce lotissement.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de confier à m2A pour le compte de la Société, une mission de maîtrise d'œuvre.

La mission confiée a pour objet l'étude et le suivi des travaux de pose d'un réseau d'adduction en eau potable dans le lotissement « Néolia » rue de Mulhouse à Reiningue.

Le coût prévisionnel des travaux pour la partie relative aux branchements et au réseau d'eau potable est évalué à 140 000 euros HT.

Article 2 : Définition et contenu de la mission

2.1 Définition de la mission

La mission de maîtrise d'œuvre se décompose en deux phases, comprenant chacune des éléments de mission de maitrise d'œuvre.

➢ **Phase de conception**

La phase de conception comporte les éléments de mission suivants :

1) Études de Projet (PRO)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

➢ **Phase de réalisation**

La phase de réalisation comporte les éléments de mission suivants :

1) Direction de l'exécution des travaux (DET)
2) Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

➢ **Limites de prestation**

La mission comprend toutes les prestations nécessaires à la conception et au contrôle de la réalisation du réseau en vue de son bon fonctionnement.

Les missions spécifiques d'assistance nécessaires à la réalisation de l'opération : études de sol, études géotechniques, sondages de positionnement des réseaux, coordination sécurité et protection de la santé sont à la charge financière du maître d'ouvrage.

2.2 Contenu des missions

2.2.1 Éléments de maîtrise d'œuvre : Études de projet (PRO)

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser le tracé, le diamètre, les caractéristiques physiques des conduites et des branchements à poser ;

- Fournir un plan des ouvrages ;
- Établir un coût prévisionnel des travaux ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'opération.

2.2.2 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du contrat de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer la consultation des entreprises de telle manière telle que celles-ci puissent présenter leur offre en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier technique.
  Celui-ci est constitué de :
  - Plans ;
  - Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
  - Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
  - Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP).

  La partie administrative (règlement de la consultation, cahier des charges administratives, dispositions financières, …) n'est pas une prestation comprise dans cette mission de maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre détermine les qualifications requises par l'entreprise pour pouvoir répondre à cet appel d'offre, le délai de réalisation des travaux, le prix estimatif.

- Analyser les offres des entreprises et vérifier leur conformité pour l'aspect technique.

2.2.3 Éléments de maîtrise d'œuvre : Direction de l'exécution des Travaux (DET)

La direction de l'exécution des travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation, respectent les études effectuées ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du contrat de travaux ;
- participer aux réunions de chantier décidées soit par le maitre d'œuvre lui-même ou par le maître d'ouvrage ;
- suivre les essais de pression et de confirmer que le réseau posé ne présente pas de fuites ;
- suivre les opérations de stérilisation de conduites et de branchements, de réceptionner la ou les analyses d'eau effectuées par un laboratoire spécialisé et de confirmer ou non la qualité de l'eau prélevée ;
- autoriser et de suivre les raccordements au réseau existant ;
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement des travaux et d'indiquer les changements notables qui pourraient avoir lieu.

2.2.4 Éléments de maîtrise d'œuvre : Assistance aux Opérations de Réception (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception a pour objet de :

- organiser la réception des travaux ;

- assurer le suivi des éventuelles réserves formulées lors de la réception jusqu'à leur levée ;
- constituer le dossier des ouvrages exécutés.

Article 3 : Rémunération de la mission

En contrepartie des prestations effectuées, la Société verse à m2A un forfait de rémunération.

Le forfait de rémunération est égal à 3 900,00 € hors taxes (TVA en vigueur en sus). Ce forfait est ferme. Il n'est ni actualisable, ni révisable.

Cette rémunération fera l'objet d'un versement unique sous forme d'un virement administratif à l'achèvement des travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte par m2A. La Société se libèrera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse, dans un délai de 30 jours à compter de la réception du décompte de m2A.

Coordonnées du compte du Service de Gestion Comptable de Mulhouse :

Service de Gestion Comptable Cité administrative 12 rue Coehorn 68085 Mulhouse Cedex France				**BANQUE DE FRANCE** RC PARIS B 572104891 1, Rue la Vrillière 75001 PARIS		
Identification nationale (RIB)						
30001	00581		F6860000000			89
Identification internationale (IBAN)						
FR25	**3000**	**1005**	**81F6**	**8600**	**0000**	**089**
BIC : **BDFEFRPPCCT**						

Article 4 : Respect des prescriptions techniques

m2A, en tant que Maître d'œuvre veillera à ce que les travaux répondent scrupuleusement au cahier des charges technique qui est remis à la Société.

Le choix de l'entreprise chargée de réaliser les travaux est laissé à l'appréciation de la Société. Toutefois, l'entreprise devra avoir les qualifications professionnelles requises pour ce type de travail.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et prend fin à la remise du dossier des ouvrages exécutés, après levée des éventuelles réserves formulées lors de la réception des travaux.

Les travaux devraient s'achever à la fin de l'année 2025.

En cas d'abandon du projet d'aménagement, la Société en avertira m2A par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les plus brefs délais. La convention prend fin dès que m2A en aura eu connaissance. Le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

En cas de désaccord ne permettant pas l'exercice de la maîtrise d'œuvre, m2A et la Société pourront résilier la convention, en avertissant l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chaque partie peut résilier la présente convention en cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'autre partie, après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet dans le délai d'un mois à compter de sa réception par la partie défaillante.

En cas de résiliation, le montant du forfait de rémunération sera calculé au prorata de la mission effectuée.

Article 6 : Litiges

Tout litige relatif à l'interprétation de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg. Les parties auront recherché au préalable un règlement amiable de celui-ci.

Fait à Mulhouse, en deux exemplaires originaux le …….

Pour la Société NEOLIA	Pour m2A
La responsable Développement Foncier,	La Conseillère Communautaire Déléguée,
Mélène DAUBIER	Maryvonne BUCHERT

M. LE PRÉSIDENT : Dernière délibération, toujours Maryvonne, sur la mise en place d'un réseau d'adduction d'eau potable à Reiningue.

MME BUCHERT : Oui, c'est la même délibération que la précédente pour l'adduction d'eau potable et de branchement, toujours à la demande de NEOLIA, l'aménageur pour un lotissement situé à Reiningue, rue de Mulhouse. Alors l'évaluation de la prestation est identique à la précédente, c'est à dire 3 900 €HT. Une convention sera signée entre m2A et l'aménageur. Nous vous demandons donc d'approuver cette proposition et d'autoriser le Président à signer cette convention.

M. LE PRÉSIDENT : Merci y'a-t-il des questions ? Des votes contre ? Des abstentions ?

Pour : 62 + 21 procurations.
Ne prend pas part au vote (1) : Marie HOTTINGER.

La délibération est votée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. LE PRÉSIDENT : Je vous remercie.
Il ne me reste plus qu'à vous dire que les documents que vous avez vus concernant la création des réseaux de chaleur tout à l'heure, vous serons transmis. On vous fera parvenir également tous les documents sur la ZFE. Vous aurez donc tous les documents : réseau de chaleur et ZFE. Et il ne me reste plus qu'à vous inviter à un petit moment de convivialité purement mérité. Vous étiez parfaits, merci.

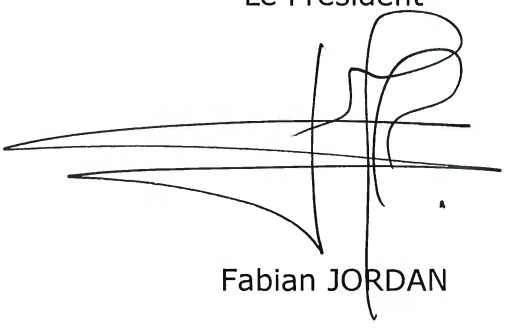
La séance est clôturée à 20 h 55.

Le secrétaire de séance



Jean-Luc SCHILDKNECHT

Le Président



Fabian JORDAN